La Méditerranée 1798-1956

Géographie : Le Portugal n'est pas un pays méditerranéen ! Seuls les deux tiers de l'Espagne, un tiers de la France appartiennent à l'espace méditerranéen. J'éviterai de suivre l'exemple de certains manuels d'histoire de la Méditerranée qui prennent des exemples au Pays Basque ou dans le Bordelais… La Mer Noire est à la limite de votre programme : par prudence, je l'ai incluse dans ce cours. Le terme « Balkans » ne désigne en principe qu'un massif bulgare, et par une extension courante les montagnes de Yougoslavie, de Grèce, d'Albanie et de Bulgarie ; mais comme à tout le monde il m'arrivera de l'étendre à l'ensemble des régions d'Europe situées au sud du Danube et à l'est de l'Istrie, voire parfois à l'ensemble de la Roumanie.

Salonique et Thessalonique c'est la même ville ; Istanbul, Constantinople et Byzance, aussi. En revanche « Stamboul », terme vieilli, désigne seulement la vieille ville : c'est un usage purement français qui n'a jamais correspondu à aucun usage local, contrairement à ce Wikipédia et certains guides touristiques laissent entendre. Un même pays s'est appelé « Autriche » avant 1867, « Autriche-Hongrie » de 1867 à 1918 (depuis 1918 ce sont deux pays indépendants). De 1923 à 1991 (inclus) on ne parle pas de la Russie mais de l'U.R.S.S. ; jusqu'en 1918, la capitale de ce pays était Saint-Pétersbourg et pas Moscou.

Au XIX^{e} siècle, l'expression « la Syrie » désignait l'ensemble de la côte orientale de la Méditerranée, y compris ce qui forme aujourd'hui le Liban, la Palestine et Israël (mais non compris le désert syrien) ; l'expression occidentale « le Levant » est à peu près synonyme de cet usage ancien du mot « Syrie ». La région géographique où Israël s'est installé s'appelle « la Palestine » depuis l'Antiquité, employer ce terme ne constitue donc pas une prise de parti politique ; il a pris d'autres sens à partir surtout de 1967, fort heureusement après la fin de votre programme. Les termes « le Moyen-Orient » (un anglicisme) et « le Proche-Orient », qui en gros désignent la même chose, ont une extension géographique assez vague, mais un peu plus large : ils incluent la Mésopotamie (= l'actuel Irak ou Iraq) et parfois l'Iran et l'Arabie, voire la Turquie. Enfin, on utilise de plus en plus en français l'expression « le Machrek » (= « l'Est » en arabe, par opposition au « Maghreb » qui est l'ouest) : ce terme désigne plus précisément l'ensemble des pays de langue arabe à l'est de l'Égypte (donc sans l'Iran ni la Turquie), mais certains Maghrébins (Maghreb = « ouest, Occident », c'est aussi le mot qu'on traduit en français par « Maroc ») y incluent l'Égypte.

Usage des majuscules : règles officielles (que beaucoup de gens massacrent, je sais). Les noms de religions et de communautées religieuses ne prennent pas de majuscule en français (« l'islam », « les coptes », « les maronites »), non plus que les noms de langues (« le français », « je parle français »), ceux de classes ou de milieux sociaux (« les vikings », « les mamelouks »), ceux de courants politiques ou assimilés (« les saint-simoniens » — remarquez qu'en français un nom de ce type dérivé d'un nom propre ne prend pas de majuscule) ni ceux de fonctions politiques et religieuses (« le pape », « l'empereur », « le roi » — on met cependant une majuscule quand ces termes désignent une personne bien précise, et équivalent donc à un nom propre [« hier j'ai vu le Pape à la télévision »], sauf quand un nom propre suit : « le pape Benoît XVI »). Les noms de nationalités, eux, prennent une majuscule (« les Français », « je suis un Français ») : donc, attention à bien distinguer ce qui est de l'ordre du religieux et ce qui ne l'est pas (on écrit « les juifs », mais « les Israéliens » !). De même, on écrit souvent : « la Constitution » (en parlant d'une constitution précise qu'on a en tête, car c'est également un quasi-nom propre), voire « la Constitution nouvelle » (si un *adjectif* précise le nom), mais on écrit de préférence : « la constitution de la France » (pas de majuscule quand un *nom propre* suit en position de complément de nom). Traditionnellement, dans les noms propres arabes on ne met pas de majuscule aux « el- », « al- », « es- », etc., qui sont des articles : on écrit donc par exemple « Boutros el-Boustani » (c'est l'équivalent exact de « Pierre du Boustan » : en français non plus le « du » ne prend pas de majuscule). Aucun adjectif ne prend de majuscule en français, même ceux dérivés de noms propres (une graphie comme *« le gouvernement Allemand » est un énorme anglicisme), sauf dans les noms propres et les sigles (« Organisation des Nations Unies »). On écrit donc notamment : « Je suis français ».

N.B. Je mets en italiques les mots étrangers non intégrés à la langue française (« *millet* »), en caractères normaux ceux qui sont d'usage en français avec une graphie française normée (« les oulémas »). Evidemment, la frontière entre les deux usages est affaire d'appréciation. Je n'ai pas pu harmoniser la transcription de l'arabe ; pour le turc en revanche, j'espère avoir harmonisé l'essentiel.

Dans les mots arabes, je remplace des macrons (traits horizontaux) qui notent les voyelles longues par des accents circonflexes ; par ailleurs, j'en oublie sans doute pas mal.

Divers : Même si c'est marginal pour votre programme, je vous rappelle que l'abréviation « U.S.A. » est interdite sous peine des supplices les plus raffinés : elle peut vous coûter cher, certains correcteurs faisant une véritable fixation là-dessus. Evitez-la même dans vos notes, pour vous en déshabituer (moi à l'ordinateur j'emploie le signe espagnol EEUU). Royaume-Uni est meilleur que « Angleterre » ou « Grande-Bretagne » ; de même, « les Britanniques » est meilleur que « les Anglais » quand on parle de l'ensemble de la population du Royaume-Uni. « Empire Ottoman » est meilleur pour les périodes antérieures à 1922, ou au moins à 1908, même

si au XIX[e] siècle les Européens parlaient déjà couramment de la « Turquie ». Au XIX[e] siècle, le gouvernement de l'Empire Ottoman (c'est-à-dire en principe, au sens strict, le sultan et son administration), et par métonymie l'Empire Ottoman tout entier, étaient parfois appelés « la (Sublime) Porte ».

Introduction.

La Méditerranée euro-africaine est une mer fermée, nettement plus que les deux autres grandes méditerranées, la caraïbe et la sud-asiatique. Le climat est rude (notamment l'été quand règne la sécheresse[1]), et la zone a longtemps été pauvre à l'exception des ports (seul le tourisme a fait du soleil et des littoraux des atouts). Ce d'autant que cette mer est souvent bordée de montagnes (principales exceptions : le Midi français, la plaine du Pô, l'Égypte et la Libye), et que les rives sont assez pauvres en matières premières.

C'est en Méditerranée, ou à proximité, que sont nés les trois grands monothéismes. Penesez au rôle religieux de Rome (plus ou moins convoitée par tous les universalismes à teinte catholique !), de « Constantinople » pour les orthodoxes[2], de la Terre Sainte, et, pas très loin, de La Mecque et de Médine, avec les flux de pélerins qu'elles drainent[3] ; en France et en Espagne, mais aussi bien sûr en Russie et dans les régions musulmanes, les logiques de croisade (ou de *jihad*) ont eu de beaux restes jusqu'au milieu du XX[e] siècle.

La Méditerranée est une ancienne mer centrale (de l'époque phénicienne à l'époque romaine — attention quand même, pas pour les Perses ni les Égyptiens !), coupée en deux par l'expansion de l'islam au VII[e] siècle donc devenue une frontière, un espace de conflit, même s'il ne faut pas oublier les liens (le commerce, la *lingua franca*[4]), puis marginalisée (relativement) par les grandes découvertes à partir du XV[e] siècle. Au XIX[e] et au XX[e] siècle, elle a été (tardivement) touchée par la colonisation, qui a, brièvement, rétabli une unité politique entre les deux rives et lui a rendu, pour moins d'un siècle, une importance géopolitique majeure ; la décolonisation a rétabli la coupure entre les deux rives, qui est aujourd'hui en gros celle du monde développé et démocratique et du tiers-monde (mais moins nettement qu'auparavant celle de l'islam et de la chrétienté, vu le développement rapide d'un islam d'Europe ; de plus,

---

1 En plein XX[e] siècle, des sécheresses exceptionnelles provoquaient encore des crises agricoles, surtout au sud de la Méditerranée : ainsi en 1921 (la production de blé dur, une culture indigène, passa de 7,1 millions de quintaux en 1918 à 4 millions en 1922). Cette crise se surajoutait aux effets de la crise de reconversion de l'après-guerre, qui n'avait rien de spécifiquement méditerranéen.

2 Pas seulement : la libération de Constantinople tombée aux mains des infidèles était un point essentiel du programme de rénovation de la chrétienté de Sainte Catherine de Sienne, mystique catholique du XV[e] siècle.

3 Au XVIII[e] siècle déjà, les caravanes de pèlerins pour La Mecque rassemblaient de 20.000 à 60.000 personnes selon les années au départ de Damas (venues du Levant, d'Europe, d'Anatolie et du Caucase), et de 30.000 à 40.000 au départ du Caire (venus du Maghreb et d'Afrique). Pour l'époque, ce sont des chiffres massifs ; et, bien sûr, de très nombreux échanges d'idées avaient lieu durant ces voyages. Le pèlerinage avait notamment pour effet de resserrer les liens entre musulmans de régions et d'ethnies très différentes.

4 On désigne de ce nom (ou de celui « franco » ou, après 1840, de « sabir ») le pidgin (parler mixte à grammaire simplifiée, qui n'est la langue maternelle de personne) par lequel les Méditerranéens chrétiens et musulmans communiquaient entre eux au Moyne Âge. C'est la langue de la « turquerie » du *Bourgeois gentilhomme*. Vers 1800, elle était en recul, mais elle était encore assez largement en usage à Alger, dans une version assez fortement arabisée, dans les relations intercommunautaires : la chambre de commerce de Marseille en publia un dictionnaire en 1830 (sans doute pour servir à la conquête de l'Algérie), et en 1837 Ismaÿl Urbain, incapable de se faire comprendre à Alger dans son arabe appris en Égypte, assure s'être exprimé en sabir (sans doute appris également en Égypte). Ce sabir algérois devint progressivement une langue ancillaire (c'est-à-dire essentiellement employée dans les rapports de maîtres européens à domestiques) et s'effaça par francisation progressive dans la seconde moitié du siècle, tout en laissant des traces dans le français des Pieds-Noirs. Gautier crut entendre parler sabir à Smyrne en 1857, mais dans l'Orient méditerranéen, cette langue souvent confondue avec de l'italien corrompu se fondit progressivement dans ce qu'on désignait du nom d'« italien d'Orient ». Un beau livre sur cette langue perdue, reflet d'une Méditerranée disparue : Jocelyne Dakhla, *Lingua franca*, ed. Actes Sud 2008, 591 p. (attention, il porte essentiellement sur la période antérieure à 1800 !).

Israël, « épine » occidentale quoique non chrétienne au cœur du monde musulman, vient compliquer le tableau).

Faut-il évoquer la profonde unité d'une aire de civilisation par-delà la différence des religions, qui sont d'ailleurs toutes trois issus du même moule ? Prudence, ne serait-ce que parce que des influences distinctes sont à l'œuvre dans les différentes zones : influences atlantiques en France du sud et en Espagne orientale, influence centre-européenne en Italie du nord et dans les Balkans, influence surtout, au sud et à l'est de la Méditerranée, des cultures du désert, avec la présence, jusqu'à la fin de votre programme (jusqu'à aujourd'hui !) de populations nomades ou semi-nomades[5] (celles de langue arabe portent le nom de « bédouins »[6]) : dans pas mal de régions ils dominaient les sédentaires jusqu'à ce que les évolutions économiques et démograhiques des XIX^e^ et XX^e^ siècles les marginalisent[7]. N'oubliez pas non plus les influences centre-asiatiques en Anatolie, à deux pas des côtes méditerranéennes, puis à zéro pas à la suite de l'expulsion des populations côtières grecques et arméniennes et de leur remplacement par des Turcs venus de l'arrière-pays en 1923… Cela dit, l'unité de la Méditerranée est sensible, notamment au niveau des cultures matérielles rurales (agriculture : blé et autres céréales ; techniques agricoles : norias, etc. ; nourriture ; l'architecture des maisons villageoises) mais aussi dans le caractère très urbain des cultures méditerranéennes (la cité ; les constructions en pierre) les cultures politiques (bavarder sur la place du village entre mecs, clientélisme), mœurs (les femmes voilées, l'« honneur » des hommes, des sociétés machos et hypocrites[8]) jusqu'au divorce entre modernités occidentale et musulmane, qui n'est net qu'à partir du XX^e^ siècle.

Dans un esprit voisin, l'historien français Fernand Braudel a insisté sur la lenteur des changements dans l'espace infrapolitique méditerranéen, et notamment dans l'univers villageois. Ce monde longtemps immuable était d'abord celui des agricultures traditionnelles, qui était souvent un *minifundio* (toute petite propriété, notamment dans les montagnes et les toutes petites plaines côtières) mais pouvait être aussi un *latifundio* (grande propriété, surtout dans les grandes plaines[9]) ancien et peu productif (notamment au sud de l'Italie et de l'Espagne) : pas mal de cultures (par exemple l'olivier) se retrouvaient dans les deux systèmes. Le système le plus courant était une polyculture reposant sur les céréales, la vigne

---

5 Il y a aussi des nomades et des semi-nomades au nord (les Tsiganes, les éleveurs transhumants), mais ils n'ont rien à voir avec le désert.

6 C'est une appellation occidentale : en arabe classique, et encore aujourd'hui dans pas mal de régions comme l'Égypte, c'est le mot « 'arab » qui désigne en fait les bédouins. En Égypte, ce terme ne s'est pas appliqué à l'ensemble de la population avant le XX^e^ siècle et l'essor des nationalismes modernes ; cette extension s'est faite par le biais du nom de la langue — depuis l'époque préislamique, l'arabe n'était pas seulement la langue des bédouins mais aussi celle des sédentaires. Nous verrons que sauf en France, les nationalismes modernes se sont surtout fondés sur la langue.

7 En fait, dès le XVIII^e^ siècle le progrès des États se traduisait par leur sédentarisation croissante ; les établissements sédentaires avançaient en direction du désert. Ces évolutions se sont poursuivies au XIX^e^ siècle, mais attention : on voit encore aujourd'hui des tentes dans la banlieue de Tunis.

8 Un passage tout à fait étonnant du journal d'André Gide (en date du 3 septembre 1930, censuré par les éditeurs sauf dans la dernière édition en Pléiade) porte témoignage du fait que la Corse d'autrefois (plus précisément Calvi) n'avait rien à envier au Maroc d'aujourd'hui sur le plan des mœurs. On a tendance à percevoir les cultures du sud de la Méditerranée comme plus plus propices que celles du nord à l'expression quasi publique d'une culture homosexuelle « traditionnelle » (lisez : machiste) : en réalité, le texte de Gide montre que cette distinction est toute récente, et probablement due à la diffusion plus ancienne et plus profonde des normes morales occidentales sur la rive nord de la Méditerranée que sur la rive sud.

9 Cette grande propriété pouvait être privée (souvent aux mains de descendants de la noblesse), mais elle était largement composée de biens de mainmorte, c'est-à-dire de biens légués à une institution religieuse et, de ce fait, inaliénables. Dans les pays musulmans, on appelle ces biens des biens *waqf* ; mais l'Église catholique (notamment en Espagne) et l'Église orthodoxe (par exemple en Grèce) possédaient aussi d'immenses domaines. En 1800, seule la France avait procédé à l'exproporiation de ces biens, pendant la Révolution ?

et l'olivier (en Italie, lorsque tous ces produits sont cultivés sur une même parcelle, les unes protégeant et ombrageant les autres, on parle de *coltura promiscua*) ; le bétail, plutôt des chèvres et des moutons, paissait sur les terroirs trop pentus ou trop secs pour être mis en culture, souvent dans des zones « grises » loin des villages, à la périphérie des domaines de deux villages, dans les montagnes, ainsi que sur les jachères qu'il fertilisait (il n'y avait guère d'autres engrais). Depuis longtemps, ce bétail avait largement déboisé la région ; la cuisine et au chauffage au bois n'avaient rien arrangé, non plus que la surexploitation des forêts pour les constructions (maisons, églises, bateaux) — cependant il restait, et il reste encore des forêts-témoin, au Liban par exemple[10]. Les instruments de travail étaient souvent encore l'araire, le fléau et la faucille ; il y avait plus d'ânes et de mulets que de chevaux.

Mais ce tableau ne vaut que pour le début de votre période : les mutations s'accélérèrent nettement à partir de 1850, surtout au nord (developpement de cultures maraîchères et de riziculture moderne sur les plaines irrigables d'Espagne, de France et d'Italie, mais aussi, au sud, apparition d'une viticulture moderne en grands domaines en Algérie, sur des terres confisquées aux indigènes), d'où des divergences croissantes d'une rive à l'autre, mais aussi d'un pays à l'autre sur une même rive (la France et l'Italie du nord ont longtemps été très en avance sur le reste de la rive chrétienne de la Méditerranée). Cependant certaines zones refuges comme l'Albanie ont longtemps fait figure de conservatoires de traditions (cf. les romans d'Ismaïl Kadaré) ; on peut citer aussi la Kabylie et le Maroc berbère. Mais ces conservatoires eux-mêmes ont commencé à s'effondrer à partir de 1920 et surtout de 1945, à cause de la modernisation rapide des techniques agricoles, de l'exode rural et de l'urbanisation, des effets idéologiques des nationalismes modernisateurs et du communisme, de l'école obligatoire, des médias modernes, du tourisme (voyez notamment, pour la Grèce, le roman de Dimitris Hadzis : *La fin de notre petite ville*). Depuis les années 1930, les touristes essaient de retrouver en Grèce, en Italie, etc., des traces de cette Méditerranée « intemportelle » sous forme d'une sociabilité, d'une culture culinaire, etc. ; mais ce qu'ils en voient (ce qu'ils en consomment) est largement réinventé et mis en scène pour eux, et leur présence massive introduit d'autres mutations radicales — ainsi la côte méditerranéenne de l'Espagne a été entièrement « bétonnée » dans les années 1960 à 1980.

Il faut enfin évoquer la profonde crise, ancienne, de la civilisation arabo-musulmane, et de l'Empire Ottoman qui l'a « prise en charge » en Méditerranée à la fin du Moyen Âge ; et au contraire l'essor de l'Europe depuis le XV^{e} siècle (les grandes découvertes) et surtout le XVIII^{e} (l'industrialisation), même si ces deux phénomènes ont touché plus tardivement les rivages septentrionaux de la Méditerranée que ceux de la Mer du Nord. Les deux cultures s'affrontent souvent, mais dialoguent aussi : j'aborderai le phénomène de l'orientalisme en Occident et les tentatives de modernisation inspirées de l'Occident en terre d'islam.

I-Situation initiale (vers 1798).

A) La Méditerranée musulmane.

En théorie, **l'Empire Ottoman** dominait l'ensemble des Balkans, sauf les possessions vénitiennes et Raguse[11] sur la rive orientale de l'Adriatique, ainsi que tout le littoral oriental et méridional de la Méditerranée à l'exception du Maroc : dans sa plus grande extension, fin XVI^{e} siècle, il avait mesuré 2 millions et demi de km^2, autant que l'Empire romain à son apogée. C'était, à l'origine, une petite principauté turque riveraine de la mer de Marmara, apparue

10 Ces cèdres sont à ce point associés à l'idée du Liban qu'ils figurent sur le drapeau et que les dernières forêts (il en reste fort peu !) sont classées au patrimoine mondial de l'humanité.

11 Aujourd'hui Dubrovnik.

au XIII^e^ siècle et qui avait profité de sa position frontalière avec l'Empire Byzantin, de l'anarchie qui régnait dans celui-ci[12] et de la disparition du califat et des grands États musulmans lors des invasions mongoles, pour prendre le dessus sur les chrétiens des Balkans (à partir de 1340), sur Byzance (prise en 1453), puis sur les Arabes (au XVI^e^ siècle). Au passage, ils avaient été pas mal influencés par l'ennemi byzantin[13].

Le sultan s'appelait Sélim III (1761-1808, sur le trône de 1789 à 1807). Les élites de l'Empire n'étaient pas toutes d'origine turque au sens ethnique du terme (cf. plus bas à propos des janissaires), mais elles étaient largement turcophones : elles s'exprimaient en *osmanlı*[14], une langue de haute culture fortement influencée par l'arabe et le persan[15]. Vis-à-vis des Arabes, elles avaient à la fois un complexe d'infériorité (l'arabe est la langue du Coran) et d'infériorité (les Arabes s'étaient laissés conquérir et semblaient, vus d'Istanbul, en pleine décadence). De manière générale, les Turcs proprement dits étaient très minoritaires dans l'Empire Ottoman (dans les régions proches de la Méditerranée ils n'étaient majoriraires que sur les plateaux d'Anatolie), et leur culture était méprisée par les élites ottomanes : c'étaient d'anciens (et parfois toujours des) nomades encore marqués par leur passé centre-asiatique, bref des rustiques[16]. Cela ne veut pas dire qu'il n'y avait pas de Turcs ailleurs qu'en Anatolie. Il y en avait notamment partout dans les Balkans, même si l'emploi du mot dans cette région pose problème : jusque vers 1900, on y avait souvent recours pour désigner l'ensemble des populations musulmanes de la zone quelle que fût leur culture — il est vrai qu'un musulman s'exprimait certainement plus souvent en *osmanlı* qu'un chrétien, quelle que fût sa culture maternelle.

Les élites de l'Empire Ottoman étaient sunnites, mais il y avait des chiites au Liban — on se méfiait d'eux, pour des raisons religieuses mais aussi parce que la Perse[17] voisine était chiite. Au pélerinage de la Mecque, ils étaient admis, mais payaient une taxe spéciale. Les ala-

---

12 Ce sont des mercenaires catalans en révolte pour des questions de solde en retard qui ont fait passer en Europe les premiers Ottomans, dépourvus de marine ; ils furent rapidement imités par les empereurs de Byzance qui comptait utiliser ces Turcs contre les principautés slaves en révolte des Balkans !

13 A tel point qu'en arabe au XVIII^e^ siècle on les désignait encore du nom de *rûm*, c'est-à-dire « Romains » (Byzance, c'était bien sûr l'Empire romain). La partie turque de l'Europe a hérité de cette appellation : au XIX^e^ siècle, on l'appelait la « Roumélie » (à moins que ce ne fût parce qu'elle était peuplée en majorité d'orthodoxes, appelés « *roumaioi* » en grec et « *rumlar* » en osmanlı).

14 C'est fondamentalement le même mot que « ottoman », avec un suffixe turc alors que « ottoman » est une forme nue [N.B. c'est un « th », prononcé à l'anglaise, qui a donné « t » dans une transcription et « s » dans l'autre]. C'est pourquoi vous trouverez parfois « *osmanlı* » ou « osmanli » dans des usages où j'emploie « ottoman », et *vice versa*.

15 Il faut soigneusement distignuer l'*osmanlı* du turc, qui est la langue recréée par Mustapha Kemal pour servir d'instrument de communication dans la Turquie laïque qu'il créa dans les années 1920 : les deux langues ne sont pas mutuellement compréhensibles. Attention : contrairement à ce qu'écrit Henry Laurens (*L'Orient arabe*, p. 43), l'*osmanlı n'était pas* une « langue composite où se mélangent, dans la grammaire comme dans la syntaxe, les langues arabes, turques et persanes » (*sic* pour les pluriels) : la syntaxe de base et le vocabulaire de base de l'osmanlı étaient purement turcs. Du reste, une langue à syntaxe mixte, ça n'existe pas. C'est la culture osmanlıe qui était mixte, pas la grammaire ! Il y avait certes des « inclusions » d'arabe et de persan en osmanlı, mais comme il y a inclusion d'un élément latin dans une phrase française quand on écrit : « *et cætera* » ou « *in extremis* ». Bon, il est vrai qu'elles étaient bien plus nombreuses qu'en français : parfois il s'agit de propositions entières.

16 Cette culture turque « profonde », préislamique ou se voulant telle, réémergea au XX^e^ siècle, dans sa variante anatolienne avec Mustapha Kemal (la construction d'une langue turque distincte de l'osmanlı en fut un aspect majeur), mais aussi dans différentes variantes régionales (kazakhe, ouzbèque, kirghize, etc.) en U.R.S.S.

17 La Perse a pris le nom d'Iran dans les années 1930, lorsqu'un nationalisme ethnique s'y est développé (« Perse » est une désignation géographique, « Iran » est formé sur le nom d'un peuple de l'Antiquité et d'un groupe de langues : c'est la même chose que les « Aryens » des linguistes allemands du XIX^e^ siècle).

ouites ou alévis, présents sur la côte syrienne et en Anatolie, constituaient une autre communauté religieuse divergente dont le pouvoir se méfiait[18].

L'Empire Ottoman régnait donc sur des peuples très divers, et les musulmans y étaient minoritaires (vers 1800 ils représentaient entre le tiers et la moitié de la population[19]). Pourtant la légitimité dont se réclamait le sultan était religieuse et non pas nationale : il se donnait pour mission d'assurer la prééminence politique et sociale de l'islam, en revanche celle des turcophones sur les autres musulmans n'était qu'un état de fait. A terme, bien sûr, un jour le monde entier serait musulman : cette ambition universelle était soulignée par le fait que, depuis 1774, le sultan[20] ottoman avait repris le titre de calife (c'est-à-dire « sucesseur » du Prophète à la tête de la communauté des musulmans), en deshérence depuis la prise de Bagdad par les Mongols en 1258[21]. Mais en attendant ce beau jour il n'était pas question de conversions forcées (le Coran les déclare explicitement non valables), aussi les chrétiens et les juifs avaient leur place dans l'Empire Ottoman, avec un statut inférieur à celui des musulmans bien entendu (en arabe ce statut s'appelle la *dhimma* et ceux qui y sont soumis sont les *dhimmî*[22]). Non seulement l'Empire n'avait pas connu de vastes purifications religieuses com-

---

18 Contrairement à ce qu'on écrit souvent les alaouites ne sont pas des chiites, mais leur doctrine est assez proche du chiisme (la dynastie qui a fondé l'Iran chiite était alaouite à la première génération). On inclut parfois les druzes du Liban parmi les communautés musulmanes, mais cette communauté de lointaine origine chiite, très divergente d'un point de vue théologique, n'est pas considérée comme musulmane par les sunnites ni par les chiites.

19 Rien que de très banal : cela avait été le cas de la plupart des États musulmans du Moyen-Orient, à commencer par l'État califal médiéval.

20 Le mot « sultan » veut dire tout simplement « pouvoir » en arabe : ce n'est donc pas un titre religieux. Il désignait à l'origine un haut fonctionnaire de l'administration califale. L'islam des origines n'aimait guère la monarchie (temporelle) ; le pouvoir suprême était censé être religieux. C'est pourquoi beaucoup de monarques musulmans ont longtemps hésité à se proclamer « rois » (*malik*), l'usage de qualifier de rois les chefs d'État du Maroc ou d'Arabie saoudite ne date que du XX^{e} siècle.

21 Un supposé descendant des Abassides était réapparu quelques années après la prise de Bagdad par les Mongols, au Caire, où lui et ses successeurs subsistèrent, sans exercer le moindre pouvoir, jusqu'à la conquête ottomane de cette ville en 1516-1517. Les Ottomans ramenèrent alors le « calife » à Istanbul, mais il mourut quelques années plus tard sans descendance (en tout cas on perd la trace de sa famille), non sans avoir (selon la propagande ottomane en tout cas) transmis sa légitimité au sultan ottoman, qui dès cette époque reprit une partie de sa titulature et de ses insignes (Istanbul avait aussi récupéré un certain nombre de reliques du Prophète, dont son manteau). Ce n'est qu'à l'occasion du traité de Küçük-Kaynarca en 1774 (signé avec un autre monarque à prétentions universelles, le tsar de Russie), que les sultans de Constantinople se mirent carrément à se proclamer califes : il s'agissait au départ de maintenir un lien (religieux) avec la Crimée, que les Russes venaient de proclamer indépendante (politiquement). Ce titre peu crédible (en droit sunnite, pour être calife il fallait être un Arabe de la tribu de Quraysh !) ne devint jamais central dans la titulature des monarques ottomans, sauf durant un bref moment à la fin du XIX^{e} siècle : c'est pourquoi, la plupart du temps, je continuerai à les désigner du nom de sultans.

NB Le sultan d'Istanbul était aussi le protecteur des Lieux Saints (La Mecque et Médine) et du pélerinage qnnuel (le *hajj* en arabe), l'un des événements majeurs de la vie collective des musulmans, sujets turcs ou non. Les Lieux Saints étaient gérés par l'intermédiaire de chefs locaux à peu près autonomes, qui devaient être des *achraf* (descendans du Prophète) [N.B. Le singulier d'*achraf* est *sharif*, chérif en transcription française : rien à voir avec les shériffs des westerns, dont le nom remonte à d'anciennes circonscriptions anglaises médiévales du nom de *shire*]. En fait, le titre de shérif était assez banal dans la région, et les chefs locaux chargés de la Mecque avaient le titre d'émir, mais pour des raisons mystérieuses on dit traditionnellement : « le chérif de La Mecque ». Lle dernier chérif de La Mecque (au début du XX^{e} siècle) est à l'origine de la dynastie hachémite, encore au pouvoir (2010) en Jordanie.

22 La *dhimma* impliquait entre autres un impôt spécial, l'interdiction de porter les armes et des habits luxueux, de monter à cheval en ville, etc. ; de plus, en principe un *dhimmî* ne pouvait pas employer un musulman. Tout ceci était fort mal appliqué, notamment dans les campagnes. De manière générale, comme la protection que le sultan accordait aux non-musulmans allait de pair avec une inégalité statutaire très marquée, il faut éviter de parler de l'Empire Ottoman comme d'une « terre de tolérance », même au nom du « politiquement correct » : l'expression est anachronique, la valeur dominante n'était pas la tolérance mais la justice (on dirait plutôt

parables à celles de l'Europe médiévale, mais il avait accueilli les juifs d'Espagne : dans les Balkans, jusqu'aux massacres et aux émigrations du XX^e^ siècle leurs descendants ont continué à parler des formes archaïques d'espagnol (Elias Canetti évoque cet univers dans *La langue sauvée*)[23]. Il y avait des minorités juives partout, et des chrétiens presque partout : ils étaient majoritaires dans les Balkans, sur les côtes de l'Anatolie et dans certaines régions du Levant. Dans l'ensemble du Levant, il y avait 30 % de chrétiens en 1900, et en Égypte il y en avait autour de 7 %, surtout en moyenne Égypte ; c'étaient des monophysites[24], les coptes, complètement arabisés depuis le XVII^e^ siècle mais qui conservaient une langue liturgique issue de l'ancien égyptien — elle fut bien utile à Champollion pour déchiffrer les hiéroglyphes)[25]. Les seules régions musulmanes où il n'y avait plus du tout de chrétiens étaient l'Arabie et le Maghreb, où au Moyen Âge la dynastie berbère[26] des Almoravide avait mené une politique d'islamisation forcée ou d'expulsion : menacée par les croisés espagnols et portugais, elle ne voulait pas d'une « cinquième colonne » chrétienne sur son sol.

> Cette mort du christianisme maghrébin était douloureuse aux chrétiens d'Europe. A Rome, les papes continuaient à attribuer des évêchés (africains et moyen-orientaux) *in partibus* (c'est-à-dire « dans les régions » perdues) ; à vrai dire, ces distinctions purement symboliques se vendaient comme des espèces de décorations. En Espagne, les rêves de porter la Reconquête au sud des Colonnes d'Hercule étaient loin d'être morts. Au XIX^e^ siècle, l'Église française rêva de rechristianiser la « patrie de Saint Augustin » (qui était un Berbère de Constantine).

L'Empire Ottoman ne reconnaissait pas de commnautés « nationales » au sens d'aujourd'hui, définies par leur langue, leur passé commun et leurs coutumes (jusqu'au XIX^e^ siècle, tout le monde se fichait éperdument de la langue que parlaient les humbles au quotidien), mais des communautés religieuses (*milletler*[27]). Les musulmans en formaient une : les chiites et les kharijites n'étaient pas juridiquement distingués des sunnites, même si on les laissait suivre leurs propres coutumes. Au XIX^e^ siècle, cette appellation de *milletler* s'étendit aux communautés juive et chrétiennes — certaines étaient désignés par des noms qui, au XIX^e^ siècle, furent au cœur de processus d'élaboration de nationalismes modernes de type européen : nous verrons les effets de ces confusions, en partie volontaires, qui ont d'abord

---

aujourd'hui l'équité).

23 Au Maghreb, des villages d'architecture andalouse rappellent par ailleurs, jusqu'à aujourd'hui, l'afflux de réfugiés musulmans d'Espagne ; mais le judéo-espagnol était mort en 1800.

24 Pour le sens de ce mot, voyez mon cours sur l'islam médiéval. Attention : certains coptes peu au fait de leur propre spécificité soutiennent qu'ils sont « orthodoxes », au sens des chrétiens de Russie : effectivement les uns comme les autres se disent « orthodoxes » au sens de « qui détient la vérité », mais ce n'est pas la même vérité ! Des points essentiels de doctrine les séparent : les orthodoxes de Russie, des Balkans et de Géorgie sont des chalcédoniens, comme les catholiques et les protestants ; les coptes (y compris ceux d'Éthiopie) et les Arméniens sont des monophysites.

25 Certaines sources peu scientifiques présentent les coptes comme les seuls descendants des anciens Égyptiens, les musulmans étant des descendants des envahisseurs arabes : c'est évidemment une idiotie, qui prend sa source dans un certain discours orientaliste récupéré par le colonisateur britannique, puis intériorisé par une partie des coptes, selon un schéma que nous retrouverons à propos de la Kabylie.

26 Le terme « berbère » désigne un ensemble d'une grosse douzaine de langues étroitement apparentées entre elles (et plus lointainement apparentées aux langues sémites ou sémitiques, dont l'arabe fait partie). Parlées de l'Égypte orientale au Maroc et dans toute la moitié ouest du Sahara (encore aujourd'hui !), très minoritairement à l'est mais de plus en plus à mesure qu'on va vers l'ouest (elles sont peut-être majoritaires au Maroc), elles représentent le fond pré-arabe de l'Afrique du nord. Le kabyle est l'une des langues berbères ; on peut aussi mentionner le chleuh (langue d'une ethnie marocaine — vers 1914, les Allemands avaient hérité en France de cette désignation perçue comme infamante !) et le touareg, langue des nomades du désert.

27 Au singulier : *millet*.

affecté le *millet* grec. En 1800, ce *millet* grec (*rum* en turc[28], dit aussi « melkite » d'après le terme arabe, parfois réhellénisé en « melchite ») était sous l'autorité du patriarche de Constantinople, qui résidait à Phanar (le principal quartier grec d'Istanbul[29]) : il s'agissait de la communauté des chrétiens orthodoxes soumis à l'autorité politique de la Porte. Certains étaient de langue grecque, d'autres de langue slave ou albanaise, d'autres — notamment les futurs Roumains — de langue latine, d'autres encore de langue turque ou arabe ; mais ils utilisaient le grec comme langue liturgique, et du coup, lorsqu'ils écrivaient c'était souvent en grec[30]. Il y avait aussi un *millet* arménien (c'était la communauté des chrétiens monophysites de rite arménien, loin d'être tous de langue arménienne : beaucoup étaient turquifiés de plus ou moins longue date[31]) ; il avait son propre patriarche à Constantinople.

Les grecs (attention : concrètement de langue serbe, albanaise ou arabe pour certains d'entre eux) jouaient un rôle majeur dans le commerce ottoman, notamment en Mer Noire, en Égypte, ainsi qu'à Smyrne[32], le grand port de la côte anatolienne (la région de Smyrne a toujours été peuplée de Grecs, au sens ethnique et linguistique du terme ; n'oubliez jamais que la Grèce actuelle ne représente qu'un tiers de la Grèce historique ![33]). Les A/arméniens jouaient un rôle semblable mais plutôt orienté vers la Perse, où ils étaient nombreux, bien en cour et puissants — les marchands arméniens apparaîtront donc moins souvent dans ce cours que les marchands grecs, encore qu'à Smyrne il y en avait pas mal aussi[34] : c'est dans une de ces familles que naquit en 1929, à Smyrne, l'homme politique français Edouard Balladur[35].

L'Empire était intégré au système diplomatique occidental : cela veut essentiellement dire que les Européens le reconnaissait comme un État, bien qu'il ne fût pas chrétien, et non comme une « tribu » bonne à conquérir. Il y avait des ambassades européennes à Istanbul, en revanche jusqu'en 1793 la Porte n'avait que des ambassades occasionnelles en Europe. Les

---

28 C'est-à-dire « Romains » (lisez : « Byzantins »).

29 Les habitants de Phanar s'appellent les Phanariotes.

30 En réalité, depuis la fin du XVIII[e] siècle une bonne partie des « grecs » des régions arabes avaient fait sécession du patriarcat de Constantinople, trop éloigné de leurs intérêts (car tenu par des Phanariotes qui leur imposait un clergé phanariote et balkanique), et s'étaient rattachés à Rome, tout en continuant à pratiquer des rites orientaux : ces « uniates » (= unis à Rome) portent le nom de « Grecs catholiques », terme purement religieux puisqu'il désigne essentiellement des arabophones. Ce schisme leur avait permis notamment d'avoir un clergé arabophone. Au XIX[e] siècle, protégés par la France, très présents notamment en Égypte, ils jouèrent un rôle important dans la diffusion d'idées européennes au Moyen-Orient, et aussi dans le renouveau de la langue arabe.

31 Dans les années 1970, à Lyon, grande ville arménienne, j'ai fait une brève tentative pour apprendre l'arménien avec l'aide amicale de mon copain « Bozou », avant de m'apercevoir… que c'était du turc qu'il parlait : ce dont sa famille, rescapée des massacres de 1915, n'avait pas cru bon de l'informer. Pour compliquer encore le tableau, j'ajoute qu'il y avait depuis longtemps des Arméniens (au sens ethnique et linguistique du terme) de religion catholique, et qu'au XIX[e] siècle, sous l'influence de missionnaires américains, il y eut pas mal de conversions au protestantisme.

32 Aujourd'hui Izmir.

33 Le troisième tiers, c'était la Sicile et le sud de l'Italie, la « Grande Grèce » ; il y demeure encore aujourd'hui des débris de la présence grecque, sans doute pas mal renouvelée au Moyen Âge par une immigration en provenance des Balkans, fuyant l'avancée des Ottomans. Selon le site internet Ethnologue, en 2009 il reste environ 20.000 hellénophones en Italie, « *mostly older adults* » ; par ailleurs, il y a 260.000 Albanais d'origine dont 80.000 albanophones, arrivés au Moyen Âge eux aussi, plus des villages qui parlent occitan ou franco-provençal à la suite de l'arrivée de populations françaises dans le cadre du repeuplement de certaines zones prises aux musulmans… En revanche, la langue arabe n'a survécu qu'à Malte.

34 À Istanbul, depuis le milieu du XVIII[e] siècle ils jouaient un rôle important de financiers et de changeurs, ainsi que de banquiers : en échange de leurs prêts aux sultans, ils avaient obtenu des fermes importantes, dont la frappe des monnaies. Cela leur valait régulièrement arrestations, confiscations et exils. Cependant ils conservèrent ce rôle jusqu'au milieu du XIX[e] siècle, au moins.

35 Les Balladur sont originaires de ce qui est aujourd'hui le Nakhitchevan, une enclave azerbaïdjanaise entre l'Arménie et l'Iran ; ils sont catholiques depuis le Moyen Âge.

relations d'État à État étaient régies par des « capitulations » qui étaient essentiellement des traités de commerce. Par ailleurs, dans les ports de l'Empire Ottoman les pays chrétiens avaient des comptoirs commerciaux, les « échelles du Levant »[36] : les plus puissantes étaient les échelles françaises, qui dépendaient de la chambre de commerce de Marseille. Les négociants des échelles, dont une partie étaient des Levantins[37], étaient répartis en « nations » sous la protection de consuls, nommés par les gouvernements européens et souvent originaires d'Europe (mais souvent aussi originaires de familles qui avaient des liens commerciaux avec l'Orient)[38] ; elles jouissaient de privilèges juridiques et fiscaux négociés, inclus dans les capitulations. Le Royaume-Uni, quant à lui, gérait ses échanges avec l'Empire Ottoman par le biais de la très ancienne Compagnie du Levant, une association de commerçants qui avait le monopole du commerce dans ces régions. L'Empire était assez refermé sur lui-même en matière d'échanges économiques. Il exportait cependant du coton (notamment d'Alep, vers Marseille) et il réexportait en Europe du café importé du Yémen ; comme ce café était déjà concurrencé par le café des Antilles, introduit là-bas en 1726 et exporté en Europe dès 1730, la Porte avait tenté d'augmenter les droits de douane, mais la France avait obtenu leur réduction. De même, le sucre de canne de la vallée du Nil était concurrencé par celui des Antilles, le commerce des tissus indiens par la Mer Rouge était en décadence pour cause de concurrence néerlando-britannique. De manière générale, l'Empire Ottoman était en train d'entrer dans une logique d'échange inégal, car la demande de produits manufacturés européens ne faisait que croître.

L'Empire était géré de manière très archaïque : monarque absolu en théorie, le sultan était en fait un monarque faible, prisonnier de son entourage et du respect de la coutume. Le pouvoir réel était aux mains du grand vizir (une espèce de premier ministre), lui-même en proie aux mêmes problèmes. L'armée, dont l'élite était composée de janissaires[39], était indisciplinée. De plus, les institutions religieuses étaient intouchables, notamment les écoles reli-

---

36 Le terme désigne aussi les villes tout entières où ces comptoirs étaient établis.

37 On désigne de ce nom des populations de souche européenne, mais établies dans l'Empire Ottoman depuis plusieurs siècles. La plupart étaient catholiques ; ils étaient fortement apparentés entre eux et formaient des réseaux solides, appuyés sur des maisons de commerce européennes. Ils étaient protégés par les consulats européens et bénéficiaient des capitulations. Ils se distinguaient des grecs et des arméniens et tentaient de vivre à l'européenne, ou plus précisément à la française, mais ce n'étaient plus vraiement des Européens non plus, d'autant que leurs appartenances nationales d'origine s'étaient souvent brouillées. A Smyrne en 1900, ils étaient encore 20.000, soit 10 % de la population. Actifs dans le commerce et les affaires, ils n'avaient pas de rôle politique. On peut citer parmi ces familles les Glavany d'Istanbul, dont descend le politicien Jean Glavany, ainsi que les Caporal de Smyrne qui faisaient le commerce du tabac (leur nom figure toujours sur les paquets de gauloises).

Au XIX^{e} siècle, l'appellation de « Levantins » s'est propagée, dans une certaine mesure, aux chrétiens d'Orient ; surtout, elle a pris une connotation passablement méprisante (avec des qualifictaifs du genre : « un Levantin huileux »).

38 Elles avaient aussi des interprètes, qu'on appelait en français des drogmans. Le mot vient sans doute de l'osmanlı *turcaman*, qui (par le biais de l'anglais ?) a dû donner aussi « truchement ». Les brevets de protection d'appelaient *berât*.

39 C'étaient des enfants razziés dans des régions chrétiennes, essentiellement les Balkans, mais aussi dans le Caucase parmi les populations « circassiennes » (pourtant déjà en partie islamisées) qui correspondent aujourd'hui aux ethnies nord-ouest-caucasiennes : Abkhazes, Abazas, Adyghés et Tcherkesses, plus les Oubykhs qui ont disparu. Ils étaient convertis à l'islam, puis on les élevait pour en faire des soldats. Ils étaient censés être particulièrement fidèles au sultan car c'étaient des déracinés, dépourvus de toute attache familiale ou régionale. La même logique valait pour les *kullar* (pluriel de *kul*) ou esclaves civils, eux aussi razziés dans les régions chrétiennes, et nombreux dans l'administration. Dans plusieurs de ses œuvres, le grand écrivain albanais contemporain Ismaïl Kadaré a assimilé à des tendances pré-totalitaires cette politique visant à rompre tous les liens sociaux, et notamment les liens familiaux, pour n'avoir face à eux qu'une masse d'individus isolés et donc dociles : il s'agit plus d'une métaphore littéraire (Kadaré, qui vivait en Albanie communiste, n'avait évidemment pas le droit d'en critiquer directement le régime) que d'une analyse historique.

gieuses (*madrasa*/médersas) qui dépendaient des mosquées : ces institutions possédaient d'immenses biens de mainmorte (*waqf*) fort mal gérés, et le personnel qui en était issu (les oulémas, des enseignants mais aussi des consultants juridiques : leurs avis s'appellent des *fatwa*). La loi religieuse (*sharia*/charia) était fixée une fois pour toutes et interprétée par des jurisconsultes, les mouftis : les sultans n'intervenaient que dans le domaine du *kanun* (droit civil)[40], appliqué par les cadis[41].

La situation de l'Empire Ottoman était déjà inquiétante, même si l'on avait pas encore inventé pour le désigner l'expression d'« homme malade de l'Europe », qui fit florès au XIX^e^ siècle[42]. Au traité de Küçük-Kaynarca[43], en 1774, la Porte avait dû céder à la Russie la rive gauche du fleuve Bug et la région d'Azov (par laquelle la Russie mettait un pied en Mer Noire) et reconnaître, en Crimée, l'indépendance de ce qui restait du khanat tatar, fondé au Moyen Âge par d'autres Turcs venus directement d'Asie centrale et « protégé » depuis longtemps par Istanbul[44]. Le Caucase nord-occidental, sous très théorique souveraineté ottomane, était lui aussi sous forte pression russe : la Russie était en train de s'emparer de la Géorgie, plus au sud[45], c'est-à-dire de couper ces régions de l'Empire Ottoman proprement dit. On discutait déjà en Europe des perspectives d'un démembrement de l'Empire Ottoman (cf. plus bas à propos de la Russie)… Sélim III avait tenté de réagir, notamment par une réforme de l'armée : en 1794, il était apparu un nouveau corps d'infanterie « à l'européenne » entraîné par des officiers européens et recruté en Anatolie, et l'année suivante, une école du Génie ; en 1802, la conscription fut introduite en Anatolie. L'apparition d'ambassadeurs permanents des puissances européennes à Istanbul et de la Porte dans les capitales européennes était également au programme de ces réformes. Mais les réformes militaires provoquèrent des rébellions, et les réformes diplomatiques ne pouvaient avoir d'effets qu'à long terme.

Plus on s'éloignait de la capitale Istanbul[46], plus le pouvoir du sultan était faible. L'administration ottomane était plus ou moins effective en Anatolie, ainsi que dans les Balkans, zone d'affrontement avec les puissances chrétiennes où la Porte pouvait compter avec le relais d'une caste de notables locaux, musulmans pour la plupart mais pas tous, en partie issus des

---

40 Tous ces noms sont arabes. Ils avaient été calqués en osmanlı, avec des prononciations parfois légèrement modifiées.

41 Au Maghreb, ces juges étaient si corrompus qu'à l'époque coloniale, le mot, d'après une prononciation locale, a donné « caïd » en argot…

42 À l'origine, elle semble avoir été prononcée par le tsr Nicolas I^er^ en présence de l'ambassadeur du Royaume-Uni.

43 Ou Kutchuk-Kaïnardja, ou toute graphie intermédiaire.

44 Minoritaires face aux Russes depuis le XIX^e^ siècle, déportés par Staline en 1944, les Tatars de Crimée tentent aujourd'hui de se réinstaller dans ce qui est devenu une région d'Ukraine. Il ne faut pas les confondre avec une autre population turque, les Tatars de Kazan, qui sont bien plus nombreux et ont bien mieux conservé leur culture, mais n'ont rien à faire dans un cours sur la Méditerranée — le mot de « Tatar » ou « Tartare » désignait autrfois tous les nomades d'Asie centrale, turcs ou non, musulmans ou non.

45 Et plutôt sous suzeraineté persane.

46 Ville davantage connue sous le nom de Constantinople (son ancien nom grec) pour la plupart des Européens jusque vers 1930, pour les Grecs encore aujourd'hui. « Ista**N**bul » (gare à l'orthographe !) est la transcription approximative par des oreilles turques de l'expression grecque « *is tèn polin* » : « vers la ville », qu'ils avaient dû beaucoup entendre de la bouche des paysans grecs à l'époque de leur installation dans la région. La ville a encore un autre nom, « Byzance » (le plus ancien en fait : l'appellation « Constaninople » ne date que de l'empereur Constantin). Au XIX^e^ siècle, les turcophones employaient indifféremment les appellations « Istanbul » et « Konstantiniye », dont aucune n'est turque, avec quand même une préférence pour la première ; c'est dans les années 1930 que l'appellation « Istanbul » est devenue la seule officielle, la poste kémaliste refusant désormais d'acheminer les lettres adressées à « Constantinople ». Il y eut même des suggestions de transformer ce mot en « Islambol », c'est-à-dire « pleine d'islam », mais cela n'allait pas très bien avec le laïcisme officiel du régime kémaliste.

noblesses locales ralliées. Le joug ottoman était fort brutal dans ces régions chrétiennes, et surtout frontalières de l'Autriche ou de la Russie[47]. Les révoltes y étaient nombreuses, et par ailleurs aussi bien dans les Balkans qu'en Anatolie les notables étaient parfois fort mal contrôlés : ces potentats locaux portaient en osmanlı le nom d'*ayamlar* ou *derebeyler* (littéralement : « seigneurs de la vallée »). Il est probable que c'est au début du XIX[e] siècle que la Porte a été le plus affaiblie face à ces personnages, avant la reprise en mains des années 1830-1840. Ainsi à Janina[48], en Épire, de 1788 à 1819 le sultan dut tolérer un « pacha » local du nom de Tepedelen 'Alî, plus connu sous le nom de « Ali pacha de Janina », qui s'était emparé par les armes de domaines autrefois administrés par son père. Par ailleurs, dans les Balkans, à la fin du XVIII[e] siècle, on était en train d'assister à un début de « re »naissance de sentiments « nationaux » parmi les populations chrétiennes, avant tout en Grèce pour l'instant : j'y reviendrai longuement.

L'autorité du sultan était encore moins efficace en Syrie, région dont la caste dirigeante était mixte, arabo-turque, avec par endroits, notamment à Damas, des dynasties de gouvernants locaux (pourvus du titre de pacha ou d'émir selon les régions[49]) ; il y avait même (innovation récente) un émir chrétien maronite[50] dans l'actuel Liban. La situation était la même en Mésopotamie[51], à ceci près qu'aux dynasties locales de pachas s'ajoutait une caste locale de militaires, les mamelouks[52], qui tiraient leur pouvoir et leur légitimité des incessantes guerres contre la Perse voisine.

L'Égypte était franchement autonome de fait, aux mains des mamelouks locaux, largement d'origine circassienne[53] : outre l'élite de l'armée (en fait plutôt une police des grandes villes), ils fournissaient les beys qui administraient les différentes provinces, et tenaient les pachas sous leur contrôle. Depuis la fin des années 1760, sous l'influence d'une forte personnalité du nom d'Ali Bey al-Kabir (un Abaza acheté en 1743, mort en 1773), cette caste dirigeante traditionnellement divisée en « maisons » rivales était en train de se structurer autour d'un seul chef : autrement dit, on allait tout droit vers un pouvoir régional fort, qui ne pouvait que s'opposer à la Porte. Du reste, il y eut des affirmations d'indépendance (Le Caire cessa de payer tribut ; lors du carême[54] de 1869, Ali accola son nom à celui du sultan dans la dédicace de la prière du vendredi) et plusieurs tentatives des mamelouks d'Égypte pour envahir la Syrie dans les années 1770 ; puis des troubles éclatèrent, affaiblissant le pouvoir mamelouk — lorsque Bonaparte y débarqua, l'Égypte, partiellement reprise en mains par la Porte, était en

---

47 Un bon témoignage de ces brutalités : les romans du Bosniaque Ivo Andric, notamment *Un pont sur la Drina* et la *Chronique de Travnik*.

48 Aujourd'hui Ioannina en Grèce du nord-est — la province ottomane s'étendait en partie sur ce qui est aujourd'hui l'Albanie, d'où plus tard des conflits d'attribution que nous verrons en leur temps.

49 Le pouvoir d'un pacha, et la région où il s'excerce, s'appelle un pachalik. Pour un émir, c'est tout simplement un émirat.

50 Les maronites sont une communauté monophysite uniate, c'est-à-dire qu'elle s'est rapprochée de Rome dont elle reconnaît l'autorité, tout en conservant son rite et son dogme.

51 En gros, l'Irak d'aujourd'hui (plus le Koweït).

52 À l'origine, c'étaient des esclaves razziés dans les régions chrétiennes ou achetés, souvent dans le Caucase (les plus recherchés étaient des Abkhazes et des Lazes [une ethnie plus méridionale que les Circassiens] achetés à Tiflis, l'actuelle Tbilissi, la capitale de la Kartlie, l'un des royaumes géorgiens), puis éduqués dans les palais et les casernes, et qui formaient le gros de l'armée et de l'administration : les pouvoirs musulmans médiévaux avaient tendance à se méfier des populations locales et à fonder leur pouvoir sur des étrangers. Notez que les fonctionnaires de la Porte étaient officiellement des esclaves, même si ce n'était qu'une fiction : certains épousaient des parentes du pacha ou de l'émir local.

53 Ils avaient pris le pouvoir le pouvoir au XIII[e] siècle et leur dynastie avait régné sur l'Égypte jusqu'au XVI[e] ; après la conquête ottomane, ils avaient conservé le pouvoir à l'échelle locale sous l'autorité d'un pacha nommé par la Porte.

54 Le carême musulman a lieu durant le mois de ramadan.

crise profonde, d'autant que les exactions des différents chefs de guerre pesaient sur le commerce. Notons que déjà, la marine et l'artillerie mameloukes étaient confiées à des Grecs (au sens ethnique : les chefs de l'artillerie étaient de Zanthe[55], possession vénitienne, mais ils s'étaient convertis à l'islam).

À l'ouest du désert Libyen (en dissidence jusqu'à une expédition ottomane victorieuse en 1835), la Tunisie et l'Algérie étaient pratiquement indépendantes (et en guerre entre elles dans les années 1800…). La Porte ne jouait qu'un rôle confirmatoire dans la désignation des dirigeants de ces deux entités, qui ne payaient pas tribut et avaient leur prope politique étrangère ; mais les imams dirigeaient la prière du vendredi au nom du sultan, les monnaies portaient le nom du sultan, Tunis et Alger envoyaient parfois des contingents armés pour venir en aide au sultan[56], on organisait de grandes festivités (avec des illuminations) à l'occasion d'événements heureux pour le sultan[57], et l'on affichait toujours le plus grand respect pour le sultan[58]. Du reste l'élite tunisienne, notamment la dynastie beylicale, était très fière de son sang turc[59], et il est probable que de nombreux Tunisiens étaient très fiers d'être sujets turcs. L'élite algéroise aussi était d'origine ottomane, périodiquement renouvelée par des contingents anatoliens (en fort déclin numérique, un signe inquiétant pour l'avenir) : mais l'élite de cette élite était composée de métis de janissaires et de femmes indigènes, les « coulouglis » (du turc *kuloğlu*, fils d'esclave). Le dey[60] était désigné par la milice coulouglie, généralement dans le cadre de révolutions de palais : de 1798 à 1817, les six deys successifs furent renversés et assassinés ! Au point que le suivant refusa de s'installer en ville et se barricada dans une forteresse située sur le port… Le dey nommait les autorités des principales villes, et le contrôle des campagnes était fort problématique : ainsi aux portes d'Alger commençait une région montagneuse, la Kabylie, musulmane[61] mais fort attachée à son particularisme, notamment linguistique. De nombreuses confréries religieuses inspiraient des révoltes presques incessantes, notamment en Kabylie et dans l'Oranais, zone disputée avec le Maroc indépendant. Il est important de souligner qu'il n'y avait aucune conscience pré-nationale dans ces

---

55 Sur les atlas d'aujourd'hui : Zakynthos (son nom grec). C'est le même mot que « jacinthe ».

56 Ainsi des troupes tunisiennes prirent part à la bataille de Navarin ; en 1854, la Tunisie envoya 6.000 hommes participer à la guerre de Crimée.

57 N.B. Un tel usage existait aussi en Égypte, malgré les tensions.

58 Voici comment le bey Muhammad s'adressait à la Porte à son accession au beylicat, en 1855 : « Les salutations au Prince des Croyants et la miséricorde de Dieu sont invoquées par l'esclave de ses bienfaits, l'assidu qui a grandi à son service, Muhammad (…). Votre esclave a grandi sous l'ombre de votre Empire (…). Nous fondons notre espérance sur la faveur de Votre majesté ».

NB. Les considérations qui précèdent valent aussi pour l'Algérie : dans sa correspondance avec la Porte, le bey se désignait systématiquement du terme d'« esclave » du sultan, lui aussi envoya une petite escadre à Navarin.

59 Et ce jusqu'à aujourd'hui, alors que le descendant en titre des deys est pâtissier-glacier à La Marsa ! A l'occasion d'un voyage en Tunisie, allez discuter avec lui, ça vaut le détour.

60 Ce n'est pas une faute de frappe. Il y avait des « beys » (un titre d'origine turque: le mot *beğ* désigne en turc le grand frère ou l'aîné des oncles, bref le chef du clan familial) et des « deys » (titre arabe qui désigne au départ un chef de tribu, c'est-à-dire sensiblement la même chose, les tribus étant organisées comme des clans familiaux agrandis). J'ignore s'il existait une différence entre les pouvoirs du bey et ceux du dey. Pour désigner les régimes tunisien et algérien, on parle de « deylicat » et de « beylicat ».

61 NB. Aujourd'hui certains Kabyles soutiennent *mordicus* qu'il est toujours demeuré des villages chrétiens en Kabylie… J'évoquerai plus bas l'origine clairement coloniale de ces âneries, renforcée depuis l'indépendance par un mélange d'hostilité aux Arabes et, depuis la guerre civile des années 1990, à tout ce qui peut ressembler à de l'islamisme. La Kabylie conservait évidemment des coutumes préislamiques, mais pas plus que le reste du monde musulman (avant que les durcissements islamistes du XX^{e} siècle ne mettent à mal ces survivances). Par ailleurs, s'il y a eu quelques centaines de conversion au christianisme en Algérie à l'époque coloniale ce fut essentiellement en Kabylie ; mais il s'agit de phénomènes extrêmement minoritaires, et qui ne s'expliquent nullement par des « racines chrétiennes » qui se seraient mieux conservées en Kabylie qu'ailleurs.

régions malgré leur indépendance de fait : l'important était l'appartenance au monde commun de l'islam (à l'intérieur duquel les élites circulaient beaucoup dans tous les sens, sans parler des pélerins et des marchands).

La course[62] barbaresque[63] était en déclin ; il y avait de moins en moins d'esclaves chrétiens à Alger (en 1830, les Français en libérèrent quelques centaines, contre 25.000 vers 1650). Du fait de sa position géographique, la Tunisie commerçait pas mal avec l'Europe comme avec le reste de l'Empire Ottoman, ainsi on y fabriquait des chéchias avec des laines espagnoles et des teintures portugaises, que les commerçants tunisiens vendaient ensuite dans tout l'Empire Ottoman — il y avait 15.000 artisans *chawachî*, et cette production rapportait le tiers des revenus des douanes. Les échanges maritimes avec le reste de l'Empire étaient aux mains de G/grecs, mais à Istanbul le commerce des chéchias était aux mains de Tunisiens.

Le Maroc[64], pays entièrement musulman et de culture écrite arabe mais où les Arabes étaient (sont toujours ?) minoritaires, était indépendant *de jure* ; c'était une société très archaïque, très fermée aux influences européennes (il faut dire que depuis le XV^{e} siècle celles-ci prenaient essentiellement la forme d'agressions espagnoles et portugaises !). Entre autres choses, il ne commerçait pratiquement pas avec l'Espagne voisine. Le sultan, fort de sa qualité de chérif (descendant du Prophète), était à la fois dirigeant politique et religieux (il portait le titre religieux de « commandeur des croyants », issu à l'origine de la titulature califale). Il était choisi par la noblesse à l'intérieur de la vastissime famille régnante ; le contrôle des zones rurales, et notamment de la vaste montagne berbère, était tout aussi indirect qu'en Algérie.

L'ensemble des régions musulmanes était très sous-peuplé par rapport à l'Europe chrétienne, notamment pour des raisons épidémiologiques : la peste, entre autres, y était endémique, alors qu'en Europe la dernière peste importante avait été celle de Marseille en 1720[65]. L'Égypte n'avait que 4,5 millions d'habitants, contre 30 pour la France (aujourd'hui : 82 contre 63) ; l'Empire ottoman était aussi peuplé que l'Espagne et l'Italie réunies. Une seule exception importante, grosse de déséquilibres et de tensions futures : la natalité des chrétiens d'Orient était nettement plus vigoureuse que celle des musulmans.

---

62 On désigne de ce nom une guerre non officielle menée sur mer par des « entrepreneurs » privés, les corsaires, avec la bénédiction du gouvernement.

63 Les États du Maghreb ont longtemps été désignés du nom d'« États Barbaresques ».

64 Le Maroc, pays méditerranéen ? Géographiquement, c'est plus que discutable ; mais comme il est bordé à l'ouest par un océan (et n'a pas de marine) et au sud par un désert, par ses échanges (économiques et culturels) c'est bien à la Méditerranée qu'il se rattache. Et puis il a quand même un petit bout de côte méditerranéenne.

65 A Jaffa en 1800, l'armée de Bonaparte eut plus de pertes à cause de la peste qu'à cause de la bataille : cet épisode est célèbre à cause du tableau (*Les pestiférés de Jaffa*) que Charles Gros lui eonsacra en 1804. Parmi les principaux lieux de dissémination des épidémies figuraient les pèlerinages musulmans, à cause des conditions d'hygiène qui régnaient dans le Hijaz mais aussi des foules, de plus en plus nombreuses au fur et à mesure que les transports se faisaient plus faciles : en 1831, c'est par son intermédiaire que le choléra, une maladie endémique du delta du Gange, fit son apparition en Arabie, puis se diffusa dans tout le bassin de la Méditerranée, puis dans toute l'Europe. Dans le Hijaz, il y eut 27 épidémies de choléra entre 1831 et 1912 ; les pèlerins étaient d'ailleurs assez fatalistes à cet égard, d'autant qu'il n'y a pas de plus belle mort pour un musulman que de mourir en pélerinage. En 1865, l'une d'entre elles extermina 15.000 pèlerins sur 90.000, ce qui provoqua quand même l'apparition d'une administration sanitaire ottomane, avec des médecins musulmans mais formés à l'européenne. Mais en 1893, il y eut encore 33.000 décès sur 200.000 pèlerins. Aujourd'hui encore, les autorités saoudiennes vivent dans la terreur d'une grosse épidémie : des foules de plusieurs millions de personnes peu vêtues et en sueur se pressent, se parlent et se touchent sans cesse durant plusieurs jours ! Comme à Lourdes où des dizaines de malades se succèdent dans la piscine miraculeuse, le premier miracle, c'est qu'il n'y ait pas plus de mortalité.

B) La Méditerranée chrétienne.

Du côté chrétien, le paysage politique était nettement plus fractionné. Je traiterai d'abord les puissances en déclin, puis les puissances montantes.

L'Italie (ce terme n'avait alors qu'un sens géographique, d'ailleurs assez mal défini) était divisée en une vingtaine d'États, dont les domaines pontificaux qui la premaient en écharpe à la hauteur de Rome (ils contrôlaient une bonne partie du littoral adriatique, avec le port d'Ancône, passablement endormi), et, au sud, le royaume des Deux-Siciles, dont la capitale était Naples et sur lequel régnait une branche des Bourbons d'Espagne — la région était assez fortement influencée par l'Espagne depuis le XV[e] siècle[66]. La Sicile, île très en retard, qui avait perdu son rôle millénaire de grenier à blé de la Méditerranée, dépendait de Naples qui la négligeait, et était fort mécontente de son sort (il y eut des émeutes à Palerme en 1773) ; mais la monarchie napolitaine y fit d'importantes réformes dans les années 1780 (abolition du servage, des corvées, des péages internes, suppression d'une série de privilèges nobiliaires et de l'Inquisition). Quant à la Sardaigne, île stratégique (et par ailleurs la plus grande des îles méditerranéennes), l'une des régions les plus archaïques de Méditerranée du point de vue économique et culturel[67], elle avait longtemps été espagnole ; depuis 1716, elle était aux mains de la Savoie, État alpin et partiellement francophone dont la capitale était Turin. Dépourvue de fenêtre maritime, la Savoie ne la négligeait pourtant pas : elle y mena d'importantes réformes « éclairées » à partir de 1760.

Le centre et le nord-ouest étaient divisés en une poussière de duchés, grands-duchés, principautés et villes-États : en fait, presque toutes les villes importantes étaient indépendantes. Venise (officiellement la « République de Saint-Marc », quoiqu'elle fut dirigée par un duc[68], et souvent dénommée « la Sérénissime »), indépendante jusqu'en 1797, était une thalassocratie régionale en recul : prisonnière du cul-de-sac méditerranéen, elle n'avait pas profité des grandes découvertes, et était en décadence — les premiers touristes britanniques venaient y admirer des semi-ruines et de la misère pittoresque et s'initier à l'amour tarifé, une spécialité locale[69]. Autrefois l'Adriatique était une mer vénitienne et la Sérénissime contrôlait largement les archipels grecs (les Ottomans n'étaient pas des marins et avaient conquis leur Empire par la terre !). Mais elle avait perdu Nègrepont[70] en 1472, Chypre en 1572, la Morée[71] en 1715 ou 1739 et Candie[72] en 1669 — les populations grecques orthodoxes de l'île, lasses de ce joug étranger et surtout catholique, avaient accepté sans difficulté le joug turc ! On était avant l'essor des nationalismes modernes ; du reste, vers 1800 la moitié de la population crétoise était

---

66 Ainsi c'est d'Italie du sud que s'est diffusé l'usage de formes de politesse calquées sur celles de l'espagnol (à la troisième personne du singulier ou du pluriel selon le nombre d'interlocuteurs) : elles s'étaient mises à concurrencer les formes plus archaïques issues directement du latin (à la deuxième personne du pluriel). Au XX[e] siècle, Mussolini tenta d'interdire ces formes de politesse « étrangères » et « dégradantes ».

67 La langue sarde, parlée dans les deux tiers sud de l'île (le nord est sous l'influence de la Corse italophone), est la plus archaïque de toutes les langues latines : on y retrouve intacts des mots qui ont disparu partout ailleurs, comme *cras* « demain ».

68 Ce mot (« doge » en dialecte vénitien) veut simplement dire « chef » à l'origine.

69 L'image de la décadence est un peu caricaturale : Venise abritait toujours une vie culturelle très riche, avec notamment Casanova en littérature, Goldoni au théâtre et Vivaldi en musique (ce dernier dans la première moitié du XVIII[e] siècle, il est vrai ; et Casanova n'a guère vécu à Venise, ses *Mémoires* sont d'ailleurs en français). En revanche, la peinture vénitienne du XVIII[e] siècle (Canaletto, le grand ancêtre de la carte postale pittoresque) n'était plus que l'ombre d'elle-même.

70 L'actuelle Eubée.

71 L'actuel Péloponnèse.

72 L'actuelle Crète. Le mot « candi » survit comme adjectif, pour désigner un type de sucre.

musulmane, et ces Crétois musulmans, traités comme des « turcs » dans les recensements, étaient loin de n'être que des colons et des administrateurs[73]. Depuis 1718, la Sérénissime avait adopté une neutralité qui mettait surtout en évidence son affaiblissement. Les problèmes n'étaient pas seulement extérieurs : l'aristocratie était en déclin démographique, et déstabilisée par de considérables écarts de fortune ; le système politique était bloqué, confisqué par un petit nombre de familles.

Venise, qui avait environ 140.000 habitants (3 millions avec l'ensemble de ses domaines), avait même dû concéder à l'Autriche un port franc à Trieste[74] (en 1719), avec le droit d'y entretenir une flotte de guerre ; vers 1795, Trieste était déjà en train de la concurrencer sérieusement (le commerce triestin représentait 70% du commerce vénitien…). Grâce à l'aide des Autrichiens qui ne voulaient pas y voir les Ottomans, elle avait cependant gardé Corfou et les îles ioniennes à l'entrée de l'Adriatique ; elle conservait par ailleurs la plus grande partie de l'archipel dalmate et une partie du littoral attenant, notamment le golfe stratégique de Cattaro[75], extraordinaire mouillage naturel, ainsi bien sûr que la « Terre Ferme », une partie de la basse vallée du Pô.

Sur l'Adriatique oriental, il y avait aussi, au milieu des territoires vénitiens, la petite cité-État indépendante de Raguse (officiellement « la République de Saint-Blaise »), italophone, cliente et concurrente de Venise, qui était plutôt en phase de récupération économique grâce à une reconversion dans le grand commerce (y compris atlantique), l'armement maritime et les assurances ; cependant, en tant que débouché des Balkans, elle venait derrière Salonique (qui se trouve au débouché du Vardar, l'un des fleuves les moins ridicules de la péninsule). Un bref moment, entre la disparition de Venise (1797) et sa propre disparition (1808), et profitant des difficultés de Marseille et de sa propre neutralité dans les conflits franco-européens, Raguse eut la première flotte de Méditerranée ! Enfin, signalons le minuscule Montenegro[76], nid d'aigle chrétien au-dessus des bouches de Cattaro, gouverné par son prince-évêque ou *vladika* (orthodoxe, donc héréditaire — au XIX^{e} siècle il prit le titre de prince tout court, puis de roi). Sans accès à la mer à l'époque, et plus ou moins vassal des Ottomans (en tout cas de l'avis de ces derniers), il était proche politiquement de la Russie.

L'Espagne, plus puissance que les États italiens car unie depuis le XV^{e} siècle (encore qu'elle avait perdu le Portugal au XVII^{e}, ce à quoi certains ne se résignaient pas), était également très affaiblie. Elle avait à peu près intégralement gaspillé l'or et l'argent d'Amérique et, prisonnière d'une économie de rente, avait largement raté les évolutions économiques et idéologiques que l'Europe avait connues depuis le XVII^{e} siècle. Elle tenait les Baléares où elle venait de récupérer Minorque (aux mains des Britanniques de 1708 à 1782), mais la Sicile et la Sardaigne (anciennes dépendances de la couronne d'Aragon, l'un des deux constituants du « royaume uni » des Espagnes) lui avaient échappé en 1714, ainsi que les « présides » (places fortes[77]) de l'île d'Elbe.

Elle n'avait nullement renoncé à porter la Reconquête (achevée dans la péninsule ibérique en 1492) au sud de la Méditerranée, même si la prise de contôle, la conversion et l'exploitation de ses immenses domaines américains l'en avait durablement distraite. Il y avait encore eu une expédition contre Alger en 1775 — un échec. De ses tentatives passées, et de la

---

73 Cela dit, les révoltes étaient nombreuses dans les zones montagneuses de Crète et de Morée.

74 Aujourd'hui Rijeka en Yougoslavie (ce nom signifie « fleuve », respectivement en italien et en serbo-croate).

75 Désormais Kotor, au Montenegro. On parle aujourd'hui plutôt des « Bouches de Kotor ».

76 Aujourd'hui (le pays vient de regagner son indépendance en 2006) la langue officielle est le serbe, on dit donc plutôt « Crna Gora » (le sens est le même : « Montagne Noire »).

77 Ce mot est un calque de l'espagnol *presidios* et ne s'emploie que pour désigner des places fortes *espagnoles*. Aujourd'hui en espagnol *presidio* signifie surtout « pénitencier ».

guerre contre les corsaires musulmans, elle conservait les présides du Maghreb, Ceuta et Melilla, qui sont toujours espagnols aujourd'hui ; mais elle venait de perdre Oran en 1792. Du reste, même du temps de sa puissance elle n'était jamais vraiment arrivée à faire régner l'ordre en Méditerranée occidentale face aux razzias barbaresques — même si celles-ci étaient en déclin à la fin du XVIII^{e} siècle ; il reste de ces époques troublées un beau réseau de tours de guet sur la côte sud de l'Espagne et dans les différentes îles méditerranéennes.

Enfin Malte était plus ou moins dans l'orbite française. Ce petit archipel hautement stratégique était de langue arabe[78] (même si l'écrit était intégralement en italien) mais de religion catholique. En 1530, Charles Quint, entre autres roi d'Espagne et empereur du Saint-Empire, y avait réinstallé les chevaliers de Rhodes (de leur nom officiel les chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem), un ordre de moines-chevaliers fondé au moment des croisades : le but de cette réinstallation était de bloquer la pénétration ottomane en Méditerranée occidentale. Les chevaliers de Malte avaient victorieusement résisté au « grand siège » ottoman de 1565, ce qui leur avait donné un prestige immense ; depuis le traité de Karlowitz (1699) les hostilités ouvertes avaient cessé en Méditerranée, mais il demeura longtemps, répliquant à la « course » nord-africaine, une « course » chrétienne, en bonne partie maltaise.

Sous une très vague suzeraineté napolitaine (héritage du passé espagnol), c'était en fait la seule île méditerranéenne indépendante, Elle était toujours dominée par une caste de « chevaliers de justice », catholiques et ecclésiatiques donc non renouvelés par l'hérédité, mais issus des plus grandes familles de l'Occident chrétien. Ils étaient réunis par nations en « auberges » (France, Auvergne, Provence, Castille, León et Portugal, Aragon, Allemagne, Angleterre, Italie), qui avaient chacun leur palais à La Valette, mais vers 1790 les deux tiers des chevaliers étaient français : les liens avec la France étaient donc forts[79]. Les revenus des chevaliers venaient de leurs pays d'origine mais aussi de la course : c'était une société esclavagiste, les captifs musulmans étant réduits en servitude. La Vallette accueillait aussi commerçants et corsaires de toute l'Europe, Anglais entre autrres déjà : la population en était extraordinairement cosmopolite[80]. Riche, l'archipel était semée de palais et d'églises baroques. Mais la population supportait mal le joug de l'Ordre, lequel par ailleurs fut fort affecté par les mesures antinobiliaires de la Révolution française : la Législative avait interdit aux citoyerns français de s'y affilier (1791), puis confisqué ses biens en France (1792). Les grandes puissances convoitaient l'archipel, y compris la lointaine Russie : en 1798, le nouveau grand-maître de l'Ordre, un Allemand puisque la France faisait défaut, envoya une ambassade à Saint-Pétersbourg pour que le nouveau tsar Paul I^{er} fût reconnu « protecteur de l'Ordre », ce qui mit les Français en fureur.

---

78 Des Maltais vous expliqueront peut-être que leur langue n'est pas de l'arabe, mais une langue d'origine punique (= carthaginoise) avec des influences arabes, italiennes et anglaises. Il s'agit d'âneries nationalisto-religieuses comparables à celles relevées plus haut à propos de la Kabylie : certains Maltais, qui se sentent européens et chrétiens, n'admettent pas qu'ils parlent une langue issue de celle du Coran (et puis on désigne traditionnellement les variétés modernes d'arabe du nom de « dialectes », ce qui est perçu comme méprisant). Pour tous les linguistes sérieux (je veux dire non maltais, plus un certain nombre de Maltais quand même), le maltais est une variété d'arabe « dialectal » parmi d'autres, avec guère plus de mots anglais et italiens qu'il n'y a de mots français dans le dialecte parlé à Alger, et aucun substrat punique n'y est discernable : il y a un « trou » d'au moins 500 ans entre la disparition probable du punique, sous l'Empire romain, et l'apparition du maltais à la suite des invasions arabes ! « Trou » pendant lequel la population a très probablement parlé bas-latin… La principale particularité du maltais parmi les dialectes arabes est qu'il s'écrit, et en alphabet latin, alors qu'à Alger par exemple on écrit l'arabe littéral, calqué sur la langue du Coran — un peu comme si à Paris on écrivait en latin.

79 Le nom français de la capitale, La Valette (« Valetta » en anglais d'après l'italien), est celui de son fondateur Jean Parisot de La Valette (1494 - 1568), grand maître de l'Ordre.

80 On raconte que plus tard, vers 1880, une gitane de Gibraltar y rencontra un marin de Cornouailles…

Quelles étaient les puissances montantes en Méditerranée à la fin du XVIII[e] siècle ? Elles étaient toutes chrétiennes, évidemment.

D'abord la France, depuis qu'elle avait pris le relais de l'Espagne en Méditerranée occidentale. Depuis François Ier elle était l'ennemie de l'Autriche donc l'alliée de l'Empire Ottoman, dont elle conseillait les sultans[81]. Elle était évidemment aussi l'ennemie du Royaume-Uni, depuis plus longtemps encore. Sa puissance en Méditerranée, ancienne (dès ses origines, le royaume avait eu une façade méditerranéenne), s'appuyait sur l'arsenal et la base navale de Toulon. Marseille, de loin le premier port de Méditerranée, avait des liens commerciaux avec le Levant, mais aussi avec le Maghreb : nous verrons que la conquête de l'Algérie remonte à une sombre affaire de quittance non payée à des commerçants marseillais pour du blé, vers 1798. Nice venait de devenir française (en 1792), mais elle cessa de l'être entre 1815 et 1860. On ne parlait guère français sur les rives de la Méditerranée (sauf les élites urbaines et nobiliaires) et le mode de vie comme l'agriculture y étaient fort différentes de ceux du nord du pays, mais il n'y avait aucune tension particulière avec Paris.

En 1768, la France avait procédé à l'achat déguisé de la Corse : malgré l'opposition de Pascal Paoli, devenu aujourd'hui un mythe nationaliste, l'île, longtemps possession de Gênes, mais en révolte depuis 1762 (ou même 1730 selon d'autres sources), passa sous son contrôle effectif de Paris en 1769, juste à temps pour qu'un certain Napoléon Bonaparte naquît sujet français la même année, dans une famille d'ailleurs paoliste. En réalité, il y subsista très longtemps, au moins jusqu'au premier tiers du XIX[e] siècle, un « banditisme » (évoqué notamment par Mérimée dans *Colomba*) que les nationalistes d'aujourd'hui tendent à interpréter comme une manifestation d'hostilité à la domination continentale, ce qui est sans doute exact, et comme la manifestation d'une « corsitude » et d'un désir d'indépendance, ce qui est sans doute un anachronisme[82].

C'était une île en retard, quoique moins que sa voisine sarde : 10% seulement de la population (180.000 personnes en 1806) vivait en ville ; c'était déjà une terre d'émigration (à Gênes, en Toscane, mais aussi à Marseille et même en Amérique). La seule exportation était le vin du cap Corse, et la ville la plus importante était Bastia — c'est évidemment à la faveur de Bonaparte qu'Ajaccio (chef-lieu de toute l'île de 1811 à 1976) doit d'avoir pris le dessus. L'île était entièrement italophone, les parlers corses étaient même nettement plus proches du toscan littéraire que ceux de la valle du Pô ou de Sicile (au XIX[e] siècle, certains voyageurs trouvaient que c'était au cap Corse que l'on parlait le plus bel italien), et elle s'est sans doute longtemps sentie italienne (l'Italie était alors une région d'Europe et une aire culturelle, rien de plus — une partie était en France et une autre, au XIX[e] siècle, en Autriche, mais ça n'empêchait pas que c'était l'Italie) : ainsi l'habitude d'envoyer les enfants étudier dans la péninsule se maintint jusqu'au second Empire, la nullité des actes juridiques rédigés en italien n'a pu être proclamée par Paris qu'en 1858, et après l'Unité italienne il y eut un (petit) courant

---

81 Pour les années 1800, on peut citer la figure de l'ambassadeur Horace Sébastiani.

82 En fait, le banditisme corse ne s'est vraiment éteint que vers 1930.

NB. En France méditerranéenne, le banditisme n'était pas tout à fait seulement une spécialité corse. On peut évoquer, plus tard dans le XIX[e] siècle, les « trabucaires » (du catalan *trabuc* ou de l'espagnol *trabuco*, qui désigne une espèce de fusil), des guérilleros catalans des guerres carlistes qui ensanglantèrent l'Espagne de 1833 à 1839. Après la défaite des carlistes en Catalogne, certains passèrent la frontière et, devenus d'à peu près purs malfaiteurs, semèrent la terreur dans les Corbières et alentour entre 1840 et 1846. Cette année-là, leur procès, à Perpignan, eut un grand retentissement. D'autres désordres ruraux eurent lieu dans le sud du Massif Central dans la deuxième moitié des années 1810, mais avec une composante politique beaucoup plus forte : c'est ce qu'on appelle la « Terreur blanche » — et puis, bien sûr, il y eut pas mal de banditisme dans les campagnes du sud, comme partout ailleurs, juste avant la révolution de 1848. Faut-il étendre cette note jusqu'aux maquis des années 1943-1944 ? Sans doute pas : il s'agit d'un phénomène éphémère (lié à l'effondrement de l'État français et à sa vassalisation par les nazis), dans des sociétés déjà très bien tenues en mains.

rattachiste[83]. Ce n'est qu'après 1945 que dans les milieux nationalistes, désireux de se distinguer des « rattachistes » pro-mussoliniens de l'entre-deux-guerres, est née l'idée d'une culture et d'une langue corses spécifiques[84].

Le Royaume-Uni, puissance maritime dominante en Europe dès le XVII[e] siècle, s'était déjà installé en Méditerranée, notamment à l'occasion de la guerre de succession d'Espagne (1701-1714) : en 1704, il s'était emparé de Gibraltar[85] (que les Franco-Espagnols échouèrent plusieurs fois à reprendre, notamment en 1782-1783) ; il avait aussi occupé Minorque, l'une des Baléares, de 1708 à 1782. Pour l'instant, le but de cette présence en Méditerranée était de protéger le commerce britannique et de contrer l'apparition sur le continent d'une puissance hégémonique qui eût risqué de s'y opposer (ce qui se produisit avec Napoléon) ; plus tard, au XIX[e] siècle, avec la prise de contrôle de l'essentiel des rives de l'Océan Indien et notamment de l'Inde, Londres pensa de plus en plus la Méditerranée comme le chemin des Indes, un chemin qu'il importait de protéger. Dans les deux cas, l'intérêt pour la Méditerranée était indirect : cette mer ne borde pas le Royaume-Uni et sa civilisation est très différente, même si dès le XVIII[e] siècle elle fascinait les premiers touristes, de riches Britannniques[86]. Jamais le Royaume-Uni n'a envisagé d'avoir en Méditerranée autre chose que des points d'appui pour sa marine et des États clients et alliés, même s'il finit quand même par se laisser entraîner dans la folie colonialiste et par s'emparer, assez brièvement, de l'Égypte et d'une partie du Mashrek.

L'Autriche, autre puissance montante en Europe depuis qu'elle avait desserré l'étau ottoman[87], souffrait comme la Russie d'un problème d'enclavement (d'autant plus que le bas Danube était aux mains des Ottomans). État héritier des rêves impériaux (donc universels, donc italiens car Rome est au cœur de tous les rêves impériaux catholiques) des Habsbourg, elle tentait elle aussi de prendre pied en Méditerranée : en 1721, elle avait mis la main sur Naples et la Sicile, un cauchemar pour les papes, mais en 1734, Naples et la Sicile avaient reconquis leur indépendance. Par ailleurs, Vienne était en train de reconquérir les Balkans sur l'Empire Ottoman (la Hongrie ; la Serbie occidentale avec Belgrade, conquise en 1718 mais reperdue en 1739). Elle avait obtenu un statut de port franc pour Trieste, en territoire vénitien, et en avait créé un autre à Fiume, dans le royaume croate qui lui appartenait ; depuis 1730, une flotte autrichienne était stationnée à Trieste. Ce fut (surtout à partir de 1770) le

---

83 À ne pas surévaluer, même si Mussolini les soutint bruyamment, ce qui fait qu'aujourd'hui, en France, dans les milieux « jacobins », l'on reproche beaucoup aux nationalistes corses d'avoir des « ancêtres » pro-fascistes. Il faut quand même rappeler qu'en 1943, l'île s'est soulevée *contre* l'occupation italienne.

84 Je simplifie : en réalité, le premier journal en corse, *A tramuntana*, date de 1890 ; une seconde revue en corse apparut en 1920 ; le premier parti autonomiste date de 1923, mais ce n'est que dans les années 1970 que le nationalisme corse a véritablement pris son essor dans la population insulaire. Notons par exemple que le produit d'exportation corse le plus frelaté de la génération précédente, l'abominable ténor sucré Tino Rossi (1907-1983), a assez peu dégouliné en corse : chanter dans cette langue n'est devenu à la mode qu'au milieu des années 1970.

Dans les pays italiens, depuis le Moyen Âge le toscan littéraire domine l'écrit de prestige, mais les dialectes, parfois fort éloignés de celui-ci, ont longtemps été pratiqués par l'ensemble de la population (encore aujourd'hui un quart à un tiers des Italiens s'expriment en dialecte dans leur vie quotidienne), et une partie de l'écrit (paroles de chansons, théâtre populaire, contes, presse locale) est en dialecte. La situation devait être la même en Corse jusqu'à ce que la politique de francisation menée par les gouvernements français ait fait disparaître le toscan littéraire du paysage : ne sont restés que les parlers paysans face au français, seule langue écrite et de prestige, et assez logiquement ces parlers ont été perçus par les nationalistes locaux comme « la langue corse », une langue à part entière (on a construit un corse littéraire sur leur base dans les décennies d'après-guerre), alors qu'à Venise par exemple le vénitien n'a jamais acquis le statut de « langue » à part entière.

85 L'Espagne n'a jamais vraiment reconnu cette annexion : encore à l'époque franquiste, la frontière terrestre était bloquée !

86 Le mot « tourisme » vient d'un usage anglais du mot « tour ».

87 Le dernier siège de Vienne par les Ottomans ne remonte qu'à 1683…

grand essor de ce modeste port de pêche sans tradition négociante — du reste, l'Autriche mit du temps à acquérir une flotte marchande.

Enfin, un nouvel acteur était en train de faire son apparition : la Russie. Cet État nordique et très enclavé était en train de prendre pied sur la rive nord de la Mer Noire, au détriment des Ottomans. Depuis les années 1730-1740, les tsars se considéraient les « protecteurs » du Montenegro. En 1770, une flotte russe venue de Baltique en contournant l'Europe avait battu une flotte turque près de Smyrne, et occupé pendant quatre ans certaines îles égéennes ; en 1774, aux termes du traité de Küçük-Kaynarca, elle les évacua, mais, on l'a vu, en échange d'avancées décisives en Mer Noire — d'autant qu'elle annexa la Crimée dès 1784 (l'année précédente, elle y avait fondé Sébastopol, qui est encore aujourd'hui la principale base militaire russe en Mer Noire). Outre les annexions mentionnées plus haut, la Turquie dut concéder la libre navigation sur la Mer Noire et les Détroits aux navires russes, et reconnaître la Russie comme protectrice des orthodoxes, d'abord d'Istanbul, ensuite de tout l'Empire. Cela concernait bien sûr l'ensemble des Balkans (notamment les régions roumanophones, désormais frontalières de la Russie et dont celle-ci avait exigé que la Porte leur concédât un certain degré d'autonomie), mais aussi le Moyen-Orient, notamment la Terre Sainte où il y avait, outre la minorité orthodoxe locale (arabophone de *millet* grec, dite melkite), une présence orthodoxe sur les Lieux Saints (Jérusalem, Bethléem, etc.). En 1779, l'entourage de Catherine II élabora un plan visant à chasser les Ottomans de Méditerranée, à reconstituer un Empire byzantin (donc grec et orthodoxe[88]) au profit de son petit-fils, le futur Alexandre I^{er}, et à unifier les Balkans sous un autre prince russe : en compensation, Venise aurait reçu la Morée, Candie et Chypre, et la France des avantages en Syrie et en Égypte… Le projet capota du fait de l'opposition farouche du Royaume-Uni et de la Prusse, mais il y eut une nouvelle guerre entre la Russie et l'Empire Ottoman en 1788-1791, à l'issue de laquelle ce dernier dut laisser les mains libres à Saint-Pétesbourg en Géorgie.

II-De l'expédition d'Égypte à l'expédition d'Alger (environ 1798-1830).

A) Les conflits napoléoniens en Méditerranée, sauf l'expédition d'Égypte.

Votre programme commence au beau milieu de l'un des plus longs conflits qui aient affronté la France et le Royaume-Uni : il a duré, avec quelques trêves, de 1792 à 1815. La Méditerranée n'en a été qu'un théâtre parmi d'autres. Il a été déclenché par les puissances ennemies de la Révolution française, mais à partir de 1795 la France est passée à l'offensive (jusqu'en 1813) et elle s'est mise à imposer un ordre nouveau. Il s'agissait d'abord, en Méditerranée comme ailleurs, d'assurer le triomhe d'une idéologie universaliste : nous allons voir la France exporter ses institutions (la République, puis des monarchies d'un genre nouveau, satellites de son Empire ; des codes civils et pénals, etc.) et son idéologie (les droits de l'homme, l'anticléricalisme) aux quatre coins de la Méditerranée. Il s'agissait aussi de faire plier le Royaume-Uni en asphyxiant son commerce, ce qui passait, en liaison plus pécise avec votre programme, par le contrôle des côtes de l'Europe : ce fut le motif essentiel du blocus continental. Contrôler les côtes impliquait bien sûr de contrôler la mer (le duel entre les deux marines a duré une petite dizaine d'années, 1794-1805) et de chiper des poins d'appui au Britanniques ou de s'en assurer de nouveaux (Malte par exemple). À cela s'ajoutèrent, du côté de l'Égypte, quelques rêveries historico-géopolitiques assez échevelées. Le Royaume-Uni, puis-

88 Les dirigeants de la Russie se considéraient comme les héritiers des empereurs de Byzance. Les grands-ducs (ou grand-princes) de Moscou avaient repris le titre impérial (« tsar » est la prononciation russe de « César », c'est-à-dire « Empereur ») en deshérence en Europe orientale au XVI^{e} siècle ; au siècle précédent, l'un d'eux avait épousé une nièce du dernier empereur de Byzance. La monarchie russe se voulait la championne universelle de la religion orthodoxe (autrement dit « la seule vraie »), qu'elle avait reçue de Byzance.

sance dominante au XVIII[e] siècle, défendait ses positions de numéro 1, en Méditerranée comme ailleurs : son cauchemar, c'était l'émergence d'une puissance archi-dominante sur le continent européen, qui l'aurait marginalisé et renvoyé à sa condition d'archipel périphérique, pluvieux et misérable, en réorientant le commerce mondial vers un quelconque port continental. Évidemment, elle tenta aussi de pousser son avantage en profitant du conflit pour occuper de nouveaux points d'appui, pour se faire de nouveaux obligés, pour rafler des marchés aux mangeurs de grenouille, etc. Ce duel s'est soldé par une écrasante victoire du Royaume-Uni : en Méditeranée, cette victoire fut avant tout celle de la *Navy* dont la supériorité, évidente dès Aboukir (1798, voir la sous-partie sur l'expédition d'Égypte), consommée à Trafalgar (1805)[89], dura jusqu'en 1945.

Le sud de la France a beaucoup souffert des conflits, civils ou non, de la Révolution (la Terreur, l'émigration d'une bonne partie des élites, l'explosion du chômage ; un débarquement britannique en Corse en 1794-1796[90]). Ainsi en 1799, il n'y eut que 89 entrées dans le port de Marseille, dont 8 de navires français, contre 3.000 au total en 1785… Le littoral français en revanche profita de la prospérité impériale (notamment Toulon grâce à son arsenal ; ce fut aussi le point de départ de l'expédition d'Égypte), mais dans les limites de l'encerclement britannique qui bloqua largement le commerce maritime, et du blocus continental imposé par la France à tout le continent à partir de 1806. Entre autre, les conflits franco-européens furent un désastre pour les échelles du Levant, où les consuls et commerçants français furent arrêtés, leurs biens confisqués[91].

On assista à une extension territoriale progressive de la France révolutionnaire (dont l'ambition ultime était la domination universelle, sourtout à partir de la prise de pouvoir par Bonaparte[92]) sur, entre autres, la rive nord de la Méditerranée — il s'agissait bien d'occuper

---

89 Ce n'est quand même pas allé tout seul : il y eut notamment d'importantes mutineries dans la flotte britannique à la fin des années 1790 — celles auxquelles le *Billy Budd* de Hermann Merville fait allusion.

90 Paoli, rappelé de son exil britannique en 1789 par le régime révolutionnaire (qui venait pourtant d'annexer officiellement l'île à la France), avait rompu avec la Convention en 1793, à cause du mépris des jacobins pour les spécificités régionales (et particulièrement de leur anticléricalisme). C'est lui qui avait appelé Londres à l'aide : pendant deux ans, la Corse fut un État autonome, mais qui reconnaissait le roi d'Angleterre pour souverain. C'est en Corse que l'amiral Nelson perdit un œil. Mais le régime paoliste se rendit rapidement impopulaire par sa corruption, et les Français réoccupèrent l'île sans rencontrer beaucoup de résistance ; plus tard, les nombreuses faveurs accordées par Napoléon 1[er] à son île natale (notamment en matière fiscale, en 1801) ancrèrent définitivement la Corse à la France, malgré la persistance du banditisme que j'ai évoquée plus haut.

Évidemment, la Corse fut une terre de bonapartisme persistant : à la présidentielle de 1848, elle vota pour Louis-Napoléon Bonaaparte à… 95%, et aujourdhui encore les maires d'Ajaccio se proclament « bonapartistes », ce qui ne mange pas de pain. Un clientélisme très méditerranéen y a survécu, en décalage croissant avec l'évoluton des mœurs politiques continentales : autre sujet récurrent de moqueries de la part des *pinzuti*.

91 Désastre provisoire quand même : ces comptoirs commercieux reprirent leur activité après 1815, sous d'autres noms.

92 Un Empire est une monarchie universelle, et dès le consulat les références à la conquête par Rome de l'ensemble du monde « civilisé » étaient incessantes… Plus largement, un sujet sur la Méditerranée implique de prêter attention à la fascination napoléonienne (et celle de toute une génération) pour la Rome antique, au moins aussi importante que la fascination pour l'Égypte qui fera l'objet d'un long passage de ce cours. La Méditerranée, c'est le *Mare Nostrum* des Romains ; tout rêve romain, donc tout rêve impérial, est un rêve méditerranéen, surtout quand il est laïc et axé davantage sur la Rome républicaine et les débuts de l'Empire (la Rome païenne et sa gloire militaire) que sur la Rome chrétienne (assez vite réduite à une demi-Méditerranée orientale). Mais ce thème est difficile à traiter parce que les références à Rome sont permanentes dans le discours de Napoléon Bonaparte, puis de Napoléon 1[er], comme, plus largement, dans toute la culture classique des XVIII[e] et XIX[e] siècles. Par ailleurs, ce discours porte rarement sur les aspects spécifiquement maritimes de la puissance romaine ; c'est pourquoi je me contente de la présente note, en faisant confiance à votre culture générale pour compléter éventuellement un passage d'un devoir à ce sujet. Pensez entre autres aux incessantes références antiques dans les discours de Bonaparte, à l'aigle romain sur les drapeaux impériaux, à la proclamation de Rome

en priorité les rives de l'Europe, pour des raisons stratégiques : étouffer le Royaume-Uni en l'empêchant de commercer. C'est en reprenant le contrôle de Toulon, un moment occupée par les Britanniques appuyant les contre-révolutionnaires, que Napoléon Bonaparte se fit connaître en 1793.

L'Italie du nord et du centre fut le le deuxième grand terrain de la gloire de Napoléon Bonaparte, en 1796-1797 puis en 1799-1800 : le détail des évolutions politiques est complexe et sans grand intérêt. Sachez qu'au départ les armées françaises entrèrent en Italie essentiellement pour attaquer l'Autriche ; qu'elles furent reçues en libératrices par les petits groupes de jacobins locaux ; que les principales victoires (comme celle de Rivoli) ont laissé des traces dans la toponymie parisienne ; que les annexions commencèrent dès 1800 (par le Piémont[93]) et qu'à l'apogée de l'Empire, en 1811, Turin, Gênes, Rome et Florence étaient françaises (Rome avait même été promue au rang symbolique de « seconde capitale de l'Empire » depuis son annexion en 1809), tandis que Venise et Milan ressortaient d'un « royaume d'Italie » satellite et Naples d'un autre royaume vassal (mais la France ne parvint pas à prendre le contrôle de la Sicile, où les Bourbons se maintinrent sous occupation britannique[94]).

En-dehors de l'extrême sud, et même s'il faut se méfier des effets d'une propagande napoléonienne encore bien vivante en France aujourd'hui, on peut dire que la domination française fut nettement mieux acceptée qu'en Espagne, du fait sans doute de liens culturels et économiques anciens : l'idéologie apportée par les Français trouva de vrais relais en Italie — mais, sur la fin, comme tous les Européens, les Italiens étaient fatigués des exactions de la soldatesque française et de l'arrogance des fonctionnaires transalpins, notamment de leur mépris pour la langue italienne, et aussi de la pression fiscale et, dans les zones annexées, de la conscription obligatoire ; les exigences de la *Realpolitik* et le passage de la République à l'Empire avaient amené la mise à l'écart progressive, voire la répression des jacobins et, plus généralement, des partisans les plus chauds des idées françaises ; l'anticléricalisme des Français, même plus modéré qu'à l'époque révolutionnaire, indisposa également, notamment le traitement infligé aux deux papes successifs, Pie VI et Pie VII[95] ; le pillage des œuvres d'art passa très mal également. En 1809, il y eut au Tyrol et en Calabre (région qui s'était déjà soulevée contre la proclamation d'une république en 1799[96]) deux révoltes de type espagnol (voyez plus bas), qui furent cependant écrasées malgré, en Calabre, le débarquement d'un corps expéditionnaire britannique. Il n'en reste pas moins qu'il n'y eut pas constitution d'un natio-

---

seconde capitale de l'Empire, au titre de roi de Rome décerné à l'héritier ; mais aussi au mobilier Empire, au style néo-classique de pas mal d'édifices de l'époque (attention quand même, ce style remonte au XVIII^{e} siècle), à la peinture de David… Cela dit, la réalité économique et géopolitique de l'époque faisait de la Méditerranée un espace quand même assez périphérique : l'Europe telle que Bonaparte tenta réellement de la conquérir ne correspondait pas du tout à l'Empire romain.

(N.B. Ç'avait déjà été le problème des empereurs médiévaux, qui se voulaient les héritiers de Rome mais dont le pouvoir était centré sur l'Allemagne, et qui eurent toujours des problèmes pour contrôler l'Italie — ce n'est pas faute d'avoir esssayé ! —, sans parler de la rive musulmane de la Méditerranée qu'il ne tentèrent même pas de conquérir, croisades mises à part. On peut lire l'expédition d'Égypte comme l'une des rares tentatives en ce sens, hors croisades).

93 Ou même dès 1792, par Nice.

94 La Sardaigne formait un royaume allié de la France, sur lequel je ne suis pas arrivé à trouver de données plus précises. Je vous sens tout déçus.

95 En février 1798, Pie VI avait été privé de ses pouvoirs temporels et avait dû quitter Rome. Ce fragile octogénaire ne survécut pas longtemps aux avanies françaises : exilé en France, il mourut à Valence en août 1799. Quant à Pie VII, il fut prisonnier à Rome de 1809 à 1812, puis à Fontainebleau jusqu'à sa libération en 1814.

96 Cette révolte, menée par le cardinal Ruffo, fut appuyée par un débarquement de troupes russes et… ottomanes ! On assistait à une coalition (éphémère) de toutes les puissances « ayant une religion » contre la République française athée.

nalisme hostile à la France, comme en Allemagne, ni à plus forte raison soulèvement général comme en Espagne[97].

Napoléon Bonaparte mit fin à l'existence de dizaines d'États dont certains remontaient au Moyen Âge, comme les États pontificaux (créés par Charlemagne) et la République de Gênes : c'était le crépuscule des cités-États italiennes (même si en 1814 il y eut une tentative pour en ressusciter une demi-douzaine), et le début d'un bouleversement et d'une rupture des traditons qui aboutit, trois quarts de siècle plus tard, à l'unité italienne. Le cas de Venise est emblématique. En 1796, les deux armées belligérantes (française et autrichienne) envahirent de la Terre Ferme et s'y affrontèrent, faisant comme si la Sérénissime n'existait pas. Puis, en avril-octobre 1797, Bonaparte mit fin à la République de Saint-Marc, sans violence physique ni destructions : cependant le vote du Sénat vénitien eut lieu sous la menace, Bonaparte ayant déclaré : « Je serai un Attila pour Venise ». Finalement, il se contenta d'ordonner l'assèchement de certains canaux… et de piller des œuvres d'art, dont les chevaux de Saint-Marc qui allèrent orner l'arc de triomphe du Carrousel[98]. Contrairement à ce qui s'était passé dans d'autres villes comme Milan, si la noblesse accepta de se suicider politiquement (ayant compris qu'une République vénitienne n'avait plus sa place dans une Italie devenue le terrain d'affrontement des gandes puissances, elle choisit de sauvegarder avant tout ses propriétés de Terre Ferme), le peuple en revanche manifesta en faveur de l'ancien régime, les demeures des quelques jacobins locaux furent pillées.

La ville, la Terre Ferme et l'Istrie furent attribuées à l'Autriche en compensation de l'avance française en Savoie, en Lombardie et à Nice, puis confisquées en 1805-1809 au profit du royaume satellite d'Italie. Dès le début la Dalmatie vénitienne revint à la France, qui eut du mal à en prendre le contrôle effectif (chose faite en 1806 seulement) : l'opposition aux Français se doubla d'une violente crise sociale avec des émeutes antinobiliaires, en ville et à la campagne — mais la France était trop anticléricale pour les Dalmates, et puis la conscription obligatoire suscita des révoltes. En 1811, la France fit de ces régions un ensemble de départements français, les Provinces Illyriennes, avec Raguse qu'elle avait annexée en janvier 1809, et une partie de la Croatie prise à l'Autriche. Tout l'Adriatique souffrit beaucoup du blocus continental, et Trieste tout particulièrement des hostilités franco-autrichiennes. L'Autriche reconquit les Provinces Illyriennes en 1813-1814. Plus au sud, la France échoua à prendre le contrôle de l'archipel ionien, possession vénitienne en 1797 (voyez plus bas).

À l'ouest, la France occupa l'Espagne en 1808, et installa sur son trône un frère de Napoléon 1er, Joseph ; en 1810, elle en annexa même un gros bout de la rive méditerranéenne, la Catalogne. Ce fut un échec : une guerre de libération, largement menée sous forme de guérillas — le mot, qui veut dire « petite guerre », passa en français à cette époque —, expulsa les Français dès 1813[99]. L'épisode eut pour effet désastreux de déconsidérer large-

---

97 En Italie, Napoléon était accompagné de savants, comme plus tard en Égypte : nous verrons dans le passage concernant cette expédition le sens de ce genre de geste.

98 On les a rendus en 1814, et remplacés par une copie.

99 Sur cette guerre, il faut connaître le célébrissime poème de Victor Hugo, *Après la bataille*, qui figure dans la *Légende des siècles* (1859) :

« Mon père, ce héros au sourire si doux [Le père de Hugo était général]
Suivi d'un seul housard qu'il aimait entre tous
Pour sa grande bravoure et pour sa haute taille,
Parcourait à cheval, le soir d'une bataille,
Le champ couvert de morts sur qui tombait la nuit.
Il lui sembla dans l'ombre entendre un faible bruit.
C'était un Espagnol de l'armée en déroute
Qui se traînait sanglant sur le bord de la route
Râlant, brisé, livide, et mort plus qu'à moitié,

ment les libéraux espagnols, les *alumbrados* (les partisans des Lumières, littéralement « les éclairés ») : soit ils avaient collaboré avec les Français (on les appelait *afrancesados*), soit ils s'étaient enfermés à Cadix où, à l'abri (la ville est au bout d'une péninsule imprenable par la terre et les Britanniques veillaient sur mer), ils avaient doté le pays, en 1812, d'une constitution démocratique sur laquelle le roi n'avait pas été consulté et qui ne fut jamais appliquée. En revanche, c'étaient les forces de la réaction monarchique, avant tout l'Église, qui avaient mené le combat : elles s'étaient battues au nom de la monarchie et du Sacré-Cœur de Jésus — d'où, très longtemps, jusqu'à Franco, la force numérique et la légitimité nationaliste de l'« Espagne noire », qu'on qualifierait en France de légitimiste. Par ailleurs, cette guerre sale (on tortura abondamment d'un côté comme de l'autre[100], la guérilla faisait régner la terreur parmi les civils autant que les troupes d'occupation qui prenaient souvent des otages, pendus en cas d'attaque des maquisards ; le banditisme fleurissait, plus ou moins déguisé en guérilla, et par ailleurs les Français suscitèrent des contre-guérillas) contribua à « brutaliser » les mœurs espagnoles : cela aussi eut des conséquences jusque dans les années 1930.

Bonaparte conquit Malte en juin 1798, en trois jours, sur le chemin de l'Égypte. Il ne resta que six jours mais réorganisa complètement l'île : il mit fin au pouvoir temporel de l'ordre de Malte, devenu évidemment une citadelle de l'émigration, confisqua ses propriétés et l'expulsa de l'archipel (mais on offrit des pensions aux ex-chevaliers et ils conservèrent leurs biens privés sur l'archipel) ; l'Ordre se reconvertit progressivement en association caritative et en structure de sociabilité de la haute noblesse européenne[101]. Mais cette conquête fut sans lendemain : dès le mois de septembre, la population se révolta contre les Français qu'elle bloqua dans La Vallette — laissés sans un sou par Bonaparte, ceux-ci avaient tenté de « vivre sur le pays », et puis, ici aussi, leur anticléricalisme passait mal. Ils résistèrent à l'abri des murailles de la capitale jusqu'en septembre 1800, date à laquelle le Royaume-Uni, appelé à la rescousse par l'« assemblée nationale » dont les révoltés s'étaient dotés, s'empara (sans combats) de l'île. Il y resta 168 ans : ce fut la fin de l'influence française. La population de l'archipel ne fut pas consultée, ni aucunement associée au nouveau pouvoir — mais dans les années suivantes, elle fit savoir à plusieurs reprises qu'elle préférait les Britanniques à un retour de l'Ordre de Saint-Jean.

En réaction à l'installation des Français à Malte, en 1798 le Royaume-Uni s'empara de nouveau « préventivement » de Minorque, qu'il rétrocéda à l'Espagne dès 1802 ; en 1799, la marine britannique prit Naples, qu'elle dut évacuer un peu après, et vers 1810 elle occupa

---

Et qui disait « À boire ! A boire ! Par pitié ! »
(…) Tout à coup, au moment où le housard baissé
Se penchait vers lui [pour l'abreuver], l'homme, une espèce de maure,
Saisit un pistolet qu'il étreignait encore
Et vise au front mon père en criant : « Caramba ! »
Le coup passa si près que le chapeau tomba
Et que le cheval fit un écart en arrière.
[Une source belge prétend que l'Espagnol s'écria : « Caramba ! Encore raté ! »]
« Donne-lui tout de même à boire », dit mon père ».

100 Le peintre Francisco Goya a consacré de saisissantes gravures à ces exactions, plus bien sûr les deux célèbres tableaux sur l'insurrection antifançaise qui, à Madrid en 1808, donna le signal de la révolte (le *Dos de mayo*, sur l'insurrection ; le *Tres de mayo*, sur la répression).

101 L'Ordre élut le tsar Paul I^er^ grand-maître, mais il était orthodoxe et marié : cette aberration cessa à sa mort en 1801, et l'on élut un grand-maître italien. En 1834, tout espoir de récupérer l'archipel s'étant évanoui pour cause d'opposition des Britanniques à se séparer de cet excellent point d'appui, l'Ordre s'installa à Rome, où il jouit d'un statut d'extraterritorialité : c'est une espèce d'État sans territoire (il a même sa monnaie et ses timbres !). Il n'y eut pas de grand-maître entre 1805 et 1879, date à laquelle l'Ordre adopta son nom actuel et se lança dans l'action humanitaire. Depuis le XIX^e^ siècle, l'immense majorité des chevaliers sont des laïcs, qui peuvent se marier : être membre de l'Ordre revient à adhérer à une espèce d'O.N.G. très chic.

également la Sicile. Les Îles Ioniennes finirent par passer sous son contrôle également. La France se les était attribuées à la liquidation de la République de Venise, mais la marine française était déjà trop faible (on était après Trafalgar) pour s'y installer. Ce fut d'abord une flottille russe qui s'en empara en 1798-1799 (la Russie était tojours à la recherche de points d'appui en Méditerranée : rappelez-vous qu'à la même époque elle essayait de prendre pied à Malte) et, aux termes d'un accord avec Istanbul, les réunit en une « République septinsulaire » vassale de la Porte mais sous la protection de Saint-Pétersbourg, sur le modèle du Monténégro. La marine russe empoisonna pas mal la vie des Français dans l'Adriatique, assiégeant Raguse en 1805-1806 et débarquant à plusieurs reprises en Dalmatie, mais en 1807, aux termes de la paix imposée par la France, elle dut évacuer la région : nouvel échec russe en Méditerranée. Les Britanniques reprirent alors la politique russe de harcèlement des Français dans l'Adriatique, occupant les Îles Ioniennes (1807), mais aussi l'île de Lissa (dès 1806) et l'archipel qui se trouve au large de Raguse (1812).

Grâce à ces points d'appui, la marine britannique régnait sur la Méditerranée : la flotte française était coincée à Toulon, réduite à profiter de criconstances météorologiques exceptionnelles pour tromper l'amiral britannique Nelson et se glisser hors de la Méditerranée comme une voleuse. Pourtant les Français ne renoncèrent pas à défier la perfide Albion : à partir de 1803, ils se mirent à reconstituer leur flotte mise à mal par la défaite d'Aboukir en Égypte (voyez plus bas). L'affrontement décisif eut lieu en octobre 1805 au large du cap de Trafalgar, sur l'Atlantique mais à l'entrée du détroit de Gibraltar, tout près de Cadix. Ce fut une victoire totale des Britanniques, même si Nelson y trouva la mort. Trafalgar mit fin aux espoirs de Bonaparte d'envahir l'Angleterre, et donna aux Britanniques une suprématie définitive en Méditerranée. N'ayant plus les moyens de mener la guerre sur mer, Bonaparte inventa le « blocus continental » (empêcher toute l'Europe de commercer avec le Royaume-Uni), ce qui le mena à sa perte : certains pays refusèrent, il fallut envahir l'Espagne (voyez plus haut), puis la Russie avec les résultats que nous savons[102].

B) L'expédition d'Égypte (et ses suites : l'égyptomanie française au XIX^{e} siècle).

L'expédition d'Égypte s'inscrivit dans un contexte complexe. Il y avait d'abord, bien sûr, une volonté française de prendre les Britanniques à revers en Méditerranée et de prendre position sur la route la plus courte entres Londres et les Indes[103] — même si c'était encore une route largement potentielle, le commerce en Mer Rouge étant réservé aux sujets ottomans. Mais la rivalité avec Londres était loin d'être la seule logique géopolitique en toile de fond de l'expédition d'Égypte : dans les échelles du Levant, certains consuls rêvent de conquêtes en cas d'effondrement de l'Empire Ottoman, pour éviter une prise de contrôle de la Méditerranée par l'Autriche et la Russie…

L'expédition d'Égypte s'inscrivit aussi dans un contexte culturel bien plus large, celui de la très ancienne fascination pour l'Égypte (dans toute l'Europe, même si l'aventure de Bonaparte a provoqué une « fixette » spécifiquement française sur le sujet) et pour le monde turco-musulman (fascination particulièrement développée, sans doute, en France, alliée du

---

102 La bataille de Trafalgar a fait évidemment l'objet de toute une série de commémorations au Royaume-Uni (l'anniversaire en a longtemps été férié ; l'un des monuments les plus célèbres de Londres est la colonne Nelson, sur Trafalgar Square, écigé en 1867 ; le cimetière de Gibraltar abrite un autre lieu de mémoire majeur, le carré des victimes de la bataille).

103 Pour l'instant, le Royaume-Uni ne dominait pas territorialement les Indes, mais il en contrôlait le commerce extérieur (à 85-90%). L'Inde produisait notamment du coton, et après la perte des treize colonies américaines (même s'il demeura toujours des relations économiques étroites avec les États-Unis) il était normal que Londres se réorientât vers l'Océen Indien. La France avait été l'alliée des colonies américaines en révolte : il était normal aussi qu'elle songeât à couper la « deuxième aile » de la puissance commerciale britannique.

« grand Turc » depuis François I[er]). Bonaparte, jeune général ambitieux, voulait entre autres faire rêver, et ce n'est pas un hasard s'il a choisi l'Égypte plutôt que le Danemark ! l'Égypte avait été, entre autres, le théâtre de certains des épisodes les plus célèbres de la vie d'Alexandre : lors d'une cérémonie dans l'oasis sacrée de Siwa, il avait laissé un prêtre égyption lui décerner le titre de pharaon. Par ailleurs, il y avait été enterré, à Alexandrie[104]. Par ailleurs, l'Égypte avait été le théâtre de divers affrontements entre Romains : sa dernière reine (grecque), Cléopâtre, était célèbre pour son appendice nasal auprès de générations de lycéens nourris de versions latines.

L'Égypte pharaonique, celle d'avant Alexandre, était bien plus mal connue (on ne savait plus déchiffrer les hiéroglyphes, que certains prenaient pour des dessins ou au mieux des idéogrammes ; au XVII[e] siècle, le jésuite Athanase Kirchner les avait pris pour des symboles cabalistiques et en avait donné des « traductions » fort fantaisistes), sauf par la Bible (l'épisode de Joseph et de ses frères, la naissance de Moïse l'ont pour cadre) et surtout la longue et brillante description d'Hérodote qui en avait fait la terre de la sagesse, religieuse notamment ; le rationalisme des Lumières en avait donc fait le berceau de la raison et même de la civilisation[105].

Mais la mode égyptienne était bien plus ancienne que ça, et surtout elle n'avait rien de spécifiquement rationaliste : c'est au XVI[e] siècle que l'on a commencé à élever en France des monuments dans le goût égyptien (une mode venue d'Italie[106]). Cette Égypte mystérieuse et cabalistique, celle entre autres de Kirchner, était notamment celle de la tradition « hermétique » — du nom d'un ensemble de textes attribués à Hermès « trismégiste » (trois fois grand), philosophe égyptien antérieur à la sagesse grecque, inventeur de la science, censé entre autres avoir été le maître de Platon (qu'on lut longtemps à cette lumière égyptienne, ainsi que ses disciples ou ceux qu'on percevait comme ses disciples, les « néo-platoniciens », effectivement fort influencés par l'hermétisme). Le monde y était perçu comme un entrelacs d'images symboliques agencées par une volonté supérieure, par lesquelles, malgré notre finitude, nous pouvons déchiffrer en partie les desseins de la Divinité (mais en petite partie seulement : le reste nous est « hermétique », selon l'usage ironique du mot, devenu aujourd'hui de loin le plus courant). D'où une fascination pour les hiéroglyphes, perçus comme un langage symbolique, une représentation en réduction de ce grand hiéroglyphe qu'est le monde ; pour les dieux Isis et Thot, pour les pyramides (très populaires notamment parmi les révolutionnaires français, en tant que monuments funéraires non chrétiens[107]), pour les sphinx et les obélisques… Plus tard, le corpus hermétique s'est révélé dater plutôt du début de l'ère chrétienne et avoir été élaboré par divers philosophes néo-platoniciens influencés par les religions de l'Orient méditerranéen hellénistique ; mais au XVI[e] siècle l'hermétisme avait énormément influencé des penseurs comme Marsile Ficin, Giordano Bruno, Thomas Campanella et Pic de la Mirandole[108] : cette « face cachée » du rationalisme de la Renaissance demeurait très populaire au XVIII[e] siècle, comme l'illsutre le livret de *La flûte enchantée* de Mozart (1791), épouvantable salmigondis égypto-maçonnique — en effet, les rituels franc-maçons avaient intégré une bonne partie de

---

104 On n'a toujours pas retrouvé l'emplacement de son tombeau, la présence d'une ville moderne gênant considérablement les fouilles.

105 Henry Laurens fait remarquer que le couple conceptuel civilisé/sauvage a progressivement remplacé le couple chrétien/musulman dans l'Europe en voie de laïcisation : il date le changement majeur de l'époque des Lumières (mais il me semble que l'ancienne opposition a eu de beaux restes au XIX[e] siècle !).

106 Ainsi la pyramide du parc Monceau date des années 1770, elle abritait à l'origine une statue d'Isis noire — une idée franc-maçonne semble-t-il, cf. plus bas.

107 Même si certains persistaient à les prendre pour des observatoires astronomiques.

108 Sur l'hermétisme, vous pouvez consulter le livre d'Octavio Paz : *Sœur Juana Inés ou les pièges de la foi*, 3[e] partie, chapitre 3 : « le monde comme hiéroglyphe ». Attention, c'est essentiellement une analyse de l'œuvre d'une nonne mexicaine du XVII[e] siècle : rien de très méditerranéen.

ce folklore ésotérique, notamment sous l'influence de Cagliostro, un aventurier actif à Paris dans les années 1750-1780 : guérisseur, mage et surtout escroc, il introduisit un rite « égyptien » dans la franc-maçonnerie.

En particulier, les momies fascinaient : on prenait leur bon état de conservation pour une forme d'immortalité, d'où un certain nombre d'usages qui laissent aujourd'hui songeur. Il y en avait de nombreuses dans les cabinets de curiosité, mais pas seulement : depuis le XV^e^ siècle, les Européens en importaient afin de les consommer comme remèdes : François I^er^ avait toujours sur lui un sachet de poudre de momie contre les maux d'estomac et de tête[109] !

À la fin du XVIII^e^ siècle, j'y reviendrai, la tradition intellectuelle européenne reconnaissait par ailleurs une certaine grandeur à la civilisation arabo-musulmane (pas à la religion musulmane évidemment ! Mahomet était considéré comme un « imposteur » et un fanatique, notamment par Voltaire qui en faisait aussi un conquérant), en particulier comme « passeuse » des savoirs et des sagesses antiques, et du point de vue scientifique. Or l'Égypte avait été l'un des grands centres de cette brillante civilisation, avec notamment l'université al-Azhar, qui est la structure éducative liée à la grande mosquée du Caire. Mais la victoire de l'obscurantisme religieux à partir du XIII^e^ siècle, puis l'invasion des Arabes par les « Barbares » turcs, comparable à celles des Germains en Europe (puis celle des Mongols, aussi destructrice que celle des Huns), avait fait entrer le monde arabe en décadence : son retard s'expliquait en particulier pour la tyrannie.

On voit que dès l'époque des Lumières, les Européens, prisonniers de représentations calquées sur l'opposition Barbares/Romains (en France : Francs/Gallo-Romains, c'est-à-dire noblesse/tiers État), avaient tendance à surévaluer la dimension ethnique des oppositions qui traversaient le monde oriental, au détriment des déterminations religieuses et sociales, et notamment à opposer un « peuple » turc, un « peuple » arabe, un « peuple » grec, etc., en interprétant en termes ethniques des noms de *milletler*. Dans *Les ruines*, publié en 1791, le comte de Volney faisait prédire par un génie l'effondrement de l'Empire ottoman et la « résurrection » des « nations » qui le composaient, sous l'égide de la « grande nation » française : ce rêve a surtout été appliqué à l'Europe à l'époque napoléonienne, mais on voit qu'il concernait le monde entier.

Bonaparte s'intéressait personnellement à l'Orient arabe depuis sa jeunesse, il avait beaucoup lu, notamment le *Voyage en Égypte et en Syrie* de Volney, paru en 1787 (plus une tentative d'ouvrage scientifique que le récit d'une expérience personnelle) ; il était même l'auteur d'un bref (4 pages) conte oriental, *Le masque prophète*, qui tourne classiquement

---

109 Par ailleurs, au moins à Londres, on appelait *mumie* un remède populaire vendu en pharmacie, qui consistait en une décoction liquide fabriquée à partir de chair (ou viande ?) humaine boucanée. Ce « cannibalisme médicinal » européen, attesté du premier siècle avant J.C. (Pline l'Ancien) au XVIII^e^ siècle (il devait quand même être en déclin vers 1798), consistait à consommer, en guise de remèdes, différents éléments de corps humains, de préférence de jeunes mâles morts de mort violente (pour des raisons de force vitale supérieure supposée). Ainsi les bourreaux se faisaient des extras en vendant les corps des condamnés à mort — au Danemark, les épileptiques affluaient aux exécutions pour boire le sang frais des suppliciés.

NB. (loin du programme) : Le cannibalisme était donc chose tout à fait officielle et socialement acceptée en Europe, même s'il était condamné par certains intellectuels, dont Montaigne. Aux pages 12-13 de son livre *Consuming grief : compassionnal cannibalism in an Amazonian society* (2001), dont vient cette note, l'anthropologue américaine Beth A. Conklin fait remarquer que la principale différence entre le cannibalisme européen et le cannibalisme des Indiens d'Amérique réside dans le fait que dans le premier, les corps consommés étaient des produits commerciaux anonymes vendus et achetés, et finalement consommés par des inconnus (les sociétés européennes n'ont pas attendu le capitalisme pour être mercantiles !), tandis que le cannibalisme américain (elle évoque essentiellement l'Amazonie) s'inscrivait toujours dans des rites sociaux, les corps étant consommés par des proches (cannibalisme funéraire ou endocannibalisme) ou au contraire par des vainqueurs dans le cadre d'hostilités interethniques où l'ennemi était tout à fait identifié (cannibalisme guerrier ou exocannibalisme).

autour de l'idée que « les » prophètes musulmans sont des imposteurs. Ses frères Lucien et Joseph partageaient sa passion (Joseph avait pris femme dans une famille liée au commerce marseillais du Levant). Le petit caporal était, bien sûr, fasciné par l'Orient en tant que terre des grands conquêtes (en 1798, il avait à peu près l'âge d'Alexandre lors de son séjour en Égypte). Quant à Kléber, le numéro deux de l'expédition, il avait construit un pavillon égyptien alors qu'il était encore architecte, en 1787. Talleyrand aussi, l'une des grandes figures du Directoire, s'intéressait à l'Égypte, mais plutôt pour des raisons de statégie anti-britannique. Du reste, l'expédition d'Égypte ne fut qu'un palliatif à un débarquement impossible en Angleterre : Bonaparte avait préparé un tel débarquement pendant l'hiver 1797-1798, avant d'y renoncer car le Royaume-Uni était trop puissant en Mer du Nord.

La décision d'aller en Égypte intervint en mars 1798, à la suite d'une campagne des milieux colonialistes ; on la doit non à Napoléon Bonaparte mais au Directoire, sans doute en partie par souci d'éloigner l'encombrant général. La justification était de tirer « l'industrieux Égyptien de la servitude dans laquelle il gémi[ssait] depuis longtemps » (selon un certain Lazowski). Pour l'ancien négociant et consul en Égypte Magallon, « l'Égypte fut une province de la République romaine, il faut qu'elle le devienne de la République française. La conquête des Romains fut l'époque de la décadence de ce beau pays, la conquête des Français sera celle de sa prospérité », grâce à une mise en valeur rationnelle. Et puis, bien sûr, il fallait embêter les Britanniques : en cas de succès, il était prévu d'envoyer une flotte en Mer Rouge semer le trouble en Inde !

L'expédition (secrète : en partant, les soldats ne savaient pas où ils allaient !) fut organisée en quelques semaines ; dans la proclamation à ses troupes avant le départ, Bonaparte faisait référence à la lutte de Rome contre Carthage, puissance maritime comme le Royaume-Uni[110]. Elle s'adjoignit des savants et des ingénieurs, soigneusement sélectionnés par Napoléon (souvent parmi ceux qui l'avaient déjà accompagné en Italie) dans le but de faire progresser la science : le projet politique de conquête du monde s'accompagnait du projet culturel de constitution d'un savoir global au service de l'humanité et de la nouvelle idéologie[111] et, plus prosaïquement, de prospecter les possibilités de mise en valeur de l'Égypte. Parmi cet aréopage d'environ 150 personnes, le mathématicien Gaspard Monge, le chimiste Claude Louis Berthollet, le naturaliste Etienne Geoffroy Saint-Hilaire, l'artiste Dominique Vivant Denon, des musiciens dont un pianiste, l'immortel poète François-Auguste Parseval-Grandmaison[112], mais aussi 8 dessinateurs, 3 astronomes, une vingtaine d'ingénieurs, 4 architectes, 22 imprimeurs munis de casses latines, grecques et arabes, un raton laveur…

Partie de Toulon, la plus grande expédition de toute l'histoire de la Méditerranée, 40.000 à 55.000 hommes (et 800 chevaux), débarqua à Alexandrie début juillet 1798, un moment fort mal choisi du point de vue climatique, puis gagna Le Caire où elle fit son entrée le 22 [la déclaration au sujet des Pyramides « du haut de ces monuments, quarante siècles

---

110 Encore en 1944, Jean Hérold-Paquis, l'un des speakers de Radio-Paris, radio collabo, commençait ses bulletins par la formule : « l'Angleterre, comme Carthage, doit être détruite » (référence à Caton : *Delenda est Cartago*).

111 Un autre mythe égyptien flottait sur cet aspect de l'expédition, celui de la bibliothèque d'Alexandrie, compendium du savoir universel créée et protégée par les souverains lagides héritiers d'Alexandre. On reproche, entre autres, à Jules César et au calife Omar de l'avoir incendiée.

N.B. La tradition des grandes expéditions scientifiques remontait au XVIII^{e} siècle, mais à cette époque elles n'étaient pas connectées à des aventures militaires. Pensez par exemple à celle de La Pérouse, qui disparut en 1888 dans ce qui est maintenant l'archipel des Santa Cruz, au sud des îles Salomon : cette disparition passionnait à ce point l'opinion publique française qu'en montant sur l'échafaud, Louis XVI demanda si l'on n'en avait pas de nouvelles…

112 Auteur entre autres d'un poème héroïque de 10.000 vers sur Philippe Auguste, et d'un léchage de cul impérial à l'occasion de la naissance du roi de Rome.

nous observent » date du jour du combat décisif qui eut lieu non loin de là, le 21[113]]. Mais début août, la flotte britannique dirigée par l'amiral Nelson détruisit la flotte française à Aboukir (un mouillage près d'Alexandrie où Bonaparte l'avait envoyée s'abriter, tout en la gardant à portée de main au cas où il aurait souhaité se rembarquer d'urgence) : les Français ne l'attendaient pas si tôt, persuadés qu'il avait été forcé de revenir prendre de l'eau et des provisions en Méditerranée occidentale, mais le roi de Naples lui avait permis de le faire à Syracuse (en Sicile), ce que les Français lui firent payer très cher[114]. Bonaparte était coincé en Égypte, et notamment bien en peine d'y recevoir des renforts, d'autant que la guerre menaçait de reprendre en Europe ; fort heureusement pour lui, les Britanniques, eux aussi affaiblis par la bataille, n'eurent pasles moyens d'exploiter immédiatement leur victoire.

Après une phase de blocus et d'arrestation des consuls et commerçants français dans les échelles (déjà bien mal en point après dix ans de révolution), en septembre 1798 la Sublime Porte déclara la guerre à la France. Début 1799, Bonaparte porta alors la guerre au Levant : ce fut la « campagne de Syrie », au sens large de ce mot à l'époque (elle s'est entièrement déroulée en Palestine). Il s'empara de Jaffa[115] en mars, où, en violation de toutes les règles de la guerre européenne, il exécuta 2.500 prisonniers qui s'étaient rendus (tous les non-Égyptiens), dans le but de terroriser les populations. Pour la première fois dans la période à notre programme[116], on voyait poindre un phénomène qui se fit de plus en plus frappant avec le temps, à savoir qu'en quittant l'Occident « civilisé », les armées « civilisées » et leurs généraux « civilisés » s'affranchissaient des règles de la civilisation pour se mettre au niveau supposé des populations locales (au prétexte que celles-ci ne comprennent pas d'autre langage, mais aussi tout simplement par suite de l'absence de contrôle et d'un regard social européen sur leurs actes jusqu'à l'émergence des médias modernes et d'une opinon publique occidentale sensible aux malheurs des « Nègres » vers 1930-1950). Ce qui s'est passé à Jaffa en 1799 s'est reproduit à plus grande échelle en Algérie dans les années 1830-1840, avec les « enfumades » de Bugeaud, puis, à de nombreuses reprises, au cours de la conquête coloniale de l'Afrique, de l'Australie, des archipels du Pacifique (où des ethnies entières ont été liquidées), de l'ouest des États-Unis, du cône sud de l'Amérique Latine et (au XX^{e} siècle) de l'Amazonie. L'Europe a fini par le payer très cher : dès le massacre de la rue Transnonain, à Paris en 1834, puis lors des journées de juin 1848, de la Commune (1871) ou de la semaine tragique de Barcelone (1809), on vit les troupes chargées du maintien de l'ordre transposer face aux prolétaires métropolitains les habitudes acquises aux colonies ; puis, dans la première moitié du XX^{e} siècle, une violence sauvage dont l'Europe occidentale croyait s'être débarrassée pour toujours depuis la fin des guerres de religion, mais qu'elle avait en fait externalisée dans le colonialisme, s'est retournée contre elle[117].

Mais, ayant échoué en mai devant Saint-Jean d'Acre, ville symbolique car dernière place force croisée à avoir résisté aux attaques musulmanes au Moyen Âge, Bonaparte dut renoncer au rêve de rentrer par Istanbul (ou d'aller aux Indes comme Alexandre ? L'hypothèse ne paraît quand même pas très sérieuse, même si l'ex-empereur laisse planer le doute

---

113 Si tant est qu'elle n'ait pas été forgée à Saint-Hélène.

114 En 1799, ils prirent Naples et y proclamèrent une République Parthénopéenne, mais ne parvinrent pas à prendre la Sicile, et se firent chasser de Naples par une émeute.

115 Aujourd'hui un quartier de Tel-Aviv — rien à voir avec la ville de Haïfa.

116 Pas pour la première fois de l'histoire évidemment ! Mais on était à la première génération de dirigeants « éclairés » par le « progrès » et qui voulaient le bonheur de l'humanité : de Robespierre à Bonaparte, ils s'y prenaient de manière inquiétante.

117 Cette analyse, qui dépasse de beaucoup le cadre géographique méditerranéen, doit beaucoup à l'ouvrage d'Annah Arendt : *Les origines du totalitarisme*, notamment le long passage sur l'Afrique du Sud. Les dérives ici soulignées ne sont évidemment pas la seule cause des deux guerres mondiales et des génocides ! Mais c'en est une.

dans le *Mémorial de Saint-Hélène*). Bonaparte était désormais dans une nasse : il s'en évada en abandonnant son armée au commandement de Kléber et en rentrant semi-clandestinement en France en août-octobre 1799 (il trouva à s'y occuper : le coup d'État du 18 brumaire date du mois suivant son arrivée). Mais Kléber fut assassiné en juin 1800, et son remplaçant le général Menou, qui rêva un moment de fonder une colonie, dut capituler en août 1801.

Bonaparte tenta de s'attirer les bonnes grâces de la population égyptienne (l'expédition d'Égypte a produit une masse respectable de textes en arabe) par un mélange de rhétorique jacobine (libération des individus et des peuples, universalité des valeurs françaises) et islamique (les mamelouks ne respectaient pas Dieu, Bonaparte venait les punir — au début, il prétendait même avoir l'accord de la Porte) ; dans la version arabe de sa première proclamation à la population d'Alexandrie, en juin 1798, il alla jusqu'à proclamer que les Français étaient « de vrais musulmans » et se vanter d'avoir « détruit le pape »[118] et l'ordre de Malte, bête noire des musulmans en Méditerranée[119] (la version française est édulcorée). En août 1798, il donna de l'argent pour célébrer le mouloud (la naissance du Prophète), cérémonie à laquelle l'armée française s'associa. Il tenta aussi de jouer sur un supposé patriotisme arabe face au « ramassis d'esclaves achetés dans le Caucase et en Géorgie » (les mamelouks, toujours selon la première proclamation) ; en 1799, lorsqu'il fut en guerre contre Istanbul, il tenta de jouer sur une hostilité des Arabes aux Ottomans, et notamment de soulever le chérif de La Mecque contre la Porte[120]. Il tenta aussi d'utiliser les savants qui l'accompagnaient pour gagner l'opinion locale « éclairée » ou supposée telle, allant jusqu'à faire deux démonstrations publiques de vol de montgolfière, une nouveauté très populaire en France (le premier vol de montgolfière datait de 1783). Dans les *Orientales*, Victor Hugo se fait l'écho de cette propagande :

> « Les vieux sheiks vénéraient l'émir jeune et prudent ;
> Le peuple redoutait ses armes inouïes ;
> Sublime, il apparut aux tribus éblouies
> Comme un Mahomet d'Occident »[121]

Mais ce fut fut un échec. Bonaparte avait beaucoup surestimé l'hostilité des Arabes aux Ottomans, le nationalisme était encore une idéologie inconnue sur les rives du Nil. L'aspect révolutionnaire, républicain de la propagande française ne porta pas, dans un pays profondément attaché à la monarchie. La tenue des femmes française choqua, ainsi que leur comportement ; le manque d'hygiène corporelle des Français, tout autant. La curiosité scientifique des Égyptiens s'avéra limitée, ils boudèrent notamment les fameuses démonstrations de montgolfières (ratée par ailleurs) : pour eux, la connaissance issue de la Révélation était toujours supérieure à celle que l'on acquiert par l'expérience. Surtout, pas un Égyptien ne crut aux proclamations pseudo-islamiques du Français, rédigées dans un vocabulaire incompréhensible[122] (et dans un arabe fautif) : elles étaient perçues comme parfaitement hypocrites.

---

118 Vues les dates, ce n'est pas une allusion à la mort de Pie VI, mais à la perte de ses pouvoirs temporels.

119 Dans un souci de propagande, Bonaparte avait fait spectaculairement libérer les 2.000 galériens musulmans de l'archipel maltais, et adressé aux dirigeants musulmans la prière d'en faire autant de leurs esclaves chrétiens.

120 En lui promettant une protection contre les wahhabites : pour ce terme et ce qu'il recouvre, voyez plus bas.

121 Hugo a l'air de considérer Mahomet avant tout comme un conquérant, ce qui est évidemment un contresens complet. Il est d'ailleurs tout aussi saugrenu d'appliquer le terme d'« émir », qui désigne le détenteur d'un pouvoir politique personnel, au Prophète, dont le pouvoir était de nature religieuse. Plus réaliste est la notation concernant le gouffre technologique séparant les Français des Égyptiens.

122 Ainsi, dans un discours tenu aux notables du Caire en octobre 1798, les conseillers français expliquèrent que l'Égypte, terre d'origine des arts, des sciences et de l'écriture, avait appartenu successivement aux Babylo-

Bonaparte demeurait avant tout un ressortissant du monde chrétien, donc un ennemi — et l'expédition, une croisade dans le meilleur des cas, ou, pire, une manifestation d'athéisme (les Égyptiens musulmans, profondément choqués des tirades anticatholiques des premières proclamations, se solidarisèrent avec les coptes, et ce bien que les faveurs accordées à ceux-ci et aux grecs les exaspérassent[123] ; ils interprétèrent les valeurs des Lumières et de la Révolution comme une résurgence du « matérialisme » de l'Antiquité et de l'islam médiéval, auquel il avait été heureusement mis fin). Enfin, assez vite les Français, qui ne parvinrent jamais à venir complètement à bout de la résistance, eurent la main lourde en matière de répression (ainsi, à la suite de graves émeutes, en octobre 1798 ils saccagèrent la mosquée al-Azhar), aggravèrent la pression fiscale et commirent diverses maladresses, comme au début des tentatives d'imposer à la population, puis aux seuls notables, le port d'un costume ou d'un insigne tricolore, ou plus tard la violation de l'intimité des maisons dans le cadre de mesures contre la peste. En 1799, ils empêchèrent les pélerins égyptiens de s'embarquer pour La Mecque…

Face aux Français, les Britanniques eurent eu beau jeu de jouer au contraire l'unité des musulmans, obtenant du sultan-calife d'Istanbul (qualifié au passage, élogieusement, de « pape » des musulmans, ce qui ne manquait pas de sel dans la bouche d'Anglicans) des appels à la guerre sainte adresssés aux autres monarques musulmans, de l'Inde au Maroc. Les Ottomans jouèrent le même jeu, accusant les Français de vouloir détruire l'islam.

Au total, d'un point de vue géostratégique, cet épisode assez peu coûteux en vies humaines françaises, mais profondément crétin d'un point de vue géostratégique (la France avait expédié ses meilleures troupes et son meilleur général à l'autre bout d'une mer infestée de Godons, dans le but de contrôler un isthme à l'époque tout à fait secondaire, se fâchant au passage avec son principal allié en Méditerranée, la Porte[124]) permit essentiellement au Royaume-Uni de prendre pied en Égypte. Signalons quand même qu'un certain nombre d'anciens de l'expédition d'Égypte ont transporté leurs expériences en Algérie trente ans plus tard. Mais, bien sûr, les conséquences essentielles furent culturelles. L'expédition d'Égypte a renouvelé et « orientalisé » la perception d'un pays qui fascinait les Français depuis longtemps ; ce fut l'une des sources de l'orientalisme du XIX^{e} siècle, et le point de départ d'une explosion d'égyptomanie.

Les savants embarqués par Bonaparte avaient bien travaillé. En août 1798, le général avait fondé au Caire un Institut d'Égypte, dont le but était « le progrès et la propagation des Lumières en Égypte ». Elle devait lancer la recherche sur ce pays, pour le bien de la science et aussi du gouvernement, qui se proposait de le consulter si nécessaire. Il avait 36 membres, son président était Monge, Bonaparte était vice-président. Il avait son journal, *La décade égyp-*

---

niens, aux Grecs, aux Arabes et aux Turcs ; or pour les Égyptiens, « Arabes » signifiait « bédouins » et « Turcs » désignait les nomades d'Anatolie et d'Asie centrale… De même, l'arabisme historiciste et laïc de Bonaparte n'avait aucune chance de porter : ce dont les Arabes d'alors étaient fiers avant tout c'était d'être le peuple de la Révélation, et leur seule fierté de nature historique était de descendre (individuellement, ou plus exactement par clans) des compagnons du Prophète, pas de former une « nation ». Quant à l'idée que les Arabes avaient formé un relais entre l'Antiquité (païenne) et la Renaissance (chrétienne)… Le 11 décembre 1798, « Le général Bonaparte a dit aux cheikhs que les Arabes avaient cultivé les arts et les sciences du temps des califes, mais qu'ils étaient aujourd'hui dans une ignorance profonde et qu'il ne leur restait rien des connaissances de leurs ancêtres ; le cheikh Sadat répondit qu'il leur restait le Coran qui renfermait toutes les connaissances. Le général demanda si le Coran enseignait à fondre le canon. Tous les cheikhs présents répondirent hardiment que oui ». (À l'évidence, Bonaparte ne se rendait pas compte que quand il disait « Arabes », on lui répondait « islam » !).

123 Les Français recoururent à des coptes pour lever les impôts ; lorsqu'ils établirent des tribunaux de commerce ils réservèrent la moitié des postes de juges à des coptes. Ceux-ci apprécièrent d'être libérés des servitudes de leur *dhimma*, même si, pour ne pas trop énerver les musulmans, on ne leur accorda pas le droit de célébrer leur culte en public.

124 Du reste, il semble que Bonaparte, qui n'était pas stupide, ait hésité : ce n'était pas lui qui était à l'origine du projet, mais le Directoire.

tienne. La bibliothèque et les laboratoires en étaient ouverts aux Égyptiens[125]. Il eut pas mal d'activités au service de l'armée, mais se préoccupa aussi de l'assainissement de l'Égypte, de la lutte contre les épidémies, etc. — ce qui n'empêcha pas une résurgence de la peste à Alexandrie fin 1798. Il s'intéressa à l'arabe et fit fonctionner la première imprimerie dans cette langue de l'histoire de l'Égypte ; ainsi qu'à la soude des lacs Natron (qu'achetaient depus longtemps les savonneries de Marseille), aux gisements de soufre du désert, à l'origine (soudanaise) du séné, une plante médicinale laxative, etc., etc. [126]

Et puis bien sûr, les savants multiplièrent les relevés archéologiques, et les trouvailles : c'est en juillet 1799 que le capitaine Bouchard, creusant des fortifications à Rosette[127], l'un des ports du delta, découvrit une pierre gravée d'une inscription d'époque très tardive (196 av. J.C.), trilingue hiéroglyphes/démotique/grec : il s'agissait d'un décret (déjà connu) rendu par le synode des prêtres d'Égypte en hommage à leur pharaon (grec). Tout le monde saisit immédiatement l'importance de la trouvaille : c'était la première fois qu'on trouvait un texte bilingue[128]. Hélas, l'expédition française provoqua aussi un regain de pillages, sans parler de divers graffitis en français sur les pyramides.

Il sortit de tous ces travaux un énorme ouvrage, la *Description de l'Égypte*, publiée en 7000 pages et 33 volumes de 50 x 70 cm entre 1803 et 1828, et qui fut l'une des pierres angulaires de l'orientalisme européen du XIX^{e} siècle. Dans la préface, rédigée juste après l'expédition, il est dit que l'Égypte, qui « occupe le centre de l'ancien continent », « ne présente que de grands souvenirs » et qu'elle est « la patrie des arts » ; que ses principaux édifices sont antérieurs à la guerre de Troie. « Homère, Lycurgue, Solon, Pythagore et Platon » l'ont visitée, Alexandre y a fondé une ville, le sort de Rome s'y est décidé plusieurs fois (pas un mot sur l'islam) : bref, « le propre de ce pays est d'appeler l'attention des princes illustres » et « il ne s'est formé, dans l'Occident ou dans l'Asie, aucune puissance considérable qui n'ait porté ses vues sur l'Égypte, et ne l'ait regardée en quelque sorte comme son apanage naturel ». Outre cet ouvrage monmental, il faut également mentionner le *Voyage dans la Basse et la Haute-Égypte pendant les campagnes du général Bonaparte* que Vivant Denon publia, largement et superbement illustré, dès 1802 (il y eut cinq rééditions jusqu'en 1810). Par ailleurs, le peintre Charles Gros consacra deux toiles importantes à la campagne d'Égypte, *Les pestiférés de Jaffa* (1804) et *La bataille d'Aboukir* (1806).

En art, le "style égyptien" fit rage dans le mobilier (il y en a des exemples au grand Trianon) : dans *La recherche du temps perdu*, la duchesse de Guermantes tonne encore contre « cet espèce, commen vous die, de… reflux de l'expédition d'Égypte (…) qui envahit nos maisons, les sphinx qui viennent se mettre aux pieds des fauteuils, les serpents qui s'enroulent aux candélabres (…), les petits lits en bateau qui ont l'air d'avoir été trouvés sur le Nil et d'où l'on s'attend à voir sortir Moïse… ». La folie égyptienne n'épargna pas l'architecture : il demeure par exemple un immeuble tout à fait étonnant, place du Caire dans le Sentier, qui date de 1826. L'obélisque de la Concorde, offert par le pacha Méhémet Ali en 1829 sur la

---

125 Il y eut quelques transferts de technologie dans les domaines de l'imprimerie, de la poudrerie et des ateliers mécaniques, où des Égyptiens assistèrent à la production de mécanismes de moulins à vent ou de lunettes de télégraphes. Mais tout cela était d'abord destiné aux besoins de l'armée française, et les milieux d'affaires français obtinrent que l'emploi dans la manufacture de draps créée à l'automne 1800 fût réservé à la main-d'œuvre européenne… De toute façon, la présence française dura trop peu longtemps pour avoir des effets en profondeur, par exemple dans le domaine médical et prophylactique.

126 Disparu en 1801, il fut ressuscité en 1859, et a survécu au moins jusqu'aux années 1990 (il était alors menacé de fermeture ; je n'ai pas trouvé de données plus récentes).

127 Aujourd'hui Rashîd.

128 les Britanniques l'ayant confisquée en 1801, elle se trouve au British Museum ; mais les Français en avait fait une reproduction lithographique, que Champollion utilisa.

suggestion de Champollion[129], puis ramené en France en 1831-1833 (!) sur un navire spécialement aménagé, a été érigé en 1836[130]. Jetez aussi à l'occasion un coup d'œil sur la fontaine du Châtelet, qui date de 1858 ; ou sur celle de la rue de Sèvres, qui date de 1808. Quant à la salle égyptienne du Louvre, elle date de 1826 (le premier conservateur en fut Champollion) ; la chaire d'égyptologie au Collège de France date de 1832. À l'exposition universelle de 1867, le public put assister au démaillotage public d'une momie. Parmi les œuvres inspirées par l'Égypte au XIX^e^ siècle, citons l'opéra *Aïda* de Verdi (1869), sur lequel je reviendrai, mais aussi le *Moïse* de Rossini (1952) et le délirant *Roman de la momie* de Théophile Gautier, qui date de 1857 et conte la résurrection d'une momie dans la France de Napoléon III, avec des allusions politiques voilées visant à instiller l'idée que le second Empire n'est qu'une pâle « résurrection » anachronique du premier. Beaucoup plus tard, en 1908, Pierre Loti, le stakhanoviste de l'exotisme cucul de la Belle Époque, commit une *Mort de Philæ.* A la même époque, en 1907, une fausse momie se démaillottait lascivement dans les bras de son archéologue et séducteur sur la scène du Moulin-Rouge : l'actrice, qui avait 15 ans, fit plus tard carrière sous le nom de plume de Colette…[131]

L'Égypte hermétique et néo-platonicienne survécut notamment à travers le mouvement des Rose-Croix[132] et la franc-maçonnerie : ainsi les loges formées en Égypte pendant l'expédition jouirent par la suite d'un prestige ésotérique certain. En 1811, on « prouva » que le nom de Paris vient de l'expression « par Isis », et on plaça une Isis à la proue du navire qui figure sur les armoiries de la capitale !

On retrouve des traces de ces mentalités jusqu'à nos jours à travers diverses spéculations délirantes sur l'identité des véritables bâtisseurs des pyramides[133], mais ce n'est plus qu'un lointain écho : l'Égypte orientale, l'Égypte de l'exotisme l'a emporté (nous la retrouverons en abordant l'orientalisme) ; et puis, avec le déchiffrement des hiéroglyphes et les progrès de l'archéologie, l'Égypte ancienne a été « désenchantée », elle a échangé son statut de patrie des mystères religieux pour celui de civilisation disparue. Bien sûr, ce fut un Français, Jean-François Champollion (1790-1832), obsédé de hiéroglyphes depuis ses années de lycée à Grenoble et qui travaillait sur la pierre de Rosette depuis 1808, qui déchiffra les hiéroglyphes entre 1821 et 1823 (sans être allé en Égypte ! Il ne s'y rendit qu'en 1828[134]), un événement

---

129 Deux ans auparavant, le même pacha avait fait don d'une girafe capturée en Afrique noire, et qui jouit jusqu'à sa mort d'une popularité comparable à celle des gands pandas aujourd'hui. En échange de l'obélisque, Louis-Philippe offrit mesquinement une horloge, qu'on peut encore voir sur un mur de la mosquée Méhémet Ali au Caire.

130 Sans son piédestal, orné de babouins en érection, qui, victime de la pudibonderie de l'époque, a rejoint les réserves du Louvre. Quant aux dorures, une reconstitution de l'état antique du monument, elles n'ont été reconstituées qu'en 1999 — on se rappellera qu'encore dans les années 1980, il y a eu un nouvel accès d'égyptomanie dans le quartier, sous forme d'une pyramide. La malédiction des pharaons ?

131 Par ailleurs, le séducteur était joué par une autre femme et c'était l'un des attraits du spectacle, mais cet autre aspect du folklore du Paris de la Belle Epoque n'a rien à voir avec mon sujet.

132 Un mouvement assez comparable à la franc-maçonnerie au départ, dont les racines plongent dans le XVII^e^ siècle allemand. Au XIX^e^ siècle, il connut une évolution bien plus accentuée en direction de l'occultisme et de l'ésotérisme, avec des rituels qui se voulaient magiques ; évolution d'autant plus incontrôlable que les dissidences et mouvements rosicruciens autoproclamés se multiplièrent. En particulier, l'« ordre kabbalistique de la Rose-Croix », apparu en 1888, joua un rôle important dans le folklore parisien « décadent » de la Belle Époque : le « sâr » Péladan, l'une des figures les plus pirroresques de l'époque, en fut le grand mage.

133 Saviez-vous que si on divise la largeur de la grande pyramide à la base (exprimée en pieds) par la hauteur de l'obélisque de la Concorde (exprimée en anciens francs), si on ajoute le nombre de fautes d'orthographe dans les hiéroglyphes du temple d'Edfou et on retire le nombre de pharaons morts de la rougeole, on obtient le tour de poitrine de Dalida (exprimé en degrés Farenheit) ? Voilà une coïncidence hautement mystérieuse, qui prouve sans discussion possible que ce sont des extraterrestres (communistes) qui ont bâti les pyramides. Veuillez acheter mon livre à ce sujet, pas cher.

134 Il fut nommé professeur au Collège de France en 1831, mais mourut l'année suivante d'urémie.

inouï qui frappa l'opinion[135] ; et les archéologues français se bousculent sur les rives du Nil depuis deux siècles. Parmi les grands archéologues français en Égypte au XIX^e^ siècle, citons Auguste Mariette, qui s'y rendit pour la première fois en 1850 (il a fouillé notamment le site de Saqqara, l'ancienne Memphis, dont il a découvert le *serapeum* ou nécropole de taureaux sacrés), lutta contre les fouilles clandestines, et contribua même, semble-t-il, à l'écriture du livret de *Aïda*. En 1858, il fut nommé directeur des Antiquités Égyptiennes par le pacha du moment : il est à l'origine du Musée du Caire (ouvert en 1863). Il fut fait bey, puis pacha par le khédive (nouveau titre adopté par le pacha en 1867). Gaston Maspero, qui lui succéda, créa l'Ecole française du Caire et domina l'égyptologie jusqu'à la guerre de 1914, malgré une forte concurrence britannique.

C) Les conséquences de la défaite française : la situation en 1815[136].

Au total, en 1815, le Royaume-Uni était bien installé en Mediterranée, sous la forme de trois points d'appui : Gibraltar ; Malte ; les Îles Ioniennes (transformées en un protectorat britannique aux termes du traité de Versailles, en 1815). Satisfait de cette situation, Londres abandonna la Sicile (trop de bandits et de malaria) et les îles de l'archipel dalmate (inutiles dès lors qu'on tient Corfou). Londres fit aussitôt mine de reprendre la vieille mission franco-espagnole de faire régner l'ordre face aux États barbaresques : en 1816, dans le but d'obtenir la libération des captifs chrétiens et la fin de la course, une escadre anglo-néerlandaise menaça Alger et Tunis d'un bombardement… Ce fut le début de ce qu'on a appelé « la politique de la cannonière » : si les négociations échouent, on bombarde les ports, sans forcément débarquer. Plus à l'est, le Royaume-Uni ne voulait pas d'un démembrement de l'Empire Ottoman, qui aurait pu amener les Russes sur les Détroits et les Autrichiens un peu trop au sud en Adriatique.

A vrai dire, pendant tout le XIX^e^ siècle Londres n'eut pas trop de mal à maintenir ces concurrents potentiels (et la France) à distance : il n'y eut pas de nouvelle menace de type napoléonien (et ce jusqu'à la seconde guerre mondiale, lorsque Hitler faillit refaire l'unité de l'Europe continentale à son profit). C'est pourquoi il n'y eut plus de conflit franco-britannique en Méditerranée (ni ailleurs), même si on passa à deux doigts en 1839-1840 et de nouveau en 1898. C'est pourquoi aussi les points d'appui en Méditerranée n'occupèrent qu'une place secondaire dans le disposition colonial britannique, tout au moins avant l'ouverture du canal de Suez ; en revanche, nous le verrons, l'impérialisme économique de Londres se portait fort bien en Méditerranée.

---

135 C'était le premier grand déchiffrement d'une écriture oubliée. L'Allemand Georg Friedrich Grotefend avait commencé à déchiffrer les écritures cunéiformes en 1802, entreprise poursuivie par la suite par, entre autres, le Britannique Sir Henry Rawlinson, mais cette entreprise collective dura une cinquantaine d'années et tous ces gens n'avaient pas le charme romantique du jeune Champollion, beau gosse républicain persécuté par la Restauration ; et puis le cunéiforme est moins décoratif que les hiéroglyphes. J'en profite pour donner quelques repères ayant trait à la redécouverte de la civilisation mésopotamienne, qui, sans avoir déclenché autant de passion que sa voisine égyptienne, a quand même pas mal fait rêver aussi. Les fouilles de Ninive commencèrent en 1842 ; c'est en 1847 que les fresques de Khorsabad ont gagné le Louvre. En 1872, on découvrit le récit mésopotamien du Déluge, plus ancien que celui de la Bible, ce qui obligea à remettre en perspective tout ce qu'on savait des anciens Hébreux.

136 En 1814, Napoléon se vit offrir un mico-État en Méditerranée, l'île d'Elbe : la logique de ce cadeau était que c'était un prince italien et qu'il avait donc droit à un royaume en Italie, tout près de sa Corse natale ; évidemment, il s'agissait aussi de l'éloigner du terrain politique français en l'occupant ailleurs. L'endroit était quand même un peu exigu pour l'homme qui avait conquis l'Europe : il s'y ennuya comme un rat crevé et s'en évada au bout de 300 jours, en avril 1815. Après Waterloo, les Britanniques, échaudés par l'aventure, l'envoyèrent finir ses jours à Saint-Hélène, caillou inaccessible (elle n'a toujours pas d'aéroport) le plus loin possible de la Méditerranée, et l'île d'Elbe, rendue au duché de Toscane, retomba dans l'oubli.

Autre vainqueur de la France, l'Autriche réannexa Venise (sur cette période de l'histoire de Venise, voyez la nouvelle de Camillo Boito : *Senso*) et la Terre Ferme, ainsi que l'ensemble de la Dalmatie ex-française (Raguse et les bouches de Cattaro comprises) : pour un demi-siècle, l'Adriatique devint ainsi une mer autrichienne. Surtout, l'Autriche prit le contrôle direct ou indirect de la plus grande partie de l'Italie, où l'on reconstitua neuf États « indépendants ». Certes le pape retrouva les siens, mais Vienne obtient sur son élection un veto qu'elle conserva jusqu'au conclave de 1915, inclus. La Lombardie (la région de Milan), l'une des régions les plus riches d'Italie, devint autrichienne, et des dynasties autrichiennes ou clientes de l'Autriche s'installèrent ou se réinstallèrent dans les micro-États du centre de la péninsule, ainsi qu'à Naples. Seul le Piémont-Sardaigne (la Savoie et la région de Turin), qui avait récupéré Gênes et disposait donc désormais d'un accès à la mer, échappait à cette tutelle autrichienne. L'Autriche ne sut pas tirer parti de sa domination en Italie : ce pays enclavé n'eut pas le temps de devenir une grande puissance maritime, même si Trieste devint le premier port de l'Adriatique[137]. La faiblesse navale autrichienne persista : la marine autrichienne était inférieure en nombre à celle du royaume de Naples, et jusqu'aux années 1830 elle fut incapable de faire régner l'ordre dans l'Adriatique face aux corsaires barbaresques (les premières années) et grecs (dans les années de la guerre d'indépendance de ce pays). Il y eut même une intervention française à Ancône, le port des États Pontificaux sur l'Adriatique, en 1832.

On verra que le joug autrichien et le rétablissement de l'absolutisme étaient mal acceptés : mais je préfère traiter l'unité italienne d'un seul tenant, plus bas. De même, en Espagne, le roi Ferdinand VII, de retour de sa captivité en France, rétablit l'absolutisme sous l'étroit contrôle de la Sainte-Alliance, y compris l'Inquisition. Même si cette réaction avait d'indéniables racines populaires, le malaise des milieux libéraux déboucha sur une grave crise, le *trienio liberal* (« trois années libérales », 1820-1823) : par un *pronunciamiento* (coup d'État militaire), les libéraux imposèrent l'application de la constitution de Cadix, mais une sanglante intervention française mit fin à l'aventure en 1823. L'épisode ne fit rien pour adoucir les mœurs politiques locales, et l'armée prit l'habitude d'intervenir dans la vie politique en tant que « porte-parole » du pays profond face aux milieux politiques madrilènes, pour l'instant dans un sens libéral. J'abandonne l'Espagne à son triste sort pour n'y revenir qu'à propos de Barcelone, puis de la guerre civile des années 1930.

La Russie abandonna pour l'instant l'idée de bases en Méditerranée, se contentant de Sébastopol en Mer Noire. Dans les Balkans, en 1812 elle avait rendu la Moldavie et la Valachie aux Ottomans, mais annexé la Bessarabie[138], ce qui lui donnait une rive du bas Danube : voilà qui ne plaisait pas du tout à l'Autriche. À l'autre bout de la région, elle avait fait reconnaître par l'Empire ottoman l'autonomie de la Serbie (je traiterai cette entité dans la sous-partie suivante). Par ailleurs, à l'est de la Mer Noire, à la limite des zones que votre programme impose de traiter, elle avait achevé en 1805 l'annexion des principautés géorgiennes, orthodoxes elles aussi : c'était une importante tête de pont dans le Caucase. En particulier, les populations montagnardes et plus ou moins musulmanes du versant septentrional de cette chaîne de montagnes et des rives orientales de la Mer Noire (les Circassiens et plus à l'est, entre autres, les Tchétchènes), se trouvaient désormais isolées de l'Empire Ottoman duquel elles relevaient en principe.

---

137 Trieste passa au royaume d'Autriche proprement dit, donc à la Confédération germanique reconstruite en 1815 sur les ruines du Saint-Empire Romain Germanique. C'était une nouveauté, cette région ayant cessé d'appartenir au Saint-Empire dès le Moyen Âge.

138 Cette province correspond aujourd'hui (en gros) à l'État indépendant de… Moldavie. *Sorry*.

On vit également apparaître un acteur nouveau en Méditerranée, tout à fait mineur pour l'instant : les États-Unis avaient envoyé une escadre en Méditerranée en 1801, la régence de Tripoli leur ayant déclaré la guerre, suivie des autres États du Maghreb, car les navires américains ne voulaient plus payer le tribut traditionnel (en échange du renoncement des Barbaresques à la course : une forme de rackett, donc). C'est ce qu'on appelle la « première guerre barbaresque ». Les États-Unis obtinrent satisfaction en 1805. Ils envoyèrent eux aussi une expédition pour menacer Alger en 1815 (c'est la « seconde guerre barbaresque »), et après cette date ils mintinrent une petite présence navale en Méditerranée, aux Baléares ou en Italie. C'était essentiellement la liberté de navigation qui les intéressait, et ce jusqu'en 1900 au moins. Par ailleurs, dans les années 1830, Washington obtint de la Porte des capitulations pour ses ressortissants, à l'imitation des Européens.

D) Les Balkans : l'indepéndance de la Grèce, l'autonomie de la Serbie.

L'indépendance de la Grèce fut la première grande défaite de l'Empire Ottoman dans les Balkans au XIX^{e} siècle, et la date de l'indépendance grecque, en 1829, correspond au premier grand recul de l'Empire Ottoman durant la période à votre programme (d'autant que les années 1830-1831 virent également la perte de l'Algérie et l'expansion des domaines de Méhémet Ali en Syrie, que nous verrons plus tard).

Ce fut une affaire complexe, avec notamment un décalage permanent entre la vision qu'en avaient les Européns (une révolte populaire pour la liberté ; des chrétiens en révolte contre des musulmans, mais aussi la vieille Grèce antique, berceau de la civilisation européenne, en train de se réveiller de son long sommeil sous le joug des Barbares) et la réalité sur place. D'abord, la révolte nationaliste grecque ne s'est que progressivement dégagée des sempiternelles révoltes paysannes, voire du simple banditisme[139]. En revanche, loin de la Grèce proprement dite, la diaspora grecque en Russie (nombreuse surtout en Crimée, à Odessa, en Colchide[140]) joua un rôle essentiel au départ, poussée par Saint-Pétersbourg qui espérait l'apparition d'un État-client orthodoxe au sud des Détroits (et pourquoi pas un jour à Constantinople, capitale « historique » de la Grèce et de l'orthodoxie ?). Ainsi, depuis 1814 il existait, basée à Odessa mais avec des ramifications dans toutes les régions grecques, une organisation secrète du nom de « *Philikè Hétaireia* »[141] dont l'objectif était de reconstituer l'Empire byzantin, et qui joua un rôle important dans la mobilisation des Grecs de Russie dans la première phase de la révolte : elle recrutait essentiellement parmi les marchands et les banquiers. La diaspora grecque des ports de Méditerranée occidentale joua un rôle aussi : elle était plus touchée que les populations balkaniques par les évolutions idéologiques en cours qui portaient au nationalisme, et désolée de l'état de misère et d'humiliation de ses frères balkaniques. On constate enfin qu'en Grêce même, parmi les chefs de la révolte figuraient pas mal d'albanophones chrétiens originaires de ce qui est aujourd'hui l'ouest de la Grèce. C'est que dans l'Empire Ottoman ils étaient rangés dans le *millet* « grec » en tant qu'orthodoxes, et que la référence aux langues n'avait pas encore l'importance qu'elle a pris par la suite ; en tout cas, cela amène à relativiser le rôle d'un éventuel nationalisme grec de type moderne, axé sur la langue, l'histoire et la culture populaire, au moins dans cette première phase de la révolte. Il

---

139 Par ailleurs, les insurgés grecs se livrèrent allègrement à la piraterie en Adriatique…

140 L'actuelle côte de la Géorgie (Abkhazie comprise).

141 « Société des amis ». Le terme d'« hétairie » fait référence à des fraternités aristocratiques qui existaient dans les cités grecques, même démocratiques : celles d'Athènes avaient joué un rôle assez trouble au moment des révolutions antidémocratiques de la fin du V^{e} siècle av. J .C.. La référence était donc à la Grèce ancienne, mais pas spécialement à la démocratie ! Ce qui n'est guère surprenant dans le cas d'une organisation née en Russie.

s'est bien agi d'abord d'une révolte de chrétiens, quelle que fût leur langue, contre un pouvoir musulman.

Les choses se compliquent encore du fait d'un certain nombre d'ajustements qui eurent lieu à cette époque pour des raisons d'opportunité politique, mais aussi plus largement d'évolutions mentales sur place, de modernisation, c'est-à-dire d'européanisation de la perception de soi, plus ou moins en surface pour l'instant — d'où cinq lignes plus haut la précaution oratoire « au moins dans la première phase ». Ainsi une évolution majeure du langage, très dificile à dater avec précision, était en cours dans la langue grecque. Certains Grecs, et notamment ceux qui tentaient avec succès de manipuler l'opinion « philhélène » en Europe chrétienne, commençaient à se définir, et du coup à se percevoir, non seulement comme une communauté religieuse, mais comme un « peuple » défini par sa langue et son histoire, et notamment par référence à la Grèce antique : il n'y a pas qu'en Occident qu'on a « inventé » une Grèce nouvelle (quoique supposée ancienne) à cette époque[142]. Aussi, entre la fin du XVIII^{e} siècle et le milieu du XIX^{e}, on assista, dans la langue grecque, à un changement progressif d'autononyme : alors que traditionnellement les populations hellénophones se désignaient, comme tous les orthodoxes des Balkans, du terme de « Roumaioi » (c'est-à-dire « Romains », ou si vous préférez « Byzantins »), en quelques décennies on assista à la résurrection du vieux mot « Hellénikoi » qui désignait les Grecs dans l'Antiquité[143]. L'Hétairie, et d'autres éléments qui apparaîtront plus bas, montrent que la référence à des symboles antiques était déjà courante dans les milieux insurgés — plus occidentalisés, sans doute, de ce point de vue, que la majeure partie des paysans qui n'avaient jamais entendu parler de Clisthène ni d'Epaminondas et se révoltèrent avant tout contre un joug musulman. Plus tard, l'idéologie nationaliste officielle de la Grèce indépendante gagna l'ensemble de la population par le biais du système scolaire et des médias, et l'appellation « Roumaioi » acheva de se marginaliser.

L'évolution linguistique que je viens d'évoquer recouvrait des évolutions culturelles : ainsi à la fin du XVIII^{e} siècle, il était apparu des écrivains en langue grecque populaire (ou se voulant telle[144]) et qui traitaient de thèmes eux aussi populaires, dans la lignée des préroman-

---

142 C'est la problématique classique de l'« invention des traditions » européennes autour du XIX^{e} siècle, explorée notamment par l'historien britannique Eric Hobsbawm, Attention, dans le cas des Grecs il s'agit d'un enrichissement de la perception de soi et non du remplacement d'une perception par une autre. Aujourd'hui encore, en Grèce indépendante (la « troisième Grèce »), le passé chrétien byzantin (la « deuxième Grèce ») compte autant que le passé antique et païen (la « première Grèce »), et il est très difficile d'être grec sans être orthodoxe (la religion figure notamment sur les cartes d'identité…) ; l'Église orthodoxe a conservé, au moins jusqu'à l'arrivée des socialistes au pouvoir en 1982, de nombreux privilèges, et les monastères du mont Athos jouissent toujours d'une autonomie quasi absolue. Il est vrai qu'elle est progressivement devenue plus grecque (au sens ethnique) puisque dans le courant du XIX^{e} siècle les orthodoxes on hellénophones des Balkans s'en sont détachés les uns après les autres. Au total, il est clair que la surimposition progressive à l'ancienne définition de l'hellénité par la religion d'un nationalisme de type européen, fondé en bonne partie sur la langue, a abouti à un durcissement de la définition de soi, lequel a conduit à l'hellénisation linguistique de l'essentiel de la population du pays (la Grèce est, avec la France, le seul pays de l'U.E. qui refuse d'appliquer la charte européenne des langues minoritaires).

143 NB L'osmanlı et le turc, eux, font une distinction différente, entre « Rum » (Grec de l'Empire ottoman, défini par sa religion ou sa langue selon les périodes) et « Yunan » (c'est-à-dire « Ionien ») qui désigne les Grecs de Grèce.

144 Le poids de l'héritage antique est tel en Grèce qu'il y a deux langues grecques écrites, avec tous les états intermédiaires possible : d'une part la « katharévoussa », langue classicisante calquée sur le grec ancien et byzantin, d'autre part la « démotiki », calquée sur les dialectes effectivement parlés à l'époque contemporaine. Rigas voulait écrire en démotiki mais sa langue était encore marquée par l'influence classique. Les deux langues furent en conflit pendant toute votre période : ce n'est qu'en 1982 que la démotiki est devenue la langue officielle (sauf dans les domaines de la religion et du droit, qui fonctionnent encore en katharévousa). Ce conflit était évidemment directement lié au rapport entre la part d'Antiquité/Moyen Âge et celle de la modernité dans la définition de l'identité grecque : au XX^{e} siècle, le clivage s'est progressivement identifié au clivage gauche-

tiques européens : ainsi le poète thessaliote Rigas (1757-1798). Ce franc-maçon influencé par les idées de la Révolution française est par ailleurs l'auteur d'un projet de constitution pour la Grèce : il tenta de contacter Bonaparte à Venise en 1897, sans succès, et dirigea peut-être une société secrète ancêtre de l'Hétairie. Mort égorgé par les Ottomans (mais à la suite d'une extradition par l'Autriche !), il fut élevé au rang de précurseur et de héros par les nationalistes grecs du XIX^e^ siècle (plusieurs sociétés de conspiraturs prirent le nom de « société Rigas »), mais au XX^e^ siècle les communistes l'ont récupéré, en faisant un précurseur de l'internationalisme et de l'unité des peuples balkaniques.

En 1821, un aide de camp du tsar Alexandre Ier, Alexandre Ypsilantis, qui appartenait à l'Hétairie, tenta de soulever les Balkans, à commencer par la Moldavie et la Valachie, terres non hellénophones mais orthodoxes, donc incluses dans le *millet* grec, et frontalières de la Russie (Ypsilantis était le petit-fils d'un voïvode[145] de Moldavie-Valachie, et avait déjà pris Bucarest à la tête d'une armée russe en 1806, dans le cadre d'une guerre régulière). Cette étrange « révolte » moldave fut un échec, entre autres parce que le tsar lâcha rapidement Ypsilantis[146], mais l'agitation gagna la Grèce péninsulaire et insulaire, encouragée par le clergé orthodoxe qui espérait une intervention de son « protecteur » russe (c'est l'archevêque de Patras qui donna le signal de la révolte) — le tout sur fond de tension entre la Porte et les dirigeants locaux, musulmans mais tentés par une politique d'autonomie[147]. J'ai évoqué dans la présentation initiale la figure d'Ali, pacha de Janina[148], dont la Porte toléra durant une vingtaine d'année le pouvoir de fait : un moment, il contrôla tout ce qui est aujourd'hui le sud de l'Albanie, la Macédoine, la Grèce continentale y compris le Péloponnèse, et durant la période napoléonienne il mena, avec les Français et les Britanniques, une diplomatie pratiquement autonome. Ayant commis l'erreur d'envoyer des sbires assassiner un ennemi à Istanbul, il finit par être démis de ses fonctions et se révolta (en 1819). Dans sa révolte, il s'appuya sur des bandits grecs (*klephthoi*, « clephtes »)… et sur l'hétairie : autrement dit, ce musulman, sans doute de langue maternelle albanaise, tenta de manipuler la cause grecque à son profit (aussi bien au niveau local qu'à celui des chancelleries occidentales). Quelques mois plus tard, il trahit ses alliés dans le but de se réconcilier avec le sultan, lequel ne se laissa pas émouvoir : Ali mourut lors de la prise de Janina par les troupes ottomanes, en 1822.

Devant ce désastre, en 1822 les Grecs réunirent à Epidaure une Assemblée panhellénique[149] qui proclama l'indépendance. La Porte réagit en faisant exécuter une partie des notables phanariotes (c'est-à-dire des G/grecs originaires d'Istanbul, traditionnellement chargées de l'administration des zones révoltés) ; à vrai dire, la révolte était en partie dirigée contre leurs exactions et leur corruption, rien d'étonnant dans ces conditions à ce qu'ils aient failli à leur mission de maintenir l'ordre ! Ces massacres eurent lieu pour l'essentiel à Istanbul

---

droite, ou plus exactement laïcs-cléricaux.

145 Dirigeant d'une province balkanique, nommé par la Porte.

146 Pourtant un autre Grec, Iohannès Capodistria, faisait partie de ses proches conseillers. La consonnance italienne de son nom vient du fait qu'il était né (en 1776) à Corfou, île vénitienne ; il avait rejoint la cause russe à l'issue de la brève aventure de la République des Sept-Îles, dont il avait été le « chef d'État », et à la fin de l'occupation russe il s'était fixé en Russie. Ses deux frères étaient membres de l'Hétairie. Il fut élu « gouverneur » de la Grèce, c'est-à-dire plus ou moins président, par les insurgés en 1827, mais fut assassiné en 1831, quelques mois après l'indépendance.

147 À la Méhémet Ali (voyez plus bas).

148 Personnage demeuré célèbre notamment grâce à Byron, qui l'évoque longuement dans une lettre à sa mère datée de 1809.

149 Autre référence antique, notamment à l'assemblée convoquée par les Athéniens contre les Perses en 482 av. J.C. Toujours pour manipuler les symboles, en 1821 Ypsilantis avait créé un « bataillon sacré » de 200 étudiants, sur le modèle de celui de Thèbes : j'ignore s'il était lui aussi composé de couples d'amants.

même (le patriarche grec fut assassiné devant sa cathédrale le vendredi saint de 1822). Il faut y ajouter bien sûr, sur place, la dose prévisible de massacres interconfessionnels croisés : le symbole, en Europe, en est resté, en 1822, le massacre de la population grecque de Chio[150], une île proche de la côte anatolienne, qui aurait fait 15.000 morts, plus 25.000 personnes vendues comme esclaves dans tout l'Empire, provinces maghrébines comprises (il y eut 10.000 à 15.000 rescapés qui se réfugièrent dans des îles voisines[151]). Les insurgés, eux, massacrèrent 8.000 hommes et 2.000 femmes et enfants à Tripolizza, le chef-lieu de la Morée[152]. Incapable de venir à bout des révoltés, la Porte fit appel à Méhémet Ali, le pacha d'Égypte, qui envoya son fils Ibrahim à la tête d'une flotte. Les Ottomans reprirent peu à peu le dessus, au prix d'épisodes dramatiques comme, en 1825, le siège de la ville de Missolonghi (à l'entrée du golfe de Corinthe, côté nord) dont les défenseurs grecs, après une sortie infructeuse et sanglante, se firent sauter dans les poudrières plutôt que de se rendre, et où les Ottomans coupèrent 3.000 têtes (d'autres insurgés furent vendus comme esclaves). Les conflits entre insurgés accentuèrent la défaite : en 1823-1825 il y eut de véritables guerres civiles entre paysans et notables, continentaux et insulaires, civils et militaires, et aussi au sujet du siège de la capitale.

La répression spectaculaire à laquelle se livraient les Ottomans, sur des lieux bien connus par les cours d'histoire ancienne et les récits des voyageurs, provoqua un vaste mouvement d'opinion dans l'opinion publique occidentale, qui s'amplifia après la mort de Byron à Missolonghi[153]. Mouvement exclusivement en faveur des Grecs, bien entendu : les légitimistes, horrifiés par les crimes commis contre des chrétiens (même quelque peu schismatiques — mais c'était le temps de la Sainte Alliance, le tsar était l'allié des puissances catholiques), se retrouvèrent pour une fois sur la même ligne que la gauche, nationaliste et philhellène par vénération de la démocratie athénienne. En portent témoignage, en peinture, les tableaux de Delacroix *Scènes des massacres de Chio* (1824) et *La Grèce expirant sur les ruines de Missolonghi* (1828). L'un annonçait un poème célèbre de Hugo qui parut en 1829 dans les *Orientales*[154], l'autre fait référence au souvenir de la mort de Byron, dont les poèmes

---

150 Ou Chios selon l'usage actuel, dérivé de la forme grecque (« Chio » est une forme italienne, l'île ayant été vénitienne).

151 Chiffres Wikipédia, à prendre avec précaution : les articles concernés sont très hellénophiles.

152 L'actuel Péloponnèse. Chiffres tout aussi Wikipédia.

153 Byron n'était pas mort au combat, mais lorsqu'il fut touché par la malaria il était en train d'organiser des troupes pour venir en aide aux insurgés (voyez un peu plus bas) : aussi il fut tout de suite considéré comme un martyr de la cause grecque.

154 « Les Turcs ont passé là. Tout est ruine et deuil.
Chio, l'île des vins, n'est plus qu'un sombre écueil,
Chio, qu'ombrageaient les charmilles,
Chio, qui dans les flots reflétait ses grands bois,
Ses coteaux, ses palais, et le soir quelquefois
Un choeur dansant de jeunes filles.
Tout est désert. Mais non ; seul près des murs noircis,
Un enfant aux yeux bleus, un enfant grec, assis,
Courbait sa tête humiliée ;
(…) Ah ! pauvre enfant, pieds nus sur les rocs anguleux !
Hélas ! pour essuyer les pleurs de tes yeux bleus
Comme le ciel et comme l'onde,
(…) Que veux-tu ? Bel enfant, que te faut-il donner
Pour rattacher gaîment et gaîment ramener
En boucles sur ta blanche épaule
Ces cheveux, qui du fer n'ont pas subi l'affront,
Et qui pleurent épars autour de ton beau front,
Comme les feuilles sur le saule ?

grecs furent très lus avant comme après sa mort. Il y a aussi dans les *Orientales* un poème sur Missolonghi[155], qu'évoque également Chateaubriand dans son *Itinéraire de Paris à Jérusalem* (plus précisément dans la préface à l'édition de 1826) ; une pièce de théâtre sur *Le siège de Missolonghi* fut un succès à Paris en 1828. L'activiste parisien d'extrême-gauche Auguste Blanqui, qui n'était pas encore socialiste, partit aider les Grecs en 1828, mais s'arrêta à la frontière française faute de passeport ; en Allemagne, d'autres exaltés couvèrent des projets du même ordre, et l'archéologue Niebuhr organisa une collecte de fonds. En Russie, Pouchkine s'enthousiasma pour la révolte. Et puis, bien sûr, il y eut ceux qui arrivèrent réellement en Grèce et s'engagèrent dans l'armée grecque : Byron est le plus célèbre. Il avait déjà voyagé en Grèce. Installé en Italie, il y retourna en 1823, mais mourut à Missolonghi en avril 1824, d'une crise de malaria, alors qu'il était en train d'entraîner un corps d'armée qu'il avait recruté à ses frais. On peut également citer le colonel français Fabvier.

Cette campagne d'opinion, sans doute l'une des premières de l'histoire à avoir fait plier des gouvernements, aboutit effectivement à une intervention des Puissances[156], malgré l'hostilité de l'Autriche, pays multinational, à tout ce qui pouvait ressembler à l'émergence en Europe d'États-nations. Ce furent finalement la France et le Royaume-Uni qui intervinrent, débarquant en Morée en 1827 (la Russie se contenta de nouveaux avantages commerciaux et de la confirmation de son droit de protection sur la Moldavie, la Valachie et la Serbie, toutes concessions arrachées à un sultan qui ne voulait pas avoir à se battre sur tous les fronts à la fois). Toujours en 1827, la flotte égypto-turque subit une importante défaite face aux Franco-Britanniques à Navarin[157] ; Ibrahim Pacha dut se retirer, tandis que la Russie profitait de l'aubaine pour intervenir quand même à son tour, à la fois en Roumanie et au sud de la Géorgie.

Seule l'opposition résolue du Royaume-Uni à un dépeçage de l'Empire Ottoman sauva la Porte d'un désastre total. Mais en 1829, au traité d'Andrinople, Istanbul dut reconnaître « l'indépendance grecque dans le cadre d'une vassalité envers l'Empire ottoman » — on oublia rapidement la seconde partie de cette formule. Les frontières de la Grèce furent fixées en 1830 à la conférence de Londres — elles étaient fort étroites, car le Royaume-Uni ne voulait pas d'une Grèce trop puissante (ou trop proche des Détroits) au service de la Russie ou de la France. Mais elles englobaient Athènes, ville-symbole de la Grèce ancienne évidemment, qui n'était qu'une bourgade : cela permit de mettre d'accord les différentes villes candidates au statut de capitale, un autre avantage d'Athènes étant que du fait que c'était une agglomération de troisième ordre, sa population était purement grecque[158].

En 1832, les Puissances imposèrent à la Grèce le roi Othon de Bavière, inaugurant une politique qui durera jusqu'en 1914, et qui consista à puiser dans l'inépuisable vivier des familles princières allemandes pour doter les pays balkaniques nouvellement apparus de

---

(…) Veux-tu, pour me sourire, un bel oiseau des bois,
Qui chante avec un chant plus doux que le hautbois,
Plus éclatant que les cymbales ?
Que veux-tu ? fleur, beau fruit, ou l'oiseau merveilleux ?
— Ami, dit l'enfant grec, dit l'enfant aux yeux bleus,
Je veux de la poudre et des balles ».

155 « Frères, Missolonghi fumante nous réclame,
Les Turcs ont investi ses remparts généreux.
Renvoyons leurs vaisseaux à leurs villes lointaines.
(...) Missolonghi ! - Les Turcs ! - Chassons ô camarades,
Leurs canons de ses forts, leur flotte de ses rades ».

156 Ce terme désigne traditionnellement, pour le XIX^{e} siècle, les principaux pays européens chrétiens.

157 La baie de Navarin est fermée par l'îlot de Sphactérie, siège d'une importante bataille entre Athéniens et Spartiates pendant la guerre du Péloponnèse (V^{e} siècle av. J.C.).

158 Cela dit, longtemps certains Grecs affectèrent de la considérer comme une capitale par défaut, et surtout provisoire : la vraie métropole de la Grèce ne pouvait être que Constantinople.

monarques fréquentables et, espérait-on, les rapprocher ainsi de l'Occident. On avait ainsi créé un pays peu viable économiquement et qui oscilla durant un siècle entre l'alliance russe (au nom de l'orthodoxie), l'alliance britannique (au nom du commerce) et les fidélités germaniques de sa dynastie (nous verrons que cela joua un rôle important au moment de la première guerre mondiale), tout en faisant preuve d'une extrême agressivité envers l'Empire Ottoman puisque la grande majorité des Grecs vivaient toujours en territoire ottoman.

Au passage, à Andrinople, la Russie avait obtenu la reconnaissance de l'« autonomie » de trois zones majoritairement orthodoxes de l'Empire Ottoman : la Serbie, la Moldavie et la Valachie. J'évoquerai les deux dernières plus bas.

La Serbie venait d'aparaître dans la région de Belgrade, une zone où les parles slaves et la religion orthodoxe étaient majoritaires, et où une révolte avait éclaté en 1803 ou en 1804 selon les sources, selon des logiques encore essentiellement religieuses et féodales ; ce genre de révolte n'était pas nouveau, mais celle-ci fut encouragée par l'Autriche frontalière — un même peuplement slave et en majorité orthodoxe s'étendait des deux côtés de la frontière (avec pas mal de réfugiés des persécutions ottomanes dans la partie autrichienne), et l'Autriche, quoique catholique, tentait de jouer cette carte pour avancer dans les Balkans ; la Russie aussi soutenait les révoltés, même si c'était de plus loin.

La petite principauté centrée sur Belgrade dont la Porte dut reconnaître l'existence et l'autonomie en 1812 reprit le nom d'un royaume qui avait existé dans cette région au Moyen Âge, mais sur un territoire bien plus étendu : la Serbie. À vrai dire, vers 1800, dans les parlers slaves des Balkans, le terme de « Serbes » désignait plus ou moins toutes les populations chrétiennes[159] qui avaient résisté aux Turcs au Moyen Âge, y compris dans ce qui est aujourd'hui la Bulgarie, l'Albanie et le nord de la Grèce. Mais à partir de l'autonomie de la Serbie il commença à se constituer, autour de Belgrade mais dans une zone rapidement bien plus large que la seule Serbie, une identité nouvelle, que les gens au pouvoir à Belgrade et les milieux culturels de Serbie cultivèrent tant qu'ils purent. Désormais le Serbe se définissait par sa résistance aux Turcs[160], par son orthodoxie, éventuellement par l'héritage historique de la Serbie médiévale qu'il était censé faire revivre, mais aussi et surtout par sa langue : c'était un Slave. Certains, très vite, allèrent plus loin : ils espéraient rassembler autour de la Serbie, contre les Turcs, en un seul peuple, tous les Slaves des Balkans, qu'on se mit à appeler les « Yougoslaves » (= les Slaves du sud). Cette identité yougoslave en gestation était donc encore plus nettement fondée sur la langue, à l'allemande : elle excluait les Grecs et les Albanais orthodoxes, mais incluait les Slaves catholiques[161]. Cependant cette identité « yougoslave » en gestation s'articulait quand même largement avec l'identité serbe : c'était la Serbie qui était censée rassembler autour d'elle les Yougoslaves. Il en résulta rapidement des tensions avec les Slaves non orthodoxes, qui trouvaient que l'idée yougoslaviste ressemblait un peu trop à un cache-sexe des ambitions de la Serbie, et qu'ils risquaient d'être des citoyens de second rang dans une future Yougoslavie construite par les Serbes : ces craintes se confirmèrent largement entre 1920 et 1940, puis vers 1990[162].

---

159 Plutôt orthodoxes quand même, mais pas seulement.

160 Il y eut notamment toute une propagande autour de la bataille perdue de Kosovo Polje (« la plaine des merles »), qui avait eu lieu en 1389 (il va sans dire que dans le camp perdant il n'y avait pas que des slavophones, et qu'il y avait des slavophones dans le camp turc ! Mais le nationalisme du XIX^{e} siècle ne s'arrêtait pas à ces détails…). À vrai dire, il y avait longtemps de des aèdes contaient, de village en village, l'épopée de la bataille de Kosovo, mais l'instrumentalisation de ces récits par un État était une nouveauté.

161 Mais pas vraiment en revanche les Slaves musulmans, que tout le monde à l'époque (y compris eux-mêmes) rangeait parmi les « turcs » — sauf pour certains yougoslavistes qui expliquaient que c'était d'anciens chrétiens islamisés malgré eux et qu'il fallait les rendre à leur ancienne religion.

162 Le sujet est toujours extrêmement polémique. A l'époque de la Yougoslavie titiste (1945-milieu des

Tout ceci menaçait la région d'un autre irrédentisme, puisque aussi bien les souvenirs historiques, la carte religieuse que l'idéologie yougoslaviste invitaient à étendre la Serbie sur des territoires fort étendus, que les Ottomans n'avaient nulle intention de lâcher, et qui d'ailleurs recoupaient en partie ceux dont rêvaient les Grecs — par ailleurs, d'autres de ces teritoires que les Serbes considéraient comme leurs étaient peuplés en majorité d'Albanais, comme ce qui est aujourd'hui le Kosovo (où se trouve non seulement le champ de la bataille de 1389, mais aussi d'importants monastères orthodoxes). Une nouvelle insurrection éclata en Serbie dès 1815, et en 1817, contre les garnisons turques qui y demeuraient stationnées : Istanbul dut accorder une autonomie élargie — la Porte conservait cependant encore un gouverneur et des garnisons en Serbie.

E) Le premier orientalisme[163] européen (sous-partie étendue jusque vers 1875).

Cette période, qui est celle des premiers feux de l'impérialisme européen en Méditerranée, vit une évolution des représentations de la Méditerranée en Europe, l'invention d'une « Méditerranée romantique ». La fascination de l'Égypte, déjà traitée plus haut, y a contribué (surtout en France), mais je voudrais maintenant traiter ce thème sur un plan plus général, à partir de l'essai classique d'Edward Saïd : *L'orientalisme*[164]. La grande idée de Saïd est que l'Orient, en tant que concept et que percept, est une invention de l'Occident (essentiellement européen pour ce qui concerne les rivages de la Méditerranée : l'Orient des Américains a longtemps été plutôt l'Extrême-Orient[165]), un ensemble de concepts et de représentations nés en Occident et destinées à un public européen : « depuis l'Antiquité [l'Orient était un] lieu de fantaisie, plein d'êtres exotiques, de souvenirs et de paysages obsédants, d'expériences extraordinaires ». Cela a donné naissance à un orientalisme « universitaire » et à un orientalisme « de l'imaginaire » qui se sont nourris l'un de l'autre (ainsi les voyageurs recopiaient des pages entières des autorités orientalistes de leur temps ; à l'inverse, à la base de la passion d'un homme de science pour l'Orient, il y avait souvent des récits de voyageurs).

Au total, « le pouvoir et la visée même de l'orientalisme ont produit non seulement une bonne somme de savoir exact et positif sur l'Orient, mais encore une espèce de savoir de deuxième ordre, dissimulé dans des lieux tels que le "conte oriental", la mythologie du mystérieux Orient, et ayant sa vie propre »[166], ce que V. G. Kierman, cité par Saïd, a justement

---

années 1980), les historiens officiels, et les historiens occidentaux qui les recopiaient benoîtement sans penser à critiquer des gens aussi progressistes, insistaient sur l'idée que l'idée yougoslaviste avait été populaire et avait su mobiliser les forces vives de la future Yougoslavie : ses ennemis étaient traités, en gros, de débris minoritaires d'une époque révolue, et de proto-hitlériens. Depuis l'effondrement de la Yougoslavie, aussi bien en Serbie que dans les autres républiques (notamment en Croatie) quoique pour des raisons opposées, le discours officiel met l'accent au contraire sur le caractère artificiel et très minoritaire de l'idée yougoslaviste ; en Croatie, on valorise positivement les courants « dalmatistes » et « croatistes » qui, au XIX^{e} siècle, ont lutté contre l'odéologie yougoslaviste et la Serbie, puis au XX^{e} siècle contre la Yougoslavie. Qui a raison ? Il est clair que la Yougoslavie s'est effondrée à deux reprises, en 1941 et en 1991, en gros dès qu'elle n'a pas été tenue d'une main de fer, mais un minimum d'honnêteté invite à constater qu'à l'époque titste l'idée yougoslave a joui d'une vraie popularité, et pas seulement en Serbie — voyez la suite de ce cours pour les détails de la démonstration.

163 Le mot date, en français, de 1799 ; en anglais, de 1779.

164 En éliminant tout ce qui ne concerne pas l'Orient méditerranéen ! Saïd étant un Palestinien (émigré aux États-Unis), cela n'a pas posé trop de problèmes : c'est essentiellement l'islam proche-oriental qui l'intéresse.

165 Et par ailleurs il y avait un autre Orient pour les Britanniques : les Indes — ils ont déversé beaucoup plus de fanstasmes sur cette région du monde que sur les rivages de la Méditerranée (je vous renvoie notamment aux œuvres de Kipling : *Kim* par exemple). C'est en raison de ce moindre intérêt des Britanniques pour la Méditerranée que les paragraphes qui suivent sont essentiellement centrés sur la France. Concernant ce dernier pays, il y a eu bien sûr des mythes indochinois, mais sans doute pas aussi importants que ceux que je vais évoquer : aux missionnaires près, la présence française en Indochine n'a commencé que dans les années 1860.

166 Citation légèrement résumée de Saïd.

appelé « le rêve collectif éveillé de l'Europe à propos de l'Orient ». Ces deux dimensions de l'orientalisme ont contribué à produire, au XIX^e^ et au XX^e^ siècle, un type particulier de domination, une entreprise de civilisation (essentiellement franco-britannique jusqu'à 1945, lorsque les Américains, plus exotiques à la région, ont fait irruption). Cependant l'orientalisme ne peut être présenté comme une simple justification *a posteriori* de l'oppression coloniale : Saïd montre qu'en fait, sa cristallisation est antérieure au colonialisme, même s'il en a fourni des justifications.

Jusqu'au milieu du XVIII^e^ siècle, l'orientalisme savant (enfin, celui qui concernait le bassin méditerranéen) avait été avant tout étude de la Bible et des langues sémitiques, et de l'Antiquité gréco-romaine. L'islam, pourtant directement issu de la tradition judéo-biblique avec de fortes influences grecques, était traité comme un intrus tardif, un élément étranger et invasif (d'origine bédouine, expliquait-on volontiers, c'est-à-dire continental et barbare par opposition au monde sédentaire des rivées de la Méditerranée où était né le christianisme), et aussi comme une menace — car les musulmans sont fanatiques, et infiniment nombreux. L'importance des éléments communs entre islam et christianisme était passée sous silence, sauf pour assimiler étrangement Mahomet au Christ[167] (si le christianisme est la religion du Christ, l'islam est celle de Mahomet ; on imaginait alors Mahomet sur le modèle du Christ — et on en déduisait généralement que c'était un imposteur —, ce qui est un contresens : c'est un personnage bien plus proche des prophètes de l'Ancien Testament). Au XVIII^e^ siècle cependant, de premiers historiens et autres hommes de science se mirent à s'intéresser à autre chose que la Bible et mirent l'accent sur la complexité de l'histoire de la zone, mais surtout pour souligner le rôle de « passeur » culturel de l'islam entre l'Antiquité classique (toujours elle) et notre civilisation : l'Orient n'intéressait pas pour lui-même mais par relation avec « les Occidents » successifs, dans une fonction en quelque sorte ancillaire. La connaissance de l'Orient passait encore d'abord par celle des textes classiques, puis (fin XVIII^e^ siècle) par la lecture des premiers textes savants orientalistes : une connaissance livresque qui suppléait à une connaissance directe de la zone.

Ainsi, avant même de partir en Orient, un Bonaparte était imprégné du discours des orientalistes de son temps : « il ne voyait l'Orient que tel qu'il avait été codé, d'abord par les textes classiques, puis par [l]es experts orientalistes » (Saïd, p. 99). Il « répliqua » d'ailleurs cette attitude en embarquant avec lui une brochette de savants et en publiant la *Description de l'Égypte*, monument de l'orientalisme savant français à la génération suivante. La préface de l'ouvrage, citée plus haut, présentait un Orient qui « existait comme un ensemble de valeurs attachées non à ses réalités actuelles mais à l'ensemble de contacts qu'il avait eus avec un lointain passé européen » (Saïd) : notamment les voyages qu'avaient fait divers sages grecs en Égypte, les guerres civiles romaines dont le sort s'était décidé sur son sol. Le projet de Bonaparte pour l'Égypte était du même ordre : l'arracher à sa barbarie, c'est-à-dire la rattacher à l'Europe, la mettre à son école. Saïd, qui écrit dans son introduction que « lorsqu'un savant orientaliste voyageait dans le pays de sa spécialité, c'était toujours bardé d'inébranlables maximes abstraites concernant la "civilisation" », fait remarquer que dans le projet scientifique des Français en Égypte, les grands absents sont les Égyptiens : pour lui, ce projet consistait à « transmuer la réalité vivante en textes, posséder (ou penser que l'on possède) la réalité, *essentiellement parce que rien, dans l'Orient, ne semble résister à votre pouvoir* » (p. 105, c'est moi qui souligne). Un peu plus bas, il écrit que l'attitude de l'orientaliste revenait à « transformer l'Orient en un théâtre pour ses représentations de l'Orient » — en particulier, quand il n'était pas carrément réduit à un théâtre d'exploits occidentaux (guerriers, scientifi-

167 C'est à cette assimilation que remonte l'usage, heureusement en voie de disparition, de parler des « mahométans ». Cette appellation est une insulte pour un musulman, car elle insinue qu'il tient le Prophète pour un être de nature en partie divine, comme le Christ l'est pour les chrétiens chalcédoniens et monophysites.

ques, sexuels) l'Orient était souvent utilisé comme un réservoir d'exemples (de mœurs, d'usages, d'institutions, de grands faits historiques, etc.) en contraste avec les réalités occidentales, les termes de la comparaison étant presque toujours favorables à ces dernières : l'Oriental était soit fourbe et sanguinaire, soit alangui, voluptueux, efféminé.

Le domaine de l'orientalisme scientifique explosa au XIX^e^ : on y voyageait de mieux en mieux, de plus en plus d'universitaires en maîtrisaient les langues[168], les chantiers de fouilles archéologiques fleurissaient partout ; on en distinguait de mieux en mieux la diversité (ainsi, pour la région qui nous concerne, on cessa de confondre Turcs, Arabes et Persans). Cela ne fit nullement reculer les stéréotypes : la manie classificatoire des Européens tendait à réduire la réalité en types, et ces types à des caricatures. Pour Saïd, « un Orient de serre chaude appar[ut] ; le mot "Orient" était un vocable d'érudit qui désignait ce que l'Europe moderne venait de faire d'un Est encore original ». Saïd insiste beaucoup sur le caractère « textuel » de la connaissance de l'Orient par les Occidentaux du XIX^e^ siècle : de nombreux spécialistes unversitaires de l'Orient n'y mirent jamais les pieds, ou alors tardivement dans leur biographie, à titre en quelque sorte confirmatoire (cf. la note sur Silvestre de Sacy). L'autorité des livres orientalistes finit par constituer un « discours » (au sens de Foucault), une tradition de regard, un ensemble d'idées reçues dont il était difficile de se défaire, par rapport auquel, en tout cas, on était obligé de se situer. Surtout, dans tout cela l'Orient était muet, « autre », « objet » d'étude passif, « à disposition ». Il était pensé comme opposé à l'Occident, et surtout comme immuable (je reviendrai plus bas sur cette idée à propos de Renan).

Cet orientalisme universitaire se norma progressivement, devint une carrière : vers 1850, toutes les grandes universités européennes avaient un cursus complet d'« études orientales », et il y avait aussi une foultitude d'associations, de bourses, etc. On observe une dérive vers l'érudition spécialisée, contestée par les écrivains et les artistes qui, comme Flaubert, voulaient encore que l'Orient parlât à leur imagination. Saïd revient (p. 310) sur l'idée que « quelqu'un qui entr[ait] consciemment (…) dans la profession d'orientaliste le fai[sait] après avoir pris une décision, à savoir que l'Orient [était] l'Orient, qu'il [était] différent, etc. Les élaborations, les raffinements dans ce domaine, les articulations qui en découlent ne [faisaient] que soutenir et prolonger la décision d'"enfermer" l'Orient ».

Saïd illustre le résultat d'un siècle de discours orientaliste par des extraits des *Mémoires* de Lord Cromer, « proconsul » britannique en Égypte de 1882 à 1907. Cromer évoque d'abord de l'imprécision dans la pensée, donc de la fausseté : « l'esprit de l'Oriental, de même que ses vues pittoresques, manque au plus haut point de symétrie. Sa manière de raisonner est pleine de laisser-aller [et] il manque singulièrement de faculté logique ». Il n'est pas clair, il se contredit. Il est dénué d'énergie et d'initiative, flatteur, servile, rusé, méchant envers les animaux, menteur, léthargique. « L'Oriental agit, parle et pense en général exactement à l'opposé de l'Européen », c'est-à-dire que Cromer ne pense pas l'Oriental pour lui-

168 L'une des structures universitaires les plus anciennes concernant l'Orient, pas seulement méditerranéen, était, en France, l'École Spéciale des Langues Orientales, l'acêtre de l'I.N.A.L.C.O., encore appelée Langues'O (le Royaume-Uni attendit l'entre-deux-guerres pour se doter d'une institution comparable). En 1793, sur décret de la Convention, était apparue à la Bibliothèque Nationale une école d'arabe, d'osmanlı et de persan. Le premier professeur d'arabe fut Antoine-Isaac Silvestre de Sacy, à partir de 1796 ; il enseigna également le persan. En 1824, il devint directeur de ce qui était devenu, par fusion avec une école d'interprètes remontant au XVII^e^ siècle, l'Institut des Langues Orientales. Depuis 1806, il était professeur au Collège de France ; il termina son existence secrétaire perpétuel de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, et pair de France. Il fut aussi le premier président de la Société Asiatique, en 1822. Cet homme de cabinet, qui ne parlait couramment aucune langue orientale et n'a jamais dépassé Gênes en Méditerranée, fut avant tout un compilateur de textes, un traducteur et un grammarien ; il a produit notamment une série d'anthologies de fragments littéraires (il pensait que rares étaient les œuvres orientales d'un intérêt assez soutenu pour être lues), et ses choix, imposés de fait aux étudiants (de toute l'Europe, car une telle érudition était inconnue hors de France), ont orienté des générations d'orientalistes.

même mais par opposition à un point focal de sa pensée qui est toujours l'Occident : l'Oriental est étudié, jugé, administré, mais on ne le laisse pas parler, on ne s'intéresse pas à ce qu'il dit ; il est le pôle faible, inactif, d'une polarité rigoureuse, compartimentante, appauvrissante. Le portrait que dresse Lord Cromer de l'Oriental évoque de près cette phrase de Michelet, bien plus tôt, qui illustre aussi le thème de la menace orientale : « l'Orient avance, invincible, fatal aux dieux de la lumière à cause du charme de ses rêves, de la magie de son clair-obscur »[169].

Il me paraît intéressant de m'arrêter un moment sur l'un des grands orientalistes du XIX[e] siècle, le Français Ernest Renan (1823-1892). C'est l'auteur d'une célèbre *Vie de Jésus* (1863), la première biographie agnostique du Christ (il l'y qualifiait d'« homme incomparable », ce qui valut à ses cours au Collège de France d'être suspendus en 1864[170]) ; du fait d'une célèbre conférence de 1882, *Qu'est-ce qu'une nation ?*, il est aujourd'hui célébré, notamment à Sciences-Po, comme le père de la conception française, « citoyenne » de la nation, censée être la plus ouverte au monde et la moins sujette aux dérives excluantes et racistes — bref, un progressiste, un homme de gauche[171]. C'était un linguiste de formation, spécialiste des langues sémitiques (sa chaire au collège de France était celle d'hébreu) ; son originalité est d'avoir fait le lien entre la linguistique (une science très dynamique à l'époque mais surtout concernant les langues indo-européennes) et l'orientalisme — ce qui, par ailleurs, représenta une étape décisive dans la laïcisation de celui-ci, puisque Renan abandonnait l'étude de la Bible et des traditions monothéistes pour entrer dans l'histoire et la comparaison des langues.

Comme une bonne partie des Européens de son temps il voyait avant tout dans les Sémites les peuples inventeurs des trois grands monothéismes, donc des peuples au statut privilégié par rapport aux « sauvages » qui n'ont rien inventé du tout et vivent encore à l'état de

---

169 La métaphore s'enrichit du sens que le XVIII[e] siècle donnait au mot « Lumières ».

170 Les théories que je vais présenter sont à appréhender dans le cadre plus général de ses rapports complexes avec la religion chrétienne : ancien séminariste ayant perdu la foi et acquis le scientisme de son époque, il était demeuré, dans la lignée d'Auguste Comte, respectueux de l'apport immense du christianisme dans l'histoire de l'esprit humain et convaincu que la religion est « une institution nécessaire à la nourriture de l'âme » ; fort anticlérical pour ce qui concernait son propre siècle, hostile aux « superstitions » catholiques (et autres) et satisfait de leur déclin, il croyait en revanche à la survie et à la permanence de « la religion de Jésus », qu'il tenait pour indépassable. Quoique non croyant, il se sentait « chrétien, même quand [il se] sépar[ait] sur presque tous les points de la tradition chrétienne qui [l'avait] précédé » ; c'est-à-dire qu'il baptisait « christianisme » une espèce de déisme scientiste et progressiste, typique de son temps, mais qu'il attribuait au Christ, dont l'enseignement aurait été perverti par Paul et par les papes successeurs de Pierre. Il a noté cet aveu dans l'un de ses carnets : « tout ce que j'ai fait n'est qu'une brillante sépulture de ma foi perdue ».

171 NB. (loin du programme) : En-dehors même de ses âneries sur les Sémites que je m'apprête à détailler, il y a pas mal de choses dans Renan qui mettent aujourd'hui plus que mal à l'aise, à commencer par sa justification des massacres et injustices du passé dans la conférence *Qu'est-ce qu'une nation ?* (« L'oubli, et je disais même l'erreur historique, sont un facteur essentiel de la création d'une nation »). Dans son *Troisième dialogue philosophique*, paru en 1871, il décrit une « tyrannie positiviste », dictature absolue de la science où « l'élite des êtres intelligents, maîtresse des plus importants secrets de la réalité, dominerait le monde par les puissants moyens d'action qui seraient en son pouvoir, et y ferait régner le plus de raison possible ». D'après Tzvetan Todorov, il s'agit de la première description de l'État totalitaire. Todorov relève notamment cette formule: « le sacrifice d'un être vivant à une fin voulue par la nature est légitime » (le contexte indique clairement que la phrase s'applique aux hommes). L'État dont rêvait Renan devrait se munir d'un instrument approprié, la terreur (« l'être en possession de la science mettrait une terreur illimitée au service de la vérité »), et remédier à la disparition de l'enfer des religions en créant « non un enfer chimérique, de l'existence duquel on n'a pas de preuve, mais un enfer réel ». Il aurait à sa disposition un corps spécial d'individus bien entraînés, « machines obéissantes dégagées de répugnances morales et prêtes à toutes les férocités ». Il va sans dire que Renan ne condamnait rien de tout cela : pour lui, c'était la figure probable et souhaitable de l'avenir — ce qui ne l'empêcha pas, en attendant, d'être l'un des fondateurs de la III[e] République parlementaire.

nature ; mais il voyait aussi en eux des peuples incapables d'évoluer, figés dans une espèce d'atemporalité pré-historique, par opposition aux Indo-Européens qui, eux, ont évolué[172]. Le monothéisme, apport essentiel des Sémites à l'histoire de l'humanité, constituait un progrès par rapport à l'idolâtrie des sauvages et aux paganismes antiques (cette idée était directement reprise de Comte) ; mais le monisme consubstantiel au monothéisme, pensée « aride et grandiose », leur avait interdit d'évoluer davantage et les avait condamnés à stagner dans « une enfance éternelle » : à eux la sagesse, le mythe, la spritualité, la poésie, la prophétie[173], mais leurs religions n'étaient que des fardeaux, des « chaînes ». Selon une expression de Maurice Olender, dont je résume ici un passage du très bel ouvrage *Les langues du Paradis*, « les Sémites [avaient] enfoui un sublime secret dans une terre stérile ». Les Juifs, « tronc desséché », ne s'étaient occupés que de conserver l'héritage monothéiste, « malheureuse fidélité » qui les avait empêchés de reconnaître le christianisme, « branche féconde », comme « la religion définitive » ; et s'il y eut une science musulmane, ce fut sous l'influence des chrétiens nestoriens d'Orient (le christianisme en terre sémite était donc plus ou moins considéré comme quelque chose de pas vraiment sémite…). Quant aux hommes de science musulmans du Moyen Âge, Renan niait que leur génie ait eu quelque chose à voir avec leur religion : pour Renan, « faire honneur à l'islam d'Avicenne, d'Avenzoar, d'Averroès, c'est comme si l'on faisait honneur au catholicisme de Galilée »[174].

En 1855, Renan publia une *Histoire générale et système comparé des langues sémitiques* qui s'inspirait des travaux sur les langues indo-européennes des linguistes allemands, notamment Franz Bopp. Il règne dans ce livre, assez banalement pour l'époque, une assimilation systématique de la langue et de la race : Renan distinguait une « race sémite » et une « race aryenne »[175] et élaborait des théories sur leur opposition, alors que « sémite » et « indo-européen » désignent des familles de langues, parlées par des populations aux phénotypes très différents[176]. Pour Renan, fils de son temps, c'était bien dans la différence des races que résidait « le secret de tous les événements de l'Histoire de l'humanité », et rien ne pourrait jamais effacer la diversité raciale qui avait existé aux origines du genre humain, car « on est toujours hanté par ses origines ». Il faut dire que pour définir ses deux grandes races il s'appuyait sur des données historiques et linguistiques, et non anthropomorphiques ; pour lui « la langue, la

---

172 C'est exactement la même idée que l'on retrouve, en 2007, dans le fameux discours de Dakar de Nicolas Sarkozy sur l'« homme africain » qui « n'est pas entré dans l'histoire » : ce discours qui a fait scandale par (outre son paternalisme donneur de leçons) son archaïsme mental sidérant, « décalé » seulement en direction des « nouveaux sauvages » d'Afrique Noire car il n'est plus politiquement correct de dire ce genre de choses des juifs et des Arabes, est dû à la plume d'Henri Guaino, un « républicain » au sens gaullo-chevènementiste du mot, c'est-à-dire un représentant d'une école de pensée qui s'est arrêtée à la III^e^ République, qu'elle idolâtre.

173 Pour les orientalistes du XIX^e^ siècle, la prophétie était un phénomène essentiellement oriental (sémite chez Renan) parce qu'elle était ahistorique (l'islam insiste lourdement sur cette idée qu'à travers tous ses prophètes c'est un même message que Dieu répète sans cesse aux hommes !) et parce qu'elle n'impliquait pas d'analyse. Pour Edgar Quinet (1833), « l'Orient [avait] les prophètes, l'Occident [avait] les docteurs » (aux deux sens du mot).

174 Sauf celle qui est explicitement attribuée à Olender, toutes les citations de ce paragraphe sont de Renan, cité par Olender ou par Saïd. Je les présente dans le désordre le plus total, et elles viennent de plusieurs livres différents : évitez de les citer comme une seule formule de Renan. J'utilise très partiellement le livre d'Olender, que je vous invite à lire en entier ; je ne reprends pas, notamment, une très brillante démonstration sur les « effets de miroir » dans le double discours sur les Sémites et les Aryens, et sur les effets désastreux de toute pensée duale ; ni un parallèle sur Socrate et Jésus qui pourrait intéresser les spécialistes de philosophie.

175 Jusqu'en 1945, ce mot était synonyme de « indo-européen », du reste Renan utilisait l'un et l'autre. C'est à l'origine le nom de l'un des plus anciens peuples attestés de la famille linguistique indo-européenne, dans ce qui est aujourd'hui l'Iran (un dérivé d'une autre forme du même mot).

176 Les langues sémites, dont l'hébreu et l'arabe font partie, sont parlées par des Noirs d'Ethiopie comme par des Kabyles blonds aux yeux bleux d'Algérie ; les langues indo-européennes étaient déjà parlées de l'Europe du nord à Ceylan avant les grandes découvertes.

religion, les lois, les mœurs firent la race plus que le sang »[177] — ce qui faisait notamment que pour lui les juifs de France, qui pratiquent des parlers latins depuis 2000 ans, n'étaient plus, mentalement, des Sémites. En revanche, l'« esprit sémite » régnait dans une partie de l'Afrique noire (l'Éthiopie, en gros) où les « Sémites purs » n'étaient plus qu'une infime minorité, mais où ils avaient laissé leur langue en héritage. Ce n'était donc pas l'apparence physique, mais la langue qui permettait de définir des races et déterminait « les aptitudes intellectuelles et les instincts moraux » — même si les déterminations physiques réapparaissent sporadiquement dans les comparaisons que fait Renan entre les Sémites et les Aryens, avec un statut de legs de la situation raciale originelle[178].

Dans l'opposition des deux grandes races, la « race sémite » représentait évidemment « une combinaison inférieure de la nature humaine », laquelle « se recon[naisssait] presque entièrement à des caractères négatifs », quoique moins que ceux des races « sauvages » : le point de comparaison étant toujours les Occidentaux, ici appréhendés par le biais de leurs langues. « En tout chose, on le voit, la race sémitique nous apparaît comme une race incomplète par sa simplicité même. Elle est, si j'ose le dire, à la famille indo-européenne ce que la grisaille est à la peinture, ce que le plain-chant est à la musique moderne ; elle manque de cette variété, de cette largeur, de cette surabondance de vie qui est la condition de la perfectibilité ». C'était le plus grand spécialiste des Sémites de sa génération qui parlait…[179] Le responsable de cette infériorité était la structure phonétique et grammaticale des langues sémitiques. En effet, selon Renan il s'agit de langues qui n'évoluent pas[180] : toujours égales à elles-mêmes, dénuées de mobilité, incapables de renouvellement, ossifiées ou plutôt demeurées dans une enfance éternelle, comme ce monothéisme juif jailli un jour « sans aucun effort », « sans réflexion ni raisonnement » (cet ensemble d'idées et d'associations entre langue et religion venait notamment de l'Allemand Friedrich Schlegel) : bref, des idiomes « métalliques » et « épurés », comme les paysages du désert. Ici intervenaient des considérations sur la structure des mots sémitiques, où le sens est porté par le squelette consonantique (le « schème », composé de deux à quatre consonnes), et où, en très gros, les voyelles ne servent qu'à préciser les rapports grammaticaux. Pour Renan, c'était un signe de sécheresse de pensée,

---

177 C'est l'énorme différence entre Renan et les racistes au XX^e^ siècle : Renan écrivait avant Darwin, et surtout avant la redoutable diffusion des concepts darwiniens dans les sciences humaines et l'apparition des théories biologisantes de la race. C'est cet heureux archaïsme de pensée qui explique que Renan ait pu être, dans sa vieillesse, le père de la conception républicaine de la nation, selon laquelle c'est notre histoire commune qui fonde notre appartenance à une nation commune, et non pas un même sang coulant dans nos veines ; alors qu'à partir de 1850-1870 la jeune génération, en Allemagne notamment mais pas seulement, se jetait à corps perdu dans le darwinisme et se mettait à confondre les « races » humaines et les espèces animales.

178 Concernant les Africains au sud du Sahara, qui ne font pas partie de mon sujet, le racialisme de Renan était beaucoup plus nettement axé sur des considérations anthropomorphiques. L'idée, valable pour les Aryens et les Sémites, que la race c'est largement la langue, venait évidemment de Herder, de Fichte et du romantisme allemand, qui avaient décrété que chaque « peuple » est avant tout une communauté linguistique dotée d'un « être national » éternel, immuable et se reflétant dans sa langue.

179 Saïd relève plus généralement (p. 176) l'évidente antipathie d'une grande partie des spécialistes de l'Orient du XIX^e^ siècle pour les Orientaux « réels ». P. 240, il évoque notamment l'Allemand Theodor Nöldeke, qui en 1887 avouait candidement qu'une vie entière à étudier l'Orient n'avait fait que confirmer sa « piètre opinion » des peuples dudit Orient.

180 C'est évidemment complètement faux, il suffit de constater à quel point l'arabe a évolué entre l'époque du Coran (voici 13 siècles à peine) et les « dialectes » d'aujourd'hui.

(NB. loin du sujet : On entend souvent en France le même genre d'âneries sur le basque, langue « qui n'évolue pas », ce qui serait preuve d'arriération : cela montre la prégnance du schéma « renano-sarkozyen » d'opposition binaire entre « ceux qui évoluent » et « ceux qui demeurent » : ce schéma a « voyagé » un peu partout, notamment bien sûr sous l'influence des ethnologues, lesquels ont longtemps décrit les sociétés « exotiques » comme des sociétés « sans histoire ». Pour ce qui concerne le basque, le linguiste Koldo Mitxelena a montré qu'au contraire, cette langue a abondamment évolué depuis l'époque romaine).

opposée (en très gros aussi) à la « sensualité » des voyelles indo-européennes porteuses de sens. Renan était persuadé que ces schèmes sémitiques, l'équivalent des racines dans les langues indo-européennes, sont d'une grande permanence, d'une langue sémitique à l'autre et à travers les millénaires[181]. Cette structure linguistique fait que le Sémite, « semblable à ces natures peu fécondes qui, après une gracieuse enfance, n'arrivent qu'à une médiocre virilité », a l'esprit sec, « dénué de toute flexibilité ». Les langues indo-européennes au contraire, du fait du polythéisme originel des Aryens, sont sous l'emprise de l'Histoire, donc du progrès, et ont su évoluer, se faire diverses (rien à voir entre les structures de l'anglais et celles du russe, et pas grand-chose entre celles du latin et celles du français qui pourtant en descend), ce qui favorise la nuance, l'appréhension de la complexité et le passage à l'abstraction : aux Aryens la dialectique, la philosophie, la philologie. La richesse de la grammaire aryenne permet une appréhension plus subtile du monde, la diversité des points de vue, ce qui prédispose à la liberté, à l'esprit d'examen. Voilà pourquoi l'Europe aryenne et chrétienne est la patrie de la démocratie et de la science, et le monde sémitique, celle du fanatisme.

Renan aboutissait à deux « portraits de races » opposés, liés au double moule infrangible de deux types de langues que tout oppose, elles-mêmes liées à deux traditions religieuses, elles-mêmes liées à deux types de paysages naturels — car il lui était évident que le monothéisme n'avait pu naître que dans l'ascétisme du désert, dont l'obsession sourd notamment à chaque page de la *Vie de Jésus* : Renan avait été profondément marqué par un voyage en Palestine. La conjonction féconde entre la géniale intuition sémitique et l'esprit aryen, supérieurement complexe et subtil, était due au Christ, né en Galilée, région de climat plus clément que Jérusalem (notre voyageur y avait vu un « véritable Paradis terrestre ») et où s'exerçait déjà l'influence de l'esprit aryen : en somme, en la personne de Jésus l'esprit polythéiste avait fécondé le monothéisme et lui avait permis d'échapper au piège sémite. « Au fond, Jésus n'a rien de juif », écrivait Renan dans les carnets préparatoires de la *Vie de Jésus* : voilà qui n'aurait pas dû déplaire aux catholiques antijuifs de l'époque, pourtant si acharnés contre l'ouvrage…[182] « Le judaïsme n'a été que le sauvageon sur lequel la race aryenne a produit sa fleur ». [183]

---

181 C'est tout aussi faux. En fait, Renan n'a comparé que deux langues sémitiques très proches l'une de l'autre, l'arabe et l'hébreu, les autres étant extrêmement mal connues à l'époque — un peu comme si on reconstituait l'indo-européen à partir du français et de l'italien, sans tenir compte du russe ni de l'arménien ! On arriverait sans problème à prouver que les langues indo-européennes ont toutes à peu près la même structure… Les linguistes du XX^{e} siècle ont inscrit ces deux langues dans une famille beaucoup plus large, la famille afro-asiatique, et ont montré que la structure schème-voyelles est une innovation assez récente dans l'ensemble de la « sous-famille » sémite et de certaines autres sous-familles (égyptien ancien, langues berbères), mais qui ne s'est pas produite dans d'autres sous-familles (langues tchadiques du Sahel, langues couchitiques et oromotiques de Somalie et d'Éthiopie). Le plus pittoresque dans toute cette histoire, c'est que certains linguistes actuels tendent à reconstituer l'indo-européen ancien comme une langue où les voyelles n'étaient pas porteuses de sens, à peu près comme dans les langues sémitiques actuelles.

182 Cette idée que Jésus n'était pas juif a été reprise sous une forme radicale par certaines extrême-droites du XX^{e} siècle, notamment en France par le nazi Lucien Rebatet : à chaque page de son roman *Les deux étendards*, rédigé pendant les vacances prolongées que lui offrit la République à partir de 1944 (et par ailleurs excellent), sourd l'idée que le « rabbi Paul » a perverti l'enseignement du Christ, cet aryen, en le judaïsant.

183 Cette théorie permettait de justifier la subordination des « parties basses » aux « parties élevées » de l'humanité. Paradoxalement, chez Renan les Sémites se trouvaient placés plutôt du bon côté, comme les Aryens ; c'est pourquoi sa pensée fut assez peu utile en elle-même aux colonisateurs de la Méditerranée, qui durent s'appuyer sur des versions vulgarisées. En effet, il ne faut pas oublier que pour Renan les Sémites, comme les Aryens, n'ont jamais été des sauvages (il traite ces deux races comme les « deux fleuves » aux origines de l'humanité pensante, de dignité égale même s'ils ont été de fécondité inégale) tandis que d'autres races sont irrémédiablement sauvages et ne pourront jamais atteindre l'état de civilisation : « imaginer une race sauvage parlant une langue sémitique ou indo-européenne est une fiction contradictoire » (c'était mal parti pour l'école de Jules Ferry en Afrique !). Ces sauvages, c'étaient les « races » animistes — toujours la même confusion entre race et religion. [suite de la note sur la page suivante]

Il ne restait plus qu'à rattacher l'esprit profond du christianisme au bouddhisme, religion aryenne (car née en Inde du nord, la patrie du sanscrit, l'une des langues indo-européennes les plus anciennement attestées[184]) : Renan n'alla pas jusque-là mais d'autres le firent à la même époque, en Grande-Bretagne notamment[185].

Passons à présent à ce que Saïd appelle « l'orientalisme de l'imaginaire ». Le regard sur la Méditerranée orientale qui se développa en Europe au XIX[e] siècle était, j'y ai déjà insisté à propos de l'Égypte et de l'indépendance grecque, fortement orienté par une culture bourgeoise toute imprégnée d'Antiquité classique : la Méditerranée, c'était d'abord la Grèce et Rome[186]. S'y ajoutaient, pour les Européens chrétiens ou ayant reçu une éducation chrétienne, c'est-à-dire l'immense majorité avant 1900, des représentations liées aux origines du christianisme (en Terre Sainte, mais aussi dans ce qui est aujourd'hui la Turquie : les voyages de saint Paul s'y sont largement déroulés, la Vierge y est morte[187]) et, plus tard, au souvenir émouvant et glorieux des croisades. Cet univers culturel commun se renforçait, chez les plus instruits et les moins paresseux, par la fréquentation des produits de l'orientalisme savant.

Le plus grand des voyageurs chrétiens du XIXe siècle en Méditerranée est aussi l'un des premiers : en 1806-1807, Chateaubriand se rendit à Jérusalem en pèlerin, avec d'ailleurs une conscience aiguë d'être « peut-être le dernier » en un siècle de décadence religieuse ; son *Itinéraire de Paris à Jérusalem* parut en 1810-1811. Il s'intéressa essentiellement aux vestiges antiques (antiquité païenne comprise), et fort peu au présent qui n'était pour lui que décadence. Remarquablement, il la faisait remonter non aux Turcs, ni même à l'islam (qu'il traitait quand même de « culte ennemi de la civilisation, favorable par système à l'ignorance, au despotisme, à l'esclavage »), mais à Byzance, qu'il méprisait en bon catholique. Ses préjugés de Chateaubriand sur les Orientaux « réels » étaient ceux de son temps : la cruauté des Turcs,

---

La pensée de Renan est évidemment pleine d'apories, stupéfiantes pour un homme aussi savant et aussi respecté. Comment les Éthiopiens, qui sont des Noirs, ont-ils fait pour apprendre une langue sémitique? Comment les Européens de l'ouest, qui n'avaient rien à voir au départ avec les premiers Aryens, nomades des steppes russes et kazakhes, ont-ils appris l'indo-européen et acquis l'esprit aryen? Mystère. Autres apories : le fait que dès l'époque de Renan des Noirs et des Indiens, en Amérique, parlaient tout à fait correctement des langues indo-européennes ; les mille ans de christianisme dominant dans l'Orient méditerranéen sémite ; la présence d'Aryens de religion musulmane, les Iraniens et une bonne partie des Indiens ; le polythéisme de la plupart des Indiens — reflet pour Renan de l'ancien esprit des Aryens ; mais alors, comment expliquer qu'une partie de ceux-ci étaient devenus chrétiens ou musulmans et d'autres non ? Et quelle différence au juste, toute mauvaise foi mise à part, entre le polythéisme des Hindous (ou des Grecs) et l'animisme des Africains ?

184 L'Éden était donc à rechercher du côté du Cachemire, terre aryenne s'il en est.

185 Dans un esprit proche de Renan, bien plus tard (en 1931), au sujet du rapport de l'islam à la tradition grecque, l'islamologue allemand Carl Becker expliquait qu'il s'agissait d'une tentative manquée d'adaptation, sans l'inspiration créatrice de la Renaissance européenne. Toute évolution en Orient était donc pensée comme une réaction (généralement ratée : ce qui permettait de retomber sur le thème de l'immobilisme oriental) à une dynamique venue d'ailleurs, du monde occidental.

186 Cf. par exemple ce passage d'une lettre de Delacroix, écrite de Tanger : « Imagine, mon ami, ce que c'est que de voir couchés au soleil, se promenant dans les rues, raccomodant des savates, des personnages consulaires, des Catons et des Brutus auxquels il ne manque même pas l'air dédaigneux qui devaient avoir les maîtres du monde (…) L'Antique n'a rien de plus beau. Tout cela en blanc, comme les sénateurs de Rome et les Panathénées d'Athènes ».

187 Il faudrait élargir et préciser cette géographie chrétienne de la Méditerranée, par exemple à partir de la *Légende dorée* de Jacques de Voragine, le plus célèbre recueil médiéval de vies de saints : j'ai l'intuition que l'Orient méditerranéen y occupe une place centrale, tout simplement parce que c'est d'abord cette région du monde qui est devenue chrétienne. À propos de saint Paul, j'ai pensé à son naufrage à Malte, où il passa un hiver en attendant de pouvoir poursuivre son voyage ; Malte occupe dans la géographie chrétienne de la Méditerranée une place bien antérieure à l'installation des chevaliers de Rhodes… et il devait exister sur place un pélerinage : dans le quartier de Rabat de l'ancienne capitale Mdina, on visite une « grotte de saint Paul » au-dessus de laquelle une église a été construite.

leur paresse ; et puis bien sûr l'oppression des chrétiens, notamment de ce qu'il restait de Grecs — mais ceux-ci faisaient aussi l'objet de son mépris, par comparaison aux Hellènes de l'Antiquité : leur langue avait dégénéré[188], le pays était désolé, abruti par des siècles de misère et de soumission, sauf les îles et Smyrne ; Athènes n'était qu'un village. Ces stéréotypes entièrement négatifs étaient totalement « déconnectés » de l'exotisme bon enfant de la turquerie du *Bourgeois gentihlomme* ou du livret de l'opéra de Mozart *L'enlèvement au sérail*, tout récent à l'époque où Chateaubriand rédigea son voyage (il date de 1782) : c'est que ces œuvres ont pour cadre un Orient littéraire de convention dont les voyageurs du XIX^e^ siècle n'essayaient même pas de retrouver des traces dans l'Orient réel de leurs périples.

En 1810-1811, ce fut le tour de Lord Byron, qui n'avait que vint ans, de se rendre en Orient. Son itinéraire le mena du Portugal à Séville, puis à Malte, Athènes, Smyrne et Constantinople : on voit que la Terre Sainte brille par son absence, ce qui était une innovation (les premiers touristes britannique, soit se contentaient de la France et de l'Italie, soit allaient en Terre Sainte). À partir de 1816, Byron s'installa plus ou moins en Italie, où il fut proche des *carbonari* : contrairement à celle de Chateaubriand, sa Méditerranée était donc très actuelle, fort laïque, fort politisée aussi. En 1823, il retourna en Grèce pour soutenir les indépendantistes : il y mourut l'année suivante. Son œuvre est une fabrique d'images orientales, largement construites sur des parallèles avec l'Antiquité (entre autres la victorieuse résistance aux Perses des Grecs du V^e^ siècle av. J.C.), mais que l'Europe romantique, aux générations suivantes, dégagea progressivement de ces références trop classiques : c'est net chez l'un de ses principaux descendants littéraires, le jeune Victor Hugo, dont les *Orientales* parurent en 1829. En somme, pour l'Occident jusque-là enfermé dans son dialogue avec l'Antiquité classique, l'orientalisme fut une « porte de sortie »[189]. À la date de la parution des *Orientales*, Hugo n'avait pas voyagé en Méditerranée (mais il avait passé une partie de son enfance en Espagne) ; en revanche Lamartine fit un peu plus tard, en 1832-1833, un voyage classique (Grèce, Istanbul, Smyrne, Jérusalem). Plus tard, ce fut le tour de Nerval (en 1842-1843), de Flaubert et de son ami Maxime du Camp (1849), de Théophile Gautier (un voyageur passablement compulsif pour l'époque : en 1840 il parcourut l'Espagne, en 1845 l'Algérie, en 1850 l'Italie, en 1852 la Grèce et l'Anatolie, en 1858 la Russie, en 1862 l'Égypte, etc.).

Tous ces voyageurs recherchaient à la fois du « déjà vu » (des choses qui « résonnaient » avec leur culture) et de l'exotique, du pittoresque, de l'inédit, de l'excessif. Pour ces écrivains et ces poètes, l'Orient présentait l'avantage d'être illimité et lointain, non tributaire des convenances : le caractère excessif de l'Oriental (lié à sa supposée inaccessibilité à la raison) s'accordait bien à la recherche romantique de l'excès, du sublime, de l'héroïque. « En Orient nous devons chercher le romantisme suprême », déclarait déjà l'Allemand Friedrich Schlegel en 1800… On pouvait fantasmer de manière délirante sur l'Orient, en matière sexuelle notamment on pouvait repousser les limites des convenances occidentales et surtout faire des expériences concrètes impossibles en Europe[190]. En effet, on n'allait pas admirer en Méditerranée que des ruines : Nerval, dont les fantasmes orientaux regorgent d'incestes, « prit femme » ; Flaubert (dont la correspondance présente de beaux exemples de fantasmes orientaux fort élaborés) eut en Orient des expériences inoubliables, esthétiques et érotiques, notam-

188 Les hellénisants sont souvent choqués par le fait que le grec moderne n'a plus d'infinitif.

189 Contemporaine de l'ouverture d'une autre porte, avec l'intérêt des romantiques pour le Moyen Âge et l'art gothique. Il faudrait également évoquer l'intérêt pour les arts chinois, sensible dès le XVIII^e^ siècle.

190 Une belle citation de Lawrence d'Arabie concernant la sensualité sémite : elle est plus tardive que la période ici envisagée mais résume bien ces fantasmes, et leurs liens avec d'autres représentations mentales concernant les religions. « Le juif dans la métropole à Brighton, l'avare, l'adorateur d'Adonis, le libidineux de Damas révèlent à tous la capacité sémite de jouissance ; en eux s'épanouit la même force qui donne, renversée, l'ardent renoncement des Esséniens [la secte juive dont Jésus est censé être issu], des chrétiens primitifs ou des premiers califes (…). Le Sémite a toujours oscillé entre la luxure et la macération ».

ment avec la danseuse et courtisane Kuchuk Hanem (littéralement « la petite savante » — c'étaient des espèces de geishas, expertes entre autres en danse). Bref, c'est autour de la Méditerranée que se placent les débuts du tourisme sexuel[191]. L'Europe était alors fort peu libérée sur ce point, même si la prostitution y était institutionnalisée (mais des codes assez précis régissaient l'expression des fantasmes sexuels dans les bordels) ; les voyageurs européens, fantasmant un Orient « autre », donc où toutes les fantaisies étaient possibles, se glissèrent en quelque sorte dans les interstices de la morale sociale méditerranéenne, qui se caractérisait par une très grande hypocrisie (les hommes adultes pouvaient faire à peu près ce qu'ils voulaient pourvu que ça ne se sût pas), sans comprendre que (ou en s'arrangeant très bien du fait qu')il ne s'agissait que d'interstices. Une conséquence étrange de cet état de fait, c'est que longtemps les femmes musulmanes eurent la réputation d'être « chaudes » : volontairement ou non, les Européens les confondaient avec les prostituées qu'ils fréquentaient[192]. De même,

---

191 A plusieurs reprises, Edward Saïd fait remarquer que l'orientalisme universitaire, domaine exclusivement masculin, interprète systématiquement l'Oriental comme un être mollement et passivement féminin, destiné par sa nature à être soumis par l'Occident viril. Analysant l'épisode de Kuchuk Hamen dans le *Voyage en Orient* de Flaubert, il note que l'écrivain la décrit comme muette, comme une sorte de machine : une image docile de la féminité, propre à ce qu'on y projette tous ses fantasmes d'Occidental sur l'Orient, ce qui revient à l'une des structures fondamentales de l'orientalisme universitaire : « c'est lui qui parle pour elle et qui la représente. Or il est un étranger, il est relativement riche, il est un homme, et ces faits historiques de domination lui permettent non seulement de la posséder physiquement, mais de parler pour elle et de dire à ses lecteurs en quoi elle est typiquement orientale ».

192 En particulier, au XIX^e^ siècle, la Méditerranée devint par excellence la zone de tourisme homosexuel, l'homosexualité étant particulièrement réprimée dans l'Europe victorienne. Cela commença très tôt : il semble que Flaubert n'ait pas eu que des expériences hétérosexuelles en Égypte. Vers 1900, la casbah d'Alger, accessible sans problème à deux pas du port, était un lieu connu d'où l'on venait de fort loin — il s'agissait en partie d'une prostitution qu'on nommerait aujourd'hui pédophile, déguisée en professions de type petit cireur de chaussures (hélas, ce genre de tradition ce maintient aujourd'hui au Maroc). Gide, l'un des premiers homosexuels européens dont la parole se soit libérée (dans les années 1920), a raconté ce type d'expériences dans un passage célèbre de *Si le grain ne meurt* que seul le statut de son auteur protège aujourd'hui de l'interdiction, ainsi que dans plusieurs passages de son journal (certes non publiés de son vivant), dont celui auquel je faisais référence dans l'introduction à propos de la Corse. Il semble notamment que vers 1930, dans les hôtels égyptiens, la quasi totalité du personnel, tous âges et sexes confondus, était disposée à « se faire des extras ».

Si le tourisme sexuel en Méditerranée concernait pas mal de très jeunes gens, c'était aussi parce que l'une de ses références était la pédérastie grecque, laquelle était (au moins en principe) une relation d'ordre pédagogique entre un adulte et un adolescent. Même si jusqu'aux années 1970 beaucoup de textes grecs continuèrent à être censurés en classe (ils figuraient dans les éditions savantes des auteurs antiques, mais les professeurs faisaient sauter des lignes à leurs étudiants), et si les hellénisants (par exemple Henri-Irénée Marrou dans sa classique *Histoire de l'éducation dans l'Antiquité*) expliquaient benoîtement qu'il ne fallait pas penser à mal et que tout ça n'était qu'amitié virile, ce fut le premier type de relations homosexuelles à faire l'objet d'un discours positif (camouflé en discours scientifique), d'abord dans des cercles réduits d'historiens, archéologues, latinisants et hellénisants britanniques vers le milieu du XIX^e^ siècle — ce milieu, d'où Oscar Wilde est sorti une génération plus tard, rassemblait par ailleurs essentiellement d'anciens pensionnaires des *public schools*, univers exclusivement masculins où les relations homosexuelles étaient presque instutionnalisées entre les « grands » et les « petits ». Or ces textes et donc ces fantasme antiques avaient la Méditerranée pour théâtre…

C'est ainsi que vers 1900, de « respectables » archéologues, hellénisants, etc. britanniques et allemands faisaient poser de jeunes paysans dénudés dans des « scènes antiques » fort suggestives. Le plus connu est Wilhelm von Gloeden, un Allemand qui vécut en Sicile entre 1878 et 1914, et qui prétendait faire de la photographie « inspirée de l'Antique » — les Grecs, dont toute la culture bourgeoise de l'époque chantait les louanges culturels, ne représentaient-ils pas les hommes nus avec une préférence pour les éphèbes ? Du reste, certaines de ces photos, qui ne sont jamais pornographiques, furent publiées dans des revues tout à fait ordinaires… Un cousin de von Gloeden, Wilhelm von Plüschow, vécut à Rome et à Naples entre 1870 et 1907, date à laquelle des procès pour affaires de mœurs le forcèrent à rentrer en Allemagne : il a laissé des photograhies du même genre.

Il s'agissait de fantasmes « virils » (le partenaire actif ne devait pas être efféminé ! Même pour le partenaire passif, il était censé s'agir d'une école de virilité au contact d'un homme) enveloppées dans des valeurs élitistes et aristocratiques (tout cela n'était pas accessible au *vulgum pecus* bourgeois engoncé dans ses préjugés — par ailleurs, l'une des cités grecques où ces phénomènes étaient les plus nettement attestés était Sparte,

la peinture orientaliste étalait à l'occasion des fantasmes qu'il eût été inconvenant de représenter dans un décor européen[193].

En revanche, les voyageurs ne remettaient pratiquement jamais en cause, au contact réel de l'Orient, l'autorité du discours des orientalistes savants. Flaubert, pourtant ennemi mortel de tous les préjugés, rejoignait les orientalistes pour juger que l'Orient contemporain était décrépit et que c'était à l'Occident de le régénérer ; Lamartine appelait carrément à sa colonisation.

Même parmi ceux des Européens qui ne voyageaient pas, l'Orient était en vogue, surtout entre 1820 et 1880. Il était alors à la mode de s'habiller à l'orientale — une façon de réagir contre « les teintes neutres de nos vêtements lugubres » (Théophile Gautier). Le mobilier répercutait cette influence de l'Orient. On collectionnait les armes, les étoffes orientales, on recevait dans un salon mauresque ; les hommes se mirent à croiser les jambes, usage oriental à l'origine ; on tâtait du narguilé, du haschich, on vantait un art de vivre fondé sur « la sensualité et la paresse orientale », en réaction, là aussi, contre les valeurs « victoriennes » dominantes (travail, épargne, raison, sagesse, famille). On dévorait les récits de voyage en Orient, qui devinrent un genre littéraire à part entière : ils théâtralisaient l'Orient en le découpant en une série de scènes inamovibles et de sites obligés, et avaient une importante dimension initiatique. On peut noter aussi que dès 1852, Maxime du Camp, le compagnon de voyage de Flaubert en Orient, publia un album de photographies sur l'Égypte (la photographie était une technique neuve : elle ne datait que de 1826).

Ainsi la conquête de l'Algérie, première colonie d'une puissance occidentale au sud de la Méditerranée, marqua profondément la vie culturelle française. Dès la monarchie de Juillet, les peintres orientalistes couraient les scènes pittoresques, d'autant plus que le pays (au moins les environs d'Alger) avait cessé d'être dangereux, et popularisaient une Algérie de rêve : notamment Delacroix, déjà l'auteur d'un *Mamelouk à cheval* dans les années 1820, qui se précipita en Algérie dès 1832 et dont le tableau *Femmes d'Alger dans leur appartement* date de 1834[194] ; Eugène Fromentin, qui s'y rendit en 1846 et 1852[195] ; Horace Vernet (auteur de *La prise de la smala d'Abd-el-Kader* en 1845) ; Théodore Chassériau. Dans le domaine littéraire, l'Algérie inspira Balzac (*Une passion dans le désert*, l'un des textes les plus troubles érotiquement de la *Comédie humaine)*, mais aussi tout une production de journaux de voyage, récits militaires, romans populaires à la psychologie sommaire[196]. Malgré cette fascination, tout le

---

l'aristocrate et la guerrière), qui, au XX^e^ siècle, dérivèrent souvent en extrémismes de droite — on sait par exemple à quel point la S.A. nazie était réceptive à ce type de pratiques. Mais ceci ne concerne plus la Méditerranée.

193 Cf. par exemple Delacroix : *La mort de Sardanapale* (1827) ; les *Femmes d'Alger* (1834). Dans le genre pédophile, le tableau *Le charmeur de serpents* de Jean-Léon Gérôme, plus tardif, est probablement un archétype : il est censé dénoncer les vieux Orientaux libidineux, mais une paire de fesses enfantines au premier plan ne laisse aucun doute quant au public réellement visé.

194 Il s'agit très probablement de femmes juives : il était hors de question de pénétrer dans un harem.

195 Excellent écrivain autant que peintre, Fromentin a également laissé un journal de voyage en Algérie, *Un été dans le Sahara* (1857).

196 Un personnage récurrent du théâtre populaire de la monarchie de Juillet était le soldat Chauvin, « soldat laboureur » et paysan défenseur de la Patrie, qui a laissé un adjectif à la langue française. Il ne correspondait à aucune figure historique réelle (le nom et surtout le prénom — Nicolas — étaient d'un « paysan-type »). Il était censé avoir été un soldat de Napoléon ou de la conquête de l'Algérie, jeune troupier issu de la campagne et à qui il arrivait toutes sortes d'aventures comiques ou glorieuses, gros benêt qui regrettait son village mais faisait preuve d'un amour irraisonné, instinctif de la patrie et de la chose militaire, lequel s'exprimait dans des formules à l'emporte-pièce (« J'suis français, j'suis Chauvin, j'tape sur'l'bédouin! » ; « J'ai eu mon sort prospère / J'suis borgne mais j'suis sergent / Un œil c'est assez suffisant… ») et du courage des simples (sans parler d'une virilité bien gauloise). Le message était que l'homme de la terre était le défenseur idéal de cette même terre de France. Devenu vieux dans d'autres pièces et chansons, de retour aux champs (tel Cincinnatus), Chauvin campait le per-

monde, même et surtout à gauche, n'envisageait à terme que l'assimilation culturelle des « indigènes » au « mode de vie civilisé », la disparition des us, coutumes et cultures « barbares » : on rêvait d'une fusion des deux "races" au terme d'un processus de conversion, de francisation et de métissage, et l'exotisme algérien était perçu comme un ensemble de survivances du passé, les ruines d'un monde en train de mourir sous les assauts du progrès, concept très positivement connoté au XIX^{e} siècle (sauf éventuellement chez certains romantiques proches du courant légitimiste, mais ceux-là, de toute façon, n'aimaient guère l'islam).

Sous le second Empire, l'Algérie (comme l'Orient en général) continua à faire rêver: Flaubert recevait ses amis habillé à l'algérienne, en gandoura et en chéchia ; Fromentin multipliait les œuvres d'inspiration orientale ; même le très classique Ingres, qui ne quitta jamais la France, sacrifia à la mode orientaliste avec *Le bain turc* (1862). En musique, il y a une danse d'exclaves nubiennes dans *Les troyens* de Berlioz (1858) ; l'opéra de Bizet *Les pêcheurs de perles* (1863) se passe en Inde, avec un très bel air (« Je crois entendre encore ») inspiré des harmonies de certaines musiques arabes. En littérature, à la fin de la période impériale un jeune écrivain d'avenir, Alphonse Daudet, se spécialisa dans les récits de chasse au lion et à la panthère ; de ses livres, le plus lu a longtemps été *Tartarin de Tarascon* (1872), dont une bonne partie a l'Algérie pour théâtre. Parmi les écrivains orientalistes d'occasion, il faut citer aussi Maupassant et Mérimée, et, un peu en marge, Flaubert (*Salammbô*, roman antique mais plein de descriptions qui doivent beaucoup à l'orientalisme, date de 1862); parmi les peintres de cette génération, Horace Vernet toujours, et Guillaumet. Mais l'Algérie était aussi le thème de nombreux prêches et le sujet de toute une imagerie religieuse, centrée sur la figure des missionnaires. On s'horrifiait des orphelins qui mouraient sans baptême, on exaltait l'œuvre de Mgr Lavigerie (voyez plus bas)[197].

Cependant la mode orientaliste se mit à décliner progressivement après 1850, victime à la fois sans doute de sa vulgarisation (voire de sa vulgarité : il y eut notamment une décadence progressive de la peinture orientaliste, de plus en plus académique[198]), de l'exotisme

---

sonnage du vieux grognard qui regrettait le temps de l'armée et instruisait la jeunesse des hauts faits de ses glorieux ancêtres, propagandiste (au début du Second Empire notamment) d'un bonapartisme vulgaire et du colonialisme, héraut de « ce goût profondément français d'une démocratie égalitaire, mais césarienne, légitimée par l'héroïsme et la gloire incarnés dans un chef charismatique » (G. de Puymègues) qui s'exprimait pleinement, paraît-il, à la caserne.

197 J'ai également trouvé quelques indications comparables sur l'Égypte. Après Vivant Denon, on y vit défiler, entre autres, en 1818, un certain Forbin, qui laissa à la fois un récit de voyage et des tabeaux et dessins, dont un portrait de Méhémet Ali ; puis, en 1839, Horace Vernet, auteur en 1821 d'un *Massacre des mamelouks par Méhémet Ali*. Son voyage lui inspira d'autres toiles. Dans les années 1830, l'Égypte inspira à Alexandre Dumas un roman, *Quinze jours au Sinaï*, sans qu'il y fût jamais allé. En 1834, le maréchal de Marmont, un ancien membre de l'expédition de 1798, fit une espèce de visite officieuse ; de même, en 1845, l'un des fils de Louis-Philippe y fit du tourisme sous couvert de visite officielle. Nerval passa en Égypte en 1843, Flaubert en 1849, Théophile Gautier en 1862.

198 N.B. La peinture orientaliste n'avait jamais été une peinture de dénonciation, une peinture sociale ; en revanche, ses liens étaient évidents avecla peinture d'histoire, un autre genre majeur de l'époque (de même, en littérature, *Salammbô* est à la fois un roman historique et une œuvre orientaliste). Elle s'institutionnalisa peu à peu, avec un véritable chasse aux modèles et à la scène de genre (des acteurs étaient rémunérés pour poser, mimaient de fausses scènces de rue ou de harem, etc.), des ateliers qui fonctionnaient de manière plus ou moins permanente à Alger, Istanbul ou Alexandrie. Leurs clients pouvaient être des notables locaux (chrétiens ou juifs), des touristes britanniques (notamment en Égypte), mais l'essentiel de leur production était acheté en Europe par la bourgeoisie européenne. En 1893, très tardivement donc, à une époque où la mode orientaliste était en train de passer, il apparut une Société des Peintres Orientalistes ; puis, en 1909, une Villa d'Alger qui accueillait des pensionnaires sur le modèle de la Villa Médicis à Rome — mais Alger n'avait plus rien d'oriental.

Certains peintres orientalistes ne quittèrent guère la France (surtout après 1870, lorsqu'il devint possible de s'inspirer de photos — certains comme Chassériau accumulaient par ailleurs tout un fatras d'objet orientaux dans leurs ateliers, on les retrouve sur leurs toiles) ou se contentaient d'un « grand tour » mené à vive allure (et au cours duquel ils se limitaient évidemment à des dessins et des aquarelles). Dans l'ensemble, la réalité orien-

décroissant d'une zone de mieux en mieux connue, en partie contrôlée par les Européens : Alger notamment, nous le verrons, ressemblait de plus en plus à une ville française. C'est la déception qui devint le *topos* du voyage en Orient, comme dans la fameuse scène où Tartarin découvre Alger : « d'avance il s'était figuré une ville orientale, féérique, mythologique, quelque chose tenant le milieu entre Constantinople et Zanzibar (…). Il tombait en plein Tarascon »[199]. Tout aussi peu que cette occidentalisation destructive d'exotisme, les Occidentaux détestaient le raidissement d'une bonne partie des Orientaux, leur refus de se mettre à l'école de l'Occident… Il restait cependant des sanctuaires inviolés qui pouvaient encore faire rêver : le Maroc, l'Arabie, le Sahara (où Pierre Benoît, en 1919, plaçait carrément *L'Atlantide* et sa reine Antinéa[200]). Et puis cette époque, à partir en gros du second Empire, marqua aussi le début de l'ère du tourisme en Orient méditerranéen, avec par exemple la parution en 1861 du premier guide « Orient » dans la collection des guides Joanne (les ancêtres des Guides Bleus), et, en 1868, la première caravane touristique « lancée » sur Assouan par l'agence de voyages britannique Cook. Vers la même époque, certains photos montrent de véritables foules de touristes montant à l'assaut des pyramides…[201]

---

tale les intéressait fort peu (bon, un peintre n'a pas à être un ethnologue…), mais il y a au moins une exception, celle, tardive dans la période, d'Etienne Dinet (1861-1929), qui se fixa en Algérie, se convertit à l'islam l'année de sa mort, et est toujours enterré à Bou-Saâda.

199 La déception, la trahison du rêve étaient, plus généralement, un *topos* romanttique, souvent traité sur le mode de l'auto-ironie. Ainsi l'exprimait Nerval en 1843, dans une lettre à Théophile Gautier : « Moi, j'ai déjà perdu, royaume à royaume et province à province, la plus belle moitié de l'univers, et bientôt je ne vais plus avoir où réfugier mes rêves ; mais c'est l'Égypte que je regrette le plus d'avoir chassé de mon imagination pour la loger tristement dans mes souvenirs ! » Paraphrasant un autre passage de la même correspondance, Saïd résume ce type de propos par la formule suivante : « Pour quelqu'un qui n'a jamais vu l'Orient, un lotus est toujours un lotus, pour moi, c'est seulement une espèce d'oignon ».

200 Tentative subliminalement raciste, par ailleurs, d'insinuer que le Touareg, fier nomade du désert, est un descendant des Grecs, non un cousin de l'Arabe méprisé.

201 Même si cette sous-partie était essentiellement consacrée à la perception par l'Occident de l'Orient musulman, il ne faut pas oublier que dans une certaine mesure l'Orient, la Méditerranée « exotique », fascinante et méprisée, commençait au nord. La nouvelle *Carmen* de Prosper Mérimée (1847), mise en musique par Bizet en 1875, évoque une Espagne à peine moins exotique (et moins torride sexuellement) que l'Orient de Flaubert. Cette mythologie gitane dont Mérimée est l'un des inventeurs a sensiblement « orientalisé » la perception de l'Espagne en l'identifiant largement à une minorité ethnique d'origine orientale, et dont la musique (le *flamenco*) est effectivement très marquée d'influences orientales. Pour des générations de touristes, l'Espagnol par excellence était le Gitan, une espèce d'Arabe ! Ce qui allait bien avec l'Alhambra de Grenade et la mosquée de Cordoue, visites obligées entre deux plages… (Je rappelle à tout hasard que les Gitans viennent d'Inde — par l'Égypte, d'où leur nom —, ne sont pas des Sémites mais des Indo-Européens et sont arrivés dans la péninsule ibérique après la fin de l'islam espagnol).

Je ne suis pas capable de vous faire une présentation crédible de l'image de l'Italie dans la littérature du XIX^{e} siècle, qu'en France Chateaubriand (secrétaire à la légation française en 1803, ambassadeur à Rome en 1828-1829, auteur d'un, *Voyage en Italie*) et bien sûr Stendhal contribuèrent à bâtir ; mais je voudrais glisser deux mots à propos de la construction de l'image de la Corse.

Elle doit beaucoup également aux romans et nouvelles de Mérimée : c'est lui qui fit entrer le « banditisme » corse dans l'imaginaire national au moment même où il entrait en déclin, avec sa nouvelle *Mateo Falcone* (1829) ; il a aussi consacré à ce thème la nouvelle *Les bandits* (1852). Quant à la vendetta, il faut bien sûr penser à *Colomba* (1840), et à la nouvelle *Frères corses* (1842). Alors que ces textes expriment plutôt de la sympathie pour la fierté et le sens de l'honneur corses (selon des codes littéraires romantiques en vigueur depuis *Les brigands* de Schiller (1781)), ils furent très vite interprétés dans un sens très négatif. Il faut dire que les niveaux de violence de la société corse étaient effectivement très élevés : de 1818 à 1852, il y eut en moyenne 130 homicides par an ! Rapporté à la polulation c'était 17 fois plus qu'à Paris… Toujours est-il que la perception de la Corse par les *pinzuti* se réduisit rapidement à deux mots : violence et corruption politique, plus les moqueries adressées au bonapartisme local. En 1890, lors d'un voyage sur l'île du président de la République, le *Petit journal* titra carrément : « Le président chez les sauvages » ; cela n'empêchait pas les touristes, à la même époque, de se rendre en pélerinage dans les montagnes pour y rencontrer les célèbres frères Bellacoscia, bandits d'honneur.

F) Premières réactions des pouvoirs musulmans : l'Égypte de Méhémet Ali.

Après Küçük-Kaynarca et l'expédition d'Égypte, certaines régions de l'Empire Ottoman tentèrent de réagir. Je traiterai les réactions de la Porte proprement dite avec les *tanzîmât* (les grandes réformes à partir de 1839) dont elles constituent en quelque sorte le prologue. Pour l'instant c'est l'Égypte qui va m'occuper, parce que ce fut la premère région de la Méditerranée musulmane où un effort raisonné de modernisation eut lieu.

Il faut dire qu'elle avait été aux premières loges pour juger de la préoccupante supériorité technique des Européens, qui s'étaient affrontés sur son sol ; par ailleurs, elle connut plusieurs années d'anarchie après leur départ[202]. C'est le pacha Kavalali Méhémet[203] Ali (1769-1849) qui tenta d'en lancer la modernisation. C'était un musulman des Balkans : sa langue maternelle était sans doute l'albanais, il apprit l'arabe lorsqu'il s'installa en Égypte et apprit également à lire, mais ne sut jamais écrire. Originaire d'une famille de commerçants du port de Kavalla au nord de l'Egée, il avait, depuis sa jeunesse, des liens avec un commerçant marseillais. Arrivé en Égypte en 1801 à la tête d'un détachement envoyé pour combattre Bonaparte, il s'imposa à la faveur du désordre et la Porte le reconnut pacha d'Égypte en 1805[204] ; il n'exerça pleinement son autorité sur l'ensemble de la région qu'en 1811. Dès cette époque, il joua l'équilibre entre les Français contre les Britanniques, mais avec une préférece pour les premiers ; ainsi, de 1804 à 1815, il fut proche du consul de France, Drovetti[205], qui, démissionnaire à la Restauration, demeura en Égypte en tant qu'archéologue, mais il ne cessa jamais de vendre du blé à Londres, en échange d'armes.

Il s'appuyait sur une partie de l'élite ottomane locale, mais en 1811 il dissolut (et massacra) l'ancienne milice des mamelouks[206]. On trouvait aussi parmi son personnel des Balkaniques (notamment son armée, une quizaine de milliers d'hommes en 1810, fort indisciplinés jusque vers 1820), des A/arméniens (notamment dans la diplomatie[207]) et des coptes (notamment aux finances). À partir de 1815, il tenta de transformer son armée en une armée moderne et notamment (1823) d'y adjoindre des conscrits recrutés sur place (une nouveauté absolue depuis les débuts de l'islam dans la zone !), mais aussi des Noirs du Soudan. Il recruta des officiers européens (convertis à l'islam : un infidèle ne peut pas commander à des musulmans !), comme le colonel Octave Sèves, devenu Soliman Pacha, chef d'état-major de l'armée égyptienne à partir de 1816, qui joua un rôle actif dans les expéditions de Grèce et de Syrie (voyez plus bas), et des conseillers européens aussi (pas nécessairement convertis, eux) : on peut citer, à partir de 1824, la mission militaire des généraux Boyer et de Livran (ce dernier avait été négociant en Égypte), qui réorganisa l'artillerie et la cavalerie. À partir de 1818, Méhémet Ali dota l'Égypte d'une flotte moderne, et, pour l'abriter, fit effectuer d'im-

---

202 Les Britanniques ne l'évacuèrent qu'en 1803, avant de redébarquer brièvement en 1807, la France s'étant rapprochée de l'Empire Ottoman aux prises avec la Russie sur la Mer Noire : Mehemet Ali les avait battus à Rosette, ce qui contribua à son prestige.

203 Ou Muhammad, ou Mehmed, ou Mohammed, ou Mahomet.

204 De leur côté, les Occidentaux lui « décernèrent », ainsi qu'à ses descendants, le titre de « vice-roi », usage pour le moins bizarre et que j'éviterai de reproduire vu que l'Empire n'était pas dirigé par un roi !

205 Successeur à ce poste de Mathieu de Lesseps, le père de Ferdinand.

206 Selon une vieille tradition locale, il invita leurs chefs à une fête avant de les faire fusiller par des soldats embusqués dans les rues du Caire. Il envoya une soixantaine de têtes coupées à la Porte, qui le félicita.

207 Notamment Boghos Bey, son interprète, devenu plus tard une espèce de minstre des relations extérieures, puis le ministre en titre. Ce n'est qu'en 1837 que Méhémet Ali créa des minsitères, au nombre de 7 ; il existait par ailleurs, depuis les années 1820, un certain nombre de « conseils » consultatifs. La langue de travail était l'osmanlı, mais les documents officiels étaient traduits en arabe.

portants travaux à Alexandrie à partir de la fin des années 1820 sous la direction du Français Lefébure de Cérisy : ce fut le début de la renaissance de la ville.

Il modernisa la fiscalité. En 1808, il réaffirma la propriété éminente de l'État sur la terre, y compris les biens *waqf* ; il confisqua les terres que des propriétaires s'étaient arrogées, tenta d'en rationaliser l'exploitation et de lancer une agriculture industrielle (coton[208], olivier, ver à soie, palmiers, lin, chanvre, indigo). L'agriculture était censée être un monopole officiel, les produits étant achetés par l'administration aux paysans et les exportations étaient elles aussi prises en charge par l'administration. Méhémet Ali tenta également d'imposer des monopoles étatiques dans le domaine de l'industrie, où tout restait à faire : il apparut des filatures de soie, de coton, de lin et de chanvre, des sucreries, des distilleries de rhum, ainsi que des manufactures d'armes, mais dans l'ensemble ce furent des échecs, pour des raisons classiques en cas d'économie administrée par l'État : machines inadaptées (importées d'Europe par des gens qui n'y connaissaient rien), gaspillages, corruption. Il n'y avait pas de culture d'entreprise, Méhémet Ali ne sut pas en développer une ; et les fellahs[209] n'étaient pas prêts à travailler à la manière des ouvriers européens[210]. De toute façon, nous le verrons, en 1838 Londres imposa la fin des monopoles, et Méhémet Ali dut tolérer la réapparition d'une propriété privée ; mais l'échec de la modernisation de l'Égypte, sensible à la fin du règne, n'est pas due qu'à des agressions impérialistes.

Méhémet Ali fit appel à des techniciens européens, tout particulièrement des Français : on estime que vers 1833, il y avait dix fois plus de Français que de Britanniques dans l'entourage du pacha. Un certain Louis Jumel tenta d'acclimater en Égypte un coton à longues fibres destiné à l'exportation en Europe (le but était de faire affluer les capitaux, et aussi de lancer une industrie textile locale) ; pour ce faire, il se fit allouer des terres confisquées, construisit des barrages. Dans le domaine des travaux publics, entre 1816 et 1819 l'ingénieur Costes dirigea les travaux du canal de Mahmoudieh, entre Alexandrie et le delta, lequel malheureusement s'ensabla en une vingtaine d'années. On peut également citer le nom de Linant de Bellefond, devenu Linant Bey en 1845 : arrivé en Égypte en 1818 pour établir une carte hydrographique du delta du Nil, il dirigea toute une série de travaux publics et termina sa carrière dans l'équipe de Lesseps. Dans le domaine de la médecine, le médecin personnel du pacha, le Dr Clot, lui aussi élevé au rang de bey, tenta de moderniser les hôpitaux et notamment de lutter contre la peste.

En 1833, Méhémet Ali reçut une importante délégation de saint-simoniens. La pensée de Saint-Simon peut être considérée comme l'une des ancêtres de la pensée socialiste, mais après sa mort (en 1825) elle tourna quelque peu à la secte, et surtout se répandit parmi les plus audacieux des capitalistes français (voyez le détail dans mon cours sur le France). Il se dessina progressivement, chez les saint-simoniens, un véritable tropisme oriental, notamment sous l'influence de leur « pape » à partir de 1832, Prosper Enfantin. Il s'agit probablement d'un effet de la mode orentaliste que j'ai décrite plus haut : l'Orient était censé être le lieu de toutes les révolutions à venir, le levier qui permettrait à l'Europe de sortir de ses vieilles ornières, et qui notamment présiderait à sa renaissance religieuse, car, selon Enfantin, tout en restant religieux l'Orient avait su maintenir vivantes « les traditions de la chair ». « J'entends, du fond de ma prison[211], l'Orient qui s'éveille et qui ne chante point encore, qui crie », écrivait Enfantin début 1833. Dès 1831, il appelait à « l'harmonie sans cesse progressive de la chair et

---

208 Au début des années 1830, la moitié des exportations égyptiennes étaient constituéee de coton.

209 Ce mot veut simplement dire « paysan », mais jusqu'au début du XIX^{e} siècle c'était un terme de mépris appliqué par les mamelouks à l'ensemble de la population égyptienne de souche.

210 Qu'on avait d'ailleurs du mal à discipliner, eux aussi ! La bataille pour le respect des horaires, contre la « saint Lundi » et le « coulage », dura près d'un siècle.

211 Enfantin a fait un peu de prison en 1832-1833 à la suite de l'affaire de la communauté saint-simonienne de Ménilmontant, qui s'était terminé en scandale public

de l'esprit, de l'industrie et de la science, de l'Orient et de l'Occident, de la femme et de l'homme » — l'association de l'Orient à la femme est typique de l'époque[212].

Enfantin fit le voyage à la tête de la délégation, avec déjà en ligne de mire un canal dans l'isthme de Suez — une idée qu'avait développée un autre saint-simonien, l'ingénieur Michel Chevalier, dans une série d'articles intitulés *Le système de la Méditerranée* (1832) où il imaginait cette mer devenue le centre de raccordement d'un vaste système de chemins de fer, canaux, lignes de bateaux à vapeur, etc… le tout doublé d'un réseau bancaire. Mais sur l'insistance du pacha, Enfantin s'occupa avant tout d'un barrage sur le Nil, qu'on commença à creuser au sommet du delta l'année suivante — hélas, une épidémie de peste stoppa les travaux au bout d'un an, et par ailleurs ce qui fut achevé en 1847 n'était qu'un tout petit ouvrage bien incapable de résoudre le problème de fond de l'Égypte. Il allait falloir un siècle, et l'aide soviétique, pour que le barrage d'Assouan, très en amont, devînt possible[213]. Après l'échec de son barrage, Enfantin alla visiter la Haute Égypte (l'actuel Soudan), puis rentra en France en 1836, fort déçu ; mais certains saint-simoniens se fixèrent en Égypte, notamment le chef des travaux du barrage, Charles Lambert, qui devint notamment conseiller scientifique de Méhémet Ali et directeur de l'École Polytechnique du Caire. Le vice-consul de France au Caire (jusqu'en 1833) puis consul à Alexandrie (1833-1838) était alors un certain Ferdinand de Lesseps, qu'Enfantin convertit au saint-simonisme. Par la suite, on retrouva une bonne partie de ces personnages dans l'entourage de Napoléon III, lequel, nous le verrons, s'intéressa tout autant que son oncle à l'Égypte : notamment Ismaÿl Urbain sur lequel je reviendrai longuement, et qui se convertit à l'islam en Égypte en 1835.

Mehemet Ali envoya également de jeunes gens bien nés se former en France et dans les pays italiens[214] : l'un d'entre eux, Rifâ'at at-Tahtâwî (1801-1873), a vécu à Paris de 1826 à 1831 et laissé une relation de voyage, *L'or de Paris*, qui parut en arabe (en 1834 — c'est l'un des premiers textes à avoir été rédigé dans un arabe modernisé, ce qui fait de son auteur l'un des premiers représentants de la renaissance culturelle arabe du XIX^{e} siècle), puis en osmanlı (en 1839) à l'initiative du pacha. Il contribua à organiser la section égyptienne du Louvre : de retour chez lui, il publia un vaste projet de réforme scolaire, créa une école de langues, un office de traduction et deux journaux. Plus tard, un de ses disciples, Ali Mubarat, devenu ministre de l'Instruction Publique, réorganisa l'enseigement égyptien sur le modèle français, créa une Ecole Normale Supérieure et une Bibliothèque Nationale. Par ailleurs, c'est en 1844 que les sœurs de Saint Vincent de Paul, congrégation enseignante française, s'installèrent en Égypte, bientôt suivies des frères des Ecoles Chrétiennes et des jésuites.

Sur le plan culturel, Méhémet Ali fonda une imprimerie sur la suggestion d'un prêtre grec catholique qui, présent au Caire en 1798, avait été le seul membre non français de l'Institut d'Égypte de Bonaparte, et qui fut par ailleurs l'auteur du premier livre imprimé par ces

---

212 La première tentative des saint-simoniens pour s'intéresser à l'Orient n'eut pas pour cadre l'Égypte mais Istanbul, en 1831, sous l'égide d'Emile Barrault. Un certain nombre de maladresses (un béret soulevé au passage du sultan se rendant à la prière du vendredi, des saluts adressés à des femmes) aboutit à l'expulsion des voyageurs, qui se consolèrent par une tournées des îles grecques et un rapide passage à Alexandrie puis au Liban ; puis ils rejoignirent le groupe d'Enfantin.

213 L'idée n'était pas stupide sur le fond, même si depuis que le barrage d'Assouan est construit on s'aperçoit qu'il a pas mal d'inconvénients, écologiques entre autres. L'économie traditionnelle des campagnes égyptiennes, fondée sur l'exploitation des limons déposés chaque année par la crue du Nil, progressivement contrôlée par une série de bassins et de canaux, puis par des systèmes d'irrigation pérenne à partir de la fin du XVIII^{e} siècle, était complètement dépassée vue l'explosion démographique : on manquait de plus en plus cruellement d'eau pour l'intensification des cultures.

214 Il y avait presque autant d'Italiens que de Français dans l'entourage de Méhémet Ali, et le seul voyage de celui-ci dans l'Europe chrétienne eut lieu en Italie, à Naples, début 1848, juste avant sa mort. Le caractère français, voire franchouillard à l'occasion, de mes sources m'interdit de creuser davantage cet aspect de la question.

presses (vers 1820), un dictionnaire italo-arabe, ainsi que d'une traduction du *Prince* de Machiavel. L'imprimerie publia environ 200 ouvrages en vingt ans, moitié en osmanlı, moitié en arabe. En 1829, le vice-roi lança un journal officiel, *Les événements d'Égypte*, en osmanlı. Malgré son peu d'intérêt pour l'archéologie, il protégea plutôt les archéologues, les laissant emporter en Europe des pièces majeures que l'Égypte réclame aujourd'hui à cor et à cri.

Peu intéressé sur le fond par les idées européennes (et pas du tout par leur versant politique : il ne fit jamais la moindre tentative pour consulter les Égyptiens), Méhémet Ali fut cependant l'un des premiers dirigeants musulmans à comprendre qu'il lui fallait formuler sa politique dans des termes compréhensibles pour le public européen afin d'influencer les opinions publiques et les décideurs européens. Reprenant un terme clef du vocabulaire des Européens, et notamment de l'expédition d'Égypte, il assurait avoir entrepris de « civiliser » l'Égypte, dont il faisait (à l'européenne) une « patrie », et allait jusqu'à expliquer (surtout aux Français) qu'il continuait l'œuvre de Napoléon Bonaparte. Cette habile propagande eut des effets : en 1829-1830, la France de la Restauration envisagea un moment de lui confier l'expédition punitive d'Alger… Mais elle ne semble avoir touché personne sur place : du reste, ce n'était pas l'intention.

Tout cela éloignait Le Caire d'Istanbul, ce qui ne plaisait guère à la Porte, d'autant que les ambitions de Méhémet Ali dépassaient nettement la vallée du Nil : en fait, il n'est devenu « le père de l'Égypte moderne » que par défaut, à la suite de l'échec de ses autres projets, et c'est un anachronisme complet d'en faire un nationaliste égyptien (même d'adoption, à la Staline ou à la Bonaparte).

Entre 1811 et sa mort en 1816, l'un de ses fils, Toussoun Pacha, reprit, officiellement pour le compte de la Porte, le contrôle des Lieux Saints, tombés en 1806 aux mains de la tribu bédouine des Séoud, alliée des fondamentalistes[215] wahhabites[216]. Méhémet Ali supervisa en

---

215 Olivier Roy définit le fondamentalisme comme « la volonté de revenir aux seuls textes fondateurs de la religion, en contournant tous les apports de l'Histoire, de la philosophie et de la tradition des hommes ». C'est une attitude différence de l'islamisme, qui est politisation de l'islam (voyez, beaucoup plus bas, une longue note sur l'islamisme, également fondée sur les définitions de Roy).

216 Le wahhabisme est à l'origine la doctrine de Mohammed Ibn 'Abd al-Wahhâb (1703-1787). Il s'agit d'une entreprise de purification de l'islam par retour aux origines, ou plus exactement à un message fondamental contenu dans le Coran et perçu comme intemporel, puisque divin. Il s'agissait en particulier de réaffirmer l'unicité de Dieu et de lutter contre tous les éléments issus de coutumes locales plus ou moins préislamiques qui avaient persisté malgré l'islamisation, et que al-Wahhab tenait pour des survivances/résurgences païennes : avant tout le culte des « marabouts », c'est-à-dire des saints hommes musulmans, et de leurs tombes, culte très répandu partout dans le monde musulman, mais aussi le jeu, la musique, la reproduction de la figure humaine par l'art, et les pratiques parfois très hétérodoxes des confréries soufies (l'équivalent, en très gros, de nos mystiques).

Fort peu appréciés des Ottomans (au pélerinage, à certaines époques les wahhabites payaient la même texte humiliante que les chiites, alors que ce sont des sunnites), le wahhabisme, nous le verrons, a pris le pouvoir dans le centre de l'Arabie au XX^{e} siècle, à la faveur de l'anarchie du début des années 1920, par l'intermédiaire de la famille Sa'ûd (ou Saoud, ou Séoud), à l'origine les émirs du Nedjd, qui était leur alliée depuis le XVIII^{e} siècle. Une fois au pouvoir, le wahhabisme est allé très loin dans ce rejet absolu de l'historicité de l'islam : non seulement les confréries soufies et les tombeaux de marabouts ont entièrement disparu, mais La Mecque a été entièrement reconstruite (y compris la grande mosquée, de toute façon bien trop petite pour accueillir les pélerinages contemporains), et la maison de Khâdija (la première femme de Mahomet, sa seule épouse dans sa période mecquoise), c'est-à-dire le lieu de mémoire le plus important lié à la vie du Prophète, a été rasée pour céder la place… à des toilettes publiques. En revanche, contrairement aux islamistes proprement dits du XX^{e} siècle, les wahhabites n'ont pas remis en cause les structures politiques de leur temps, bédouines et/ou monarchiques, notamment la monarchie saoudienne, laquelle, il faut dire, les gâte.

Dès la fin du XVIII^{e} siècle, les Saoud et les wahhabites dominaient l'Arabie centrale désrtique et contrôlaient plus ou moins les émirats misérables de ce qu'on appelait alors la Côte des Pirates ou la Côte des Perles, au nord de l'Arabie. En 1801, ils prirent et pillèrent la ville sainte chiite de Kerbala en Mésopotamie (ils détestaient particulièrement le chiisme avec son culte des imams) ; ils s'emparèrent de La Mecque en 1803, puis une nouvelle fois en 1806, et en 1808 ils massacrèrent des pèlerins en route pour La Mecque dont l'islam ne leur

personne certaines phases de la campagne. en 1813-1815. Achevée en 1818 par un autre de ses fils, Ibrahim, secondé par l'officier français de Vayssière[217], la reconquête du Hijaz (la région des Lieux Saints) lui valut un grand prestige dans le monde musulman ; en échange de son aide, le sultan lui reconnut la possession de l'Égypte à titre héréditaire, et bien sûr l'administration du Hijaz. Suivit une autre campagne dans la Haute Égypte en 1820-1823 : un autre succès, qui se traduisit notamment par la fondation de Khartoum en 1823 au confluent du Nil blanc et du Nil bleu[218]. En revanche, une série de campagnes au Yémen (1823-1840) ne déboucha sur aucune prise de contrôle durable : en 1840, les Britanniques, qui venaient de prendre le contrôle d'Aden, le forcèrent à évacuer la langue de côte qu'il occupait entre le Hijaz et la Porte des Larmes[219].

En 1823, toujours officiellement à la demande de la Porte, il envoya Ibrahim (assisté de Soliman Pacha) réduire les indépendantistes de Grèce, mais cette campagne, victorieuse durant les deux premières années, se solda par un échec : la flotte égyptienne toute neuve, un peu trop neuve sans doute, se fit écraser par les Européens à Navarin. Mais l'île de Candie, dont le sultan avait cédé le pachalik à Méhémet Ali en échange de son intervention (ainsi que celui de la Morée), ne fut pas incluse dans les frontières de la Grèce indépendante et demeura sous le contrôle de l'Égypte de 1823 à 1840 : rarissime exemple, et pas seulement dans la période à votre programme, d'une prise de contrôle d'une région située au nord de la Méditerranée par une puissance située au sud.

En 1831, éclata le conflit latent depuis longtemps entre Istanbul et Le Caire à la suite des ambitions du pacha d'Égypte. Profitant d'une révolte qui avait éclaté à Damas contre les réformes fiscales du sultan, l'armée de Méhémet Ali, dirigée par son fils Ibrahim (toujours assisté de Soliman Pacha), envahit la Syrie, écrasa les forces ottomanes et poussa jusqu'à Konya en Anatolie ; à cette date, il rêvait clairement de prendre la place du sultan [qu'il accusait de n'avoir pas droit au califat puisqu'il n'était pas *chérif* (descendant du Prophète par les hommes) ni même de la tribu de Quraysh], ou en tout cas de le réduire à un rôle de pure représentation, un peu comme les Turcs l'avaient fait du calife de Bagdad au Moyen Âge. Sa propagande à l'intention des populations syriennes était plutôt conservatrice et axée sur les valeurs islamiques : il critiquait la *bid'a* (innovation, mais avec une connotation très négative de rupture avec la tradition) que représentaient les réformes du sultan — ce qui ne l'empêcha pas d'émanciper les chrétiens de Syrie, d'ouvrir aux Européens les villes de l'intérieur (dont Damas et Jérusalem), qui n'étaient pas des échelles, et de tenter à son tour de moderniser la fiscalité. Dans l'ensemble, il ne parvint pas à s'attacher les élites syriennes musulmanes, inquiètes de ses réformes occidentalisantes ; il y eut de nombreuses révoltes.

De leur côté les Européens interprétèrent la crise comme un conflit nationaliste opposant les Arabes aux Turcs, d'autant que Méhémet Ali fit un certain nombre de déclarations destinées à les conforter dans ces idées : il s'y posait en « protecteur des Arabes ». Pourtant il ne se risqua jamais à proclamer l'indépendance de ses domaines (encore qu'il semble y avoir pensé vers 1834) : pour la très grande majorité des musulmans du Moyen-Orient, la

---

plaisait pas — bref, ces extrémistes avaient rompu le consensus, et il fallait impérativement les chasser des Lieux Saints. Au XX^{e} siècle, ayant compris la leçon, ils se sont efforcés au contraire de respecter toutes les sensibilités musulmanes dans le cadre du pèlerinage, dont ils assument décormais l'organisation.

217 Futur explorateur du cours supérieur du Nil, jusqu'en Abyssinie (l'actuelle Éthiopie) où il fit fortune.

218 Imitant Bonaparte, Méhémet Ali adjoignit à son expédition des savants européens, notamment le Français Cailliaud qui découvrit le site archéologique de Méroé, et les Britanniques Waddington et Hanbury ; mais ils échouèrent à dénicher les sources du Nil Blanc (celles du Nil Bleu sont connues depuis le XVII^{e} siècle), et la prospection minière donna des résultats décevants.

219 « Le détroit de Bab el-Mandeb » sur les cartes, mais l'expression arabe est si belle ! On trouve parfois aussi la traduction « Porte des Lamentation ». L'expression semble liée aux dangers de la navigation dans la zone (courants, vents).

légitimité suprême était toujours celle du sultan-calife, même quand il s'égarait et qu'on ne lui obéissait plus — une situation fréquente dans le passé ! Certains en France rêvaient de la constitution d'un grand Empire arabe francophile (on lui aurait adjoint l'Algérie dont on ne savait trop que faire) ; mais le Royaume-Uni ne voulait pas d'un démembrement de l'Empire Ottoman (ni d'une France dominant la rive sud de la Méditerranée). La Russie, que la Porte avait appelée à l'aide, craignait que le démembrement se fît sans elle, et notamment qu'un obligé des Français s'installât sur les Détroits ; la Prusse, elle, craignait qu'à l'occasion d'un effondrement de l'Empire Ottoman l'Autriche se servît trop bien dans les Balkans. Bref, fin 1832 Londres imposa une trêve et l'évacuation de l'Anatolie par les troupes égyptiennes, qui venaient d'écraser une nouvelle fois les troupes du sultan à Konya et n'étaient qu'à six jours de marche du Bosphore. Mais Méhémet Ali conservait la Syrie et Adana, au sud-est de l'Anatolie : les années suivantes représentent son apogée. La Porte en revanche était gravement humiliée, et le Royaume-Uni, mécontent de son affaiblissement.

Le conflit reprit en 1839, à l'initiative d'Istanbul ; de nouveau, la Porte se trouva rapidement en difficulté, d'autant que cette fois la France soutenait ouvertement Méhémet Ali. On vit même la flotte ottomane déserter et se mettre sous les ordres du pacha d'Égypte… La menace qui pesait sur Istanbul était encore plus immédiate qu'en 1831. Sous l'influence du ministre des Affaires Étrangères Palmerston, le Royaume-Uni intervint, entre autres pour dissuader la Russie de « sauver » le sultan à sa place : la marine britannique bombarda Beyrouth et débarqua au Liban, bloqua Alexandrie. Cet épisode mit la France et le Royaume-Uni au bord de la guerre, en particulier à cause des postures nationalistes adoptées par Palmerston et le premier ministre français Thiers, soutenu par la gauche républicaine, laquelle, aveuglée par les souvenirs napoléoniens, prenait Méhémet Ali pour un démocrate. Finalement, la France dut céder (et Thiers fut renvoyé, en octobre 1840).

Au terme de l'accord imposé par les Britanniques début 1840, avant le dénouement de la crise, mais confirmé à l'issue de celle-ci, la Porte récupéra la Syrie et la Crète. Mais le sultan dut confirmer le pachalik d'Égypte à Méhémet Ali à titre héréditaire : en d'autres termes, l'Égypte était désormais indépendante de fait, même si l'intégrité de l'Empire était garantie. Toujours dirigée par des étrangers, elle devint cependant peu à peu, parmi la mince frange des populations arabes gagnée à une conception européenne des nationalités, quelque chose comme l'espoir des Arabes face aux Turcs ; du reste, les liens administratifs avec la partie turque de l'Empire Ottoman étant coupés en pratique, l'usage de l'osmanlı déclina peu à peu dans l'administration, quoique surtout pour l'instant au profit du français.

L'unité de l'Empire (et sa dynastie) n'avaient subsisté que grâce à l'appui britannique : en échange de quoi, dès 1838, le Royaume-Uni signa avec la Porte une convention commerciale ouvrant tous les marchés de l'Empire aux produits européens, les droits de douane étant abaissés à 5%. En 1841, cet accord fut étendu à l'Égypte : les Britanniques avaient gagné sur tous les tableaux.

III-De l'expédition d'Alger au début des années 1880.

Cette période s'ouvre sur le premier grand recul de l'Empire Ottoman au XIX^{e} siècle (perte de l'Algérie, agression égyptienne, recul dans les Balkans) et se conclut par le deuxième (nouveau recul dans les Balkans, prise de contrôle de l'Égypte et de la Tunisie par des puissances occidentales). Ce fut le vrai début du développement de l'impérialisme européen en Méditerranée, un impérialisme qui tendait à devenir de plus en plus territorial (en Algérie, bien sûr ; mais même le Royaume-Uni, qui a départ n'avait et ne voulait que des points d'appui, finit par se laisser entraîner dans une logique d'impérialisme territorial en Égypte). Cette évolution, due en partie au fait que l'Amérique, siège des premiers Empires coloniaux euro-

péens depuis le XVI[e] siècle, était désormais presque entièrement indépendante[220], provoqua un brusque regain de tensions en Méditerranée : cette mer retrouva, pour moins d'un siècle, une importance économique et stratégique qu'elle avait progressivement perdue depuis le XVI[e] siècle.

Il faut dire que les déséquilibres s'aggravaient entre les deux rives. Déséquilibres démographiques d'abord avec le début de la transition démographique en Europe (France exceptée), lorsque les populations du Royaume-Uni d'abord, de l'Italie, de l'Espagne et des Balkans un peu plus tard, se mirent à exploser : il est probable que c'est vers 1880 que la surcharge démographique des moyennes montagnes européennes a été à son maximum, sachant qu'une partie des plaines étaient difficiles à coloniser pour cause de malaria (par exemple, en Italie, les Marais Pontins[221], entre Rome et la mer, et certaines zones de la plaine du Pô, ou encore, en Corse, la plaine d'Aléria ; mais en Algérie la Mitidja était déjà assainie vers 1850). Déséquilibre économique et technologique aussi avec l'essor en Europe de l'industrie, de la navigation à vapeur, des armes modernes. Mais l'impérialisme en Méditerranée n'était qu'une facette, secondaire, de l'impérialisme européen : le « grand jeu », selon une expression de Rudyard Kipling désignant à l'origine la rivalité russo-britannique pour l'Afghanistan, se jouait sur l'ensemble des continents extra-européens, Amérique du nord exclue[222].

A) Evolutions générales. Le canal de Suez (jusqu'en 1914).

Le voyage de Chateaubriand (1806-1807) était encore loin d'être une partie de plaisir : au retour, l'étape Alexandrie-Tunis prit 43 jours, l'étape Tunis-Algésiras, trois semaines. La marine à voile dépendait des vents, avec de gros risques de naufrage en cas de tempête. De plus, il n'y avait pas de lignes régulières, on embarquait sur les navires qui se présentaient ; les marins (tous chrétiens en ce qui concerne le voyage de Chateaubriand) n'étaient pas très compétents ; il fallait compter avec les pirates, avec les ennemis (britanniques dans le cas d'un voyageur français en 1806), avec les effets du conflit qui opposait Alger à Tunis. Il y avait peu de ports en eau profonde en Méditerranée : on mouillait au large, puis on descendait à terre dans un caïque ou dans une felouque. Mais le voyageur put compter sur l'aide des consuls français et sur la bienveillance des autorités ottomanes : la terre était nettement moins dangereuse que la mer.

La marine à vapeur apparut en Méditerranée en 1818 ; les premiers navires à vapeur avaient des roues à aubes. Mais jusque vers 1850 elle demeura marginale, sauf pour le transport des marchandises de prix et des voyageurs : la marine à voile continua à progresser techniquement jusqu'à la fin du siècle, elle demeurait moins coûteuse pour le transport des pondéreux (comme le blé russe, qui allait d'Odessa ou d'Azov à Marseille ou à Londres). Du reste, les premiers *steamers* étaient en fait des bateaux mixtes qui utilisaient aussi la voile. La marine à voile était toujours le domaine des marins grecs.

Cependant peu à peu les voyages se firent plus faciles : les saint-simoniens en 1833, puis Théophile Gauthier, Flaubert et Maxime du Camp, naviguèrent sur des bateaux à vapeur (en fer et à hélices désormais), sur des lignes régulières (apparues dans les années 1830 : la ligne Marseille-Alger date de 1835). À partir de 1840 ou 1842 selon les sources, on put se rendre d'Angleterre en Inde par l'Égypte en empruntant les navires à vapeur de la « Compagnie péninsulaire et orientale » (« *P & O* »), plus souvent appelée « la malle des Indes » à

220 Sauf les Antilles et les Guyanes, territoires économiquement marginaux depuis l'abolition de l'esclavage, et quand même le Canada britannique.

221 « Pont » = « mer » : le mot a les deux sens en latin. La même racine indo-européenne, moyennant un changement de consonne, donne *portus*, qui singifie « port » et « col » (jusqu'à nos jours en espagnol), *porta* et *portare*.

222 Et encore : il y eut une tentative française de conquête du Mexique dans les années 1860.

cause de sa fonction postale. Cela impliquait encore de pénibles ruptures de charge : après avoir abordé à Alexandrie, puis gagné Rosette par des canaux, il fallait remonter le Nil jusqu'au Caire, puis traverser le désert (en diligence depuis 1835) jusqu'au village de Suez sur la Mer Rouge — un chemin de fer réduisit ce dernier trajet à trois heures à partir de 1858 ou 1859. Déjà, vers 1848, on ne mettait plus qu'une quarantaine de jours pour se rendre de Londres[223] à Bombay, contre quatre mois par le cap de Bonne-Espérance : cette route était déjà en voie de marginalisation pour le trafic voyageurs et le courrier. Les horaires de ces compagnies modernes étaient presque réguliers ; restait l'inconvénient des quarantaines (quelques jours à Rhodes, cinq à Athènes et deux aux Dardanelles pour Flaubert[224]). Comme ces navires modernes étaient coûteux, on assista à une concentration rapide du secteur en quelques grandes compagnies (pour la France : les Messageries Maritimes, apparues en 1852, et la Compagnie Nationale de Navigation de Marc Fraissinet, apparue en 1879). Les États musulmans tentèrent aussi de se doter de flottes à vapeur, grâce à des capitaux européens : ainsi, à partir de 1854, il y eut des remorqueurs à vapeur sur le Nil. Les ports progressaient, se modernisaient, mais je réserve cet aspect de la question pour les « portraits de villes » que je ferai dans la quatrième partie. Le premier port de Méditerranée était toujours Marseille, quatrième port mondial en 1880.

La grande affaire de la période 1830-1880 au niveau des communications, ce fut évidemment le percement du canal de Suez, une affaire française à l'origine. En France même, on commençait pourtant à se désintéresser des canaux, qui apparaissaient de moins en moins commodes et rentables face au chemin de fer ; mais il existait en la matière un savoir-faire qu'il eût été idiot de ne pas tenter d'exporter. L'isthme de Suez faisait rêver depuis l'Antiquité[225] ; nous l'avons vu, les saint-simoniens notamment l'avaient en ligne de mire depuis belle lurette (un projet saint-simonien avait avorté en 1847). Or, en 1851, un proche des milieux saint-simoniens, par ailleurs neveu d'un « petit caporal » égyptomane, devint empereur des Français… Il faut dire qu'outre son intérêt économique et géopolitique évident, le canal de Suez ne paraissait pas trop difficile à creuser : l'isthme ne présente pratiquement aucun relief, il n'y avait donc pas besoin de se préoccuper d'écluses, et par ailleurs il y avait, sur le chemin, des lacs marécageux dont on pouvait tirer parti. Bien sûr, c'était, entre la Méditerranée et les Indes, une épine dans le pied du Royaume-Uni, dans un contexte où la route de la Mer Rouge commençait à compter réellement avec l'ouverture de l'Empire Ottoman aux commerçants européens (effective depuis l'accord de libre-échange de 1838).

Ce fut le vicomte Ferdinand de Lesseps (1805-1894) qui se lança dans l'aventure. Cet ingénieur saint-simonien était le fils d'un membre de l'expédition de Bonaparte qui était resté en Égypte jusqu'en 1805 pour sauver ce qui pouvait l'être des intérêts français. Dans les années 1830, lui-même avait été vice-consul de France à Tunis et au Caire, puis consul à Ale-

---

223 En fait, la route par Suez passait par Marseille : pour gagner du temps, les voyageurs britanniques traversaient la France en train.

224 L'usage de parquer les navires quelques jours dans le port, avec interdiction à leurs passagers de descendre à terre, afin de vérifier s'ils n'étaient pas porteurs de quelque maladie contagieuse, s'est maintenu jusque dans les années 1930 dans certaines régions du monde, comme l'illustre le début de *Tintin et le temple du soleil*. Cela dit, dans les ports mieux organisés la quarantaine avait lieu à terre ou sur un îlot, dans un bâtiment appelé « lazaret » (Saint Lazare est le patron des lépreux).

225 Dès l'époque pharaonique, il existait une voie d'eau entre le Nil et les Lacs Amers, au centre de l'isthme : cela correspondait à d'autres logiques commerciales, l'Égypte étant alors bien plus qu'un intermédiaire entre le bassin méditerranéen et la Mer Rouge. Il y eut un projet vénitien de percement d'uncanal interocéanique au XV^{e} siècle : le philosophe Leibnitz soumit à Louis XIV un autre projet de la même farine. En revanche, l'ingénieur qui avait travaillé sur le sujet pendant l'expédition d'Égypte avait abouti à des conclusions pessimistes : il avait trouvé une différence de niveau de 10 mètres entre les deux mers (!), au bénéfice de la Mer Rouge, et conclu à la nécessité d'écluses.

xandrie (1832) et consul général d'Égypte (1833-1837). Il était arabophone et c'était un intime de la famille de Méhémet Ali, et par ailleurs un lointain cousin de l'impératrice Eugénie de Montijo.

Une opportunité exceptionnelle se présenta fin 1854, dès qu'un ami personnel de Lesseps, Mohamed Saïd[226], accéda au pachalik : il donna immédiatement son accord au percement du canal (l'accord écrit de concession date de 1855). L'affaire était financée par une Compagnie Universelle du Canal Maritime de Suez, fondée 1858, et qui collecta des capitaux (essentiellement privés) dans toute l'Europe grâce à de vastes campagnes de publicité[227] — Lesseps prit bien soin, entre autres, de souligner que son projet n'était pas purement français, il fit pas moins de trois voyages en Grande-Bretagne entre 1856 et 1859 ; en revanche, il écarta du projet l'ancienne génération des saint-simoniens égyptiens (notamment Linant Bey), tout en jouant sur l'imaginaire égyptien dont ils étaient porteurs en France.

L'entreprise dura quinze ans au milieu de mille difficultés, politiques entre autres. La famille du pacha (puis du khédive, après un changement de titre en 1867) était divisée, surtout après la mort de Mohamed Saïd en 1863 ; le Royaume-Uni, convaincu de l'utilité d'une route maritime entre la métropole et l'Inde depuis la révolte des Cipayes (1857), lorsque la route terrestre s'était révélée malcommode pour transporter des troupes, était farouchement hostile à toute présence, même non militaire, de mangeurs de grenouilles dans cette région stratégique ; la Sublime Porte, de qui l'Égypte dépendait toujours en théorie, renâclait car elle craignait que l'entreprise ne préludât à une colonisation de la région. On peut y ajouter l'hostilité d'un *lobby* du chemin de fer, surtout britannique. Il y eut aussi des problèmes financiers : le coût des travaux ayant été sous-estimé, il fallut lancer de nouveaux emprunts qui se placèrent mal. Lesseps dut sillonner l'Europe et surtout obtenir que le pacha/khédive se portât acquéreur de 44% des actions de la Compagnie du canal au lieu des 16% prévues au départ — parts achetées à crédit, d'où dépendance accrue envers le capital européen[228]. Pendant ce temps, sur

---

226 Pourquoi Mohamed (avec un seul « m » pour tout compliquer) alors que le grand-père s'appelle Méhémet ? Mystère insondable des transcriptions, c'est le même prénom ! La première transcription est à partir du turc, la seconde à partir de l'arabe, mais ça n'explique pas grand-chose.

N.B. Dans les années 1830, Méhémet Ali avait chargé Lesseps de faire faire du cheval à ce petits-fils affligé d'une forte tendance à l'embonpoint. On raconte qu'en douce, il lui cuisinait des pâtes… D'où, au XX^e^ siècle, dans les milieux nationalistes égyptiens, le *topos* selon lequel le canal avait été cédé aux étrangers « pour un plat de spaghettis ».

227 Même l'Académie Française contribua virilement à cette noble entreprise par un concours de poésie organisé en 1862 : le gagnant, l'immortel Bornier (bon, on ne trouve même pas son prénom sur intenet…), faisait explicitement le lien avec l'expédition de 1798 et présentait le canal comme un moyen d'occidentalisation du monde :

« Au travail ! ouvriers que notre France envoie,
Tracez pour l'univers cette nouvelle voie !
Vos pères, les héros, sont venus jusqu'ici ;
Soyez fermes, comme eux soyez intrépideux,
Comme eux vous combattez au pied des Pyramides
Et leurs quatre mille ans vous contemplent aussi !
Oui, c'est pour l'univers, pour l'Asie et l'Europe,
Pour ces climats lointains que la nuit enveloppe,
Pour le Chinois perfide et l'Indien demi-nu,
Pour les peuples heureux, libres, humains et braves,
Pour les peuples méchants, pour les peuples esclaves,
Pour ceux à qui le Christ est encore inconnu ».

Finalement, c'est pas beaucoup plus mauvais que Hugo…

228 Les porteurs français possédaient 52% des actions, les 4% restant représentant l'aspect « universel » de l'affaire. Les Britanniques boudèrent la Compagnie, ainsi que les Autrichiens, en délicatesse avec la France depuis les guerres d'Italie (1859) : c'est largement à cause de cette défection que le pacha/khédive dut « s'y coller ».

le chantier, rapidement surnommé « le Cayenne du désert »[229], les fellahs, réquisitionnés de force de 1862 à 1867, ramassaient la vase à la main, les pieds dans l'eau, et mouraient comme des mouches, ce qui provoqua quand même quelques protestations en France (celles du socialiste Jules Guesde par exemple), et aussi, plus prévisiblement, au Royaume-Uni[230]. Le percement, entamé officiellement en 1859, ne commença réellement qu'en 1863 ; la situation se débloqua avec la mécanisation accrue du chantier à partir de 1866 (notons que ce fut l'un des premiers chantiers où l'on utilisa massivement le béton aggloméré : ce matériau nouveau n'avait été breveté qu'en 1855). Au total, malgré l'absence d'écluses, c'était une belle performance technique[231].

Long de 164 km et profond de 8 m au départ[232], reliant Port-Saïd (sur la Méditerranée — cette ville apparue entre 1861 et 1865 comptait 17.000 habitants dans les années 1880) à Suez (sur la Mer Rouge[233]) en passant par Ismaïlia au centre de l'isthme (fondée en 1862, siège égyptien de la Compagnie à partir de 1879), franchissable en 40 heures vers 1880, en 18 heures en 1895, le canal fut solennellement inauguré en novembre 1869, aux frais du khédive, en présence de l'impératrice Eugénie, mais aussi de l'empereur d'Autriche, du prince de Galles et de l'héritier du trône de Prusse, le futur Guillaume II (ceci pour souligner que le canal allait profiter à toute l'Europe). Dans la lignée de ces festivités, en 1871, on donna solennellement au Caire la première représentation d'*Aïda*, de Verdi, œuvre composée pour l'occasion (sur une idée de Mariette, qui semble avoir largement contribué au livret, aux décors et aux costumes). Le livret évoque la captivité des Hébreux en Égypte, puis aussi leur départ et le passage de la Mer rouge.

Après la chute du Second Empire, la III^{e} République, toute à sa revanche contre l'Allemagne et où régnèrent succesivement deux idéologies (légitimiste puis républicaine) ruralistes, protectionnistes et peu soucieuses d'expansion économique (auxquelles il faut ajouter un colonialisme bien plus axé sur l'acquisition de nouveaux territoires que sur le contrôle des voies commerciales), sembla se désintéresser de Suez. En 1875, le khédive, perclus de dettes et circonvenu par le Godon, décida de vendre ses actions de la Compagnie de Suez, et le gouvernement français, en pleine crise de régime (on était juste avant la crise du 16 mai), laissa passer sa chance de les racheter, ce qui eût rendu les intérêts farnçais archi-majoritaires dans le capital de la Compagnie. Fin 1875 ou début 1876 (selon les sources), par un coup de théâtre, le gouvernement britannique racheta lesdites actions, ce qui en faisait de très loin le premier actionnaire du canal ; cependant la direction de la compagnie (et la plupart des ingénieurs) demeurèrent français jusqu'au bout[234] — de même, la langue administrative du canal

---

229 Cayenne, en Guyane, était le principal bagne français.

230 C'est Napoléon III qui finit par imposer la renonciation à la corvée. Lors du discours de nationalisation en 1956, Nasser évoqua le chiffre invérifiable de 120.000 victimes. Outre les victimes directes, la corvée désorganisait la vie des villages. Elle dura jusqu'en 1890 dans d'autres régions d'Égypte, sans provoquer d'oppositions : le problème essentiel à Suez, c'était qu'elle se faisait au profit d'étrangers.

231 Vingt ans plus tard, dans les années 1880, Lesseps tenta de reproduire à Panamá les solutions retenues pour le percement du canal de Suez, sans tenir compte du fait que le relief y est plus prononcé (les collines s'élèvent à une soixantaine de mètres) — il s'y ruina, y perdit sa réputation et fit même de la prison ; finalement, c'est une compagne américaine qui perça le canal de Panama, en le dotant d'écluses (il a ouvert en 1914).

232 Ma source n'est pas très claire quant à la largeur du canal : 80 à 120 m selon les endroits, ou bien seulement 56 m ? Retenez que les bateaux devaient se croiser sur les Lacs Amers, puis, à partir de 1898, dans des gares ; en 1951, on le doubla sur une partie du parcours pour que les croisements soient plus daciles.

233 Suez est une ville ancienne, c'est là que certains pèlerins embarquaient pour La Mecque depuis les débuts de l'islam : à proximité, il apparut deux ports modernes, Port-Tewfiq et Port-Ibrahim. En 1927, Port-Saïd étant débordée par l'essor du trafic, il apparut un second port à l'extrémité méditerranéenne du canal : Port-Fouad. Ces quatre noms ont évidemment été choisis en hommage à des membres de la famille khédivale.

234 Sur l'ensemble du tracé du canal, vers 1880, un ouvrier sur trois était grec, un sur six italien, un sur dix austro-hongrois : il semble être apparu un moment un « sabir de l'isthme » spécifique, mélange de grec, d'ita-

resta le français. C'était une entreprise fort rentable, la plus rentable sans doute de Méditerranée : dans ses 43 premières années d'existence, elle distribua à ses actionnaires des dividendes équivalents à 21% du capital investi *par an* ! C'est-à-dire qu'au total, ils multiplièrent leur investissement par 9[235].

L'occupation de l'Égypte par le Royaume-Uni, en 1882, que je traiterai plus bas, correspondait à d'autres logiques (elle ne figurait pas en toile de fond du « coup » de 1875-1876) et ne changea nullement le statut du canal : en 1888, une convention internationale signée à Istanbul (sans consultation des Égyptiens) vint en réaffirmer la neutralité, la liberté de navigation commerciale en temps de guerre comme de paix, la liberté de passage pour les navires de guerres à condition qu'elle ne s'accompagnât pas d'un débarquement de troupes.

La concession était prévue pour durer 99 ans à dater de l'ouverture, soit jusqu'en 1968, puis l'Égypte reprendrait possession de l'ouvrage d'art et de la compagnie gestionnaire. Le pacha avait concédé gratuitement les terrains (ce n'était que du désert et des marécages), ainsi que les matériaux extraits des mines d'Égypte ; en échange de quoi celle-ci recevrait 15 % des bénéfices de l'exploitation, mais en réalité, vers 1880-1900 elle touchait moins de 1 % des bénéfices dégagés par le canal, et la Compagnie était exonérée d'impôts. Le canal finit de marginaliser la route de l'Europe à l'Océan indien par Le Cap : en 1880, année où le volume des cargaisons passant par le canal dépassa celui de celles passant par Le Cap, on ne mettait plus que 20 jours pour aller de Marseille (ou Londres, selon les sources) à Bombay, contre deux à trois mois, selon l'humeur de Neptune et d'Éole, en contournant l'Afrique par le sud. Le canal de Suez accentua aussi le déclin de la marine à voile (pour des raisons liées au régime des vents, la navigation à la voile est malaisée en Mer Rouge, ainsi bien sûr que sur le canal lui-même, om l'on a quelque difficultés à tirer des bords).

Le nombre de navires empruntant le canal passa de 486 en 1870 à 3.400 en 1890 et 5.100 en 1913, ce qui représentait 20 millions de tonnes de fret (1912) ; en ce qui concerne les passagers on passa de 27.000 (1870) à 160.000 (1890) et 235.000 (1913). Bref, le canal s'était montré digne de la devise que Lesseps lui avait choisi, *Aprire terram gentibus*. Ce trafic était en grande majorité britannique : dans les années 1870, 76% du trafic était britannique, contre 8% français et 4% néerlandais ; dans les années 1880, les chiffres passèrent à 78% pour le Royaume-Uni, 7% pour la France, 4% pour les Pays-Bas et 3,5% pour l'Allemagne. Puis la part du Royaume-Uni déclina lentement, passant à 62% dans les années 1900 contre 15% pour l'Allemagne, 6% pour la France, 5% pour les Pays-Bas et 2% pour le Japon (remarquez l'absence des États-Unis dans ce palmarès). Il s'agissait bien sûr essentiellement d'un trafic

---

lien, de français et d'arabe, sans lien avec l'ancienne *lingua franca*. Les Égyptiens occupaient évidemment les postes les moins qualifiés, souvent saisonniers. C'est parmi le prolétariat occidental du canal de Suez qu'éclatèrent les premières grèves de l'histoire de l'Égypte, en 1882 (une grève des charbonniers de Port-Saïd), mais dès 1890 il y eut une grève des ouvriers égyptiens contre les abus du recrutement dans les villages. Le premier syndicat date de 1893. Les meneurs de cette lutte sociale étaient les Grecs.

235 Plus que les rives déjà bien connues de la Méditerranée, le canal de Suez était, fin XIX[e] siècle, la vraie porte de l'Orient, comme en témoignent ces vers du *Mandalay* de Rudyard Kipling :

« Ship me somewhere east of Suez — And a man can raise a thirst
Where the best is like the worst — For the temple-bells are callin'
Where there aren't no Ten Commandments — And it's there that I would be »

Certains lui voyaient aussi une mission christianisatrice, comme Mgr Lavigerie (voyez plus bas à propos de l'Algérie) en 1857 : « Le canal ouvre un continent, et par cette ouverture on verra passer Dieu ». Effectivement, des missionnaires chrétiens s'installèrent dans l'isthme de Suez au moment de la construction du canal, sans plus de succès que dans le reste du monde musulman. Cela dit, la franc-maçonnerie aussi était fortement implantée dans la zone du canal. J'ajoute que l'une des grandes craintes de l'époque était que les navires, ralliant plus vite un continent à l'autre, voient passer non seulement Dieu, mais aussi des microbes exotiques (le pèlerinage de La Mecque avait déjà une fâcheuse tendance à disséminer des germes du Maroc à l'Indonésie). C'est pourquoi la Compagnie de Suez entretenait, en collaboration avec le gouvernement égyptien, des services médicaux de pointe.

colonial (objets manufacturés européens contre matières premières extraites aux colonies), plus des flux de charbon britannique à destination des escales en Mer Rouge, et, à partir de 1890, du pétrole russe et américain à destination des ports asiatiques.

Comme les gens, les marchandises et les capitaux voyageaient donc de mieux en mieux : la période 1830-1880 fut aussi celle de l'imposition du libre-échange en Méditerranée. En 1825, le Royaume-Uni avait aboli la Compagnie du Levant ; cette conversion à la libre entreprise dans les relations commerciales avec l'Orient se traduisit par une explosion du commerce britannique avec ces régions (surtout avant 1850, à un rythme moins rapide après), et s'accompagna d'une conversion générale, de gré ou de force, de toute la zone au libre-échange, dont le Royaume-Uni se fit le champion durant tout le XIX^{e} siècle. Londres l'imposa à la Porte et à l'Égypte en 1838-1841[236], mais cela valait aussi pour les « clients » européens de Londres comme la Grèce et le Portugal ; la France suivit le mouvement de son plein gré, parce que c'était l'idéologie de l'Empereur, en 1860-1872, avant de revenir progressivement au protectionnisme sous la IIIe République. Ce libre-échange était déséquilibré, vu le différentiel de développement entre les deux rives et les privilèges accordés aux Occidentaux en terre d'islam (les capitulations, en désuétude en Égypte, étaient toujours en vigueur dans le reste de l'Empire ottoman). L'échange était structurellement inégal : produits finis coûteux contre produits bruts bon marché — ce fut une excellente affaire, entre autre, pour l'industrie cotonnière du Lancashire.

Par ailleurs, nous le verrons, une partie des gouvernants de la rive musulmane de la Méditerranée entra dans des logiques d'endettement, notamment dans l'Empire Ottoman, en Égypte et en Tunisie. Une partie notable de cet argent emprunté en Occident ne rapportait rien car il était dépensé en pure perte, en produits de luxe ou en événements prestigieux. Ainsi l'inauguration du canal de Suez coûta très cher à l'Égypte ; des aigrefins refilèrent au dey de Tunis des canons ou des bateaux inutilisables. Comme les difficultés à rembourser allaient croissant, les Européens prirent progressivement le contrôle des finances de ces pays ou quasi-pays, sous prétexte de veiller aux intérêts des créanciers occidentaux (privés pour l'essentiel). C'est sous ce prétexte, entre autres, que la France intervint en Tunisie en 1881 et le Royaume-Uni en Égypte en 1882 ; dans l'Empire Ottoman proprement dit les choses n'allèrent pas aussi loin mais l'évolution était inquiétante. Je reprendrai ces thèmes en leur temps pour chacun des pays ou quasi-pays concernés.

B) La France en Algérie (sous-partie étendue jusqu'en 1914)[237].

Le deylicat d'Alger n'avait pas de liens particuliers avec la France (il en avait beaucoup plus avec l'Espagne, malgré ou à cause d'une longue hostilité : rappelez-vous que l'Espagne avait tenu Oran jusqu'en 1792) ; mais les commerçants marseillais étaient présents dans les ports d'Afrique du nord. En 1827, le dey eut la malencontreuse idée de donner un coup de chasse-mouche au consul de France, avec lequel il était en conflit au sujet d'une créance (pour une fourniture de blé) remontant au Directoire (1797 ou 1798, selon les sources). Trois ans plus tard, Charles X, monarque réactionnaire (donc, dans le contexte français, catholique militant), cherchant une diversion au mécontentement croissant de l'opinion, se saisit de ce maigre prétexte pour monter une expédition, qui fut une promenade militaire — le dey, pourtant au courant de l'imminence d'un débarquement depuis un mois et demi, fut incapable d'organiser l'intendance, et les tribus venues lui rêter main-forte durent rentrer chez elles

236 Entre 1838 et 1841, l'Empire Ottoman signa aussi des traités de libre-échange avec le Piémont-Sardaigne, la Suède, l'Espagne, les Pays-Bas, la Prusse, le Danemark, la Toscane et la Belgique.

237 L'annexe n°2, àa la fin de ce cours, traite plus précisément de la Grande Kabylie.

lorsque leur approvisionnement fut épuisé. La prise d'Alger eut lieu en juillet 1830, quelques jours avant les Trois Glorieuses : héritage embarrassant pour la Monarchie de Juillet.

Pas un instant il ne fut question de se retirer, d'autant que l'expédition avait été très applaudie à Marseille : le grand port méditerranéen cherchait un substitut au commerce du Levant en crise, et puis l'opinion catholique était mobilisée. Ainsi Lamartine déclara en 1836 : « Laisserons-nous se repeupler d'esclaves chrétiens et européens ces nids d'esclavage que nous avons détruits pour jamais ? ». Dans un premier temps la France se contenta d'une occupation restreinte à Alger, Oran, Bône, Bougie[238] et aux environs de ces villes — les deys ne faisaient pas beaucoup mieux. On entoura la Mitidja (la plaine proche d'Alger) d'une ligne de fortifications, et très vite des colons (grands et petits) s'y installèrent[239] ; au début, ils résistèrent mal au climat et à la malaria. Reprenant d'anciennes habitudes des deys, les Français tentèrent de négocier des traités de non-agression avec les chefs qui, dans l'intérieur, avaient émergé sur les ruines du pouvoir deylical[240] : notamment Abd el-Kader (1808-1883), émir de Mascara[241] (dans l'arrière-pays d'Oran) depuis 1832, et qui menait le combat contre les Français dans l'ouest algérien depuis 1831. Aux termes d'un accord signé en 1834, renouvelé en 1837 après une rupture de trêve, la France reconnut son autorité sur tout l'intérieur de l'ouest algérien, et en 1837 elle alla jusqu'à lui fournir des armes. Il faut dire que les premières interventions dans l'intérieur avaient été des échecs[242]. Abd-el-Kader tenta d'unifier à son profit les zones non occupées par les Français, ce qui inquiétait les militaires ; il entreprit de moderniser son armée, notamment grâce à des déserteurs français, constitua un embryon d'administration et battit même monnaie.

En 1839, une armée française ayant traversé sans son autorisation des territoires qu'il tenait pour siens, Abd-el-Kader se révolta ; l'année suivante, le commandement de l'armée française en Algérie revint au général Thomas Bugeaud (1784-1849), un ancien des armées napoléoniennes, mais surtout de la guerre d'Espagne, qui servait en Algérie depuis 1835[243]. Un moment, Abd-el-Kader parvint à contrôler les deux tiers de l'Algérie[244] à la tête d'une assez petite armée (environ 10.000 hommes) ; mais il avait beaucoup de mal à maintenir l'ordre dans ses domaines, et il avait face à lui les 110.000 hommes de Bugeaud (en 1846), soit le tiers de l'armée française. Assez vite, Bugeaud s'adapta à « la guerre arabe » : mobilité de la troupe, dont l'équipement (le « barda ») fut allégé, et harcèlement continu de l'adversaire, avec razzias systématiques (par le biais de « colonnes mobiles ») dans les villages alliés d'Abd-el-Kader afin d'affamer son armée. L'« enfumade » de la tribu des Ouled Riah dans des grottes de la région d'al-Kantara (en 1845), qui fit 760 morts selon le blan de l'armée française, est aujourd'hui le symbole de cette première guerre d'Algérie (elle souleva des protestations en métropole[245]) ; mais longtemps, bien sûr, Bugeaud a eu une image plus positive

---

238 Bône s'appelle aujourd'hui Annaba et Bougie, Bejaïa.

239 Très exactement en 1831, à Kouba et Dely-Ibrahim ; chose intéressante, ces premiers colons étaient des migrants suisses et allemands qui devaient initialement partir pour l'Amérique.

240 En totale déliquescente : le dey s'était enfui dans l'Empire Ottoman, et un peu partout les populations locales avaient liquidé les coulouglis (aussi bien les anciennes garnisons locales que les coulouglis des villes côtières qui avaient cherché refuge dans l'intérieur après la défaite).

241 Le titre est très exactement « Emir (ou commandeur, ou prince) des croyants » : à l'origine il faisait partie de la titulature califale, mais de nombreux dirigeants musulmans, dont le sultan du Maroc, l'avaient repris. La forme « amir al-bahr » (« émir de la mer ») a donné « amiral » en français, *via* l'espagnol.

NB. Aujourd'hui Mascara s'appelle Mwaskar.

242 Il y eut notamment une tentative malheureuse de conquête de Constantine, en 1836 ; mais les Français prirent la ville l'année suivante.

243 L'année précédente, à Paris, il avait été responsable du massacre de la rue Transnonain.

244 Sahara exclu (voyz plus bas).

245 Entre autres exactions, on peut aussi évoquer les viols et pillages massifs qui suivirent la prise de

que celle que je viens de lui faire, une image de « soldat-laboureur » proche de ses hommes et partisan d'un développement de l'Algérie par des colonies de paysans (éventuellement des vétérans de l'armée, sur le modèle romain)[246]. Affaibli en 1843 par la prise de sa « smala » (son camp mobile, avec son administration centrale, ses femmes et ses domestiques), puis battu par le général Lamoricière à l'Isly en 1844, Abd-el-Kader se rendit en 1847[247].

Bougie, dans les années 1830.

N.B. À propos du mot « métropole » que je viens d'employer : dans l'idéologie colonialiste, en principe « l'Algérie c'était la France ». Divisée en départements à partir de 1848 (contrairement aux territoires d'Afrique noire, mais aussi à la Tunisie et au Maroc), elle était considérée comme une partie de la métropole. Cependant, par facilité, dans ce cours, en parlant de la France, j'emploierai le mot « métropole » au sens d'aujourd'hui : les territoires européens sous l'autorité de Paris (Corse comprise !) et eux seuls.

246 Dès les années 1830, certains officiers croyaient à la colonisation agricole, notamment Clauzel, général en chef à partir d'octobre 1830, qui établit une ferme modèle dans la Mitidja. Précisons que Bugeaud avait été exploitant agricole en France pendant la Restauration, et qu'il affichait un « bon sens paysan », voire une vulgarité « agricole » assez agressive, qui plaisait à ses hommes.

247 Emprisonné à Pau en violation des promesses françaises, il fut libéré par Napoléon III en 1852 : l'Empereur lui accorda même une confortable pension viagère. Il alla s'installer à Bursa, puis à Damas, où il finit sa vie (en semi-résidence surveillée dans les premières années : il avait besoin de l'autorisation du concul français pour quitter la province, laquelle était en principe ottomane !). Il y retrouva une communauté algérienne assez nombreuse (environ 4.000 personnes, qui avaient fui l'imposition d'un joug chrétien). Cet homme très cultivé, dont l'œuvre poétique était déjà notable au moment de son arrestation, et qui en Algérie s'était voulu autant guide spirituel que chef de guerre (Bugeaud lui trouvait une ressemblance physique avec Jésus-Christ, dont il avait sans doute vu une photo), se consacra à la méditation, à l'étude et à l'écriture — il a laissé une œuvre immense : on peut lire de lui en français, notamment, le texte connu sous le titre récent *Lettre aux Français*, qui date de 1855. Il acquit un immense rayonnement spirituel, notamment par le biais de l'enseignement qu'il prodiguait à la grande mosquée et des exercices spirituels auxquels il se livrait dans le cadre des confréries soufies. En 1863, déjà devenu un très grand mystique, il séjourna dans la maison d'Abou Bakr (le premier calife) à La Mecque, puis fit une retraite dans la fameuse caverne du mont Hira où le Prophète avait reçu la Révélation. Selon le témoignage de son fils, il y atteint « le degré suprême » et « l'illumination ». Je renonce à expliquer, avec mes mots d'athée de culture chrétienne, ce que cela veut dire, mais voici une traduction d'un de ses poèmes mystiques où il évoque son expérience du mont Hira :

> « L'Aimé m'est apparu où Il ne peut Se voir.
> Merveille ! Par Lui je Le contemple là où je ne puis voir.
> Par Lui est mon absence ; il n'est plus de veilleur.
> L'écran de l'intervalle a disparu, le doute a pris fin.
> Je L'ai vu dès lors à tout moment, à tout instant,
> Lui qui était alors tantôt absence, tantôt présence.
> Le Créateur universel est connu seulement par la jonction en Lui
> des contraires sous tous les angles incompatibles.
> Il m'a investi : prétendre L'ignorer n'est plus possible
> Sa proximité de moi était extrême, Il était ouïe et vue…
> Il me parle en confidence ; aucun intervalle entre nous.
> Il livre un secret semblable à la douceur de la brise nocturne.
> (…) Hallaj but autrefois une coupe de vin, ce qu'il advint de lui fut consigné
> Mais moi j'ai bu une coupe et une autre encore après elle,
> Une coupe, une coupe encore, aussi longtemps que je demeurerai présent.
> (…) Dans cet état d'ivresse, d'effacement, de non-être,
> Je parvins là où il n'est plus, en vérité, ni lieu ni au-delà (…) »

Cela dit, cet islam très ésotérique ne plaisait pas à tout le monde à Damas… D'autant qu'Abd-el-Kader affichait une extrême tolérance : « notre Dieu et le Dieu de toutes les communautés opposées à la nôtre sont véritablement et réellement un Dieu unique ». Il allait jusqu'à appliquer ce principe aux idolâtres, que l'islam exècre. Il niait la possibilité et l'existence de l'athéisme : pour lui, le Seigneur s'épiphanisait dans cela même qui préoccupait le matérialiste.

Il ne s'occupait pas de politique, mais en 1860, on le vit invervenir en faveur des chrétiens de Syrie lors d'émeutes intercommunautaires : n'hésitant pas à faire intervenir les quelques dizaines de soldats kabyles qu'on lui avait laissés, il sauva des milliers de personnes et recueillit plusieurs centaines de réfugiés dans son palais. Cela lui valut un beau retour de popularité en France et une pluie de décorations en provenance de toute l'Europe, dont bien sûr la Légion d'honneur. Dans les années suivantes, l'Empereur, à qui il était fort recon-

L'autorité militaire était alors toute-puissante en Algérie, et fort imbue de sa supériorité sur les civils, les locaux comme les Parisiens[248] ; l'Algérie était d'ailleurs directement rattachée au ministère de la Guerre et le législatif n'y avait rien à voir. L'armée, notamment les officiers des quelque 25 « bureaux arabes » en contact direct avec la population, avait plutôt tendance à protéger les indigènes des brutalités des colons — mais une fois dûment soumis, cela allait sans dire, et dans le cadre d'une mentalité des plus paternalistes : l'indigène avait besoin d'un protecteur car il était trop peu civilisé pour trouver seul sa place dans la nouvelle Algérie. Cette armée d'Afrique accueillait des étrangers (ce fut l'origine de la Légion Étrangère, née en 1831) et comprenait des régiments indigènes, qui plus tard cessèrent de l'être tout en gardant leurs noms et leurs pittoresques costumes : les spahis (à l'origine ce terme désignait la cavalerie ottomane, de recrutement non servile), les zouaves, les chasseurs d'Afrique. Enfin c'est en Algérie qu'apparurent les premiers bataillons disciplinaires, connus plus tard sous le nom de « bat' d'Af' » ou sous le toponyme générique et mythique de « Biribi »[249].

---

naissant de sa libération, songea à lui pour prendre la tête d'un grand royaume arabe client de la France (cf. plus bas) : il y eut une campagne de presse en ce sens. Cependant le projet capota du fait de l'opposition du Royaume-Uni et de l'absence quasi totale de conscience nationale arabe : l'idée d'un même pays pour tous les Arabes, distinct de l'Empire Ottoman, ne disait rien à personne, et pour les Arabes chrétiens, qui ne jouaient pas tous la carte de la France, Abd-el-Kader était avant tout un musulman. Du reste, l'émir, pas fou et peut-être un petit peu rancunier quand même, fit tout ce qu'il put pour ne pas recevoir les envoyés de la France.

À la suite de l'affaire de 1860, une loge franc-maçonne parisienne affiliée au Grand Orient (et déiste évidemment) lui proposa de l'affilier : l'admission eut lieu en 1864, à son retour du pèlerinage ci-dessus évoqué, à Alexandrie (et par l'intermédiaire d'une loge locale). Par ailleurs la Compagnie du Canal lui offrit une propriété en Égypte. La même année, il visita la France : il fut reçu en Sorbonne par le ministre de l'Éducation, Duruy, et bien sûr par le Grand Orient — à vrai dire, par la suite, ses liens avec la maçonnerie se relâchèrent ; il rompit avec elle lorsque des anticléricaux en prirent le contrôle, en 1877. Au total, nul autre ennemi de la colonisation n'a été autant honoré par la France ; en revanche, en Algérie aujourd'hui sa mémoire fait débat — il est honoré comme un ancêtre du nationalisme algérien (le F.L.N. a organisé le retour de ces cendres en 1966) mais sa face mystique est passée sous silence par les héritiers du F.L.N., parti laïc et socialisant, comme par les islamistes, qui détestent le soufisme. Et puis certains lui reprochent son « ralliement » à la France.

248 En 1851, le Prince-Président y trouva certains de ses hommes de main pour son coup d'État, comme le maréchal de Saint-Arnault.

249 C'est l'écrivain anarchisant Georges Darien (1862-1921) qui fit la célébrité de cette appellation (et vice-versa) : son roman *Biribi* parut en 1889. Le roman a le sud tunisien pour théâtre, mais le toponyme, manifestement une variation argotique sur la racine du mot « Arabe », ne se rattache pas à une région particulière : on allait « à Biribi » comme « au diable Vauvert ». Plus tard, un autre toponyme mythique prit le relais: Poum (ou Foum) Tataouine, un endroit bien réel où fonctionnait un bagne militaire, au sud de la Tunisie. C'est une campagne de presse du journaliste Albert Londres (1884-1931) qui finit par aboutir à la dissolution des bataillons disciplinaires (Tataouine ferma en 1938) ; cela dit, au moment de la guerre d'Algérie la menace d'être envoyé « à Tataouine » (métaphoriquement) planait encore sur les appelés.

Voici les paroles d'une chanson du chansonnier populiste montmartrois Aristide Bruant, écrite vers 1890, manifestement pour profiter de la vague de curiosité plus ou moins saine provoquée par le roman de Darien :

« Y'en a qui font la mauvaise tête au régiment
Qui tirent au cul qui font la fête inutilement
Quand ils veulent plus faire l'exercice et tout l'fourbi
On les envoie faire leur service à Biribi
À Biribi c'est en Afrique où que l'plus fort
Est obligé d'poser sa chique et d'faire le mort
Où que l'plus malin désespère de faire « gibi » [sans doute : s'évader]
Car on peut jamais s'faire la paire, à Biribi.
À Biribi c'est là qu'on marche, faut pas flancher
Quand l'chaouche crie : En avant, marche !, il faut marcher
Et quand on veut faire des épates, c'est peau d'zébi
On vous fout les fers aux quat'pattes, à Biribi.

[Le chaouche = le sergent. Le mot est arabe mais c'étaient des métropolitains, des Corses pour la plupart selon Darien, lequel semble avoir haï « cette race immonde qui n'a jamais su choisir qu'entre le couteau du bandit et le

Les colons avaient accouru en nombre, même si les deux tiers repartaient au bout de quelques mois. En 1848, il y avait déjà, pour 600.000 indigènes[250], et outre les 100.000 militaires, 42.000 à 47.000 Français et 62.000 étrangers (dont moitié d'Espagnols, des Maltais, des Italiens). Seuls 15.000 d'entre eux vivaient à la campagne, la plupart installés sur des biens confisqués (au dey, aux partisans d'Abd-el-Kader, aux mosquées, aux villages, aux tribus) : ainsi dans la Mitidja, l'essentiel des populations indigènes avaient été expropriées au moment de la révolte d'Abd-el-Kader. Certains colons réclamaient le refoulement des indigènes dans le désert ou dans des réserves, et faisaient bon accueil aux théories en vogue de l'extinction inéluctable des races inférieuresres.

Plus que la vie somme toute fort dure des colons, les exploits de l'armée d'Afrique et son mode de vie « oriental », le mythe d'une ascension sociale facile par l'épée, faisaient rêver pas mal de monde ; tout un folklore de l'armée d'Afrique se diffusa en métropole[251]. Toute une propagande glorifiait la France porteuse de civilisation, de progrès économique (l'irrigation, la dépaludation) et social (contre les féodaux et les « oulémas », les docteurs de la science théologique et juridique musulmane — certes bien sclérosée), tandis que l'opinion catholique vivait dans l'espoir d'une rechristianisation de la terre natale de Saint Augustin (on avait restauré les évêchés antiques, qui n'étaient donc plus *in partibus*). Le problème de la colonisation de l'Algérie passionnait l'opinion (inquiète d'une hypothétique surpopulation des campagnes de France), suscitait réunions, conférences, presse spécialisée. Le débat tournait autour du type de colonisation : civile ou militaire (c'était le modèle romain, soutenu par Bugeaud) ? Villages-forteresses groupés ou réseau de fermes protégées par des points d'appui militaires ? Tout le monde y participait, des libéraux aux fouriéristes (il y eut un phalanstère à Saint-Denis-du-Sig).

Bien entendu, nous retrouvons ici les saint-simoniens, toujours fascinés par l'Orient malgré leur semi-échec en Égypte : Ismaÿl Urbain, que je présenterai plus bas, s'installa à Alger en 1837 et acquit rapidement une réputation d'expert de l'Algérie, puis Enfantin vint en Algérie en 1839 en tant que membre d'une Commission d'exploration scientifique ; il s'intéressa notamment à la question des régimes de propriété parmi les indigènes. Les saint-simoniens produisirent toute une série de documents d'information scientifique d'excellente qualité : ainsi Berbrugger, conservateur de la biliothèque d'Alger, fondateur de la Société historique algérienne et de la *Revue africaine*, explorateur des oasis subsahariennes (mais des tentatives de traverser le Sahara échouèrent), ou encore le géologue Fournel qui détecta la

---

sabre du garde-chiourme », et qu'il distingue toujours soigneusement des Français].

À Biribi c'est là qu'on crève de soif ou d'faim
C'est là qu'il faut marner sans trêve jusqu'à la fin
Le soir on pense à la famille sous le gourbi ;
On pleure encore quand on roupille, à Biribi.
À Biribi, c'est là qu'on râle, on râle en rut
La nuit, on entend hurler l'mâle, l'aurait pas cru
Qu'un jour y s'rait forcé d'connaître « mam'zelle Bibi »,
Car tôt ou tard il faut « en » être, à Biribi.

[Allusion à des viols ? Dans le roman de Darien les pratiques homosexuelles sont volontaires, quoique forcées par la situation évidemment : pas de solde, pas d'accès aux prostituées].

On est sauvage, lâche et féroce; quand on en r'vient
Si par hasard on fait un gosse, on se souvient
On aimerait mieux, quand on s'rappelle c'qu'on a subi
Voir son enfant à la Nouvelle [prison parisienne] qu'à Biribi ».

250 Dans les zones déjà conquises ! D'où la disproportion avec les chiffres cités plus bas pour le Second Empire.

251 Ainsi, jusque vers 1975, tout le monde connaissait la comptine que les soldats d'Algérie chantaient sur l'air d'une sonnerie militaire : « L'as-tu-vue, la casquette, la casquette, l'as-tu-vue, la casquette du père Bugeaud ? Elle est faite, elle est faite, la casquette, elle est faite, elle est faite en poil de chameau ».

nappe d'eau phréatique qui se trouve sous le désert et fora le premier puits artésien pour l'exploiter : il apparut un chapelet de palmeraies en limite du désert. Dans son gros livre *La colonisation de l'Algérie* (1843), Enfantin posait le principe de la légitimité de la domination française, mais en association avec le vaincu ; il voulait « la transportation d'une population européenne assez considérable » (c'est-à-dire une colonisation civile), et bien sûr l'industrialisation de l'Algérie. Pourtant c'est essentiellement de colonisation agricole que se mêlèrent les saint-simoniens, sous le Second Empire.

La II^e^ République (1848-1852) ne remit pas en cause la mainmise française sur l'Algérie — toute la gauche était colonialiste, y compris Proudhon. Ce fut la II^e^ République qui, retirant l'Algérie au pouvoir discrétionnaire de l'armée, l'intégra au territoire métropolitain : elle fut divisée en trois départements, Oran, Alger et Constantine, eux-même subdivisés en arrondissements, cantons, communes. On y trouvait les mêmes élus et fonctionnaires qu'au nord de la Méditerranée. Cependant, à la campagne, on distinguait des « communes de plein exercice », celles où l'élément européen était notable, et des « communes mixtes » gérées par des administrateurs civils nommés par Alger. Par ailleurs les préfets d'Algérie dépendaient du ministère de la Guerre et non de celui de l'Intérieur comme en métropole ; des institutions précédentes subsistait le Gouverneur Général, un militaire, qui siégeait à Alger ; et puis les militaires gardaient tout pouvoir sur les territoires non encore complètement pacifiés, c'est-à-dire la plus grande part. Les Algériens votaient aux élections nationales — ceux d'origine européenne, s'entend[252]. Cependant on promit aux indigènes qu'ils deviendraient citoyens de plein droit au fur et à mesure qu'ils « s'assimileraient », c'est-à-dire se franciseraient.

La République lança un grand plan de colonisation : il s'agissait notamment d'envoyer en Algérie des ouvriers, touchés par la crise en métropole, qui rêvaient de retourner à la terre tout en ayant un lopin à eux. Ce fut un semi-échec, mais il se fonda tout de même 42 nouvelles colonies agricoles. L'armée prit le contrôle de nouvelles régions, notamment en Kabylie et dans le Mzab, à la limite du Sahara. En 1851, la France, qui n'était pas encore un pays laïc, se mit à rémunéer le personnel du culte musulman, ce qui permettait aussi de le contrôler.

Sous le Second Empire, l'Algérie perdit ses représentants au Corps Législatif, mais les Européens d'Algérie participèrent aux différents référendums organisés par l'Empereur. En revanche, l'armée retrouva une bonne partie de l'autorité perdue en 1848. La prise de contrôle du territoire continua : ainsi le maréchal Randon soumit la Kabylie en 1857. L'armée française était toujours aussi brutale : elle détruisait systématiquement les villages insoumis, arrachait les arbres fruitiers, etc. Elle s'appuyait sur des supplétifs indigènes organisés en « harkas » (d'où vient le mot « harki »[253]), en « goums » (unités commandées par des officiers français) et en « smalas » (camps fortifiés permanents où ces soldats vivaient avec leur famille). C'est également dans ces années que l'armée s'avança en direction des premières oasis du Sahara (à la prise de Laghouat en 1854, la majeure partie de la population fut massacrée) ; les premières explorations chez les Touaregs, menées par Duveyrier, eurent lieu à la fin des années 1850. Il faut dire que les oasis du Sahara servaient de refuge aux rebelles des montagnes, et que les

252 Très longtemps, le mot « Algérien » n'a désigné que ces derniers, plus les juifs après 1870 ; les autres étaient désignés du nom d'« indigènes ». J'éviterai l'emploi de ce mot qui prête à confusion : je parlerai d'« Européens d'Algérie » (bien que les juifs d'origine locale fussent inclus dans ce groupe à partir de 1870) ou de « Français d'Algérie » (le mot est plus juste si on le prend ce mot au sens de « citoyen de la République », à condition de ne pas oublier qu'un bonne partie de ces Français était d'origine espagnole, italienne, ou locale pour les juifs). Parfois aussi je parlerai des « Pieds-Noirs » : ce sobriquet peu aimable est en fait très tardif dans son emploi actuel (1955 — avant, il désignait les indigènes !), mais il est bien commode pour varier l'expression.

253 Les noms arabes (propres ou communs) terminés par un « i » (long) indiquent une provenance ou (au sens dérivé) une appartenance.

Touaregs accueillaient à leur tour les fuyards des oasis occupées : bref, on avait affaire à une « logique d'entraînement » tout à fait classique, également vue à l'œuvre au Sénégal et en Indochine à la même époque.

Les régions déjà conquises furent mises en valeur. De nouveaux colons s'installèrent grâce au système du cantonnement (mis en place en 1851), qui consistait à confisquer au profit des colons une partie des terres collectives des tribus indigènes, au prétexte qu'elles étaient trop vastes pour leurs besoins réels. Dans d'autres cas, l'Empire fit appel à de grandes compagnies capitalistes chargées d'établir les infrastructures des futurs villages, puis de vendre aux colons avec profit : ainsi dans les années 1860 les frères Talabot, des saint-simoniens, investirent dans une Société Générale Algérienne. Tout ceci n'alla pas sans quelques scandales retentissants, et mit en fureur les petits colons privés des meilleures terres. L'agriculture coloniale était prospère : le vignoble s'étendit dans les régions côtières, ce qui provoquait déjà des protestations des vignerons du Midi ; l'Algérie produisait aussi du tabac et des vers à soie.

Dans la Mitidja, le processus de drainage, de dépaludation et de construction de barrages, entamé dès les années 1830, dura jusque vers 1930[254]. Elle fit rapidement figure de région modèle avec son parcellaire géométrique, sa production massive de vin de qualité médiocre[255] et ses grosses fermes isolées (la grande propriété ne cessa que progresser durant toute l'époque coloniale. Il demeurait cependant un *minifundio* indigène qui servait surtout de réservoir de main-d'œuvre pour la grande propriété — les montagnes avoisinantes, surpeuplées, constituaient un autre réservoir, mais certains travailleurs agricoles venaient de Kabylie, à 100 ou 150 km de là. Le chef-lieu de la Mitidja était Blida ; il y avait 25 gros villages de colonisation agricole, tous identiques, fondés entre 1835 et 1875[256] : avec leurs maisons à toits de tuiles, leurs rues droites plantées d'arbres, leur plan orthogonal organisé autour d'une place centrale avec kiosque à musique, palmiers et platanes, autour de laquelle se pressaient l'école, la mairie et les cafés où l'on buvait l'anisette à l'ombre du clocher, ces bourgs ruraux algériens étaient la négation même de l'Orient.

Par ailleurs, l'Empire contruisit 500 km de chemins de fer (entre 1857 en 1870, essentiellement grâce aux frères Péreire, des saint-simoniens proches du monarque) et entama la prospection des richesses minières. Une première entreprise industrielle d'importance apparut dans les années 1860 : un haut-fourneau dans la région de Bône.

Toutes ces avancées profitaient presque exclusivement aux colons, malgré quelques efforts de l'armée pour développer l'agriculture indigène. En 1867-1868, une famine dramatique, provoquée entre autres par une grave sécheresse qui durait depuis 1863, des invasions annuelles de criquets depuis 1864[257], plus un tremblement de terre dans la Mitidja en janvier

---

254 C'est par ailleurs dans cette région que l'on testa pour la première fois la quinine, un extrait de l'écorce d'un arbre amazonien, ramenée en Europe par l'explorateur britannique Wendel en 1807 : grâce à ce médicament et au drainage des marécages, dès 1850 la malaria était éradiquée.

255 La Mitidja abritait plus de 130.000 habitants vers 1930, soit 100 h/km^2 ; les Européens y redevinrent minoritaires après 1900.

256 Par exemple Boufarik.

257 Les criquets pèlerins, qui sont les plus dangereux, atteignirent l'Algérie en avril 1866. Ils sont originaires du Sahel. On ignore dans quelles conditions exactes (sans doutes liées à des problèmes de surpopulation dans leur habitat originel) ils passent du stade solitaire, où ils sont inoffensifs, au stade grégaire où ils changent d'apparence physique, se reproduisent de façon exponentielle (la population se multiplie par 10 tous les deux mois et on peut avoir des densités de 150 millions d'individus au km^2 !) et se mettent à voyager : ils peuvent parcourir 200 km par jour et même s'ils ne sont nullement agressifs (ils ne mordent pas), ils dévastent tout. Autant que leur appétit (et surtout ceux de leurs milliards de larves), ce sont leurs cadavres qui posent problème : ils infectent l'eau des puits et des mares pendant plusieurs mois. Au XIX^e siècle, on ne savait guère les chasser qu'en faisant du bruit, en les brûlant ou en déterrant leurs œufs : des tâches pratiquement impossibles dans les régions peu peuplées, même si l'armée mettait la main à la pâte.

1867 et une épidémie de choléra à l'été suivant, mais aggravée par la destruction d'une bonne partie des structures de la société traditionnelle (plus l'égoïsme des colons et l'incurie des autorités françaises[258]), fit au moins 500.000 victimes (17% de la population[259]), presque exclusivement parmi les indigènes — à la grande joie de ceux, en Algérie et en métropole, qui y voyaient l'amorce d'un destin semblable à celui des Indiens d'Amérique : n'avaient-ils pas succombé à des épidémies ?

Napoléon III avait des idées bien arrêtées sur l'Algérie ; c'est le premier chef d'État français (le seul avant de Gaulle, en fait) que l'on peut créditer d'une politique algérienne. Déjà en 1852 il avait pensé se faire proclamer « empereur des Français et roi de l'Algérie », ce qui serait revenu à traiter cette région comme un royaume lié à la France, mais distinct. Son entourage l'en dissuada et durant tout l'Empire autoritaire il ne se préoccupa guère de l'Algérie. Mais en 1860 et 1865, il y fit deux longs voyages ; séduit par le pays, il fit preuve à l'égard de la population indigène d'un intérêt et d'une sympathie certes non exempte de paternalisme, mais quand même tout à fait exceptionnelle pour l'époque. Cette attitude devait beaucoup à son entourage saint-simonien[260]. En témoignent les lignes qui suivent, extraites d'un discours impérial prononcé lors du voyage de 1860 : « Notre premier devoir est de nous occuper de trois millions d'Arabes que le sort des armes a fait passer sous notre domination. Élever les Arabes à la dignité d'hommes libres, répandre sur eux les bienfaits de l'instruction tout en respectant leur religion, améliorer leur existence en faisant sortir de cette terre tous les trésors que la Providence y a enfouis et qu'un mauvais gouvernement laisserait stériles, telle est notre mission : nous n'y faillirons pas ». L'Empereur précisa sa pensée en 1863, dans une lettre ouverte au gouverneur général Mac-Mahon : « l'Algérie n'est pas une colonie proprement dite, c'est un royaume arabe »; « les indigènes ont, comme les colons, un droit égal à ma protection et je suis aussi bien l'Empereur des Arabes que l'Empereur des Français ». Bien sûr, ces lignes sont à comprendre dans une perspective bien plus large que la seule Algérie : Napoléon III rêvait d'un protectorat français sur l'ensemble du monde arabe.

Quelques mesures concrètes suivirent. En 1863, le cantonnement fut aboli : la terre devait rester aux indigènes, et les colons, devaient demeurer dans et autour des grandes villes. Tous les emplois publics algériens devaient être ouverts aux indigènes. L'Empire fit ce qu'il put pour retirer le plus de territoires possible à l'administration civile, qui était aux mains des colons : le principe était que la société algérienne musulmane devait se gouverner elle-même, évoluer à son propre rythme, sans traumatismes — mais sous l'étroit contrôle de l'armée, évidemment ; l'assimilation restait le but final, déjà évoqué dans le discours de Bordeaux (1851),

---

258 Il n'y eut aucun élan de charité parmi les colons, qui refusèrent le plus souvent d'avancer des semences aux indigènes ; on vit des mourants se faire rudoyer. En 1868, l'Algérie exporta du blé en direction de la métropole ! L'Arabe était censé être le seul responsable de ses malheurs, par sa paresse, avec l'Empire, coupable de maintenir les structures de la société indigène. Seul le clergé fit ce qu'il avait à faire, non sans un prosélytisme qui provoqua de graves tensions (cf. un peu plus bas).

259 Ma source fait remarquer qu'aujourd'hui, en France, cela équivaudrait à 11 millions de morts, et qu'en proportion cela représente 5 fois les pertes de la première guerre mondiale. Le chiffre donné est une estimation moyenne, les historiens oscillent entre 446.000 et un million de victimes.

260 Et notamment à Ismaÿl Urbain (cf. sa biographie plus détaillée en annexe n°4 à ce cours) : ce mulâtre guyanais, fils naturel d'une esclave, ancien pensionnaire du couvent saint-simonien de Ménilmontant, très lié à Enfantin, avait déjà été l'ami du duc d'Aumale, l'un des fils de Louis-Philippe. Membre de l'« expédition » saint-simonienne au Caire (où il se convertit à l'islam), il avait été interprète de l'armée en Algérie et s'était marié avec une Algérienne. Depuis les années 1830, il inondait Paris d'analyses intelligentes, très arabophiles ; il faisait partie d'un lobby algérien saint-simonien puissant, très hostile aux thèses des colons et proches de celles de l'armée. Napoléon III l'imposa comme interprète officiel lors de son voyage de 1865, ce qui donne la mesure du courage dont il était capable à l'occasion : un Nègre musulman marié à une Arabe ! Des années après, certains en tremblaient encore à la Cour.

mais elle n'était conçue que comme le résultat ultime, à très long terme, de la « régénération » de la « race arabe », égale en dignité en principe à la « race française ».

L'Empereur ne craignit même pas d'entrer en conflit avec Mgr Charles Lavigerie (1825-1892), archevêque d'Alger à partir de 1867. Fondateur en 1858 d'une congrégation missionnaire, les Pères Blancs, et dans les années 1860 d'une Association pour la Propagation de la Foi, il se prenait pour un nouvel Augustin et prétendait ramener les indigènes à la foi chrétienne. En particulier, au moment de la grande famine de 1867-1868 les Pères Blancs fondèrent un orphelinat où ils élevaient les orphelins indigènes dans la religion catholique, ce qui déchaîna la fureur des musulmans. L'Empereur exigea que les orphelins fussent renvoyés dans leurs villages ; Mgr Lavigerie refusa, au motif que « ces enfants ne peuvent être livrés aux passions bestiales de leurs coreligionnaires » — du reste, pour lui la famine était un signe du Ciel, une punition pour les réticences des Arabes à revenir à la vraie religion. Le conflit, qui fit beaucoup de bruit en métropole, n'était pas réglé à la chute de l'Empire[261].

Dans l'ensemble, cette politique avorta : elle manqua de temps — de cohérence aussi : ainsi, dans le même temps qu'il abolissait le cantonnement, l'Empereur distribuait des milliers d'hectares à de grandes compagnies concessionnaires. Surtout, il se heurta à l'hostilité absolue, générale et bornée des colons, dont le nombre passa de 100.000 en 1848 à 260.000 en 1870 (la moitié venaient d'Espagne et d'Italie : l'accès à la nationalité française leur était facilité). Où allait-t-on si l'on commençait à tenir compte de l'avis des « sauvages » ? Quel serait l'avenir de l'Algérie si le pouvoir s'obstinait à « maintenir indéfiniment cette race déchue » ? En 1863, les colons organisèrent une première « journée des barricades »[262] pour signifier leur mécontentement ; la bureaucratie algéroise refusa purement et simplement d'appliquer le sénatus-consulte de 1863, et à sa tête, Mac-Mahon sabota consciencieusement la politique qu'il était censé appliquer. Dans le même temps, au nord de la Méditerranée, toute une propagande insistait sur le courage et l'abnégation des colons, seuls capables de faire progesser une terre livrée depuis des siècles à l'« incurie arabe »[263], et aussi sur les excellents rapports des colons avec les indigènes[264] : une harmonie que les réformes, menées par des Parisiens qui ne connaissaient rien aux réalités algériennes, ne pouvaient que compromettre. La conclusion s'imposait : il fallait plus de terres pour les colons, moins de pouvoir pour l'armée (trop favorable aux indigènes au goût des colons : en charge de la répression, elle savait bien qu'il est impossible de s'imposer à long terme par ce seul moyen) et moins de privilèges pour les « féodaux » arabes et berbères.

Même les républicains, déportés (on disait « transportés ») en Algérie de force (en 1848, en 1852 ou en 1858 après l'attentat d'Orsini) ou venus leur propre gré (pour profiter d'une atmosphère moins répressive qu'en métropole, surtout dans les années 1850), même les

---

261 Les idées de Napoléon III étaient étonnamment modernes pour son temps. S'il avait pu les appliquer, peut-être aurait-on évité les drames du XX^e^ siècle; du reste, la politique esquissée au début des années 1860 ressemble furieusement à ce que la IV^e^ République tenta de mettre en place… bien trop tard, car les émeutes de Sétif avaient déjà eu lieu et les haines étaient inexpiables. Remarquez quand même que cette politique napoléonienne du "royaume arabe" eût pu prendre assez vite un petit air d'*apartheid* : chacun à sa place, Français en ville et « indigènes » à la campagne, avec leurs propres institutions, leurs propres coutumes, et toujours l'autorité paternelle de l'Empereur coiffant le tout !

262 Référence à celle de février 1956, pendant la guerre d'Algérie.

263 On entend aujourd'hui le même type d'argument à propos d'Israël, qui aurait fait « fleurir le désert ». Pour moi, ils sont inacceptables ; si une population ne souhaite pas exploiter son territoire de manière intensive, c'est son droit le plus strict, outre que c'est, écologiquement parlant, une excellente idée.

264 « T'aimes trimer pour moi, Mohammed ? — Oui patron, vous pouvez lâcher votre fouet. — Vous voyez bien, il dit qu'il est content ! ». Généralement, celui qui bénéficie d'une situation coloniale est persuadé que l'autre en est satisfait, vu que l'autre en question n'a aucune possibilité d'exprimer autre chose que sa joie d'être colonisé. Ainsi en Russie, certains aujourd'hui n'ont toujours pas compris que les R.S.S. non russes aient proclamé leur indépendance en 1991, alors que « du temps de l'U.R.S.S., nous nous entendions si bien ».

franc-maçons partageaient le racisme général et entendaient bien que les colons restassent les maîtres exclusifs du pays : l'idée napoléonienne du « royaume arabe » les révulsait littralement. L'opinion algérienne était du reste très progressiste, très hostile au césarisme et à Badinguet (sauf lorsqu'il s'agissait de l'acclamer lors de ses voyages) : il y eut une majorité de « non » au plébiscite de 1870. Effectivement, en métropole la gauche républicaine prônait le rétablissement du droit de vote pour les colons, la fin du pouvoir discrétionnaire des militaires et l'assimilation des indigènes, sans très bien comprendre que ces propositions généreuses revenaient en fait à laisser lesdits indigènes aux mains des colons (ou peut-être en le comprenant trop bien). Début 1870, la gauche du Corps Législatif parvint à faire passer une loi rétablissant le régime « civil » de la II^{e} République, avec droit de vote pour les colons et eux seuls aux législatives, mais la crise avec la Prusse aboutit à l'enterrement du projet[265].

Enfin, dernier échec, les indigènes ne se rallièrent pas au régime. Les quelques tentatives d'écoles ou de journaux bilingues n'eurent aucun succès ; les rares indigènes instruits (les élites avaient été décimées lors de la conquête) se replièrent sur les confréries et la culture religieuse, refuge identitaire, quand ils ne prenaient pas discrètement le chemin de la Syrie ou de l'Égypte (cf. plus haut la note sur Abd-el-Kader). L'Empereur avait beau éprouver de la sollicitude pour eux, il restait quand même un chrétien, et l'armée avait toujours la main lourde ! Les révoltes étaient endémiques (les principales eurent lieu en 1859 et 1864 sur les confins du Maroc). Un gouffre séparait les indigènes des colons : il n'y eut pratiquement aucun mariage mixte ; en vingt ans, 194 musulmans seulement demandèrent la pleine citoyenneté. Il faut dire que cela impliquait l'abandon du droit musulman et de la coutume traditionnelle ; or, l'islam étant une religion de la cité, qui règle les rapports des croyants sur Terre, c'était concrètement une apostasie.

L'une des premières mesures du gouvernement provisoire de la République, en octobre 1870, fut d'accorder la citoyenneté française à tous les juifs d'Algérie, par le décret Crémieux[266]. La communauté juive d'Algérie, 33.000 personnes au total à l'époque, en partie

---

265 Parmi les figures intelectuelles qui prenaient part au débat sur l'Algérie, citons le journaliste Louis Prévost-Paradol, qui écrivait en 1868 dans son livre *La France nouvelle* : « Puisse-t-il venir le jour où nos concitoyens, à l'étroit dans notre France africaine, déborderont sur le Maroc et la Tunisie et fonderont enfin cet Empire méditerranéen qui ne sera pas seulement une satisfaction pour notre orgueil, mais sera certainement dans l'état futur du monde la dernière ressource de notre grandeur. (…) L'Afrique ne doit pas être seulement pour nous un comptoir comme l'Inde [la France possédait cinq villes côtières en Inde], un camp ou un champ d'expérience pour notre armée, encore moins un champ d'expérience pour nos philanthropes; c'est une terre française qui doit être le plus tôt possible peuplée, possédée et cultivée par des Français si nous voulons qu'elle puisse un jour peser de notre côté dans l'arrangement des affaires humaines ». Bref, l'Afrique du Nord devait être à la France ce que l'Amérique du Nord était au Royaume-Uni (c'était le sens du titre), et les indigènes étaient promis au sort des Indiens.

Cela dit, tout le monde n'était pas aussi enthousiaste ; en particulier, dans les milieux d'affaires (à l'exception des saint-simoniens), un courant non négligeable était d'avis que la France eût mieux fait de s'occuper de son propre territoire, et de ses relations avec ses voisins européens. En 1857, le *Journal des économistes* écrivait : « l'Algérie est un boulet aux pieds de la France ». Dans les milieux politiques, le libéral Alexis de Tocqueville, qui avait enquêté sur place en 1841 et 1846, ne remettait pas en cause la conquête, considérant que pour rester une grance puissance la France avait besoin de positions en Méditerranée ; mais il condamnait les modalités de l'installation de la France : « Autour de nous les lumières se sont éteintes (…) Nous avons rendu la société musulmane beaucoup plus misérable, plus désordonnée, plus ignorante et barbare qu'elle n'était avant nous ». Pour lui, il fallait avant tout préserver « les interprètes naturels et réguliers de la religion », ne pas forcer les indigènes à venir dans les écoles françaises mais les aider à relever les leurs.

Au total, l'opinion publique s'habituait à voir dans l'Algérie, et dans les colonies en général, une source de puissance, de grandeur et de prestige, une manière de revanche à l'heure où la Grande-Bretagne dominait le monde ; et à percevoir la France en puissance civilisatrice dont la présence « chez les sauvages » était normale et même bénéfique.

266 Adolphe Crémieux (1796-1880), issu d'un milieu très bourgeois de Nîmes (et, au-delà, de la commu-

d'origine hispanique (issue des expulsions de la fin du XV^e^ siècle), en partie installée depuis l'époque romaine, était totalement assimilée, du point de vue de la langue et du mode de vie, à la société arabe[267]. Le décret Crémieux accéléra le mouvement, déjà sensible depuis 1830, par lequel cette communauté se détacha progressivement de l'univers indigène pour se rapprocher du monde des Européens d'Algérie — ce qui n'empêcha pas le développement d'un solide antisémitisme dans une partie de cette communauté[268].

---

nauté juive du Comtat Venaissain, les « juifs du Pape »), avocat de profession, fit partie de l'opposition dynastique sous la monarchie de Juillet, et fut, en 1848, le premier ministre juif que la France ait jamais eu ; il siégea à la Montagne en 1849, fut arrêté au moment du coup d'État, se retira de la politique active sous l'Empire autoritaire (il devint hommc d'affaires et président du Consistoire), puis reprit une activité politique dans les rangs des républicains radicaux en 1869. Il fut ministre de la Justice du gouvernement provisoire, seconda Gambetta durant la guerre de défense nationale ; élu d'Alger à l'Assemblée en 1871, il joua un rôle actif dans le combat contre les monarchistes dans les années 1870.

267 Et non berbère, puisque les juifs vivaient surtout dans les villes, foyers d'arabisation Pour une évocation de ce monde au début de la période coloniale, voyez évidemment l'excellente bande dessinée *Le chat du rabbin* de Joann Sfar.

N.B. Depuis 1865, les juifs d'Algérie pouvaient prendre la nationalité française, mais seuls 152 l'avaient fait : ce qui montre quand même que le désir de francisation n'était pas encore irrépressible ! Le fait que, selon la loi française, les femmes accédaient à égalité à l'héritage, semble avoir joué un rôle dans ce refus. Le décret Crémieux n'était que la reprise d'un décret pris par Émile Ollivier, le premier ministre de Napoléon III début 1870, qui n'avait pu être promulgué pour cause de guerre. C'est donc en réalité le Second Empire qui a émancipé les juifs d'Algérie — pas tout à fait à leur demande.

268 Très tôt, les antisémites dénoncèrent notamment un « vote juif » caractérisé par son grégarisme, sa vénalité et, en conséquence, une fraude systématique, au profit des républicains bien entendu. Les juifs étaient censés représenter 25% des Français d'Algérie, alors que le chiffre réel était de 13%, et 9% des électeurs, en 1896. On les accusait aussi d'accaparer la fonction publique algérienne, une déclinaison locale du thème du « lobby juif » (en fait, en 1899, 1% des fonctionnaires algériens étaient juifs), d'exploiter économiquement les non-juifs (ils étaient censés notamment spéculer sur des faillites, après les avoir provoquées), et bien sûr d'être de mauvais patriotes. Ils avaient enfin la réputation d'être sales et de tout salir autour d'eux, alors que les musulmans étaient censés être d'une propreté impeccable : ces fantasmes hygiénistes débouchaient sur la métaphore du « microbe juif », porteur de peste sociale, contre lequel il fallait lutter avec les mêmes armes que contre tout autre germe : la quarantaine ou l'extermination.

Il y avait en Algérie une abondante presse antisémite, des clubs sportifs antisémites, une « Brasserie Antijuive » (à Alger), toute une sociabilité antisémite avec insigne (un bleuet à la boutonnière), banquets et fanfares ; on représentait des pièces antisémites, il existait une *Marseillaise antijuive* (« Chassons de notre pays / Cette sale bande de Youdis »). Voici le début d'une « Biblie juive humoristique » publiée à Constantine en 1880 : « La primière fois qui li monde, ti a rien di tout, gnia pas di franci, gnia pas di jouif, gnia rien du tout, nic di poisso, nic di zouazou, nic dou bléi… Li moun DIou, il a dic : tip pi pa risti comme ça… ». En 1884, 78 pompiers d'Alger démissionnèrent en bloc parce qu'un de leurs collègues juifs venait de recevoir la Légion d'honneur pour héroïsme. En 1897, un professeur de droit juif à l'université d'Alger fut tellement chahuté qu'il dut démissionner. Pour l'essentiel, ces exactions étaient impunies : la rue algérienne, c'est-à-dire pied-noire, dictait sa loi, et continua à la dicter jusqu'à ce que de Gaulle ait pris les choses en main. En réaction, tout cela accentuait évidemment le repli communautaire des juifs, que dénonçaient les antisémites.

Les différents mouvements antisémites de la période eurent un grand succès en Algérie, surtout dans la période 1895-1905 qu'on appelle parfois la « crise antisémite » algéirenne, et qui correspond en gros à l'affaire Dreyfus. Les premières violences antisémites ayant pour auteurs des Européens d'Algérie semblent dater de la campagne municipale de 1881 ; il y eut de nouvelles émeutes en 1884 à Alger (on note, parmi les personnes arrêtées, pas mal d'Espagnols et de Maltais mais aussi des fils de très bonnes familles d'origine métropolitaine), puis en 1888 à Constantine ; francs-maçons et libres-penseurs exclurent les juifs de leurs rangs. C'est à Alger que le marquis de Morès fonda en 1892 la Ligue Antisémite, qui fut active dans toute la France. Par ailleurs, le syndicalisme algérien, pour l'essentiel limité aux Européens, était très antisémite aussi (en plus d'antiarabe, évidemment).

Aux municipales de 1897, à Oran, les deux candidats en présence étaient un antisémite « modéré », Giraud, et un antisémite « extrémiste », le pharmacien Arthur Gobert, qui remporta le scrutin après une campagne haineuse où il fut question de « renvoyer en Palestine ce fumier » et où Giraud fut accusé d'avoir reçu des voix juives. Constantine élut également un maire antisémite.

Au législatives du printemps 1898, l'Algérie élut quatre députés antisémites (sur cinq), dont, à Alger, le

Les mois suivant la chute de l'Empire furent extrêmement agités en Algérie. D'une part, on assista à une véritable révolte des colons contre Paris. Ils profitèrent de la confusion, et de l'absence de troupes, occupés contre les Prussiens puis contre les communards, pour essayer de rétablir un régime civil, c'est-à-dire un régime qu'ils dirigeraient entièrement, et aussi d'obtenir le plus d'autonomie possible vis-à-vis de Paris. En octobre 1870, dans une ambiance très « jacobine », une émeute à Alger obligea le nouveau gouverneur général à reprendre le bateau à peine arrivé, puis les émeutiers prirent le pouvoir : c'est ce qu'on appelle parfois « la Commune d'Alger ». Le gouvernement provisoire, qui avait un ou deux autres chats à fouetter, ne réagit pas : Paris prenait l'habitude de céder à la violence des colons, une violence qui prenait des formes spectaculaires, bruyantes, voire hystériques, très différentes en tout cas de celles en vigueur au nord de la Méditerranée, et que les gouvernants comprenaient et mesuraient mal.

Dans l'hiver 1870-1871, tout un mouvement communaliste[269] se développa dans les villes : après ceux d'Alger, les colons d'Oran, de Philippeville[270], de Constantine, de Bône proclamèrent des communes insurrectionnelles, il y eut même une ébauche d'organisation de l'Algérie sur la base d'une fédération de ces communes, autonome par rapport au reste de la France. Les liens directs avec la Commune de Paris étaient évidemment nuls, Paris étant assiégée ; mais il est certain que le vieux fond proudhonien de la gauche française joua un rôle

---

pamphlétaire d'extrême-droite Edouard Drumont, connu pour son torchon *La France juive* (1886) : le tout dans le contexte d'une vague de pogromes (magasins saccagés — après quoi on invitait les musulmans à se servir dans les décombres —, synagogues profanées, juifs molestés). Le sac du quartier juif d'Oran, en mai 1897, dura quatre jours, sans la moindre réaction des autorités jusqu'au moment où les émeutiers, grisés par l'impunité, se mirent à piller des magasins non juifs. À Alger, les émeutes les plus graves eurent lieu juste après la publication de *J'accuse* en janvier 1898, avec notamment de nombreux incendies criminels ; il semble cependant ne pas y avoir eu de morts, peu de viols, et les Arabes se montrèrent réticents à suivre des gens qui ne leur promettaient rien, puisque leur seul programme politique était l'abolition du décret Crémieux et l'autonomie des départements algériens.

En 1898, Alger élut également (lors d'une triangulaire, avec seulement 40% des suffrages) un maire antijuif, Max Régis, qui appelait à « réaliser l'épuration la plus grandiose et la plus humanitaire du siècle » et rêvait par ailleurs d'une Algérie indépendante, un rêve qui annonçait ceux de l'O.A.S. en 1960-1962 ; né italien sous le nom de Massimiliano Milano, il semble avoir vaguement comploté avec l'Italie (son slogan était calqué sur celui des nationalistes italiens de 1848 : « *Algeria farà da se* »). Il ouvrit son premier conseil municipal aux cris de « Mort aux juifs ! ». Les hôpitaux algérois se mirent à refuser les malades juifs, les écoles privèrent les juifs de distributions de fourniture scolaires et de vêtements ; une école contrevenante se vit supprimer toute subvention municipale. Les vendeurs juifs du marché perdirent leur licence (de toute façon ils étaient systématiquement molestés) ; les cochers juifs devaient stationner à l'écart des autres, etc., etc. Certains antisémites surveillaient les magasins juifs, intimidant les non-juifs qui y pénétraient, prétendant même prendre des photos et être en mesure de les publier ; certains magasins affichaient « Interdit aux juifs » ou « Pas de personnel juif ici ». Une chasse aux juifs s'organisa dans les squares, notamment au moment des concerts du samedi soir. À l'entrée du théâtre, les personnes dont le nez était suspect (*sic*) devaient montrer une pièce d'identité. Et j'en passe… Paris joua l'apaisement, c'est-à-dire que le gouvernement (absolvit ? absolva ? absolut ?) les actes antisémites ; effectivement, les choses se calmèrent progressivement, d'autant que Régis avait fini par inquiéter les notables par sa surenchère révolutionnaire et indépendantiste — et puis l'anarchie qui gagnait les villes algériennes était mauvaise pour les affaires ; enfin Régis glissait de plus en plus du côté de la droite cléricale, ce qui inquiétait les républicains même antisémites, tandis que de plus extrémistes que lui se mirent à l'attaquer en tant que « macaroni » — dans la patrie autoproclamée des droits de l'homme, la haine du ratichon ou celle du métèque rital pouvait donc protéger de celle du juif… La nouvelle majorité de défense républicaine remit de l'ordre à partir de la fin 1899, mais les antisémites continuèrent d'avoir pignon sur rue.

Cela dit, entre deux périodes d'hystérie (vous verrez qu'il y en eut une autre dans les années 1930) les Français d'Algérie envoyaient essentiellement à la Chambre des députés de la majorité (opportunistes dans les annnées 1880, radicaux dans les années 1900) : Drumont perdit son siège dès 1902. De même, dès 1903, plus aucune ville d'Algérie n'avait de maire antisémite.

269 Et non pas communiste ! Ces mouvements n'avaient rien à voir avec l'idéologie de Lénine et de ses successeurs (qui, experts en manipulation, ont abondamment joué sur la similitude des mots).

270 Aujourd'hui Skikda.

en Algérie aussi. En tout cas, l'ambiance était très « rouge », très révolutionnaire, et les « transportés » furent très actifs dans les événements. Le mouvement s'arrêta au printemps 1871, dès que Paris, débarrassée de la guerre, eut renvoyé des troupes, et surtout dès qu'éclata la grande révolte dite « de Mokrani » que j'évoquerai au paragraphe suivant : les colons n'osèrent pas aller jusqu'à l'affrontement, sachant très bien qu'ils étaient très minoritaires face aux musulmans[271] et qu'ils avaient besoin de la force armée — c'était tout simplement aussi qu'ils se sentaient français, et qu'à l'exception d'une frange d'excités ils savaient bien qu'il n'y avait pas d'avenir pour eux hors de la France. Une Algérie dotée d'une personnalité distincte n'aurait eu aucun sens — ou plutôt elle n'aurait pu avoir que le sens que Napoléon III lui avait donné : un royaume arabe…

Sur ces entrefaites, en mars 1871, éclata une grande révolte des musulmans d'Algérie ; connue sous le nom de « révolte de Mokrani », du nom de son premier chef[272], ce fut le dernier soulèvement d'importance avant les émeutes du Constantinois en mai 1945. Différents facteurs jouèrent dans son déclenchement : l'hostilité aux colons et l'opportunité que représentait le départ d'une partie des troupes chargées de maintenir l'ordre dans les campagnes ; la famine de 1867-1868 ; le décret Crémieux, vécu comme un scandale (l'antisémitisme n'a jamais été une spécificité chrétienne[273] — et puis l'abolition de la loi mosaïque, consécutive au décret, pouvait apparaître comme un prélude à une interdiction du droit coranique) ; enfin, des menaces de retour à la pratique du cantonnement, que réclamaient les colons à cor et à cri. La révolte triompha dans l'arrière-pays : la France perdit largement le contrôle de la Kabylie, du Constantinois, et des Aurès. Mais les révoltés ne parvinrent jamais à menacer le « pays utile », la côte et les villes ; le « nettoyage » des campagnes par l'armée française dura jusqu'en janvier 1872. La répression militaire fut terrible et se doubla d'une autre répression menée par les colons, qui avaient eu très peur (exécutions sommaires, etc.) ; le tout s'accompagna d'une amende extrêmement élevée imposée aux vaincus[274] et surtout de la confiscation de 500.000 hectares de terres, l'équivalent d'un département métropolitain.

---

271 Remarque sur ce mot : à partir du décret Crémieux, « musulman » devint un synonyme commode d' « Algérien non citoyen » : les musulmans (Arabes et Berbères), privés de citoyenneté, s'opposaient aux citoyens français (juifs , d'origine indigène, et chrétiens, d'origine européenne). Je recourrai donc à l'un ou à l'autre terme. Par ailleurs, dorénavant j'emploierai moins le terme de « colons », car à partir de la III^e^ République la majorité des Français d'Algérie étaient nés sur place.

272 Le bachaga Si Mohammed bel el Hadj Hamed el Mokrani (« bachaga » est un titre essentiellement maghrébin qui vient du turc « pacha agha », c'est-à-dire « grand pacha ») faisait partie d'une famille pretisgieuse (il prétendait descendre du Prophète par sa fille Fatima), ralliée à la France depuis les années 1830 : il siégeait au conseil municipal de Constantine. Proche des militaires (lesquels pourtant n'avaient fait que rogner ses pouvoirs), officier de la Légion d'Honneur, invité de l'Empereur aux fêtes de Compiègne en 1862, rêvant du destin de souverain du « royaume arabe » promis par son hôte, il avait très mal vécu la remise en cause de l'autorité militaire en 1870, et ne supportait pas de se voir donner des ordres par de simples colons ; quant à l'idéologie républicaine, ce n'était pas son univers. Après avoir déclenché la révolte, il échoua à rallier l'ensemble de la noblesse algérienne (ou de ce qui en restait). Il fut tué par l'armée début mai. Il est aujourd'hui célébré comme un héros en Algérie : une université porte son nom.

273 Dans les années 1880, Mokrani a été héroïsé par Drumont (voyez un peu plus haut en note), qui expliquait sa révolte par la colère qu'il aurait ressenti à l'annonce du décret Crémieux. En réalité, il n'y a pas d'indices quece facteur ait été essentiel dans le déclenchement de la révolte : lorsqu'il siégeait au conseil municipal de Constantine, entre 1865 et 1870, Mokrani s'était associé à des pétitions réclamant la naturalisation des juifs. Par ailleurs, la révolte semble avoir été en préparation dès avant le décret Crémieux. En revanche, il est très possible qu'une bonne partie des musulmans aient été exaspérés à la perspective d'avoir à obéir à des juifs, notamment depuis que certains de ces ces derniers étaient entrés dans la milice : il y eut des émeutes en mars 1871, à la suite d'arrestations menées par des juifs dans un quartier musulman d'Alger.

274 Bismarck faisait école ! L'amende qu'il avait imposé à la France s'élevait à 26 francs par personne ; celle que les Français exigèrent des tribus insurgées s'élevait à 38 francs par individu, alors que les musulmans d'Algérie étaient évidemment bien plus pauvres. Il faut dire que les colons, que l'amende était censée dédommager des destructions, avaient complaisamment exagéré leurs pertes.

Après 1871, la paix régna en Algérie : la III^e^ République satisfaisait les colons et les musulmans n'étaient plus en état de se manifester. Seuls événements à évoquer : l'occupation (et la délimitation) des confins algéro-marocains par Lyautey en 1903-1906 (il s'agissait des prémisses de la conquête du Maroc proprement dite). La frontière fut officiellement fixée en 1910 ; le Maroc dut reconnaître la perte de toute l'Oranie (sauf Oujda), une région qu'il considérait comme historiquement sienne. Par ailleurs, c'est entre 1880 et 1910 que la France pénétra le Sahara ; cette pénétration se fit à partir de l'Algérie, mais le Sahara, quoique administré depuis Alger, ne fut jamais assimilé aux départements algériens[275]. Depuis le Second Empire, on rêvassait abondamment à une voie transsaharienne, avec un chemin de fer. La pénétration réelle commença avec la mission Paul Flatters, qui s'aventura jusque dans le massif montagneux du Hoggar, mais s'y fit tailler en pièces par les Touaregs[276] en 1881 : tous les membres européens de l'expédition périrent. Durant plus de quinze ans, personne n'osa plus aller se frotter aux « hommes bleus ». En 1898-1900, le commandant Lamy parvint à prendre le contrôle de cette région (c'est-à-dire à y établir une ligne de forts) et même à traverser le désert jusqu'aux environs du lac Tchad, où il mourut aux mains des indigènes[277].

La « pacification » du Sahara dura jusque vers 1910 ; liée à la personnalité du général François-Henri de Laperrine, l'inventeur des harkas de méharistes, elle est toujours restée très imparfaite. En témoigne la fin du père de Foucault (1858-1916) : cet ancien officier de famille noble, agnostique mondain et homme à femmes dans sa jeunesse, revenu au catholicisme en 1886-1888 et devenu prêtre en 1901 (après une retraite dans un monastère trappiste en Syrie), s'installa en Algérie en 1902, et à Tamanrasset, en plein cœur du Hoggar, en 1905. Contrairement aux Lavigerie et consorts, il ne cherchait pas à christianiser les musulmans (jamais il ne réalisa aucune conversion) mais à mener un apostolat par l'exemple, en manifestant le message chrétien sous la forme de l'humilité, de la pauvreté, de la charité, de la prière contemplative : en cela, il annonçait les missionnaires du XX^e^ siècle, les Mère Teresa et les Sœur Emmanuelle (mais il était très isolé dans l'Église de son temps, laquelle refusa tous ses projets de congrégations). Par ailleurs, on lui doit une grammaire et un dictionnaire touaregs. La grande popularité qu'il se gagna parmi les Touaregs à force de dévouement ne l'empêcha pas d'être assassiné par une bande de razzieurs, peut-être manipulés par l'Allemagne : nous les retrouverons.

Les Européens d'Algérie avaient obtenu de la République le régime politique et administratif dont ils rêvaient — on ne peut même pas écrire que c'était un effet des événements de 1870-1871 : on a vu qu'au printemps 1870 la gauche avait déjà présenté un projet en ce sens. En fait, le programme des républicains était celui des colons.

À Alger, il subsistait un gouverneur général nommé par Paris et doté de pouvoirs étendus ; mais les titulaires successifs du poste se gardèrent bien de contrarier les Français d'Algérie (ceux-ci votaient aux élections législatives, c'étaient même les seuls votants de ces circonscriptions, et leurs députés étaient bien utiles à l'occasion pour former les fragiles majorités dont la République parlementaire était coutumière…). Ils contrôlaient les conseils généraux des trois départements algériens et les conseils municipaux des villes et des communes rurales de plein exercice. Par ailleurs, seuls des Européens pouvaient exercer la fonction de jurés aux cours d'assises, même lorsqu'un musulman était en cause dans le procès…

---

275 Ce fut le F.L.N. qui en 1961, lors des négociations préliminaires aux accords d'Évian, obtint qu'il fût rattaché à l'Algérie indépendante.

276 Et la reine Antinéa ?

277 N'Djamena, la capitale du Tchad, s'est longtemps appelée Fort-Lamy.

La grande perdante était l'armée, réduite à l'administration des régions non encore pacifiées, de plus en plus marginales.

Les musulmans, eux, n'avaient aucune représentation à l'échelle nationale. Ils n'étaient même pas considérés comme des citoyens français de plein droit[278], sauf s'ils abandonnaient leur « coutume », c'est-à-dire leur religion ; ce fut tout aussi exceptionnel qu'avant 1870. Ils étaient tenus en grande méfiance : jusqu'en 1914, tout indigène en déplacement devait faire viser un permis de circuler, et tout indigène pouvait faire l'objet d'une mesure d'internement administratif sans procès. En revanche, en 1912, le service militaire obligatoire leur fut étendu… À partir de 1898, ils furent représentés (à titre consultatif) dans deux organes nouvellement créés, les Délégations Financières et le Conseil Supérieur de Gouvernement, mais ils n'étaient que consultatifs.

L'Algérie connut un rapide essor démographique. Les Européens passèrent de 260.000 en 1870 à 430.000 en 1886, 621.000 en 1898 et 750.000 vers 1914. En 1886, seul un sur deux était de nationalité française ; la proportion était déjà des deux-tiers en 1898, mais c'étaient en partie des enfants d'Italiens et d'Espagnols, et puis une loi de 1889 avait encore facilité l'accès à la nationalité française (il suffisait de trois ans de résidence en Algérie pour pouvoir y prétendre, contre dix au nord de la Méditerranée à partir de 1889). En effet, outre une vitalité démographique très supérieure à cette des populations de métropole, cet essor était dû avant tout à l'immigration. Certains de ces nouveaux venus étaient certes originaires de la métropole, dont quelques anciens communards et aussi des Alsaciens et des Lorrains qui avaient refusé de devenir allemands, ou que l'Allemagne avait expulsés : on les installa sur des terres confisquées aux insurgés de 1871, ce qui ne les gêna nullement — mais beaucoup d'entre eux renoncèrent au bout de quelques années et s'installèrent en ville. Cela dit, l'essentiel de l'immigration continuait à venir des pays méditerranéens voisins ; Oran en particulier était quasiment une ville espagnole. Ils se fondirent progressivement en une population qui, par rapport à celle de la métropole, avait ses particularismes : son parler, ses habitudes alimentaires (le couscous emprunté aux musulmans, l'anisette), ses traditions politiques aussi. En revanche, ces catholiques, fort antisémites (cf. la longue note plus haut) à la mode de la France d'alors[279], se mêlaient peu aux juifs, et surtout les mariages mixtes entre musulmans et non musulmans étaient pour ainsi dire inexistants. Mais l'émigration européenne se ralentit peu à peu : les effets de la crise démographique en métropole se faisaient sentir, et l'Amérique attirait de plus en plus d'Italiens.

Les Européens d'Algérie étaient installés avant tout en ville (aux deux tiers vers 1910 — un certain nombre de ces villes étaient des fondations nouvelles, comme Orléansville[280]) ; mais il y avait aussi la foule de petits colons ruraux qui grattaient la terre et n'étaient guère plus à l'aise que les musulmans (ce qui ne les rendait pas moins racistes, bien au contraire : ils faisaient tout pour se distinguer des indigènes), et que de fortes tensions sociales opposaient aux gros colons. Les villes d'Algérie étaient essentiellement européennes, avec cependant une légère érosion de la proportion d'Européens d'origine à la fin de la période.

La situation était souvent tendue entre les Pieds-Noirs et la métropole, toujours soupçonnée d'être trop favorable aux musulmans. Le rêve de refaire de l'Afrique du Nord une terre latine et chrétienne était bien vivant, de même qu'une revendication d'autonomie, sensible notamment dans les années 1890 : progressivement, les Européens d'Algérie se constituaient en une communauté consciente d'elle-même et hostile à tout ce qui n'était pas elle, qui

278 Ils avaient la « nationalité », mais pas la « citoyenneté » française.

279 Plus que de l'Espagne et de l'Italie, où l'antisémitisme n'a jamais été une passion commune à l'époque moderne.

280 Aujourd'hui Chleff. « Orléans » est évidemment une référence à la famille royale de l'époque, pas à la ville.

considérait l'Algérie comme sa propriété exclusive. La métropole, elle, avait déjà d'eux une image très négative, calquée en gros sur celle des Espagnols : bruyants et hâbleurs, légers et peu fiables, portés à « une forfanterie ridicule » et à une « sotte fierté », illettrés, imprévoyants, de mœurs grossières et brutales, et enfin, pour la gauche, fanatiques comme tous les catholiques (ce qui était censé expliquer notamment leur antisimitisme).

Du fait des effets conjugués de la famine et de la répression il ne restait que 2.100.000 musulmans en Algérie en 1872 contre 2.750.000 en 1861 ; cependant l'essor démographique reprit immédiatement et en 1914 ils étaient 5 millions (soit 7 indigènes pour un Européen, contre 10 pour 1 en 1871) : le douteux espoir d'une extinction physique des indigènes s'était évanoui. C'était une communauté essentiellement rurale : seuls 7 % des musulmans vivaient en ville en 1886, 8,5 % en 1906, 12 % en 1926 — et ils y étaient réduits à des emplois très peu qualifiés, quand emploi il y avait (le petit cireur de chaussures indigène était un personnage typique de la rue d'Isly, la grande artère commerçante d'Alger). Cependant, juste avant 1914 on assista aux premiers départs d'Algériens musulmans pour la France métropolitaine : c'est que les campagnes algériennes étaient de plus en plus surpeuplées, qu'il n'y avait pas d'emploi en ville sur place et que les patrons métropolitains étaient en quête d'ouvriers dociles et point trop syndiqués.

Les musulmans d'Algérie représentaient une communauté saignée à blanc, humiliée, déstructurée, décapitée (la répression de 1871 se traduisit par la liquidation de nombreuses familles de chefs et la disparition pure et simple de nombreuses tribus en tant qu'entités collectivement reconnues), privée d'élites, en grande partie déculturée (le système scolaire musulman était en ruines, réduit à de pauvres écoles de mosquées tenues par un « clergé »[281] de plus en plus ignare vu que toutes les structures de formation avaient été détruites) : la haute culture arabe classique connut en Algérie une éclipse presque totale, notamment celle que véhiculaient les docteurs de la loi coranique (les oulémas), déjà bien sclérosée en 1830 il est vrai[282]. Seule la culture populaire rurale survécut, protégée en partie par l'invraisemblable négligence de la République en matière d'enseignement, qui freina la francisation : en 1907, selon un rapport du ministère, sur 137.000 enfants scolarisés en Algérie, il y avait 57.000 Français, 33.000 « étrangers », 13.0000 « israélites »[283] et 31.000 musulmans[284]. La seule région où la scolarisation (et la francisation) étaient plus avancées était la Kabylie. Au total, 15% des indigènes étaient alphabétisés[285]. Lorsqu'en 1908 Paris émit des velléités de réformes scolaires en Algérie, la Société des Colons vota la motion suivante : « Considérant que l'instruction des indigènes fait courir à l'Algérie un véritable péril, tant du point de vue économique qu'au point de vue du peuplement français [on craignaient leur concurrence pour les emplois qualifiés], la Société émet le vœu que l'instruction primaire des indigènes soit supprimée ».

Bref, la communauté musulmane d'Algérie avait cessé de constituer une société, c'est-à-dire un ensemble complexe, cohérent et solidaire, et se trouva réduite à l'état de prolétariat

---

281 Je mets des guillements parce qu'en principe les sunnites n'ont pas de clergé professionnel. En pratique, beaucoup de desservants de mosquées vivent de cette activité, mais contrairement au clergé catholique, ils n'en tirent pas une dignité particulière, et bien entendu il n'y a rien d'équivalent au sacrement de prêtrise.

282 Encore aujourd'hui, après 30 ans d'arabisation à marches forcées de l'enseignement, toute une partie de la population algérienne ne parle pas l'arabe littéraire, ou le parle très mal et le déteste : c'est vrai dans les élites mais aussi, notamment, en Kabylie.

283 La distinction faite par les services du ministère est intéressante, les juifs étant citoyens français depuis quarante ans à la date du rapport.

284 Selon une autre source, 53.000 musulmans étaient scolarisés en 1914.

285 En français s'entend, mais vu l'état des médersas (les écoles des mosquées) la lecture en arabe ne devait guère aller mieux (d'autant qu'elle était parfois très proche de la récitation par cœur de fragments du Coran rabâchés à longueur d'année par un enseignant qui, parfois, ne savait lui-même pas grand-chose d'autre).

(surtout rural) abruti et soumis, en butte à un mépris et à un racisme sans bornes et sans fard. L'analyse de Tocqueville, que j'ai déjà cité en note plus haut, se révélait d'une terrible justesse : « autour de nous les lumières se sont éteintes (…) Nous avons rendu la société musulmane beaucoup plus misérable, plus désordonnée, plus ignorante et barbare qu'elle n'était avant nous ». Cela ne veut pas forcément dire que le niveau de vie des musulmans s'aggrava (du point de vue médical et sanitaire, il s'est certainement amélioré, ne serait-ce que par les seuls effets de la paix) ; mais dans la situation d'humiliation que je viens de décrire, la notion d'« amélioration du sort des indigènes » n'a strictement aucune pertinence — le discours que tiennent aujourd'hui encore à ce sujet certains rapatriés de 1962 est à mon avis parfaitement obscène. C'est en Algérie, de tous les pays riverains de la Méditerranée (et de toutes les colonies françaises), que ce processus de déculturation et de désocialisation est allé le plus loin : rien de surprenant dans ces conditions à ce que l'indépendance se soit particulièrement mal passée.

La mise en valeur économique de l'Algérie progressa spectaculairement, grâce à des investissements massifs (dus aux grandes banques pour l'essentiel). Vers 1914, les 4% d'agriculteurs européens possédaient 23% des terres ; certains étaient des latifundistes, mais le tiers le plus modeste possédait 4 hectares en moyenne. Cet essor fut avant tout celui du vignoble de la plaine côtière, qui passa de 20.000 ha en 1871 à 180.000 en 1914 ; le terroir le plus connu était le « sidi-brahim ». Cela n'alla d'ailleurs pas sans crises, comme en métropole : le phylloxéra (dans les années 1890), la surproduction dans les années 1900. Bien plus qu'au nord de la Méditerranée, la viticulture algérienne était aux mains de grands propriétaires : ainsi la famille Borgeaud (d'origine suisse), qui possédait près d'Alger, depuis 1905, le domaine de la Trappe ; ou de grandes sociétés foncières comme la Société Genevoise (qui possédait 20.000 ha près de Sétif) ou la Compagnie Algérienne (qui exploitait 100.000 ha dans le Constantinois). Les vergers, les céréales se développèrent également. En revanche l'agriculture indigène stagnait, d'où un sous-emploi rural de plus en plus prononcé[286]. Vers 1910, il y avait parmi les indigènes 47% de sans-terre, et environ 30% de métayers ou assimilés. Dans certaines zones de Kabylie, plusieurs familles se partageaient la propriété d'un olivier…[287] Du coup, une grande inscurité régnait dans les campagnes, parcourue parce qu'on appelait « l'armée roulante », à savoir des bandes de semi-délinquants.

Il y avait aussi quelques mines, notamment de fer et de phosphates ; en revanche l'Algérie était notoirement sous-industrialisée. Alger était l'un des centres du capitalisme colonial français : la Banque d'Algérie, fondée en 1851 et devenue Banque d'Algérie et de Tunisie en 1904, était à la fois un institut d'émission et un relais des tansferts de fonds entre le Maghreb et la France ; elle affichait des taux de profit très élevés. Elle faisait d'Alger le plus gros centre financier d'Afrique.

La colonisation de l'Algérie ne soulevait plus aucune opposition en métropole, même dans les milieux socialistes qui, vers 1900, s'opposaient à d'autres aventures coloniales : ainsi Jaurès, s'il lutta de toutes ses forces contre la prise de contrôle du Maroc voisin (surtout d'ailleurs parce qu'elle risquait de mettre la France en guerre avec l'Allemagne), ne critiqua que les modalités de la colonisation de l'Algérie — et encore, pas bien fort : pour lui, l'urgence était ailleurs. L'Algérie musulmane, indépendante, c'était du passé, la colonisation était irrémédiable ; la gauche était piégée par le fait que les Européens d'Algérie votaient plutôt pour

---

286 Face à un problème lancinant de sous-capitalisation, et pour lutter contre les usuriers de villages, en 1893 l'administration créa des espèces de caisses de crédit agricoles pour les indigènes, les Sociétés Indigènes de Prévoyance. Ce fut l'une des très rares mesures prises en faveur de l'agriculture indigène.

287 Des situations du même genre existaient en Égypte ; elles étaient liées à un régime foncier spécial qui faisait qu'on pouvait posséder un arbre, en tout ou en partie, sans posséder la terre sur laquelle il poussait.

elle, et les milieux d'affaires, réticents dans les premières décennies, étaient désormais bien trop fascinés par les richesses potentielles de nos colonies, minerais, produits agricoles, main-d'œuvre et marchés pour les produits français (ce d'autant que le retour progressif au protectionnisme de l'ensemble des pays développés les rendait de plus en plus indispensables) pour avoir le bon sens de calculer ce que coûtait l'expansion coloniale au pays ; et puis la France se prenait plus que jamais pour la patrie du progrès et des droits de l'homme, et la colonisation avait apporté tant de bienfaits aux indigènes que toute discussion sur le caractère moral et/ou progressiste du colonialisme semblait saugrenue.

C) Dans l'Empire Ottoman : les *tanzîmât* et leurs limites.

Dès le XVIII[e] siècle, la Porte, consciente de son extrême faiblesse, avait tenté de réagir. Jusqu'en 1920, elle échoua, et cet échec contraste avec celui du Japon de Meiji qui lui est à peu près contemporain (à vrai dire, c'est le seul exemple d'une modernisation réussie hors d'Occident en pleine époque coloniale[288]) : il revint à Mustafâ Kemâl, qu'on peut considérer comme l'héritier des sultans réformateurs du XIX[e] siècle, d'être parvenu *in extremis* à sauver la Turquie d'une quasi-disparition et à la moderniser (à la baguette) entre 1920 et 1939, mais entre-temps elle avait perdu tous ses territoires arabes et l'essentiel du Caucase et des Balkans. Attention quand même : si les réformes ottomanes n'ont finalement pas empêché le recul de l'Empire, elles n'en ont pas moins eu des effets — le pays n'était plus du tout administré de la même façon en 1900 qu'en 1800, l'économie avait profondément évolué, même la langue avait changé : l'osmanlı, langue raffinée mais complètement artificielle en 1800, s'était progressivement rapproché de ce que parlaient effectivement les turcophones cultivés, et on y trouvait de moins en moins d'emprunts massifs, par membres de phrases entières, à l'arabe et au persan[289].

Nous l'avons vu, le sultan Sélim III avait tenté des réformes, notamment militaires (on peut y ajouter de premières tentatives de reprendre en mains l'administration des provinces), mais il fut renversé en 1807 à la suite d'une révolte des janissaires, menée au nom d'une idéologie conservatrice qui rejetait toute innovation (*bid'a*) par rapport au Coran, c'est-à-dire en réalité par rapport à un certain nombre de traditions perçues comme coraniques, même si certaines l'étaient fort peu (de l'avis notamment des wahhabites et autres fondamentalistes). La modernité, à partir du moment où elle venait du monde chrétien, étant perçue par de nombreux Ottomans comme une agression envers l'islam — il faut dire que ses progrès allaient effectivement de pair avec des agressions : ainsi, au moment de la révolution de 1807, la

---

288 Pourquoi cette exception japonaise ? Parmi les facteurs qui ont dû jouer, et qu'on peut faire contraster avec les faiblesses ottomanes : l'homogénéité ethnique de l'archipel, à quelques dizaines de milliers d'Aïnous près ; l'existence, au moins depuis le Moyen Âge, d'un artisanat de très haute qualité, donc d'ouvriers qualifiés, et d'une ébauche de système financier ; une éthique « holiste » de l'obéissance qui se révéla bien adaptée au type de développement « à la prussienne » adopté dans les années 1860 ; et surtout peut-être le fait que les Occidentaux avaient été tenus à l'écart depuis la fin du XVI[e] siècle, mais que les Japonais n'avaient pas cessé pour autant de s'informer des progrès de la science et de la technique occidentales. L'éloignement aussi a joué : les colonisateurs européens et américains se sont d'abord intéressés à d'autres régions ! Cela dit, le Japon avait aussi de gros handicaps (notamment la faible taille de l'archipel, montagneux et pauvre en ressources naturelles), et puis n'oubliez pas que la première phase de l'occidentalisation du Japon s'est quand même terminée par une belle catastrophe en 1937-1945…

289 En revanche, il s'écrivait toujours en alphabet arabe, fort peu adapté à la notation des voyelles turques.

N.B. Un autre changement eut lieu entre-temps : l'apparition progressive d'un nationalisme turc de type européen, axé sur la langue et sur l'histoire, et très excluant car il se sentait agressé par les progrès des nationalismes chrétiens dans les Balkans et en Arménie : cette dernière évolution date plutôt de l'après-1880, nous la verrons donc plus tard.

Russie venait d'envahir la Bessarabie, tandis que Français et Britanniques lavaient leur linge sale en Égypte… Du reste, par prudence envers ce conservatisme de l'opinion publique[290], ces premières réformes elles-mêmes furent menées au nom d'une idéologie du retour au passé, aux principes fondateurs, aux institutions originelles du temps de la grandeur ottomane : les Européens appelés à la rescousse ne le furent qu'au titre de techniciens..

Les réformes reprirent au moment de la révolte grecque, dans les années 1820. En 1826, à la suite d'une énième manifestation d'insoumission qui l'avait exaspéré, le sultan Mahmoud II, le successeur de Sélim III[291], dissolut le corps des janissaires. Du reste, ils s'étaient illustrés par leur inefficacité dans la répression en Grèce. Il s'agissait sans doute aussi d'une tentative pour se concilier les chrétiens des Balkans, quelque peu lassés de certaines pittoresques coutumes locales comme les pyramides de têtes coupées, en les assurant que les méthodes de maintien de l'ordre allaient changer. La populace d'Istanbul massacra avec entrain ces semi-étrangers qu'elle avait toujours détestés[292]. Par la suite, l'armée ottomane, réorganisée à l'européenne (pas très efficacement comme le montraient les désatres en cascade des années 1820 et 1830), continua cependant à se recruter en bonne partie dans les régions qui fournissaient autrefois les janissaires, notamment (en Europe) ce qui est devenu l'Albanie et les régions environnantes : il s'agissait désormais de volontaires, et de traditions locales dans des villages musulmans, sans doute bien contents de se débarrasser d'une partie de leur excès de population.

Il y eut également des réformes fiscales : il apparut une administration des fondations pieuses de l'État (une sous-espèce de biens *waqf*), afin que leurs revenus revinssent effectivement au trésor impérial ; un certain nombre d'impôts et de taxes furent désaffermés et confiés à des services administratifs qui les levaient directement. En, revanche, l'administration ottomane était toujours aussi archaïque. L'administration centrale était recrutée parmi les élèves des *medrese*[293] (les établissements scolaires liés aux mosquées) ou de diverses écoles palatiales : cet enseignement n'avait pas changé depuis deux siècles, le népotisme et le clientélisme faisaient rage et les oulémas (les enseignants des *medrese*) jouissaient d'une influence étendue, d'autant qu'ils étaient riches grâce aux biens *waqf* : cette influence s'exerçait évidemment dans un sens très conservateur. En province, nous avons vu à quel point la Porte avait du mal à se faire obéir : le début du XIX^{e} siècle représente sans doute le moment de son plus grand affaiblissement face aux pouvoirs régionaux. Il y avait quand même des administrateurs nommés par Istanbul, mais ils étaient corrompus : ne connaissant pas la durée de leur charge, ils avaient tendance à pressurer le plus possible leurs administrés pour en tirer un maximum de profit.

---

290 L'expression « opinion publique » peut paraître anachronique pour l'Empire Ottoman : cependant la plèbe d'Istanbul faisait parfois connaître son mécontentement, ce qui pouvait déstabiliser le pouvoir du sultan, et les révoltes étaient incessantes dans les provinces, la Porte étant trop faible pour faire régner la terreur partout en même temps. Le sultan devait donc tenir compte des humeurs de ses sujets, au moins dans une certaine mesure, et même si bien entendu il en écoutait certains (les oulémans, les janissaires, etc.) plus que d'autres.

291 Après un bref Mustapha IV (1807-1808).

292 C'était bien le but de l'institution des janissaires : éviter qu'il se constituât des liens entre les militaires et la population. Mission parfaitement accomplie, manifestement. Ainsi, lors de la révolution de 1807, les janissaires avaient profité du vide de pouvoir pour piller et terroriser la ville durant plusieurs semaines.

NB. En 1826, le sultan supprima aussi les spahis (la cavalerie traditionnelle). Il y eut également des mesures de répression contre la confrérie des bektashis qui les avaient soutenus et était considérée comme l'instigatrice de leur résistance aux réformes : pour plus de détails, voyez l'annexe 1 sur la naissance du nationalisme albanais — mais attention, les bektashis étaient également implantés en Anatolie.

293 C'est une forme turque. Pour les régions arabes, j'emploierai une des deux formes françaises, issues de l'arabe, de ce mot : madrasa ou médersa. Quelques lignes plus bas, *waqf* est une forme arabe… Cet aspect de votre programme est décourageant, je sais ; mais les correcteurs devraient être tolérants sur ce point.

Dans les années 1830, le choc des défaites subies lors des « guerres de Syrie » contre Méhémet Ali, auxquelles il faut ajouter le recul dans les Balkans et dans le Caucase, provoqua l'entrée de l'Empire Ottoman dans l'ère des réformes (*tannzîmât* en osmanlı) proprement dite.

Il y eut d'abord un début de reprise en main des provinces, qui se traduisit notamment par la reconquête militaire, en 1835, de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque[294], juste à l'ouest de l'Égypte : c'étaient les dernières régions qui restaient à la Porte au sud de la Méditerrranée, mais la dynastie locale de pachas n'obéissait plus, et elles étaient menacées d'annexion par le beylicat de Tunis. À l'issue de cette expédition, la Porte rétablit son administration directe dans la région[295]. En Mésopotamie, en Anatolie et dans les Balkans aussi, une reprise en mains eut lieu, avec plus ou moins de succès selon les régions, entre 1830 et 1860 ; en 1872, une armée ottomane (re)-prit même le contrôle de Sana'a, au Yémen.

Dès 1835, une réforme avalisant une situation de fait mit fin au statut d'esclave d'État (*kul*), qui était celui de la plupart des employés de l'administration. Il céda la place un statut de fonctionnaire libre (*me'mur*) : en réalité il s'agissait d'un simple changement de terminologie, les *kullar* étant libres de mener leur vie depuis belle lurette. Il apparut une distinction entre fonctionnaires civils, militaires et religieux (tous salariés désormais), et un tableau d'avancement à sept rangs, à la russe. Le gouvernement fut réorganisé à l'occidentale, avec des ministères et un conseil des ministres ; en 1838, il apparut un autre conseil chargé d'examiner les propositions de loi (mais toujours non élu, évidemment). Toujours dans les années 1830, il apparut également des écoles de formation des fonctionnaires, d'abord sous la forme d'un Bureau des Traducteurs (les grecs perdirent leur prééminence en ce domaine) puis de collèges militaires, d'une École d'Enseignement Judiciaire et d'une École d'Enseignement Littéraire[296]. On procéda à un recensement et on commença la cadastration des terres ; la collecte des impôts se faisait de moins en moins par le biais de fermes. L'armée connut de nouvelles réformes, sous l'égide de conseillers non pas français (Paris soutenait Méhémet Ali) mais russes, anglais et prussiens — dont Von Molkte, le futur vainqueur de la France en 1870[297].

Par ailleurs, suivant l'exemple de Méhémet Ali, Mahmoud II avait lancé un premier[298] journal en 1831 ; cet organe officiel avait une édition française, *Le moniteur ottoman* (ils ne tiraient qu'à 5.000 et 300 exemplaires respectivement). Un deuxième journal apparut en 1840. Toujours pour afficher son occidentalisme, dès 1814 le sultan avait abandonné le palais de Topkapı pour celui de Dolmabahce, aménagé à l'occidentale[299]. Il apprit le français et introduisit la musique occidentale à la Cour, avec le concours d'un frère du compositeur italien

---

294 Ces deux régions forment aujourd'hui la Libye, mais ce mot n'était pas en usage avant 1911.

295 Cependant, les années suivant la reconquête ottomane virent se développer, dans les oasis du désert Libyen, la confrérie soufie des sénoussis (du nom de son fondateur), fondée en 1837. Son projet était du même ordre que celui des wahhabites, mais avec moins de rigorisme. Progressivement les zones non côtières passèrent sous son contrôle : elle y construisit non pas exactement un État, mais plutôt un réseau décentralisé de *zawya* (de petites mosquées où l'on rendait souvent un culte à un marabout et autour desquelles se rassemblaient auberges, magasins, tribunaux et marchés agricoles). Nous les retrouverons au début du XX^{e} siècle. A la conférence de Berlin (1884), par laquelle les Européens se partagèrent l'Afrique, la Porte tenta de faire jouer, concernant cette région, ce qu'on appelait à l'époque « la doctrine de l'*Hinterland* », c'est-à-dire qu'elle se fit reconnaître la possession des régions situées « derrière » les côtes qu'elle possédait, jusqu'au cœur du Sahara. Cette possession fut toujours des plus théoriques, mais c'est sur cette possession éminente que l'Italie, puis la Libye indépendante s'appuyèrent plus tard pour se voir attirbuer un beau morceau de désert hautement pétrolifère.

296 Il faut y ajouter diverses écoles spécialisées dans la formation de médecins, de chirurgiens, d'ingénieurs militaires, etc.

297 C'est l'époque où les soldats turcs abandonnèrent le turban pour le fez, adapté de la chéchia tunisienne. Il va sans dire que ces officiers allemands et autres enseignaient en fraçais.

298 Le premier à Istanbul, s'entend : il y en avait déjà à Smyrne.

299 Il a été reconstruit en 1854, encore plus à l'occidentale.

Donizetti. Le costume occidental devint obligatoire pour les officiels (à la seule réserve de la coiffure, qui était un fez). Le français se répandit dans l'élite, et du reste le nombre d'étrangers à Istanbul s'accrut.

Mais les réformes les plus spectaculaires datent du règne d'Abdoul Majid[300] I[er] (1839-1861) et de son successeur Abdul Aziz[301] (1861-1876). Dès l'arrivée au trône d'Abdoul Majid en novembre 1839, à l'âge de seize ans, son entourage réformateur le poussa à promulguer un texte de la plus grande importance auquel Mahmud II avait travaillé dans les derniers mois de sa vie, le rescrit (ou firman, ou édit) de Gülhane (ou Gulkhané, du nom de la salle du palais de Topkapi où il fut proclamé[302]. Ce texte, rédigé dans un style encore assez imprégné de la tradition islamique, promettait la fin des monopoles d'État, une réforme des impôts avec notamment la fin des fermes et une assiette fixe, la fixation des dépenses militaires par la loi, un service militaire réduit à 5 ans maximum, la fin de l'arbitraire législatif et judiciaire (et notamment un code pénal), la fin des trafics de faveur dans l'administration. Il proclamait l'égalité des sujets ottomans devant la loi quelle que fût leur religion.

Abdoul Majid ne s'écarta jamais de ce programme réformateur : il adopta un mode de vie assez occidentalisé, s'entoura d'œuves d'art occidentales et fit, en 1867, le premier voyage en Europe chrétienne d'un sultan ottoman (il visita notamment l'Exposition Universelle de Paris[303]). Il en fut de même d'Abdoul Aziz ; son successuer, l'éphémère Mourad V (1876), alla jusqu'à se faire initier dans une loge franc-maçonne (affiliée au Grand Orient de France), avant son arrivée au pouvoir[304].

Dans ces conditions, le rescrit de Gülhane entra peu à peu en application, sous l'impulsion, à partir de 1854, d'un Conseil des Réformes[305]. L'administration (la Sublime Porte au sens strict) connut une croissance spectaculaire de ses effectifs (de 1.000-1.500 scribes vers

---

300 En turc actuel : « Abdülmecit ». La forme arabe peut également être transcrite « Abdelmajid », et j'ai même trouvé une forme mixte, peut-être osmanlıe : « 'Abdül-Madjîd ».

301 « Abdul » ou « Abdoul », ou encore « Abdül » en graphie osmamlie (et « Abd el- » en arabe) signifie « serviteur du », suivi de l'un des 99 noms de Dieu (« Kader » = Le Tout-Puissant, « Majid » = le Glorieux, « Aziz » = l'Honoré ou le Puissant, « Hamid » = le Bon, le Digne d'Eloges). De même, « Abdallah » c'est « le serviteur de Dieu ».

302 L'inspirateur en était Mustapha Rechid Pacha, un ancien ambassadeur à Paris et à Londres qui fut deux fois ministre des affaires étrangères et cinq fois grand vizir. Beaucoup d'autres artisans des réformes avaient fait des séjours à l'étranger, mais ces hommes d'origine sociale souvent modeste sortaient tous également du moule des écoles des *medrese*, et cet enracinement dans la culture musulmane leur permit de mieux faire passer leurs réformes. On peut citer parmi eux Mehmed Emin 'Alî Pacha, le père de l'édit de 1856 sur les chrétiens ; Mehmed Fû'at Pacha ; en revanche, Midhat Pacha, le père de la constitution de 1876, avait fait la plus grande partie de sa carrière en province.

303 Il se rendit aussi en Grande-Bretagne et en Prusse. L'Empire Ottoman avait un pavillon à l'Exposition de Paris, et le débat avait fait rage sur ce qu'il fallait y présenter : du pittoresque et de l'exotisme orentaliste, pour satisfaire les attentes du public français, ou ce qu'il y avait de plus moderne, comme l'auraient souhaité les réformateurs ? Cette contradiction (les Européens n'étaient pas intéressé par ce qui rapprochait l'Orient de l'Europe, tandis que les milieux dirigeants de l'Orient voulaient tourner le dos au pittoresque) a duré jusqu'à l'essor du tourisme de masse, qui a complètement bouleversé les données du problème : il est désormais rentable de s'appuyer sur l'intérêt des Occidentaux pour le pittoresque et les traditions (plus ou moins authentiques, le problème n'est pas là) pour attirer l'argent des touristes et financer la modernisation.

304 Il était apparu une franc-maçonnerie proprement ottomane, qui poussait aux réformes. Ainsi la loge Union d'Orient, fondée à Istanbul en 1863 et affiliée elle aussi au Grand Orient de France : elle était placée sous le signe de l'entente entre les races. En 1869, elle avait 143 membres, dont plusieurs Occidentaux, artisans, banquiers ou négociants, de nombreux juifs, des Grecs, des Arméniens, et une cinquantaine de musulmans, la plupart militaires mais aussi des fonctionnaires et même trois hommes de religion. Certains étaient fort bien placés dans l'administration.

305 Qui se fondit, une dizaine d'années plus tard, dans un Conseil Supérieur de la Justice apparu en 1838, tandis qu'un Conseil d'État reprenait une partie de ses attributions. Ça vous apprendre à lire toutes les notes.

1800 à 150.000 fonctionnaires vers 1900 !). Il apparut progressivement des codes juridiques, très influencés par l'exemple napoléonien comme une bonne partie des *tanzîmât* (un premier Code Pénal dès 1840, remplacé par un autre en 1858 ; un Code Commercial en 1850, un Code Civil entre 1870 et 1877) ; la multitude des coutumes locales tendit à rculer. Même le droit religieux, jusque-là clivé en 7 grandes écoles régionales, connut un mouvement d'unification ; par ailleurs, après 1856 il ne concernait plus que les seuls musulmans (voyez plus bas). Pour appliquer ce droit nouveau, il apparut de nouveaux tribunaux, hiérarchisés à l'occidentale.

En 1858, une grande réforme foncière se traduisit par la généralisation du cadastre et la reconnaissance d'une propriété privée, donc aliénable (jusque-là, la plupart des terres étaient réputées propriété éminente de l'État). Il apparut un budget annuel de l'État et les réformes fiscales continuèrent. En 1864, l'administration des provinces (*vilayet* en osmanlı[306]) fut réorganisée sur le modèle français : chose importante, il y avait des administrateurs ou des corps élus (les maires l'étaient par exemple), c'est-à-dire un début de régime représentatif à l'échelle locale, alors qu'il n'y avait pas d'élections à l'échelle nationale[307]. L'armée fut réorganisée en 5 grandes régions : elle était désormais entièrement formée de conscrits, au nombre de 210.000 vers 1870, recrutés par tirage au sort pour 5 ans, puis 4 ans, plus un temps de réserve (cela faisait environ 500.000 réservistes). Cela dit, en Europe la seule Prusse alignait un million de combattants… Les impôts rentraient de mieux en mieux ; en 1840, il était apparu une espèce de papier-monnaie (mais qui portait intérêt), les *kaime*.

Un réseau d'écoles séculières d'État se développa ; à la suite d'une visite du ministre français de l'Éducation, Victor Duruy, qui avait proposé un plan de modernisation, le système scolaire séculier fut partiellement réorganisé à la française en 1869 — c'est également à cette époque qu'ouvrit (en 1868) le lycée français de Galatasaray, établissement d'élite aujourd'hui encore célèbre pour son club de football, ainsi (en 1873) que le lycée technique Dâr üch-Chafaka[308], destiné à l'origine à accueillir des orphelins (on y enseignait, entre autres, la télégraphie) et le Robert College (1863), qui appartenait à une congrégation protestante missionnaire américaine. Les établissements supérieurs spécialisés se multipliaient, dont une École d'Administration en 1859, et même une École Normale Supérieure en 1862[309], mais aussi une École de l'État-Major.

En 1856, sous la pression des Puissances dans le cadre du règlement de la guerre de Crimée (voyez plus bas), la Porte promulgua un édit (le Hatti Humayûn) qui abolissait la *dhimma* et émancipait les chrétiens[310]. Il s'agissait par ailleurs d'une reconnaissance officielle des *milletler* (c'est à cette époque que le terme se banalisa) : les patriarches et chefs de communautés étaient désormais payés par l'État ottoman ; les biens de chaque communauté lui étaient garantis, avec autoadministation et droit de réparation des écoles, hôpitaux et cimetières. La liberté de culte était garantie, ainsi que l'égalité d'accès aux emplois publics et l'égalité devant l'impôt (bonne nouvelle) et la conscription (mauvaise nouvelle). Le texte fonctionnait essentiellement en termes religieux : il n'y avait qu'une seule brève et vague mention de l'égalité des langues entre elles. Dans le but de diviser pour mieux régner, les autorités se mirent à reconnaître toutes sortes de petits *milletler*, à commencer par un *millet*

---

306 D'après l'arabe *wilaya*, qui désigne toujours, entre autres, les départements algériens. Avez-vous remarqué qu'il n'y a pas de « w » en turc et qu'un « w » arabe y est toujours rendu par un « v » ?

307 Exactement comme en Russie à la même époque (les *zemstva* datent du début des années 1860).

308 Encore une graphie osmanlıe barbare surimposée à un calque de l'arabe ! En V.O. c'est tout simplement Dar al-Chafaka (« la maison de la miséricorde »), l'article « al » étant régulièrement prononcé « ach » devant un « ch ».

309 Mais pas de khâgnes !

310 Les juifs étaient « oubliés » : il faut dire que nulle Puissance ne les parrainait. Mais, comme nous le verrons quelques lignes plus bas, ils suivirent le mouvement sans que la Porte y fît obstacle : le régime n'était pas antisémite.

des Arméniens protestants distinct de celui des monophysites (voyez un peu plus bas l'origine de cette communauté arménienne protestante)[311], mais aussi, au début des années 1860, un *millet* assyrien, qui regroupait les monophysites de Syrie et de Mésopotamie (autrement dit ceux qui ne sont ni arméniens ni coptes), et un *millet* chaldéen qui regroupait les nestoriens (la troisième grande branche du christianisme avec les monophysites et les chalcédoniens). Il y avait aussi un *millet* melkite, c'est-à-dire orthodoxe mais arabophone (désormais distinct des orthodoxes des Balkans), un *millet* maronite, un *millet* druze… Nous verrons plus bas que dans les Balkans, le *millet* grec était par ailleurs en proie à des processus de scissiparité sous l'effet des nationalismes. Enfin le *millet* juif se dota d'un règlement en 1865. Seuls les musulmans n'avaient pas de *millet* à eux, parce que la légitimité ultime de l'Empire Ottoman demeurait quand même religieuse et musulmane : le sultan était toujours calife !

Parmi les effets positifs de cette espèce de révolution par en haut et du climat nouveau qui l'accompagnait, il faut évoquer une plus large ouverture au monde dans l'administration et plus largement dans les élites ottomanes, notamment par le biais du français et, surtout après 1850, la diffusion de l'imprimerie, que le monde musulman refusait depuis toujours[312] : pensée au départ pour les besoins du gouvernement et donc encouragée officiellement, elle s'accompagna d'un début de littérature au sens moderne, européen du terme (en osmanlı et en arabe), ainsi que d'un début de presse[313]. C'est ce type d'évolution qui força la langue osmanlı à se moderniser, à quitter le monde de la haute culture musulmane classique pour devenir lisible par tout un chacun (dans les régions arabophones, l'arabe connaissait le même début d'évolution, pour les mêmes raisons). Les idées libérales progressaient.

Les évolutions économiques et sociales s'accélérèrent, en partie aussi grâce aux *tanzîmât*. Les villes croissaient de plus en plus vite (voyez le détail dans la quatrième partie, lorsque je ferai un certain nombre de « portraits de villes ») ; l'urbanisme et l'hygiène y progressaient. Il apparut, en périphérie, mais aussi à l'emplacement de fragments de centre-villes ravagés par des incendies, de nouveaux quartiers à l'urbanisme bien plus occidental (des rues larges, souvent en damier), où les élites commençaient à migrer : chose intéressantes, toutes les communautés religieuses et linguistiques s'y retrouvaient sans constituer de sous-quartiers communautaires, signe que la bourgeoisie émergente était cosmopolite et tournait le dos, en tout cas pour ce qui était de son habitat, aux vieilles logiques de repli communautaire — cela dit, ces nouveaux quartiers chics étaient des ghettos… bourgeois !

L'exode rural vers les villes se doublait d'un exode, souvent saisonnier, en direction des grandes exploitations agricoles des plaines, par exemple d'Anatolie en Cilicie (pour récolter le coton ou les céréales). De même, on assistait à un recul du nomadisme, notamment en Anatolie : souvent cette sédentarisation se faisait spontanément, mais elle pouvait aussi être

---

311 Le *millet* arménien proprement dit (c'est-à-dire monophysite) s'organisa sur le modèle de celui des protestants : il était dirigé par une assemblée de 140 membres, en majorité des laïcs, qui élisait un conseil religieux et un conseil civil, en charge des affaires économiques et de l'enseignement.

312 Les résistances durèrent longtemps dans les milieux religieux. Le premier Coran imprimé date de… 1923 ! Il est dû à l'initiative du roi Fouad d'Égypte.

313 Il apparut notamment un théâtre (au départ il s'agissait de traductions du répertoire européen, puis il apparut un répertoire local, en particulier sous l'impulsion de troupes arméniennes) et un roman : ici aussi tout commença par des traductions (*Les aventures de Télémaque* — une critique de l'absolutisme ! —, 1859 ; *Les Misérables*, 1962 ; *Robinson Crusoë,* 1864), puis il apparut un roman proprement osmanlı, de valeur à vrai dire plus pédagogique que littéraire : parmi les premiers romanciers écrivant en osmanlı on peut citer Münîf Pacha (1828-1910), qui fut aussi l'un des pères du journalisme ottoman et le fondateur de la Société Ottomane des Sciences ; Ibrâhîm Chinâsi (1825-1880), journaliste aussi, admirateur des Lumières ; et Ziyâ Pacha (1825-1880), encore un journaliste, plus intéressé par la pensée mystique musulmane. Mais l'écrivain le plus représentatif de l'époque des *tanzîmât* est le journaliste, écrivain et homme de théâtre Nâmïk Kemâl (1840-1888), dont j'évoquerai l'action politique un peu plus bas dans le corps du texte.

forcée, ce fut en 1865 le sort de certaines tribus « turkmènes » un peu trop indisciplinées de Cilicie. C'étaient des bras en plus pour l'agriculture moderne, qui commençait àse développer : les exportations agricoles à destination du Royaume-Uni et de la France doublèrent entre 1855 et 1875. Particulièrement dynamiques étaent celles de coton, de soie, de tabac, de fruits secs ; les exportations de céréales à destination du Royaume-Uni décuplèrent carrément. Cela dit, en valeur absolue ce n'étaient pas des chiffres très impressionnants, et la majorité des paysans demeuraient très en retard du point de vue des techniques agraires, et très pauvres.

C'est en partie pour des raisons du même ordre (peupler les régions vides), en partie pour des raisons idéologiques et religieuses, que la Porte favorisa un autre type de migrations, celle de réfugiés de l'Empire russe et des Balkans[314]. La conquête des ethnies montagneuses du Caucase allait bon train, mais non sans peine (voyez plus bas) : faute de parvenir à les pacifier, les Russes les expulsèrent largement (notamment les « Circassiens » du nord-ouest du Caucase), voire même entièrement pour le peuple oubykh, une petite ethnie circassienne[315]. Jamais l'Empire Ottoman ne pensa sérieusement reconquérir ces régions et, par exemple, elle choisit d'installer les réfugiés sur des propriétés privées plutôt que de les parquer dans des camps de réfugiés, ce qui eût été signe qu'elle ne reconnaissait pas leur exil comme définitif[316]. Eux-mêmes, d'ailleurs, semblent n'avoir jamais nourri un irrédentisme très fort. En 1857, une loi accorda à ces *muhajirun* (réfugiés, en arabe[317]) un lopin de terre et l'exemption de l'impôt et du service militaire pour dix ans. Ils s'installèrent dans tout l'Empire Ottoman, mais la Porte les dirigea en priorité, d'une part vers les Balkans (pour tenter d'y renforcer le poids de l'islam), où, très remontés contre les orthodoxes, ils contribuèrent à la montée des tensions intercommunautaires, et d'où d'ailleurs ils durent repartir lorsque les micro-États chrétiens les expulsèrent entre 1878 et 1913 ; d'autre part dans les régions arméniennes, afin de les désarméniser ; enfin sur la rive sud de la Mer Noire, parce que le climat était proche de celui de leur Caucase natal, qu'il y avait là aussi beaucoup trop de Grecs et d'Arméniens et enfin, et surtout parce qu'on craignait une invasion russe par cette voie. Ainsi c'est largement grâce à ces réfugiés que la province de Brousse[318], juste à l'est d'Istanbul, vit sa population doubler entre 1876 et 1906. Au total, dans la période 1854-1876, on estime que 500.000 réfugiés du Caucase affluèrent dans l'Empire Ottoman[319].

---

314 En 1878, au moment du second grand recul de l'Empire Ottoman, il apparut à la Porte une espèce de ministère des Réfugiés.

315 Le phénomène avait commencé dès le XVIII[e] siècle : il concernait alors des Tatars de Crimée, des musulmans de Hongrie et de Pologne) et, déjà, des Caucasiens. 300.000 Tatars de Crimée émigrèrent encore dans l'Empire Ottoman entre 1854 et 1876.

316 C'est pour cette raison qu'aujourd'hui, dans difrents pays arabes, les réfugiés palestiniens de 1948 et de 1967 sont encore officiellement dans des camps de réfugiés, même si en pratique ceux-ci sont devenus des villes presque ordinaire.

N.B. Dans une conférence à laquelle j'ai assisté, F. Georgeon a insisté sur l'idée que dans l'Empire Ottoman, l'idée de revanche n'a pas débouché sur un irrédentisme mais s'est transférée sur l'« ennemi intérieur », les Arméniens notamment.

317 C'est le même mot qui désigne les tous premiers musulmans, ceux qui ont suivi Mahomet expulsé de La Mecque et se sont « réfugiés » avec lui à Médine. Cf. mon cours sur l'islam.

318 Aujourd'hui Bursa. Ce fut la première capitale ottomane.

319 Ils ont longtemps conservé leur langue et leur culture : le site internet Ethnologue recense aujourd'hui 10.000 Abazas, 4.000 Abkhazes, 278.000 Adyghés et un million de Kabardes non acculturés dans la seule Turquie d'Asie — pour ces deux derniers peuples, ce serait beaucoup plus qu'il n'en reste en Russie. Ces chiffres sont hautement suspects, d'autant qu'ils sont par définition imprécis vu que la Turquie, comme la France, refuse de recenser ses minorités par idéologie « jacobine » : malgré le sérieux d'Ethnologue, je crains que ce ne soient des chffres « militants » — mais ils illustrent bien quand même l'importance qu'a pu avoir ce peuplement caucasien au XIX[e] siècle, et l'importance qu'il a encore, dans une certaine mesure, dans la conscience nationale turque. Les seuls de ces Caucasiens à s'être complètement fondus dans la population turque sont les Oubykhs : le

De même, les pays autonomes et indépendants des Balkans pratiquèrent très tôt la purification ethnique (voyez plus bas). Elle touchait des « turcs » au sens religieux du terme, c'est-à-dire de musulmans de langues maternelles diverses, mais qui se turquifièrent rapidement une fois coupés de leurs racines[320]. Ils se réinstallèrent dans les mêmes régions, avec également, parfois, des reprises d'exil en direction de l'Anatolie, notamment en 1912-1913. Ces mouvements en provenance des Balkans s'accélérèrent à la fin du XIX^{e} siècle, avec le recul accéléré de l'Empire Ottoman dans la région : on estime qu'entre 1876 et 1914, 1,5 millions de musulmans des Balkans se réfugièrent dans ce qui restait d'Empire Ottoman. En sens inverse, 300.000 chrétiens quittèrent l'Empire Ottoman, surtout des Arméniens qui se réfugièrent en Russie.

Hélas, la plupart des réformes furent des semi-échecs — soit elles ne furent pas ou furent mal appliquées, soit elles eurent plus d'effets négatifs que positifs.

Il y eut des révoltes antifiscales. Les réformes militaires coûtèrent très cher, ainsi que le recrutement massif de fonctionnaires — par ailleurs trop vite engagés pour être tous des parangons d'efficacité et d'honnêteté. La Porte fit trop généreusement usage de la planche à billets et les *kaime* perdirent rapidement toute valeur : en 1854 il fallut les retirer de la circulation à grands frais. Une université, apparue à Istanbul en 1870, échoua et disparut au bout de quelques années. L'enseignement primaire demeurait largement confessionnel, lié aux mosquées pour les musulmans, ce qui était un gage de retard ; les systèmes scolaires des non-musulmans étaient bien plus dynamiques, ce qui n'était pas forcément un bon présage pour la cohésion de l'Empire. En 1856, les écoles séculières n'accueillaient que 3.371 élèves pour tout l'Empire : or, en 1871, les Arméniens avaient déjà 48 écoles dans la seule capitale, et 460 en Anatolie ! La cadastration des terres fut surtout l'occasion pour des notables de faire reconnaître leurs usurpations passés : il se constitua une grande propriété privée bien peu dynamique. Et puis il n'y eut pas de réformes politiques, malgré l'apparition dans les années 1860 d'un courant libéral. L'un des groupes de cette nébuleuse, autour de l'écrivan et journaliste Namik Kemâl, prit le nom révélateur de « jeunes-Ottomans » — calqué sur la « Jeune-Italie » de Mazzini (voyez plus bas) —, et, vers 1865, s'organisa en société secrète à la mode des *carbonari* (voyez itou). Kemâl défendait l'idée de liberté dont il faisait, à la française, un droit de l'homme, mais aussi, à la pas française du tout, un don de Dieu ; il demandait la séparation des pouvoirs et une constitution avec un gouvernement représentatif. Une lettre ouverte adressée au sultan en 1867 provoqua la dissolution du groupe et quelques années d'exil pour Kemâl[321]. Ce courant obtint une victoire éphémère avec la proclamation d'une constitution en 1876 : je la traiterai dans la prochaine sous-partie.

L'idéologie qui sous-tendait les grands textes réformateurs de la période 1839-1876, et qui a reçu de certains historiens le nom d'ottomanisme, était, en très gros, une version locale du jacobinisme à la française : tous citoyens, tous égaux devant la loi, quelles que fussent la

---

dernier oubykhophone est mort en 1992, non sans avoir beaucoup collaboré avec les linguistes français Georges Dumézil et Georges Charachidzé, qui ont sauvé un important corpus de contes et de mythologie. Il faut dire que l'oubykh fascine les linguistes : il avait 83 consonnes, un record mondial (presque égalé par le kabyle et certaines langues bantoues), et, selon une personne que je connais et qui l'a entendu parler, « trois voyelles : e, e et e ».

320 Nettement plus vite que les Caucasiens ci-dessus mentionnés, sans doute parce que leur mode de vie était plus proche de celui des sujets ottomans « ordinaires », et aussi parce qu'avec la montée des nationalismes lingistiques les langues qu'ils parlaient étaient de plus en plus identifiées comme des « langues de chrétiens ».

321 Cet exil à Londres lui fut bénéfique, du point de vue des idées comme de la conformation d'un milieu libéral. Il rentra en 1871, fut banni en province en 1873, et mourut gouverneur de Chio, ce qui était à la fois un honneur et un exil : depuis toujours, l'Empire Ottoman utilisait assez généreusement ses nombreuses îles comme lieux de relégation de droit ou de fait (il en allait de même de la Tripolitaine, qui était surnommée « la SIbérie ottomane »).

langue et la religion. Mais c'était surtout une idéologie à usage externe : son application sur place se heurta à toutes sortes de difficultés. Ainsi l'édit de 1856 aboutit surtout à la reconnaissance de nouveaux privilèges pour les non-musulmans, donc à un renforcement des communautarismes : chaque *millet*, définitivement reconnu comme interlocuteur de la Porte et même pourvu de sa propre constitution, devenait une entité non territoriale dotée de droits religieux, politiques et culturels ; de même, les assemblées locales prévues par la réforme administrative de 1864 devaient compter une certaine proportion de membres issus de chaque communauté. De toute façon, les chrétiens, qui étaient en train de devenir plus riches et plus puissants que les musulmans, et qui étaient protégés par les Puissances en tant que non-musulmans, n'avaient aucun intérêt à se fondre dans une masse indistincte de sujets ottomans. En revanche, sur un point précis la discrimination se poursuivait en leur défaveur : après 1856, pour ne pas être soumis à la conscription, ils avaient obtenu de payer une taxe de rachat qui ressemblait furieusement aux anciens impôts discriminatoires prévus par la *dhimma*… Il faut dire que malgré l'égalitarisme affiché par les réformateurs, ils n'étaient pas bienvenus dans l'armée, car on craignait qu'ils ne finissent par constituer une « cinquième colonne » des ennemis de la Porte, tous chrétiens sauf la Perse et les wahhabites.

En particulier, à cette époque les capitulations changèrent de sens : elles devinrent la marque d'un rapport d'inégalité, car elles assuraient de plus en plus d'immunités aux Européens vivant dans l'Empire. Ceux-ci tendaient à s'appuyer de plus en plus sur les communautés non musulmanes, dont certains membres, d'ailleurs, se fit progressivement reconnaître comme ressortissants des pays occidentaux — ce qui était catastrophique, entre autres, sur le plan fiscal, puisqu'aux termes des capitulations les Occidentaux jouissaient de toute une série d'exemptions en ce domaine. Les bénéficiaires des capitulations et leurs obligés se montraient de plus en plus arrogants, d'autant que les tribunaux mixtes leur donnaient généralement raison en cas de conflit et que, dans certaines régions, les consuls occidentaux avaient plus d'autorité que les représentants de l'administration ottomane (voyez plus haut la note sur l'exil d'Abd El-Kader à Damas). Ainsi l'assemblée du *millet* arménien, apparue en 1863, ne tarda pas à se transformer en un véritable Parlement de la communauté arménienne et prit des position de plus en plus subversives, réclamant notamment l'autonomie des provinces peuplées en majorité d'Arméniens à l'est de l'Anatolie. Cette extrême maladresse, voire cette franche irresponsabilité, jouèrent un rôle dans la dégradation des relations entre les Arméniens et la Porte dans les années 1880-1890[322].

L'ensemble s'accompagna d'une grande offensive missionnaire chrétienne, sur fond de rivalité entre sectes chrétiennes : tandis que la France bichonnait les catholiques et les uniates du Moyen-Orient et que la Russie patronnait les orthodoxes, ceux des Balkans comme les melkites de Syrie[323], les Britanniques tentaient de jouer la carte druze en Syrie[324].

---

322 Chez les grecs de l'Empire Ottoman, qui s'organisèrent entre 1860 et 1862 autour d'un synode d'évêques et d'une assemblée en majorité laïque (mais qur les décisions de laquelle le synode avait droit de veto) s'occupant des finances, de l'éducation, des œuvres de bienfaisance et de la justice, les choses allèrent moins loin que dans la communauté arménienne : par prudence, mais aussi parce que le patriarcat de Constantinople s'opposait à la laïcisation qu'aurait signifié l'adoption par le *millet* grec de la cause des Grecs (au sens ethnique) ; celle-ci était d'ailleurs de plus en plus assumée par la Grèce indépendante, dont les relations avec le patriarcat était tendues (depuis les années 1820, une partie de l'Eglise de Grèce n'obéissait pas au patriarche, voyez en note je ne sais où ; de plus, chaque agression de la Grèce contre l'Empire Ottoman se traduisait par des ennuis pour les grecs de l'Empire Ottoman et leur patriarcat). Cela dit, une minorité non négligeable des G/grecs de l'Empire Ottoman poussait dans le sens d'une attitude semblable à celle de l'assemblée du *millet* arménien, et surtout les pressions séparatistes en provenance des Bulgares et des Roumains, pour des raisons de montée des nationalismes culturels (voyez plus bas) mais aussi d'oppression économique par les Phanariotes, rejetaient mécaniquement le patriarcat de Constantinople, et l'ensemble des institutions du *millet* grec, du côté de la défense de l'hellénité culturelle.

323 La Russie les enrourageait à remplacer leur clergé grec au sens ethnique du terme (phanariote) par un

Par ailleurs, depuis les années 1920 la Grande-Bretagne, la Prusse et même les États-Unis, où tout un bouillonnement religieux était en cours, tentaient d'implanter le protestantisme parmi les populations chrétiennes d'Orient[325] (et aussi parmi les juifs — en revanche, tout prosélytisme était interdit envers les musulmans[326]). Les missionnaires américains eurent du succès notamment parmi les Arméniens (il y avait 15.000 Arméniens protestants vers 1855), et comme je l'ai déjà mentionné, ils contrôlaient un lycée prestigieux dans la capitale ottomane ; dans les années 1850, la Porte avait reconnu un *millet* protestant, essentiellement pour les Arméniens de cette confession. Ce prosélytisme occidental renforça l'occidentalisation culturelle des chrétiens de l'Empire Ottoman, mais aussi leurs liens politiques et sociaux avec les Européens (consuls, marchands), leur influence économique (ils profitaient de leur situation d'intermédiaires). Enfin cela éleva leur niveau culturel, car tout un réseau d'institutions éducatives apparut, tenues par diverses congrégations.

Ainsi au Liban et en Syrie, la présence française se mit progressivement à reposer en partie sur un réseau d'établissements éducatifs, catholiques mais s'appuyant sur les communautés arabes uniates (les maronites au premier chef) : le plus important était l'université Saint-Joseph de Beyrouth, fondée en 1875 les jésuites. Au Levant vers 1914, 40.000 élèves fréquentaient une école française ; ils étaient 87.000 dans tout l'Empire Ottoman en 1911 (8.400 à Istanbul), parmi lesquels seulement 9% de musulmans — mais il y avait une forte concurrence des collèges protestants anglo-saxons. De même en Égypte, vers 1900 il y avait 3 lycées français, plus diverses écoles confessionnelles catholiques et celles, francophones également, de l'Alliance Israélite, fondée en 1860 et qui se donnait pour but de « régénérer les israélites d'Orient » : l'ensemble scolarisait 20.000 élèves en français. Barrès, qui s'est rendu en Orient en 1914 et en a ramené *Une enquête aux pays du Levant*, apprécia beaucoup « la mélodie d'Ile-de-France » du parler des jeunes filles rangées d'Alexandrie… Du fait de cette francophonie des élites de l'Empire comme du statut international du français à l'époque, la presse en français jouait un rôle important aussi bien au Levant que dans la capitale (où le principal journal en français s'appelait *Stamboul*)[327].

Les rivalités entre Occidentaux se traduisaient sur place par des tensions croissantes entre leurs protégés : ainsi au Liban, où de toute façon les druzes étaient en conflit avec les

---

clergé local, arabophone : en assez mauvais termes désormais avec Athènes, qui de toute façon n'était pas elle-même en très bons termes avec Phanar et le patriarcat grec de Constantinople (voyez la note précédente), Saint-Pétersbourg jouait la carte d'un espèce de nationalisme arabe orthodoxe, sur le modèle de ceux (serbe, roumain, bulgare) qui étaient en train de fleurir dans les Balkans. Aujourd'hui l'idée semble saugrenue, la communauté melkite étant sur le déclin comme toutes les communautés chrétiennes d'Orient ; mais à l'époque ils étaient 12 millions, et leur proportion dans la population augmentait, on pouvait raisonnblement espérer qu'elle devînt un jour majoritaire quelque part.

324 Les druzes ne sont pas chrétiens, mais pas musulmans non plus, de l'avis en tout cas des sunnites et des chiites : détestés de ceux-ci, ils étaient donc du côté des communautés soumies à forte influence occidentale.

325 NB. Pas seulement en Orient du reste : à l'autre bout du bassin méditerranéen, dans les Cévennes, vers la même époque toute une série de missions américaines vinrent tenter de « rénover » le protestantisme français, menacé de sclérose et de fusion progressive dans le catholicisme majoritaire. Il demeure notamment de cette entreprise des communautés darbystes et même quelques mormons en pleine Haute-Loire profonde (la prédication mormone date elle-même des années 1830).

326 Mais l'on entendait quand même toujours beaucoup, en Occident et même sur place, une « petite musique » selon laquelle les ancêtres des populations arabes de l'Empire Ottoman avaient été chrétiennes, c'était même parmi elles que le christianisme était né (Jésus était un Palestinien et Saint Paul un Turc — il était né à Tarse, en Cilicie —) et elles retourneraient forcément au christianisme une fois leurs yeux dessillés de l'imposture musulmane.

327 De même, la diplomatie ottomane fonctionnait en français (comme beaucoup d'autres à vrai dire), les archives du ministère ottoman des Affaires Étrangères sont en français ; l'administration de la Dette, la Banque ottomane fonctionnaient en français. Le français était de loin la première langue étrangère enseignée dans les écoles, tous systèmes d'éducation confondus.

maronites pour la possession de la terre et du pouvoir local dans les montagnes libanaises (les maronites bénéficiaient d'un dynamisme démographique supérieur). Les Puissances avaient imposé le partage du Mont-Liban entre un district maronite, patronné par les Français, et un district druze, patronné par Londres, ce qui ne réglait pas le problème des zones mixtes… En Terre Sainte, toutes ces bisbilles débouchèrent sur ce qu'on appelle la querelle des Lieux Saints : il apparut d'abord à Jérusalem un évêché protestant (1843), patronné par les Britanniques et les Prussiens, puis, par réaction, Rome y rétablit un patriarcat catholique client de Paris (1847)[328] ; quant aux Russes, ils obtinrent la restauration d'un patriarcat orthodoxe[329]. Les trois institutions sombrèrent dans des querelles de chiffonniers : l'on se disputait les « bons » horaires pour les messes mais aussi le moindre mètre carré de chapelle, le moindre placard à balais, tandis que les trousseaux de clefs étaient au cœur d'intrigues byzantines…[330] Ce fut l'une des causes lointaines de la guerre de Crimée que je traiterai plus bas, plus exactement ce fut l'un des prétextes dont se saisirent les Franco-Britanniques pour déclarer la guerre à la Russie.

Les réformes furent notamment des échecs dans les provinces arabes encore contrôlées par la Porte (dans les Balkans aussi évidemment mais je le traiterai à part). Pour l'instant ce n'était pas un nationalisme arabe anti-turc qui s'y développait, sauf chez une petite minorité parmi les minorités non musulmanes. Mais les provinces arabes devenaient une espèce de sanctuaire du conservatisme islamique : les musulmans supportaient mal, notamment, que les chrétiens abandonnassent les marques de soumission et d'humilité que leurs ancêtres avaient acceptées des siècles durant ; la progression démographique de ces minorités chrétiennes, liée à l'occidentalisation de leur mode de vie et à l'amélioration de leur niveau de vie, contituait un autre motif d'inquiétude[331]. Bref, les Arabes étaient plus divisés que jamais, même sans tenir compte du fait que ceux d'Afrique du Nord suivaient désormais leurs propres destins.

L'exaspération des conflits entre Arabes finit par aboutir, en 1860, au massacre de plusieurs milliers de maronites par des druzes au Liban, et de chrétiens par des musulmans à Damas. Ces drames, relayés par une vigoureuse campagne d'opinion en Europe[332], entraînèrent une expédition « humanitaire » française en 1860-1861 : Napoléon III, pour des raisons de politique intérieure plus que par conviction idéologique (il fallait calmer les catholiques français après les guerres d'Italie, voyez plus bas), cherchait à renouer avec l'image de la France, « fille aînée de l'Église », et par ailleurs, nous l'avons vu à propos de l'Algérie, il rêvassait d'un grand royaume arabe client de la France. L'expédition française ne rencontra guère de résistance au Liban (les Ottomans se chargèrent de pacifier Damas), mais l'opposi-

---

328 Depuis la fin des croisades, les Lieux Saints de Palestine (le Saint Sépulcre de Jérusalem, l'église de la Nativité à Bethléem, etc.) se trouvaient, par l'intermédiaire des religieux que les musulmans avaient autorisé à rester sur place pour les entretenir et en assurer le culte, sous la protection des puissances chrétiennes et en particulier de la France, dont le monarque avant 1789 se voulait « le fils aîné de l'Église » ; c'était une charge d'une énorme importance symbolique. Mais la présence française en Terre Sainte s'était passablement affaiblie entre 1791 et 1814 ; les orthodoxes et les protestants en avaient profité pour gagner du terrain.

329 Ces trois patriarcats prétendent évidemment descendre du patriarcat antique de Jérusalem : leurs sites internet présentent des listes de patriarches d'une continuité touchante, même pour les périodes où l'on ne sait pas grand-chose de l'histoire de la région.

330 La situation n'a guère changé aujourd'hui ! Des tractations sordides ont eu lieu dans les années 1990 autour d'une porte supplémentaire à percer dans les murs de l'église de la Nativité pour faire face à l'afflux de pélerins et de touristes — mais sur le « territoire mural » de quelle Église fallait-il la prendre? Aux dernières nouvelles (2000), les coptes éthiopiens, qui sont les plus pauvres de tous, avaient accepté de céder un bout de mur de leur chapelle contre espèces sonnantes et trébuchantes.

331 J'ai donné plus haut le chiffre de 12 millions de melkites, communauté en pleine expansion. À vrai dire, je le trouve un peu « lyrique ».

332 Et marqués par l'humanité d'Abd el-Kader : voyez plus haut en note.

tion du Royaume-Uni, inquiet d'un éventuel « engrenouillage » de ces régions trop proches de Suez et des Détroits, amena le corps expéditionnaire à se retirer presque immédiatement ; cependant cet épisode fut à l'origine d'un nouveau renforcement de l'intérêt de la France pour cette région du monde arabe. Ce fût aussi à cette occasion que pour la première fois, sous la pression française, Istanbul dut accepter que le Mont-Liban, c'est-à-dire la montagne chrétienne (le centre-sud de l'actuel Liban), fût administrativement détachée de la province de Damas et placé sous l'autorité d'un gouverneur chrétien nommé avec l'accord des Puissances[333], alors qu'au contraire les Britanniques avaient proposé une grande Syrie autonome mais centralisée autour de Damas[334]. En 1864, il apparut, pour « seconder » ce gouverneur, un conseil de représentants des différentes communautés libanaises, « élu » sur une base confessionnelle : c'était le début de la gestion du Liban sur une base confessionnelle, qui dure encore aujourd'hui avec les piteux résultats que l'on sait.

Cependant, cette époque vit également l'apparition de la figure de Boutros al-Boustani, un maronite converti au protestantisme qui, vers 1858, déçu par les missionnaires anglo-saxons, s'était tourné vers l'idéologie ottomaniste, mais avec, dès le début, un fort accent mis sur la renaissance de la langue et de la culture arabe. Il se mit rapidement à insister sur la notion d'une patrie commune à tous les Arabes de Syrie (= du Levant), liée à la notion de « terre ancestrale » et à celle de « valeurs communes », telles qu'elles s'étaient exprimées à la grande époque de la civilisation arabo-musulmane (mais dépassant l'islam). L'ensemble était un décalque d'idées européennes (le modèle d'al-Boustani, c'étaient évidemment les diverses « (re)naissances nationales » qui avaient lieu un peu partout en Europe), mais déjà en bonne partie retournées contre l'Occident, qu'al-Boursani considérait en décadence culturelle et morale. Même s'il demeurait politiquement fidèle à l'Empire ottoman (il rêvait d'une fédéralisation sur le modèle américain) et si son patriotisme était plus levantin qu'arabe, il annonçait les nationalistes arabes du XX^{e} siècle, notamment par ses appels à une « solidarité arabe ». Pour l'instant, ses idées n'eurent guère de succès.

Par ailleurs, les *tanzîmât* ne pavinrent pas à empêcher l'Empire Ottoman de plonger progressivement dans une dérive d'échanges inégaux et d'endettement. Depuis le traité de libre-échange de 1838, la Porte n'avait plus le contrôle de sa politique douanière, puisque toute modification des tarifs devait passer par un accord avec les Puissances. Alors que les échanges économiques de l'Empire Ottoman n'avaient augmenté que de 80 % entre 1780 et 1830, ils quintuplèrent de 1840 à 1880 (le Royaume-Uni était au premier rang[335], la France et l'Autriche venaient ensuite avec 12 % chacune). Cela provoqua certes, nous l'avons vu, un début de modernisation de l'agriculture, mais la balance commerciale était très déséquilibrée en faveur de l'Europe et la concurrence des produits industriels occidentaux ruina l'artisanat

---

333 Jusqu'en 1914, la Porte se débrouilla toujours pour que ce ne fût *pas* un maronite.

334 Nous verrons qu'au XX^{e} siècle, la Syrie n'a jamais accepté cette « perte » du Liban, qui la coupe en partie de la mer (regardez une carte, et regardez notamment où se truve Damas !) : elle a failli le réannexer à l'issue de la guerre civile des années 1970 et 1980. Il va sans dire qu'il est absurde de prétendre qu'« autrefois le Liban était syrien, il nous a été volé » : au XIX^{e} siècle la Syrie n'existait pas et elle n'avait jaamis existé (plus exactement, elle existait depuis longtemps mais comme entité géographique sans lien avec le pays actuel — même si le nationalisme syrien du XX^{e} siècle a abondamment fait l'amalgame entre l'une et l'autre). Le même problème se pose à propos des revendications irakiennes sur le Koweït : lorsque les Britanniques l'ont placé sous leur protectorat le Koweït appartenait à la province ottomane de Bassorah, pas à un Irak inexistant avant le partage colonial de 1918.

335 Sa part dans les exportations ottomanes atteignit les 29 % vers 1851, avant de redescendre lentement à 18 % vers 1910 ; sa part dans les importations de l'Empire Ottoman atteignit les 45 % vers 1881 avant de redescendre à 24 % vers 1910, ce qui ne constitua jamais plus de 2 % des exportations britanniques selon l'un des manuels utilisés, l'autre donnant le chiffre de 5 % pour « le Moyen-Orient » (y compris l'Égypte, probablement). Grandeur et misère des statistiques… L'important, c'est de retenir la faiblesse du chiffre.

traditionnel (ainsi la province de Bursa, près d'Istanbul en Asie, produisait 20.000 pièces de tissu en 1843 et seulement 3.000 en 1863) et accentua la dépendance. Les rares secteurs modernes de l'économie ottomane (essentiellement des entreprises d'artisanat de luxe, des manufactures d'équipements destinés à l'armée, des magnaneries[336], des filatures et, surtout après 1855, des mines) étaient aux mains de capitaux européens, pour l'instant moins allemands que britanniques (le chemin de fer Smyrne-Cassaba[337], mis en service en 1866), français (la société Collas et Michel, qui construisait des phares depuis le début des années 1860[338] ; une fabrique moderne de mouchoirs apparue à Bursa en 1850) ou multinational (une Société Impériale des Chemins de Fer de la Turquie d'Europe, apparue en 1869, gérait déjà un millier de kilomètres de voies vers 1875). Il commençait à se produire quelque chose comme une division de l'Empire Ottoman en sphères d'inétrêt : au Royaume-Uni l'Égypte, l'Irak et la péninsule arabique, à la France la Syrie et le sud-est de l'Anatolie, plus la Tunisie, à la Russie le pourtour de la Mer Noire et l'Anatolie orientale, à l'Autriche les Balkans occidentaux…

Surtout, les réformes libérales (libre-échange, etc.) et le recours à des capitaux européens pour mener la modernisation économique aboutirent à un autre type de dépendance envers l'Europe, sous forme d'une logique d'endettement. Le premier emprunt (placé auprès du public français et britanique, moyennnant une très vigoureuse campagne d'opinion menée par les deux gouvernements) date de 1854, l'année de la guerre de Crimée, et servit en bonne partie à financer la mise hors circulation des *kaime* ; il y en eut un autre dès l'année suivante, géré par les Rothschild, et encore 13 jusqu'en 1875 — vers la fin, ils servaient de plus en plus à rembourser les précédents, avec évidemment des taux d'intérêts qui augmentaient au fur et à mesure que l'affaire devenait plus risquée. La Banque Impériale Ottomane, fondée en 1856 ou en 1863 selon les sources, était à capitaux privés franco-britanniques : elle gérait les emprunts susmentionnés, mais elle avait aussi le monople de l'émission du papier monnaie qui avait remplacé les *kaime*, c'est-à-dire qu'elle servait de banque d'État, et elle investissait dans des projets de développement comme les tramways d'Istanbul. Parmi les banques ottomanes à capitaux français, citons également la Société Générale de l'Empire Ottoman, fondée en 1864 ; le Crédit Général Ottoman (1869) et la Banque de Constantinople (1872). Tous ces établissements vivaient largement des prêts qu'ils faisaient à la Porte.

En 1875-1876, l'Empire Ottoman fit banqueroute sur la moitié de sa dette : à cette date, 50 % de ses dépenses étaient affectés au remboursement de ladite dette, or une crise financière en provenance des États-Unis rendit impossible de contracter de nouveaux emprunts à court terme pour rembourser les précédents, tandis que des problèmes climatiques affectaient les revenus de l'État[339]. En 1879, il y eut une démonstration armée de la *Navy* dans les Détroits. En 1881, année de la banqueroute officielle, il apparut une Administration de la Dette Publique Ottomane : elle était dirigée par un conseil dominé par les représentants des créanciers, et présidé alternativement par un Français et un Britannique. Afin d'assurer « à la Porte » des revenus réguliers pour rembourser ce qui demeurait de la dette (laquelle avait été restructurée, consolidée et légèrement réduite), elle plaça les douanes sous son contrôle, ainsi que d'autres revenus publics (un tiers du total vers 1910) ; elle avait son mot à dire, et ne s'en privait pas, en matière d'investissements ferroviaires, textiles, etc. En 1914, c'était, avec 9.000 employés, le véritable ministère des Finances de la Porte. Elle avait à peu près assaini la situation financière : l'Empire était toujours endetté, mais de nouveau capable d'emprunter[340].

---

336 Usines produisant de la soie (la matière, ensuite transformée en tissu dans les filatures).

337 Aujourd'hui Kasaba, parfaitement.

338 Il y a une vingtaine de phares français sur les côtes de l'ancien Empire Ottoman. Si vous ne savez pas quoi faire de vos prochaines vacances…

339 Parce qu'un paysan appauvri paie moins d'impôts !

340 Autre exemple de pénétration occidentale : des services postaux étrangers, autrichiens notamment dans

Enfin, dès les années 1830 la Porte perdit une partie de sa souveraineté militaire. En 1833, l'accord signé entre Istanbul et Saint-Pétersbourg contre Méhémet Ali incluait une clause selon laquelle les Détroits, donc la Mer Noire, étaient fermés aux navires de guerre occidentaux : en gros, cela faisiat desdits Détroits une chasse gardée de la Russie. En 1841, sur intervention du Royaume-Uni, une « Convention des Détroits » ferma ceux-ci à tout navire de guerre en temps de paix : c'était plutôt, pour le coup, tranformer la Mer Noire en une nasse pour la marine russe, et cela ne fit qu'entretenir à la cour des tsars le désir d'une fenêtre sur une mer « vraiment » libre, l'Égée ou l'Adriatique.

D) Le passage de l'Égypte et de la Tunisie sous contrôle européen.

En Égypte aussi les réformes continuèrent après la mort de Méhémet Ali. J'ai traité à part le percement du canal de Suez, mais évidemment cette entreprise colossale représente la toile de fond de toute la période. Elle entraîna une forte présence européenne, des dicussions et des contacts incessants — et pas qu'au niveau des élites : les dizaines de milliers de fellahs employés au percement, puis en tant qu'ouvriers du canal, firent, à leur manière, l'expérience d'un contact avec l'Occident : dès les années 1900, il y eut des grèves communes des employés européens et égyptiens du canal.

L'élite au pouvoir s'élargit un peu avec l'introduction progressive d'éléments égyptiens de souche, un phénomène inévitable puisqu'avec l'indépendance de fait, la source « balkanico-cicassienne » était à peu près tarie[341]. Il commençait à se développer dans cette élite quelque chose comme un début d'ébauche de sentiment national, peu fondé encore sur l'arabité mais bien sur l'égyptianité, un concept qui intégrait l'Égypte antique, mais surtout la centralité de l'Égypte dans le monde musulman médiéval, notamment par le biais de l'université al-Azhar. Toujours est-il que la classe dirigeante se vantait de plus en plus d'être « *misrî* » (= d'Égypte) et non plus « turco-circassienne ». L'osmanlı reculait, le français progressait mais l'arabe écrit aussi : l'élite était trilingue. Les khédives continuaient à envoyer des jeunes gens s'instruire en Europe ; au moins superficiellement, l'élite égyptienne semblait avoir adopté les idées européennes en matière de développement, le discours officiel était centré sur le concept très européen de « civilisation ». En revanche, il n'y eut aucune évolution sur le plan politique, même si, en 1866, le khédive Ismaïl promit à ses sujets une chambre des députés élus (mais à pouvoirs essentiellement consultatifs) ; chose intéressante, il utilisa pour la désigner le très vieux terme musulma *shura*[342], annonçant ainsi l'un des usages des régimes islamistes de la fin du XX^{e} siècle.

Sur le fond, même en l'absence d'humiliations diplomatiques périodiques comme celles que subissait régulièrement la Porte, les évolutions en cours étaient tout aussi inquiétantes. Il faut dire que les liens commerciaux de l'Égypte avec le Royaume-Uni s'étaient beaucoup resserrés depuis 1800 : Méhémet Ali n'avait pas entretenu de liens qu'avec la France, et les entrepreneurs de Manchester étaient avides de nouveaux marchés. En 1880, l'Égypte dépendait du Royaume-Uni pour 80 % de ses exportations et 44 % de ses importations. Des cotonnades britanniques (des *tissus*) à bas prix, mais de qualité fort décente, enva-

---

les Balkans, fonctionnaient dans l'Empire Ottoman en concurrence avec la poste ottomane.

341 Même si dans les années 1860 il y eut un retour d'influence des Circassiens d'origine mamelouke dans l'armée.

342 Le mot veut seulement dire « assemblée, réunion », mais il est très fortement connoté par le fait qu'après la mort du Prophète, ce sont des *shura* qui se réunirent pour désigner son successeur Abou Bakr, puis les deux califes suivants (Omar et Osman). Elles réunissaient moins de dix personnes : l'idée d'une *shura* élective et représentative de l'ensemble de la population est évidemment une invention moderne, la première occurence semblant en être ce discours égyptien de 1866.

hissaient le marché, marginalisant l'artisanat égyptien, surtout après l'accord de libre-échange de 1841. En revanche, à l'exception d'une période d'euphorie liée à la guerre de sécession américaine au début des années 1860, les prix du coton égyptien (la *matière première*) ne cessèrent de baisser, comme ceux de toutes les matières premières au XIX[e] siècle. Les capitaux britanniques dominaient aussi le secteur des chemins de fer et celui des ports. Le commerce avec l'Égypte n'était pas négligeable non plus pour Londres : dans les années 1860 et 1870, il représentait 6 % des exportations du Royaume-Uni[343].

Dans ces conditions, Le Caire dut signer, notamment dans les années 1860 (celles de la construction du canal), de nouvelles capitulations qui accordaient des privilèges exorbitants aux Européens. Le quasi-État égyptien entra lui aussi dans une logique d'endettement — accentuée par diverses dépenses somptuaires liées au canal, notamment au moment de son inauguration ; et puis, rappelez-vous, dans les années 1860 le khédive avait dû emprunter pour acheter 44 % des actions de la Compagnie du Canal.

En 1876, à peu près en même temps que la Porte, le khédivat fit banqueroute ; le Royaume-Uni était son principal créancier[344]. Les Franco-britanniques en profitèrent pour prendre le contrôle de la caisse de la dette ; en 1878, un Britannique fut nommé ministre des Finances et un Français ministre des Travaux Publics. C'est pour se tirer de ce guêpier que le khédive vendit ses parts dans la compagnie du Canal, mais cela ne suffit pas.

L'agitation montait dans le pays. En 1879, sur pression des Européens, le khédive Ismaïl fut renversé et remplacé par son fils Tewfiq, mais l'Égypte s'enfonçait dans le désordre : en 1881, une révolte menée par un certain Arabi Pacha menaça Tewfiq. C'est dans ce contexte[345] qu'en 1882, une démonstration navale destinée à convaincre les Égyptiens de continuer à laisser les Occidentaux gérer leurs finances, prévue au départ pour être franco-britannique mais devenue britanno-britannique pour cause d'opposition de l'opinion publique française à une nouvelle aventure coloniale (après celle en Tunisie de l'année précédente), dégénéra : il y eut des émeutes à Alexandrie, une cinquantaine de morts : les Britanniques bombardèrent la ville, débarquèrent ; le khédive se rallia courageusement à eux, ce qui ne l'empêcha pas d'être déposé. Il n'y eut aucun incident dans la zone du canal, dont les envahisseurs n'avaient même pas évoqué la sécurité. Les Britanniques imposèrent un protectorat de fait, sans traité (contrairement à la politique qu'avaient adoptée les Français en Tunisie). Ils auraient bien dû quand même finir par rembarquer leurs troupes, qui n'avaient reçu nul mandat de qui que ce fût, mais le Soudan eut la fâcheuse idée de se révolter sous la houlette d'un « mahdi »[346] local. Deux ans plus tard, une expédition britannique écarta le danger qui pesait

---

343 Chiffres contradictoires avec ceux donnés deux pages plus haut… Misère et grandeur des statistiques ! Chaque manuel repose sur des calculs différents, et aucun ne donne une série complète et homogène de statistiques : le compilateur est donc obligé de mélanger des données peu homogènes.

344 Le premier ministre au moment de l'intervention, Gladstone, avait des intérêts personnels en Égypte : 37 % de son portefeuille d'actions étaient investis dans ce pays (en 1882). Il en était de même de nombreux députés. « *This is not to say that Gladstone was motivated by crude self-interest, but it does suggest that he was likely to see the creditor's point of view with some clarity if it could be presented as an issue of principle, and especially one that was in the wider public interest* » (P.J. Cain & A. G. Hopkins, *British imperialism : innovation and expansion 1688-1914*, p. 365). Par ailleurs, les Rothschild (la branche de Londres évidemment) jouèrent un rôle important dans la restructuration-liquidation de la dette égyptienne en 1876-1880, par l'intermédiaire d'un gros prêt. Une « *Corporation of Foreing Boundholders* », qui représentait les (relativement) petits porteurs, joua un rôle actif dans cette affaire, poussant dans le sens de l'impérialisme.

345 Auquel il faut ajouter la menace que la Russie venait de faire peser sur les Détroits en 1876-1878 (voyez plus bas) : Londres, inquiète, préféra prendre les devants pour protéger la route des Indes. C'est pour la même raison qu'elle s'était emparée de Chypre (en 1878).

346 En gros, un homme qui se prétendait la réincarnation d'un imam « caché », dans le cadre d'un millénarisme religieux : voyez mon cours sur l'islam médiéval. Il y eut une « épidémie » de mahdis en Afrique subsaharienne, notamment dans ce qui est aujourd'hui le Sénégal et le Mali, au moment de l'invasion coloniale, qui constituait un scandale pour les musulmans puisqu'on leur demandait d'obéir à des infidèles.

sur l'Égypte, sans éliminer les mahdistes ; leur menace, qui dura jusque vers 1900, permit de remettre aux calendes grecques l'évacuation des troupes britanniques.

La Tunisie elle aussi avait essayé de se moderniser à son échelle, et sur le plan politique elle alla même plus loin que la Porte. En 1857, le bey Mohammed promulgua un « pacte fondamental » qui se plaçait sous le signe de la foi et de la raison (« La mission que Dieu nous a donnée, en nous chargeant de gouverner ses créatures dans cette partie du monde, nous impose des devoirs impérieux et des obligations religieuses que nous ne pouvons remplir qu'avec son seul secours. Dieu est témoin que j'accepte ses hautes prescriptions pour prouver que je préfère le bonheur de mes États à mon avantage personnel ») et proclamait l'égalité des Tunisiens (musulmans ou non) devant la loi et l'impôt, la sécurité de leurs biens et de leurs personnes et enfin l'esquisse d'une notion de liberté, la liberté de conscience n'étant toutefois pas reconnue. En 1861, le même bey dota la Tunisie de la première constitution du monde musulman : elle prévoyait le partage du pouvoir entre le bey et un Grand Conseil formé de 60 conseillers d'État. Gardien de la Constitution, le Grand Conseil pouvait déposer le bey en cas d'actes anticonstitutionnels. Le souverain n'était plus libre de disposer des ressources de l'État et devait se contenter d'une liste civile, sa famille aussi. La justice était certes rendue au nom du bey mais le pouvoir judiciaire devenait indépendant des pouvoirs exécutif et législatif. Mais la constitution fut assez mal accueillie parce qu'elle s'accompagnait d'une réforme fiscale, de l'institution de la conscription, d'un renforcement de l'autorité d'une administration pas encore très efficace, et de nouveaux privilèges accordés aux résidents occidentaux[347]. Surtout, elle ne fut pratiquement pas appliquée.

Il y avait eu aussi, dès 1847, une tentative d'introduire une monnaie de papier, mais une certain nombre de maladresses aboutirent à une crise monétaire grave au début des années 1860 : c'est pour tenter de la résoudre que le bey entra lui aussi dans une logique d'endettement auprès de l'étranger, en 1863. L'année suivante, une grande révolte éclata dans l'intérieur du pays contre toutes ces nouveautés : elle échoua du fait de la division des révoltés, et la répression fut terrible. En 1867-1868, les effets de la crise climatique que j'ai déjà présentée pour l'Algérie vinrent ajouter au désarroi des Tunisiens : plus personne ne croyait plus aux réformes du bey. Celui-ci, par ailleurs, ne parvenait plus à payer les intérêts de la dette : dès 1866, la Tunisie était en quasi-banqueroute, et en 1869, les Occidentaux obtinrent la constitution d'une commission franco-italo-britannique de gestion de la dette, dirigée par un inspecteur des finances français qui la restructura. Au moment de l'instauration du protectorat la dette s'élevait à 11 fois les ressources budgétaires de la Tunisie, et la charge absorbait la moitié des revenus du beylicat : autant dire que la commission de la dette était le véritable gouvernement.

En revanche, les réformes judiciaires en étaient encore au stade de la réflexion. En 1875, une première réforme scolaire avait introduit de nouvelles matières (histoire, géographie, mathépatiques, astronomie) dans le cursus de l'université de la mosquée de la Zitouna à Tunis, lequel cursus restait dominé par la théologie et le droit musulman ; la même année ou l'année suivante selon les sources, il apparut à Tunis un établissement scolaire (huppé) proprement tunisien, mais non confessionnel et francophone (ou plus exactement bilingue), le collège Sadiqi[348]. Rien de tout cela n'eut le temps de donner de fruits.

---

347 Voici un exemple précis de ces privilèges inclus dans les capitulations, même si malheureusement j'ignore s'il date d'avant ou d'après les réformes que je suis en train d'évoquer : le bey n'avait pas le droit de lever des droits supérieur à 3 % (en valeur) sur les marchandises importées (essentiellement par les résidents occidentaux). Résultat, les exportations étaient plus taxées que les importations, une véritable aberration économique — mais il fallait bien que le bey trouvât de l'argent quelque part, les droits de douane sont parmi les impôts les plus faciles à lever.

348 Il y avait aussi une vingtaine d'établissements scolaires tenus par des congrégations françaises : le

La Tunisie était alors assez cosmopolite, tout au moins les villes, qui abritaient environ 15% de la population (Tunis avait 80.000 à 90.000 habitants, Kairouan 20.000, Sousse et Bizerte 5.000 à 8.000). Dans les ports, notamment à La Goulette[349], la présence italienne (en partie juive) et maltaise (donc ressortissante du Royaume-Uni) était ancienne ; à Tunis même, il y avait 15.000 juifs et 10.000 chrétiens, chaque communauté ayant son quartier. Outre la famille beylicale elle-même, les élites venaient de toute la Méditerranée ottomane. Ainsi de 1836 à 1873, le trésorier du bey (et premier ministre de fait) fut un certain Mustapha Khaznadar, un ancien esclave grec né à Chio, razzié pendant la guerre d'indépendance puis revendu à Tunis : beau-frère du bey, il finit par être renvoyé pour corruption sur pression de la commission de gestion de la dette. Son gendre et successeur au « poste » de premier ministre de fait (de 1873 à 1877), un certain Khérédine Pacha, était un mamelouk d'origine circassienne ; il fut également grand vizir à Istanbul en 1878-1879, ce qui montre que les liens demeuraient plus forts entre Tunis et Istanbul qu'entre le Caire et la Porte[350].

Une partie de ces élites servit d'ailleurs de « chevaux de Troie » aux Européens : on peut évoquer l'exemple de Rochaïd Dahdah, un maronite libanais, frère d'un archevêque de Damas et cousin de négociants marseillais, qui, ayant fui les massacres de 1860, avait reçu la nationalité française la même année : il fut l'un des négociateurs du grand emprunt de 1863 qui mena les fiannces du dey à la ruine et la Tunisie à la dépendance. Considérablement enrichi, il fut fait comte par Napoléon III. Au cœur des intrigues ayant mené au protectorat en 1881, on trouve aussi le grec melkite Elias Musalli, né au Caire, sous-directeur des Affaires étrangères du dey ; il était marié à la fille d'un négociant génois installé en Tunisie, maîtresse attitrée des consuls de France successifs. Enfin des Français jouaient un rôle croissant dans les affaires de la Tunisie, notamment lesdits consuls (l'un d'eux participa à la rédaction de la constitution de 1861). D'autres aigrefins prêtaient à des taux usuraires pour des projets d'infrastructures plus ou moins fumeux[351].

---

premier avait ouvert en 1845. En 1880, Mgr Lavigerie avait ouvert un « collège Saint-Louis »… il existait aussi, bien entendu, des établissements scolaires italiens.

349 Le port de Tunis, à 5 km environ de la ville : une lagune les sépare.

350 Note sur le statut international de la Tunisie avant 1878 : province de l'Empire Ottoman administrée par une dynastie beylicale autochtone, la Tunisie vivait dans la crainte d'une « reprise en mains » comparable à celle que la Tripolitaine voisine avait subi en 1835. La France, peu soucieuse de voir l'autorité de la Porte se renforcer aux portes de l'Algérie, protégea lontemps les beys : elle traitait la Tunisie comme un État souverain. Londres au contraire soutenait les prétentions d'Istanbul : lorsqu'un navire birtannique entrait ans un port tunisien il arborait le pavillon ottoman. Cela coûtait assez cher à l'influence britannique sur place… Cependant, à partir de la fin des années 1850, la pression française croissante à la frontière algérienne incita le bey à se rapprocher un peu de Londres, qui voulait éviter que la rade de Bizerte, qui, avec Malte, commande le détroit de Sicile, ne tombât entre des mains françaises, ou ottomanes.

Il y avait aussi une présene italienne en Tunisie, et une forte rivalité franco-tunisienne. Ainsi le rachat de la ligne de chemin de fer Tunis-La Goulette, la première du pays, ouverte en 1874 grâce à des capitaux britanniques, tourna à l'affrontement franco-italien en 1880 : la ligne (qu'on appelle aujourd'hui le T.G.M. : Tunis-La Goulette-La Marsa) finit par être mise aux enchères et les investisseurs italiens l'emportèrent, mais à un prix astronomique.

351 Voici comment un Britannique, qui avait lui-même participé à cette curée, décrivait le comportement des Européens en Tunisie : « On obtient à titre gratuit, ou moyennant quelque redevance illusire, la concession de vastes domaines, de mines inexplorées… On promet au bey, en échange, de transformer le pays dans un temps rapproché, de le couvrir d'or ; on fait miroiter, en un mot, des avantages tels, aux yeux du souverain ruiné, que le concessionnaire semble le bienfaiteur et le bey l'obligé. Pour reconnaître tant de générosité, tant d'ardeur au travail, le bey ajoute à sa concession des privilèges, notamment des exemptions d'impôts ; cela fait, il ne reste plus qu'à commencer l'exploitation. Le concessionnaire se retire alors en Europe : il cherche à réunir des capitaux, quelquefois il va jusqu'à mettre en mouvement des ouvriers, à faire gratter un coin de terre, à construire une baraque. Mais bientôt le voilà qui s'arrête et qui demande au bey un million d'indemnités. Le bey s'étonne : on lui expose que le concessionnaire a engagé des travaux, son activité dans l'entreprise, et que tant de sacri-

Par ailleurs, la France se trouva amenée à se mêler des affaires de la Tunisie d'une autre manière, parce que sa frontière avec l'Algérie était des plus imprécises et des plus poreuses. Les troubles y étaient incessants : une tribu tunisienne, les K(h)roumirs, avait pris l'habitude de faire des razzias en terre algérienne[352] — toujours la logique d'entraînement, même si dans ce cas précis elle ne fut qu'un prétexte.

En 1878, au moment du congrès de Berlin (voyez plus bas), la Tunisie fut entraînée dans l'engrenage des marchandages entre puissances européennes. On a beaucoup dit que Bismarck, qui était encore en train de consolider l'unité allemande et n'était donc pas intéressé par des colonies dans l'immédiat, l'a « refilée » à la France pour la consoler de l'Alsace-Lorraine (et l'occuper à autre chose qu'à préparer une revanche), et surtout pour la fâcher avec l'Italie, qui la considérait comme le prolongement naturel de son territoire, ainsi qu'avec le Royaume-Uni — opération couronnée de succès : en 1882, l'Italie furibarde conclut une alliance avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, la Triplice, et il fallut plus de vingt ans à la France et au Royaume-Uni pour se rapprocher et conclure l'Entente Cordiale (1904). Tout ceci n'est pas faux, mais les choses sont un peu plus compliquées : les premiers encouragements à la France sont venus de Londres, qui guignait Chypre et voulait proposer une compensation à Paris. L'Italie, à peine unie elle aussi, laissa passer la chance de se voir offrir un lot de consolation quelque part en Albanie ou en Tripolitaine-Cyrénaïque.

Il fallut cependant affronter, à Paris, une forte campagne de l'opposition (notamment radicale) qui protestait contre l'éventualité d'une campagne en Tunisie, non par anticolonialisme mais parce que l'urgence était à la Revanche : « j'ai perdu deux enfants, vous m'offrez vingt domestiques », brâmait le poétasson nationaliste Paul Déroulède. D'autres protestaient du coût de l'entreprise et dénonçaient les intérêts économiques à l'œuvre. Le gouvernement, dominé par Jules Ferry (président du conseil à certaines périodes, ministre de l'Instruction Publique et des Cultes dans tous les cabinets successifs), hésitait. Le lobby colonial, mené entre autres par le consul de France à Tunis, finit par convaincre Gambetta, la grande figure du parti opportuniste au pouvoir, que la résurrection d'une France forte passait par l'expansion coloniale, et l'on saisit le pétexte d'une énième incursion des Khroumirs en territoire algérien pour déclencher une intervention, officiellement une simple opération d'« assainissement » des confins algéro-tunisiens. L'expédition, entamée en avril 1881, atteignit Tunis en une semaine, mais une insurrection générale des nomades du nord de la Tunisie obligea la France à envoyer des renforts, et cette fois-ci l'ensemble de la Tunisie fut occupée : l'ensemble avait duré presque un an, jusqu'au début du printemps 1882.

Aux termes du traité du Bardo[353] (fin 1881), précisé par la convention de La Marsa (1883), le beylicat subsistait, mais la France, représentée par un ministre résident (le premier fut Paul Cambon), prenait en charge les finances et les relations extérieures de la Tunisie, laquelle rompit toutes relations avec la Porte et était officiellement traitée en sujet de droit international (un État, mais non souverain[354]). Ce régime du protectorat, qui fut présenté à

---

fices, tant d'efforts se trouvent compromis par l'état d'insécurité du pays, insécurité dont le gouvernement est responsable. Que répondre à ces arguments ? Généralement le bey s'incline : il rembourse au concessionnaire le prix des récoltes qu'il aurait pu tirer de sa terre, des bestiaux qui auraient pu naître, des œufs qu'auraient pondu ses poules ! »

352 Ça ne vous rappelle rien, les Khroumirs ? Non, vraiment ? Relisez vos classiques : ils montrent que la propagande française (les Khroumirs servirent en partie à justifier l'expédition coloniale de 1881) traînait encore dans certaines mémoires belges vers 1935, dans le même « tiroir » que les bachi-bouzouks que j'évoquerai plus bas.

353 Le Bardo est un ancien palais beylical. Ce bâtiment du XIX^{e} siècle est devenu (en 1885) un musée un peu triste où l'on peut admirer entre autres une extraordinaire collection de mosaïques romaines.

354 Un peu comme Monaco aujourdhui, dont le gouvernement est présidé par un haut fonctionnaire français. Cela avait au moins « l'avantage » que les Tunisiens ne pouvaient pas prétendre à la nationalité française :

l'opinion publique française comme présentant « les avantages de l'annexion sans ses inconvénients », était une innovation, même s'il fut rapidement vidé de son sens : le bey ne faisait que de la figuration, le résident général était président du conseil des ministres, ministre des Affaires étrangères, chef des services administratifs et des forces armées. Cependant il permit sans doute à la Tunisie de mieux conserver ses élites que l'Algérie, et aux Tunisiens de mieux conserver la fierté d'eux-même que les Algériens : c'est sans doute la raison pour laquelle l'indépendance s'est mieux passée.

Bien entendu, les Européens conservèrent leurs privilèges hérités des capitulations (supprimées en 1883-1884) : ainsi il y avait deux systèmes judiciaires distincts, les non-Tunisiens relevant de la justice française, laquelle jugeait également les affaires mettant aux prises un Tunisien et un non-Tunisien[355]. La France conserva les cadres de l'administration locale (caïds, cheïkhs, khalifas), mais sous la surveillance de contrôleurs civils, et elle remplaça les tribus par des circonscriptions territoriales. Les conseils municipaux étaient choisis par l'administration, leurs délibérations n'étaient exécutoires qu'après approbation par le pouvoir. Les Français y étaient systématiquement majoritaires. À l'échelon central, il apparut une commission consultative, en 1907 : elle s'occupait essentiellement d'affaires financières. Les Français y étaient majoritaires aussi. Bref, il y avait deux administrations, l'indigène étant subordonnée à l'autre : cela coûta fort cher.

E) L'essor des nationalismes modernes chez les chrétiens des Balkans.

L'Empire Ottoman « tenait » de plus en plus mal les chrétiens des Balkans, qui sentaient bien que le rapport de forces était en train de s'inverser en leur faveur. Mais leurs sentiments collectifs étaient encore confus. Les identités balkaniques s'ancraient encore partiellement sur la religion, ne fût-ce que par opposition à celle des oppresseurs détestés, mais de plus en plus également sur la langue, la culture et l'histoire, sur le modèle de ce qui se faisait en Europe centrale. Le problème, c'est que ces concepts étaient aussi flous l'un que l'autre[356].

La notion de langue d'abord : d'une part, il est très difficile de ranger les gens dans telle ou telle communauté linguistique. Les populations étaient inextricablement mêlées : la situation linguistique pouvait changer d'un village à l'autre, d'un quartier à l'autre d'un même village[357], et il y avait de très nombreux bilingues ; évidemment, chaque mouvance nationaliste avait tendance à tirer ces bilingues à elle. Par ailleurs, s'il est facile de distinguer le grec, l'albanais et le turc des autres langues des Balkans (elles n'y ont pas de parentes proches), les parlers slaves et latins posaient problème. Il n'y avait pas de frontières linguistiques nettes à

---

ils avaient la leur propre, on pouvait notamment les empêcher d'immigrer.

355 Comme à l'époque précoloniale, la justice indigène reconnaissait deux « rites », le rite hanéfite et le rite malékite. Il s'agit d'écoles différentes d'interprétation de la *charia*, dont la source est le Coran — autant dire qu'il sagit autant de divergences religieuses que de divergences juridiques, d'où l'appellation de « rites ». Il en existe 7 au total dans le monde arabe sunnite ; j'ai déjà fait allusion à cette diversité à propos des *tanzîmât*.

356 Avec les mœurs politiques locales passablement violentes (en partie hérités du passé ottoman, en partie du passé immémorial des campagnes balkaniques) et les rivalités et empiètements des Puissances, ce flou est le grand responsable des drames qui ont suivi ; je voudrais cependant souligner que tous les nationalismes ne présentent pas ces difficultés à se définir, ni cette agressivité. Depuis les guerres qui ont déchiré l'ancienne Yougoslavie dans les années 1990, tout nationalisme linguistique est perçu, sur le (contre-)modèle balkanique, comme générateur de catastrophes — surtout en France, où l'on est volontiers persuadé que le modèle français de nation est le seul compatible avec la paix et la démocratie. Pour un exemple de nationalisme à base linguistique et culturelle qui n'a jamais connu de dérives de type balkanique, voyez mon livre sur l'Estonie : *Histoire de l'Estonie et de la nation estonienne*.

357 Notamment parce qu'un certain nombre de langues étaient des « langues de classe », dont l'usage était limité à un certain milieu : ainsi le judéo-espagnol était surtout la langue d'une partie des élites et des prolétariats urbains (comme le turc dans les Balkans occidentaux) ; les langues tsiganes étaient celles d'un sous-prolétariat méprisé.

l'intérieur de ces deux domaines mais deux « continuums linguistiques » (continu dans le cas des parlers slaves, « en pointillés » dans le cas des parlers latins) allant de l'ouest à l'est des Balkans : c'est-à-dire que d'un village au village voisin on parlait pratiquement la même chose, mais qu'en passant de village en village sur une assez longue distance on finissait par se trouver en présence d'une langue différente, sans avoir jamais pu dire précisément où le changement avait eu lieu[358]. Le fait que ces langues n'étaient pas (ou peu) écrites accentuait ce phénomène : il n'y avait pas de norme commune sur laquelle on aurait pu s'appuyer pour dire que les régions où la norme écrite X était en usage était « de langue X ».

Le même problème se posait pour les us et coutumes, largement communs à tous les chrétiens des Balkans, avec certes des différences mais qui, au départ, étaient souvent plus sociales ou régionales que proprement nationales. C'était le cas notamment des costumes : les usages en ce domaine étaient très divers d'un village ou d'une ville à l'autre, d'un milieu à l'autre, etc., sachant qu'au quotidien la plupart des gens portaient une guenille de forme et de couleur indéterminables ; ce n'est qu'au cours du XIX^e^ et du XX^e^ siècle que certains costumes de fête ou de notables villageois ont été « sélectionnés » et élevés au rang de costume « nationaux », puis embellis par les folkoristes et les notables villageois soucieux de distinction (au sens de Bourdieu) ; mais il n'y a que les Dupondt pour avoir pu croire que les Grecs s'habillent réellement en evzones[359]. La notion de « culture nationale » est une invention récente, qui ne correspondait à rien au début du XIX^e^ siècle : concernant par exemple le folklore balkanique, les mêmes thèmes, les mêmes formes poétiques ou épiques circulaient de village en village, de vallée en vallée, dans des langues différentes ; les musiques populaires aussi (très liées à la production folklorique que je viens d'évoquer) étaient très largement semblables…[360]

Les références historiques posaient des problèmes semblables. Ainsi les Balkans avaient abrité successivement un royaume de Bulgarie (vers le IX^e^ siècle) et un royaume de Serbie (au XIV^e^) qui avaient recouvert en bonne partie les mêmes zones, d'ailleurs fort peu délimitées ; quant à Skanderbeg, qui au XV^e^ siècle avait dominé une zone correspondant à une partie des deux précédentes, les Serbes le revendiquaient comme l'un des leurs, mais c'est

---

358 Lorsque deux parlers sont différents mais qu'il y a intercompréhension les linguistes parlent de « dialectes » d'une même langue, lorsqu'il n'y a pas intercompréhension ils parlent de deux « langues » différentes. Mais la limite de ces deux concepts pose problème , car « comprendre » est un concept relatif : bien luné, un Russe comprend le serbe ; mal luné, un Ardéchois refuse de comprendre le sabir d'un estranger-pas-de-chez-nous de la Drôme, à 15 km de cheu nous mais c'est déjà des Arabes. Dans le continuum balkanique, pour distinguer une longue d'une autre, disons le « serbo-croate » du « bulgare », il est possible de choisir plusieurs « isoglosses » (lignes où se produit un changement linguistique important). Le serbo-croate a une déclinaison et pas d'article, le bulgare a un article et pas de déclinaison ; entre les deux, il y a une zone intermédiaire (sans déclinaison ni article) que les nationalistes serbes et bulgares se sont disputée pendant un siècle à grands coups d'isoglosses, les linguistes se laissant complaisamment enrôler du côté d'où venait la soupe, avant que Tito, en 1945, ne règle le problème en créant, sur la base des parlers locaux, une troisième langue littéraire, le macédonien, et le sentiment national afférent, lequel aujourd'hui se porte très bien, merci. Il faut dire que, dans la vie courante, on a tendance à parler de deux « langues » différentes dès qu'il y a deux normes écrites différentes (et deux nationalismes différents), même lorsque ces normes sont très proches l'une de l'autre (comme l'allemand et le néerlandais, le suédois et le danois, le tchèque et le slovaque), et à réserver l'appellation de « dialectes » aux langues dépourvues de norme écrite. Cf., dans le corps du texte, la phrase suivant cette note et, plus bas, les passages sur les aventures du serbo-croate.

359 Dans *Objectif Lune*. Les evzones sont aujourd'hui des fantassins de parade, qui gardent le Parlement et d'autres institutions imperméables au ridicule : il s'agit donc d'un costume militaire, mais qui prétend descendre, comme tous ses semblables, de costumes paysans. Autrefois apparemment, une partie de l'armée grecque portait effectivement jupette, bas blancs et pompons blancs aux genoux ou aux chevilles : je ne sais quel auteur français a évoqué, à propos de la débâcle de 1922-1923, le surréalisme de leurs cadavres dans les tranchées d'Anatolie.

360 Quant aux chants nationalistes (« Que tu est belle ma patrie, quand vas-tu te réveiller ? »), qui ont *tous* été écrits au XIX^e^ siècle, s'ils se ressemblent, c'est qu'ils sont *tous* imités de la production romantique allemande (plus quelques influences françaises et italiennes).

aujourd'hui le héros national albanais… Quant à la Grèce, avec un peu de mauvaise volonté on peut l'étendre du comptoir d'Ampuries en Catalogne aux douze bornes qu'Alexandre fit ériger sur l'Hyphase, près de l'actuelle New Delhi, pour marquer les bornes de son Empire !

Du coup, les identités balkaniques étaient très complexes et très labiles avant que les indépendances, le travail de propagande des États-nations (par le biais de l'école, de la caserne, des médias, etc.), les purifications ethniques et l'assimilation forcée ou non des minorités aux majorités ne les durcissent et ne les simplifient[361]. D'un village à l'autre, d'une famille à l'autre, d'un moment à l'autre (et notamment selon les opportunités socio-politiques liées à telle ou telle définition), une même population pouvait se définir comme grecque (par la religion), serbe (par les souvenirs historiques), macédonienne (par la géographie : « la Macédoine » était une région des Balkans), bulgare (par la langue, généralement plus la langue écrite de référence en train d'émerger que le parler villageois local sans prestige) : ou comme tout ce qui précède à la fois, sachant que les gens n'ont pas toujours la tête aussi claire que ce genre de taxinomie ne tend à le laisser supposer. Certaines populations, d'ailleurs, entraient mal dans ces classifications, comme les juifs (qui parlaient toutes les langues de la région, outre l'espagnol et pour certains l'hébreu, mais ne formaient partout qu'une fraction de société) et les « turcs » (ce concept continuait à désigner une communauté religieuse par-delà les différences linguistiques et culturelles, en partie parce que les musulmans étaient moins touchés que les chrétiens par les mutations idéologiques en provenance d'Occident : il y avait donc des « turcs » slavophones, albanophones, hellénophones, etc.). Un facteur additionnel de complexité vient du fait que les différentes populations des Balkans entrèrent à des dates différentes dans les logiques nationalistes modernes que je suis en train de commencer à présenter : les Grecs, nous l'avons vu, furent les premiers ; les Albanais connurent un « (r)éveil national[362] » tardif[363] ; les Tsiganes, fort nombreux dans la zone et grands oubliés de tous les ouvrages que j'ai consultés, ne connurent pas d'éveil national du tout au XIX^{e} siècle, tout comme les Aroumains (les roumanophones de la zone intermédiaire entre la Roumanie et le littoral adriatique, non compris l'un comme l'autre) et les Slaves musulmans qu'on appelle aujourd'hui les Bosniaques.

Ainsi, parmi les slavophones des rives orientales de l'Adriatique (dont la population était surtout catholique, de parler slave dans les campagnes et italien dans les villes), coexistaient dans des proportions particulièrement invérifiables : un sentiment croate (en référence à un autre royaume médiéval, qui survivait comme l'un des éléments de la construction féodale autrichienne ; l'identité croate se définissait aussi comme slave et catholique) et, au nord-ouest, un sentiment slovène, mettant l'accent lui aussi sur la slavitude et la religion catholique, mais aussi à un héritage régional (autrichien) différent de l'héritage croate[364] ; un sentiment

---

361 Voyez, outre le passage qui suit, le début de l'annexe 1, sur l'Albanie.

362 Le « (r) » est là pour signaler que les nationalistes du XIX^{e} siècle parlaient le plus souvent d'un réveil national (ils étaient persuadé que leur culture avait été florissante dans un passé qu'ils idéalisaient, mais qu'elle avait connu une éclipse à cause de la conquête ottomane, et se percevaient en train de relever leur nation d'un long esclavage) mais qu'en réalité il s'agissait d'un éveil (dans les formes que les nationalistes leur donnèrent au XIX^{e} et au XX^{e} siècle, la Grèce, la Serbie, la Bulgarie, etc. n'avaient jamais existé : croyant restaurer, les nationalistes inventaient ; croyant respecter et sauver des traditions, ils les inventaient. Sur ces thèmes, voyez éventuellement E. Hobsbawm et T. Ranger (eds.) : *L'invention de la tradition* et Anne-Marie Thiesse : *La création des identités nationales*.

363 Voyez l'annexe n°1.

364 Dans la double monarchie apparue en 1867, la Croatie était rattachée à la Hongrie et la Slovénie à l'Autriche ; cela correspondait à des histoires différentes. J'en profite pour souligner que l'un et l'autre sentiment d'identité pouvaient parfaitement, dans les zones sous contrôle de Vienne, s'inscrire dans le cadre d'un patriotisme autrichien, puis austro-hongrois : l'Autriche, puis l'Autriche-Hongrie, était un grand pays prestigieux plutôt moins en retard que l'Empire Ottoman, la Serbie et même l'Italie. N'oubliez pas que je ne suis pas en train

illyrien (en référence à un royaume périphérique à la Grèce, puis à une province romaine, puis à une province ecclésiastique médiévale, donc prestigieuse ; cette identité se définissait sur une base ethnique, car il était censé exister une « race illyrienne », et géographique) ; sur la côte et dans les îles, un sentiment dalmate (c'est-à-dire plus nettement géographique, axé sur l'existence commune des populations côtières par-delà les différences de langue, de religion et d'héritage historique : cette identité dalmate était plus répandue parmi les catholiques et s'exprimait souvent en italien, car l'italien avait toujours été la principale langue de culture du littoral[365]). Dans une région nettement plus large, englobant Serbie et Montenegro, existait un sentiment yougoslave[366] (mettant l'accent sur la langue commune, slave, et sur la lutte commune contre l'envahisseur turc par des références à la geste de la Serbie médiévale, mais prétendant dépasser les différences religieuses[367]), voire, chez quelques-uns, un sentiment panslave mettant l'accent sur l'unité de tous les Slaves (et rêvant d'un rassemblement de ces populations sous l'aile protectrice de Saint-Pétersbourg — du coup, il était nettement plus répandu dans les populations orthodoxes, même si on pouvait le trouver ailleurs). On voit que dans une espèce de jeu de poupées russes, le sentiment croate et le sentiment slovène s'emboîtaient plus ou moins dans le sentiment illyrien (moins nettement dans le sentiment dalmate, car la Dalmatie ce n'est que la côte, alors que l'identité croate et l'indentité slovène existaient aussi dans l'intérieur) ; que le sentiment illyrien et le sentiment dalmate s'emboîtaient à leur tour dans le sentiment yougoslave, fort aussi en Serbie, lequel s'emboîtait dans le sentiment panslave, répandu jusqu'en Russie. Tout au fond de la dernière poupée russe, la plus petite, on trouvait d'ailleurs encore divers micro-patriotismes (ragusain, istriote, etc.), sachant que d'une ville à l'autre on ne parlait pas tout à fait le même slave ni le même italien…[368]

Toutes ces identités étaient problématiques. Où s'arrêtaient les « Yougoslaves », fallait-il y inclure les habitants de la région de Sofia et les riverains slaves de la Mer Noire ? Ou encore les habitants de la Macédoine, aux parlers intermédiaires entre ceux de Bulgarie et ceux de Serbie ? Ou encore les Slovènes ? L'identité illyrienne était fragilisée par le fait que certains savants soulignaient qu'au moins linguistiquement, les descendants des anciens Illyriens étaient plutôt les Albanais, nettement plus au sud (et méprisés par tout le monde) : la controverse fit rage pendant tout le XIX^e^ et le XX^e^ siècles, les maigres données scientifiques sur l'ancienne langue illyrienne étant copieusement manipulées de part et d'autre. L'identité yougoslave permettait de s'appuyer sur la Serbie autonome, puis indépendante, mais dès le XIX^e^ siècle certains sur la côte ou à Zagreb trouvaient quelque peu pesante la tutelle de cette

---

de parler d'indépendantismes politiques : l'indépendantisme est venu plus tard, et dans certaines régions, au moment de l'indépendance, il ne bénéficiait pas de la faveur de la majorité de la population : on leur a appris par la suite qu'ils souhaitaient l'indépendance depuis des siècles… Bon, gare quand même au révisionnisme : ne faites pas, comme les marxistes du XX^e^ siècle (à commencer par Hobsbawm), de toute indépendance nationale en Europe aux XIX^e^ et XX^e^ siècle le résultat d'un complot bourgeois contre la volonté du peuple.

365 Mais on comptait dans ce courant le grand écrivain Nicolo Tommaseo, qui malgré son nom écrivait en slave.

366 Attention, le terme lui-même est assez tardif : il date de 1860, et, chose intéressante, c'est un évêque catholique, on dirait aujourd'hui un Croate, qui l'a inventé : Mgr Strossmayer, sur qui je reviendrai plus bas. Mais une idée peut très bien être plus ancienne que la trouvaille d'un mot pour la désigner.

367 C'est important pour la suite : l'identité yougoslave a toujours prétendu dépasser l'identité serbe, mais en pratique, la Serbie a toujours eu une place privilégiée dans l'épopée yougoslave — à cause de la Serbie médiévale d'Etienne Dušan, mais aussi parce qu'au XIX^e^ siècle la Serbie était, avec le mouchoir de poche monténégrin, le seul pays yougoslave autonome, puis indépendant.

368 Les slavophones musulmans se tenaient pour « turcs », c'est-à-dire qu'ils n'entraient dans aucune « grande » poupée ; ils pouvaient éventuellement se sentir « illyriens », « sarajéviens », etc. (identités géographiques, régionales ou locales). Même chose pour les juifs — musulmans et juifs avaient au moins une communauté religieuse à laquelle se rattacher ; les Tsiganes n'avaient même pas cela.

petite principauté enclavée, bien rurale et de mœurs (politiques et autres) fort peu « policées » ; le même problème se posait à propos des autres « patrons » potentiels de la zone, la Russie pour les panslaves (et les yougoslavistes dans une certaine mesure), l'Autriche-Hongrie. Les identités plus proprement slaves-catholiques (slovène et croate) permettaient l'expression d'une solidarité avec les Tchèques et les Polonais, plus riches et détenteurs d'une culture plus brillante mais pas indépendants avant 1918, mais éloignaient des Russes et des voisins orthodoxes des Balkans ; elles permettaient aussi, tout comme l'identité dalmate, un rapprochement avec le nationalisme italien[369], car l'Italie était catholique — sauf que l'Italie unie, apparue en 1861, était anticléricale, et par ailleurs guignait la côte orientale de l'Adriatique… Et encore, on n'avait pas encore commencé à tracer les frontières : il va sans dire que toutes ces identités se recoupaient inextricablement.

Au total, il me semble possible d'affirmer que l'idée yougoslave progressa entre 1830 et 1880, même s'il faut être d'une extrême prudence à ce sujet (voyez la note plus haut, à propos de la naissance de la Serbie). Cela passa d'abord par la culture, chose inévitable vu la faible intensité du débat politique en Autriche (surtout avant 1867) et sutout dans les régions ottomanes ; cela dit, la présence de la Serbie sur la scène régionale leur donnait déjà une coloration politique. En 1850, à Vienne, sept intellectuels nationalistes slaves catholiques et orthodoxes de la côte orientale de l'Adriatique, de Serbie et des régions intermédiaires, dont Vuk Karadžić (1787-1864) qui est considéré comme le plus grand écrivain serbe du XIX^{e} siècle, s'entendirent sur une norme écrite commune aux différents parlers de la région : c'était l'acte de naissance de la langue serbo-croate[370]. L'écrivain Ljudevit Gaj (1809-1872) est, avec Karadžić, le plus célèbre représentant de cette « re »naissance culturelle des Slaves du sud : né à la frontière de l'actuelle Croatie et de l'actuelle Slovénie, il se définissait comme illyrien, yougoslave ou croate. Mais les participants à la réunion de 1850 ne parvinrent pas à s'entendre sur la question de l'alphabet : les catholiques gardèrent l'alphabet latin et les orthodoxes l'alphabet cyrillique[371]. Par ailleurs, même s'il y avait un Slovène parmi les sept de 1850, les Slovènes, alpins et davantage germanisés, restèrent à l'écart du mouvement, alors que leur langue est très proche du serbo-croate : ils s'étaient dotés de leur propre grammaire en

---

369 Il y a eu des liens étroits entre les nationalistes italiens et une fraction du nationalisme croate : ils ont été sensibles notamment au moment du fascisme (Mussolini a financé les « oustachis », qui apparaîtront plus bas).

370 Le but immédiat de la réunion était de faciliter les communications avec la bureaucratie viennoise ; par ailleurs, depuis 1840, l'« illyrien », comme on disait alors, était langue d'enseignement en Autriche, il fallait donc l'unifier d'urgence pour que les maîtres sussent quoi enseigner. Le mouvement d'unification avait commencé avant 1850 : entre autres, Karadžić avait déjà publié une grammaire et un dictionnaire. Gaj aussi travaillait de son côté au même but, mais, au début, à partir d'autres dialectes : c'est en 1838 qu'il se rallia au compromis linguistique élaboré par Karadžić, et réécrivit ses œuvres.

Malgré ces efforts, le serbo-croate ne s'est jamais complètement unifié : outre la différence d'alphabet que je vais mentionner, il y a toujours eu des différences de prononciation d'une région à l'autre, et de vocabulaires dans des domaines comme la religion ; l'on tolérait des variantes dialectales (d'une région à l'autre, des « é » correspondent à des « i » ou à des « iyé »). Depuis l'effondrement de la Yougoslavie, les nationalistes des divers pays successeurs font tout ce qu'ils peuvent pour accentuer ces différences : en Croatie notamment, selon certains témoignages, les gens expliquent aux touristes que le croate n'a rien à voir avec le serbe et que c'est une langue… latine ! En Serbie en revanche, la nostalgie des combats yougoslavistes passés, lorsque tout le monde était [censé être] en ordre de marche derrière les Serbes, fait que l'on insiste moins sur ce point. La réalité, incessamment réaffirmée par tous les linguistes non croates, c'est que la grammaire est la même à 99,9 %, et le vocabulaire à plus de 95 % : il y a plutôt moins de différence entre le serbe et le croate (écrits) qu'entre me portugais du Portugal et celui du Brésil. En particulier, les différences entre parlers à « i », « é » et « iyé » découpent plutôt la zone yougoslave en tranches nord-sud, alors que la Croatie s'étend plutôt d'est en ouest : elles ne peuvent donc pas servir à isoler une langue « croate ».

371 Les spécialistes de l'orthographe se sont débrouillés pour qu'une transcription lettre à lettre soit possible (à un ou deux détails mineurs près : à certaines lettres serbes correspondent des digraphes en croate).

1808[372]. De même pour les Bulgares, qui étaient en train de contruire leur propre identité nationale autour de Sofia, et leur propre langue littéraire : dès 1850, le mouvement yougoslaviste les considérait « perdus pour la cause »[373], même s'il y avait toujours des complots communs entre Serbes, Monténégrins et Bulgares pour dépecer l'Empire Ottoman. Quant aux Slaves musulmans, ils continuaient d'écrire essentiellement en turc, quand ils écrivaient. Enfin il susbsistait une production dans les parlers de la côte (on dirait aujourd'hui « en croate dialectal »).

Cependant il y avait déjà des signes de politisation des mouvements nationaux, même hors de Grèce et de Serbie. Dès les années 1840, il était apparu en Autriche un petit Parti national dont l'évêque catholique de Zagreb, Mgr Strossmayer (un slavophone malgré son nom), prit la tête au début des années 1860 ; Strossmayer est aussi l'inventeur du mot « yougoslave » et le cofondateur, en 1866, de l'Académie yougoslave des Arts et des Sciences de Zagreb. En liaison avec les autorités serbes et des intellectuels laïcs, il cherchait à faire l'union des Yougoslaves sur le plan linguistique, selon les idée de Karadžić et de Gaj, mais aussi sur le plan religieux, autour de la religion catholique évidemment — sauf que son souci de se concilier les orthodoxes le conduisit à s'opposer au dogme de d'infaillibilité pontificale, proclamé en 1870 mais « dans l'air » depuis longtemps. Son rêve de susciter un « uniatisme » serbe[374], sur le modèle de ce qui se passait au Levant et en Ukraine, fut un échec complet, et il abandonna la politique à la fin des années 1860. Ces années virent la réunion un certain nombre de congrès yougoslavistes mi-culturels, mi-politiques : le premier eut lieu à Laibach[375], le chef-lieu de la Slovénie, en 1870. Comme nous allons le voir, les bouleversements de la situation internationale vient bourleverser la situation à partir de 1875.

Comme avant elles l'identité grecque recontruite, certaines identités balkaniques parvinrent à s'attirer la sympathie d'intellectuels occidentaux qui leur servirent de relais d'opinion : cependant la mobilisation fut moins spectaculaire que pour la Grèce, sans doute parce qu'il y avait moins de souvenirs antiques à remuer. En 1833, Lamartine visita la Serbie et fit graver sur le site de Ćele Kula (la « tour aux crânes » où les Ottomans avaient incrusté les crânes des soldats serbes morts à la bataille du mont Čegar en 1809) l'inscription suivante : « Qu'ils laissent subsister ce monument ! Il apprendra à leurs enfants ce que vaut l'indépendance d'un peuple, en leur montrant à quel prix leurs pères l'ont payée ». Il fît connaître en France la lutte de la Serbie, et fit au moins un disciple : Victor Hugo, qui fit au Sénat, en 1876, un grand discours en faveur des Serbes et des Bulgares.

Plus à l'est, les latinophones orthodoxes des régions qui forment aujourd'hui la Roumanie et la Moldavie s'étaient engouffrés, avec un peu de retard, dans la brèche ouverte par les Grecs depuis la fin du XVIII^{e} siècle, celle de la construction d'une identité nationale moderne par référence aux langues, aux glorieux Empires et aux prestigieuses cultures de l'Antiquité : n'étaient-ils pas, eux, des Latins par la langue, donc des descendants des Quirites,

---

372 Un excellent exemple de manipulation à but nationaliste : pour bien distinguer le slovène du serbo-croate, les linguistes qui créèrent le slovène littéraire y incorporèrent des duels, formes très archaïques et d'ailleurs presque disparues de ce qui se parlait réellement dans les campagnes slovènes. Cette innovation-restauration s'est imposée : le slovène est aujourd'hui la seule langue indo-européenne littéraire vivante pourvue d'un duel.

373 Encore qu'en 1945 encore, Tito prétendit unir la Bulgarie à sa Yougoslavie ; mais il est vrai que ce n'était plus dans le cadre d'une idéologie nationaliste, et que ce projet incluait aussi la Grèce et l'Albanie qui n'ont rien de slave, yougo ou pas.

374 Autrement dit des communautés qui seraient passées à la religion catholique tout en conservant une partie de leurs rites, notamment l'usage du slavon d'église.

375 Aujourd'hui Ljubljana.

des frères malchanceux des Français et des Italiens[376] ? A vrai dire, on avait remarqué la parenté des langues dès le XVII^e^ siècle, mais jusqu'au XIX^e^ siècle cet état de fait n'était pas encore un argument identitaire au service d'un projet culturel ou politique. Le roumain s'écrivait (pas beaucoup, et en caractères cyrilliques) depuis l'époque moderne, mais l'essentiel de la culture écrite était en slavon (le latin des Slaves) et en grec, car dans l'Empire Ottoman les habitants orthodoxes de ce qui est aujourd'hui la Roumanie ressortissaient du *millet* grec — du reste, l'orthodoxie était, avec la langue et l'histoire, la troisième composante de l'identité roumaine moderne telle qu'elle se bâtit au XIX^e^ siècle. Il faut dire par ailleurs que depuis qu'en 1711 la Porte avait pris le contrôle direct des principautés médiévales de Moldavie et de Valachie[377], elle en avait confié l'administration à des Phanariotes : de 1711 à 1821, date de l'abolition de ce système, 89% des princes de Moldavie et de Valachie (en théorie élus par les boyards (= nobles) locaux, en réalité choisis par la Porte dans une vingtaine de familles) furent des Phanariotes. Du fait de ce passé, il y avait une animosité ancienne des populations latinophones des Balkans septentrionaux ottomans contre les Grecs : le Grec, c'était l'oppresseur, le complice du « Turc »[378] ! De même, la relation avec la Russie était ambiguë : protectrice, comme elle s'était autoproclamée, ou nouveau colonisateur en puissance, puisqu'elle avait annexé la Bessarabie et affichait son intention de ne pas s'arrêter là sur la route des Détroits ?

Le mouvement national roumain du XIX^e^ siècle se traduisit d'abord sur le plan culturel, par un travail sur la langue : on l'épura d'une partie des très nombreux emprunts turcs, slaves, hongrois et grecs qui l'avaient littéralement envahie au cours des siècles, et sous prétexte de la rendre capable d'exprimer les réalités modernes l'on y introduisit une quantité industrielle d'emprunts au français, qui lui donnent aujourd'hui une physionomie bien plus

---

376 Enfin, la majorité d'entre eux… parce que la région compte aussi (jusqu'à aujourd'hui) de nombreux Hongrois, Tsiganes, turcophones et Slaves, plus des villages germanophones et des juifs de langue diverse. Je simplifie la présentation en ne présentant que l'évolution des seuls latinophones, les futurs Roumains : s'il y a des Hongrois parmi vous qu'il me pardonnent, la Hongrie c'est vraiment trop loin de la Méditerranée.

Le nationalisme roumain insistait sur l'idée que les Roumains étaient des descendants des Latins, non seulement du point de vue linguistique mais du point de vue ethnique, « faisant descendre la nation roumaine de l'union des Daces avec les légionnaires romains — supposés être de purs Latins — pendant les 160 ans qu'ils tinrent garnison en ces lieux. Les enfants de cette union seraient pas la suite restés plus d'un millénaire dans les montagnes, évitant toute souillure des hordes de Goths, Avares, Slaves et Hongrois, avant de descendre fonder une nouvelle nation » (Stéphane Yérasimos, qui souligne que « ce processus de parthénogénèse nationale dans une matrice montagnarde est d'ailleurs un lieu commun balkanique : c'est ainsi que Grecs antiques et byzantins, Illyriens-Albanais ou Slaves-Monténégrins se seraient également réfugiés dans les montagnes devant les envahisseurs, notamment turcs, vivant libres de toute contamination culturelle avant de descendre chasser les intrus et fonder des États-nations »).

377 Je récapitule des choses en partie déjà dites : les quatre régions de langue (partiellement) roumaine étaient : la Moldavie (chef-lieu Bucarest) et la Valachie (chef-lieu Jassy, aujourd'hui Iaşi) ; la Transylvanie (chef-lieu Cluj) qui, depuis sa reconquête sur les Ottomans par Vienne, appartenait à l'Autriche, puis passa à la Hongrie à l'intérieur de la Double Monarchie (1867-1918), et où il y avait du reste presque autant de Hongrois que de Roumains (ces trois régions forment aujourd'hui la Roumanie) ; et enfin la Bessarabie qui, anciennement ottomane elle aussi, était passée à la Russie en 1812, et qui correspond aujourd'hui à la république roumanophone de Moldavie.

Il y avait par ailleurs, un peu partout dans les Balkans méridionaux (jusque sur la côte de l'Egée), des populations « aroumaines » qui pratiquaient, pour simplifier pas mal une situation assez confuse, des parlers (exclusivement oraux) intermédiaires entre le roumain et l'italien. À certaines époques, les nationalistes roumains les ont considérées comme des Roumains, la proximité des appellations aidant ; nous verrons que les Ottomans aussi ont essayé de jouer une carte avec ces populations. Mais elles étaient trop peu nombreuses et trop en retard pour pouvoir peser, même en tant que « divisions de réserve » d'un autre nationalisme.

378 Sans doute existait-il quand même, avant l'essor des nationalismes, un sentiment hellénique dans les régions aujourd'hui roumaines : rappelez-vous l'équipée d'Ypsilantis. De nombreux établissements d'enseignement étaient grecs, et il y avait sans doute une vie culturelle d'expression grecque, même si ma source, péniblement nationaliste, est muette à ce sujet.

nettement latine qu'en 1800[379]. Ce mouvement, engagé dès la première moitié du siècle, s'accéléra au fur et à mesure que les principautés roumaines avançaient sur le chemin de l'indépendance : il apparut une université à Jassy en 1860, une autre à Bucarest en 1864 ; une Société Littéraire Roumaine, devenue Académie Roumaine en 1879, s'occupa de fixer l'orthographe et la grammaire Surtout, pour que les choses soient bien claires, en 1857, on passa à l'alphabet latin : à ma connaissance, la Roumanie est le seul et unique pays orthodoxe à avoir abandonné l'alphabet cyrillique.

Cette dernière circonstance me permet de souligner un fait important, qui dépasse le cadre de la seule Roumanie : il y avait une contradiction entre les identités anciennes fondées sur la religion, donc plus englobantes, et les identités nationales nouvelles, fondées sur la langue et donc plus particularistes. Même si jusqu'à nos jours l'orthodoxie a toujours fait partie de la « *check-list* identitaire »[380] des nations serbe, bulgare, roumaine, grecque et macédonienne, il n'en reste pas moins qu'au XIX^{e} siècle son poids relatif s'affaiblissait. L'affaire de l'alphabet roumain le montre bien, mais le déclin du patriarcat de Constantinople aussi : sous l'effet de la montée des nationalismes, les orthodoxes des Balkans supportaient de moins en moins d'appartenir à la même communauté religieuse (le *millet* grec dans l'Empire Ottoman), d'obéir aux mêmes autorités religieuses (phanariotes), d'avoir à s'exprimer en grec. En 1860, l'Église bulgare, dont une partie avait conservé une liturgie en vieux-slavon et non en grec, mais faisait l'objet (depuis la fin du XVIII^{e} siècle) de tentatives d'hellénisation de la part d'un clergé en majorité phanariote, fut la première à rompre avec le patriarcat de Phanar[381], et en 1870 la Porte avalisa cette sécession en donnant son accord à la création d'un exarchat bulgare indépendant (« autocéphale »)[382]. En 1878, la Serbie indépendante se dota d'un autre

---

379 Cela dit, encore aujourd'hui le vocabulaire est à plus de 50% d'origine non latine. Ce qui est latin, c'est, outre le vocabulaire de base (termes de parenté, organes du coprs, etc.), la grammaire : le roumain est entre autres la seule langue latine à avoir conservé une déclinaison (à deux cas et uniquement pour les articles, mais comme ils sont postposés sous forme de suffixes on a l'impression que ça marche comme en latin).

380 Selon l'expression d'Anne-Marie Thiesse, qui y inclut aussi, outre la langue et les références historiques le costume national, le drapeau, le plat national, l'hymne, le sport national dans certains pays, etc., etc. Dans les pays baltes, il y a même des « oiseaux nationaux » !

381 Pour ne pas vous rendre fous, je fais l'impasse sur la naissance du nationalisme bulgare : si vous avez des regrets, vous n'avez qu'à vous passer des chansons de Sylvie Vartan (pour vous rendre fous, pas pour obtenir des renseignements sur l'histoire culturelle bulgare). Pour les Albanais, qui se réveillèrent surtout dans la période suivante, voyez l'annexe 1.

382 Allez, quelques mots quand même, sur l'air de *La Maritza.* C'est dans le clergé, autant que dans la bourgeoisie marchande, que les prémices d'un naationalisme bulgare sont apparu(e ?)s à la fin du XVIII^{e} siècle : là l'origine, il s'agissait d'un rameau du néo-hellénisme, mais assez vite il se plaça en opposition au clergé phanariote, et à l'hellénisme culturel en général. Il faut dire que les nationalistes bulgares considèrent que Cyrille et Méthode, « évangélisateurs des Slaves » (en fait essentiellement des habitants de l'actuelle Tchéquie) et inventeurs d'un alphabet « glagolithique » dont le cyrillique est dérivé, étaient des Bulgares : c'est pourquoi ils ont développé un sérieux complexe de supériorité vis-à-vis des Grecs, et, au XIX^{e} siècle, acceptaient mal d'être soumis à un patriarcat « grec » lorsque ce mot se mit à désigner de plus en plus une ethnie et non plus une communauté religieuse. Il s'agit bien entendu de mythes : Cyrille et de Méthode étaient bien des slavophones de Thessalonique (donc d'une région en partie peuplée, au XIX^{e} siècle, de Slaves de langue assez proche du bulgare — voyez plus bas les revendications bulgares sur la Macédoine), mais à l'époque lointaine de la vie des deux apôtres (IX^{e} siècle) les Bulgares étaient… une peuplade turque originaire de la moyenne Volga, qui dominait les Slaves d'une vaste région des Balkans (dont Salonique ne faisait pas partie) mais ne s'était pas encore slavisée. (Si l'on tient à sa peau, mieux vaut ne pas rappeler aux Bulgares d'aujourd'hui que leur nation porte le nom d'une tribu turque : c'est à peu près comme si on avait expliqué en Sorbonne en 1913 que le mot « France » vient du nom d'une tribu germanique…).

Les premières écoles laïques bulgares apparurent en1815, pour lutter contre les écoles grecques que les popes phanariotes ouvraient un peu partout dans les villages, et c'est pour leurs besoins que le premier abécédaire (en fait un manuel scolaire) en bulgare moderne fut imprimé en 1824. Un collège ouvrit en 1834. La première revue en bulgare apparut à Smyrne en 1844, le premier journal, à Leipzig en 1846 (remarquez que ces

exarchat autocéphale (à vrai dire, depuis 1832 c'était le prince qui chosissait les évêques), et en 1885, ce fut au tour de l'Eglise roumaine de faire sécession et de se proclamer autocéphale — il s'agissait de régions indépendantes ou semi-indépendantes, mais en 1905, appliquant le vieux principe *divide ut imperes*, la Porte reconnut même un *millet* aroumain, alors que personne ne lui demandait rien, et l'encouragea à créer son propre exarchat, qui capota, non sans avoir ajouté à la conflictualité villageoise balkanique. Par ailleurs, l'Église de Grèce s'était proclamée autocéphale du patriarcat d'Istanbul lorsque, sous la pression de la Porte, celui-ci avait excommunié en bloc tout le clergé des régions révoltées en 1821 : Phanar n'avait plus autorité, en gros, que sur les hellénophones des régions grecques demeurées ottomanes en 1830[383]. Je rappelle enfin que dans les régions arabes, entre les melkites du Levant, tentés par l'autocéphalie, et les « grecs catholiques » (uniates) d'Égypte que j'ai évoqués au tout début de ce cours, les choses n'allaient pas mieux. L'orthodoxie a terriblement souffert de la montée des nationalismes, d'autant que tous ces exarchats nationaux ont été vassalisés par les pouvoirs politiques locaux — contrairement aux clergés catholiques, ils ne peuvent pas compter sur une aide extérieure. Il sont trop souvent devenus les porte-paroles serviles de nationalismes concurrents.

Après les aspects idéologiques, culturels et religieux et religieux du problème, passons aux évolutions diplomatico-politiques.

La Grèce, indépendante depuis 1829, ne ouvrait qu'un territoire équivalent à 1/10^{e} de la France et abritait moins d'un tiers des Grecs (si on les définissait par la langue) : les deux premières villes grecques étaient de loin Istanbul, où vivaient 100.000 Grecs, puis Andrinople, dans l'Empire Ottoman jusqu'en 1912. Cet État-croupion grec, fort pauvre[384], était homogène du point de vue religieux (les « turcs » s'étaient enfuis ou avaient été expulsés) sinon linguistique (il y avait pas mal d'albanophones et de slavophones). Il eut beaucoup de mal à se mettre à fonctionner véritablement : les premières années furent d'anarchie ; l'administration qui se mit en place était largement formée d'étrangers et de Phanariotes ou de gens des îles, détestés des Hellènes[385] (le commerce aussi était aux mains de Phanariotes et de Grecs de la diaspora, d'où d'autres tensions). En 1843, un coup d'État militaire déboucha sur une première constitution (1844), mais la vie politique continua à donner un spectacle assez pitoyable, jusqu'à un nouveau coup d'État en 1862. Économiquement, ce pays dont le Royaume-Uni se méfiait était complètement passé dans l'orbite britannique. Parmi les nombreux problèmes à régler, et qui le furent fort mal, figuraient celui des terres de l'Église orthodoxe et celui des terres confisquées aux « turcs », plus du tiers de la surface exploitable du pays. Au total, les campagnes grecques s'enfoncèrent dans le *minifundio* et dans la misère.

Il se développa progressivement, dans la classe politique et les milieux intellectuels, une idéologie irrédentiste et un programme d'annexions futures qui prirent progressivement le nom de *Mégalè*[386] *Idea* : « la grande idée ». Définie par Jean Kolettis dans les années 1840,

---

deux villes sont bien loin de la Bulgarie, où sans doute pas grand-monde ne savait lire !), mais si je déchiffre correctement mes sources une littérature digne de ce nom n'apparut que dans les années 1860. La demande d'une église bulgare autocéphale date des années 1830, et la crise ouverte éclata en 1860. Ce sont, bien sûr, les Occidentaux qui imposèrent à la Porte l'autocéphalie de l'exarchat bulgare : plus précisément ce furent les Russes, certains Bulgares ayant menacé de se convertir au catholicisme si on continuait à leur envoyer des popes grecs. L'exarque bulgare résidait à Istanbul jusqu'à l'indépendance formelle de son pays (1908).

383 Si je comprends bien ce que je lis sur Wikipédia, la situation n'a pas changé : la Grèce est toujours divisée entre un sud qui relève du patriarcat d'Athènes et un nord qui relève de celui de Constantinople.

384 Les premières années, il y eut de l'émigration vers les régions restées ottomanes…

385 Ce terme peut servir commodément, en français, à désigner les Grecs de Grèce par opposition aux autres — à condition de prendre garde au fait qu'il n'a pas du tout ce sens en grec !

386 Ou *mégali* d'après la prononciation moderne de la lettre « éta ».

elle incluait non seulement les terres peuplées de Grecs (concept imprécis), mais toutes celles où l'hellénisme avait un jour dominé (concept encore plus imprécis et redoutablement élastique). Ainsi, en 1836, il apparut à Athènes une « Société des Amis de l'Instruction » qui s'occupa de créer et de maintenir des écoles grecques dans les régions encore ottomanes : le but était d'y « sauver » la culture grecque « menacée »[387], et surtout d'y révelopper le rattachisme. Mais à Athènes, chaque fraction politique avait l'une des Puissances pour « patron », ce qui provoquait des interventions incessantes des Occidentaux. Le Royaume-Uni, qui tenait beaucoup à l'intégrité de l'Empire Ottoman, était alors plutôt en mauvais termes avec la Grèce : en 1850, une flotte britannique vint bloquer le Pirée pour défendre les intérêts d'un homme d'affaires britannique ; en 1854, il y eut un débarquement franco-britannique destiné à empêcher les rattachistes de soulever la Thessalie et l'Epire.

Les choses n'allaient guère différement en Serbie, qui officiellement n'était pas indépendante, et où l'influence ottomane était forte sur les mœurs politiques : jusque vers 1850 les princes (deux dynasties alternèrent sur le trône) vivaient comme des pachas et refusaient toute constitution (il finit par apparaître un embryon de loi fondamentale en 1838). Cependant, en 1835-1836, le prince confirma aux villages la propriété collective des forêts et zones de pâturages, et aux agriculteurs la propriété individuelle de leurs terres cultivées, ce qui affaiblit les boyards. Les Puissances n'arrêtaient pas d'intervenir par le biais de leurs consuls, qui patronnaient diverses clientèles… Tout ceci n'était guère plus brillant qu'en Grèce, et l'on ne peut s'empêcher de soupçonner que, si ces deux États n'avaient pas été chrétiens, ils auraient été promptement colonisés ! Le cœur de la vie culturelle serbe continuait à battre dans les régions autrichiennes, surtout à Vienne, Pest et à Neusatz[388] où fonctionnait un grand lycée serbe[389]. Ainsi Vuk Karadžić vécut essentiellement à Vienne, à partir de 1832 ses œuvres étaient même interdites en Serbie. Dans un premier temps, la révolution linguistique et culturelle qu'il lança eut lieu pour l'essentiel hors de Serbie. Il y eut cependant de nets progrès dans l'administration du pays dans les années 1860, mais il n'avait toujours pas de vraie constitution. Les Ottomans conservaient des garnisons dans sept forteresses, dont celle de Belgrade : en 1862, un incident entre un soldat et la population mit la Serbie à deux doigts d'une guerre contre l'Empire Ottoman, mais les Puissances intervinrent, imposant l'évacuation de la forteresse[390].

Après le traité d'Andrinople, la Moldavie et la Valachie, théoriquement toujours provinces ottomanes, demeurèrent sous occupation russe jusqu'en 1834 ; en se retirant, la Russie imposa à la Porte, outre la liberté de navigation sur le Danube, deux « règlements organiques » qui contrastaient avec l'absence total de constitution en Russie même à l'époque. Les deux provinces seraient sous l'autorité de princes élus à vie par les boyards, le clergé et quelques commerçants ; le législatif serait confié à deux divans (assemblées) présidés par le métropolite de l'église orthodoxe provinciale. Les règlements reconnaissaient la propriété privée de la terre, mais maintenaient la corvée. À la génération suivante, on assista à un développement du sentiment national roumain, donc à la fois du désir d'indépendance et d'unité, dans

---

387 Ce genre d'idéologie passe toujours par l'autovictimisation, et puis le XIX^e^ siècle romantique adorait les ruines.

388 Aujourd'hui Novi Sad. Pest est l'une des deux villes qui fusionnèrent en 1873 pour former Budapest.

389 En Autriche, le mouvement serbe se heurta à un nationalisme concurrent, celui des Hongrois (les Serbes vivaient essentiellement dans le royaume de Hongrie, l'une des composantes de la monarchie autrichienne) : la répression, déjà forte en 1848-1849, redoubla d'intensité lorsque la Hongrie eut obtenu une autonomie interne presque totale vis-à-vis de Vienne, en 1867.

390 Au Montenegro voisin, le système politique se modernisa lentement : le prince-évêque Petar II (1830-1845), par ailleurs paraît-il l'un des plus grands poètes serbophones du XIX^e^ siècle, créa un Sénat de douze membres en 1831, fonda une école primaire en 1833. Son neveu Danilo refusa de revêtir la dignité d'évêque et se proclama prince en 1852 ; il introduisit aussi un Code Civil. Contrairement à la Serbie, il ne se reconnaissait pas vassal de la Porte.

les élites de ces deux entités ; il faut dire qu'elles envoyaient de plus en plus leurs enfants étudier en France — il existait un Cercle Révolutionnaire Roumain, qui parvint à enrôler l'inévitable Lamartine, mais aussi Michelet et Edgar Quinet. Vers la fin des années 1840, il apparut dans les villes roumaines des sociétés secrètes. La révolution parisienne de 1848 provoqua de l'effervescence en Moldavie, et un véritable soulèvement en Valachie. Les leaders, fraîchement rentrés de France, réclamaient, outre des libertés, l'abolition du servage et une réforme agraire, l'émancipation des juifs et des Tsiganes. L'affaire ne dura qu'un mois et demi (juin-juillet 1848) : il faut dire qu'Ottomans et Russes s'entendirent pour envahir la Valachie. Les règlements organiques furent revus dans un sens restrictif.

La crise qui conduisit à la guerre de Crimée commença par une nouvelle invasion russe en Moldavie, en 1853. C'est pour cette raison qu'Istanbul déclara la guerre à Saint-Pétersbourg ; la flotte ottomane se fit écraser à la bataille de Sinope, mais la France, le Royaume-Uni et le Piémont intervinrent et battirent la Russie (voyez mon cours sur la France). Le traité de Paris, qui mit fin à la guerre début 1856, confirma la souveraineté ottomane sur les deux principautés roumaines, ainsi que la neutralisation de la Mer Noire et l'internationalisation du Danube ; mais la pression en faveur de l'unité des deux principautés était telle qu'il fallut renégocier presque aussitôt après, tandis que, entre autres épisodes, les deux divans élisaient le même prince, Alexandre Cuza, en 1859. Napoléon III finit par faire « passer la pilule » auprès de Londres et les Puissances reconnurent l'unité de la Roumanie : la Porte s'inclina en 1866. La Roumanie (ce nom apparut la même année) appartenait toujours théoriquement à l'Empire Ottoman, mais obtint son indépendance complète au traité de San Stefano (1878). Il y eut une politique de sécularisation massive des terres de l'Eglise (1863), des réformes juridiques et fiscales, une très jolie constitution. Très fancophile, la classe dirigeante parvint à imposer l'idée que Bucarest, sinistre trou de la basse vallée du Danube, était devenue « un petit Paris », mais la société était très en retard et la vie politique, franchement surréaliste.

En 1870, comme nous l'avons vu, l'Église orthodoxe des régions slaves situées à l'est de la Serbie obtint son autonomie par rapport au patriarcat de Constantinople, grâce à une forte pression russe (pour le tsar, c'était un premier pas vers son rattachement au patriarcat de Moscou, puis vers une éventuelle satellisation de ces régions proches de la mer Egée). Le mouvement antiturc en train d'émerger dans ces régions, avec un peu de retard par rapport à la Serbie et à la Roumanie, se réclamait de l'ancienne Bulgarie médiévale[391].

La révolte bulgare éclata en 1876. La vigueur de la répression, menée par les fameux « bachi-bouzouks »[392] qui ont laissé des traces jusque dans la littérature belge du milieu du XX^{e} siècle, provoqua une vague d'indignation anti-turque en Occident — c'est à ce moment que se place le fameux discours de Victor Hugo au Sénat français. En effet, sur fond de grave crise politique à Istanbul (je la traiterai dans la partie suivante), la Serbie et le Montenegro s'étaient révoltées à leur tour, poussées par la Russie[393]. Celle-ci finit par déclarer la guerre à

---

391 Dans sa dimension slave évidemment, pas turque ! Cf. plus haut pour la diffférence. Napoléon Bonaparte Si l'émergence d'un mouvement antiturc fut tardive en Bulgarie, c'est parce que dans sa première phase le mouvement national bulgare était plutôt antigrec : cf. la note « Maritza » plus haut. Les premiers signes de politisation de ce qui était avant tout, au départ, un mouvement culturel, datent du tout début des années 1860 ; cela dit, dans la révolte de 1875 il y avait encore une dimension qui rappelait les révoltes paysanes balkaniques, perpétuelles et guère politisées. C'est en partie la répression et l'intérêt manifesté par les Puissances qui ont politisé l'affaire.

392 C'étaient des cavaliers légers — le mot veut dire « tête cassée », c'est-à-dire « mauvaise tête ».

393 La Russie n'agissait plus seulement selon des logiques religieuses (soutenir les orthodoxes) mais aussi panslaves : soutenir tous les peuples parlant des langues slaves et tenter de les rassembler sous l'aile bienveillante du tsar (c'était une idée moderne et qui venait évidemment d'Allemagne : une bonne partie des élites de la Russie étaient germanophones). Cela dit, il ne faut pas surévaluer le panslavisme dans la politique extérieure des

la Porte au printemps 1877, Belgrade et Cetinje ayant dû arrêter les frais pour ne pas se faire écraser (je simplifie un peu) ; l'Autriche s'engagea également dans le conflit pour éviter que l'ouest des Balkans ne passât sous protectorat russe, et la Grèce et la Roumanie suivirent le mouvement dans le but de participer à la curée. Début 1878, l'armée russe parvint à un jet de pierre d'Istanbul, et aux termes du traité de San Stefano[394] (mars 1878), la Serbie, le Montenegro et la Roumanie obtinrent leur indépendance et il apparut une Bulgarie « autonome » et cliente de la Russie, qui touchait pratiquement Istanbul et possédait une large fenêtre sur la Mer Egée, sans Salonique toutefois. Mais une nouvelle fois, Londres, qui ne voulait pas entendre parler d'une grande puissance sur les Détroits, obligea Saint-Pétersbourg à reculer, appuyée par l'Autriche qui était tout aussi furieuse. Bismarck proposa ses bons offices et un congrés réuni à Berlin, sans aucune représentation des Balkaniques (ni de la Porte évidemment), accoucha du traité de Berlin qui privait la Bulgarie de sa fenêtre sur la Méditerranée[395], tandis que l'Autriche-Hongrie occupait, sans l'annexer officiellement, la Bosnie-Herzégovine (pour éviter que la Serbie ne s'en emparât), ainsi que le célèbre « sandjak de Novi-Pazar », une improbable bande de terre située entre la Serbie et le Montenegro (ceci afin d'éviter que ces deux pays n'aient l'idée de s'unir comme les principautés roumaines l'avaient fait en 1859). La Serbie s'agrandissait cependant un peu vers le sud-est, le Montenegro recevait Podgorica qui est sa capitale actuelle. Au passage, la Grèce annexa la Thessalie (en 1881) : l'Empire Ottoman ne conservait plus en Europe qu'un corridor qui allait jusqu'à l'Adriatique, mais que guignaient les petits États balkaniques. C'était au tour de la Russie d'être furieuse, tandis qu'un irrédentisme se développait en Bulgarie[396] : l'unité future des Slaves des Balkans avait désormais deux Piémonts, un de trop — un premier conflit armé les affronta dès 1885. Enfin, pour prix de son sauvetage *in extremis* de l'Empire Ottoman, le Royaume-Uni obtint (en 1878[397]) l'île ottomane de Chypre, où coexistaient des populations hellénophones et turcophones : ce nouveau point d'appui en Méditerranée compensait la perte des Iles Ioniennes, cédées à la Grèce en 1864.

C'était la première fois depuis longtemps, en Europe, qu'un grand Empire se dissolvait ainsi en *confetti* : d'où l'expression de « balkanisation » qui est restée pour désigner ce type de processus[398]. L'unité italienne et l'unité allemande s'étaient faites, au contraire, par le rassemblement en grands États de petites principautés d'origine médiévale… Tout cela avait eu lieu, bien entendu, sans la moindre consultation des populations, censées communier dans des nationalismes concurrents qu'on était en train de leur inculquer, mais qui très probablement ne dépassait pas beaucoup les villes, et encore. Surtout, à l'exception du minuscule Montenegro aucun des États ou quasi-États qui venaient d'apparaître n'étaient ethniquement ni religieusement homogène, or il y régnait une idéologie hostile à l'idée ottomane de coexistence des communautés religieuses et nationales. Ils se lancèrent, à marches forcées mais assez artisana-

---

tsars : il a certes progressivement imprégné une bonne partie des milieux dirigeants russes, mais il n'a jamais été la politique officielle de Saint-Pétersbourg — jusqu'en 1917, la légitimité première de la monarchie russe est toujours demeurée religieuse. De toute façon, dans l'esprit des Russes les deux choses étaient liées : la religion « naturelle » des Slaves était l'orthodoxie — les Polonais de Russie eurent l'occasion d'éprouver les implications de cette vision des choses à partir des années 1860.

394 Aujourd'hui Yeşilköv. C'est l'aéroport d'Istanbul.

395 En fait, au termes du traité de Berlin la Bulgarie était même amputée d'une ridicule « Roumélie orientale » qu'elle réannexa dès 1885.

396 C'est la raison pour laquelle la Bulgarie se choisit pour capitale Sofia, qui est tout à l'ouest et dans les montagnes : si elle était arrivé à annexer la Macédoine et l'Albanie comme elle en rêvait, Sofia se serait retrouvée plus ou moins au centre.

397 Officiellement, Chypre ne fut détachée de l'Empire Ottoman qu'en 1914 (même situation qu'en Égypte), et ne devint une colonie de la Couronne britannique qu'en 1925.

398 D'après le Petit Robert, elle ne date que de 1941.

lement faute de moyens techniques comparable à ceux des États du XX^e siècle, dans une politique d'homogénéisation dont la Grèce et la Serbie, à vrai dire, donnaient l'exemple depuis 1829 : les mêmes processus, menés juste un peu plus énergiquement dans la Yougoslavie des années 1990, ont reçu le nom de « purification ethnique ». En Serbie, les « turcs » (turcophones, slavophones ou albanophones) furent expulsés ou convertis et/ou slavisés de gré ou de force ; les albanophones orthodoxes se laissèrent slaviser d'assez bon gré. En Grèce, les albanophones, turcophones et slavophones subirent le même sort (expulsion ou conversion forcée pour les musulmans, assimilation linguistique de gré ou de force pour les chrétiens). En Crète, annexée de fait en 1897 à la suite d'un énième conflit avec la Turquie[399], la proportion de « turcs » passa de 26% de la population (selon le référendum de 1881, peut-être un tiers en réalité), à 11% selon celui de 1900 et presque rien au moment de l'annexion *de jure*, en 1912-1913. L'argument était qu'il s'agissait d'envahisseurs et que l'île, ayant été grecque dans l'Antiquité, revenait « de droit » aux Grecs ; en réalité, ces populations turcophones (pas toutes, loin de là) et/ou musulmanes étaient sur l'île depuis de siècles, certainement d'aussi longue date qu'un certain nombre de « Grecs » d'ascendance vénitienne ou française ; pas mal d'entre eux descendaient de Grecs de l'Antiquité qui s'étaient convertis à l'islam et avaient changé de langue[400].

F) La conquête du Caucase par la Russie (pour mémoire).

C'est entre 1830 et 1870 qu'eut lieu, pour l'essentiel, la conquête du Caucase septentrional (je vous rappelle que, plus au sud, la Géorgie était russe depuis 1805). Le peuple tchétchène, qui est le plus nombreux de la région, se distingua déjà dans la résistance ; il semble par ailleurs que c'est à cette époque que la région s'est véritablement islamisée, par réaction au conquérant orthodoxe (jusque-là seules les élites étaient musulmanes, et très superficiellement). Alexandre Dumas, dans des articles publiés au retour d'un voyage dans le Caucase (1858), et surtout Tolstoï (dans la nouvelle *Hadji Murat*, 1904), ont popularisé la figure de l'imam Chamil (1797-1871), un Tchétchène daghestanais[401] qui dirigea la résistance dans sa région natale entre la fin des années 1830 et 1859, date de sa capture : en gros, l'Abd-el-Kader local.

Les Russes expulsèrent une bonne partie des populations musulmanes qui leur résistaient, tandis que d'autres musulmans, refusant de se soumettre à un joug infidèle, prirent le chemin de l'Empire Ottoman : je leur ai consacré une note dans le passage sur les *tanzîmât*. Sur ces terres vidées de leur population, la Russie installa des colons, et vers 1900 les plaines

---

399 Une insurrection, la quatrième en cinquante ans (une autre, en 1866, avait déjà provoqué des affrontements entre la Grèce et l'Empire Ottoman : c'est à cette occasion que les rattachistes crétois avaient inventé le mot *enosis*) avait éclaté en 1896, obligant le sultan à proclamer un règlement organique de l'île. Alors la Grèce lança une guerre contre l'Empire Ottoman, guerre qu'elle perdit sur le terrain ; mais à la suite du massacre de quelques soldats britanniques par les troupes ottomanes, les Puissances imposèrent l'« autonomie » de la Crète, avec le fils du roi de Grèce pour gouverneur. Au passage, la Grèce, finacièrement exsangue (elle avait fait banqueroute sur 30% de sa dette en 1893), se vit imposer (en 1898) une « Commission Internationale de la Dette » de style très pré-colonial.

400 Note hors du programme : Ces données aident à comprendre l'intervention turque à Chypre en 1974 ; surtout lorsque l'on sait qu'en 1964, quatre ans après l'indépendance de Chypre, les troupes de l'O.N.U. avaient dû intervenir pour arrêter des pogromes contre la minorité turque (18% de la population de l'île), et qu'un mois avant l'intervention turque, un coup d'État avait eu lieu et que le nouveau pouvoir avait proclamé le rattachement (*enosis* en grec) de Chypre à la Grèce, alors aux mains d'une junte militaire nationaliste. Si l'intervention turque n'avait pas eu lieu, il n'y aurait sans doute plus de Turcs à Chypre aujourd'hui, comme il n'y en a plus en Crète.

401 Le Daghestan est la région qui se trouve aujourd'hui entre la Tchétchénie proprement dite et la Mer Caspienne. Il s'y parle une trentaine de langues.

commençaient à être passablement russifiées, notamment le littoral de la Mer Noire et la vallée du fleuve Terek.

Plus au sud, au sud-est de la Géorgie, en 1878 la Russie annexa la région ottomane de Kars. Elle commençait à s'intéresser sérieusement aux chrétiens d'Anatolie orientale : les Arméniens, mais aussi les petites communautés qu'on appelle habituellement « chaldéennes » (monophysites ou nestoriennes ; kurdophones, arabophones et araméanophones[402]). Il y avait là une carte à jouer, comparable à celle que Saint-Pétersbourg jouait dans les Balkans — le but ultime étant de faire de la Mer Noire un lac russe et de prendre Istanbul et les Détroits en tenailles. D'être pris en otages dans ce « grand jeu » russo-ottoman coûta très cher aux Arméniens, une génération plus tard.

G) L'unité italienne[403]

En 1815, les Italiens, pourtant déçus de la France révolutionnaire et impériale, acceptèrent mal la domination autrichienne (et réactionnaire) à laquelle ils étaient soumis, d'autant que la situation socio-économique se dégradait rapidement avec un début d'explosion démographique : la péninsule passa de 18 à 24 millions d'habitants entre 1800 et 1850. Le décalage entre le nord et le sud s'accroissait ; au sud, le féodalisme, théoriquement aboli en Sicile par l'occupant britannique en 1812, était à peu près intact.

À vrai dire, les masses populaires avaient accepté avec indifférence les restaurations monarchiques et le retour de l'aboslutisme, ainsi que l'annexion par l'Autriche de Milan et de Venise — il faut dire que la conscience nationale était encore embryonnaire : la population s'exprimait presque exclusivement en dialectes[404], et les patriotismes locaux étaient très forts. Une opposition à l'Autriche se fit jour en revanche chez un certain nombre d'aristocrates, de prêtres libéraux, et surtout parmi les anciens fonctionnaires et officiers nostalgiques de l'Italie napoléonienne. Il s'appuyait sur un mouvement culturel remontant au XVIII^{e} siècle et qui porte le nom de *Risorgimento* (« ressurgissement », « renaissance », « résurrection »). Au départ ce terme avait une signification essentiellement culturelle, mais dès la fin du XVIII^{e} siècle il avait pris une connotation politique : pour le dramaturge Vittorio Alfieri (1749-1803), il exprimait l'attente du jour où l'Italie, « désarmée, divisée, avilie, enchaînée, impuissante, resurgira[it] vertueuse, magnanime, libre et unie ».

Sur le modèle de la franc-maçonnerie, ces premiers nationalistes italiens se groupèrent en sociétés secrètes, comme les *carbonari* et les *federati* piémontais et lombards[405]. La culture politique des membres de ces sectes était passablement sommaire et se bornait, le plus souvent, à une haine violente de l'absolutisme et de l'Autriche. Jusqu'en 1830, ils animèrent une série de mouvements séditieux, isolés et sans liens entre eux, voués à l'échec.

---

402 L'araméen est la langue du Christ : il avait succédé à l'hébreu en Syrie (au sens antique du mot) quelques siècles avant l'ère chrétienne. Il a dominé le Proche-Orient (la Syrie, une partie de la Mésopotamie, les villes de ce qui est aujourd'hui le Kurdistan) jusqu'à l'arrivée de l'arabe ; il est aujourd'hui en train de mourir dans trois villages de Syrie (au sens politique moderne du mot) et dans certaines communautés juives et chrétiennes originaires du Kurdistan, désormais largement exilées en Israël et en Occident. Il survit peut-être un peu mieux (?) dans certaines petites villes kurdes.

403 C'est un sujet passionnant mais qui demanderait un cours à part, et je ne pense pas qu'elle puisse « tomber » au concours, sauf peut-être à l'oral — vous pouvez passer sur l'événementiel, en revanche les passages sur l'évolution du nationalisme et de l'identité italienne sont à connaître. L'italianisante de la classe voudra bien me pardonner le caractère rapide et superficiel de ce qui suit.

404 Même en Toscane ! L'italien littéraire vient du toscan médiéval, mais les dialectes effectivement parlés à Florence et dans sa région à l'époque contemporaine sont assez divergents, phonétiquement entre autres.

405 J'évoque les *carbonari* dans le cours d'hypokhâgne sur la France, entre autres au chapitre 1. Le mot veut dire : « les charbonniers », c'est pourquoi le mouvement s'appelle en français la Charbonnerie.

La révolution espagnole de 1820 inspira un certain nombre de tentatives restées sous le nom générique de *Ventuno*. Elles débutèrent à Naples, en juillet 1820, avec la révolte d'officiers *carbonari* qui, sous la conduite du général Pepe, imposent une constitution. En mars 1821, des aristocrates libéraux du royaume de Sardaigne[406], liés aux *carbonari* lombards, soulevèrent plusieurs garnisons. Le faible Victor-Emmanuel I^er^ abdiqua et, en l'absence de l'héritier du trône, son frère Charles-Félix confia la régence au prince Charles-Albert, qui avait gagné la confiance des conjurés et, dans un premier temps, accorda une Constitution. Mais lors de deux congrès de la Sainte-Alliance à Troppau et à Laybach, le très réactionnaire ministre des Affaires étrangères autrichien, Metternich, se fit donner mandat pour intervenir : Pepe fut écrasé à Rieti par les Autrichiens (mars 1821). À Turin, Charles-Albert lâcha les libéraux – qui lui reprochèrent amèrement sa trahison par la suite – et se mit aux ordres de Charles-Félix, qui abolit la constitution et fit appel aux Autrichiens : en avril, les « constitutionnels » furent battus à Novare. À Naples comme en Piémont, la répression s'abattit sur les chefs du *Ventuno*, condamnés ou exilés. Le triomphe de la Sainte-Alliance fut renforcé par l'action menée contre les *carbonari* entre 1820 et 1824 en Lombardie-Vénétie autrichienne et dans les États du Pape. L'un des conjurés milanais, Silvio Pellico, raconta plus tard sa captivité dans un livre, *Mes prisons* (1832), qui fit le tour de l'Europe et donna aux patriotes italiens l'auréole du martyre.

Après les révolutions française et belge de 1830, les patriotes décidèrent de passer à nouveau à l'action : la Sainte-Alliance était morte, et Louis-Philippe proclama que la France n'interviendrait pas dans les affaires italiennes. Un complot des *carbonari* échoua à Modène, mais l'insurrection gagna Parme, puis tous les États du pape Grégoire XVI, jusqu'aux environs de Rome — c'est à cet épisode que participa le jeune Louis-Napoléon Bonaparte (voyez le cours sur la France). En février 1831, la flamme de la subversion se ralluma à Modène. Les monarques des petits duchés d'Italie centrale s'enfuient et un gouvernement provisoire proclama des « Provinces-Unies Italiennes ». L'Autriche reprit les choses en main à partir de mars 1831, avec l'acquiescement d'une France désormais gouvernée par le « parti de l'ordre ». Les régimes déchus furent restaurés et les révolutionnaires traqués. La répression fut particulièrement vive dans les États Pontificaux où elle suscita, en 1832, de nouveaux troubles qui provoquèrent l'envoi de troupes d'occupation autrichiennes et d'une garnison française à Ancône. L'échec des méthodes violentes et brouillonnes de la Charbonnerie était patent : il fallait trouver une autre voie.

Culturellement, le *Risorgimento* continuait, avec notamment le roman *Les fiancés* d'Alessandro Manzoni (1785-1873 ; l'œuvre est parue en 1827), l'un des premiers monuments modernes de l'italien. L'identité italienne en cours d'apparition se fondait sur la langue (le toscan littéraire, patrimoine commun de toute la Péninsule, immensément prestigieux depuis Dante, Pétrarque et Boccace), la culture et l'histoire (Rome et la Renaissance), mais contrairement à ceux des Balkans le mouvement national italien était marqué « à gauche » et passablement anticlérical, à l'exception du courant néo-guelfe que je vais évoquer au paragraphe suivant : il faut dire que le Pape n'était pas très chaud pour l'unité italienne, qui menaçait de le priver de ses États. Dans une Péninsule demeurée très catholique, cet anticléricalisme signifiait que le mouvement national n'avait sans doute pas dans le peuple des racines aussi profondes qu'il l'imaginait ; mais pour l'instant le peuple catholique, baignant dans une idéologie de la soumission, ne se manifestait guère, aussi l'on pouvait avoir l'impression que l'Italie toute entière était nationaliste.

---

406 Ce royaume, qu'on désigne souvent en français du nom de Piémont-Sardaigne ou carrément de Piémont, s'étendait aussi sur la région de Turin, à la frontière française ; il englobait entre autres Gênes, la Savoie et la région de Nice.

Après 1832, la mouvance nationaliste italienne se divisa en trois grands courants. Le moins fécond fut le courant néo-guelfe (du nom des partisans médiévaux de l'hégémonie pontificale), qui cherchait à réconcilier religion et idée nationale, dans l'ambiance du catholicisme libéral de l'époque[407]. Le pape, autorité morale et médiateur entre les différents États de la péninsule, inspirerait et guiderait le fédéralisme italien ; l'identité nationale italienne serait axée sur le catholicisme, comme celle de la Grèce l'était sur l'orthodoxie. On trouve cette idéologie dans les *Nuove Speranze d'Italia* de Tommaseo (1836) et, surtout dans un livre de l'abbé piémontais Gioberti, le *Primato morale e civile degli Italiani* (1843). Le néo-guelfisme atteignit son apogée en 1846, à l'élection de Pie IX qui passait pour un libéral, essentiellement parce que ce n'était pas le candidat de l'Autriche.

Le second courant était celui de Giuseppe Mazzini (1805-1872), l'un des personnages les plus fascinants du XIX^e^ siècle européen. Né à Gênes, *carbonaro* en 1827-1830, il s'exila à Marseille en février 1831, puis en Suisse et à Londres. Ce fut dans la cité phocéenne qu'il fonda, la même année, *Giovane Italia* (Jeune-Italie), association dont le nom a fait florès (il a même existé une Jeune-Estonie, et nous retrouverons plus bas des Jeunes-Turcs). Son orientation idéologique était républicaine, avec une forte coloration jacobine et aussi religieuse, mais moins de tendances à l'utopie socialisante que chez certains de ses compagnons. Ses projets ne valaient pas seulement pour l'Italie mais pour toute l'Europe, qu'il envisageait de réorganiser de fond en comble selon le principe des nationalités[408]. Dans cette Europe restructurée sous la forme d'une fédération de peuples libres, Mazzini assignait à la « troisième Italie »[409], républicaine et unitaire, qui aurait Rome pour capitale, la mission de guider les peuples vers la régénération. Le moyen d'action qu'envisageait Mazzini était l'insurrection des masses ; il s'illusionnait à l'évidence sur la profondeur du sentiment national dans la population italienne, qui ne le soutint guère. Concrètement, Jeune-Italie resembla souvent plus à une résurgence de la Charbonnerie qu'à un mouvement de masse… Mazzini lança une série d'insurrections, qui toutes échouèrent, d'abord au nord : à Gênes en 1833 ; en Savoie, en 1834 ; en Lombardie-Vénétie, en 1835. Après 1837, il porta ses efforts sur le sud la péninsule, où les régimes étaient les plus réactionnaires mais où les populations étaient moins préparées à soutenir des républicains anticléricaux. Il y eut une tentative de soulèvement dans les États pontificaux en 1845 ; dans le royaume de Naples les soulèvements se succédèrent, des Abruzzes à la Calabre, jusqu'au martyre des frères Bandiera, deux officiers italiens de la marine autrichienne fusillés après l'échec d'une tentative de soulèvement de la Sicile en 1844 — leur désertion montre à quel point la domination autrichienne sur la Péninsule était fragile, notamment dans la mesure où la flotte autrichienne de Méditerranée était en fait essentiellement formée d'Italiens. Devant l'échec de ces tentatives, la bourgeoisie libérale se détourna progressivement de Mazzini et se mit à rechercher une stratégie plus efficace et plus modérée.

Ce fut en 1833 que Giuseppe Garibaldi (1807-1882), un Niçois, marin au long cours de profession[410], entra en contact avec Jeune-Italie. L'échec d'un coup de

---

407 Cf. les passages sur Lamennais dans mon cours sur la France.

408 Il a fondé aussi (à Berne, en 1834) une association « Jeune-Europe » qui en fait un précurseur de l'idée européenne, mais ceci ne concerne que marginalement un programme portant sur la Méditerranée.

409 Après l'impériale et celle de la Renaissance.

410 Garibaldi est assez représentatif des milieux maritimes italiens du XIX^e^ siècle, certes moins dynamiques que les milieux grecs mais néanmoins présents dans tout le bassin méditerranéen. Fils d'un capitaine de la marine marchande génoise, il s'était engagé comme mousse à l'âge de quinze ans. Ses pérégrinations maritimes le menaient de Marseille jusqu'en Crimée et en mer d'Azov (zone où les Génois avaient eu des comptoirs et conservaient des contacts sommerciaux) : il convoyait du blé de Russie en Occident mais aussi des pélerins catholiques en voyage à Rome. En 1827, lors d'un voyage Nice-Istanbul, il fut assailli en mer Égée par des corsaires grecs qui lui prirent jusqu'à ses vêtements ; lorsque les guerres rendaient la navigations impossible, il gagnait sa vie en enseignant l'italien, le français ou les mathématiques. Ce sont des passagers français avec qui il discutait qui l'initièrent aux idées saint-simoniennes, puis d'autres voyageurs lui présentèrent celles de Mazzini.

main en Sardaigne, en 1835, lui valut l'exil, en France et en Amérique du Sud (Brésil, Uruguay, Argentine) où il fit également le coup de feu dans le cadre de diverses guerres civiles et commença à se bâtir une légende.

Une troisième tendance défendait l'idée d'une fédération dirigée par le roi de Piémont-Sardaigne. Peu à peu s'affirma, chez ces modérés, la conviction que le *Risorgimento* devait aller de pair avec l'élévation du niveau civique et économique des Italiens, sous l'impulsion de la bourgeoisie d'affaires, dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle où le suffrage, dans un premier temps, serait censitaire. Divers congrès scientifiques, réunis de 1839 à 1847, servirent de terrain de rencontre à ce milieu : on y discuta de science appliquée mais aussi d'économie et de législation sociale, conditions préalables à l'unité nationale. Dans son essai *Sulle strade ferrate d'Italia* (1846), le comte piémontais Camillo Benso de Cavour (1810-1861), un ancien militaire devenu banquier, partisan du libre-échange, mais pas encore engagé dans la vie politique active à cette date, assignait au chemin de fer la fonction de rapprocher les différentes parties de la péninsule. Effectivement, sous leur pression, les différents souverains consentaient l'un après l'autre à des réformes qui, dans la législation et la presse, atténuaient l'absolutisme. En novembre 1847, il apparut, sur le modèle du *Zollverein* allemand, une ligue douanière entre le Piémont, la Toscane et les États pontificaux.

Culturellement, ce fut l'époque des premières œuvres de Giuseppe Verdi (1813-1901). Elles sont très politisées : ainsi *Nabucco* (1842) raconte les malheurs des Hébreux captifs en Égypte puis leur délivrance, suivez mon regard.

En janvier 1848, donc *avant* la révolution parisienne, une insurrection séparatiste éclata en Sicile, et l'agitation se propagea à toute la péninsule dès avant les journées de février, notamment à Naples, en Toscane et au Piémont où le roi Charles-Albert promit, le 8 février, et promulgua, le 4 mars, une constitution, le *Statuto Fondamentale*. La chute de Louis-Philippe relança et radicalisa le mouvement italien qui, à la faveur de la crise révolutionnaire européenne et des embarras de l'Autriche, glissa rapidement du réformisme à la lutte pour l'indépendance des régions autrichiennes. La Lombardie se libéra en cinq jours, les Cinq Journées de Milan (du 18 au 22 mars) ; à peu près au même moment, Venise se souleva au cri de *Fuora, i barbari* et *Viva San Marco* et proclama le rétablissement la République de Saint-Marc — mais Trieste ne bougea pas et envoya même des députés au Parlement de Francfort, qui tentait de réaliser l'unité allemande…

Le Piémont-Sardaigne déclara la guerre à l'Autriche, soutenu par des contingents de volontaires venus de tous les autres États italiens ; mais le roi Charles-Albert refusa l'aide de la France et déclara : « *L'italia farà da sé* ». Une série de victoires le porta jusqu'aux confins de la Vénétie, tandis que les proclamations d'union à son royaume se multipliaient en Italie centrale. Les buts de guerre du Piémont, dont le roi poursuivait essentiellement les visées territoriales de sa dynastie, restaient équivoques ; les monarchistes modérés et les républicains démocrates étaient désunis. Dès juillet 1848, le reflux général des révolutions en Europe amorça le déclin du *Quarantotto*. Le mythe néo-guelfe s'écroula dès le mois d'avril, lorsque Pie IX lâcha les coalisés, d'autres souverains firent défection à leur tour et le front commun finit de se briser dans l'été, car certains, notamment à Milan et à Venise, ne voulaient pas d'une Italie centralisée ; ces disputes facilitèrent la contre-offensive de l'Autriche. Arrêté devant Mantoue, battu à Custozza en juillet, Charles-Albert dut signer un armistice en août et se retira sur ses frontières, abandonnant aux Autrichiens toute une série de territoires qui avaient voté leur fusion avec le Piémont.

De l'été 1848 au printemps 1849, la révolution, étouffée partout ailleurs en Europe, se prolongea en épisodes tumultueux, sur la toile de fond d'une profonde crise économique et sociale. Une poussée républicaine aboutit à la fuite du pape et du grand-duc de Toscane : Rome et Florence proclamèrent la République, ainsi que Venise à nouveau — isolée, d'autant

qu'elle n'évait pas su se rallier les Slaves d'Istrie et de Dalmatie, la cité de Saint Marc subit un siège de quatre mois (avril-août 1849) marqué notamment par le premier bombardement aérien de l'histoire, depuis des dirigeables. Au Piémont, les libéraux, vainqueurs des élections de janvier 1849, furent incapables de stabiliser leur régime : ils finirent par être débordés par les extrémistes, qui poussaient à la reprise de la guerre. Charles-Albert s'y résigna, mais il fut écrasé à Novare en mars 1849 : alors il abdiqua en faveur de son fils Victor-Emmanuel II. À Rome, défendue par Garibaldi, les puissances catholiques et conservatrices décidèrent de restaurer Pie IX, désormais passé dans le camp réactionnaire. Ce fut la France qui intervint, en avril 1849 : l'expédition française s'empara de Rome en juillet. Les Autrichiens réinstallèrent le grand-duc de Toscane sur son trône et réoccupèrent la Sicile. En août, Venise, dernier bastion de la lutte nationale, en proie à la famine et au choléra, capitula. Bref, la réaction triomphait partout, sauf en Piémont où Victor-Emmanuel II maintint la Constitution.

Avec les premiers ministres D'Azeglio, puis Cavour (à partir de novembre 1852), le Piémont se prépara à la reprise de la lutte : cette période est restée sous le nom de « décennie de préparation ». Turin était devenue le centre de ralliement des patriotes de toute l'Italie, tandis qu'une *Società nazionale italiana*, fondée en 1857, popularisait l'idée nationale. Le mazzinisme, comme autrefois la Charbonnerie, passa au second plan ; l'option piémontaire et monarchique était désormais de loin la plus crédible — en dépit d'ultimes tentatives des mazziniens, que Cavour dut réprimer, notamment à Milan en 1853 et à Sapri en 1857 ; il y eut aussi une tentative mazzinienne de sécession de Gênes.

Cavour mit en œuvre le programme de rénovation économique et civique des modérés. Il lança de nouvelles lignes de chemins de fer, opta pour le libre-échange, laïcisa en partie l'État, modernisa l'armée. Le Piémont entra dans le « concert européen » en participant, en 1854-1856, à la guerre de Crimée, aux côtés de la France et de l'Angleterre ; au congrès de Paris qui régla les conséquences de la guerre (1856), Cavour souleva la question italienne[411].

Lucide et réaliste, Cavour savait que seule une aide militaire étrangère pouvait permettre de vaincre l'Autriche. Il la trouva auprès de Napoléon III, que son hérédité (son oncle avait largement conquis sa gloire en Italie) et son passé (il avait été *carbonaro* dans sa jeunesse, il avait fait le coup de feu contre le pape et avait même perdu un frère dans cette aventure) prédisposaient à ressentir de la sympathie pour la cause italienne ; et puis il espérait voir apparaître à la frontière sud-est de la France un grand pays ami, et aussi, en compensation de son aide au Piémont, annexer la Savoie et Nice, régions cisalpines et de langue (écrite) française. À l'entrevue de Plombières (en juillet 1858), la France et le Piémont scellèrent une alliance secrète, signée en janvier 1859. Il était prévu que la péninsule, une fois libérée de l'Autriche, serait fédérée en trois grandes entités : un royaume de la Haute-Italie, héritier du Piémont, s'étendrait « des Alpes à l'Adriatique » ; les États Pontificaux et le royaume de Naples conserveraient leur personnalité et leurs souverains. La guerre éclate en avril 1859 et les victoires de Magenta (juin) et de Solferino (juin) aboutirent à la libération de la Lombardie. Mais Napoléon III, inquiet des réticences de l'opinion publique française et de la fureur de la Prusse, qui massait des troupes sur le Rhin, engagea des négociations avec les Autrichiens en juillet : ils prévoyaient la cession de la Lombardie au Piémont. Cavour, furieux d'avoir été abandonné en rase campagne, refusa l'offre, démissionna, et la France s'abstint de réclamer la Savoie et Nice.

Entre-temps, des révolutions nationalistes avaient éclaté dans les Marches et l'Ombrie pontificales, ainsi que dans les micro-États du centre de l'Italie, qui chassèrent leurs principules. Les gouvernements provisoires issus de ces mouvements demandèrent l'union au Piémont. Il apparut bien vite que la paix, signée à Zurich en novembre 1859, serait inexécutable

411 Vous avez remarqué ? Il n'y a plus de notes !

dans ses clauses de restauration des monarques détrônés. De sa retraite, Cavour attisait les revendications nationales par le canal de la *Società Nazionale Italiana*. Revenu au pouvoir en janvier 1860, il fit procéder à des plébiscites d'annexion en Italie centrale (mars 1860). Il obtint le consentement de la France en lui cédant Nice et la Savoie (par le traité de Turin de mars 1860, suivi de plébiscites en avril).

Mais certains nationalistes italiens n'avaient pas du tout l'intention de s'arrêter là. En mai, Garibaldi lança une expédition contre la Sicile, avec la complicité tacite de Cavour : cet épisode, resté sous le nom d'« Expédition des Mille », est l'une des grandes épopées du mouvement national italien, et les « chemises rouges » des hommes Garibaldi ont fait école dans la première moitié du XX^{e} siècle sous forme de chemises noires (mussoliniennes), brunes (hitlériennes), vertes (un mouvement fascisto-agrarien français de l'entre-deux-guerres), jaunes à points bleus, etc., etc. Garibaldi s'empara de l'île, passa sur le continent et prit Naples en septembre. Au milieu d'une grande confusion, il agitait divers projets de réformes démocratiques et sociales et annonça son intention de marcher sur Rome. Les Puissances s'alarmèrent, tout comme Cavour, menacé de perdre l'initiative du mouvement unitaire. Avec l'accord de la France, l'armée piémontaise envahit les Marches et l'Ombrie pontificales, écrasa les troupes de Pie IX et se porta au-devant de Garibaldi. En novembre, pour éviter une épreuve de force, ce dernier sacrifia ses ambitions (et ses idées révolutionnaires) à l'unité de son pays (c'est-à-dire à son nationalisme) et s'effaça devant Victor-Emmanuel II. Des plébiscites sanctionnèrent l'annexion à l'Italie du royaume de Naples (octobre 1860), de l'Ombrie et des Marches (en novembre). En février 1861, à Turin, le premier Parlement national proclama Victor-Emmanuel II roi d'Italie. Au mois de juin suivant, Cavour mourut brusquement ; ses successeurs organisèrent l'Italie sous la forme d'une monarchie centralisée sur le modèle français : les anciens États italiens disparurent corps et bien (alors qu'en Allemagne, ils ont subsisté, avec une certaine autonmie, jusqu'en 1933).

Après cette année restée sous le nom d'« année admirable », l'unité italienne marqua un temps d'arrêt. L'Autriche, qui conservait Venise et sa région, tenta de réagir, notamment en « désitalianisant » sa marine : mais il était trop tard. Pie IX tenait toujours Rome et sa région grâce à l'appui de Napoléon III qui, sous la pression des catholiques français, maintenait à Rome un corps expéditionnaire. En septembre 1864, la France accepta d'évacuer Rome, à condition que l'Italie installât sa capitale à Florence et promît de respecter ce qui restait de territoire pontifical. Puis, en 1866, Napoléon III s'entremit entre l'Italie et la Prusse pour que ces deux pays s'alliassent contre l'Autriche, ceci afin que l'Italie récupérât Venise : il s'agissait surtout pour le monarque français de monter les Allemands les uns contre les autres, mais au passage il voulait offrir un lot de consolation à la « petite sœur latine » que ses atermoiements avaient exaspérée. L'armée italienne se fit battre sur terre à Custozza (en juin) et sur mer, dans l'Adriatique, devant l'île de Lissa (en juillet), une bataille navale remportée non par l'artillerie mais par l'éperonnage des navires italiens (en fer) par les navires autrichiens (en bois mais pourvus d'éperons) : cette circonstance impressionna beaucoup les militaires, même s'il s'agissait clairement d'un archaïsme, et pendant une trentaine d'années de nombreux navires de guerre européens furent pourvus d'un éperon ! Cependant, la Prusse ayant écrasé l'Autriche à Sadowa, l'Italie reçut quand même la Vénétie en octobre 1866, mais dans des conditions humiliantes (pleine de mépris, l'Autriche céda le territoire non à l'Italie mais à la France, qui le rétrocéda immédiatement ; il y eut un plébiscite). L'année suivante, Garibaldi lança une nouvelle attaque sur Rome (il avait déjà fait une tentative en ce sens en 1862), mais un nouveau corps expéditionnaire français l'arrêta et la France réinstalla des troupes à Rome. A l'été 1870, après les premiers revers contre la Prusse, Paris rappela ces troupes : aussitôt l'Italie dénonça la convention de 1864 et ses troupes marchèrent sur Rome, qui fut annexée, après plébiscite, en octobre 1870, puis proclamée capitale du royaume en août 1871.

Pie IX et ses successeurs refusèrent de reconnaître la perte de leur pouvoir temporel et se considérèrent prisonniers en leurs palais jusqu'à ce qu'un accord avec Mussolini finît par leur rendre un micro-État symbolique, la cité du Vatican, en 1929. Cette hostilité pontificale pesa longtemps sur la vie de l'Italie, ne fût-ce que parce que les papes interdisaient aux catholiques de participer à la vie politique de ce royaume impie : ils n'obéissaient pas tous, évidemment, mais le malaise était palpable dans certaines régions.

Par ailleurs, le jeune royaume dut affronter une grave crise économique et financière, et surtout, dans l'ancien royaume de Naples, une forte opposition de la population à l'unité. En Italie, on a longtemps parlé de phénomènes de « brigandage » soutenus par le clergé et des nostalgiques des Bourbons, bref des réactionnaires sans avenir : en réalité, il s'est agi d'une véritable guerre civile qui mit plusieurs décennies à s'éteindre complètement, et qui surtout montre à quel point le sentiment national italien n'allait pas de soi, notamment dans ce *mezzogiorno* (« midi », « sud ») qui avait de tout autres traditions que le nord et parlait d'autres langues[412]. Cette résistance prit la forme d'une véritable guérilla dans la région du Gargano entre 1861 et 1865, obligeant le jeune royaume à envoyer jusqu'à cent mille hommes sur place. Cette opposition farouche à un État perçu comme « étranger » fut l'un des facteurs de cristallisation de ce qui devint plus tard la maf(f)ia[413].

---

412 Dans ces conditions, pourquoi y avait-il eu une majorité de « oui » aux référendums de 1860 ? Sans doute par l'effet d'un mélange de manipulations du suffrage et de promesses — ces populations n'avaient jamais voté ! Il faut dire que l'aristocratie locale s'était ralliée à l'État italien, consciente qu'il fallait accepter « que les choses changent pour que rien ne change », selon la célèbre formule (ici citée de mémoire) du *Guépard* : le roman de Giuseppe Tomaso di Lampedusa (1896-1957), qui évoque l'Unité italienne à travers le point de vue d'une famille sicilienne noble en décadence, est sorti l'année de sa mort, et le film de Visconti, avec un Alain Delon encore fort décoratif dans le rôle-titre, a obtenu la palme d'or à Cannes en 1963.

413 Le terme, qui semble dériver d'un mot arabe signifiant « (se) défendre », est en principe exclusivement sicilien : dans les autres régions du Midi italien le crime organisé porte d'autres noms (« Camorra » à Naples, « N'drangheta » en Calabre, etc.). C'est dans les années 1860 que sont apparus les termes de « mafia » et de « mafioso ». Leur popularisation doit beaucoup à une pièce de théâtre en sicilien, *I mafiusi della Victoria*, de Giuseppe Rizzotto, jouée pour la première fois en 1863 : elle se place à l'intérieur d'une prison de Palerme où le crime organisé parvient à diriger la vie des prisonniers et d'où il continue à diriger ses affaires louches. Le premier grand procès d'un fonctionnaire accusé de liens avec la mafia (le préfet de police de Palerme) date de 1871-1875, il fit l'objet d'une grande publicité dans toute l'Italie, le manque de confiance des Siciliens dans la loi moderne étant interprété comme un signe d'arriération : on retrouve ces thèmes par exemple dans un livre de 1900, *Nel regno de la maffia*, qui stigmatise la « profonde altération du sentiment moral » des Siciliens, qu'il interprète comme une conséquence de l'absolutisme qui régnait dans le royaume des Deux-Siciles. En revanche, c'est l'anthropologue parlermitain Giuseppe Pitre (1841-1916) qui a imposé, une génération plus tard et dans le cadre d'une idéologie « sicilianiste » hostile au « colonialisme » italien dont le Midi aurait été victime depuis l'Unité, l'image positive de la mafia comme « code d'honneur », et notamment l'idée que le mot *omerta* (= loi du silence) viendrait de « homme », *òmu* en sicilien, donc que le fait de refuser de collaborer avec la police exprimerait la quintessance de la conception locale de la virilité. Plus tard, après 1945, le grand écrivain sicilien de gauche Leonardo Sciascia a beaucoup insisté sur les liens entre mafia et pouvoir : la mafia serait, en dernière analyse, au service du maintien de la domination sociale d'une élite (dans toute l'Italie). Ce n'est que dans les années 1980 que des historiens ont commencé à s'intéresser à l'évolution du phénomène maffieux : cela correspond à une recul d'une perception « fixiste » de la Sicile, à la manière dont Saïd décrit l'orientalisme, qui faisait de l'île un monde archaïque pratiquement inchangé depuis le Moyen Âge ; et aussi, bien sûr, aux premiers grands procès anti-mafia de l'après-guerre et aux attentats qui suivirent.

La mafia proprement dite naquit à l'époque de l'Unité, mais elle prenait la suite de très anciennes pratiques illégales qu'on peut analyser comme des stratégies de défense contre l'ordre féodal, même s'il faut se méfier des connotations positives que ces « récits de fondation » donnent à la mafia, notamment depuis que le célèbre roman-feuilleton *I beati Paoli* (1909-1910) l'a fait remonter à une société secrète animée d'un désir de solidarité et de justice : ces mythes ont alimenté, au XX^{e} siècle, toute une sous-culture mafieuse ou pro-mafieuse, toute une fascination trouble (N.B. D'autres mythes du même ordre font remonter la mafia aux Vêpres Siciliennes, lorsqu'en 1282 les Siciliens expulsèrent leurs dirigeants franco-normands). Mais il est certain qu'en Sicile, il y avait belle lurette que la justice s'était largement privatisée : par réaction à la justice inique du seigneur, les paysans se faisaient justice eux-mêmes — le système était même institutionnalisé depuis 1813 : il y

avait dans chaque province sicilienne des Compagnies d'Armes privées qui avaient pour fonction de faire régner l'ordre, mais elles devaient déposer auprès des « vraies » autorités une caution qui était entamée si elles ne retrouvaient pas les coupables des vols — résultat, elles négociaient avec les voleurs et les victimes ! Il est possible par ailleurs que le côté « société secrète avec rites » de la mafia remonte en dernière analyse à la Charbonnerie, assez bien implantée dans l'île à l'époque du royaume des Deux-Siciles, voire à la maçonnerie, dont le cérémonial mafieux rappelle les cérémonies.

Les velléités de l'État italien, après 1860, d'unifier et de rationaliser le système fiscal, plus l'absence de réforme agraire et l'anticléricalisme du nouveau royaume, firent le reste. La mafia se structura rapidement en une structure parallèle d'autorité, tout en faisant assez rapidement passer une partie des autorités « officielles » sous son contrôle, notamment par le biais de la fraude électorale — ce qui permettait d'être en position de force pour négocier avec les politiciens de Rome : bref, il s'agissait d'une forme très contrôlée d'illégalité.

Les cadres de la mafia appartiennent du reste au monde des notables : avocats, paysans riches, etc. Moyennant rétribution forcée (lisez « rackett », *pizzu* en sicilien), ils jouent un rôle d'intermédiaires et d'arbitres à l'échelle locale, distribuent emplois, aides et faveurs, accordent une protection aux faibles : c'est la vieille organisation sociale des sociétés méditerranéennes en clientèles, menacée par la modernisation de l'État et de l'économie, qui tente de survivre à travers l'organisation mafieuse, et à la fois dégénère. Par ailleurs, la mafia a longtemps géré un certain nombre de secteurs comme le « marché » des bovins (largement remplacé en Sicile par des vols mutuels suivis de négociations !) et l'immobilier. La mafia n'est pas seulement une organisation criminelle, elle est aussi porteuse d'une idéologie axée sur la notion d'honneur, celle de virilité (l'homicide étant l'étape décisive de l'acquisition du statut d'homme : une structure mentale très archaïque — mais les chefs mafieux ne tuent pas eux-mêmes, ils ont des hommes de main), le respect des hiérarchies (le mafieux, même enrichi, est censé rester à sa place, ne pas ostenter sa richesse et sa puissance ; il obéit à son chef comme à un père, c'est un bon catholique, etc.) et le particularisme sicilien — ainsi, en 1902, un député acquitté à Rome (pour vice de forme…) dans une affaire d'assassinat fut accueilli triomphalement à Palerme, au nom d'une solidarité insulaire contre l'Italie continentale. Il va sans dire qu'une idéologie de brutes, de voleurs et d'assassins n'est respectée par ces voleurs, ces brutes et ces assassins que tant qu'elle leur sert : les mafieux l'ont toujours abondamment contournée et violée, elle n'a jamais existé à l'état pur que dans la littérature populaire et les films consacrés au sujet, une production populiste largement instrumentalisée sur place par ceux qui avaient intérêt à ce que rien ne bougeât.

La mafia s'opposa farouchement à Mussolini qui tentait de mettre l'île au pas : de 1924 à 1929 il y eut une grande croisade anti-mafieuse, qui se heurta à une véritable guérilla dans l'intérieur de l'île et, plus généralement, à la solidarité d'une bonne partie de la population avec les mafieux (et notamment à l'*omertà*, la loi du silence). Ce fut l'œuvre d'un préfet à poigne, Cesare Mori, en poste entre 1924 et 1929 : en 1926, ayant pris de haute lutte le village de Gangi (où les forces de l'ordre découvrirent des réeaaux d'appartements clandestins avec tunnels secrets et dépôts de vivres, communiquant avec les maisons des villageois par des passages secrets !), il inscrivit sur une fiche de police : « bandits : 160. Complices : tous les autres habitants » ; concernant les parents de mafieux, il maniait le concept affriolant d'« innocents dans un sens relatif ». Il généralisa l'emploi de la torture et multiplia les exécutions (195 en mars 1926 dans une seule province). Il mena aussi une offensive idéologique de démystification de la mafia, tentant de retourner contre elle les valeurs d'honnuer, de courage et de virilité. Il y eut aussi, entre 1927 et 1929, une série de maxi-procès, dont six rassemblèrent plus de 1.000 prévenus. Évidemment, Mori en profita pour liquider ou emprisonner des opposants au régime.

La campagne aboutit à l'élimination d'un certain nombre de petits mafieux, mais pas des gros, d'autant plus qu'entre-temps la mafia avait essaimé en Amérique (ou elle était connue sous le nom de « La Main Noire », aucun rapport avec l'organisation nationaliste serbe dont je parlerai plus bas) : elle reprit le dessus à la chute du régime (on raconte qu'en 1943, des mafieux italo-américains, dont Lucky Luciano sous promesse de libération — effective en 1946 —, servirent d'intermédiaires entre les Siciliens et les troupes américaines : l'histoire, qui remonte aux affirmations d'un ancien maffieux et pas à des recherches historiques, est sans doute au mieux très romancée, au pire inventée : Luciano semble bien avoir été « enrôlé » en tant que *boss* des dockers italiens de New York, afin que l'ordre régnât sur les quais pendant la préparation des débarquements, mais pas en tant que *boss* de la Sicile). Mais les relations se tendirent rapidement entre la mafia et ces Alliés qui n'avaient pas l'intention de la laisser reprendre ses aises, d'autant qu'une très forte revendication indépendantiste locale, sensible dès le début du XIX^{e} siècle (voyez mes notes sur le livre de Jean-Yves Frétigné : annexe n°3), finit par se heurter à la *Realpolitik* : en 1945, les Américains, qui ne tenaient pas à voir les micro-États se multplier en Europe (et avaient mené la guerre contre l'annexionnisme hitlérien au nom du respect des frontières des États), rconstituèrent une Italie unitaire, avec une simple autonomie régionale pour la Sicile (ce statut, qui signifiait des scrutins locaux aisément contrôlables, a sans doute renforcé le pouvoir local de la mafia, mais les choses auraient été pires en cas d'indépendance).

Durant quelques mois, en 1944-1946, il y eut de nouveau un début de guérilla indépendantiste en partie soutenue par la mafia ; puis celle-ci reprit son rôle traditonnel d'intermédiaire entre le pouvoir et la population,

De manière générale, l'unité italienne s'était faite si vite qu'on n'avait pas eu le temps de la préparer dans les esprits : l'Italie était née trop tôt et son identité demeura longtemps fragile[414]. La première séance du Parlement de l'Italie unie, en 1861, se tint en français, car c'était la seule langue que tous les délégués comprenaient ; il faut dire que la proportion d'Italiens utilisant au quotidien le toscan littéraire s'élevait à 2% (une situation comparable à celle de l'arabe littéral dans les pays arabes aujourd'hui)[415]. Massimo d'Azeglio eut ce mot célèbre : « Nous avons fait l'Italie, il nous faut à présent faire des Italiens ».

Enfin certaines régions que les Italiens tenaient pour italiennes demeuraient cependant « irrédentes » (c'est-à-dire « non encore rendues »[416]) : le Trentin, l'Istrie, Trieste, la côte dalmate (l'actuelle côte croate), qui étaient autrichiennes, plus, pour certains, la Corse, qui était française, et Malte qui était britannique (voyez plus bas sur ce dernier archipel). En réalité toutes ces zones étaient mixtes d'un point de vue culturel, et leurs populations étaient loin de se sentir entièrement italiennes ; mais ce qui navait point arrêté les Italiens en Sicile n'avait aucune chance de les arrêter en Dalmatie.

On ne tint évidemment pas compte des Albanais ni des Grecs d'Italie du sud ; dans l'Adriatique en revanche, le problème gagna en acuité. Sur la côte dalmate, les villes étaient italophones, ce qui ne signifie d'ailleurs pas que leur population l'était entièrement, loin de là ; mais l'administration et l'Église catholique fonctionnaient en italien et les affaires se traitaient en italien. Les campagnes en revanche étaient très peu italophones, et dans l'arrière-pays slave était en train de se développer (voyez plus haut) un sentiment croate et un mouvement « yougoslaviste ». Conscients de l'enjeu, depuis 1849 les nationalistes italiens avaient multiplié les gestes d'amitié envers ceux de Dalmatie, au nom d'un idéal mazzinien de fraternité de tous les peuples d'Europe, et aussi dans une logique économique d'union des rives de l'Adriatique. Mais avec la naissance d'un État italien, les logiques nationalistes et d'expansion territoriale l'emportèrent rapidement. En cas de nouveau recul de l'Autriche, le tracé des frontières entre territoires italiens et slaves risquait d'être problématique, d'autant que certains Italiens expliquaient que la Dalmatie tout entière « avait été latine »[417] et devait donc le rede-

---

et se reconvertit dans l'anticommunisme. De mieux en mieux implantée dans l'économie locale, elle s'urbanisa ; elle entra, surtout après 1956, dans une logique de conflits entre clans qui se traduisit, notamment, par l'ascension de la « famille » de Corleone (celle du *Parrain* de Francis Ford Coppola, film de 1972). Cette explosion de violence s'accompagna d'un effondrement des codes d'honneur traditionnels (ou plus exactement sans doute de la révélation de la profonde et ancienne vacuité de ces codes d'honneur), les mafieux affichant désormais leur richesse et massacrant sans plus rien respecter ni personne. En revanche, jusqu'en 1956 la mafia n'abattait pas de juges ni de fonctionnaires, parce que l'État italien n'avait pas encore repris l'offensive : cette dérive-là date très exactement de 1970 (une seule exception, en 1893).

414 Cela explique en partie les dérives du nationalisme italien au XX^{e} siècle, d'autant que trente ans de guerres et de révolutions avaient donné à la gauche italienne des mythes guerriers : elle eut beaucoup de mal à adbiquer son nationalisme et son préjugé de la violence.

415 Encore aujourd'hui, un tiers des Italiens s'exprimeraient en dialecte dans leur vie quotidienne : le chiffre est sans doute forcé, mais contrairement à la France ou à l'Allemagne, en Italie on entend parler dialecte même en ville.

416 Ce terme date de 1878 en italien : son inventeur, le garibaldien Matteo Renato Imbriani, était le fondateur d'une « Association pour l'Italie Irrédente » qui, en pleine crise balkanique, avait appelé les « Italiens » et les Slaves d'Autriche-Hongrie à se soulever contre Vienne. Cela dit, dès 1869, un certain Pietro Chiaro avait réclamé l'Albanie pour l'Italie… L'ajectif « irrédent » ne s'emploie que dans un contexte italien, mais le nom et l'adjectif dérivés (« irrédentisme », « irrédentiste » c'est-à-dire « partisan de l'irrédentisme ») s'emploient par métaphore à propos d'autres régions. Notez que l'irrédentisme (le fait de réclamer des territoires situés à l'étranger) s'oppose au rattachisme (le fait de réclamer son propre rattachement à un État étranger).

417 Effectivement, elle avait adopté le latin à l'époque romaine : une langue latine spécifique, distincte de l'italien comme de l'aroumain, y avait été parlée, dans les campagnes, jusqu'à la fin du Moyen Âge et même par endroits jusqu'au XVIII^{e} siècle. Il va sans dire que ces arguments historiques sont absurdes : à ce compte, l'Italie pouvait aussi bien prétendre annexer Francfort et Paris, où l'on parlait latin à l'époque romaine.

venir, tandis que les yougoslavistes expliquaient que les villes de la côte avaient été italianisées tardivement et avaient vocation à redevenir slaves…

Par ailleurs, certains Italiens, dans une logique inspirée de l'Empire romain et par jalousie de la France et de la Grande-Bretagne, se mirent très vite à rêver de conquêtes coloniales circumméditerranéennes : nous avons vu notamment qu'en Tunisie, l'impérialisme française se heurtait à un impérialisme italien, et (en note) que même à Alger, il y avait des gens (Max Régis) pour comploter avec Rome.

Quatrième partie : 1880-1914.

A) Données générales. Les flux de population.

La Méditerranée dans son ensemble recula dans les échanges commerciaux : c'était que le Royaume-Uni et les États-Unis (première puissance économique mondiale à partir du milieu des années 1890) n'étaient pas des pays méditerranéens. La Méditerranée n'était même pas une pièce essentielle dans l'Empire colonial britannique, centré sur l'Océan Indien désormais[418].

Le recul des puissances musulmanes s'accentua. En 1914, des États chrétiens contrôlaient toute la rive méridionale de la Méditerranée, et toute la rive septentrionale sauf l'Anatolie et les environs immédiats d'Istanbul. Seule la rive orientale restait à conquérir. L'Italie et (marginalement) l'Espagne firent leur entrée dans le club des puissances coloniales méditerranéennes ; dans les Balkans, il apparut un nouveau pays, l'Albanie, et la Bulgarie obtint son indépendance de fait. Les rapports étaient de plus en plus inégaux entre les deux rives : ainsi à la veille de la première guerre mondiale, la balance du commerce français avec le Maghreb était excédentaire de 200 millions de francs, alors que la balance commerciale globale du pays était déficitaire. Mais les puissances chrétiennes étaient désunies, même si, concernant les puissances coloniales, il faut demeurer conscient que la Méditerranée n'était que l'un des théâtres de leur rivalité.

La colonisation bouleversa les sociétés musulmanes : elle entraîna un transfert massif de propriétés, mais aussi l'extension des terres cultivées (notamment par drainage de marais), l'apparition de nouvelles cultures et de nouveaux paysages (vignobles, orangeraies, oliveraies). Elle bouleversa les structures juridiques, car si le droit foncier musulman fut maintenu pour les terres des indigènes, le droit romain fut introduit parallèlement et, évidemment, il dominait. Il apparut de nouvelles agglomérations : des villes européennes à côté des villes indigènes ; des ports nouveaux (ou profondément remodelés) ; des villages nouveaux aux plans hippodamiques, organisés autour d'une place. Nous verrons tout cela plus bas en détail, région par région.

La démographie jouait toujours en faveur de la rive nord : vers 1910, celle-ci abritait 72 millions d'habitants, contre 50 millions pour les régions musulmanes. L'Empire Ottoman n'avait que 25 millions d'habitants (dont 80% de ruraux), l'Égypte 12 et le Maghreb français 13, alors que les Balkans en abritaient 15 milions, l'Italie 35 et l'Espagne 20. Mais à la veille de la première guerre mondiale les populations musulmanes se mirent à croître plus vite que les populations chrétiennes, malgré des conditions médicales et d'hygiène en progrès mais encore nettemnt en retard (il y eut une résurgence de la peste à Tunis en 1910). Dans certaines régions de l'Empire Ottoman la population doubla entre 1880 et 1914, même si l'on n'en avait pas encore pleine conscience du fait de l'absence de statistiques, et si l'Empire Ottoman

418 L'Inde passa définitivement sous contrôle britannique après l'écrasement de la révolte des cipayes (1857-1858) ; la reine Victoria fut proclamée impératrice des Indes en 1877.

restait globalement sous-peuplé[419]. En revanche, le taux d'accroissement naturel de la façade méditerranéenne de la France était déjà négatif : il est vrai qu'une forte immigration italienne venait en partie rééquilibrer la situation.

De manière générale, le mouvement des hommes s'accéléra[420]. Certains milieux, cosmopolites de longue date, continuaient leur existence sans être encore sérieusement menacés, ainsi ces familles de négociants juifs qui avaient un pied à Libourne, un à Salonique et un en Tunisie (ce qui fait beaucoup de pieds), les armateurs grecs qui commençaient d'ailleurs à travailler hors de Méditerranée, aux États-Unis notamment, ou encore les Levantins que j'évoquerai à propos de Smyrne ; il faut y ajouter les expatriés (consuls, ingénieurs du canal de Suez, administrateurs coloniaux au Maghreb et en Égypte), assez peu nombreux sauf en Algérie mais quand même de plus en plus nombreux et surtout de plus en plus puissants au fur et à mesure que l'ordre colonial progressait.

Mais le phénomène majeur de la période, ce fut l'accélération de l'exode rural dans une bonne partie du bassin méditerranéen. Les îles et les montagnes méditerranéennes, dramatiquement surpeuplées (un effet paradoxal de la modernisation de ces sociétés et notamment d'une baisse rapide de la mortalité, mais aussi du *minifundio* misérable qui régnait un peu partout[421]), déversaient leur excès de population sur les littoraux proches, mais aussi sur des régions de plus en plus lointaines : l'Europe de l'Ouest, méditerranéenne ou pas, l'Amérique du Nord, l'Afrique du Nord, l'Amérique du Sud, l'Australie. C'est d'Italie que l'on partait le plus, mais des phénomènes du même ordre commençaient à toucher l'Espagne[422], le Portugal, la Grèce[423], le sud de la Russie (y compris ce qui est aujourd'hui l'Ukraine) qui n'est certes ni une île ni une montagne, l'Anatolie[424], le Levant. Concernant ce dernier, un trajet classique partait de Beyrouth, ralliait Marseille en bateau, puis Cherbourg en chemin de fer, d'où des navires transatlantiques, comme le Titanic (qui coula en 1912 lors de sa traversée inaugurale), embarquait ces émigrants vers la Terre promise américaine[425]. Seul le Maghreb, pour l'instant, n'était pas touché, à l'exception de la Kabylie (voyez l'annexe 2 sur cette région).

---

419 Les recensements ottomans, qu'il faut prendre avec des pincettes, donnent : 3,6 millions d'habitants en 1831 (????), 17,5 vers 1890, 21 en 1906 — le tout sur un territoire qui avait rétréci entre-temps. Ce qui ne faisait que 6 h/km^2 en 1906… Ces chiffres sont peu cohérents avec ceux que je viens de donner parce qu'ils ne sont pas de même ordre (chiffres officiels dans un cas, reconstitutions des démographes dans l'autre). J'évoquerai plus bas en note la « guerre des statistiques démographiques » dans les Balkans : il va sans dire qu'elle faisait rage également dans l'Empire Ottoman. Ainsi les chiffres concernant la population arménienne de l'Empire varient du simple au double selon qu'on utilise une source ottomane ou arménienne.

420 Je ne reviens pas sur les réfugiés politiques que j'ai déjà évoqués : ils jouent un rôle dans cette accélération du mouvement des hommes, numériquement moins important mais sans doute politiquement bien plus sensible que l'exode rural. Contrairement à l'exode rural, il s'agit de mouvements internes au bassin méditerranéen, au moins pour l'essentiel.

421 D'autant que la première mondialisation provoquait un effondrement des prix des produits agricoles à l'échelle mondiale : une excellente affaire pour les consommateurs et au total un immense progrès pour l'humanité (l'alimentation des populations du monde développé fit des progrès spectaculaires, la famine n'était plus qu'un souvenir historique) mais qui ne pouvait aller sans des adaptations douloureuses.

422 En particulier, il y avait une émigration massive des Baléares vers la Catalogne continentale.

423 De même, les îles grecques se vidaient au profit de la Grèce indépendante, mais aussi de Smyrne sur la côte de l'Anatolie ottomane. Il y eut longtemps aussi une émigration des régions continentales de la Grèce indépendante (qui jusqu'en 1912 ne comptait aucune grande ville dynamique) vers Smyrne et Istanbul, mais aussi vers l'Égypte — il y avait 100.000 Grecs en Égypte au début du XX^e siècle.

424 Sur cette émigration turque, voyez *America, America*, le film d'Elia Kazan (1909-2003, un Phanariote dont le prénom était chrétien mais le patronyme était à consonance turque : Ilya Kazanoğlu) : il est sorti en 1961.

425 C'étaient surtout des Arabes chrétiens qui partaient, à cause des conséquences désastreuses d'un dynamisme démographique supérieur, depuis au moins deux générations, à celui des musulmans. Avant même d'être marginalisés (au XX^e siècle) par la montée des nationalismes, puis de l'islamisme, ils s'étaient mis à émigrer :

De tous les Italiens, c'étaient les îliens et les méridionaux qui émigraient le plus — sauf les Sardes, dont la société, l'une des plus archaïques de Méditerranée, était encore trop immobiliste. Le nombre de départs annels de la Péninsule passa de 100.000 vers 1880 à 500.000 vers 1900 ; le record date de 1913, avec 872.000 départs[426]. La plupart partaient en Amérique, surtout aux États-Unis (80 %) et en Argentine (20 %), puis en France ; mais vers 1920 il y avait 500.000 Italiens en Méditerranée (France exclue) dont 140.000 en Afrique du Nord française (ils conservaient bien mieux leur culture en Tunisie qu'en Algérie), 45.000 en Égypte, 20.000 dans ce qui devint plus tard la Yougoslavie, 12.000 dans l'Empire Ottoman. Comme la plupart des émigrés de cette époque, ils s'installaient essentiellement en ville : sauf en Palestine et en Algérie, l'émigration européenne n'a nullement transformé la structure ethnique des campagnes méditerranéennes « profondes », lequelles commençaient à un jet de pierre des villes, ce qui explique en partie pourquoi l'univers cosmopolite des villes méditerranéennes a pu s'effacer si vite au XX^{e} siècle sous les coups des nationalismes et de l'explosion démographique des campagnes voisines.

De 1904 à 1913, 1,5 millions d'Espagnols (sur un pays de 20 millions d'habitants[427]) émigrèrent, comme 5,7 millions d'Italiens (pour 35 millions) ; de 1899 à 1911, 200.000 Grecs de Grèce émigrèrent. Dans les années 1930, il y avait 150.000 Corses en Afrique du nord (pour une population insulaire d'environ 250.000 personnes, et les émigrés au nord de la Méditerranée étaient nombreux aussi !) : ils étaient très nombreux dans la fonction publique, notamment en Tunisie, ainsi que dans l'armée ; les autres Français d'Algérie les méprisaient, ils étaient considérés comme « pas vraiment français ». Les Maltais, tout aussi méprisés par les Britanniques, émigraient presque autant, leur archipel étant le plus surpeuplé de Méditerranée (sur 315 pauvres km^2, il abritait 120.000 habitants vers 1850 et 245.000 dans les années 1930 ![428]) ; de plus, catholiques mais de langue arabe, ils connaissaient bien, et de longue date, l'ensemble de la région. On trouvait des Maltais dans tous les ports de Méditerranée, tout particulièrement bien sûr en Tunisie où ils représentaient, avec les Italiens, la main-d'œuvre la moins chère ; ayant obtenu le droit d'acquérir de la terre à partir de 1863 (donc dès avant la colonisation française), ils se spécialisèrent notamment dans les cultures maraîchères dans la région de Sfax. Dès les années 1860, 20% de la population maltaise vivait en-dehors de l'archipel. En 1885, la proportion était passée à un tiers, soit 55.000 personnes, dont la moitié dans les ports d'Algérie et de Tunisie ; mais il y avait 4.000 Maltais à Alexandrie, 3.000 à Istanbul, 1.500 à Smyrne, 500 à Marseille, 1000 à Gibraltar.

100.000 personnes auraient quitté l'actuel Liban avant 1914, et encore 80.000 dans l'entre-deux-guerres, pour une population de 400.000 personnes en 1914. Ces chrétiens de Syrie, au sens large du mot, émigraient surtout en Amérique et en Afrique. En Amérique latine, ils tiennent aujourd'hui des pans entiers du commerce : en espagnol on les appelle les *Turcos*, car à leur arrivée ils étaient sujets turcs. On les accueillit volontiers, parce qu'ils étaient chrétiens et parce qu'ils conribuaient à « blanchir » des pays un peu trop noirs et indiens au goût de leurs propres élites… Il y a notamment une très forte communauté palestinienne au Chili ; la ville de Maicao, un centre de contrebande particulièrement glauque à la frontière de la Colombie et du Venezuela, est presque entièrement arabe. À partir de 1960 environ, certains *Turcos* ont même joué un rôle important dans la vie politique de leur pays d'adoption, notamment Carlos Menem qui fut un désastreux président de l'Argentine dans les années 1990 ; mais il s'agit d'un Arabe musulman converti, car les musulmans ont fini par suivre le mouvement.

Les Arabes chrétiens s'installèrent aussi, au rythme de la colonisation, en Afrique noire francophone et lusophone, où ils dominent toujours le petit commerce dans les pays où on ne les a pas chassés après l'indépendance (en Afrique anglophone, ce sont les Indiens et les Pakistanais qui ont joué le même rôle). En Afrique noire francophone, on les dénomme globalement « Libanais ».

426 Pour la France, l'année record est 1887, avec… 31.500 émigrés !

427 Attention, ça ne signifie pas que 7,5 % des Espagnols ont émigré ! Car en 13 ans la population espagnole s'est renouvelée. La proportion réelle doit tournée autour de 5 %, un chiffre déjà respectable même s'il a été « explosé » au XX^{e} siècle dans certaines régions du tiers-monde ou de l'ex-U.R.S.S.

428 L'archipel est aujourd'hui à peu près complètement urbanisé, il est impossible de poser les yeux sur un point quelconque du territoire sans voir une maison.

Un autre exemple de région d'émigration massive : la côte dalmate et notamment les îles de l'archipel croate, où régnaient soit la micro-propriété, soit une forme de « colonat » où l'exploitant, métayer, devait verser au propriétaire 10% à 50% de la récolte, aux termes de baux rigides signés pour 20 ans — en cas de mauvaises récoltes ou de crise des prix agricoles la misère était garantie, or durant la période les prix agricoles ne firent que baisser ! Vinrent s'y ajouter les effets du phylloxéra, ceux des tensions italo-autrichiennes (qui pesaient sur les marchés : l'Italie, juste en face sur l'Adriatique, est le marché naturel de ces régions), une crise spécifique de l'olive (le « régime crétois » n'était pas encore à la mode et l'huile d'olive, c'était ringard !) et de certaines activités industrielles traditionnelles comme la marine en bois et à voile. On assista à un lent redémarrage de la région à partir de 1900, en partie d'ailleurs parce que la pression démographique avait diminué, mais l'émigration continua, car des réseaux s'étaient mis en place et car les Croates des États-Unis, vus de Krk, étaient tous millionnaires.

Ces flux de population (qui se faisaient dans les deux sens, car une fraction importante des immigrés, les deux tiers pour les Italiens partis en Amérique dans les années 1900, rentraient chez eux au bout de quelques mois après avoir échoué à refaire leur vie dans leur pays d'adoption, ou, plus rarement, au bout de quelques décennies fortune faite[429]) facilitaient la circulation des informations, d'autant que le courrier, lui aussi, circulait de mieux en mieux. À la fin du XIX^{e} siècle, le paysan méditerranéen (à l'exception du paysan français), tout en restant enfermé dans son terroir, était en liaison avec une diaspora permanente qui était en mesure de lui apporter une aide, notamment financière, en cas de besoin. Cette diaspora avait évidemment un horizon mental beaucoup plus large que lui : ainsi les Italiens des grandes villes américaines étaient en contact avec des gens venus du monde entier. Par ricochet, ces influences se faisaient sentir même au plus profond des Pouilles ou de la Calabre… J'ai évoqué plus haut en note la diffusion de la mafia sicilienne aux États-Unis, mais les influences mutuelles allaient beaucoup plus loin que cela : c'étaient des idées, des modes d'organisation collective, des techniques nouvelles, qui circulaient d'un bout à l'autre de la Méditerranée et bien au-delà. Ceux qui restaient « au pays » n'osaient pas encore secouer le joug des techniques agricoles, des hiérarchies sociales, des valeurs traditionnelles, ou ils n'en avaient pas encore les moyens ; mais les conditions étaient déjà en partie réunies pour le rapide effondrement des traditions rurales méditerranéennes au XX^{e} siècle.

Il faut noter également un début de flux touristiques. Le tourisme était encore une activité assez aristocratique, mais, comme le retour au pays des émigrés enrichis, il avait déjà des effets profonds, économiques et culturels, sur les régions qu'il touchait. Venise, Naples, Florence, etc. vivaient de plus en plus d'un tourisme « culturel » qui n'était pas encore en voie de massification, mais drainait une population à fort pouvoir d'achat[430]. La mode n'était pas

---

429 Ces coloniaux enrichis étaient peu nombreux mais ils impressionnaient beaucoup leur village ou leur bourgade d'origine, où ils étalaient leur richesse ; par ailleurs, par leur niveau de vie élevé et leur mode de vie « exotique », ils contribuaient à dynamiser l'économie locale. On peut ici, pour le sud de la France, évoquer les « Barcelonnettes », habitants de la ville du même nom qui s'étaient fait une spécialité d'émigrer au Mexique, où ils tenaient des pans entiers du commerce : on peut toujours admirer les bâtisses cossues qu'ils se faisaient construire à leur retour, essentiellement entre 1880 et 1930. Le même genre de phénomène se retrouve en Corse (encore qu'il est difficile de savoir si les grosses maisons qui y sont semées sont liées à des fortunes acquises dans les colonies ou en métropole) et en Espagne, en Albanie et en Bulgarie, et sans doute ailleurs aussi.

Concernant l'émigration des Corses, une délicieuse chanson de Tino Rossi (si, ça existe !), *O signore, cosa c'è ?*, évoque l'émoi provoqué dans un village par le retour en permission d'un jeune marin au long cours. Il est tellement beau dans son uniforme, il parle si bien français (enfin c'est ce que croient les villageois), il raconte de si belles histoires de tempêtes et de mers chinoises, que sa mère finit par conclure : « *Non sei fatto per star'qui* » !

430 Sur Venise, voyez notamment les romans *Les papiers d'Aspern*, de Henry James, et *La mort à Venise*, de Thomas Mann.

encore au bronzage (un teint hâlé était encore signe de travail manuel, donc de condition sociale inférieure), mais elle était déjà aux croisières (qui partaient de Marseille, de Venise ou de Trieste après voyage en train de luxe[431]) et certaines stations balnéaires étaient déjà apparues, comme Cannes en France et Duino, près de Trieste, où Reiner Maria Rilke écrivit de magnifiques *Élégies* en 1912 ; de même, la Crimée était déjà un lieu de villégiature privilégié de l'aristocratie russe. En 1890, l'impératrice Elizabeth d'Autriche se fit construire à Corfou, en territoire grec, une grande villa, que l'empereur d'Allemagne Guillaume II racheta en 1907[432]. Entre autres choses, la Méditerranée devient le lieu d'un tourisme curatif face aux ravages de la tuberculose : c'est dans ce cadre médical que certains en Europe nord-occidentale commenèrent à faire l'apologie du soleil, que tout bon Méditerranéen cherchait à fuir, et aussi des bains de mer, alors que la plupart des habitants des littoraux ne savaient pas nager[433]. La Méditerranée, ce n'était plus seulement la culture antique et celle de la Renaissance, mais aussi le lieu fantasmé d'une douceur de vivre bien étrangère aux habitants de cette région, lesquels continuaient à trimer dur sur une terre souvent ingrate — mais l'Europe riche, sous l'influence du romantisme, était déjà en recherche d'authenticité et nostalgique des racines qu'elle était en train de perdre en s'urbanisant et en s'industrialisant ; le charme de la Méditerranée venait essentiellement de son retard[434].

B) La présence britannique en Méditerranée et la rivalité avec la France.

La Méditerranée n'était donc pour les Britanniques qu'une voie vers les Indes, à l'exception de l'Égypte qui était quand même un peu plus qu'une étape, ne fût-ce que parce qu'elle faisait également partie du dispositif britannique de contrôle de la côte occidentale de l'Océan Indien[435] — mais c'était toujours pour contrôler la route des Indes (l'autre, celle du

---

431 C'est l'Allemand Albert Ballin, directeur de la compagnie maritime Hapag, qui lança les « voyages d'agrément » en Méditerranée avec le paquebot « Auguste Viktoria » (1891). Il s'agissait en fait d'un sous-produit des traversées transatlantiques : en hiver, les réservations de traversées transatlantiques étaient moins importantes à cause du mauvais temps et de la mer houleuse, c'est pourquoi, pour rentabiliser ses navires en hiver, Ballin organisa ces croisières en Méditerranée, vite imité par d'autres compagnies maritimes.

432 Elle servit de quartier général à la marine française pendant la première guerre mondiale, avant de revenir à l'État grec.

433 Ou plus exactement oubliaient à l'âge adulte : les bains de mer étaient un jeu de gosses. En Italie, une partie du peuple avait déjà l'habitude d'aller pique-niquer sur la plage le dimanche, mais sans se baigner ; cette distraction n'était quand même pas très populaire, à cause du soleil et aussi parce que les plages méditerranéennes étaient fort sales, bien plus qu'aujourd'hui — non seulement elles n'étaient jamais nettoyées des déchets qui s'y déposaient mais elles servaient de toilettes publiques, et puis les villes n'avaient pas de stations d'épuration : ainsi Marseille déversait l'ensemble de ses eaux usées dans la zone des calanques par un grand tuyau qu'on appelait pittoresquement, vers 1950, « le cacaduc ». N'oubliez jamais qu'en Occident, de nombreuses formes de pollution ont plutôt *décru* depuis le XIX^{e} siècle, et pas seulement en ville.

434 C'est la contradiction d'une bonne partie du tourisme lointain aujourd'hui : les Occidentaux recherchent l'authenticité là où les « locaux » ne voient qu'archaïsme et pauvreté, ce qui ne les empêche évidemment pas de servir aux Occidentaux la soupe qu'il recherchent, quitte à créer de toutes pièces de l'« authenticité » bien proprette et bien identifiable ; ce que les touristes se refusent à admettre, c'est que « les peuples pittoresques n'ont qu'un désir, cesser de l'être », selon une formule de l'écrivain péruvien Mario Vargas Llosa (citée ici de manière abrégée). En Colombie aujourd'hui, lorsqu'un provincial vient visiter Bogotá, on ne lui montre pas les musées et les quartiers colonaiux (ça c'est pour les *gringos*) mais… les centres commerciaux qui viennent d'ouvrir. (Bon, depuis une vingtaine d'années la classe moyenne colombienne est en train d'adopter les valeurs culturelles de l'Occident et de valoriser ce qui reste de patrimoine ancien et de paysages). Une autre contradiction, c'est que les Occidentaux sont des centaines de millions a rêver d'être le seul touriste dans un village où on les traiterait en amis et pas en clients : or leur présence massive est destructrice des liens sociaux traditionnels. Ces contradictions étaient déjà sensibles dans certaines régions de Méditerranée vers 1900.

435 Depuis longtemps, Londres rêvait de contrôler toute l'Afrique orientale « du Cap au Caire ». En 1914, il lui manquait le Tanganyika (allemand, mais elle possédait le sultanat insulaire de Zanzibar au large de la côte —

Cap). Notez que la conquête des Indes et l'ouverture du canal de Suez avaient entraîné un changement de signification des points d'appui britanniques en Méditerranée : ils ne montaient plus la garde face à un quelconque Napoléon menaçant de monopoliser les échanges avec l'Europe continentale, mais face à l'éventualité d'une interruption du trafic avec l'Inde.

En 1914, ces points d'appui étaient : Gibraltar, Malte, Chypre, l'Égypte (plus Aden à la hauteur de la Porte des Larmes[436]) ; on peut y ajouter la Grèce et le Portugal[437], États clients, et la sympathie des colons juifs en Terre Sainte. Par ailleurs, le Royaume-Uni avait la maîtrise des lignes télégraphiques en Méditerranée, et il était en train de prendre le contrôle de la prospection du pétrole en Mésopotamie[438] (à la limite de votre programme, mais c'était encore l'Empire Ottoman) : l'*Anglo-Persian Oil Company*[439], fondée en 1907 et qui comme son nom l'indique était censée au départ travailler plus à l'est, tentait de se faire attribuer des concessions en Mésopotamie ; en 1912, il apparut une *Turkish Oil Company*, où il y avait aussi des capitaux allemands, mais minoritaires. En revanche, des capitaux allemands avaient obtenu la concession du *Bagdadbahn*, le chemin de fer d'Istanbul à Bagdad, ce qui inquiétait

---

les deux ont fusionné dans les années 1960 et forment aujourd'hui la Tanzanie), le Mozambique (portugais, mais le Portugal était un État client de Londres) et Madagascar et la Réunion (françaises, mais c'étaient des îles qui n'interrompaient pas la continuité des domaines britanniques sur le continent africain). En 1918, le Royaume-Uni s'empara du Tanganyika.

436 En fait, le Royaume-Uni avait des points d'appui tout autour de la péninsule arabique : outre Aden, où les Britanniques s'étaient installés dès 1838, il faut citer Bahrein, placée sous protectorat en 1892 ; Mascate (1891) ; le Koweït, détaché de la province ottomane de Bassorah en 1902 (le traité de protectorat date de 1899 mais, comme l'Égypte, le Koweit demeura officiellement partie de l'Empire Ottoman jusqu'en 1914). Ce n'était pas à cause du pétrole : jusque vers 1900, ce liquide malodorant et désagréablement inflammable, dont on se servait comme combustible pour certaines lampes, n'était pas une matière première stratégique, même si la prospection et la production à grande échelle avait déjà commencé aux États-Unis — mais justement, les gisements locaux et ceux du Mexique suffisaient encore largement aux besoins de l'industrie américaine, et l'industrie européenne « carburait » encore au charbon. Quand aux automobiles, aux États-Unis Henry Ford en avait lancé la production de masse dès les années 1900, mais en Europe c'est la première guerre mondiale qui les fit sortir du statut d'objet de luxe pour riches sportifs. Vers 1900, il commençait à y avoir un « grand jeu » autour du pétrole (voyez dans le corps du texte quelques lignes plus bas), mais les dates que je viens de donner montrent bien que l'acquisition des points d'appui britanniques autour de l'Arabie est pour l'essentiel antérieure.

437 Le Portugal était l'allié du Royaume-Uni depuis les guerres contre Bonaparte et surtout depuis le traité de 1842, qui avait mis fin à la traite (sur pression de Londres évidemment : les libéraux britanniques pensaient à juste titre qu'un travailleur qu'on paye, même « au lance-pierres », travaille mieux qu'un esclave). La véritable nature de cette « alliance » ne fit plus de doute pour personne lorsqu'en 1890, un ultimatum de Londres força les Portugais à renoncer à leur projets en cours de liaison terrestre entre leurs colonies africaines du Mozambique et d'Angola, ce qui eût contredit le rêve britannique d'une domination de l'est du continent noir « du Cap au Caire ». Lisbonne tenta d'internationaliser le conflit mais ni l'Allemagne ni la France ne levèrent le petit doigt. L'opinion publique portugaise devint très antibritannique, mais la monarchie portugaise moribonde (elle s'effondra en 1910 à la suite d'un double régicide) n'avait pas les moyens d'une politique nationaliste : d'un point de vue économique, il y avait belle lurette que le Portugal n'était plus qu'un satellite du Royaume-Uni.

438 On connaissait l'existence de gisements de pétrole dans le Golfe Persique depuis longtemps, car par endroits il affleurait à la surface : lorsqu'il prenait feu, de gigantesques « colonnes ardentes » se dressaient dans le ciel durant parfois des siècles. La première concession pétrolière dans la région date de 1872 ; c'est en 1879 qu'on identifia les gisements des régions de Kirkouk et de Koweït (les prospecteurs étaient alors austro-hongrois) et en 1905 qu'on découvrit ceux de Bahrein, où la Grande-Bretagne était installée depuis plusieurs décennies pour des raisons commerciales. En 1888, le sultan Abdülhamid plaça les champs pétrolifères des provinces de Mossoul et de Bagdad dans le domaine privé de la Couronne ottomane. C'est aussi en 1905 que l'Amirauté britannique installa les premières chaudières à mazout dans ses navires : à cette date, le pétrole devint véritablement une matière stratégique. Enfin c'est en 1908 que le pétrole jaillit pour la première fois dans la région. Jusqu'à la prospection de l'Arabie saoudite vers 1930, on n'avait pas idée de l'ampleur de ces réserves — mais ces gisements étaient, avec ceux de Russie et ceux de Roumanie, les plus proches d'Europe, où l'on ne trouva d'hydrocarbures que dans les années 1960, en Mer du Nord.

439 Actuellement : *British Petroleum* (B.P.).

beaucoup les Britanniques : fort heureusement pour ces derniers, la construction en avançait à un train de sénateur[440].

Le dogme au *Foreign Office* était toujours de protéger l'Empire Ottoman, faible donc fort peu menaçant, d'un démembrement qui aurait pu amener de grandes puissances montantes à faire concurrence à l'impérialisme britannique en Méditerranée orientale : nous avons vu qu'en 1878, une intervention diplomatique de Londres le sauva *in extremis* d'une satellisation par la Russie. Cela dit, après la banqueroute de 1881 les capitalistes britanniques, échaudés, se détournèrent de la zone : la part du Royaume-Uni dans la dette ottomane tomba à 13 % en 1913, contre 53 % pour la France et 21 % pour l'Allemagne ; sa part dans les investissements dans l'Empire Ottoman, à 15 % (en 1913 aussi). Cela entraîna un affaiblissement de l'influence britannique à Istanbul. La désillusion était grande à Londres devant l'échec des réformes (voyez plus bas), et les persécutions de chrétiens (voyez itou) n'arrangeaient pas l'image de l'Empire Ottoman dans l'opinion publique britannique. Dès les années 1870, des voix s'élevaient pour dire qu'il fallait le laisser se désintégrer… Du reste, les Britanniques participaient activement à cette désintégration, puisqu'ils prirent le contrôle de Chypre en 1878, puis de l'Égypte en 1882 ; et ils jouaient un rôle trouble au Levant. En fait, c'était essentiellement la zone des Détroits qu'il n'était pas question de laisser aux Russes ni aux Autrichiens ; mais même dans cette région le Royaume-Uni « patronnait » à moitié la Grèce, qui prenait une part active au recul de l'Empire Ottoman dans les Balkans.

Comment Londres gérait-elle ses possessions méditerranéennes ? À mon grand regret, je ne suis pas en mesure de vous parler de la naissance du syndicalisme chrétien à Chypre, du féminisme radical à Aden ni des élections cantonales à Gibraltar dans les années 1880 ; mais, outre l'Égypte, j'ai trouvé des données sur Malte, et je ne vois pas pourquoi vous y échapperiez. Ce n'est évidemment pas central pour le programme, mais cela peut fournir des exemples originaux pour « en mettre plein les yeux » aux correcteurs.

Quelque peu endormi dans la première moitié du XIX^{e} siècle, l'archipel reprit de l'importance militaire vers 1900 du fait du développement de la flotte austro-hongroise en Adriatique (que je traiterai plus bas, faites-moi confiance ; si on y ajoutait la flotte italienne, en fait concurrente mais en droit alliée de la flotte autrichienne, le tableau était franchement inquiétant pour Londres). Malte devint un verrrou anti-austro-hongrois vers l'ouest de la Méditerranée. Aux termes du traité d'alliance franco-britannique de 1904 (l'« entente cordiale », voyez plus bas aussi), la flotte britannique stationnée à Malte et la flotte française ancrée à Bizerte, en Tunisie, étaient censées s'appuyer mutuellement : il faut dire qu'en cas de guerre les Français craignaient d'être coupés de leurs colonies par les Austro-Hongrois (voire les Italiens qui n'avaient pas digéré la perte de la Tunisie, vous suivez toujours ?).

Que se passait-t-il sur l'archipel depuis que les Britanniques en avaient pris le contrôle en 1800 ? Le régime colonial ne laissait guère d'autonomie aux Maltais ; les anciennes autorités locales de l'époque des chevaliers ayant été supprimées, l'ensemble de l'administration, autour du gouverneur (toujours un militaire jusqu'en 1847)[441], était entièrement composée de Britanniques ; elle fonctionnait dans le plus grand arbitraire, et bien sûr en anglais. En revanche, malgré quelques espoirs initiaux, l'île demeura obstinément catholique[442].

Dès les années 1800, la population (enfin, la frange instruite) ne cessa de demander une meilleure représentation. En 1835, il apparut un Conseil de Gouvernement (non élu) de 7

---

440 L'accord sur la construction du *Bagdadbahn* (1903) prévoyait des droits d'exploitation minière et pétriolière sur une bande de 20 km de chaque côté de la ligne.

441 A certaines époques, Malte et les Iles Ioniennes avaient le même gouverneur.

442 La religion catholique était d'ailleurs protégée par l'administration coloniale : les mariages selon un rite non catholique ne furent légalisés qu'en 1895 !

membres, censé assister l'administration coloniale, mais ce n'était pas assez pour les libéraux maltais. En 1839, Londres accorda la liberté de la presse, à la grande fureur de l'église catholique qui craignait les plumes anticléricales des nombreux réfugiés politiques italiens que comptait l'archipel (pour les mêmes raisons, le roi de Naples émit une protestation officielle). Ces réfugiés se firent de plus en plus nombreux dans les annés 1840 et 1850 ; ils insistaient sur le fait qu'étant de langue (écrite) italienne depuis des siècles, Malte faisait partie de l'Italie à unifier, et il semblait que le point de vue de ces « rattachistes » gagnait de la force dans la population, malgré leur anticléricalisme qui incommodait pas mal de Maltais. Il va sans dire qu'à l'époque, l'indépendance n'était pas une perspective imaginable pour trois cailloux aussi pelés.

Face à ce malaise (il y eut des émeutes en 1846), Londres eut l'intelligence de lâcher du lest : en 1849, le Conseil de Gouvernement devint partiellement élu (8 membres sur 18), au suffrage censitaire. Mais ces dispositions furent appliquées dans un sens très restrictif, et de ce fait la tension monta peu à peu entre l'administration coloniale et la frange politisée de la population. Vers 1850, l'administration coloniale, qui appréciait fort peu les liens entre libéraux maltais et nationalistes italiens, commença à faire pression pour que l'italien, demeuré la langue écrite de l'ensemble de la population de l'île, cédât la place à l'anglais. Cette politique s'accentua après 1880, lorsque l'Italie eut conclu la Triplice, une alliance avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie que le Royaume-Uni percevait comme hostile (voyez plus bas) : le système scolaire fut progressivement anglicisé à partir de 1880, la justice à partir de 1900.

En réaction, en 1880 il apparut un Parti Nationaliste (autonomiste) qui luttait notamment pour l'italianité de l'île et protestait que la société maltaise n'avait nul besoin d'être « civilisée » par la colonisation britannique, car elle est européenne (lisez : chrétienne[443]). Les institutions se bloquèrent progressivement jusqu'en 1887, lorsqu'à nouveau Londres céda et concéda une nouvelle constitution avec un conseil de 20 membres, dont 14 élus (10 par le peuple, 4 par le clergé, la noblesse et les propriétaires fonciers), qui n'avait plus seulement des fonctions consultatives mais des pouvoirs réels en matière fiscale et financière. Aux premières élections, en 1888, le Parti Nationaliste remporta les 14 sièges électifs, ce qui ne fit rien pour dénouer les tensions : la situation évolua lentement vers un blocage complet, et en 1903 Londres révoqua la constitution et en revint à un système du type de celui de 1849. Une bonne partie de la mouvance anticolonialiste refusa de participer aux élections tant que la constitution de 1887 n'était pas rétablie : le blocage dura jusqu'à la première guerre mondiale (incluse).

Malgré tout, l'italien, encore pratiqué par à peu près le quart de la population vers 1840 (les deux tiers des Maltais étaient alors analphabètes !), commença à décliner dans les usages écrits non ecclésiastiques. Le maltais, lui, continuait d'être parlé au quotidien et commençait même à s'écrire (en alphabet latin), il apparut même une ébauche de littérature[444]. À

---

443 Effectivement, si l'on exceptait les débris des Empires coloniaux d'Amérique, Malte était, avec Chypre, la seule région majoritairement chrétienne à être soumise à un véritable joug colonial — Londres accordait progressivement l'autonomie (*home rule*) à ses colonies « blanches ».

444 Il y a des textes isolés depuis le XV^e^ siècle. La première transcription en maltais d'un Evangile est de 1822, le premier périodique en maltais est paru à partir de 1839. Un « poème épique » a été publié en 1842, des légendes en 1842, une histoire de l'archipel en 1862. Le premier roman en maltais est paru en 1862 mais l'auteur était un Italien ; le premier roman « proprement maltais » est de 1889 (l'immortel « Ineż Farruġ » d'Anton Manwel Caruana, contrairement aux apparences je n'invente rien). Le vrai fondateur de la littérature maltaise est le poète Dun Karm Psaila (1871-1961), un ecclésiastique : il prit la décision d'écrire en maltais en 1912 (auparavant il écrivait en italien). Voici le début de l'hymne national maltais qu'il a composé en 1922 (vous n'irez pas dire que vous ne vous êtes pas cultivés cette année) :

Lil din l-art ħelwa, l-Omm li tatna isimha,	Cette douce terre, la Mère qui nous a donné son nom,
Ħares Mulej, kif dejjem Int ħarist;	Protège-la, Seigneur, comme Tu as toujours fait ;
Ftakar li lilha bl-oħla dawl libbist.	Rappelle-toi que Tu l'as embellie avec la plus haute grâce.

une date difficile à déterminer, la mouvance pro-britannique et l'administration coloniale s'avisèrent qu'il y avait là une carte à jouer, puisque tout progrès du maltais représentait une affaiblissement de l'italien, donc du rattachisme. Elle encouragea donc l'usage du maltais — à côté de l'anglais et en position mineure bien entendu. C'était un jeu dangereux, car au passage, il se dessinait une évolution majeure qui à terme risquait de poser des problèmes aux Britanniques : un début de passage d'une identité maltaise fondée sur la religion catholique et l'italianité à une autre identité fondée sur l'histoire et sur la langue maltaise, langue « du peuple » et particulière à l'archipel[445]. Mais pour l'instant, les Maltais étaient faibles et nulle puissance étrangère ne patronnait le combat nationaliste (non rattachiste). L'ensemble de cette partie de billard culturel (trois joueurs : Londres, Rome, les Maltais ; trois boules, l'anglais, l'italien et le maltais) est connu sous le nom de « question de la langue ».

Le premier parti porteur d'un nationalisme proprement maltais fut le Parti Populaire, apparu en 1895[446] ; c'était aussi l'idéologie que commmençaient à propager les premiers linguistes à travailler sur le maltais, dont je vous épargne à regret les noms. Comme le fait que la langue maltaise est un dialecte arabe était assez gênant dans le cadre du racisme ambiant, c'est à cette époque aussi qu'apparut le mythe selon lequel le maltais est en réalité « une langue d'origine phénicienne » (voyez la note à ce sujet au début de ce cours). Cependant, pour une partie des autonomistes (par exemple Enrico Mizzi, 1885-1950), Malte était toujours « *l'ultimo lembo d'Italia* » et l'Italie demeurait « la mère patrie ». L'annexion de la Libye par l'Italie en 1911 rendit espoir aux rattachistes : l'Italie, qui semblait en plein essor, n'allait-elle pas « naturellement » succéder à la Grande-Bretagne en Méditerranée ?

Juste avant 1914, il apparut pour la première fois un courant ouvertement indépendantiste, autour d'Emanuele Dimech (1860-1921), qui, signe des temps, se réclamait d'une idéologie socialisante : c'est dans un article de 1913 qu'il réclama pour la première fois l'indépendance. En 1915, il fut expulsé de l'archipel et interné dans un camp de prisonniers en Égypte, où il mourut.

En Égypte justement, de 1878 à 1907 l'homme de Londres était Evelyn Baring (plus tard Lord Cromer), qui se contentait du modeste titre de consul général du Royaume-Uni. Profondément hostile à toute consultation des indigènes et à toute dévolution de pouvoir (il considérait que les Égyptiens ne formaient pas un peuple mais un ramassis de populations diverses[447]), il plaça systématiquement des « conseillers » britanniques aux postes-clefs de l'administration égyptienne, laquelle subsistait pour la façade. En 1892, un nouveau khédive, Abbas II, tenta de soulever le joug du protectorat : il dut rapidement céder. Cela dit, il demeurait des traces importantes de l'ancienne francophilie des khédives : vers 1900, les tribunaux mixtes chargés de juger les litiges entre Européens et indigènes rendaient toujours la justice

---

Agħti kbir Alla, id-deh'n lil min jaħkimha;	Accorde, mon Dieu, la sagesse à ceux qui la gouvernent ;
Rodd il-ħniena lis-sid, saħħa 'l-ħaddiem;	Rends l'indulgence aux maîtres, et la force aux travailleurs ;
Seddaq il-għaqda fil-Maltin u s-sliem.	Assure l'unité entre les Maltais, et la paix.

445 Attention à ne pas trop radicaliser ce que je viens d'écrire. Pour l'essentiel, l'administration coloniale s'est faite en anglais jusqu'au bout, et Malte a continué à s'angliciser : aujourd'hui 90% des Maltais sont bilingues, les 7 % de monolingues étant d'ailleurs des anglophones et pas des maltophones ; dans les librairies au moins 90 % des livres sont en anglais et il existe mêeme une industrie de séjours linguistiques (N.B. à éviter, parce que l'anglais des Maltais n'est quand même pas des plus brillants). Mais vous pouvez par exemple comparer à l'administration française en Algérie, qui n'a jamais accordé la moindre place à l'arabe.

446 Un *timing* très tardif donc pour l'apparition de ce genre d'idéologie, par rapport notamment aux Balkans et à l'Italie que nous avons déjà étudiés. Il rappelle plutôt la chronologie des mouvements régionalistes en Europe occidentale (le Parti Nationaliste Basque date lui aussi de 1895) ou dans les provinces baltes de la Russie (les premiers partis nationalistes y datent de 1905).

447 Il déclara un jour qu'« *it will probably never be possible to make a Western silk purse out of an Eastern's sow's ear* ». Classieux, n'est-il pas ?

en français, qui était également la langue de la Bourse et la langue administrative du canal de Suez : les élites égyptiennes étaient toujours largement francophones, ne fût-ce que parce que pour se préserver d'un tête-à-tête trop étouffant avec le colonisateur.

Il y eut des progrès dans l'irrigation, plus la fondation d'une université laïque (privée) en 1908 et une modernisation du système fiscal. Mais le protectorat britannique renforça le caractère inégalitaire de la société égyptienne : 90 % des paysans ne possédaient que 27 % des terres (en voie de morcellement accéléré à cause de l'essor démographique — et n'oubliez pas les nombreux sans-terre), alors que 0,7 % en possédaient 42 %. Les plus gros propriétaires appartenaient à la famille khédivale ; il y avait aussi, comme en Algérie, de grandes sociétés foncières modernes et de grandes propriétés aux mains d'Européens.

La situation politique se dégrada dans les années 1900, avec de graves incidents en 1906 (les Britanniques avaient eu la main lourde dans la répression d'une émeute au village de Denshawai[448]) et, en 1910, l'assassinat du premier ministre, le copte Boutros Ghali[449], par un jeune nationaliste (les Britanniques étaient accusés de favoriser les coptes, dont la situation commençait à se dégrader), dans une ambiance très tendue car la Compagnie du Canal tentait de faire prolonger de 40 ans sa concession (l'affaire de Denshawai la fit renoncer à ce projet). Vers 1910, un nationalisme anti-britannique était en pleine ascension dans les villes égyptiennes, dans des milieux sans doute numériquement marginaux mais bruyants et visibles. Les appels à une solidarité panislamique étaient sans doute plus nombreux et plus audibles, mais ils « traduis[aient] sur le mode de la dénégation le fait majeur des années 1870, l'émergence des consciences ethniques » (H. Laurens).

La principale figure de ce milieu pré-nationaliste fut l'avocat Mustafa Kamil (1874-1908, *à ne pas confondre avec Mustafâ Kemâl SVP*), qui tenta de jouer la carte française. Il se fit un nom dans les cercles parisiens anglophobes après Fachoda (voyez plus bas), mais l'Entente Cordiale (*idem*) vint doucher ses espoirs ; il tenta aussi de s'appuyer sur le khédive, mais les accomodements de celui-ci avec l'occupant le déçuent. Influencé par Maurice Barrès, le penseur « de la terre et des morts », qu'il avait rencontré en France, il fonctionnait en termes de « nationalité » et de « mère-patrie » égyptiennes, en opposition à une occupation « étrangère » secondée par des « traîtres » et des « intrus » (la minorité d'origine syrienne qui s'entendait fort bien avec les Britanniques), et demandait que l'Égypte fût gouvernée « par des Égyptiens ». Il attaquait l'idée, courante parmi les Britanniques, selon laquelle les seuls Égyptiens authentiques étaient les coptes, censés être les seuls descendants purs des Égyptiens de l'Antiquité : il insistait au contraire sur l'idée que les musulmans, eux aussi, avaient des « racines » de la plus haute antiquité en Égypte et soutenait que « l'islam n'a pu changer le sang égyptien ni la nationalité égyptienne » ; et puis, même si certains musulmans ne descendaient pas des Pharaons, « leur présence en Égypte depuis des siècles les a[vait] dotés de la nationalité égyptienne ». Tout cela était du Barrès copié-collé (y compris la détestation des étrangers récemment arrivés et mal intégrés, les « métèques ») ; on remarque notamment que comme celui de Barrès, le nationalisme de Kamil se fondait plutôt sur un terroir historique que sur la notion de communauté linguistique, trop large pour la France comme pour l'Égypte. Mais cela n'empêchait pas Kamil d'insister sur l'appartenance de l'Égypte à l'ensemble ottoman : du reste, en 1904 le sultan-calife Abdülhamid le gratifia du titre de pacha. Il insistait sur la nécessité de développer l'éducation et demandait une constitution libérale, mais en matière économique et sociale c'était un conservateur. Juste avant sa mort, en 1907, il fonda un Parti National (qui se radicalisa après son décès : l'assassin de Boutros Ghali en fai-

448 Elle-même provoquée par une sombre histoire de pigeons : des soldats britanniques en pleine partie de chasse avaient pris ceux du village pour cible, par jeu, alors qu'il s'agissait d'animaux domestiques destinés à être mangés.

449 Dont un descendant fut secrétaire général de l'O.N.U. dans les années 1990.

sait partie), tandis que de plus modérés fondaient un Parti de l'*Umma* : l'un et l'autre firent l'objet d'une forte répression à partir de 1911. Parmi les figures majeures de cette génération, il faut également citer le journaliste Lufti al-Sayyid (1872-1963), qui, à la centre-européenne, définissait la nation égyptienne par sa langue et suggérait que l'arabe écrit se rapprochât du dialecte[450]. Hostile à toute forme de panislamisme qu'il tenait pour un impérialisme, plus tolérant que Kamil, il voulait une Égypte accueillante à toutes les populations qui l'habitaient, syriennes mais aussi turques et grecques[451].

C'est également en Égypte (ou, disons, autour de l'Égypte) qu'à cette génération, l'on vit poindre les premiers phénomènes annonçant l'islamisme de la fin du XX^e^ siècle. Le point commun des courants que je vais présenter était une volonté de résister aux agressions occidentales, perçues comme de nouvelles « croisades », non pas en se mettant à l'école de l'Occident (ce qui était le fond du programme des nationalistes) mais par une réforme de l'islam, réforme perçue et présentée comme un retour aux origines. Cela dit, ces courants n'avaient rien contre la modernité technique occidentale (de manière générale, l'islam n'a rien contre le progrès scientifique et technique à condition qu'il s'inscrive dans un horizon mental religieux : les sciences musulmanes ont été très brillantes au Moyen Âge). Les petits noyaux d'activistes apparus à la fin du XIX^e^ siècle portent le nom de salafistes, ce qui veut simplement dire « réformateurs »[452].

Le premier de ces personnages était en fait un Persan chiite, Jamal ad-Din al-Afghani. Il avait passé sa jeunesse en Inde, puis il s'installa à Istanbul, puis en Égypte, où il se livra à de l'agitation politique dans les années 1870 et où il fit des disciples. Chassé d'Égypte en 1879, il finit par se fixer en France à partir de 1883. Sa doctrine réaffirmait l'unité de l'*umma*, la communauté des musulmans, et refusait d'entrer dans des logiques nationalistes, ethnicistes ou racistes. Il fallait restaurer la solidarité entre musulmans, qui était censée avoir été la règle

---

450 Cette évolution n'a finalement pas eu lieu, à cause de la force du panarabisme (un passage de l'écrit au dialecte aurait brisé le monde arabe en plusieurs continents culturels, comme le monde latin ou le monde slave) et de l'écrasant prestige de l'arabe littéraire, la langue du Coran ; pourtant elle n'aurait pas été plus radicale que la « modernisation » de l'arménien, du géorgien ou du bulgare — au XIX^e^ siècle, ces trois peuples on dit adieu à leurs anciennes langues administratives, littéraires et liturgiques, qui ne sont plus aujourd'hui que des langues d'Églises. Sans parler de ce qui est arrivé au turc… j'y reviendrai.

NB. Le mouvement de rénovation de la langue arabe au XIX^e^ siècle s'appelle la *nahda.* Il comportait aussi tout un volet de redécouverte des auteurs classiques, de traductions depuis les langues occidentales : il s'agissait de renouer avec l'*adab*, l'équivalent arabe médiéval de l'humanisme (voyez mon cours d'hypokhâgne sur l'islam médiéval).

451 Les cinq dernières lignes comprennent manifestement une contradiction, dont j'ignore si elle figure ou non chez Kamil : les populations en question n'étaient pas toutes arabophones ! J'ai du mal à caractériser idéologiquement tous ces courants, car ma source (le manuel de H. Laurens dans la collection U) est parfois confuse : Laurens ne fait pas de distinction systématique entre nationalisme culturel et nationalisme « à la française », et privilégie une problématique archaïque du plus ou moins grand « libéralisme » des différents leaders. Ainsi l'appellation « Parti de l'Umma » semble indiquer que ces milieux n'avaient pas rompu avec le panislamisme et qu'on ne peut donc pas réellement les ranger parmi les « nationalistes » au sens que ce mot a pris au XX^e^ siècle, mais comme Laurens traduit l'appellation arabe par « Parti du Peuple », ce qui est manifestement un contresens (« peuple » se dit « *sa'b* », « *umma* » en revanche désigne l'ensemble des musulmans au-delà des frontières de l'Égypte mais pas les chrétiens d'Égypte, donc la seule traduction possible n'est pas « peuple » mais « communauté » avec une très forte connotation religieuse), il s'ôte les moyens de comprendre ce dont il s'agit. Bon, si ça se trouve les leaders du Parti de l'*Umma* traduisaient eux-mêmes par « *People 's Party* » en anglais, mais s'il était avéré ce fait mériterait commentaire : on aurait deux messages, un à destination du colonisateur et un autre à destination des Égyptiens, un peu comme chez Méhémet Ali. Par ailleurs, Laurens ne fait ni lien ni opposition entre nationalisme égyptien et ottomanisme : il est donc impossible de savoir quel était le rapport entre les deux concepts dans l'esprit des gens qu'il évoque.

452 Du coup, cela n'a sans doute rien à voir avec ce qu'on appelle aujourd'hui le salafisme (une forme d'islamisme bien implantée dans les communautés musulmanes d'Occident et qui sert d'épouvantail politique, en France notamment).

dans les premiers temps de l'islam, pour éviter notamment que les opprimés ne recherchassent la protection des infidèles contre de mauvais musulmans. Pour cela, il fallait reconstruire en terre d'islam des pouvoirs efficaces et non corrompus, sur le modèle de celui qu'avaient exercé le Prophète et les quatre califes *rashidûn.* Bien sûr, il fallait aussi revenir à une application stricte de la *sharia* : en revanche, al-Afghani ne manifestait aucune nostalgie de l'ancien pouvoir ottoman, ni des khédives (désormais vassalisés par Lord Cromer) et des mamelouks — il s'attaquait violemment aux pouvoirs en place dans le monde musulman et notamment aux monarchies absolues : sur la question politique, il était proche des constitutionnalistes d'Istanbul, évoqués plus haut dans le passage sur les *tanzîmât*[453]. Bien sûr, il dénonçait aussi la collaboration de certains musulmans avec les colonisateurs européens. Il insistait encore sur une idée qui intéressa beaucoup les Britanniques dans les décennies suivantes : la nécessaire articulation entre l'islam méditerranéen, arabo-turc, et l'islam oriental, perse et indien. On voit qu'il mettait la religion au service d'un projet au fond plus politique et social que proprement religieux, en tout cas d'un point de vue occidental (pour un musulman la distinction n'a guère de sens) : pour lui, l'islam était d'abord une communauté humaine à qui il fallait rendre sa dignité et sa puissance, le salut des individus en serait grandement facilité mais ce n'était pas directement de lui que s'occupait al-Afghani, c'est pourquoi il fait bien partie des réformateurs politiques et non des réformateurs religieux.

L'un des disciples égyptiens d'al-Afghani, Mohammed Abduh, s'installa en Syrie après l'exil parisien de celui-ci, puis revint en Égypte en 1888 ; il en devint même le grand *mufti* en 1899, et y mourut en 1905. Il essaya notamment, en vain, de réformer la vénérable université al-Azhar. Ce modéré ne rejetait pas tout ce qui venait d'Europe ; il réfléchissait au contraire au moyen d'être un vrai musulman tout en vivant dans le monde moderne, il condamnait l'imitation aveugle des anciens usages et s'il prônait lui aussi le retour aux temps du Prophète, c'était en insistant sur le fait que c'était, pour son temps à lui, une révolution. En matière de religion, comme les wahhabites il condamnait le culte des marabouts pour son paganisme ; selon lui, la foi devait s'appuyer sur la raison (il était partisan d'un développement de l'éducation) et sur le principe de l'intérêt de la communauté. Culturellement, il militait pour une renaissance de la langue arabe. Il fit des disciples un peu partout, notamment le Syrien Rachid Rida (installé au Caire à partir de 1907, il dirigeait le journal *al-Manar*) qui insistait sur l'idée que la modernité technique est universelle, n'a donc rien de spécifiquement occidental et peut être compatible avec une purification de la religion[454].

La prise de contrôle de la vallée du Nil par les Britanniques entraîna un regain de tension avec la France, sur fond d'une rivalité beaucoup plus vaste qui dépassait largement la Méditerranée. Il y avait aussi une très forte concurrence économique entre français et Britanniques dans tout l'Orient méditerranéen ; en revanche, les Britanniques abandonnèrent volontiers aux Français la prédominance culturelle, *which did not eat bread*[455].

C'est au Soudan, c'est-à-dire dans la moyenne vallée du Nil, un prolongement de l'Égypte que les Britanniques étaient en train de nettoyer des mahdistes, que ce conflit « de basse intensité » entre les deux puissances colonialistes faillit dégénérer en guerre ouverte, car si les Britanniques avaient le projet de construire une domination coloniale « du Cap au

---

453 Ces idées annonçaient l'islamisme républicain qui a triomphé en Iran, pays natal d'al-Afghani, en 1979 : l'Iran a une constitution et organise des élections (qu'elles soient manipulées est un autre problème, l'important pour l'histoire des idées est que le régime en reconnaisse la légitimité de principe).

454 Mort en 1935, Rida se rapprocha des wahhabites, et de la nouvelle Arabie Saoudite, à la fin de sa vie.

455 En 1914, le nationaliste franaçis Maurice Barrès, de retour d'Alexandrie, écrivait : « il y a là-bas, autour de la France, un sentiment d'un caractère si religieux et si fort qu'on y accepte et réconcilie toutes nos aspirations les plus diverses. L'Angleterre y est puissante (…), mais nous possédons les âmes ». On se console comme on peut…

Caire », les Français, eux, avaient le projet de relier à leur profit l'Atlantique (ils tenaient le Sahel, du Sénégal au Tchad) à la Mer Rouge (où, en 1862, ils avaient acquis Djibouti en lot de consolation après la prise de contrôle d'Aden par les Britanniques). Le grave incident de Fachoda, un fortin situé à 600 km au sud de Khartoum et où des troupes britanniques (menées par le général Kitchener) assiégèrent durant trois mois, en 1898, une pseudo-« mission scientifique » française (la mission Marchand), mit les deux pays au bord de la guerre et se solda par une victoire britannique : La France renonça à toute prétention en Afrique orientale et, en 1899, le Soudan devint officiellement un protectorat « anglo-égyptien »[456]. Par la suite, Paris et Londres, quelque peu atterrées d'avoir bien failli échouer à contrôler une crise somme toute locale, se rapprochèrent, d'autant que l'Allemagne se faisait de plus en plus agressive (du côté du Maroc entre autres, mais surtout en Europe centrale) : en 1904, ce fut l'Entente cordiale, qui est loin de n'avoir eu que des causes méditerranéennes et se prolongea pendant la première guerre mondiale (voyez mon cours sur la France). Malgré tout, la Marine française, entre autres, continuait d'abriter des traditions très anti-britanniques, et la Compagnie du Canal souffrit d'une guérilla administrative menée par les Français contre l'administration coloniale britannique en Égypte.

C) La France en Tunisie et au Maroc[457]

Si la France, fût-ce en renâclant, laissa le Godon occuper l'Égypte à laquelle la liait tant de souvenirs et de rêves, c'est que l'année précédente elle s'était emparée de la Tunisie. Dix ans après la défaite face aux États allemands, elle n'était pas en mesure d'avaler deux pays à la fois, d'autant que l'expansion coloniale continuait, plus ou moins incontrôlée, en Afrique noire et en Indochine, et que l'opinion publique était, nous l'avons vu, très hostile aux aventures coloniales.

En Tunisie, il y eut des tentatives pour susciter une colonisation de peuplement en attribuant des terres aux colons européens. Selon une procédure inspirée de celle en vigueur en Australie (et qui aboutit à l'expropriation massive des aborigènes), un colon pouvait déclarer une terre « vacante » auprès de l'administration, et si au bout d'un certain délai elle n'avait pas été réclamée, elle lui revenait. Comme peu de Tunisiens parlaient français et osaient affronter l'administration coloniale, les abus se multiplièrent. Au départ, les bénéficiaires du système étaient essentiellement de grandes compagnies capitalistes, la Tunisie étant censée ne pas être une colonie de peuplement ; à partir des années 1890, face à la menace italienne et notamment pour contrebalancer le fait qu'il y avait plus d'Italiens que de Français en Tunisie (une situation qui se prolongea jusque vers 1930[458]), Paris se mit à encourager les petits colons — il y eut notamment des ventes de biens habous[459]. C'étaient de bonnes terres, et pourtant les

---

456 Les Britanniques s'emparèrent aussi (dès 1894) de l'Ouganda, où se trouve l'une des deux principales sources du Nil, mais laissèrent son indépendance à l'Abyssinie (l'actuelle Ethiopie), où se trouve l'autre : c'était un pays chrétien, ou plus exactement dominé par une ethnie chrétienne (les Amhariques), et dont les élites, pour ne pas se faire coloniser, jouaient à fond la carte « nous descendons de la reine de Saba ». Effectivement, l'Abyssinie parvint à survivre jusqu'en 1936, date à laquelle elle devint une colonie italienne ; elle fut rétablie en 1943.

457 J'ai traité Algérie d'un seul bloc, jusqu'en 1914, dans la partie précédente.

458 En 1881 la communauté européenne de Tunisie comptait 59 % d'Italiens, 37 % de Maltais (largement assimilables, et assimilés, à des Italiens), 7 % de Français. En 1914, les Français étaient toujours deux fois moins nombreux que les Italiens. C'est au recensement de 1931 qu'ils prirent l'avantage, mais il s'agissait en bonne partie d'Italiens naturalisés. En 1956, il y avait trois fois plus de Français que d'Italiens, et depuis 1945 ceux-ci « faisaient profil bas » et se laissaient déculturer sans grande résistance.

459 Ce terme désigne l'équivalent des biens *waqf* au Moyen-Orient : l'un des manuels que j'ai consultés les définit comme « des biens affectés à des œuvres de bienfaisance ». Encore une fois, désolé : c'est le genre de complication que l'on rencontre quand on travaille sur une aire géographique étendue, même pourvue d'une seule langue littéraire. De même, certains mots varient d'un pays francophone à l'autre (un « portable » français

résultats furent décevants : le paysan français, qui ne crevait pas encore trop de faim sur son bout de Massif central et faisait très peu d'enfants, ne se laissa guère tenter ; le paysan sicilien ou calabrais en revanche accourait en un peu trop gand nombre, flanqué d'une pléthorique marmaille italophone, et tout ce petit monde bossait dur et acceptait des salaires si bas qu'ils contribuaient à décourager les Français, bien mieux payés, de s'installer en Tunisie. À long terme, les naturalisations (bien plus aisées qu'en métropole, encore facilitées par une loi de 1922) en feraient des Français, mais aux deux ou trois première générations on craignait que leur patriotisme ne fût des plus tièdes. Au total, il n'y eut jamais plus de 7-8 % d'Européens en Tunisie[460] : plus qu'au Maroc, mais nettement moins qu'en Algérie.

Il apparut, entre autres choses, de belles oliveraies dans la région de Sfax, et l'industrie afférente. En 1885, les Français découvrirent un important gisement de phosphates à Gafsa[461]. Il y avait plus de 2.000 km de voies de chemin de fer dans les années 1920, un réseau cependant handicapé par l'existence de deux écartements différents selon les lignes, d'où nécessité de tansbordements complexes ; en revanche, les routes ne firent que des progrès limités (il faut dire qu'elles servaient essentiellement aux indigènes : les produits coloniaux quittaient le pays par le rail), même si l'administration commença à s'en préoccuper vers 1907. L'approvisionnement des villes en eau s'améliora, il cessa de dépendre exclusivement de citernes dont certaines remontaient à l'Empire romain. On assista à un essor des villes (essentiellement celles de la côte), des quartiers européens apparurent à proximité des médinas et les dépassèrent rapidement en importance (voyez plus bas un passage plus précis sur Tunis). Surtout, dans les années 1900, il apparut, autour de la bourgade de Bizerte, une ville nouvelle et un port qui servait de port d'attache à la marine française en Afrique du nord ; il était célèbre pour abriter la « vie culturelle » que je vous interdis d'imaginer.

L'hygiène et la médecine firent des progrès, même si la population musulmane demeurait relativement négligée. Il apparut un réseau d'écoles à la française, qui scolarisaient essentiellement les enfants européens et juifs[462], puis, à partir de 1908, un réseau d'écoles musulmanes modernes : on passa de 2 % d'enfants scolarisés en 1900 à 20 % en 1953 (dont 94 % des Français et 12 % des Tunisiens musulmans[463]), et la culture arabe a été moins marginalisée en Tunisie qu'en Algérie ; on peut aussi noter que les programmes d'histoire faisaient une place à celle de la Tunisie. Mais le pays ne compta aucun établissement d'enseignement supérieur avant 1945, à l'exception de la *medersa* de la mosquée de la Zitouna à Tunis qui délivrait un enseignement préhistorique.

Le pays était assez calme mais, comme en Égypte, il y eut des incidents : ainsi, en 1911, une émeute secoua Tunis à la suite de l'engagement d'une procédure de délimitation du cimetière de Djellaz, que les habitants du quartiers prirent pour une tentative de sécularisation[464]. Il y eut des morts, plus 7 condamnations à la peine capitale ; l'état de siège proclamé à cette occasion à Tunis ne fut levé qu'en 1921.

---

est un « G.S.M. » en Belgique francophone et un « mobile » au Québec).

460 2 % en 1881, 7-8 % dans les années 1910, 3 % en 1960.

461 Les phosphates, c'est en gros de la fiente d'oiseau fossile (rappelez-vous la plaisanterie d'Hergé au sujet du guano, qui est un type de phosphate, dans *Le temple du soleil*), et ça sert d'engrais.

462 Les juifs tunisiens n'avaient pas reçu la citoyenneté française en bloc comme ceux d'Algérie, mais eux aussi se rapprochèrent progressivement du monde des Européens — il faut dire que pas mal d'entre eux étaient d'origine et de culture italienne. Ils apparaissaient à part dans les statistiques. Cependant leurs relations avec les musulmans étaient sans doute moins mauvaises qu'en Algérie, comme en témoigne leur sort plus clément à l'indépendance.

463 Parmi ces derniers, évidemment, trois quarts de garçons — et presque 90 % d'urbains.

464 L'islam insiste beaucoup sur le fait que pour pouvoir ressusciter en bonne et due forme au jour du Jugement, les corps ne doivent pas être dispersés : aussi les cimetières musulmans sont sacrés, et toute tentative de les séculariser (donc de déplacer les ossements) se heurte à de très fortes résistances.

Trente ans après le traité du Bardo, le Royaume-Uni laissa la France s'emparer du Maroc, qui fait pourtant face à Gibraltar — c'était sans doute le prix à payer pour une alliance contre l'Allemagne (voyez un peu plus haut). Je traite la conquête de ce pays plus vite que celles de l'Algérie et de la Tunisie parce qu'il n'est que marginalement méditerranéen, et prce que l'exemple tunisien devrait suffire. À l'issue d'une lente déliquescence de l'État marocain (à laquelle des pressions françaises ne furent pas étrangères : ici aussi on retrouve une logique d'endettement, un consortium bancaire dirigé par Paribas ayant été chargé de gérer la dette), puis d'une pénétration militaire française plus ou moins clandestine depuis l'Oranie à partir de 1903, et au prix de deux graves crises avec l'Allemagne (en 1905 et 1911, voyez mon cours sur la France[465]), le Maroc devint un protectorat français, comme la Tunisie ; vu que l'Espagne proclamait à cor et à cri que la région « lui revenait » par droit de croisage, on lui céda, en lot de consolation, l'extrême-nord et les déserts du sud, et l'on fit de Tanger une ville neutre et un port franc. L'ensemble était censé toujours consituer un seul pays, mais le « protecteur » variait selon les régions…[466]

La conquête du Maroc a donné lieu à l'un des grands mythes coloniaux français, celui de Louis-Hubert Lyautey (1854-1934), colonisateur modèle respectueux de l'indigène : cette image se cristallisa à la fin de sa vie, surtout au moment où on en fit le directeur de l'Exposition coloniale de 1931 (il se révela pourtant assez rétif au rôle d'aimable potiche qu'on voulait lui faire jouer, et finit même par démissionner). La réalité est évidemment plus complexe : Lyautey avait la main fort lourde à l'occasion (il prenait des otages et ouvrit des bagnes), mais il est indéniable que ce semi-bourgeois aux valeurs très aristocratiques, aussi peu républicain que possible, a eu le « coup de foudre » pour la société très aristocratique du

---

465 Bismarck (au pouvoir jusqu'en 1890) avait laissé les rêves coloniaux aux Français et s'était concentré sur la « digestion » de l'unité et l'acquisition par l'Allemagne du statut de grande puissance en Europe. Après sa retraite (forcée par le nouvel Empereur Guillaume II, monté sur le trône en 1888), l'Allemagne perdit de vue que l'expansion coloniale ne lui était pas essentielle (il faut dire que le partage colonial du monde lui fermait de plus en plus de marchés !) ; elle se laissa prendre à rêver de colonies, s'étonna et protesta d'en avoir aussi peu, et, en particulier, se laissa entraîner dans le bourbier marocain : le Maroc était l'une des dernières zones colonisables d'Afrique.

466 (Note éloignée du programme) Bon, la marocanité de l'ancien Sahara espagnol fait problème : depuis les années 1970, un mouvement indépendantiste, le Front Polisario, assure que cette région n'a jamais fait partie du Maroc, et sa propagande a un certain écho en France, ainsi qu'au sein de l'Union Africaine et à l'O.N.U. (ces deux entités ont reconnu une République Sahraouie indépendante). En réalité, les arguments du Polisario sont faibles : évidemment, ces régions désertiques du sud marocain n'étaient pas gérées directement par le sultan, mais la montagne berbère non plus ; elles étaient bel et bien dans des relations de dépendance féodale indirecte envers le Makhzen (l'État marocain) par l'intermédiaire de divers « patrons » ; il n'a jamais existé d'entité politique indépendante dans cette région, ni l'ombre de l'odeur du commencement de l'ébauche du début de l'esquisse du brouillon d'un sentiment national sahraoui avant 1976 (en revanche, un tel sentiment existe bel et bien aujourd'hui dans les camps de réfugiés où des centaines de milliers de Sahraouis sont parqués, en Algérie, et sans doute aussi dans une partie de la population de la région, soumise à une répression brutale et à une invasion de gens du nord depuis la reprise de contrôle par le Maroc en 1976). Il n'y pas de peuple sahraoui : les populations de cette région ont la même culture (arabe) et les mêmes traditions que ceux des régions voisines, ils n'ont eu que 64 ans d'histoire distincte de celle du Maroc (le mandat espagnol) ; la zone n'a pas de ville digne de ce nom qui aurait pu lui servir de centre culturel, nourrir un sentiment indentitaire pan-sahraoui (elle compte plusieurs bourgades qui nourrissent certainement des micro-patriotismes plus forts que l'éventuel sentiment sahraoui, et l'on peut sans doute écrire la même chose des « tribus » sahraouies, qui n'ont jamais été unies de toute leur histoire). Par ailleurs, l'on voit mal de quoi pourrait bien vivre ce bout de désert en cas d'indépendance (il est vrai que des bouts de déserts tout aussi improbables ont obtenu la leur, mais leur destin n'est pas spécialement enviable). Surtout, toute personne de bonne foi sait très bien que le Polisario, dont la popularité parmi les Sahraouis n'a pas été éprouvée par le moindre scrutin, n'a jamais été autre chose d'une créature de l'Algérie, désireuse d'affaiblir le Maroc et de se dégager un débouché sur l'Atlantique : depuis 35 ans, les Sahraouis sont les otages malheureux de cette rivalité géopolitique, qu'il est totalement inutile de prolonger en soutenant une guérilla vaincue sur le terrain depuis longtemps.

Maroc traditionnel (pour les jeunes Marocains aussi) : « cette race marocaine est exquise. Elle est restée le refuge de tout ce qui nous ornait au XVIII[e] siècle », a-t-il déclaré. Il voulut à tout prix éviter les erreurs faites en Algérie, qui représentait pour lui un véritable repoussoir. Ce légitimiste respectait profondément la révolte des Marocains contre l'envahisseur chrétien (tout en la combattant), parce qu'il l'assimilait à une Vendée : il sut tenir aux Marocains un discours traditionnaliste, chosit de conserver le sultan avec son titre et son prestige de « commandeur des croyants », sans l'humilier (au contraire, lors des cérémonies officielles, il tenait humblement la bride de son cheval), ainsi que (en apparence toujours) les structures de l'État, réformé et en quelque sorte « restauré », figé en un espèce de décor de théâtre. Il sut se rallier l'élite, qu'il tranquillisa par son respect de l'islam (il interdit l'entrée des mosquées aux Européens, refusa de restreindre la *sharia*, créa deux collèges musulmans à Fès et Rabat) et à qui il assura qu'elle conserverait sa place dans la société — quitte à tolérer pas mal d'abus entre indigènes. Il tenta aussi de séparer physiquement les indigènes des Français, pour éviter une évolution à l'algérienne mais aussi par phobie du métissage physique et culturel : il fit construire de nouveaux centre-villes européens à l'écart des médinas précoloniales[467] et, en matière de colonisation agricole, très hostile à une colonisation de peuplement, il choisit de favoriser les grandes exploitations plutôt qu'une colonisation de peuplement par de petits paysans ; il limita les refoulements et cantonnements de tribus et autres spoliations, imposa une certaine égalité fiscale entre colons et indigènes.

L'influence culturelle française dépassait largement l'influence territoriale directe : voyez les différents passages sur l'Égypte et l'Empire Ottoman. Par ailleurs, la France était alors de loin le premier investisseur en Méditerranée. Juste avant la première guerre mondiale, elle assurait la moitié des investissements ccidentaux dans les régions musulmanes (hors Maghreb) ; le Royaume-Uni investissait six fois moins dans l'ensemble de la zone.

D) Côté chrétien : les acteurs secondaires. Les guerres balkaniques de 1912-1913.

L'Italie ne parvint pas vraiment à tirer parti de son unité d'un point de vue maritime : sa flotte marchande régressa du cinquième rang mondial (en 1870) au sixième (à partir de 1896) ; jusqu'en 1907, elle était composée en majorité de voiliers, un signe évident d'archaïsme. Aucune compagnie maritime italienne ne comptait à l'échelle mondiale : même les émigrants italiens en partance pour l'Amérique voyageaient sur des navires autrichiens, qui partaient de Trieste et faisaient escale à Naple ou à Palerme. Des armateurs triestins assuraient même une partie du commerce entre l'Italie et les côtes dalmates… Par ailleurs, les tensions sociales étaient de plus en plus aiguës dans les campagnes, notamment dans le nord, plus sensible aux nouvelles formes de luttes : il y eut des grèves des *bracchianti* (ouvriers agricoles) et notamment des ouvrières des rizières de la plaine du Pô, dont le travail était particulièrement dur.[468]

L'Italie lorgnait du côté de l'Adriatique oriental : en 1896, le roi Victor-Emmanuel II épousa en grande pompe une princesse monténégrine. L'irrédentisme s'exaspéra progressivement, surtout après 1900, d'abord dans les milieux culturels, mais très vite certains milieux politiques nationalistes « récupérèrent » partiellement cette fièvre, sans pour autant parvenir

---

467 C'est ce qui explique que ces dernières soient aujourd'hui intactes, à la grande joie… des touristes français.

468 Un chanson de lutte de ces femmes, *La legua*, se chante encore aujourd'hui dans ce qui reste de meetings de gauche en Italie. Je profite de cette note pour signaler que les campagnes italiennes n'étaient pas les seules, au nord de la Méditerranée, à connaître un regain d'agitation sociale : en France, en 1907, il y eut une grande révolte des viticulteurs du Languedoc. Pour plus de détails sur cet épisode important, reportez-vous à mon cours sur la France.

au pouvoir avant 1914. Il faut dire que les italophones d'Autriche-Hongrie nourrissaient un fort sentiment rattachiste. En 1899, des Triestins fondèrent une « Société Dante Alighieri de Défense de la Langue Italienne ». Soutenue par Rome, elle se préoccupait également du maintien de l'italianité des émigrés en Amérique. La figure emblématique ce ces milieux irrédentistes est bien sûr le (très ampoulé) poète Gabriele d'Annunzio (1863-1938). Né à Pescara au bord de l'Adriatique, il avait été traumatisé par la défaite de Lissa, qu'il voulait venger : il évoquait (en 1908) « la grande amertume de l'Adriatique ». Le destin de Venise lui inspira un « drame patriotique », *La Nave*, qui fut un triomphe à sa création en 1908 : il y était question de l'invasion de la Vénétie par les « barbares germains » et de la fondation de Venise par des fuyards, puis les Vénitiens partaient à la conquête du monde sur l'eau, à l'exemple de Rome. Pour d'Annunzio, l'Adriatique était une mer vénitienne, donc italienne, et par ailleurs l'Illyrie (qu'il étendait de l'Istrie à l'Albanie) avait été latine et romaine et devait donc le redevenir. Vis-à-vis des Slaves, au départ l'atittude des nationalistes italiens était plutôt protectrice, dans la lignée de Mazzini : l'Italie se voulait la généreuse patronne de leur « résurrection » en tant que nation. Mais l'aigreur gagna au fur et à mesure que les esprits d'échauffaient dans la péninsule et qu'à l'est de l'Adriatique se développait un patriotisme yougoslave indifférent à l'Italie, voire de plus en plus inquiet de l'irrédentisme italien. Dans ce contexte, les recensements autrichiens devinrent des armes politiques : ils avaient un peu trop tendance à montrer que les Italiens ne formaient en Dalmatie que de petites concentrations en recul (on y comptait 5,7 % d'Italiens en 1880, mais seulement 2,8 % en 1910 — la ville la plus nettement italienne était Zara[469]), aussi en Italie on accusait Vienne de les manipuler, ce qui était d'ailleurs exact dans une certaine mesure. Même en Istrie où ils étaient plus nombreux, les Italiens reculaient lentement en proportion face aux Croates (la région comptait 40 % d'Italiens, 15 % de Slovènes et 43 % de Croates en 1880 ; les proportions étaient passées à 38 %, 14 % et 44 % en 1910), ce qui provoquait les hurlements des irrédentistes : au premier congrès de la Société Dante Alighieri, en 1899, un conférencier dénonça « l'onde montante des Slaves ». L'irrédentisme italien en Adriatique avait tendance à se focaliser sur Trieste, d'autant que la ville était prospère et s'embellissait d'année en année — même si c'était grâce à son rôle de débouché méditerranéen de l'Autriche, qu'un rattachement à l'Italie risquait de remettre en cause.

Mais l'irrédentisme italien ne se limitait pas à l'Adriatique. Plus largement, les nationalistes italiens (à commencer par D'Annunzio) rêvaient d'un Empire circumméditerranéen (on utilisait pour s'y référer la métaphore de « la troisième Rome »), mais pour l'intant, frustrée de Tunisie, Rome se voyait contrainte de « collectionner les déserts », selon une autre expression d'époque[470]. Juste avant la première guerre mondiale, l'Italie se lança dans une offensive sur la Tripolitaine et la Cyrénaïque, les dernières possessions de l'Empire Ottoman au sud de la Méditerranée, coincées entre l'Égypte britannique et la Tunisie française. Il s'agissait de venger l'humiliation d'Adoua (voyez la dernière note) et aussi de compenser l'occupation du Maroc par la France — par ailleurs, les petits pays des Balkans étaient en train de sortir les couteaux pour dépecer ce qui restait de Balkans ottomans : il fallait désormais faire vite pour ne pas passer complètement à l'écart de la ruée sur les dépouilles de la

469 Aujourd'hui Zadar en Croatie. Je ne sais si le critère retenu lors de ces recensements était strictement linguistique (réponse à la question « quelle langue parlez-vous habituellement ? ») ou d'auto-identification (réponse à la question « à quel peuple appartenez-vous ? »), ce qui évidemment ne veut pas du tout dire la même chose.

470 Parmi ces déserts, il y avait l'Érythrée sur la Mer Rouge et la moitié méridionale de ce qui est aujourd'hui la Somalie : le projet était de prendre l'Abyssinie en tenailles, mais une tentative de conquête coloniale de ce pays échoua piteusement en 1896 : les Italiens se firent battre à Adoua (ce sont les plus mauvais soldats d'Europe, c'est l'une des choses qui les rendent sympathiques). Il faut dire que le Godon, qui ne voulait pas de restes de pizza dans le Nil, avait armé les Abyssins. (Dans une formulation plus sérieuse : Londres ne voulait pas qu'une puissance étrangère contrôlât les sources du Nil, et tenait à son rêve d'une domination « du Cap au Caire »).

Porte. Les milieux nationalistes italiens lancèrent une campagne à l'intention, notamment, des ruraux du Midi surpeuplé : l'idée était qu'il fallait à l'Italie un Empire colonial pour déverser ce trop-plein de population qui prenait le chemin de la Tunisie française, des États-Unis et de l'Argentine. La thématique romaine jouait aussi ; c'est elle qui explique que la région conquise fut rebaptisée « Libye », du nom d'une province romaine que tout le monde avait oubliée.

Les troupes italiennes vinrent sans peine à bout des 5.000 soldats ottomans[471], mais elles eurent plus de mal avec les sénoussis. L'envahisseur riposta avec des moyens nouveaux (ce fut la première guerre où l'on employa des avions, pour repérer les mouvements de l'ennemi) mais la résistance des sénoussis dura jusqu'en 1931[472] — il « fallut », entre autres, « concentrer » la population Libyenne sur la côte, dans des camps[473]. L'Empire Ottoman, débordé par la dégradation de la situation dans les Balkans (voyez plus bas), renonça rapidement à résister : la Libye devint italienne en 1912. L'Italie y gagna un désert supplémentaire[474], mais aussi de nouveaux mythes guerriers (après ceux de l'Unité) qui allaient se révéler explosifs après 1918 : le chèche grotesque qu'arborait fièrement Mussolini était à l'origine un élément de l'uniforme des troupes coloniales italiennes (il remontait lui-même à un élément du costume ottoman). Au passage, pour empêcher l'Empire Ottoman d'envoyer des renforts en Libye, l'Italie bombarda Beyrouth, bloqua les Dardanelles et surtout occupa Rhodes et le Dodécanèse, c'est-à-dire « douze îles » au débouché de la mer Egée, qu'elle annexa en 1912. C'était une position stratégique sur la route des Détroits, mais on y sentait aussi l'effet du rêve italien d'une prise de contrôle de la Grèce, comme dans l'Antiquité… En attaquant la Grèce en 1941, Mussolini n'a donc pas tant innové que ça : en faire un extrémiste, une espèce de monstruosité du XX^{e} siècle, c'est excuser les responsabilités du nationalisme italien du XIX^{e} siècle dans les drames de la période 1914-1945[475].

La mise sous protectorat de la Tunisie par la France avait provoqué un rapprochement entre l'Italie et les Empires centraux : la Triplice, conclue en 1882. Les réjouissances liées à la signature de l'accord furent cependant perturbées par la pendaison d'un rattachiste triestin accusé d'avoir préparé un attentat contre l'Empereur : cela montrait que la Triplice était une alliance contre nature, puisque l'essentiel des terres irrédentes étaient en Autriche-Hongrie.

---

471 Parmi les renforts envoyés par la Porte figurait Kemâl Pacha, le futur Mustafâ Kemâl Atatürk.

472 D'une certaine manière, c'est cette longue résistance des sénoussis qui est à l'origine de la nation Libyenne moderne : en 1950, c'est leur chef qui fut choisi pour roi de la Libye nouvellement indépendante, sous le nom d'Idris I^{er} (et dernier : il fut renversé en 1969 par le colonel Khadafi, issu lui aussi d'une famille de guérilleros qui s'étaient illustrés dans la résistance à l'Italie).

473 Ce fut la première fonction des « camps de concentration » : isoler une population civile d'une guérilla. Ils semblent avoir été inventés dans ce but par les Espagnols lors des guerres coloniales des années 1890 (à Cuba et aux Philippines), puis les Britannique durant la guerre des Boers (qui mena à l'annexion par le Royaume-Uni des deux républiques néerlandophones d'Afrique du sud, le Transvaal et l'État Libre d'Orange, 1899-1902). Ce n'est qu'après 1920 que les dictateurs prirent l'habitude d'envoyer leurs opposants dans des camps ; c'est à l'extrême fin des années 1920 que l'économie d'un pays, l'URSS, se mit à reposer en partie sur le travail des déportés en camp de travail ; quand à la fonction exterminatrice des camps, elle ne date que de 1942 et elle est particulière à l'Allemagne nazie.

474 Dans l'entre-deux-guerres, le régime fasciste tenta de faire de la Libye une colonie de peuplement, notamment sous l'impulsion d'Italo Balbo à partir de 1934. En 1937, il yavait en Libye 840 fermes italiennes qui employaient 12.500 personnes ; en 1938, il arriva 20.000 colons de plus en un seul voyage, à grand renfort de propagande, et au début de la seconde guerre mondiale il y avait 110.000 Italiens en Libye.

475 Pourquoi cette tendance à oublier pour l'Italie ce qu'on n'oublie jamais concernant l'Allemagne ? Parce que le nationalisme italien du XIX^{e} siècle est censé être « de gauche », « progressiste », et aussi « rassembleur » (par opposition aux nationalismes « diviseurs » qui sont censés être apparus après l'Unité italienne). Hélas, la gauche a fait aussi pas mal de bêtises au cours de son histoire ; du reste, Mussolini en était issu (avant 1914, il était le leader de l'extrême-gauche garibaldo-socialiste), et une fois parvenu au pouvoir il ne cessa de marteler des idées (le corporatisme, le souci du peuple, l'irrédentisme italien) qui avaient été de gauche au XIX^{e} siècle.

Dans les années 1900, tout en restant officiellement l'alliée de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne, l'Italie se mit à négocier en sous-main avec la France un éventuel changement d'alliance : les négociations portèrent essentiellement sur l'Istrie et la Dalmatie. Une grave crise affronta l'Italie à l'Autriche-Hongrie en 1908, à la suite de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par Vienne, avec manifestations étudiantes des deux côtés, mais en 1914, officiellement, la Triplice était encore en vigueur.

L'Autriche-Hongrie était alors à son apogée dans l'Adriatique. Il faut dire qu'elle n'avait aucune colonie extra-européenne : les Balkans étaient son seul horizon d'expansion territoriale. Sa marine marchande était la dixième d'Europe en 1914, un exploit pour un pays aussi enclavé. Elle avait aussi une importante marine de guerre, concentrée dans l'Adriatique (où elle se sentait prise au piège[476]). Au quatrième rang mondial dans les années 1860, elle recula par la suite, en partie parce que, l'Italie n'étant pas un adversaire sérieux, les budgets diminuèrent, ce qui permit à la flotte italienne (mal gérée pourtant) de prendre l'avantage. L'Autriche-Hongrie se ressaisit un peu dans les années 1890. En 1914, à l'issue de 40 ans de course aux armements locale (entre alliés théoriques !), l'Italie conservait l'avantage en nombre de bâtiment mais sa flotte était plus âgée.

À la veille de la grande boucherie, l'essor, dans toute l'Europe, d'idéologies nationalistes, darwinistes et vitalistes, et surtout impérialistes, entraîna en Autriche-Hongrie un renouveau d'intérêt pour la mer, y compris chez les Hongrois et certains Tchèques. Pour cette école de pensée les provinces terriennes, balkaniques, étaient des fardeaux : il fallait se tourner vers le commerce international, donc vers la mer et notamment vers Suez, donc peser davantage en Méditerranée. En 1904, il apparut à Vienne une « Ligue Navale », qui théoriquement ne promouvait que la flotte marchande, mais se laissait aller parfois à faire l'éloge d'une marine de guerre forte ; cependant, elle ne fut jamais aussi influente que son homologue allemande. En 1913, il y eut au Prater[477] une grande « Exposition Adriatique » : ses promoteurs insistaient beaucoup sur l'importance de la puissance navale pour un État moderne. Une certaine fascination pour la Méditerranée s'implanta ainsi parmi les populations d'Europe centrale[478], mélange d'intérêt économique, de rêveries géostratégiques, d'expériences balnéaires et touristiques (voyez plus haut) et d'intérêt pour les travaux des ethnographes, linguistes et folkloristes — ainsi, à l'Exposition Universelle de Paris en 1900, la section « arts et traditions populaires » du pavillon de l'Autriche-Hongrie mit l'accent sur les broderies traditionnelles des Serbo-Croates de Dalmatie, sans doute pour souligner que ces populations méditerranéennes et slavophones faisaient pleinement partie de l'Empire, que celui-ci ne les opprimait pas mais au contraire faisait preuve de beaucoup d'intérêt pour eux.

L'Autriche-Hongrie annexa la Bosnie-Herzégovine en 1908[479], pour éviter que les élites de cette région ne lorgnassent trop vers la Serbie[480]. Mais, de manière générale (et même

---

476 Elle était stationnée à Pola, entre Trieste et Fiume : ce port, développé à partir de 1853, avait 50.000 habitants en 1913. L'Autriche-Hongrie n'eut pas le temps ni les moyens de développer un autre port plus au sud en Dalmatie. En particulier, les bouches de Cattaro, excellent mouillage naturel, ne furent pas reliées par terre au reste de l'Empire avant 1901

477 Un vaste terrain entre la ville et le Danube, qui abrite aujourd'hui une fête foraine permanente.

478 Implantation préparée par la fascination d'une partie des élites autrichiennes pour Venise lorsque celle-ci était autrichienne, entre 1815 et 1866 : entre autres traces ce cettte facination, la peinture autrichienne du milieu du XIXe siècle est marquée, paraît-il, par une forte empeinte vénitienne.

479 La Bulgarie en profita pour déclarer son indépendance *de jure*, et la Grèce pour annexer la Crète. Pendant qu'ils y étaient, les principules bulgares se proclamèrent carrément « tsars » (c'est-à-dire « Empereurs », mais le plus important est que l'emploi de ce mot connotait une proximité avec la Russie) : du coup, le titre de tsar, aboli en Russie en 1917, s'est maintenu en Bulgarie jusqu'en 1947, année où les communistes abolirent la monarchie.

si cela dépasse largement le cadre du cours de cette année, car cela concernait autant les pays hongrois, tchèqes, slovaques et roumains que les provinces balkaniques), il faut noter que la montée des nationalismes se poursuivait sans que les élites viennoises n'y pussent mais[481], et contribua à « pourrir » la double monarchie, laquelle, à la veille de la première guerre mondiale, fonctionnait de plus en plus mal. L'idéalisation dont ce pays bancal, répressif et archaïque, connu sur place sous le sobriquet évocateur de « Cacanie »[482], fait l'objet en France depuis les années 1990, est passablement saugrenue : il n'a jamais été un Paradis de coexistence interethnique et interreligieuse !

Dans l'Istrie et la Dalmatie austro-hongroises, il s'engagea une concurrence aiguë pour l'alphabétisation des population rurales (en 1910, il y avait 40 % d'analphabètes en Istrie et 63 % en Dalmatie, avec des pointes à 90 % dans certaines zones slavophones orthodoxes de l'intérieur). Le recours à l'italien comme langue d'enseignement n'allait plus de soi, et cette langue ne cessait de reculer, comme à Malte mais pour d'autres raisons. Ses concurrentes étaient l'allemand, mais aussi, de plus en plus, les deux langues slaves, le slovène et le (serbo)-croate. À partir des années 1870, le Parti National Croate s'empara progressivement d'une série de municipalités et mena une politique de clôture systématique des écoles italiennes : dés 1890 il n'en restait que trois, toutes à Zara, seule ville à majorité nettement italienne. La situation était un peu moins catastrophique pour l'italien en Istrie. Des sociétés culturelles (*matica*) croates secondaient le réseau scolaire, notamment par un réseau de bibliothèques. Il apparut une presse en croate. En 1909, l'administration de la Dalmatie passa au croate. Les évêques étaient de plus en plus des Croates, en 1900 il n'y avait plus que deux évêques italiens. Cela n'empêchait pas les Croates d'être divisés : certains relevaient de l'Autriche, d'autres de la Hongrie (la plupart réclamaient l'unification des territoires croates) ; surtout, aux yougoslavistes, forts aussi dans les zones serbes, s'opposaient des anti-yougoslavistes. Les Serbes, hostiles à tout ce qui était proprement croate, soutenaient leurs propres institutions, officiellement yougoslavistes, comme le Parti National Serbe (1880) ; leurs relations avec les partis croates était houleuse, quoique pas toujours hostile vu qu'il y avait des ennemis communs (les germanophones et les Hongrois).

Un nouvel acteur centre-européen, l'Allemagne, vint se surajouter à l'Autriche (son alliée en déclin) dans les Balkans[483]. Elle tentait de faire de l'Empire Ottoman un partenaire économique et un allié militaire, essentiellement dans le but de résoudre son problème d'enclavement en cas de guerre européenne, mais aussi en substitution à un Empire colonial assez étique. Guillaume II fit une visite officieille à Istanbul en 1890, puis une autre à Damas et Jérusalem en 1898 ; il multiplia les prclamations d'amitié de l'Allemagne envers les musulmans. Les relations commerciales entre les deux pays aumentèrent (la part de l'Allemagne dans le commerce ottoman était de 2 % en 1878, de 12 % pour les importations et de 7 % pour les exportations en 1914 : à la même date, la part de l'Allemagne dans les investissements

480 En fait, si l'annexion avait attendu si longtemps, c'était parce que les pangermanistes et les Hongrois ne voulaient pas renforcer le poids des Slaves dans la population… Je passe sur les détails de la période d'occupation : sachez seulement que les autorités favorisèrent les catholiques, croates mais aussi allemands, polonais et tchèques, qui furent invités à s'installer dans la vallée de la Save. Le mouvement croate, très fort dans la zone, demandait le rattachement de la Bosnie-Herzégovine au royaume de Croatie, l'une des composantes de la double monarchie : d'où la fureur des orthodoxes, plus nombreux que les catholiques. C'est l'un d'eux, d'idéologie yougoslaviste, qui assassina l'archiduc François-Joseph en 1914 : on voit à quel point l'idée yougoslave était liée à la Serbie. Quant aux slavophones musulmans de Bosnie-Herzégovine, ils ne se manifestaient guère.

481 Il faut dire que les nationalistes en question reprenaient largement, en le calquant aux situations locales, un discours et une idéologie importées de l'Europe allemande…

482 De l'abréviation officielle « *K. u K.* » pour « *keiserlich und königlich* » (« impériale et royale ») : l'Autriche était un Empire et la Hongrie un royaume, qui partageaient le même souverain.

483 Pas seulement : elle lorgnait aussi sur le Maroc (voyez plus haut, et mon cours sur la France).

étrangers dans l'Empire Ottoman était de 23 %). La construction du *Bagdadbahn*, déjà mentionné, commença en 1899 : pour l'Allemagne, il représentait une voie en direction des mers libres, du blé et des ressources minières d'Anatolie, et (cela commençait à devenir stratégique) du pétrole d'Irak. Comme je l'ai déjà mentionné, il apparut en 1912 une *Turkish Petroleum Company* qui associait capitaux allemands (la *Deutsche Bank*, par ailleurs principale actionnaire du Bagdadbahn, en détenait 25 %), et britanniques (la compagnie pétrolière Shell, en fait anglo-néerlandaise, en détenait un autre quart)[484]. Par ailleurs, du point de vue militaire l'Empire Ottoman passa en partie dans l'orbite allemande dans les années 1880 : le *Reich* fournissait à l'armée de terre ottomane des instructeurs et des munitions[485].

La situation dans les Balkans ottomans ne faisait que se dégrader, sous la pression des différents rattachismes liés aux petits pays chrétiens des Balkans : les 1/3 à 1/4 de musulmans que la région abritait vers 1900 étaient de plus en plus inquiets et nerveux. La dégradation était particulièrement sensible en Macédoine[486], d'abord sur le plan éducatif et religieux. Deux

---

484 Pourquoi diable une compagnie pétrolière s'appelle-t-elle « le coquillage ? ». Parce qu'elle remonte en partie à une entreprise, la Shell Transport and Trading Compagny, qui était initialement spécialisée dans le transport de coquillages (on peut s'en serivr comme engrais une fois écrasés)… et qui finit par trouver qu'il y avait des *business* plus rentables.

485 Au passage, je voudrais souligner que le « grand jeu » de l'époque concernait même les archéologues, d'autant qu'une partie d'entre eux, ou de leur entourage, ne faisait pas tout à fait que de l'archéologie (nous le verrons plus en détail à propos de Lawrence d'Arabie) : ils étaient à leur manière, comme les « bons pères » au Liban, une avant-garde de la colonisation. Les Français continuaient à dominer l'égyptologie, les Britanniques avaient de fortes positions en Grèce (ce sont eux notamment qui fouillèrent l'Acropole d'Athènes et le palais du Minotaure à Cnossos à partir de 1900). Les Allemands fouillaient plutôt les sites grecs demeurés dans l'Empire ottoman : entre autres, Heinrich Schliemann (1822-1890) fouilla Troie dans les années 1870 et 1880 (mais aussi Mycènes, en Grèce).

Comme les archéologues du XIX^{e} siècle n'avaient aucun scrupule (et que l'Empire ottoman se préoccupait assez peu de son patrimoine prémusulman, surtout dans la mesure où il était revendiqué par l'irrédentisme grec), il reste de cette fièvre archéologique allemande un étonnant témoignage : le grand autel de Pergame, un ensemble monumental du II^{e} siècle avant J.C. (Pergame se trouve près de Smyrne) découvert par Carl Humann en 1871 et transporté à Berlin en 1886 : on lui construisit un musée pour lui tout seul ou presque (au moins au départ), le Pergamon Museum, ouvert en 1910 — parmi les autres larcins qui y cont exposés, la porte d'Ishtar, l'une des huit portes de Babylone (actuel Irak, toujours dans l'Empire ottoman à l'époque, VI^{e} siècle avant J.C.) et les remparts du palais de Mchatta (actuelle Jordanie, VIII^{e} siècle après J.C.). Bon, les Britanniques n'ont pas démérité avec les fresques du Parthénon, ni le Louvre avec celles de Persépolis…

486 L'emploi du nom de l'ancien royaume d'Alexandre pour désigner cette région des Balkans était tout récent, et c'était évidemment une innovation grecque destiné à nourrir une revendication grecque (les Bulgares l'ont longtemps refusé, comme ils ont longtemps refusé l'idée qu'il existe un peuple macédonien distinct des Bulgares). C'était une région stratégique, car le Vardar, le principal fleuve de la région, permet de se rendre (presque) jusque sur le moyen Danube sans faire le détour par les Détroits et la Mer Noire, et bien plus commodément que par les montagnes albanaises et bosniaques. Selon le recensement ottoman de 1906, la région abritait 1,1 millions de turcs, 620.000 grecs et 630.000 bulgares (termes religieux, d'où l'absence de majuscule : il s'agit de ressortissants des exarchats grec et bulgare, repsectivement). Linguistiquement la situation était abominablement complexe, d'où l'emploi culinaire du mot en français : en témoigne cet intéressant tableau concernant les régions demeurées ottomanes en Europe, dont j'arrondis les données.

	statistiques bulgares (1900)	statistiques grecques (1904)	statistiques serbes (1889)
Turcs	500.000	650.000	250.000
Albanais	125.000	0	150.000
Bulgares	1.200.000	350.000	200.000
Grecs	250.000	650.000	200.000
Serbes	700	0	2.000.000
Valaques	80.000	25.000	70.000
Juifs	65.000	55.000	65.000
Tsiganes	55.000	9.000	30.000

exarchats orthodoxes (le grec et le bulgare) se faisant une féroce concurrence, d'où des querelles clochemerlesques autour des églises, des sacrements, des processions, des écoles etc. La Bulgarie, mais aussi la Russie, soutenaient financièrement l'exarchat bulgare, la Grèce l'exarchat grec. Ajoutons que la Serbie aussi lorgnait sur la vallée du Vardar, au nom des souvenirs de l'Empire d'Etienne Dušan et d'une conception extensive du concept de « langue serbo-croate » : avec un temps de retard, elle se mit à ouvrir des écoles serbes dans le nord de la zone, et l'exarchat serbe tenta (non sans peine) de s'implanter dans la région. Comme il y avait également en Macédoine des latinophones, et qu'ils se trouvent être désignés du nom d'Aroumains[487], la Roumanie aussi, quoique non frontalière de la zone, tentait d'y jouer sa propre carte, sans grand succès : quelques écoles roumaines apparurent et, je l'ai déjà mentionné, la Porte reconnut un *millet* aroumain en 1905, essentiellement pour essayer d'affaiblir les trois autres. Enfin, pensez à connecter ce paragraphe aux notes sur l'ouvrage de Nathalie Clayer, *Aux origines du nationalisme albanais* (annexe n°2). Globalement, on assista à un recul du grec comme langue liturgique et d'enseigneemnt[488].

Les choses commencèrent à « tourner vinaigre » lorsqu'en 1893, il apparut une « Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne » (O.R.I.M.), dont le slogan était « La Macédoine aux Macédoniens » (un double concept géographique, pas ethnique). En 1895, la Bulgarie suscita l'apparition d'une « Organisation Extérieure » pour lui faire concurrence ; l'une et l'autre s'adonnaient au terrorisme contre les autorités turques (de 1898 à 1902, la seule O.R.I.M. commit 132 attentats qui firent 4.373 victimes !). Entre-temps, en 1894, des Grecs avaient fondé une organisation « concurrente », l'*Ethniki* (ou *Philiki* selon les sources) *Hetaira*, destinée à affirmer l'hellénité de la même région[489]. La voie ferrée de Thessalonique à Gevgelija sauta à 20 reprises, les touristes étaient rançonnés sur les routes… En 1903, l'O.R.I.M. lança une grande révolte qui échoua, mais les nouvelles « horreurs bulgares » de la répression ottomane déclenchèrent une nouvelle campagne d'opinion en Occident. Les Puissances n'eurent aucun problème à soutenir des assassins terroristes dès lors qu'ils étaient chrétiens, et imposèrent à la Porte un programme de réformes et surtout un accroissement de la présence étrangère sur le terrain, quoique dans la plus sourcilleuse neutralité vis-à-vis de querelles nationalistes locales. Sur le territoire de l'Empire Ottoman, pays indépendant, il y avait désormais des oficiers de gendarmerie russes, autrichiens, français, italiens et britanniques ; le gouverneur ottoman était « assisté » par un représentant de l'Autriche et un autre de la Russie. Bref, dès avant 1912, Istanbul avait perdu le contrôle effectif de la région. Bien entendu, le terrorisme reprit de plus belle, mais surtout entre chrétiens. Cette dégradation de la situation

---

487 Ou Valaques, ce qui était également suscptible d'exploitation, puisqu'il y avait en Roumanie une région du nom de Valachie. Il s'agit d'une appellation très générale qui semble avoir été utilisée à l'origine par les Germains pour désigner leurs voisins celtes, puis tous leurs voisins du sud : c'est le même mot que *Welsh* en anglais, *Welsch* en Allemand (les francophones en ont hérité), « Boche » en français à la suite d'un retournement de sens (les frontaliers francophones se sont emparés de ce terme méprisant pour désigner leurs voisins germanophones, puis l'usage s'est étendu à toute la France), et il remonte sans doute à la même racine que le grec *keltoi* et le latin *galli*. En très gros : *kw- indoeuropéen > (selon les dialectes) *k-, ou *w-, ensuite durcie en *v- ou *b-, à moins qu'on n'ait directement *kw > *bg > *b ; *-lt indoeuropéen > (selon les dialectes) *-lsh (plus tard > *-ch), *-lt ou *-l, à moins que le *-t ne soit une innovation dialectale postérieure, un suffixe).

488 Depuis les années 1850, il existait un très timide mouvement « macédonien » qui promouvait une nationalité « slave macédonienne » distincte des Serbes comme des Bulgares. Écrasée par les nationalismes étatiques après 1912, elle ne réapparut qu'en 1945, lorsque Tito, pour des raisons de politique intérieure yougoslave (limiter le poids des Serbes dans la nouvelle Yougoslavie, faire pièce à l'irrédentisme bulgare) promut une « nationalité » et une langue macédonienne distinctes. Ce qui n'a pas résolu le problème des albanophones… Dans la partie grecque, l'hellénisation est aujourd'hui presque achevée, grâce en partie à l'afflux de régufiés grecs en provenance de Turquie en 1923.

489 Et aussi en Crète : j'ai évoqué cette île plus haut en note.

en Macédoine servit de toile de fond à la révolution jeune-turque de 1908 : les troubles qui débouchèrent sur ces événemens éclatèrent en Macédoine (voyez plus bas)[490].

L'État ottoman était pourtant de plus en plus présent dans les Balkans, grâce notamment à une centralisation croissante et à un réel effort éducatif ; mais tout cela venait trop tard, et puis, même si c'était, en termes d'efficacité, un progrès par rapport au passé ottman, l'Europe elle aussi avançait sur ce terrain, et sans doute plus vite. Il se développa notamment une bureaucratie de type plus européen (aisni l'administration centrale du *sandjak* de Korçë occupait déjà une centaine de personnes dans les années 1890), un réseau routier, télégraphique et ferroviaire ; il apparut aussi des recensements, des systèmes d'inspections, etc. Mais ces processus étaient très hétérogènes selon les régions (ainsi un *sandjak* voisin de celui de Korçë n'avait que 8 fonctionnaires centraux à la même date) ; dans l'éducation, les établissements confessionnels (instruments et vecteurs des nationalismes) continuaient à faire concurrence aux établissements publics, musulmans et turcophones pour la plupart. Et puis, bien sûr, les chrétiens ne supportaient pas que la centralisation croissance menaçât de rogner l'autonomie de leurs *milletler*, de plus en plus réduite à la gestion des affaires religieuses et éducatives.

En 1912, le dépeçage de l'Empire Ottoman reprit : c'est ce qu'on appelle les « guerres balkaniques ». Les petits pays des Balkans virent dans l'anarchie consécutive à la révolution jeune-turque (voyez plus bas) une occasion unique de chasser « les Turcs » d'Europe.

Depuis la fin des années 1890, la vie politique crétoise était dominée par Elefthérios Vénizélos (1864-1936)[491], qui joua un rôle décisif dans l'*enosis* de son île natale, puis, devenu un homme politique de premier plan à Athènes, reprit la *megalè idea*. Il prit le pouvoir à la suite d'un coup d'État militaire en 1910[492], dans un contexte d'extrême nationalisme : le nouveau roi qui monta sur le trône en 1912 se proclama Constantin « XII », successeur du dernier empereur de Byzance Constantin XI, ce qui valait revendication explicite sur Istanbul. La Serbie, qui était devenue un royaume en 1882, se prenait de plus en plus pour un autre Piémont, notamment depuis que Pierre Ier (1903-1918) était monté sur le trône de Belgrade[493].

Ce fut le Montenegro, qui rêvait d'un débouché maritime digne de ce nom, qui déclencha le conflit en intervenant dans ce qui est aujourd'hui le nord de l'Albanie pour prêter assistance à des catholiques révoltés ; la Serbie, la Bulgarie et la Grèce « lui vinrent en aide » (la chose avait été concertée) en octobre 1912. Très vite, comme d'habitude, les Turcs, par ailleurs en difficulté face aux Italiens en Libye, furent débordés. Pénétrant au Kosovo, les Serbes massacrèrent des villages entiers de musulmans ; ils obligèrent des catholiques à se convertir à l'orthodoxie après avoir tué leurs prêtres, mais l'Autriche prit ces derniers sous sa protection et parvint à stopper ces massacres-là, nettement plus intolérables que les autres.

L'Empire Ottoman perdit pratiquement toutes ses possessions en Europe : la situation de sa capitale devenait franchement intenable, à moins de 50 km des frontières occidentales de ce qui restait du pays. Mais les vainqueurs se déchirèrent en une deuxième guerre (juin-juillet 1913) que perdirent les Bulgares, seuls contre tous les autres. À l'issue de cette double crise, l'Empire Ottoman récupéra Andrinople sur la Bulgarie, desserrant un peu l'étau sur

---

490 De même, on ne comprend rien à Mustapha Kemâl si l'on n'a pas en mémoire qu'il était né à Salonique : c'était de sa terre natale que les nations chrétiennes étaient en train de s'emparer.

491 Le barbu qui est sur les pièces grecques de 50 centimes.

492 A la suite, mais pas dans le cadre : les putschistes lui remirent un pouvoir dont ils ne savaient que faire.

493 À la suite de l'assassinat du roi et de la reine précédents et d'un changement de dynastie. La crise dynastique était aiguë depuis les années 1880 : je renonce, à regret, à vous raconter les détails de cette affaire auprès de laquelle les Atrides font figure de délicats raffinés et les Mongols, de sociaux-démocrates.

Istanbul[494]. Dans l'affaire, la Serbie avait doublé son territoire (en s'emparant zone ethniquement douteuse, la Macédoine du nord-ouest, et d'une autre qui devint un casse-tête à la fin du XX^e^ siècle, le Kosovo[495]) ; le Montenegro également, et la Grèce avait avancé de 100 à 200 km vers le nord, s'emparant du sud de la Macédoine[496]. Dans l'angle mort, il apparut une mini-Albanie qui rassemblait moins de la moitié des Albanais (définis par la langue) : c'était le premier pays musulman entièrement européen depuis la disparition du royaume de Grenade en 1492. En l'absence d'un mouvement national aussi fort que dans les pays chrétiens voisins, il eut beaucoup de mal à fonctionner réellement jusqu'à la fin des années 1920[497] (voire jusqu'en 1945). Le sud de l'Albanie était d'ailleurs réclamé par la Grèce, sous le nom d'« Épire du nord », au prétexte que la population « était grecque » (traduisez : en partie orthodoxe, en plus petite partie encore de langue grecque) et que l'Épire avait été, vers le III^e^ siècle avant J.C., un royaume grec ; tandis que la Serbie se serait bien vue annexer le nord pour avoir un accès à l'Adriatique. L'Albanie indépendante n'apparut, et ne survécut, que parce que l'Autriche et l'Italie voulurent justement barrer la route de l'Adriatique à la Serbie.

Tout cela était extrêment dangereux, et pas seulement pour l'équilibre local mais aussi pour celui de toute l'Europe, car depuis les années 1880 les Puissances avaient pris l'habitude de signer entre elles des traités d'alliances secrets et contraignants, qui, en se multipliant, menaçaient de transformer toute crise bilatérale en conflit européen. Or chacune d'entre elles ou presque « patronnait » un ou plusieurs des petits pays des Balkans : la Russie avait pour clientes la Serbie et la Bulgarie, un peu la Grèce aussi ; la Grande-Bretagne, la Grèce (quitte à ce qu'un pays chrétien s'emparât des Détroits, ce qui semblait de plus en plus inéluctable, autant que ce fût ce petit pays faible et à l'économie largement satellisée par Londres, commençait-on à se dire au *Foreign Office*) ; l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, la Serbie à certaines époques, la Roumanie et surtout l'Empire ottoman — l'enjeu essentiel était toujours les Détroits, que la Russie et les Puissances centrales rêvaient d'atteindre, et que Londres voulait laisser libres. La France, qui avait moins d'intérêts cruciaux dans la région, entretenait des

---

494 Andrinople (aujourd'hui Edirne) était un symbole : elle avait été la première capitale ottomane en Europe. Il faut savoir qu'un long moment (en gros au XVe siècle) l'Empire Ottoman s'était étendu davantage en Europe (dans les Balkans) qu'en Asie : ce passé rendait la perte complète des Balkans particulièrement douloureuse.

495 Le casse-tête en question, c'est que les Serbes considèrent le Kosovo comme le berceau de la nation serbe (« la vieille Serbie »), car c'est là que s'est tenu la bataille de Kosovo Polje, et car il abrite certains des plus prestigieux monastères orthodoxes des Balkans ; mais que la majorité de la population est de religion musulmane et (depuis toujours sans doute, depuis longtemps en tout cas) en majorité de langue albanaise ; par ailleurs la proportion d'albanophones n'a cessé d'augmenter au XX^e^ siècle du fait d'une démographie très archaïque… Après l'éclatement de la Yougoslavie en 1991, les nationalistes au pouvoir à Belgrade ont marginalisé la langue et la culture albanaises au Kosovo, puis, en 1999, elles ont tenté d'expulser l'ensemble de la population albanophone (90 % de la population) au prétexte que « c'était une terre serbe », ce qui a provoqué une intervention armée (indirecte, sous forme de bombardements) de l'O.T.A.N. Après cet épisode, il n'est évidemment plus question pour les Kosovars d'accepter d'être gouvernés depuis Belgrade, mais l'U.E., prisonnière d'une idéologie surannée du respect des frontières étatiques, a hésité jusqu'en 2008 pour proclamer l'indépendance, que certains pays membres en proie à des mouvments sécessionnistes (comme l'Espagne) n'ont d'ailleurs pas reconnue. Du reste, l'independance en question est fictive : le Kosovo, mouchoir de poche enclavé, montagnard et sans ressources naturelles, est aujourd'hui un protectorat européen (il n'est pas question de le laisser s'unir à l'Albanie de peur que cela ne donne des idées aux Albanais de Macédoine, qui repésentent sans doute plus de 35% de la population de ce pays : un fantasme de « la grande Albanie » semble hanter certaines cervelles islamophobes).

496 La grande perdante de ce partage de la Macédoine, la Bulgarie, y entretint du terrorisme rattachiste dans l'entre-deux-guerres, et choisit à deux reprises le camp de l'Allemagne, celui des ennmis de la Serbie en 1914, celui des vaincus revanchards en 1939.

497 Comme d'habitude au XIX^e^ siècle, les Puissances, qui avaient reconnu l'indépendance de l'Albanie en juillet 1913, désignèrent pour la diriger un prince allemand, Wilhelm von Wied, qui arriva en mars 1914 ne parvint pas à asseoir son autorité et renonça à ce cadeau empoisonné dès le mois de septembre.

amitiés en Serbie et surtout en Roumanie, « petite sœur latine » numéro 2 après l'Italie (et terre pétrolifère à partir des années 1900). Si vous avez lu attentivement ce qui précède, vous avez remarqué que la plupart des pays des Balkans entretenaient des amitiés dans les deux grandes alliances — ce qui veut dire, plus simplement, qu'ils étaient à vendre[498]. En 1914, le bitoniau de la cocotte-minute balkanique sauta à Sarajevo, mais il aurait aussi bien pu sauter ailleurs — entre autres choses, tout le monde s'attendait à un nouveau conflit gréco-turc autour de la région de Smyrne.

La zone était par ailleurs de plus en plus profondément pénétrée par le capitalisme, notamment depuis que le Danube avait été internationalisé au traité de Paris (1856). Des élites de moins en moins minuscules adoptaient des modes de consommation occidentalisés, et achetaient des produits occidentaux ; en revanche, l'agriculture balkanique exportait, entre deux crises politiques, des porcs (la Serbie[499]), du blé (la Roumanie), des raisins de Corinthe (la Grèce), du tabac (la Bulgarie), mais l'on vit aussi apparaître des ébauches d'industrie, d'abord en Grèce[500]. En Bulgarie en 1914, il y avait environ 800 entreprises industrielles, qui produisaient 14 % du P.I.B. En Roumanie, la même année, 82% du capital des entreprises industrielles était étranger (à cause de l'importance du pétrole : en 1913, la Roumanie était au quatrième rang mondial pour sa production). On peut aussi noter des investissements français et belges dans les banques roumaines et bulgares et dans des mines en Serbie, italo-français dans les fameuses mines au Laurion en Grèce ; les Britanniques, eux, étaient surtout présent dans l'armement naval, les assurances, les chantiers navals (trois secteurs surtout développés en Grèce). La région se dotait peu à peu de chemins de fer (1872 pour la Roumanie, 1878 pour la Bulgarie) ; en 1888, l'Orient-Express relia Vienne à Istanbul à travers les Balkans.

Ce développement, et les guerres incessantes, faisait que tous ces pays étaient dramatiquement endettés : la Grèce, la Serbie et la Roumanie durent accepter un certain degré de tutelle extérieure sur leurs finances (voyez plus haut en note le cas de la Grèce). Le tout sur fond de forte croissance démographique : de 1880 à 1910, la Roumanie passa de 4,6 à 7 millions d'habitants, la Bulgarie de 2,8 à 4,3, la Serbie (où 90% de gens vivaient encore à la campagne en 1874, 80% en 1911[501]) de 1,7 à 2,9. La pauvreté persistante des campagnes balkaniques nourrissait l'exode rural, mais aussi une certaine aigreur contre les villes : en Bulgarie, des politiciens imaginatifs traitaient Sofia de « nouvelle Sodome et Gomorrhe ». Il faut dire qu'en Bosnie par exemple, la population musulmane était plutôt urbaine.

E) Le durcissement de la situation dans l'Empire Ottoman.

La catastrophe de 1875-1881 entraîna une très grave crise interne à l'Empire Ottoman. En février 1876, la Sublime Porte avait dû promettre de nouvelles réformes aux Puissances, mais cela n'avait pas stoppé l'agression. En mars, des manifestations éclatèrent à Istanbul contre la « couardise » du gouvernement, accusé de ne rien faire pour empêcher des massacres de musulmans. Les étudiants des écoles religieuses étaient à la tête du mouvement. Le

---

498 En Serbie, par exemple, outre l'alliance française, il y eut longtemps un parti autrichien, plutôt composé des libéraux en politique intérieure, et un parti russe. L'annexion de la Bosnie-Herzégovine par Vienne en 1908 précipita la défaite du premier. Je fais l'impasse sur ces querelles de politique intérieure et sur le détail, ardu et vain, de l'histoire diplomatique régionale.

499 Une célèbre « guerre du cochon » opposa la Serbie à l'Autriche-Hongrie en 1906-1911 : ce ne fut qu'une guerre douanière.

500 Pour avoir une idée de l'archaïsme des économies balkaniques, sachez que jusqu'en 1868 la Serbie n'avait pas de monnaie nationale : les monnaies en circulation étaient celle de l'Autriche-Hongrie et celle de l'Empire Ottoman.

501 Même chiffre pour la Bulgarie, 75% pour la Roumanie, 60% en Grèce (1911).

sultan Abdul-Aziz renvoya son grand vizir, mais le successseur de celu-ci n'eut rien de plus pressé que de le détrôner, en juin. Son frère et successeur, Mourad V, ayant rapidement montré des signes de déséquilibre mental, fut à son tour détrôné en août au profit d'un neveu, Abdul Hamid (ou Abdülhamid) II, qui régna jusqu'en 1909. A l'ouverture de la conférence de paix, à Istanbul en décembre 1876, celui-ci tenta un coup de théâtre en annonçant la promulgation d'une constitution[502], nouvelle étape décisive dans le processus réformateur — mais étape largement forcée ; contrairement aux espoirs du sultan, elle n'eut du reste nul autre effet que de provoquer l'échec des négociations et la reprise des hostilités. Il apparaissait deux Chambres, une Chambre des Notables nommés à vie par le sultan-calife et une Assemblée élue par la population, ainsi qu'un exécutif de type européen. Le sultan, dont la personne était sacrée, conservait des pouvoirs étendus : il n'était pas responsable de ses actes devant le législatif (ni l'exécutif), il nommait et renvoyait les ministres, pouvait dissoudre l'Assemblée, commandait l'armée, déclarait la guerre et signait la paix. Mais les députés votaient les lois et notamment le budget ; par ailleurs, la Constitution renouvelait aux sujets ottomans toutes les garanties offertes par les édits de 1839 et 1856.

Les premières élections eurent lieu en mars 1877, mais comme la situation militaire vira à la catastrophe, les institutions se grippèrent : en février 1878, le sultan, en conflit avec les députés sur les termes de la paix, dissolut le Parlement et suspendit la constitution *sine die*[503]. Abdul Hamid, qui, pour assurer son pouvoir, dut encore triompher de deux tentatives de coups d'État libéraux en 1878, gouverna de manière encore plus autocratique qu'Abdul Aziz ; il affaiblit beaucoup la Porte (au sens propre : le grand vizir et l'administration centrale), changeant 17 fois de grand vizir en 33 ans de règne. Ce ne fut pas précisément un réactionnaire, on peut soutenir au contraire que c'est sous son règne que les *tanzimat* furent à leur apogée ; mais ses méthodes pour les appliquer lui ont valu en Occident le surnom de « sultan rouge »[504]. On assista à un gonflement de la bureaucratie impériale (100.000 personnes vers 1900), désormais soumise à un statut moderne ; elle était de plus en plus recrutée au mérite, par concours, même si la fraude persistait, ainsi que la corruption et les pots-de-vin. L'État ottoman devint de plus en plus un État policier : le sultan espionnait systématiquement les fonctionnaires, et aussi bien entendu les opposants, encourageant la délation[505]. La censure devint de plus en plus pesante, ubuesque (comme toujours) et de toute façon inefficace, puisque l'Empire Ottoman n'avait plus le contrôle de ses propres postes. Il y eut d'importantes réformes dans l'éducation[506], ainsi que dans la justice.

En particulier, on assista à un durcissement sensible vis-à-vis des chrétiens. Conscient de l'importance numérique des Arabes dans ce qui restait d'un Empire par ailleurs de plus en plus majoritairement peuplé de musulmans au fur et à mesure qu'il reculait dans les Balkans[507], Abdul Hamid développa un discours « panmusulman » en lieu et place du discours

---

502 Largement rédigée par le grand vizir Midhat Pacha.

503 Midhat Pacha, déchu dès 1877, fut envoyé en exil, puis étranglé en 1881.

504 Comme pas mal d'autocrates, de Denys de Syracuse à Staline, le sultan, grand amateur de romans policiers, vivait dans la hantise des complots : cette paranoïa n'a pas amélioré son image. Cela dit, il n'avait pas tout à fait tort : des cinq derniers sultans ottomans, quatre furent renversés, dont lui-même par les jeunes-turcs.

505 Cette ambiance est excellement décrite dans le roman allégorique d'Ismaïl Kadaré, *Le palais des rêves*, qui vise l'Albanie communiste mais, superficiellement, prétend décrire des réalités ottomanes.

506 C'est sous Abdülhamid que l'on commença réellement à appliquer la loi de 1869 : il apparut en province un réseau d'écoles publiques, divers établissements d'enseignement supérieur à Istanbul, une nouvelle université en 1900

507 En 1878-1881, l'Empire Ottoman perdit 20 % de sa population, dont les régions les plus nettement chrétiennes (à l'exception de l'Arménie et du Liban). En très gros, on estime qu'on passa de moitié de musulmans vers la fin du XVIII^{e} siècle à deux tiers en 1876 (68 % d'après Robert Mantran), trois quarts (76% d'après

« ottomaniste », dépsassé parce qu'il n'avait pas empêché la radicalisation des chrétiens. Entre autres choses, ce fut, de tous les sultans ottomans, celui qui insista le plus sur son titre califal ; cette revendication d'un magistère religieux sur l'ensemble de l'*Umma* concernait d'ailleurs tous les musulmans du monde, du Maroc à l'Indonésie, ce qui inquiétait les colonisateurs européens — même si elle eut peu d'écho hors des frontières de l'Empire. Cela aboutit notamment à l'intégration d'un personnel politique arabe (surtout syrien) au niveau de la Porte (le gouvernement central), et aussi d'officiers arabes dans l'armée, mais aussi, dans le domaine économique, à la construction du chemin de fer du Hijaz qui reliait les Lieux Saints à Damas : financé par des capitaux purement musulmans, par le biais d'une grande opération de propagande dans tout le monde islamique, et construit par des ingénieurs ottomans (un succès et un objet de fierté), il était censé faciliter le pèlerinage à La Mecque, mais surtout arrimer le Levant et l'Arabie à la Porte — notamment la Transjordanie, région en retard où les premiers colons juifs étaient en train de s'installer[508]. Dans tout l'Empire on construisait de plus en plus de mosquées, les programmes scolaires donnaient de plus en plus de place à l'islam. Le sultan favorisait certaines confréries, notamment celle des Kadiris à laquelle il appartenait. Pourtant la proportion d'ouvrages religieux diminuait (38 % des livres imprimés dans l'Empire Ottoman sous Abdülmejid, 22 % sous Abdülaziz, 14 % sous Abdülhamid), les médersas étaient en décadence : instrumentalisé par le pouvoir, l'islam ne parvenait pas à se moderniser (bien au contraire, le Caire, avec al-Azhar pourtant bien sclérosée, tendait à supplanter Istanbul en tant que capitale intellectuelle du monde musulman).

Une profonde méfiance se développa en revanche envers ceux des chrétiens qui demeuraient sujets de la Porte : étaient-ils loyaux ? Les premières victimes de ce durcissement furent les Arméniens, sur lesquels je voudrais m'arrêter un instant. Même si les grands massacres de 1915-1916 ont eu lieu lieu en Anatolie orientale, loin de la Méditerranée, les Arméniens appartiennent pleinement à votre programme car ils étaient nombreux dans les ports méditerranéens, et c'est plus dans ces ports que dans les villages anatoliens qu'eurent lieu le renouveau de la culture arménienne et la naissance d'un mouvement national[509]. Je fais, comme souvent, un retour en arrière afin de préciser des choses que je n'ai pas eu le temps de travailler jusqu'ici.

Vers 1800, il y avait environ 3 millions d'Arméniens, dont une grosse majorité dans l'Empire Ottoman. Dans aucune région ils n'étaient majoritaires en chiffres absolus, mais en Anatolie orientale (notamment du côté de Van) et dans une partie de la Cilicie, ils étaient assez souvent en majorité relative face aux musulmans, aux juifs et aux autres chrétiens ; ces régions étant fort pauvres, la diaposa arménienne remontait au Moyen Âge et s'étendait déjà de l'Inde à la Grande-Bretagne. L'identité arménienne se référait à la fois à une religion (encore qu'il y avait des Arméniens orthodoxes et catholiques, et que l'islamisation progressait) et à une langue (encore que certains Arméniens étaient assez turquifiés et que la vieille langue liturgique médiévale, le *grabar*, était en train de céder la place, dans les usages laïcs, non pas à une seule langue arménienne moderne mais à deux[510]) ; s'y ajoutait le souvenir des

---

R.M.) après 1880, quatre cinquièmes en 1914. Aujourd'hui la Turquie est musulmane à 98%.

508 Entre 1882 et 1908, 2350 km de voies de chemin de fer furent construits au Levant, contre 1850 en Anatolie. Il s'agissait entre autres da faciliter les transports de troupes… Damas fut équipée d'un éclairage et de tramways électriques avant Istanbul, en 1906.

509 L'ensemble des régions monagneuses d'implantation arménienne s'appelle le « *Yerkir* » (pays), par opposition au « *Bolis* », la ville (c'est-à-dire les ports, et avant tout Istanbul).

510 D'une part l'arménien occidental, construite sur la base du dialecte d'Istanbul, lui-même issu de dialectes de la partie occidentale du *Yerkir*. Cette langue était la plus prestigieuse, mais elle est aujourd'hui très mal en point car la communauté qui la parlait est entièrement partie en exil en 1922, et , malgré ses efforts pour préserver sa culture, a fini par se fonde dans la population des pays hôtes, comme la France, les États-Unis ou la Syrie. D'autre part l'arménien oriental, construit plus tard sur la base des dialectes montagnards de l'est arménien, en territoire russe. À l'époque soviétique, elle est devenue la langue officielle de la R.S.S. d'Arménie, et

royaumes arméniens médiévaux, et un certain complexe de supériorité sociale vis-à-vis des autres populations : en Géorgie par exemple, les Arméniens formaient la bourgeoisie et la majorité de la population urbaine (les Géorgiens ne sont devenus majoritaires à Tbilissi, leur capitale, qu'en… 1969 ![511]). D'où des tensions anciennes, qui n'étaient pas que religieuses. À Istanbul, les Arméniens étaient, entre autres, les banquiers des sultans (en concurrence avec les Grecs et les juifs), au moins jusqu'à l'apparition de banques à capitaux occidentaux dans les années 1850 ; jusque vers 1875 une famille d'Arméniens, les Balyan, monopolisa le titre d'architecte impérial, tandis que les Dadian avaient le monopole de la frappe de monnaie au début du XIX^e^ siècle[512]. Des Arméniens ouèrent un rôle crucial dans l'ébauche d'industrialisation de l'Empire Ottoman[513]. Cependant 85 à 90 % des Arméniens étaient des paysans, travaillant généralement les terres de grands propriétaires musulmans. Le seul grand propriétaire foncier arménien était l'Église, dont les biens étaient *waqf* ; le clergé servait largement de caste dirigeante, surtout en Anatolie et en Cilicie.

La poussée russe vers le sud aboutit au passage d'Arméniens sous le pouvoir de Saint-Pétersbourg, dès 1805 en Géorgie[514]. Très tôt, l'Église arménienne se rangea derrière le tsar, pourtant hérétique, par solidarité de chrétiens contre les musulmans, tandis que la Russie encourageait une émigration d'Arméniens de l'Empire Ottoman et de Perse dans les régions russes, lesquelles se réarménisèrent (et se rechristianisèrent)[515]. La source que j'utilise manie

---

l'Arménie indépendante en a hérité en 1991. Selon certaines sources, l'intercompréhension est aisée de l'une à l'autre ; selon d'autres, la distance entre l'une et l'autre est supérieure à celle qui existe entre le français et l'italien. Question d'humeur, sans doute… Ce qui est clair, c'est que les Arméniens des ports, et du coup au XX^e^ siècle une bonne partie de la diaspora, ont toujours considéré l'arménien oriental comme un patois de bouseux.

511 Ce phénomène semble lié à la disparition de la noblesse arménienne terrienne à la suite de l'effondrement des royaumes arméniens, à la fin du Moyen Âge : alors que les Géorgiens par exemple conservèrent leur noblesse, les Arméniens durent se tourner vers le commerce.

512 Il y avait 150.000 Arméniens à Istanbul en 1800, 220.000 en 1840, peut-être 300.000 en 1880. Ils constituaient une société assez stratifiée où les conflits de classes étaient aigus : à côté de la riche bourgeoisie (les « *amira* »), des fonctionnaires de l'Empire Ottoman, d'un début d'intelligentsia et de l'entourage du patriarche, il y avait foule de portefaix, porteurs d'eau, éboueurs, etc., descendus de leurs villages misérables, souvent analphabètes. En 1820, le bruit ayant couru que le patriarche s'était secrètement converti au catholicisme, une foule de miséreux en fureur envahit le patriarcat avant d'être dispersée par la police ottomane ; il y eut d'autres violences intracommunautaires du même ordre dans les décennies suivantes, dont une marche contre le patriarche et les *amira* en 1841 (la gestion des établissements d'enseignement, notamment, posait problème). S'y ajoutaient de fortes tensions entre monophysites, catholiques et protestants, respectivement érigés en *milletler* en 1831 et 1850.

513 On peut évoquer ici la figure, un peu plus tardive, de Calouste Goulbenkian (1869-1955). Né à Istanbul dans une famille de commerçants aisés liés à la Russie (son père en important déjà des produits pétroliers), il fit fortune en tant qu'intermédiaire dans les marchés pétroliers, à Bakou sur la Caspienne (grande ville arménienne au XIX^e^ siècle !) puis en Mésopotamie : on le surnommait « Monsieur 5 % ». Il a joué un rôle, entre autres, dans la naissance de la Royal Dutch-Shell (1907) et dans le dépeçage des entreprises pétrolières turques par les compagnies occidentales après 1918. Éduqué à Londres, sujet britannique depuis 1902, il s'installa en France où il était officiellement ambassadeur d'Irak, puis (en 1942) à Lisbonne, où il mourut ; on dit que c'est en partie sur ses conseils que Franco louvoya pendant toute la guerre entre Alliés et forces de l'Axe, parvint à sauver jusqu'au bout la neutralité de son pays, et, du coup, sauva son régime en 1945. Goulbenkian est surtout connu comme l'un des plus grands collectionneurs d'art du premier XX^e^ siècle : en particulier, en 1929, il parvint à acheter aux bolcheviks, à court d'argent pour acheter des machines-outils allemandes indispensables au succès du premier plan quinquennal, certains pièces majeures du musée de l'Hermitage. Sa fondation, qui a ouvert ses portes en 1969, est l'un des plus beaux musées de Lisbonne.

514 Je passe sur le détail des conquêtes subséquentes, qui se firent d'ailleurs surtout au détriment de la Perse. Erevan, ville persane, passa à la Russie en 1827.

515 Il y eut notamment une grosse vague de départs en 1829, à l'issue des guerres qui aboutirent à l'indépendance de la Grèce : la Russie avait pris le contrôle de zones qu'elle dut finalement évacuer, et les Arméniens de ces régions craignirent, déjà, des massacres. Le même scénario se eproduisit en 1855. Dans la région d'Erevan, on passa d'un tiers d'Arméniens en 1800 à déjà moitié en 1830, ce qui n'empêchait pas ces plateaux

le concept audacieux de « liberté russe », ce qui prouve qu'en ce bas monde sublunaire, tout est relatif : en tout cas, la russophilie arménienne est ancienne — et, très tôt, elle suscita des inquiétudes à Istanbul : n'était-on pas en train de voir apparaître une nouvelle Grèce, une nouvelle Bulgarie ? Si l'on prenait les cartes ethnographiques pour base, elle pouvait très bien s'étendre jusqu'en Méditerranée (du côté de la Cilicie orientale[516]), coupant l'Empire Ottoman en deux et incluant des millions de musulmans promis au sort de ceux de Grèce et de Serbie.

Pourtant les *tanzîmât* bénéficièrent aux Arméniens, qui obtinrent en 1863 ce qu'ils considéraient comme une « constitution nationale » (voyez plus haut). Le document était effectivement d'allure occidentale, avec une déclaration des droits et devoirs des individus envers la « nation » en préambule, une « assemblée nationale » élue qui désignait le patriarche, une séparation des pouvoirs avec un exécutif responsable devant l'Assemblée, etc. Elle influença, paraît-il, les libéraux turcs, et même la constitution de 1876. Mais, mal appliquée dans les montagnes, elle n'améliora guère le sort de la paysannerie arménienne, d'autant que des Circassiens et des musulmans d'Europe s'installaient en masse dans la région (notamment dans les années 1860) et que les Kurdes, des iranophones musulmans qui vivaient depuis toujours dans la même région que les Arméniens[517] et dont certains étaient nomades, se faisaient de plus en plus agressifs[518]. Une première rébellion arménienne, en 1862-1863, entraîna une intervention diplomatique de Napoléon III.

Elle était sans doute plus de nature sociale que nationale ; pourtant, une renaissance nationale était en cours, pour l'instant essentiellement dans les ports et en Russie. Le premier roman en arménien moderne parut à Erevan, en Russie, en 1840 ; en 1853 parut à Istanbul la première grammaire de l'arménien moderne (occidental) ; cf. aussi plus bas le passage sur Smyrne. Il apparut des « sociétés de culture » où se développa toute une arménologie, évidemment très nationaliste : on redécouvrit les grands sites archéologiques médiévaux, notamment Ani, et il y eut, comme dans les Balkans, un travail systématique de récollection de chants populaires et liturgiques. En musique, le premier opéra arménien date de 1868 ; il était écrit dans le style de Verdi, or les opéras de Verdi étaient en Italie une pièce majeure du nationalisme local. Les premiers théâtres arméniens datent de 1861, presque simultanément à Tiflis, Istanbul et Smyrne[519]. Surtout, il se développa un remarquable réseau scolaire, y compris dans les montagnes[520].

---

superbes, mais pelés, d'être passablement sous-peuplés. En tenant compte des exils subséquents, on arrive à ce résultat que l'actuelle République d'Arménie, aujourd'hui arménienne à 100%, est peuplée à plus de 80% de descendants d'émigrés d'Anatolie orientale.

516 Autrement dit, juste à l'ouest de l'actuelle frontière turco-syrienne.

517 Des militants arméniens vous expliqueront peut-être qu'ils ont été introduits en Arménie par les Turcs pour désarméniser la région : c'est le même genre d'âneries qu'on entend en Serbie à propos de la serbitude du Kosovo et des origines non kosovares de la population albanophone de la région. En Anatolie orientale, les populations ont toujours été mêlées, et si on entend peu parler de Kurdes dans la région avant l'époque moderne c'est parce que les royaumes arméniens médiévaux, constructions féodales et non nationales dont la légitimité était religieuse, se fichaient bien de la composition ethnique de leur population : la pureté ethnique ancienne de l'Arménie est un mythe typique des nationalismes romantiques du XIX^{e} siècle.

518 Sans doute étaient-ils violemment affectés par la modernisation de la société ottomane, et en concurrence de plus en plus directe avec les Arméniens dans un contexte global de marasme (et de sédentarisation, donc de pression sur la terre) ; mais ma source, qui est arménienne, ne les traite pas pour eux-mêmes.

519 Tiflis s'appelle aujourd'hui Tbilissi. Le premier journal arménien était apparu au XVIII^{e} siècle… à Madras, en Inde. Je fais l'impasse sur les noms propres d'écrivains nationaux arméniens pour éviter que vous ne confondiez avec les noms d'écrivains nationaux maltais.

520 Dans la construction de ce réseau scolaire, les missions protestantes jouèrent un rôle non négligeable. En 1913, elles avaient 430 écoles et scolarisaient 23.500 élèves, surtout en Anatolie. Même le *Robert College* d'Istanbul, que j'évoquerai à propos de cette ville, scolarisait une majorité d'élèves arméniens (et 5% de turcophones).

La crise de 1875-1880 se solda par une nouvelle poussée russe dans le Caucase : les Arméniens, victimes d'atrocités comme les Bulgares, accueillirent les Russes en libérateurs, tandis que le patriarche obtint que le traite de San Stefano contînt une clause en faveur des Arméniens, une clause où une « Arménie » était mentionnée : c'était l'ébauche d'une évolution à la balkanique (jusque-là, les Arméniens étaient reconnus comme une communauté mais celle-ci n'était pas définie par un territoire, non plus qu'aucun autre *millet*). À Berlin, les délégués arméniens présentèrent carrément une plan d'autonomie régionale sur le modèle du Liban… Ils n'obtinrent rien, et finalement le traité de Berlin s'abstint de mentionner une « Arménie » géographique, mais la Porte avait pris bonne note de ce qu'elle percevait comme une manifestation de déloyauté. Par ailleurs, il naquit plusieurs sociétés secrètes (la première à Van en 1872), puis un premier parti révolutionnaire (libéral), toujours à Van, en 1885. Surtout, à Genève en 1887, puis à Tiflis en 1890, il apparut deux partis à la fois révolutionnaires et socialistes, le *Henchnak* et le *Dachnak* — une nouveauté et un signe des temps : cette génération fut celle du grand essor de l'idée socialiste en Occident[521]. Mais il s'agissait bien d'abord de partis arméniens, et très nationalistes : la lutte nationale et la lutte sociale ne faisaient qu'un, un peu comme pour les sionistes (voyez plus bas).

Le *Henchnak* se lança dans toutes sortes d'activités subversives (manifestations, insurrections) inspirées de l'exemple bulgare, dans le but tout à fait assumé de provoquer de beaux massacres qui entraîneraient les Occidentaux dans le conflit. Cette attitude irresponsable finit par provoquer la réaction attendue de la part d'Istanbul : entre 1894 et 1896, une série de très beaux massacres (dits « massacres hamidiens ») firent 300.000 morts et chassèrent environ 100.000 personnes en Russie. Entre autres choses, les activistes avaient oublié que contrairement aux Bulgares, les Arméniens n'étaient majoritaires nulle part : Abdülhamid lâcha contre eux les Kurdes. À part un — très beau — discours de Jaurès à la Chambre, à Paris, il y eut peu de réactions en Occident (l'Arménie, c'était loin, et puis c'était moins stratégique que les Balkans, sauf pour les Russes, présentement occupés en Extrême-Orient), mais l'émotion fut immense dans tout le monde chrétien : dans la lointaine Colombie, une ville fondée à cette époque porte le nom d'Armenia[522]. Les trois partis susnommés étaient de plus en plus exclusivement partisans de la lutte armée[523], à la grande inquiétude des élites arméniennes stambouliotes qui comprenaient très bien que, minoritaires et isolés des autres Arméniens, ils avaient tout à perdre à un durcissement de la répression (comme d'ailleurs d'une indépendance des seules montagnes arméniennes). En 1901, selon une évolution classique de tous les mouvements terroristes, le *Dachnak* se mit à menacer de mort les Arméniens qui ne lui paieraient pas l'impôt révolutionnaire…

De mouveaux massacres eurent lieu en 1906, puis (après un bref espoir lié à la révolution jeune-turque) en 1909 (il y eut 30.000 morts). La situation était alors déjà très alarmante pour les Arméniens dans les montagnes d'Anatolie orientale et de Cilicie : leur nombre était tombé de 1.6500.000 (en 1882) à 1.000.000 (en 1912)[524], tandis que les « rapatriés » musulmans se faisaient de plus en plus nombreux dans la région, et les Kurdes de plus en plus agressifs. Les grands massacres de 1915, que je traiterai dans la sous-partie sur la première guerre mondiale, représentent en réalité l'accélération brutale (et finale) d'un processus déjà bien engagé depuis presque un siècle.

---

521 Je passe sur les conflits que cela entraîna avec le régime tsariste pour me concentrer sur l'Empire Ottoman.

522 A ma connaissance, elle n'a pas été fondée par des réfugiés, ce sont des locaux qui ont eu l'idée de ce nom.

523 Il faut comprendre ce radicalisme dans le cadre ottoman mais aussi dans le cadre russe : à l'époque, en Russie, l'ensemble des opoositions étaient converties au terrorisme et à la révolution, face à une monarchie presque aussi réactionnaire d'Abdülhamid. On sait où cela a mené ce pauvre pays.

524 Et de 1.300.000 à 1.100.000 dans les ports.

Il n'y avait pas qu'en Anatolie et dans ce qui restait de Balkans ottomans que la situation était inquiétante. Elle l'était également dans les régions arabes, pour trois raisons très différentes que je traiterai successivement : l'émergence d'un nationalisme arabe, la rébellion wahhabite en Arabie et un début de colonisation juive en Palestine.

L'idée, britannique au départ, de la constitution d'une grande Syrie autonome à l'intérieur de l'Empire ottoman, avait fait rêver sur place dans les années 1860. En 1880, une épidémie de « placards » toucha les grandes villes libanaises et syriennes (au sens d'aujourd'hui) : ces affiches insultaient les Turcs, exaltaient la « race » arabe et la « noble langue » arabe, dont ils réclamaient l'officialisation. Beyrouth, notamment, avait tout pour devenir le cœur d'un renouveau arabe, d'autant que par la suite, dans le cadre du panislamisme hamidien, le gouvernement ottoman tenta d'y organiser une réplique à l'offensive — scolaire notamment — des chrétiens.

C'est dans ce cadre qu'une partie des milieux salafistes (réformistes religieux, voyez pus haut) passa à une idéologie arabisante, sans pour autant quitter tout à fait les rivages de l'islamisme. Ils insistaient sur l'idée quesi l'islam initial était parfait c'est qu'il était purement arabe, avant les conversions massives de non-Arabes qui avaient eu lieu durant le Moyen Âge. Ils insistaient sur le rôle particulier des Arabes dans l'histoire de l'islam[525]. Le premier représentant de ce nouveau courant fut le Syrien al-Kawâkibî (1849-1902), qui écrivait dans la revue al-Manar (publiée au Caire). Dans un essai publié en 1902 et intitulé *La mère des cités*, il proposait de rétablir à La Mecque un califat qurayshite (en opposition frontale, donc, au calife abdülhamid qui n'était même pas un Arabe), qui aurait eu des fonctions essentiellement religieuses (sur le modèle des derniers califes abbassides, peut-être aussi du Pape), et de fédérer politiquement les différents peuples musulmans (ce versant de son idéologie était un décalque des idées Mazzini, notamment du fédéralisme européen de celui-ci) avec cependant une prééminence des Arabes pour tout ce qui touchait à la religion.

A la même génération, le maronite Naïb Azoury, qui était fonctionnaire ottoman dans la région de Jérusalem, donc en contact avec les premiers sionistes, fonda un autre courant nationaliste arabe, plus laïc, influencé par Maurice Barrès. En 1905 ou 1906, il publia *Le réveil de la nation arabe dans l'Asie turque*. Azoury chercha à fonder une Ligue de la Patrie Arabe, dont le programme se voulait libéral : laïcité, union de tous les Arabes de la Méditerranée au sultanat d'Oman, liberté de culte, une constitution — mais il excluait l'Égypte de son projet au prétexte que sa population n'était pas de race arabe mais berbère, et n'avait été arabisée que tardivement ; de plus, l'isthme de Suez constituait une frontière naturelle. Autrement dit, à la manière des nationalistes européens de sa gnération, Azoury mélangeait les arguments géographiques, linguistiques et raciaux. Du Maghreb, il n'était même pas question. La « patrie arabe » se doublerait d'un califat universel, arabe bien entendu, à qui l'on donnerait un État indépendant dans le Hijaz, sans doute sur le modèle des États Pontificaux.

La révolution jeune-turque, que je traiterai un peu plus bas, se traduisit par le remplacement de notables arabes par des Turcs, y compris aux postes religieux, et par l'imposition de la langue turque dans l'administration, la justice et l'enseignement (1909). Le laïcisme agressif du pouvoir jeune-turc provoqua une réaction où se mêlaient fierté arabe et islamisme : la question du califat fut relancée. Il y eut des manifestations, des organisations secrètes (y compris parmi les officiers arabes). Face à un Empire ottoman de plus en plus lié à l'Allemagne, dans les années 1900 les Britanniques, inquiets pour le canal de Suez, eurent tendance à jouer, outre la carte sioniste sur laquelle je reviendrai, la carte arabe : certains à Londres rêvaient d'un rattachement de la Syrie à l'Égypte (le khédive menait toute une propa-

525 À vrai dire, c'était un thème ancien même s'il n'était pas très populaire auprès des élites ottomanes (de langue turque) : le Coran insiste beaucoup sur le fait que la Révélation s'est faite en arabe et pas dans une autre langue, et qualifie Mahomet d'« envoyé arabe ».

gande en ce sens, y compris en Syrie), moyennant éventuellement la constitution d'une « zone d'influence » autour du Liban pour les Français. Tout ceci était évidemment très inquiétant pour les dirigeants ottomans. En 1911, il naquit à Paris une Société Jeune-Arabe. En 1913, il apparut (au Caire !) un Parti de la Décentralisation Administrative Ottomane, qui agitait l'idée d'un califat arabe. À Beyrouth aussi, le comité pour les réformes (au départ un organe jeune-turc) poussait à l'autonomie la plus grande possible d'un Mont-Liban le plus agrandi possible, avec une certaine ambiguïté quant au rôle qu'y joueraient les chrétiens. Les nationalistes arabes (essentiellement syriens) tinrent un grand congrès à Paris la même année : le document final prônait l'unité de la « nation arabe » par-delà les frontières de l'Empire Ottoman, exigeait l'autonomie des régions arabes, l'officialisation de l'arabe y compris au niveau du parlement ottoman et une participation des Arabes au gouvernement d'Istanbul. Il allait jusqu'à « exprimer sa sympathie pour les demandes réformistes et décentralisatrices des Arméniens ottomans » : on voit qu'on était bien loin désormais des problématiques religieuses (cet accent croissant sur la langue, à l'européenne, permettait évidemment d'intégrer les Arabes chrétiens, les plus instruits et sans doute parmi les plus riches). Dans les semaines suivantes, Istanbul fit un certain nombre de concessions linguistiques, mais l'agitation continuait, en liaison avec Londres et Paris.

En Arabie également les choses évoluaient de manière très inquiétante pour Istanbul, même si cela n'avait pas grand-chose à voir avec les courants que je viens d'évoquer. En 1901, une branche de la famille Sa'ûd, liée au wahhabisme depuis le XVIII^{e} siècle, réémergea du désert sous la direction d'un chef dont l'interminable nom est connu en Occident sous la forme abrégée « Ibn Saoud » (vers 1880-1953), et reprit aux ennemis de la famille la « ville » de Riyad, la capitale du Najd (la partie la plus désertique de l'Arabie). Pour s'affirmer face aux Ottomans, il mena une politique d'alliance avec les Britanniques, qui, satisfaits du contrôle des côtes, ne s'engagèrent pas franchement ; mais il tint tête aux troupes ottomanes, sans d'ailleurs vraiment rompre les liens de vassalité avec Istanbul. Après la révolution jeune-turque, il entra en conflit avec le chérif Hussein, de la famille hachémite, que les jeunes-turcs avaient nommé émir du Hijaz, la région de La Mecque. En 1913, Ibn Saoud parvint à conquérir un bout de côte, sur le Golfe Persique (c'est là qu'on a trouvé des océans de pétrole par la suite). Ce début de (re)conquête de l'Arabie s'accompagna d'un renouveau de la prédication wahhabite.

Ajoutons (ou rappelons, je l'ai déjà mentionné) que dans la région, les Britanniques s'emparèrent du Koweït, qu'ils détachèrent de la province ottomane de Bassorah en 1899[526]. Comme d'habitude, la fiction d'une appartenance du Koweït à l'Empire ottoman dura jusqu'en 1914. L'enjeu n'était pas uniquement pétrolier mais aussi de contrôle de débouché du *Bagdadbahn*.

Le dernier phénomène inquiétant pour la Porte, c'était bien sûr le début du sionisme. Les origines de ce phénomène ne se trouvent absolument pas en Méditerranée (les juifs séphardes du bassin méditerranéen jouèrent un rôle tout à fait négligeable dans l'épopée sioniste jusqu'à ce que leur expulsion massive des pays arabes, après l'indépendance d'Israël, ne fît augmenter leur proportion parmi la population israélienne).

À la fin du XIX^{e} siècle, la situation des juifs ne faisait que se dégrader en Europe centrale. Ils étaient installés dans ces régions depuis le Moyen Âge, sujets russes, autrichiens et allemands — en Russie, pays qui abritait la moitié de la population juive mondiale, soit cinq millions de personnes, en principe ils n'avaient pas le droit de s'installer hors d'une « zone de confinement », mais à la fin du XIX^{e} siècle cette prohibition n'était plus appliquée très stricte-

526 La *British India Company* y avait un comptoir depuis 1792.

ment. Dans les régions où ils étaient installés ils formaient la majorité, au moins relative, de la population de la plupart des villes, mais il existait aussi des villages juifs, les *shtetls*. Les juifs d'Europe centrale étaient de rite ashkénaze, contrairement à ceux de Méditerranée qui étaient de rite sépharade ; partout sauf dans les régions de peuplement allemand où ils s'étaient largement assimilés, ils avaient conservé leur propre langue, le yiddish, une variante d'allemand occidental (donc plus proche du néerlandais que de l'allemand littéraire), langue très populaire, très imagée, bourrée d'emprunts à l'hébreu et écrite en caractères hébreux. L'hébreu, lui, était non pas exactement une langue morte, mais une langue qui depuis très longtemps[527] ne servait plus qu'à des fonctions religieuses et, éventuellement, aux échanges entre juifs instruits de langues maternelles différentes. Cependant au XVIII[e] siècle la *Haskala*, le grand mouvement de modernisation de la culture juive sur le modèle des Lumières françaises et de l'*Aufklärung* allemande, s'était faite en hébreu, le yiddish étant tenu pour inapte à exprimer une pensée élevée ou abstraite ; mais personne n'envisageait encore de se remettre à parler hébreu au quotidien.

La situation des juifs s'aggravait en Autriche-Hongrie, où Vienne eut, à la Belle Époque, un maire fanatiquement antisémite, Karl Lüger) ; et surtout en Russie, où les premiers pogromes (massacres de Juifs par la populace, mais encouragés par le pouvoir) eurent lieu en 1881, après l'assassinat du tsar Alexandre II par des nihilistes (non juifs évidemment)[528]. Les deux vieux Empires multinationaux sur le déclin, dont chacun se voulait la sentinelle du christianisme (catholique pour l'Autriche-Hongrie, orthodoxe pour la Russie), se raidissaient face à toutes les forces de dissolution potentielle : les juifs, population non chrétienne, « allogène », cosmopolite et plutôt progressiste en politique pour la partie la plus militante, étaient particulièrement détestés, une détestation qui prenait le relais des anciens antijudaïsmes religieux et de la haine, ancienne aussi, du manieur d'argent.

Les nationalismes modernes, en pleine ascension dans cette région d'Europe et qui tentaient d'en finir avec les Empires, n'étaient guère plus philosémites. Ils recrutaient surtout dans les paysanneries et les minces élites urbaines récemment issues de celles-ci (plus la noblesse en Pologne) : tous milieux qui détestaient les juifs en tant qu'urbains, que marchands, que concurrents pour les postes administratifs et autres (le niveau d'instruction des juifs était très élevé), que minorité allogène inassimilable. Les nationalismes de cette région se fondaient sur la langue, or les juifs parlaient une espèce d'allemand ; sur la religion, c'est-à-dire, selon les cas, le catholicisme, l'orthodoxie ou le protestantisme ; sur les souvenirs historiques des grands royaumes médiévaux, or les juifs n'avaient pris aucune part à cette Histoire politique et militaire ; sur l'attachement à la terre natale, aux racines, or les juifs n'avaient point de territoire propre, on en trouvait un peu partout, et surtout dans les villes « cosmopolites », foyers d'une modernité souvent suspecte ; de plus en plus aussi, hélas, sur la notion d'enracinement originel, or les juifs étaient des migrants (eux-mêmes se rattachaient mythiquement à la diaspora des Hébreux de l'Antiquité), et sur divers délires racistes, dont la plupart faisaient des

---

527 Peut-être l'hébreu ne s'est-il éteint que dans les premiers siècles de l'ère chrétienne; mais il était très affaibli depuis la captivité à Babylone au VI[e] siècle avant J.C. Le Christ parlait araméen, la langue qui était en train de remplacer l'hébreu avant d'être lui-même marginalisé par l'arabe.

528 En revanche, il n'y avait pas alors d'antisémitisme politique en Allemagne — en revanche, il existait évidemment un antisémitisme dans la population, mais pas plus qu'ailleurs : Hitler était un Autrichien (il ne reçut la nationalité allemande qu'en 1932) et le nazisme représente plutôt la greffe sur l'Allemagne, dans ces circonstances de très grand désarroi, de passion politiques nées dans la Vienne de Karl Lüger et, plus largement, parmi les 25% de germanophones de l'Autriche-Hongrie, paniqués par la montée des « autres » (juifs, Tchèques, Hongrois, Roumains, Croates, etc.) et la perspective de la perte de leur position dominante dans la société. Ce qui est spécifique à l'Allemagne, c'est que la population toute entière ait pu accepter d'obéir aux ordres d'un fanatique, et de le seconder dans ses projets : le problème de l'Allemagne des années 1930, c'est moins l'antisémitisme que le conformisme et l'esprit d'obéissance.

juifs une race à part. Bref, dans leur immense majorité, les nationalistes s'accordaient pour exclure les juifs des différentes communautés nationales en voie d'émergence.

Du point de vue des juifs, et pour simplifier beaucoup un tableau qui devait présenter bien plus de nuances[529], il y avait quatre stratégies possibles pour réagir à ces inquiétantes nouveautés. L'émigration d'abord — dès le XIX^{e} siècle, les juifs d'Europe centrale commencèrent à se diriger vers les États-Unis, pays d'opportunités fondé et dirigé par des protestants attachés à l'Ancien Testament et plutôt philosémites ; et l'Europe occidentale, où ils ne faisaient l'objet d'aucune discrimination même si, en France, vers 1886, l'antisémitisme devint une passion politique. L'assimilation semblait avoir été couronnée de succès dans le cas des anciennes communautés de Grande-Bretagne, de France et (dans une mesure un peu moindre) d'Allemagne…[530] jusqu'à ce que l'affaire Dreyfus, de 1894 à 1906, vînt mettre en évidence que même dans la « patrie des droits de l'homme », rien n'était définitivement acquis (voyez mon cours sur la France). La troisième solution était celle qu'offraient les idéologies internationalistes et laïques, au premier chef le marxisme : tenter de dépasser les nations au profit des problématiques de classes communes à toute l'humanité ; s'engager dans la voie de la construction d'un monde où les particularismes culturels et leur exploitation politique auraient vocation à disparaître. Cette voie de l'internationalisme, de nombreux juifs d'Europe centrale la suivirent : les juifs furent nombreux dans les mouvements socialistes de ces régions, il y eut même, en Russie, à partir de 1897, un parti socialiste spécifiquement juif, le *Bund*, qui s'opposa vigoureusement au sionisme — mais le caractère juif de ce parti était quand même l'indice que dans ce pays il était impossible d'organiser une lutte commune aux prolétariats juif et catholique… Au XX^{e} siècle, les juifs furent nombreux dans le mouvement communiste, en U.R.S.S. et ailleurs ; ceux-là ne concernent pas mon propos, je les abandonne ici — non sans avoir rappelé qu'ils furent les premières victimes des purges staliniennes, et que Hitler ne faisait pas la différence entre un juif communiste et un juif sioniste.

Ces trois solutions avaient leurs limites et leurs inconvénients — les deux dernières impliquaient, entre autres, une laïcisation complète du mode de vie et le refus de la judéité, ou tout au moins son rejet dans la sphère de la vie privée, ce à quoi tous n'étaient pas prêts ; et puis, qui disait que les États-Unis ne seraient pas un jour touchés par la montée de l'antisémitisme, que l'assimilation en Europe occidentale était irréversible ? Il y avait encore une autre voie : celle l'élaboration d'un nationalisme juif sur les mêmes bases que les autres nationalismes d'Europe centrale — en très gros, la langue et la culure. La tentation d'imiter les nationalistes centre-européens était toute naturelle ; les Juifs de ces régions *étaient* des Centre-Européens, largement soumis aux mêmes influences intellectuelles que les non-juifs — notamment en provenance de l'univers culturel allemand dont ils étaient si proches (en tant que yiddishophones et en tant que personnes instruites, ce qui à cette époque et dans cette région du monde, Russie comprise, signifiait instruites en allemand). Depuis les générations romantiques, tout le monde dans la région (sauf les socialistes et les nostalgiques de l'ordre féosdal) fonctionnait en termes de nations, définies sur une base culturelle et non politique comme en France. Par ailleurs, dans cette région d'Europe les juifs étaient unanimement considérés comme un peuple, et un peuple différent : il est assez naturel qu'une partie d'entre eux aient intériorisé cette distinction, d'autant qu'ils ne parlaient pas la même langue que leurs voisins, lisaient une autre littérature, écoutaient d'autres musiques, portaient d'autres costumes, pratiquaient une autre religion et se mariaient essentiellement entre eux. Sur tous ces points de la *chedk-list* identitaire des nationalismes centre-européens du XIX^{e} siècle, les juifs

529 En particulier, l'option socialiste et l'option sioniste étaient moins nettement distinctes que ce qui suit ne pourrait le laisser penser : le premier sioniste était socialisant.

530 Dans les deux premiers de ces pays, des juifs ou des convertis récents étaient devenus ministres: Crémieux en France, Disraeli (fils d'un converti à l'anglicanisme), qui fut même premier ministre de Sa Majesté en 1868, puis de 1874 à 1880.

eurent bien moins à innover que les Ukrainiens ou les différents peuples balkaniques, dont les « marqueurs identitaires » ont largement été inventés au XIX^e^ siècle.

Bref, au fur et à mesure que leur situation se dégradait, certains juifs d'Europe centrale, notamment parmi ceux qui refusaient d'abdiquer leur judéité, jugeaient que, rejetés par les non-juifs, les juifs (communauté religieuse au départ, d'où la minuscule) n'avaient d'autre issue que de devenir des Juifs (un peuple, d'où la majuscule), c'est-à-dire d'adopter d'eux-même une identité collective conforme à l'univers des nationalismes culturels, où ils vivaient[531].

Cette entreprise passait quand même par une redéfinition de la communauté juive et une réinterprétation, voire (sur certains points) une reconstruction de son passé, selon des processus comparables à ceux que nous avons vus en œuvre dans les Balkans. Le fait, en soit, n'a rien de scandaleux : le passé n'existe que dans notre regard et ce regard est changeant, il n'y a donc rien de plus changeant que le passé — et puis, comme disait le Français Renan, « l'oubli, et je dirais même l'erreur historique, sont un facteur essentiel de la création d'une nation » — pour des raisons politiques, il peut être nécessaire de construire une conscience collective sur des bases pas entièrement scientifiques et objectives, et les juifs d'Europe centrale, de plus en plus menacés, en avaient de fort légitimes. Mais l'adaptation au cas des juifs de la définition centre-européenne de la nation posait de gros problèmes : ils n'avaient ni langue à eux (le yiddish n'était parlé qu'en Europe centrale), ni territoire — or, un peu partout, les nationalistes définissaient un territoire national et cherchaient à le rendre indépendant. Les juifs n'avaient même pas vraiment une Histoire commune : celle des Hébreux s'arrête, au plus tard, à la destruction du second Temple de Jérusalem en 70 après J.C. ou à la défaite de la dernière révolte de Palestine, celle de Simon Bar Kochba, sous l'empereur Hadrien, en 132-135 après J.C., à la suite de laquelle les juifs qui refusèrent d'abjurer leur religion furent expulsés de Palestine.

En particulier, parce que c'est crucial pour la suite, il faut insister sur le fait que les Juifs de l'époque contemporaine ne sont que métaphoriquement, mythiquement les descendants de ceux de l'Antiquité. D'un point de vue ethnique d'abord, puisque cet aspect des choses comptait au XIX^e^ siècle : la plupart des descendants des Hébreux, notamment ceux demeurés en Palestine après 135, se sont convertis, volontairement ou par force (au paganisme, au christianisme qui était au départ une variété de judaïsme et a recruté l'essentiel de ses premiers fidèles parmi les juifs, plus tard à l'islam) : leurs descendants se retrouvent aujourd'hui entre autres parmi… les Palestiniens[532]! En revanche la diaspora, c'est-à-dire la communauté juive installée hors de Palestine (bien avant 135), s'est beaucoup étendue par mariages mixtes et par conversions : en Europe le judaïsme n'a cessé d'être une religion prosélyte que lorsque les grandes persécutions ont commencé, en gros à l'époque des croisades. Il suffit d'observer l'apparence physique de la population juive d'Israël, aujourd'hui, pour se convaincre que par le sang elle ne vient pas en majorité du Moyen-Orient. La notion de « peuple juif », était, de la chute du Temple à l'époque sioniste, une notion purement religieuse, exactement comme l'Église catholique, aujourd'hui, parle d'un « peuple chrétien ».

D'un point de vue religieux, il n'est peut-être pas inutile de rappeler que les Hébreux de l'Antiquité ne sont pas les ancêtres spirituels des seuls juifs, mais de tous les monothéistes, chrétiens et musulmans compris : dire que « David était juif » n'a pas de sens (ou, plus exactement, constitue une réinterprétation de l'Histoire) : David était un roi hébreu, les Hébreux ont donné au monde le monothéisme, d'abord sous sa forme mosaïque (passablement différente,

---

531 Dans ce qui suit je m'abstiendrai de la majuscule, même concernant les sionistes : comme je passe sans cesse d'un sens à l'autre, ce serait trop compliqué.

532 Attention quand même : dans cette région de passage, traversée en tous sens par les armées les plus diverses, et objectif de toutes les passions religieuses, la population s'est pas mal renouvelée à travers les âges.

d'ailleurs, du judaïsme médiéval et moderne) ; mais l'héritage religieux s'en retrouve aujourd'hui aussi bien dans le message du Christ, qui était son descendant par le sang (les Évangiles insistent assez là-dessus), dans celui de Mahomet aussi, que dans celui du judaïsme : les chrétiens et les musulmans tout autant que les juifs se tiennent pour les descendants spirituels de Moïse et de David — décider que les uns ou les autres sont dans le vrai est affaire de foi.

D'un point de vue historique enfin, après 135 les juifs avaient renoncé à reconstruire un royaume en Palestine. Cette renonciation est explicite dans les travaux des rabbins pharisiens[533] de Jamnia (aujourd'hui Yabneh en Israël, le grand centre intellectuel du judaïsme autour de 100 après J.C.)[534]. La fameuse formule « l'an prochain à Jérusalem », omniprésente dans les prières, était, elle aussi, purement métaphorique, même si bien sûr la Palestine n'était pas une région ordinaire pour les juifs. Il y avait toute une douleur de l'exil, qui renouvelait la douleur biblique de la captivité à Babylone[535]. Certains y faisaient des voyages d'étude et de prière (ce genre de voyage s'appelait une *aliya*, littéralement une « montée »), certains juifs âgés allaient mourir en Terre sainte ; mais il n'était pas question d'y faire souche, cela n'aurait eu aucun sens spirituel. Dans cette région la communauté juive, qui s'était reconstituée au Moyen Âge après une éclipse, donc très vraisemblablement sans continuité avec le peuplement antique, n'était pas spécialement importante en nombre (il y avait 24.000 juifs en Palestine en 1880, soit 5 % de la population), et depuis longtemps on n'y trouvait plus de grands centres d'études religieuses[536].

Ce genre de problèmes n'arrêtait pas les nationalistes du XIX^e^ siècle, pas plus en Europe centrale que dans les Balkans. L'expression « peuple juif » se mit à prendre un sens non plus religieux, comme c'était l'usage depuis toujours, mais nationaliste, comme les Polonais parlaient d'un « peuple polonais ». Certains commençaient à s'imaginer que le « peuple juif » descendait physiquement du « peuple élu » de l'Antiquité, exactement comme les Serbes s'imaginaient descendre des guerriers d'Etienne Dušan et les Grecs, des Athéniens de l'Antiquité. Cette assimilation d'une communauté religieuse à une communauté historique et, dans une certaine mesure, biologique, répondait en miroir à l'ethnicisation des communautés linguistiques d'Europe centrale et des Balkans, dont nous avons vu qu'à l'origine elles étaient également définies en termes religieux. L'Histoire des Hébreux devint celle du « peuple juif », dans la mesure où ils en étaient les « ancêtres ».

---

533 La « secte » pharisienne n'était pas la seule à l'époque, mais elle est la seule source du judaïsme moderne. Les sadducéens, très liés à l'aristocratie sacerdotale, disparurent avec le Temple ; les zélotes, des activistes politiques, avec la défaite de Bar Kochba ; les Esséniens, quiétistes en politique et très critiques de toutes les institutions, semblent d'être largement fondus dans le christianisme primitif.

534 Ce que l'on appelle le « synode de Jamnia » consista en une série de réunions des principaux rabbins, vers 90, en réponse à la catastrophe de 70. Cet événeement, suivi de la catastrophe de 135, provoqua une profonde évolution de la religion juive. La destruction de Jérusalem entraîna la fin du culte traditionnel, un culte de type antique classique (avec des sacrifices et une caste de prêtres), mais rendu en un seul lieu, le Temple, puisqu'il n'y avait qu'un seul Dieu ; et la victoire définitive de la synagogue (le mot signifie : « maison d'études »), c'est-à-dire de ces groupes de fidèles qui se réunissaient pour prier et lire les textes sacrés, sans faire de sacrifices, n'importe où et sous la direction de « directeurs de prière » non professionnels au départ, les rabbins, parce qu'il fallait bien qu'il y eût une vie religieuse hors du Temple. Ce fut également les rabbins de Jamnia qui définirent le canon juif de l'Écriture sainte et lancèrent la compilation du Talmud, c'est-à-dire de l'ensemble des écrits de la tradition juive : à Jamnia, le judaïsme devint une religion de la prière et du Livre, ce qu'il est demeuré depuis. La victoire de la synagogue fut celle d'une forme de judaïsme non territorialisée, non politique, non ethnique — à cette époque, je l'ai déjà dit, les juifs étaient prosélytes. Ce fut alors que la notion de « peuple juif » devint purement religieuse, et le demeura jusqu'au sionisme.

535 Le psaume le plus populaire a toujours été le n°136 : « près des rivières de Babylone, nous nous sommes assis et nous avons pleuré (…). Si je t'oublie Jérusalem, que ma droite m'oublie ! ».

536 De toute façon, ce n'est pas elle qui est à l'origine du sionisme : au contraire, certains de ses descendants y sont toujours farouchement hostiles aujourd'hui, alors qu'ils vivent… en Israël.

Ce fut également à cette époque que certains commencèrent à discuter de la nécessité d'un territoire national où les juifs pourraient se concentrer pour n'être plus en minorité. L'entreprise étant manifestement impossible en Europe centrale, où ils étaient en position de faiblesse croissante, certains pensèrent à l'Ouganda ; ce fut dans les années 1860 que l'on commença à évoquer la prespective d'une *aliya* définitive, c'est-à-dire d'un « retour » en Palestine, sur *Eretz Israël* (la terre d'Israël, le plus prestigieux des royaumes hébreux de l'Antiquité), la terre de Sion[537] (le mot "sionisme" date de 1890). C'était au départ dans une perspective religieuse, dans des milieux encore pré-nationalistes (l'idée était de hâter le retour du Messie en rassemblant le peuple élu) ; mais l'entreprise se politisa à partir du moment où les perspectives s'assombrirent en Europe. Il s'agissait aussi, en rompant avec le passé centre-européen, de séculariser la vie de la communauté juive, de sortir des archaïsmes évidents de la vie de ghetto et de *shtetl*. Ce n'était pas si contradictoire que cela : la religion mosaïque n'était pas le seul marqueur identitaire des Juifs, il y avait aussi notamment la langue (hébreue ou yiddish, il y avait débat, mais l'une et l'autre étaient communes[538]) : donc un nationalisme juif laïc était possible[539] — et même souhaitable pour les Juifs rationalistes, voire incroyants, dont le nombre croissait en cette fin du XIX^{e} siècle[540].

Alors vint Theodor Herzl (1860-1904), un Viennois très assimilé à la culture allemande. Il avait exercé la profession de journaliste à Paris en 1891-1895, au début de l'affaire Dreyfus. En 1896, sous le choc de ce dont il avait été témoin en France, il fit paraître l'ouvrage qui est à l'origine du sionisme moderne, *L'État juif*, et l'année suivante organisa le premier congrès sioniste, à Bâle, lequel déboucha sur la fondation d'une Organisation Sioniste Mondiale. Herzl affirmait que la seule solution « moderne » à la question juive était la constitution d'un « foyer » juif, lequel avait vocation à devenir un État, puisque, selon les nationalistes de l'époque, une nation sans État souverain était condamnée à subir l'oppression. Pour ce faire, il fallait constituer une Agence Juive qui réunirait des fonds dans tout le monde juif et mènerait le projet sioniste. Le foyer national juif serait naturellement situé en Palestine, terre des anciens royaumes hébreux, et, selon une formule célèbre de Herzl, « terre sans hommes pour des hommes sans terres ».

Cette formule, aujourd'hui surréaliste, contient intégralement l'un des grands drames du XX^{e} siècle, et révèle l'aporie originelle du sionisme. Les sionistes se comportaient exactement comme s'il n'y avait pas de population indigène en Palestine[541]. La région était certes peu peuplée, environ 600.000 musulmans l'habitaient vers 1910 (y compris ce qui est aujourd'hui l'ouest non désertique de l'actuelle Jordanie) ; seule une « natalité de combat », à l'époque israélienne, à permis aux Palestiniens de devenir plusieurs millions. Mais elle n'était pas vide ! Les sionistes étaient des Européens de leur temps comme les autres, tout aussi colonialistes. En tant qu'Européens, représentants de la partie la plus « avancée » de l'humanité, ils avaient le mépris le plus complet pour les « sauvages » de cette région pauvre et en retard,

---

537 Sion est une colline de Jérusalem, sur laquelle fut construite la première synagogue. Dans l'Apocalypse de Jean, c'est là qu'apparaît l'Agneau ; dans certaines traditions sémitiques, c'est là que Dieu créa Adam — bref, le nombril du monde. Métaphoriquement, Sion désigne Jérusalem et la Terre Promise.

538 Le yiddish n'était commun qu'aux juifs d'Europe centrale, mais justement, le sionisme naquit essentiellement dans ces milieux.

539 Un nationalisme peut très bien faire référence à une religion en tant que l'un des éléments constituants de l'identité nationale, et être par ailleurs laïc, c'est-à-dire souhaiter que ladite religion reste du domaine privé. C'est le cas aujourd'hui en Pologne ou en Irlande, même si bien sûr dans ces pays le clergé contribue à la définition des valeurs sur lesquelles se fait le consensus politique : mais il ne fait qu'y contribuer, justement.

540 Ceci est à relier au fait, signalé plus haut en note, que les premiers projets sionistes avaient une forte coloration socialiste, commune à toutes les avant-gardes de l'époque ; rappelons aussi qu'il existait alors toutes sortes de socialismes, et que certains n'étaient pas du tout internationalistes.

541 N.B. Les projets ougandais posaient des problèmes du même ordre !

musulmans pour plus d'abjection, promis à l'assimilation ou à la disparition comme les Indiens d'Amérique. La formule de Herzl peut très bien être entendue comme une négation, non de l'existence d'une population en Palestione, mais de l'humanité des Arabes : ce genre de propos était banal dans l'Europe de cette époque, même à gauche. Et puis les sionistes étaient persuadés d'avoir un « droit historique » sur la terre qui avait été celle d'Israël, tenue désormais pour celle de leurs « ancêtres », donc leur « propriété », et tant pis pour les « squatters » arabes : exactement comme les Serbes étaient persuadés d'avoir un droit historique sur les anciennes terres d'Etienne Dushan et avaient entrepris d'en expulser les « squatters » turcs et albanais. Par ailleurs, les colonialistes considéraient tous qu'il était légitime que les plus « civilisés » s'emparassent des terres laissées en deshérence par leurs propriétaires, pour les mettre en valeur : il va sans dire que la seule « mise en valeur » dont les Européens reconnaissaient la légitimité était une mise en valeur de type européen, avec une agriculture intensive.

Ces problèmes sont ceux que posent tous les nationalismes centre-européens du XIX^e^ siècle, lorsqu'ils deviennent excluants : comme il y a toujours plusieurs manières de se réclamer du passé, de l'origine, de définir une nation ou une race, plusieurs communautés autoproclamées, autoconstruites, risquaient de se disputer les mêmes souvenirs, les mêmes populations, les mêmes territoires — c'est très exactement ce qui arrive aujourd'hui en Terre Sainte, la principale différence avec la Grèce, par exemple, résidant dans le fait qu'en Terre Sainte l'histoire n'est pas finie, qu'il y a encore des Palestiniens alors qu'il n'y a presque plus de non-Grecs en Grèce. Les Grecs du XIX^e^ siècle se prenaient pour les descendants des Athéniens, des Macédoniens et des Byzantins et revendiquaient des « droits historiques » sur Constantinople et une bonne partie des Balkans ; comme les Turcs et les Slaves des Balkans avaient une autre vision des choses, il s'ensuivit un siècle et demie de guerres et de purifications ethniques sur les terres dominées par les Grecs. Serbes et Bulgares se réclamaient de définitions de leurs langues respectives qui incluaient toutes deux la même région aux dialectes intermédiaires (la Macédoine), ainsi que de royaumes médiévaux (non compemporains l'un de l'autre) dont les frontières se recoupaient : d'où d'autres drames. Les Français et les Allemands revendiquaient l'Alsace-Lorraine, c'est l'une des causes des deux guerres mondiales… Les sionistes étaient de bonne foi ; on peut leur trouver plus d'excuses qu'aux autres Européens dans la mesure où ils agissaient pour le bien d'une population particulièrement maltraitée, et dans des circonstances si défavorables qu'il était peut-être légitime de considérer qu'il n'y avait pas d'autre voie — mais celle-ci n'en était pas moins extrêmement dangereuse pour l'avenir. Le sionisme naissant constituait un redoutable cocktail des deux passions politiques du XIX^e^ siècle qui ont eu le plus facilement tendance à dégénérer : le nationalisme et le colonialisme[542].

---

542 Très tôt, les juifs socialistes et/ou assimilés mesurèrent et dénoncèrent les dangers de ces amalgames, et soulignèrent la parenté inquiétante qu'il y avait entre le sionisme, entreprise pour eux de « retribalisation » du judaïsme, et les autres doctrines nationalistes en vogue dans cette partie du monde, y compris les plus antisémites. Pour ne pas me faire taxer moi-même d'antisémitisme, je cède ici la parole à Victor Klemperer, qui passa toute la période nazie en Allemagne, sans être déporté du fait qu'il était ancien combattant et marié à une « Aryenne » ; il nous a laissé de ces années un passionnant *Journal* et un livre célèbre, *L.T.I.: carnets d'un philologue*. Athée et de culture allemande, il se sentait profondément allemand, autant que Heine, Marx, Mendelssohn et Mahler (quatre autres juifs) ; il refusait que les nazis le traitassent en « juif », car c'était en lui et chez les autres persécutés du régime que s'était réfugiée l'âme allemande, face à la folie qui s'était emparée des autres Allemands (« la chose la plus lamentable de toutes, c'est que je sois obligé de m'occuper constamment de cette folie qu'est la différence de race entre Aryens et Sémites, que je sois toujours obligé de considérer tout cet épouvantable obscurcissement et asservissement de l'Allemagne du point de vue de ce qui est juif »).

(Bien sûr, compte tenu de ce qui précède, que je le prenne en exemple de juif, que je le traite en juif, que je le traite de juif, est pour lui, *post mortem*, une autre défaite. Quel droit a-t-on à considérer comme juive une personne qui ne se tient pas pour telle, sur la seule base de la religion de ses ancêtres ou de la consonnance de son nom ? C'est reproduire le regard essentialiste des nationalistes romantiques radicaux, ce regard que

Une autre conséquence, moins grosse de drames futurs, du projet sioniste fut la renaissance de l'hébreu comme langue de communication quotidienne. Une nation, pour un Centre-Européen, c'est encore plus une langue qu'une terre. Herzl n'avait pas trop insisté sur cet aspect des choses, il souhaitait évidemment que l'État juif ait une langue commune mais il pensait plutôt au yiddish (où à l'allemand, plus prestigieux) ; mais ce fut le grand projet d'un autre sioniste, Eliezer Perelman, plus connu sous le nom hébreu de Ben Yehouda (1858-1918), né à Vilnius (aujourd'hui en Lituanie), véritable Babel où l'on parlait yiddish, allemand, lituanien, polonais et russe. Le yiddish n'avait guère de prestige, même aux yeux des yiddishophones, et ce n'était la langue que d'une partie des Juifs : l'hébreu, langue de culte commune, langue de la Bible, langue des anciens royaumes d'Israël et de Juda, en avait infiniment plus. Il s'agissait « seulement » de la moderniser, de la doter notamment d'un vocabulaire apte à exprimer les réalités du monde contemporain (les intellectuels nationalistes d'Europe centrale l'avaient déjà fait pour de nombreuses langues paysannes à l'origine) ; la volonté collective ferait le reste. Le projet pouvait quand même apparaître assez utopique, ne serait-ce que parce qu'il n'y a que 6.000 mots différents dans la Bible ![543]

Ce fut en 1880 que Ben Yehouda l'exposa pour la première fois, en l'inscrivant explicitement à l'intérieur du projet de « sauver » une « nation » juive distincte de la « religion » israélite — laquelle, pour lui, ne pouvait survivre à long terme que dans le cadre d'un foyer national juif (« l'hébreu ne peut être que si nous faisons revivre la nation et la ramenons au pays de ses ancêtres »). L'année suivante, dans les tout premiers, il émigra en Palestine, et il commença à ne parler qu'hébreu à ses enfants, qui furent ainsi les premiers hébréophones de langue maternelle depuis au moins mille cinq cent ans. En 1900, il n'y avait pourtant que dix familles hébréophones en Palestine…[544] Dans le même temps, tout un travail d'adaptation de la langue avait lieu : Ben Yehouda lui-même publia un volumineux dictionnaire ; en 1904, il créa un Comité de la Langue (devenu l'Académie de la Langue Hébraïque en 1953), qui s'adonna à un travail systématique de néologie (création de mots nouveaux[545]). Puis ces

---

Klemperer refusait. Mais le nazisme et le sionisme ont tout faussé : le témoignage de Klemperer, aujourd'hui, ne peut plus être reçu comme celui d'« un Allemand », sans restriction, sans arrière-pensée. Aujourd'hui, un Allemand de religion juive n'est plus un Allemand ordinaire… C'est bien en tant que témoignage d'un juif que son *Journal* a fini par être publié, en 2000, c'est bien ainsi que tout le monde l'a lu, alors que, par exemple, le fait qu'il était communiste n'a intéressé personne, question de génération. L'Histoire crée ses objets, y compris et surtout dans le passé, y compris contre leur volonté — les morts protestent rarement. De Klemperer, qui se voulait un Allemand athée, l'Histoire a fait un juif à titre posthume : c'est le Klemperer de l'histoire dont j'évoque ici le témoignage, non le Klemperer qui se voulait allemand).

À plusieurs reprises dans son journal, Klemperer critique vivement les sionistes qu'il accuse d'avoir, au fond, la même vision du monde que les nationalistes allemands, une vision fondée sur la notion de « nation », de « peuple », une vision fondamentalement excluante. Pour lui, les sionistes de son temps avaient grandi « dans la même atmosphère de romantisme perverti » que les nazis… (*L.T.I.*, p. 117 dans l'édition de poche). Par « romantisme », Klemperer entendait avant tout une sensibilité, une certaine exaltation, un goût du folklore historique, etc. : ce n'est pas exactement le sens où j'emploie ce mot plus haut dans le corps du texte, mais il me semble que l'on peut étendre l'intuition de Klemperer à la parenté d'une vision du monde fondée sur ce que j'appelle la définition centre-européenne de la nation : ce sont les romantiques allemands qui l'ont formulée d'abord, et elle est effectivement inextricablement mêlée à une atmosphère de festival de chant choral en costumes néo-médiévaux, de *Vögelwanderungen* entre jeunes gens dans les montagnes, de rêves devant les châteaux médiévaux, etc., dont Klemperer ressentait manifestement la culture sioniste comme un décalque.

543 À la même époque (vers 1880) et dans la même région (Grodno et Varsovie, en Pologne-Lituanie russe), un autre juif, Zamenhof, inventait l'espéranto, langue carrméent 100 % artificielle, et destinée à l'humanité entière.

544 Ce genre de micrcommunauté linguistique d' « allumés » n'a rien de très exceptionnel : ainsi aujourd'hui, en Cornouailles, quelques centaines de personnes font revivre le cornique, langue celtique morte au XVIII^{e} siècle, et certaines parlent cornique à leurs enfants. La spécificité de l'hébreu, c'est évidemment d'avoir dépassé ce stade.

545 À partir surtout d'emprunts à l'hébreu biblique et post-biblique, mais aussi de calques de l'arabe (langue

innovations étaient reprises dans les journaux, les manuels scolaires… il y eut évidemment des difficultés, des conflits, des inventions malsonnantes qui furent abandonnées, mais la foi sioniste finit par soulever les montagnes : en 1918, l'hébreu fut proclamé langue officielle en Palestine au même titre que l'arabe et l'anglais, et dans les décennies suivantes il finit de s'imposer. C'est aujourd'hui une langue vivante comme une autre, qui a des millions de locuteurs natifs (dont pas mal de monolingues, encore que le pays a des taux très élevés de bilinguisme en anglais et en arave) et dont l'évolution a largement échappé aux académiciens.

Les *aliyas* modernes, sionistes en Terre sainte (une zone alors fort mal délimitée) commencèrent dans les années 1880, à toute petite échelle au départ : en 1901, 30.000 juifs avaient fait leur *aliya* et 10.000 environ étaient restés, une proportion comparable à ceux des Italiens émigrés en Amérique. Seuls 12.000 vivaient à la campagne (essentiellement dans la plaine côtière autour de Jaffa : ces populations surtout urbaines d'Europe centrale eurent du mal à se mettre à l'agriculture !) ; mais le mouvement s'accéléra après 1904, époque où l'horizon des Juifs de Russie s'assombrit brutalement (c'est ce que l'on appelle souvent la « deuxième *aliya* » : elle concerna 30.000 à 40.000 personnes). En 1908, il y avait 80.000 juifs en Palestine, un peu plus de 10 % de la population. À partir de 1909, un Fonds National Juif, associé à une Banque anglo-palestinienne, commença à acheter systématiquement des terres à leurs propriétaires pour les mettre à la disposition des colons. Les vendeurs étaient essentiellement de grands propriétaires turcs ou arabes, absentéistes, parfois installés à Istanbul ou à Smyrne qui depuis des siècles les laissaient exploiter par les paysans locaux, contre redevance : depuis toujours, l'usage était que lorsque la terre changeait de propriétaire, on y laissait les exploitants. Du jour au lendemain la règle changea : ceux-ci, sans avoir eu voix au chapitre ni avoir touché un sou, se retrouvèrent expulsés de chez eux, transformés en un prolétariat de ramasseurs d'oranges. On comprend que dès le début leurs réactions aient été négatives, et violetes ; ces phénomènes n'étaient pas très différents de ce qui se passait alors en Tunisie ou en Indochine de ce qui s'était passé en Algérie, dans le Caucase ou, durant des siècles, sur le continent américain. Si nous entendons, et vigoureuse, la voix des Arabes de Palestine, c'est parce qu'ils étaient assez nombreux au départ, parce qu'ils ont conservé une certaine puissance politique, et parce que les autres Arabes ont relayé leur protestation ; c'est aussi, bien sûr, parce que les sionistes ne les ont pas exterminés. Si nous n'entendons pas celle des Cheyennes, celle des Hopis ni celle des Tcherkesses, c'est qu'ils ont à peu près disparu…

Le premier sionisme était très laïc. La religion n'était qu'un trait privé, certes collectif, de la vie des colons ; les institutions du mouvement sioniste et celles, à l'état d'ébauches, des colons de Palestine n'avaient rien de religieux — les sionistes étaient des hommes modernes, des « éclairés », des positivistes[546]. Le sionisme naissant était aussi très marqué par les idéaux socialistes, en plein essor à cette génération[547] : les colons des campagnes s'organisèrent en communautés, les *kibboutzim* (pluriel hébreu de *kibboutz*), qui rappelaient par certains côtés les phalanstères du XIX^{e} siècle (ils tendaient à l'autosuffisance, le travail s'y faisait en communauté et les bénéfices étaient répartis égalitairement[548]), et aussi un peu plus tard en

très proche de l'hébreu) et de l'allemand, langue de culture de la plupart des Juifs d'Autriche-Hongrie et des plus instruits de ceux de Russie.

546 Dans son roman visionnaire *Altneuland*, paru en 1902, Herzl rêvait quand même d'une restauration du Temple ! Mais il n'y eut pas de tentatives concrètes en ce sens. La nouvelle société que le roman décrit n'aurait pas été dirigée par les rabbins, « la religion [aurait été] exclue des affaires publiques » : le Temple en question était donc dans doute dans son esprit davantage un symbole national, du genre de la couronne de Saint Étienne en Hongrie, qu'un symbole religieux.

547 Dans le même ouvrage, Herzl rêvait aussi d'une économie mixte, en partie coopérative ; d'une propriété collective de la terre; d'une direction formée de techniciens; d'un monde où l'on voterait, mais où il n'y aurait pas de politique au sens mesquin, diviseur de ce terme.

548 Le tout premier *kibboutz* date de 1882. Il y avait 26 colonies agricoles en 1908.

mochavim (villages communautaires). Les *kibboutzim* et les *mochavim* essayaient de recourir le moins possible à la main-d'œuvre indigène, tant par méfiance et par mépris que pour donner du travail à tous les juifs, même arrivés pauvres, pour qu'il se créât une société juive complète, donc autonome (en Europe centrale les juifs n'occupaient pas toutes les niches de la société, ç'avait été l'une des raisons de leur faiblesse), et enfin pour ne pas devenir collectivement une nouvelle classe dirigeante. En réalité, les indigènes expulsés de leurs terres devinrent rapidement le prolétariat des colons — d'où des conflits qu'on peut qualifier au choix de sociaux, de coloniaux ou d'ethniques, et qui expliquent que dès avant 1914, les sionistes avaient créé des milices d'autodéfense[549]. En attendant, ce « socialisme juif » servait la propagande sioniste dans les milieux progressistes, juifs ou non, en Europe. Ce n'était évidemment pas son objectif premier ; mais le sionisme apparaissait comme, et de loin, le plus progressiste des nationalismes. Cette image du sionisme ne tenait pas compte du sort des Arabes : on était en un temps où même Jaurès ne se préoccupait guère de celui des indigènes d'Algérie (voyez plus haut)… Il apparut des partis politiques, des syndicats. Aucun n'était ouvert aux Arabes; mais qui, à l'époque, reprochait aux partis américains de ne pas s'ouvrir aux Indiens ? Les indigènes algériens n'avaient même pas le droit de vote ! Et puis les Arabes de Palestine étaient censés avoir, outre des « garanties » sur place, leurs propres représentants : les autorités ottomanes[550].

La Sublime Porte se montra assez hostile à une entreprise qui lui apparaissait comme l'ébauche d'une colonisation européenne de la Palestine ; mais elle n'y put mais, parce qu'on ne tapait pas sur des Européens (les sionistes, qui avaient conservé leurs nationalités d'origine, étaient protégés par les capitulations), mais aussi parce qu'elle avait des félins plus agressifs à fouetter dans les Balkans, en Anatolie orientale, en Libye, etc., etc. Pour l'heure, les sionistes étaient pacifiques et respectueux de l'autorité califale… Mais bien sûr, à terme le danger était réel, car c'étaient des Européens, soumis à des influences européennes (et par ailleurs protégés par les capitulations signées entre l'Empire Ottoman et leurs pays d'origine : ceux-ci étaient donc tout naturellement portés à s'intéresser à eux). L'Allemagne soutint les projets sionistes dans le but d'accroître son influence dans l'Empire ottoman (les Juifs d'Europe centrale n'étaient-ils pas une espèce de germanophones ?), la Grande-Bretagne aussi pour des raisons du même ordre — la Palestine est proche de Suez, mieux valait contrôler ce qui s'y passait, et plus il y aurait d'Européens dans la région, mieux cela vaudrait, en particulier dans la perspective d'une guerre entre Londres et Istanbul. Dans le monde juif, le sionisme gagnait peu à peu en légitimité à mesure qu'il devenait une réalité. Il était difficile de ne pas se sentir solidaires d'un tel effort, et d'une telle réussite : pour la première fois depuis deux mille ans des juifs relevaient la tête, une vie sans persécutions ni humiliations semblait possible. Mais les juifs socialistes étaient quand même encore très nombreux, pour qui le sionisme était affaire de bourgeois ; et la grande majorité des juifs qui quittaient l'Europe centrale se dirigeaient toujours vers les États-Unis.

---

549 La « nouvelle société » d'*Altneuland* n'aurait pas admis d'immigrants non juifs, mais elle aurait bénéficié de la bienveillance des Arabes, qui auraient compris le caractère bénéfique de l'immigration juive en termes de progrès, d'opportunités de travail et de prospérité — le même argumentaire servait à l'époque pour toutes les entreprises coloniales. Herzl fait dire à un personnage arabe : « les Juifs nous ont enrichis, pourquoi devrions-nous être contre eux ? ». Ailleurs, il écrit que la « restauration des Juifs » annoncerait, dans le futur, « celle des Noirs » : idéalisme colonialiste ! Effectivement le désert se mit à fleurir ; mais pour qui ?

550 Certains juifs critiquaient d'ailleurs le sionisme pour ce côté socialiste, plus précisément pour le fait qu'il n'y avait rien là-dedans de spécifiquement juif : il y avait effectivement une grosse contradiction entre le caractère laïque du sionisme et le fait que la communauté juive se définit essentiellement par sa tradition religieuse ! À tenter de se transformer en une nationalité comme une autre, les sionistes risquaient de donner naissance à un « peuple néo-hébreu » plutôt qu'à un « peuple juif », et tout l'héritage du judaïsme traditionnel risquait de s'y perdre.On entend encore parfois ce genre de critique à propos d'Israël, notamment dans les milieux très orthodoxes.

Les intellectuels arabes réagirent négativement à l'entreprise sioniste, dès ses débuts. Dans *Le réveil de la nation arabe dans l'Asie turque* (1905 ou 1906), Naïb Azoury dénonçait le sionisme, et, au-delà, un « péril juif » universel : ce livre représente entre autres choses le premier stade de l'importation de l'antisémitisme français en terre arabe. C'est aussi le premier livre où l'on voit apparaître le concept géographique de « Palestine » : l'identité palestinienne, inexistante avant 1900 (la seule identité régionale était l'identité syrienne), est née du sionisme, ou plus exactement contre le sionisme.

Après ce long détour, retournons sur les rives du Bosphore. Les Arabes ayant, on l'a vu, assez mal répondu à la propagande panislamiste du régime, on assista vers la fin du règne d'Abdul Hamid, c'est-à-dire vers 1900, à un glissement vers un « turquisme » modelé sur les nationalisme ethnico-culturels des Balkans chrétiens. Cela ne fit qu'aggraver la fracture avec les Arabes (et tous les autres).

Cette évolution était encore bien plus nette dans certains cercles sensibles à la profonde déstabilisation d'un Empire qui semblait au bord de l'effondrement, et soumis à leur tour à des influences idéologiques en provenance d'Europe. Ces influences étaient particulièrement fortes parmi les « rapatriés » du Caucase et des États balkaniques intépendants, ainsi que parmi les turcophones de ce qui restait de Balkans ottomans, minoritaires et en première ligne face aux nationalismes culturels chrétiens. Ces milieux étaient littéralement pris de panique : l'Empire n'arrivait pas à se moderniser assez vite pour faire face aux agressions européennes, dont le rythme s'accélérait sur fond d'endettement et de pénétration des capitaux européens (ainsi pour les capitaux français : on passa de 85 à 511 millions de francs investis dans l'Empire Ottoman entre 1881 et 1911). A l'intérieur, l'écart semblait se creuser entre les musulmans et les autres : ainsi en 1910, la province de Smyrne abritait 1.100.000 musulmans contre 300.000 chrétiens, or il y avait deux fois plus d'élèves chrétiens que musulmans dans les établissements secondaires. Au Liban, dans le primaire, 31 % des musulmans étaient scolarisés contre 45% des chrétiens et 35% des juifs.

Toutes les grandes communautés non turcophones s'agitaient plus ou moins, allaient-elles se partager l'Empire avec l'appui des colonialistes européens ? Qu'allait-il advenir des turcophones s'ils se retrouvaient partout en minorité dans des États aussi revanchards que les micro-pays des Balkans ? Et surtout, dans ces conditions, ne fallait-il pas défendre la nation turque, le peuple turque, contre toutes ces agressions ?[551] Ce fut ainsi que certains turcophones entrèrent dans les logiques nationalistes qui étaient depuis longtemps celles des ennemis de l'Empire Ottoman ; et qu'ils en virent à considérer de plus en plus le vieil Empire comme « la Turquie », l'État-nation des Turcs comme il y avait un État des Russes et un État des Grecs. La boucle était bouclée : le nationalisme à la centre-européenne avait triomphé partout, sauf dans les milieux islamistes et chez les juifs du bassin méditerranéen. Mais, chose essentielle, contrairement aux nationalismes balkaniques ou même au nationalisme arabe, qui conservaient une dimension religieuse notable, ce qui était en train de se développer dans l'Empire Ottoman était une idéologie laïque, à la fois à cause de l'exemple français (les élites ottomanes étaient très francophones et francophiles), parce que l'islam semblait irréformable et

551 Parmi les points les plus douloureux figuraient les capitulations. Il y avait déjà eu une tentative malheureuse pour les abolir en 1856 ; en 1900, la Porte dut renoncer à augmenter de 3 % les droits de douane, car les capitulations s'y opposaient (il y parvint en 1907). En matière judiciaire, une loi de 1879 limitait quelque peu les pivilèges des étrangers, mais les consulats étrangers refusèrent tout simplement de l'applqiuer. En 1907, un projet d'achange d'ambassadeurs entre l'Empire Ottoman et le Japon échoua parce que les Japonais réclamèrent à leur tour des capitulations pour leurs ressortissants…

On peut aussi évoquer le problème des postes étrangères, au nombre de 57 à l'apogée du système (!). il y avait eu une première tentative pour les supprimer en 1865, il y en eut deux nouvelles en 1881 et 1884, sans plus de succès. Entre autres choses, elles diffusaient des textes interdits… En 1908, l'Italie fit une démonstration naval dans les eaux turques pour obtenir l'ouverture de nouveaux bureaux de poste à son profit !

parce qu'il n'était pas identifié comme faisant partie du patrimoine de la nation turque : c'était un emprunt aux Arabes (ceux-ci ne se privaient pas de le souligner).

Ce « turquisme » eut, très tôt, un volet culturel (on assista même à la « returquification » de certains musulmans des Balkans). Dès avant les grandes réformes linguistiques de Mustaphâ Kemâl, la langue écrite par les élites de l'Empire Ottoman se mit à évoluer rapidement pour se rapprocher de ce qui était effectivement parlé par les turcophones : en particulier, les écrivains et autres lettrés renoncèrent progressivement aux plus mal intégrés des emprunts arabes et persans, et cessèrent d'entrelarder leur turc de propositions entières en arabe et en persan (cela dit, il restait quand même de nombreux éléments arabes et persans) ; on commençait à emprunter des mots au français plutôt qu'à l'arabe, notamment évidemment pour désigner les réalités du monde moderne. Certains commençaient même à rêver de remplacer l'alphabet arabe, totalement inadapté au turc[552], par l'alphabet latin, sur le modèle du compromis auquel les Albanais, autre peuple musulman, étaient en train de parvenir. Plus généralement, on assista à un début de réhabilitation de la culture *turque* anatolienne « profonde », celle des villageois turcophones, par rapport à la haute culture *ottomane* des villes, perçue comme impure, cosmopolite, imprégnée d'influences étrangères (arabo-persanes, grecques, arméniennes, occidentales). Certains commençaient même à lorgner vers l'Asie centrale, le berceau des Turcs[553] ; le paganisme de certains populations turques de Sibérie les fascinait, toujours parce qu'il était perçu comme « origine » donc « authentique »[554]. Les traits que je viens de décrire (recherche d'une « pureté », d'une « authenticité » perçues comme menacées par les évolutions historiques et assimilée à la culture rurale par opposition à la culture cosmopolite des villes) sont tout à fait caractéristiques des nationalismes culturels centre-européens du XIX^{e} siècle : même la fascination pour le paganisme n'est pas très originale, elle faisait déjà quelques ravages eu Europe centrale.

C'est en 1889 que des étudiants de l'Ecole Militaire de Médecine, à Istanbul, formèrent un cercle clandestin d'opposants, le Comité de l'Union Ottomane, organisé en cellules sur le modèle des nihilistes russes ou des *carbonari*. Lors d'un congrès qui se tint à Paris en 1902, ils prirent le nom de « jeunes-turcs »[555], une référence directe à Mazzini. Il s'agissait de militaires, particulièrement inquiets de l'incapacité de la Turquie à se défendre contre les agressions, et de médecins, représentants d'un secteur qui avait connu une modernisation accélérée. Le Comité fit d'abord des petits dans les écoles supérieures de la capitale, dans l'armée et parmi les oulémas, puis en province et parmi la diapora ottomane en Occident. Le sultan-calife mania à la fois la répression et la curruption, sans succès.

Les jeunes-turcs étaient divisés sur presque tous les points et notamment sur la stratégie à suivre pour arriver au pouvoir, mais à partir de 1905, dans une atmosphère d'exaltation liée à la victoire du Japon sur la Russie (première victoire d'un peuple « de couleur » sur un

---

552 Parce qu'il ne note que les consonnes et les voyelles longues. Ce n'est pas très grave dans une langue sémitique : les voyelles brèves ont essentiellement un rôle grammatical, avec le sens global et l'ordre des mots un arabophone les reconstitue sans trop de peine (c'est comme si on écrivait du français en petit nègre : « Marquise sortit 5 heures compagnie son valet pied pour aller messe Notre-Dame Paris »). Mais en turc, comme en français, les voyelles font partie de la racine des mots, elles sont porteuses de sens : c'st prtqmnt mpssbl d ls nlvr sns rdr l txt p prs ncmprhnsbl pr n crvll nrmlmnt cnstt. Par ailleurs, il y a 8 voyelles en turc contre 3 voyelles longues en arabe…

553 Par ailleurs en voie de colonisation par la Russie : un autre scandale.

554 Il y a notamment en Sibérie du nord-est une assez importante (450.000 personnes en 2009) population turcophone, les Yakoutes. J'entends ici « turcophone » au sens de « parlant une langue de la famille turque » : le rapport du yakoute au turc de Turquie est de l'ordre de celui de l'espagnol à l'italien, ce sont des langues proches mais pas identiques. Dans l'idéologie du nationalisme romantique, ces gens parlaient une langue apparentée au turc donc ils étaient issus de la même population-souche, donc ils étaient « des frères ».

555 Pas de majuscule parce que c'est un groupement politique, pas un peuple.

peuple blanc ![556]) et à divers troubles dans l'Empire Ottoman (prise de contrôle partiel de la Macédoine par les Puissances, tentatives arméniennes d'assassinat du sultan), les cercles jeunes-turcs d'officiers de l'armée des Balkans commencèrent à prendre le dessus, et notamment la société « Patrie et Liberté » (plus tard « Union et Progrès ») qui était apparue en 1906 : on y trouvait entre autres un jeune officier du nom de Mustafâ Kemâl, originaire de Salonique que l'Empire Ottoman était en train de perdre[557] (c'était par ailleurs l'une des villes les plus occidentalisées de l'Empire Ottoman ; la population était à 40 % juive). Ce petit groupe d'activistes était presque entièrement turcophone, ce que les premiers milieux jeunes-turcs n'étaient pas : c'étaient non seulement des patriotes mais aussi des turquistes, et par ailleurs des libéraux en politique, partisans d'un rétablissement de la constitution de 1876. « Patrie et Liberté » essaima rapidement dans ce qui restait de Balkans ottomans, notamment par le biais de la franc-maçonnerie mais aussi des confréries musulmanes[558] : en 1908, elle comptait 15.000 adhérents.

L'agitation dériva lentement en insurrection, jusqu'à ce qu'en juillet 1908, des troupes envoyés combattre les jeunes-turcs fissent défection et se joignissent à eux. Le soulèvement se multiplièrent, y compris hors des Balkans : fin juillet, Abdülhamid, acculé, annonça le rétablissement de la constitution de 1876, dissolut la police secrète, amnistia les prisonniers politiques, mit fin à la censure. On voit que dans cette révolution de juillet 1908, le peuple n'a pas joué un grand rôle : ce qui s'est passé est plus proche d'un coup d'État militaire. La situation se dégrada rapidement, d'autant que l'Autriche-Hongrie profita de l'occasion pour annexer la Bosnie-Herzégovie et la Bulgarie pour proclamer son indépendance. Les élections, en décembre, aboutirent à une victoire écrasante des jeunes-turcs. En avril 1909, une tentatative de contre-coup d'État échoua de peu[559] ; elle aboutit à une nouvelle intervention de l'armée de Macédoine et à la déposition du sultan-calife qui fut remplacé par son frère Mehmet V, un vieillard inoffensif qui ne joua aucun rôle politique jusqu'à sa mort en 1918. L'ensemble de ces événements eut lieu sur fond de très grande effervescence intellectuelle, avec de très grosses tentions sociales (cette révolution eut aussi une dimension ouvrière que je laisse tomber faute de temps, et aussi une dimension d'émancipation des femmes ; par ailleurs les courants islamistes étaient loin d'être muets, ils jouèrent un rôle important dans les événements d'avril 1909). C'est à partir d'avril 1909 que les jeunes-turcs furent véritablement au pouvoir — leur comité central « Union et Progrès », toujours clandestin, orientait la vie politique dans l'ombre ; il se dota[560] de toute une organisation hiérarchisée dans les provinces, qui s'appuyait surtout sur les classes moyennes turcophones ; il organisait de grands meetings, et diverses actions comme un boycott des produits autrichiens suite à l'annexion de la Bosnie-Herzégovine.

Le premier point de leur programme, c'était l'union, c'est-à-dire le combat contre tous les séparatismes. Il fallait en finir avec le système des *milletler*, qui avaient prouvé leur potentiel subversif (celui notamment des Arméniens), pour stopper le processus de dissolution de la société ottomane, pour qu'il n'y ait plus que des citoyens ottomans unis devant la loi, ayant les mêmes lois et les mêmes devoirs. Il fallait centraliser l'État, l'uniformiser (entre autres linguistiquement) : un programme directement repris de celui de la Révolution fran-

---

556 À part Adoua, mais c'était loin, l'Éthiopie était en retard, c'étaient des Noirs, et puis cela n'a jamais été un exploit de battre les Italiens.

557 On peut toujours y visiter sa maison, protégée en vertu d'un accord gréco-turc de 1923. Bon, évitez de vous vanter de cette visite auprès des Grecs…

558 Notamment les Bektachis que j'évoque dans l'annexe n°1 sur l'Albanie.

559 C'est son échec, ou plus exactement la situation très confuse qui dégna durant quelques semaines, qui se traduisit par les massacres d'Arméniens, en Anatolie et à Istanbul, que j'ai mentionnés plus haut.

560 Un peu à la manière du club des jacobins durant la Révolution française, mais j'ignore s'ils s'en inspiraient ou s'en réclamaient.

çaise (qui avait aboli les corporations, provinces et castes de l'Ancien Régime) et de l'œuvre de francisation en cours dans la III^e^ République de Jules Ferry. En effet les jeunes-turcs, dont beaucoup avaient vécu à Paris, étient fascinés par la France et sa révolution, le Panthéon, la statuomanie de la III^e^ République, le positivisme (l'expression « Union et Progrès » est une déclinaison de la devise positiviste « ordre et progrès »), la laïcité ; ils parlaient de leur révolution de 1908 comme d'une « deuxième Révolution Française » et adoptèrent la devise française « Liverté, Egalité, Fraternité », en y ajoutant parfois « Justice ».

Le programme jeune-turc comprenait entre autres un important volet éducatif, et il y eut aussi des mesures de turquisation de la justice. Le problème évidemment c'était que si les Bretons et les Occitans se sont laissés franciser sans grande résistance, parce que depuis le Moyen Âge le français est la langue de prestige sur l'essentiel du territoire de la France, les Grecs, les Arabes et les Arméniens n'étaient pas du tout décidés à se laisser turquifier : ils n'avaient que mépris pour les Turcs, en tant que musulmans et en tant que nomades asiatiques mal dégrossis, et puis c'étaient des oppresseurs infiniment plus brutaux que les Français en leurs provinces. Très vite, après la période initiale d'« illusion lyrique », les relations se tendirent entre les différentes communautés, d'autant que la presse était libre et que de nombreux non-Turcs avaient été élus au Parlement sur des programmes nationalistes. Dès l'été 1909, toutes les institutions « empruntant leur objet ou leur titre à une race ou à une nationalité » furent dissoutes et la répression des chrétiens reprit en Europe. En revanche, la politique des jeunes-turcs n'était pas agressivement laïciste (contrairement à celle de la III^e^ République française et à celle, plus tard, de Mustafâ Kemâl dans la Turquie de l'entre-deux-guerres) : ce n'était pas le moment de diviser les turcophones, pratiquement tous musulmans.

Le second point c'était l'indépendance : mettre fin, d'une part à l'humiliation permanente que représentait la situation semi-coloniale de l'Empire tout entier, d'autre part aux pertes de territoires. Ce fut un échec : bien au contraire, profitant du désordre, les Puissances et les États chrétiens des Balkans reprirent leur politique d'agressions en 1911-1912 (voyez plus haut). L'Empire Ottoman perdit notamment la Macédoine, le berceau des jeunes-turcs : une humiliation et surtout un affaiblissement pour ceux-ci. Tout ceci aboutit à un durcissement du régime : les deuxièmes élections législatives, en 1912, furent une farce ; la censure réapparut ; les libéraux pro-occidentaux étaient déconsidérés, d'autant plus que le Royaume-Uni, vers lequel ils s'étaient tournés, n'avait pas répondu à leurs attentes. En revanche, le nationalisme turc se développait de plus en plus, notamment les courants « panturquistes » ou « pantouraniens »[561] qui rêvaient de l'unité de tous les Turcs, des Balkans à l'Asie Centrale, plus ou moins sur le modèle de l'unité italienne. On trouvait parmi les promoteurs de ce courant, comme il était prévisible, pas mal de réfugiés de Russie[562]. En janvier 1913, un nouveau coup d'État porta au pouvoir (dans le cadre d'un triumvirat[563] et avec le titre de minsitre de la

---

561 On désignait du nom de « Touraniens » ou « Touranides » (du nom d'une région d'Asie Centrale dont ils étaient censés être originaires, mais aussi d'après une racine qui, dans les textes iraniens les plus archaïques, désigne les ennemis nomades) tous les peuples d'Eurasie centrale et septentrionale qui ne sont ni indoeuropéens (comme les Russes et les Iraniens), ni apparentés aux Chinois. Cela incluait, outre les Turcs, les Mongols et les Tougounses (trois sous-familles de langues dont la parenté ne fait aucun doute ; les plus connus des Toungouses sont les Mandchous qui dominaient la Chine au XIX^e^ siècle), divers autres peuples dont la parenté linguistique avec les trois précédemment cités, considérée comme prouvée au XIX^e^ siècle, est aujourd'hui fortement remise en question : les Japonais, les Coréens, les Finno-Ougriens (dont les Finnois, les Estoniens, les Lapons et les Hongrois) et les divers « isolats linguistiques » de Sibérie, mal connus à l'époque et qu'on n'apparente plus avec personne aujourd'hui. L'idéologie pantouranienne a fait des petits en Hongrie dans l'entre-deux-guerres.

562 Des turcophones, surtout originaires de Crimée et du nord du Caucase (très peu venaient d'Asie centrale), mais aussi des « Circassiens » devenus plus turcs que les Turcs.

563 Les deux autres membres en étaient Cemal Pacha, ministre de la Marine, et Tala'at Pacha, ministre de l'Intérieur. Dans le petit groupe des dirigeants du C.U.P. figuraient aussi Nazım Bey, l'idéologue du régime, et l'économiste Cavid Bey.

Guerre) l'une des figures les plus radicales d' « Union et Progrès », Enver Pacha, fortement influencé par le pantouranisme[564].

C'était la fin de la parenthèse semi-démocratique : le Comité « Union et Progrès » demeura au pouvoir jusqu'en 1920, et l'armée, en gros, jusqu'aux années 1980. Dès avant 1914, le C.U.P. se mit à ressembler furieusement à ce que Lénine théorisa quelques années plus tard sous le nom de « parti unique » : une force de mobilisation idéologique de la société qui ne tolérait aucune contradiction, aucune opposition. La turquisation de l'enseignement reprit de plus belle, tandis que le pouvoir suscitait toute une série d'associations paramilitaires pour le soutenir. Ledit pouvoir se montrait aussi de plus en plus hostile à la bourgeoisie, parce qu'elle n'était pas turque et parce qu'elle avait servi de relais à la pénétration occidentale : la nouvelle Turquie semblait prête à se replier sur elle-memê et à renoncer à son développement (ou en tout cas à un développement extraverti, le plus rapide) pour sauver son indépendance, ce qui fut effectivement la voie choisie entre les deux guerres. La répression contre les nationalités chrétiennes redoubla ; en revanche, il y eut une politique de « main tendue » aux Arabes, qui se traduisit par une redécentralisation des régions arabes de l'Empire.

Tout ceci avait lieu dans un contexte économique et social difficile, mélange d'archaïsmes de moins en moins supportés et de modernisation parfois échevelée, souvent traumatisante. En 1914, l'agriculture contribuait encore pour 56 % au revenu national ottoman, contre 17 % pour l'industrie. Cette agriculture était souvent très archaïque, et handicapée par un système fiscal pesant et injuste, sans parler du poids de l'usure. Enfin les campagnes fournissaient le gros de l'armée, d'où un déséquilibre des sexes dans de nombreux villages. On assista tout de même à des progrès de l'agriculture commerciale (le coton toujours, les raisins secs, les figues, le tabac, mais aussi le blé, toujours dominant), notamment dans l'ouest de l'Anatolie, de mieux en mieux desservie par les chemins de fer. Il était même apparu dans la région plusieurs écoles d'agriculture, des fermes modèles, une Banque Agricole (1888). Ces phénomènes s'accompagnaient d'une concentration de la propriété rurale, souvent au profit de capitaux étrangers ou ottomans, mais chrétiens. Les villes aussi se développaient spectaculairement : je les traiterai plus en détail dans la prochaine sous-pertie. Soulignons simplement qu'il était en train d'y apparaître quelque chose comme un prolétariat ouvrier, avec les luttes afférentes (les grèves, encore peu nombreuses, se multipliaient). 50 % du capital investi dans les entreprises industrielles était grec, 20 % arménien, 5 % juif, 10 % étranger, et 5 % seulement musulman.

Enfin, la période fut marquée par un rapprochement avec l'Allemagne. Il y avait longtemps que l'armée allemande était l'un des modèles de l'armée de terre ottomane[565] : les premiers instructeurs étaient arrivés en 1882, mais c'est durant le séjour du général Colmar von der Goltz, entre 1883 et 1895, que l'influence allemande s'imposa ; certains leaders de jeunes-turcs avaient séjourné en Allemagne, notamment Enver qui avait été attaché militaire à Berlin de 1909 à 1911. Cependant les relations étaient parfois difficiles : les Ottomans reprochaient aux Allemands leur morgue, leur ignorance du turc, leurs soldes très élevées ; les Allemands supportaient difficilement le manque d'efficacité des Turcs. Et puis l'influence politique et culturelle du Royaume-Uni et de la France demeurait forte : en 1913, il y avait 531 écoles françaises dans l'Empire Ottoman dont 23 à Istanbul, contre 51 écoles allemandes dont 2 dans

---

564 Pendant la première guerre mondiale, ses soldats chantaient : « Debout, Touran nous attend ! Du Caire à Batoum, de l'Inde à l'Afghanistan, on nous attend ». Vous remarquerez qu'il ne s'agit pas des terres turcophones mais des terres jadis conquises par des pouvoirs turcs ou tenus pour tels (le Maghreb n'y était pas inclus parce qu'il s'était rallié tout seul, en gros, à l'Empire Ottoman, le Caucase non plus pour des raisons que j'ignore) : bref, le pantouranisme était aussi « extensif » que la *Megalè Idea* grecque.

565 Mais pas de la marine qui était sous influence britannique : voyez en annexe n°6 les notes sur le livre de Daniel Panzac, *La marine ottomane*.

la capitale. Or ce qui était imprimé en français n'était pas spécialement pro-allemand… Le français était la langue quasi officielle de l'Empire Ottoman pour tout ce qui concernait les rapports avec l'étranger. Mais les jeunes-turcs étaient impressionnées par l'industrie allemande, ils étaient rassurés par l'absence totale de revendications allemandes sur leur territoire (une exception parmi les pays d'Europe effectivement !), et surtout une hostilité commune à la Russie rapprochait les deux pays ; enfin une alliance avec l'Allemagne permettrait de prendre entre deux feux les petits pays chrétiens des Balkans et peut-être un jour de desserrer l'étau qui se resserrait sur la capitale. Enfin, à partir de 1913 le germanophile Enver Pacha fut ministre de la guerre, et numéro un de fait du régime. Mais lorsque la guerre éclata, il n'y avait pas d'alliance formelle.

F) Les villes (sous-partie étendue à toute la période au programme dans la mesure de mes possibilités).

Istanbul, c'est Constantinople.
Dario Moreno.

Du fait de l'essor (forcé ou non) des échanges de marchandises, de capitaux et d'hommes, les villes méditerranéennes explosèrent au XIX^{e} siècle, le mouvement s'accélérant avec le temps. Istanbul, Salonique, Smyrne triplèrent leur population en un siècle ; la croissance d'Alexandrie, presque abandonnée en 1800, fut encore bien plus spectaculaire. Parmi les villes que je ne vais pas présenter en détail dans les pages qui suivent, notez que Beyrouth passa de 10.000 (1800) à 40.000 (1850), 80.000 (1860) et 170.000 (1914) habitants ; qu'Oran passa de 7.000 habitants vers 1940 à 160.000 en 1936. Sur l'autre rive, Athènes, qui n'était qu'une bourgade à l'indépendance de la Grèce, avait déjà 165.000 habitants vers 1910. En 1936, Naples avait 800.000 habitants et Gênes 600.000[566].

Les villes méditerranéennes étaient toujours des univers cosmopolites : à Istanbul, Smyrne, Beyrouth et Alexandrie, les musulmans étaient minoritaires (44% de la population d'Istanbul en 1886) ; à Salonique ils ne représentaient que 25% de la population ! Le phénomène était encore plus accentué dans les villes algériennes : à Oran vers 1914, sur 160.000 habitants il n'y avait que 32.000 musulmans. Les villes du nord-ouest du bassin méditerranéen étaient cependant nettement moins cosmopolites : à Marseille vers la même date, il y avait 120.000 étrangers sur 500.000 habitants… et c'étaient des chrétiens, pour la plupart de proches parents linguistiques de la population de souche (des Italiens). Partout il y avait des juifs, sauf en Espagne. Ces villes tournaient souvent le dos aux campagnes « éternelles » qui commençaient parfois à quelques kilomètres : parmi les cas les plus caricaturaux, on peut noter Alger la française à deux pas de la Kabylie où se maintenait une culture plus ancienne même que la culture arabe, Alexandrie la grecque à un jet de pierre du delta du Nil où les fellahs vivaient comme au Moyen Âge, Smyrne la levantine dominée par les contreforts turcophones de l'Anatolie, Trieste l'italo-allemande cernée de terres slaves ; le contraste était cependant moins fort entre Marseille la francophone et les campagnes provençales, et encore moins entre les villes d'Italie, d'Espagne et des Balkans intérieurs et leurs arrière-pays respectifs. Au mépris des urbains pour les campagnards environnants répondait la rancœur de ces derniers pour un univers étranger et qui, souvent, les exploitait durement. Au XX^{e} siècle cela coûta cher à certaines de ces villes (Trieste, Smyrne et Istanbul notamment), lorsque des pouvoirs nationalistes soutenus par les ruraux majoritaires marginalisèrent ces foyers suspects de cosmopolitisme ; le paradoxe, c'est que c'est plutôt dans les ports que dans les campagnes

566 Vers 1914, Le Caire avait 650.000 habitnts, Milan 600.000, Barcelone 590.000, Marseille 550.000, Rome 550.000, Turin 430.000, Gênes 350.000, Palerme 340.000. Belgrade n'en avait que 90.000.

qu'étaeint nés les nationalismes — nous venons d'en voir un exemple avec les jeunes-turcs, qui promurent la culture anatolienne « profonde » mais qui étaient de Salonique ou d'Istanbul.

Istanbul passa d'environ 400.000 habitants en 1840 à 875.000 vers 1890, 1 million vers 1910. Mise à la mode, après Lamartine, Nerval, Maxime du Camp et Théophile Gautier, par les romans de Pierre Loti (qui déplorait cependant la perte accélérée de son cachet oriental[567]), c'était une destination touristique : les Européens n'y couraient pas seulement les ruines antiques[568], mais aussi l'exotisme des quartiers musulmans et notamment les dédales de petites maisons en bois, en fort mauvais état mais pas encore réduites comme aujourd'hui à une ou deux pauvres rues. C'est à Istanbul que débouchait, depuis 1888, l'Orient-Express, train de luxe pour touristes fortunés. Un premier grand hôtel à l'occidentalde, l'Hôtel des Ambassadeurs, avait ouvert ses portes en à 1855. Les Européens qui ne dormaient pas à l'hôtel étaient hébergés par des institutions religieuses chrétiennes (en 1914, Barrès le fut par les sœurs de Notre-Dame de Sion, qui, plus tard, scolarisèrent les filles d'Atatürk).

En 1854, Istanbul reçut une municipalité, avec un maire et un conseil de 12 membres. Trois ans plus tard, elle fut découpée en arrondissements, dont un seul cependant fonctionna réellement (le système fut généralisé en 1868). Il y eut un début de planification urbaine, mais c'étaient encore largement les incendies qui « faisaient le ménage », notamment parmi les maisons de bois : ainsi, en 1856, dans le quartier d'Aksaray, 650 maisons brûlèrent et le secteur fut reconstruit selon un plan hippodamique. En 1866, un grand incendie dans le centre-ville eut le même type de conséquences. En 1870, le quartier de Beyoğlu[569] brûla entièrement : 3.000 bâtiments furent détruits. On abattit également un certain nombre de murailles médiévales, notamment celles de Galata ; on désaffecta des cimetières urbains, on pava de nombreuses rues. Les rues commencèrent à recevoir des noms dans les années 1850, d'abord à Péra, par ailleurs l'un des premiers quartiers à avoir bénéficié d'une adduction d'eau et d'égouts.

À partir de 1872, il apparut un réseau de trams, à traction animale pour l'instant. En 1875, un deuxième pont franchit la Corne d'Or ; la même année, un funiculaire gravit la colline de Péra. Il apparut aussi toute une série d'édifices modernes, fort semblables à ce qui se construisait à la même époque en Occident (à quelques déclinaisons « orientalistes » près) : notamment des édifices postaux, un quartier des banques à Galata au milieu des années 1860 ; les bazars, en déclin, étaient de plus en plus réduits au rang de curiosités touristiques. Les sultans eux-même abandonnèrent l'ancien palais de Topkapı, tout près de Sainte-Sophie, pour le palais de Beşiktaş un peu au nord de Galata, puis pour le palais moderne de Dolmabahçe, reconstruit à l'occidentale dans les années 1853-1855 par les frères Balyan. Il apparut d'autres palais sur le Bosphore, dont celui de Yıldız, à Beşiktaş, où Abdülhamid s'installa en 1878. Même dans les quartiers populaires, les nouveaux édifices construits l'étaient à l'occidentale, avec les principales pièces en façade, alors que traditionnellement les maisons méditerranéennes s'organisent autour d'une cour.

---

567 C'est l'un des codes les plus classiques de l'exotisme, et de la perception romantique du monde : ce que l'on admire est *forcément* menacé de disparition, ce sont « des merveilles menacées par le progrès » « les derniers sauvages », « les ultimes représentants des anciennes mœurs », etc. L'idée qu'on est le dernier à voir ce qu'on voit semble ajouter du sel à l'expérience ; et puis, vu que la modernité est née chez nous, ce qui se modernise, ce qui évolue se met à nous ressembler de plus en plus. Aujourd'hui l'angoisse écologique et donné un habillage scientifique à cette tournure d'esprit, mais elle est bien plus ancienne.

568 C'est en 1847 que commencèrent les travaux de restauration de Sainte-Sophie, qui était alors une mosquée (depuis 1453) : on dégagea les mosaïques antiques de leur badigeon islamique. Les fouilles de l'hippodrome commencèrent en 1855.

569 Prononciation des mots turcs : ğ est muet après a, o, u, ü, prononcé « y » après les autres voyelles. Ç = « tch », c = « dj », ş = « ch », j comme en français, ü et ö comme en allemand. Le ı turc se prononce comme le « i dur » russe.

Dans l'ensemble, le cœur de la vie urbaine de déplaça du vieux centre vers Galata et Beşiktaş, de l'autre côté de la Corne d'Or. La ville était une juxtaposition de quartiers ethniques, à l'exception de certaines banlieues bourgeoises qui étaient plus cosmopolites : ainsi Phanar était le quartier grec, Péra le quartier européen, etc. Mais ces communautés étaient elles-même souvent hétérogènes : les Grecs (17,5 % de la population d'Istanbul en 1886) autant que les Arméniens (17 %) dont j'ai évoqué plus haut les conflits sociaux internes — ainsi, dans les années 1850 il y eut un long conflit pur l'accession des laïcs à la gestion des affaires du patriarcat de Phanar. La bourgeoisie grecque commençait à quitter ce quartier pour Péra et les nouvelles banlieues bourgeoises. Il y avait aussi 5 % de juifs à Istanbul à la même date, aussi bien des sépharades de Méditerranée que des ashkénazes d'Europe centrale, et 15 % d'étrangers, surtout à Péra et à Galata. Enfin, partir des années 1860, les *muhajirûn* du Caucase, des Balkans et de Crète se mirent à former des communautés de plus en plus notables et à se regrouper en quartiers (notamment les Circassiens), mais comme ils étaient inclus dans le *millet* musulman ils n'étaient pas recensés à part.

La vie culturelle se modernisait également. Les théâtres se multipliaient[570] ; dès les années 1840, il y eut des tournées de troupes d'opéra européennes. Il apparut une peinture à l'occidentale et des musées, des beaux-arts ou d'archéologie. La présence culturelle française était forte, notamment par le biais du lycée de Galatasaray qui depuis 1868, scolarisait l'élite en français, toutes religions confondues ; il y avait aussi ds journaux en français et un théâtre français. En 1872, les Arméniens d'Istanbul avaient 48 écoles, les Grecs au moins autant et les juifs une douzaine ; grâce à l'Alliance Israélite Universelle, ces derniers en avaient une cinquantaine en 1900. Je vous rappelle l'existence d'un important établissement scolaire américain, le Robert College, à partir de 1863.

La première guerre mondiale fut un désastre pour Istanbul : affamée par le blocage des Détroits (on se battit tout près, sur les Dardanelles), traumatisée par deux grands incendies en 1916 et 1917 (il y en eut deux autres en 1921 et 1922), envahie de réfugiés des Balkans et d'Anatolie orientale (des musulmans chassés par les Russes et des Arméniens ivres de vengeance), sans parler de dizaines de milliers de Russes blancs[571], humiliée par une occupation étrangère (la première de son histoire turque) de novembre 1918 à octobre 1923. Les non-Turcs ayant applaudi à cette occupation (les 120.000 Grecs notamment, qui espéraient l'*enosis* de l'ancienne Constantinople), lorsque les Puissances durent évacuer la ville ils se retrouvèrent en porte-à-faux : ils ne furent pas expulsés en masse comme ceux du reste de la Turquie le furent dans le courant de l'année 1923, mais ils partirent peu à peu. Dès 1923, Istanbul, qui n'avait plus que 720.000 habitants, était une ville à majorité musulmane, pour la première fois de son histoire ; en 1932, sur 690.000 habitants, il y avait djà 64 % de Turcs, et aujourd'hui il n'y a plus que 3.000 Grecs et quelques centaines d'Arméniens. C'est en cette même année 1932 que l'appellation « Kostantiniye » (Constantinople), qui existait en turc concurremment à celle d'Istanbul, fut interdite. Une vague de xénophobie pendant la deuxième guerre mondiale (où pourtant la Turquie resta neutre jusqu'en février 1945) se traduisit par une nouvelle vague de départs ; en 1955, il y eut encore des pogromes anti-grecs (liés au difficile processus de la décolonisation de Chypre). Cependant, jusqu'à aujourd'hui le patriarche arménien est demeuré à Kumkapı et le patriarche grec à Phanar (pour des raisons de tradition, mais aussi parce qu'en Grèce celui d'Athènes lui aurait sans doute fait mauvais accueil).

---

570 Le premier date de 1840 ; dans les années 1870, c'est une troupe arménienne qui joua les premières œuvres théâtrales en turc, mais, victime de la répression hamidienne, le théâtre turc « classique » connut une éclipse entre 1882 et 1908.(le théâtre populaire, lui, datait de bien avant 1840, et ne disparut pas, notamment la très ancienne tradition du théâtre d'ombres).

571 Voyez le roman d'Alexis Tolstoï (un vague cousin de l'autre) : *Ibicus*, magistralement mis en bandes dessinées par Pascal Rabaté dans les années 1990.

Mais une semaine après l'entrée des troupes kémalistes, une terrible nouvelle tomba : la capitale de la nouvelle Turquie n'était plus Istanbul mais Ankara, l'ancienne Angora, une bourgade improbable perchée sur les hauts plateaux d'Anatolie centre-occidentale, le plus loin possible de la mer, et capitale de fait depuis 1920. C'était à la fois parce qu'Istanbul était vraiment trop proche des frontières (notamment grecques) et parce que le nouveau pouvoir se méfiait des ports, des villes cosmopolites : il allait certes mettre la Turquie à l'école de l'Occident, mais dans une quasi-autarcie économique et en promouvant la culture anatolienne. Les ambassades étrangères mirent une quinzaine d'années à quitter les rivages du Bosphore pour la nouvelle capitale, auprès de laquelle, encore aujourd'hui, Bobigny fait figure de joyau architectural et Sartrouville d'oasis de douceur de vivre[572]. L'ancienne capitale demeura cependant la métropole économique et la capitale universitaire du pays ; Galatasaray et le Robert College continuèrent à exister. La laïcisation du pays entraîna la transformation de Sainte-Sophie en un musée, en 1935.

Tenue en lisière, Istanbul n'avait toujours pas retrouvé en 1945 sa population de 1900 : elle n'avait alors que 860.000 habitants, ce n'est qu'en 1955 que le chiffre de un million fut de nouveau atteint — puis ce fut l'explosion, due à un exode rural massif en provenance d'Anatolie qui finit de noyer les derniers Grecs, Arméniens et Levantins, d'autant que la dégradation de la situation à Chypre entraîna de nouvelles violences contre les Grecs en 1955. Une vaste entreprise de rénovation urbaine commença au milieu des années 1950 (selon un plan d'urbanisme dessiné dans les années 1930 par un Français), mais pour l'essentiel elle ne concerne pas votre programme.

Smyrne (110.000 habitants en 1840, 200.000 en 1890 mais seulement 160.000 en 1914 selon une autre source) était, depuis l'Antiquité, le grand port de la rive orientale de la Mer Égée. Depuis le XVIII^{e} siècle, c'était l'interface commercial par excellence de l'Empire Ottoman avec l'Occident, mais aussi du commerce intra-ottoman (sur la route d'Istanbul à l'Égypte) : elle exportait notamment le coton d'Anatolie, la laine de chèvre d'Angora, l'huile d'olive et le blé des îles égéennes et d'Anatolie, et importait avant tout des produits textiles européens. Vers 1780, sa part dans le commerce extérieur ottoman s'élevait à 34 %, contre 20 % pour la capitale ; au XIX^{e} siècle, les importations par Smyrne furent multipliées par 4. C'était non seulement le premier port de l'Empire, mais aussi le deuxième centre bancaire. Elle se dota de chemins de fer qui la reliaient à l'Anatolie (la construction de la première ligne dura de 1856 à 1866) ; d'un port moderne (de 1868 à 1875, avec une nouvelle étape de modernisation dans les années 1900), tandis que le fleuve Gediz était canalisé en 1885-1891, pour protéger le port de l'envasement. Vers 1900, elle abritait aussi un important secteur agro-alimentaire et une florissante production de tapis (en 1908, grâce à des capitaux levantins, il apparut dans ce secteur une grande entreprise archidominante, l'*Oriental Carpet Manufacturers Limited*).

C'était par excellence la ville levantine, arménienne et grecque de l'Empire Ottoman. Les musulmans y étaient minoritaires : vers 1900, ils étaient à peu près aussi nombreux que les Grecs (75.000 ?). Certains étaient d'ailleurs des *mujahirûn*, Tatars de Crimée, musulmans balkaniques ou Caucasiens (après 1878, on leur dessina des quartiers à part)[573]. Au XIX^{e} siècle, il y avait une petite élite musulmane (en partie arabophone), composée de propriétaires fonciers ou de fonctionnaires ottomans : les premiers passèrent largement à côté de la modernisation économique et urbanistique de Smyrne, et déclinèrent. Il y avait aussi tout un prolé-

572 Du reste, Atatürk lui-même vivait une partie de l'année à Istanbul : c'est là qu'il est mort.

573 Une dernière vague de réfugiés, venus de Grèce, arriva en 1923, après l'incendie et l'expulsion des Grecs et des Arméniens ; il faut y ajouter des Turcs d'Anatolie chassés de chez eux par les conflits des années 1918-1923.

tariat musulman, turcophone en majorité, qui travaillait côte à côte avec les ouvriers chrétiens et juifs, mais cela ne contribuait guère à les rapprocher : chaque *millet* avait sa sociabilité[574], et les relations entre eux commencèrent à se dégrader dès la fin du XIX^e^ siècle.

Après 1922, les Grecs, qui se considèrent comme les « légitimes propriétaires » de Smyrne depuis l'Antiquité, en ont fait le symbole d'un monde perdu, une espèce d'Atlantide moderne, et ils ont fait de l'incendie de 1922 celui de leurs malheurs — mais il va sans dire que s'ils avaient gagné la guerre, c'est la Smyrne musulmane qui aurait disparu, comme la Salonique musulmane a disparu. En 1890, Smyrne abritait 52.000 Grecs de l'Empire Ottoman, plus 25.000 Hellènes[575] (c'est-à-dire ressortissants de la Grèce indépendante[576]). Ils étaient présents dans tous les milieux sociaux mais dominaient le commerce. Leur principal établissement scolaire était l'École Evangélique, fondée en 1733 (par des protestants comme son nom l'indique, des Britanniques). Parmi les établissements charitables, il y avait un hôpital grec, qui soignait les malades sans distinction de religion, et un orphelinat grec, fondé en 1870. Depuis 1898, le club sportif Panionios organisait des Jeux Panioniens et des concours de poésie[577]. Le premier journal de Smyrne date de 1831, il était publié en grec par des missionnaires américains. À la fin du XIX^e^ siècle, les Grecs de Smyrne cherchaient de plus en plus à obtenir la protection d'un consulat occidental, voire une nationalité occidentale ; ceux qui n'y parvenaient pas se sentaient de plus en plus en danger.

Les Arméniens n'étaient que 6.000 à 12.000[578], mais leur dynamisme économique était sans commune mesure avec leur nombre et ils jouèrent un rôle important dans la renaissance culturelle arménienne du XIX^e^ siècle. C'était avant tout des commerçants. Ils avaient leurs propres établissements scolaires, notamment l'école Saint-Mesrop, qui mettait l'accent sur l'apprentissage des langues. Ils étaient clivés entre catholiques, souvent originaires du Nakhitchévan (dont la famille Balladur), protestants et monophysites, rattachés à trois *milletler* différents — à vrai dire, les catholiques au moins ne parlaient plus guère arménien. Ce sont des missonnaires américains qui, dans l'espoir de faire des conversions, publièrent en 1839 à Smyrne le premier journal en arménien vernaculaire moderne : ce fut, avec la traduction du Nouveau Testament en 1847 (toujours à Smyrne), l'origine de l'essor de l'arménien occidental moderne. Pourtant, en 1880, les Arméniens protestants n'étaient qu'une centaine de

---

574 Je rappelle que pour commencer, chaque *millet* avait en gros sa langue, même si les frontières linguistiques et religieuses ne correspondaient pas exactement. La différence de langue, plus peut-être que celle de religion, limitait la possibilité d'une sociabilité commune : si vous êtes déjà allé dans une soirée où tout le monde parle une langue où vous n'êtes pas à l'aise, vous voyez ce que je veux dire — le grec était la *lingua franca*, mais ça ne veut pas dire que tout le monde la parlait couramment, notamment parmi les musulmans. C'étaient bien pourtant assez largement les mêmes usages, la même cuisine, la même musique — et cela dit, il y avait quand même des sociabilités communes : dans les années 1900, entre autres : le cinéma, le sport (notamment les régates et courses de chevaux).

575 Tous les chiffres qui suivent sur les différentes communautés s'entendent par rapport à un total de 200.000 habitants — non, ça ne tombe pas juste, en particulier à cause du flou qui entoure la notion de « Levantin ».

576 Les deux sous-communautés s'entendaient mal (dans cette région du monde, on ne perd jamais une occasion de ne pas s'entendre), entre autres parce que les Hellènes, n'étant pas sujets turcs, étaient exclus des institutions locales, municipales et grecques : ils en fondèrent donc d'autres, qui finirent par obtenir un peu de pouvoir. Il y eut des phases aiguës de conflit, vers 1878 et vers 1902-1907.

577 En 1922, il a déménagé à Athènes, où il existe toujours. Au XIX^e^ siècle, l'idée « panionienne », version régionale de la *Mégalè Idea*, visait à souligner que l'ensemble du littoral de l'Ionie était grecque (par l'histoire, et en bonne partie par le peuplement) et devait se libérer du joug turc, même si le mépris des Ioniens pour la Grèce indépendante, ce ramassis de péquenots à moitié albanais, limita longtemps le potentiel d'exploitation de cette idée par Athènes. Ça n'empêchait pas les Grecs de Smyrne de suspendre des drapeaux grecs à leurs fenêtres à la moindre occasion, à l'exaspération des musulmans.

578 30.000 en 1922, dont évidemment de nombreux réfugiés d'Anatolie orientale et de Cilicie, vidées de leur population arménienne en 1915-1916.

familles à Smyrne ! Un autre journal en arménien occidental moderne parut de 1840 à 1866, il y en eut une trentaine jusqu'en 1922. Une grande imprimerie-maison d'édition, fondée en 1851, la maison Dédéyan, joua un rôle essentiel dans cette renaissance : elle traduisit notamment pas mal de littérature française. Cependant, à partir de 1880, le centre de la renaissance arménienne se déplaça à Istanbul.

Les juifs, 25.000 vers 1900, portaient souvent des noms espagnols ou portugais, parfois aussi italiens et grecs ; hébreux aussi évidemment. C'étaient des sépharades, mais à la fin du XIX^e^ siècle des ashkénazes, fuyant les pogromes en Roumanie et en Russie, s'installèrent également à Smyrne. Vers 1900, toute la communauté avait le judéo-espagnol pour langue vernaculaire (il existait un journal dans cette langue, imprimé en caractères hébraïques) ; le français était leur langue de culture grâce entre autres aux efforts de l'Alliance Israélite Universelle, dont l'école smyrniote avait ouvert en 1873 — de manière générale, le niveau éducatif de la communauté augmenta spectaculairement à cette époque. Les juifs dominaient entre autres le commerce du cuir et des vêtements, la profession de tailleur. Il y avait régulièrement des incidents avec les chrétiens qui avaient tendance à faire des démonstrations de force dans le quartier juif aux alentours de Pâques, sur fond de rumeurs concernant des crimes rituels juifs : ainsi en 1888, 1890, 1896, 1901.

Les Levantins[579], environ 20.000 vers 1900, formaient la dernière communauté de Smyrne, bien plus difficile à définir parce qu'ils n'avaient pas de *millet* à eux[580], parce que le terme est souvent péjoratif (le Levantin était censé être cauteleux, vulgaire et immature), parce qu'il recoupe une partie des communautés précédemment évoqués. On pourrait le définir comme l'ensemble des Smyrniotes d'origines mêlées, en partie européennes, et qui tendaient à les mettre en avant pour se distinguer des autres : on y rangeait parfois les Arméniens et les Arabes catholiques, non du fait de leur origine mais de la force de leurs liens avec l'Occident. Si les Levantins étaient presque tous catholiques, rien d'autre ne les unissait, surtout pas la langue[581]. Ils bénéficiaient de capitulations, et, de plus en plus, de la protection individuelle de diverses ambassades occidentales : ils ne revendiquaient pas une identité « levantine » mais plutôt différentes identités occidentales, mais ils étaient méprisés des « vrais » Occidentaux avec qui ils étaient en concurrence, malgré des processus de rapprochement progressif par mariages — quant aux musulmans, ils les traitaient d'« Européens d'eau douce ». Bien représentés dans la bourgeoisie industrielle et commerçante, ils imitaient le mode de vie français, mais de l'avis des Français, l'imitation laissait à désirer. À la fin du XIX^e^ siècle, ils étaient menacés non seulement par la montée des nationalismes, qui ne leur laissait pas de place puisqu'on ne pouvait pas les définir comme une « nation » à l'européenne (par la langue), mais aussi par la sécularisation de la France et de l'Italie, qui tendaient à ne plus les reconnaître en tant que catholiques, et enfin par la mésentente entre ces deux pays, leurs principaux protecteurs traditionnels.

Au début du XIX^e^ siècle, la ville était clivée en quartiers ethniques, même s'il existait déjà des quartiers mixtes. La ségrégation par communautés reculait doucement au profit d'une discrimination par classes sociales : ainsi la bourgeoisie, tous *milletler* confondus, tendait à se regrouper dans de nouveaux quartiers, modernes et d'allure occidentale, en périphérie — mais les différents *milletler* demeuraient extrêmement endogames. Le quartier arménien brûla en 1845 : la recontruction, selon un plan hippodamique, donna naissance à un quartier moins net-

---

579 On disait parfois encore : « les Francs », comme à l'époque des croisades.

580 Si je comprends bien mes sources, certains cependant s'étaient vu reconnaître le statut de « communauté » entre 1839 et 1845 : c'étaient les « latins *reaya* », catholiques mais qui, je ne sais pourquoi, avaient refusé d'entrer dans le *millet* catholique. Il semble s'être agi d'une petite minorité, et je ne sais pas si l'on peut vraiment parler d'un *millet*.

581 Une partie parlait italien, langue de commerce héritée de l'époque de la suprématie vénitienne, et dans une certaine mesure, on l'a vu, descendante de la *lingua franca*.

tement ethnique, même si les institutions arméniennes continuaient à s'y concentrer. Cette tendance à un urbanisme plus « rationnel », selon l'acception européenne du terme, s'accentua par la suite, avec une série de règlements destinés à lutter notamment contre les incendies. La ville se réorganisa peu à peu autour des nouvelles gares (la première date de 1858), du nouveau port et de sa superbe promenade de bord de mer (le Kordon), de nouvelles avenues tracées à partir des années 1880, des lignes de tramways. Les services publics se modernisaient à vivre allure — je renonce à vous faire rêver avec l'épopée de l'adduction d'eau. La vie sociale et culturelle était brillante, avec un casino, une presse abondante, des écrivains (surtout de langue grecque, mais l'un des principaux écrivians turcs de la période, Khalid Ziya, vivait à Smyrne), de nombreuses salles de théâtre qui accueillaient notamment des troupes françaises et italiennes, mais aussi grecques et (pour les Arméniens) stambouliotes ; il y avait aussi des théâtres de langue judéo-espagnole et turque, et même une production locale d'opérette, dont j'espère bien qu'elle a sombré dans l'oubli. Abondance de musique savante européenne aussi, chorales et fanfares comprises. Cette occidentalisation rencontrait cependant des résistances, notamment parmi les musulmans, mais aussi les chrétiens pour ses manifestations les plus laïques. Le cosmopolitisme smyrniote était une réalité, mais il faut comprendre qu'il signifiait plus coexistence (avec emprunts mutuels[582]) que fusion, et qu'il allait de pair avec des solidarités communautaires très fortes et des tensions permanentes.

Mais il demeurait une autre Smyrne, plus orientale avec ses venelles fétides et ses maisons de bois, une ville en proie aux épidémies, riche en coupe-gorges, une ville où rixes, mendicité, prostitution étaient des réalités quotidiennes. La ségrégation avec la splendide ville occidentale ne faisait que se renforcer.

Cet univers ne survécut pas aux crises du début du XX^{e} siècle. Les tensions ne faisaient que croître, au moins depuis la fin des années 1890 : en particulier, les Turcs supportaient de moins en moins les manifestations de déloyauté des Grecs (par exemple leurs bruyantes réjouissances à l'anniversaire du roi de Grèce…) et des Arméniens envers l'Empire Ottoman : la menace d'une annexion par la Grèce se précisait. En 1911, suite à l'occupation du Dodécanèse et de la Libye par l'Italie, les Levantins porteurs d'un passeport italien furent expulsés. Les Arméniens de Smyrne échappèrent de peu aux déportations de 1915-1916, grâce à l'intervention du général allemand von Sanders. En mai 1919, la Grèce envahit et annexa la ville, épuisée par cinq années de guerre et surtout de blocus[583] ; mais elle perdit la guerre contre la nouvelle Turquie, et en septembre 1922 les troupes kémalistes reprirent le contrôle de Smyrne. Considérant qu'il était impossible de compter avec la loyauté des Grecs ni avec celle des Arméniens, qui s'étaient massivement ralliés à la Grèce, les Turcs décidèrent de les expulser, comme ils l'avaient fait des Arméniens d'Anatolie orientale en 1915-1916 : quelques heures après leur arrivée, ils mirent probablement le feu à cette ville qu'ils détestaient, cette prostituée à l'Occident, symbole d'un passé ottoman avec lequel ils voulaient rompre, d'un cosmopolitisme qui signifiait pour eux humiliation, et d'une culture méditerranéenne qui allait être marginalisée par un retour en force de la culture anatolienne « pro-

582 Il existait notamment une musique urbaine hellénophone mais qui devait énormément aux traditions musicales orientales (et même maghrébines), ainsi qu'aux musiques en vogue en Europe (dont la *habanera*, une espèce de cousine cubaine du tango). Cette musique, l'adamès, est l'un des ancêtres du rébétiko (la musique urbaine grecque de la première moitié du XX^{e} siècle dont des versions plus ou moins dégénérées sont écoutables, sinon audibles, dans les restaurants grecs de Paris). Ils faut dire que les musiciens smyrniotes, grecs en majorité, avaient l'obligation professionnelle de jouer pour plusieurs publics et de satisfaire des goûts musicaux très différents : ils étaient bien placés pour servir de « passeurs » et pour élaborer et proposer un « moyen terme ». Bien entendu, il existait aussi des musiques populaires « ethniques » moins métissées.

583 Elle n'expulsa pas les Turcs de Smyrne, du fait entre autre des pressions des Alliés (très réticents devant le passage de cette métropole entre les mains d'un micro-pays agressif et archaïque) ; mais vu la politique que la Grèce menait sur son territoire depuis un siècle, ce n'était que partie remise.

fonde », rurale et continentale[584]. L'incendie de Smyrne dura quatre jours, l'ensemble des quartiers grecs et arméniens disparut (300 ha au total, soit l'équivalent des quatre premiers arrondissements de Paris) tandis que leur population s'embarquait sur des navires civils dans un désordre indescriptible, l'armée turque profitant de l'occasion pour couper quelques oreilles : les Puissances, qui avaient des navires de guerre dans la rade, refusèrent de lever le petit doigt[585] — ce n'était plus le moment d'indisposer Kemâl, victorieux et allié de l'URSS, et puis les Grecs avaient exaspéré tout le monde. Ceux qui ne purent partir au moment de l'incendie le firent lors du grand échange de populations de 1923. Smyrne fut ainsi la première ville pluriculturelle de Méditerranée à disparaître : on peut le regretter, mais il faut aussi comprendre ce que signifiait ce pluriculturalisme en période coloniale ou quasi-coloniale, ce que cachaient la splendeur de Smyrne et sa douceur de vivre — une agression et une humiliation permanentes pour la grande majorité des habitants de la région, ici Turcs et musulmans en grande majorité.

Les seuls non-musulmans à ne pas être expulsés furent les Levantins (Edouard Balladur est encore né à Smyrne, en 1929) et les juifs (qui n'avaient pas manifesté d'enthousiasme débordant devant l'annexion par la Grèce, et dont le quartier n'avait pas brûlé), mais, marginalisés dans la Turquie kémaliste (surtout à cause de sa quasi-autarcie économique, mais aussi de son nationalisme étroit), ils ont lentement émigré : il reste 1.500 juifs, le judéo-espagnol est moribond. Hélas, entre-temps la communauté juive smyrniote eut le temps de donner à la France l'abominable Dario Moreno (David Arugete, 1921-1968), la folle la plus tordue des trente glorieuses et l'ambassadeur gominé, vociférant et dégoulinant de vulgarité réjouie, de la musique cubaine la plus vulgaire et calamiteuse, le mambo. La ville fut reconstruite sur les plans d'un urbaniste français, et sur le modèle des quartiers européens des villes maghrébines : le résultat est moche et triste comme une ville du tiers-monde croisée de H.L.M. à prétentions « socialo-modernistes » de l'entre-deux-guerres — la dégradation générale des centre-villes turcs suite à l'explosion démographique des années 1960-1980 n'a rien arrangé.

Alexandrie, reliée au Nil par un canal depuis 1819, n'avait que 6.000 habitants en 1798 contre 260.000 pour Le Caire, ce qui montre à quel point l'Égypte mamelouke était introvertie. Elle renaquit de ses cendres lorsque Méhémet Ali et ses sucesseurs tentèrent de moderniser le pays : c'était toujours un excellent port. Elle résista assez bien à l'ouverture du canal de Suez, grâce à des chemins de fer qui, dès auparavant, la reliaient au Caire et de là à la Mer Rouge ; grâce aussi au fait que connd la zone du canal manque d'eau, il n'était pas envisageable d'y faire pousser une métropole. Elle avait 400.000 habitans en 1900 et 600.000 vers 1930. C'était entre autres le grand port d'exportation du coton égyptien.

Cette ville fondée par un roi grec, et qui a toujours tourné le dos à l'Égypte, était une ville européenne, en tout cas le centre ; cependant, le climat étant moins étouffant qu'au Caire, elle jouissait du statut de capitale d'été de la vice-royauté égyptienne. C'était le siège des grandes entreprises, en majorité occidentales. Les Ocidentaux y jouissaient bien entendu de capitulations qui leur donnaient un statut juridique privilégié — l'enchevêtrement des tribunaux consulaires rendait la situation juridique concrète assez complexe, d'autant qu'en général les cours d'appel étaient en métropole. Encore plus qu'ailleurs en Méditerranée, le français était, la *lingua franca* des élites (les tribunaux mixtes notamment fonctionnent en français comme dans toute l'Égypte) même si chaque communauté avait ses institutions, et notamment ses écoles et sa presse. La plus importante était celle des Grecs, puis venaient les

584 Bon, on raconte que Kemâl, au spectacle de l'incendie, aurait pleuré… Peut-être les choses étaient-elles moins tranchées que je le raconte, peut-être s'agit-il de propagande.

585 On raconte que sur les bateaux de guerre, les officiers occidentaux mettaient les électrophones au maximum pour ne pas entrendre les cris des malheureux rejetés à l'eau par les marins…

25.000 Italiens (vers 1920), puis les juifs (dont la moitié étaient d'origine égyptienne), puis les Arméniens (la délégation arménienne à la Conférence de la Paix de 1919 était dirigée par un notable d'Alexandrie).

Le Caire ne changea guère jusqu'aux années 1860 : elle crut à peine (260.000 habitants en 1800, 300.000 vers 1860[586]). L'occupation française ne laissa guère de traces, à part l'abattage de nombreuses portes qui séparaient les différents quartiers et de certaines banquettes qui encombraient les rues devant les boutiques : dans les deux cas, c'était pour que les militaires pussent pénétrer plus facilement en cas d'émeutes. Les mesures sanitaires en revanche n'eurent aucun effet. Méhémet Ali s'occupa davantage d'Alexandrie mais au Caire il y eut une certain nombre de travaux d'assasinissement et de drainage, et on ferma plusieurs cimetières urbains. Les premiers hôtels à l'occidentale datent des années 1840. En 1840 la ville ne comptait que trente voitures (des carrosses), il faut dire qu'aucun véhicule ne pavenait à passer dans les ruelles. Ce n'est qu'en 1849 qu'il ouvrit une première portion de rue à l'occidentale (il n'y avait toujours que deux percées de ce genre en 1870) ; deux ans avant, les maisons avaient été numérotées. La citadelle, la partie la plus ancienne de la ville, fut complètement défigurée par des reconstructions massives, et semble-t-il fort laides : notamment la Grande Mosquée, construite de 1833 à 1857 par un architecte arménien. Méhémet Ali se construisit également un palais hors la ville, avec une belle avenue ombragée, vantée par Gérard de Nerval et que certains appelaient « les Champs-Elysées du Caire » — elle fut éclairée au gaz dès 1829. Vers 1910, c'était devenu une avenue urbaine bordée d'immeubles bourgeois à l'occidentale. Du point de vue de la culture, notons que la première imprimerie date de 1822. C'est en 1854 que Le Caire fut reliée à Alexandrie par le chemin de fer, et en 1858 à la Mer Rouge. La première gare fut inaugurée en 1856.

Les choses changèrent sous le khédive[587] Ismaïl (1863-1879), puis sous les Britanniques : l'urbanisme colonial n'est ici qu'une prolongation (et une radicalisation) d'un projet modernisateur plus ancien. Dès 1864, le futur khédive créa un ministère des Travaux Publics. Il apparut des réseaux d'éclairage public au gaz et d'adduction d'eau, modestes jusqu'aux années 1880. Surtout, le khédive, qui avait rencontré Haussmann lors d'un voyage à Paris en 1867, lança après cette date, sous la direction d'un ingénieur français et du ministre égyptien Ali Pacha Moubarak, un grand projet d'« haussmannisation » du Caire — lequel, faute de moyens, toucha assez peu la ville ancienne à laquelle, outre une nouvelle percée, il se contenta de plaquer une ville occidentale, déjà aussi grande qu'elle en 1882, sans compter les faubourgs (Ismaïlia, l'actuel centre-ville, date de cette époque) ; les éléments architecturaux d'origine orientale s'y réduisaient de plus en plus à de simples placages, les plans d'immeubles et d'appartements en particulier étaient entièrement occidentaux. Il apparut des jardins, un opéra (1869), un pont métallique sur le Nil (1869). Ces évolutions s'accélérèrent après 1880 : de 1882 à 1937, la surface bâtie fut multipliée par 16[588] ; vers 1900, la ville commença à s'étendre sur les îles et l'autre rive du Nil (il y avait trois ponts en 1907, le suivant n'apparut qu'en 1952). Il apparut un réseau de tramways, les premières automobiles remon-

---

586 Cela correspondait à une stagnation démographique de l'Égypte tout entière, qui ne passa que de 4 à 4,7 millions d'habitants entre 1800 et 1850, entre autres à cause d'épidémies : une peste fit 500.000 morts en 1835, le choléra de 1831 fit 180.000 morts. Les grands chantiers de Mehemet Ali se firent à un coût humain très élevé. Bien sûr la stagnation du Caire était liée aussi à l'essor d'Alexandrie.

587 Pacha avant 1867.

588 En 1906, le baron Empain, un capitaliste belge, lança à une dizaine de kilomètres, en plein désert, une ville nouvelle qu'il baptisa du nom d'une cité antique dont on recherchait l'emplacement, Héliopolis. Ce fut un succès : elle avant 30.000 habitants en 1930 et 50.000 en 1947, essentiellement des étrangers et des représentants de la haute bourgeoisie égyptienne. C'est en quelque sorte un prototype des « villes nouvelles » de la seconde moitié du XX^{e} siècle.

tent à 1903. L'éclairage urbain, les égouts et l'adduction d'eau firent des progrès, plus lents dans la ville indigène désertée de ses notables et en pleine prolétarisation, de plus en plus à l'abandon et de plus en plus surpeuplée (50.000 personnes habitaient déjà dans des tombes, un phénomène très médiatisé depuis les années 1980[589]). En revanche, la ville attendit 1949 pour être dotée d'un statut municipal, alors qu'Alexandrie en avait un depuis 1890 : sans doute essentiellement parce que les étrangers qui dominaient la société cairote n'avaient nulle envie de voir la population musulmane participer à la prise de décision.

Le résultat, c'est que la ville se mit brutalement à croître : déjà 375.000 habitants en 1882, 1.060.000 en 1927 1.300.000 en 1937, soit une augmentation de 250% en 50 ans contre 26% dans les 80 années précédentes. Jusqu'en 1927 la progression était du même ordre que celle de l'ensemble de la population de l'Égypte, dont Le Caire représentait autour de 6% ; mais en 1937, le chiffre était déjà passé à 8,2% (l'Égypte avait alors 16 millions d'habitants dont 26% d'urbains). En 1927 il y avait au Caire 75.000 étrangers dont 11.000 Britanniques et 9.500 Français, mais aussi 20.000 Grecs et 18.5000 Italiens (très travaillés par la propagande fasciste, ce qui leur coûta cher en 1945). La communauté grecque était très introvertie.

La croissance urbaine tourna au cauchemar après 1940 : Le Caire avait déjà 2.300.000 habitants en 1947 et atteignit les 4 millions vers 1960[590], soit 15 % de la population de l'Égypte. La vieille ville a continué à se dégrader et le surpeuplement s'est encore accu (2,6 personnes par pièce en moyenne en 1960) ; les immeubles modernes l'ont envahie à son tour, et il ne subsiste plus du bâti médiéval que de rares îlots — rien de commun avec les belles médinas de Tunisie ou du Maroc : quelques velléités de muséifier certains quartiers à l'usage des touristes, dans les années 1970 et 1980, se sont heurtées à la triste réalité qu'il n'y a pratiquement plus rien à sauver. Dans les plus anciens quartiers européens, en voie de prolétarisation à leur tour, beaucoup d'immeubles furent anarchiquement surélevés ; du coup, ils tendaient à s'effondrer. La circulation est devenue un enfer ; les nouvelles constructions faites à la hâte sont d'une extrême laideur, notamment les bâtiments officiels. En 1956, le régime nassérien dota l'agglomération d'un schéma directeur pour en diriger la croissance, mais ce fut un semi-échec. Toujours aussi clivée socialement, la ville fut le théâtre en 1952 de graves émeutes, avec pillage général des magasins européens et incendie d'une partie du centre européen (ce qu'on appelle parfois « l'incendie du Caire », j'y reviendrai) : cela accéléra le départ des étrangers, mais c'est la crise de 1956 qui porta le coup final au Caire cosmopolite du début du XX^{e} siècle.

Salonique (100.000 habitants en 1800, 300.000 en 1914) était la grande ville juive de l'Empire Ottoman, puis de la Grèce après son annexion par ce pays en 1912. Les juifs y étaient légèrement majoritaires au début du XIX^{e} siècle (ils repréesentaient encore 50% de la population en 1901 ; pas mal d'entre eux étaient des Espagnols expulsés de leur pays 1492, ils conservaient l'usage du judéo-espagnol) ; les Turcs (dont le jeune Mustafâ Kemâl, né en 1881) et les Grecs représentaient chacun 20 % de la population, les Slaves du sud 5 %. Parmi les 25 % de musulmans, du reste, la moitié observait en secret les rites juifs : ces *dömne* (apostats en turc) ou sabbatéens était les membres d'une secte fondée au XVII^{e} s par Sabbataï

589 Il s'agit de grandes tombes construites comme des maisons, avec plusieurs pièces autour d'une cour. Du coup, leurs habitants ne sont pas uniquement des miséreux, ce peuvent être des artisans ou même de petits fonctionanires.

590 19 millions aujourd'hui d'après Wikipédia — méfiance : ces chiffres concernant les grandes métropoles sont souvent surévalués, tant pour des raisons de course à la première place mondiale ou continentale que pour toucher plus de subventions internationales. Mexico, qui est à peu près de la même taille que Le Caire, est parfois décrite comme une ville de 30 millions d'habitants par des journalistes sans doute nés sur la Canebière, qui en rajoutent sur les chifffres officiels au prétexte bien connu qu'« on nous ment » et que « tout va mal, en tout cas le catastrophisme fait vendre ».

Zevi (ou Tzevi), qui s'était proclamé Messie, puis s'était converti à l'islam en 1666. Il y avait aussi des juifs d'origine italienne, arrivés de Livourne au XVIII[e] siècle, mais assez francisés : ils dominaient les secteurs industriels les plus modernes.

La ville profita de l'expansion des chemins de fer en direction du Danube, *via* la Serbie ; elle se modernisa. La communauté juive s'occidentalisa rapidement, changea de costume, se rasa la barbe (enfin les hommes) et abandonna ses interdits alimentaires, notamment les *dömne* ; elle était largement francophone (la première école de l'Alliance Israélite Universelle s'était installée en 1873 ; en 1908, celle-ci comptait 7 établissements à Salonique), ainsi en 1900 il y avait 4 journaux en français. C'est de Salonique que partit la révolution jeune-tursque ; mais quelques années plus tard la ville passa aux mains de la Grèce et l'exode des Turcs commença, puis celui des Bulgares. En 1941, ce fut au tour des juifs d'être massacrés en masse : Salonique est aujourd'hui une ville purement grecque.

Trieste fut à son apogée entre 1850 et 1914 : c'était le deuxième port de Méditerranée après Marseille sous le Second Empire, mais seulement le huitième port européen en 1914. En 1913, elle vit passer 44 % du commerce extérieur de l'Autriche-Hongrie. Les capitaux allemands y étaient de plus en plus présents. Elle abritait notamment plusieurs compagnes d'assurances maritimes, et (depuis 1836) une « Lloyd autrichienne » (puis austro-hongroise), compagnie de navigation appartenant aux Rothschild (de Vienne) mais fortement subventionnée par l'État, et qui était, sous le Second Empire, la plus importante de Méditerranée. Au terme d'un arbitrage impérial, la Lloyd assurait les liaisons en Adriatique et à l'est de l'Adriatique (jusqu'au Japon, ligne ouverte en 1893) : ainsi en 1912 il apparut une ligne régulière Trieste-Shanghai. La deuxième compagnie maritime de Trieste était l'« Austro-Americana », constituée en 1879[591], qui exploitait les lignes de Méditerranée occidentale et d'Amérique : dans les années 1900, elle transportait notamment les immigrants en Amérique (du nord et du sud), depuis l'Autriche-Hongrie mais aussi l'Italie du sud grâce à des escales à Naples et à Palerme — cela concerna 43.000 personnes au total en 1913. Trieste avait aussi d'importants chantiers navals (la Lloyd possédait le sien propre). Il faut dire qu'un chemin de fer la reliait à Vienne depuis 1857, puis à la Bavière à partir du début du XX[e] siècle : le redoutable obstacle alpin était vaincu. En revanche, la ville perdit son statut de port franc en 1891 : elle n'en avait plus besoin.

Cette ville à peu près neuve se dota d'un centre moderne, néo-classique, dans les années 1840 ; souvenir du passé vénitien, ce centre s'organisait autour d'un « Grand Canal » où les navires étaient amarrés en pleine ville. Un nouveau port apparut cependant entre 1867 et 1883, réduisant le Grand Canal à une fonction essentiellement décorative et « identitaire ».

C'était une vraie ville champignon : 144.000 habitants en 1880, 180.000 en 1900, 225.000 en 1910. C'était aussi une ville cosmopolite. En 1880, il y avait 4,2% d'Allemands, 21,7 % de Slovènes, 0,1 % de Serbes et de Croates, 73,7 % d'Italiens ; en 1910, 6,2 % d'Allemands, 29,8 % de Slovènes, 1,2 % de Croates et de Serbes et 62,3 % d'Italiens, une proportion en recul (en fait, il y avait plus d'Italiens que ça : les recensements ne tenaient pas compte des immigrés d'Italie), plus au deux dates des juifs, des Arméniens et des Grecs. Trieste abritait une bourgeoisie prospère, cosmopolite et cultivée (dont le négociant Ettore Schmitz, romancier italien sous le nom d'Italo Svevo). Elle joua un rôle important dans la vie culturelle italienne : outre Svevo, il faut souligner que c'est par elle que certaines innovations autrichiennes, comme la psychalanyse, se frayèrent un chemin vers l'Italie.

Mais la cohabitation des ethnies, si elle était en gros pacifique (la double monarchie n'était pas très oppressive), n'était pas plus harmonieuse que dans les métropoles de Méditerranée orientale ; au contraire, l'Europe était en avance sur le monde musulman du point de

591 Sous un autre nom, celui-ci date de 1895.

vue de la montée des nationalismes. La majorité italienne était travaillée par l'irrédentisme : en 1878, il y eut des refus de la conscription autrichienne (suivies de fuites en Ialie), et l'attentat manqué de Guglielmo Oberdan contre l'Empereur en 1882 auquel j'ai déjà fait allusion[592]. Progressivement, Trieste devint aussi le cœur de la vie culturelle slovène (les pays slovènes n'avaient pas d'autre grande ville, Laibach/Lubljana n'était qu'une bourgade alpine), ce qui inquiétait les Italiens : il y avait des tensions au sujet de la langue dans laquelle devaient se faire les sermons dans les églises catholiques. Trieste était notamment le siège de l'association nationaliste slovène *Edinost* (« l'Unité »), fondée en 1875, et du journal éponyme qu'elle publia à partir de 1876. La première école en slovène ouvrit en 1888, il y avait 43 classes slovènes en 1914. En 1903, le slovène fut introduit dans les tribunaux. En 1896, un parti social-démocrate slovène fit sécession de la Ligue Social-Démocrate italienne. Il apparut même une embryon de bourgeoisie slovène, qui travaillait beaucoup avec du capital tchèque : en 1905, il apparut une banque tchéco-slovène, la Banque de l'Adriatique[593]. Cela entraînait mécaniquement un recul du capital italien, qui inquiétait aussi les Italiens de Trieste et d'Italie.

Comme partout en Europe, vers 1900 la principale force de résistance à la montée des nationalismes était le socialisme internationaliste, surtout marxiste, mais parmi les Italiens il était faible — comme nous l'avons vu, la gauche italienne avait des traditions nationalistes. Aussi, comme partout en Europe centrale, la greffe marxiste prit mal : même le socialisme tendit à s'exprimer dans des cadres nationaux. À Trieste, un syndicalisme spécifiquement croate apparut en 1905 par scission des syndicats d'ouvriers italiens, qui s'étaient montrés trop méprisants envers la culture slave. Les socialistes et les syndicalistes avaient au moins ce mérite de souligner que rattacher Trieste à l'Italie dans les conditions de l'époque, c'est-à-dire le protectionnisme généralisé, signifiait la couper de son arrière-pays, donc signer son arrêt de mort. C'est à peu près ce qui s'est passé après 1918, et surtout après 1945, lorsque le rideau de fer passa dans les faubourgs de la ville.

Fiume, en territoire hongrois, reliée à Budapest par chemin de fer depuis 1873, était la petite sœur et la concurrente de Trieste (décalque de la concurrence entre les deux éléments de la double monarchie) ; elle abritait entre autres l'académie navale austro-hongroise. Vers 1900 elle talonnait Trieste, qui reprit de l'avance par la suite. Contrairement à ce qui se passsait à Trieste, la population italienne y était de plus en plus nombreuse en proportion, ce qui compta en 1919 (voyez plus bas). Après 1918, Fiume souffrit de sa position frontalière en Italie, puis, en 1945, elle devint yougoslave sous le nom de Rijeka : elle perdit complètement son rôle de débouché du bassin moyen du Danube, mais gagna celui de premier port de la Yougoslavie — maigre lot de consolation, au moins jusqu'en 1956, vu l'introversion économique de ce pays. Bien entendu, la majorité italienne en fut expulsée.

Venise avait traversé une crise gravissime dans la première moitié du XIX^{e} siècle, sous l'administration autrichienne : sa population n'avait cessé de diminuer, passant de 136.000 habitants en 1800 à environ 100.000 entre 1820 et 1850. L'aristocratie s'étant en partie repliée sur ses exploitations agricoles de Terre Ferme, certains palais étaient vides, mal entretenus ; il y eut des démolitions, notamment aux alentours de 1820 (de même, une soixantaine d'églises ont disparu au XIX^{e} siècle). Malgré le statut de port franc dont elle bénéficia à partir de 1829, ce n'était plus qu'un port régional dans l'ombre de Trieste, vers 1830 l'herbe y poussait sur les quais et évidemment elle n'attirait plus guère de marins étrangers ; à la fin de l'époque

592 Si, si.

593 On notera la solidarité des Slaves, et les effets économiques tout à fait concrets, à l'occasion, des idéologies nationalistes du XIX^{e} siècle. La métaphore des « peuples frères » (par la langue) aboutissait à des alliances économiques parfaitement improbables d'un strict point de vue géographique.

autrichienne il y eut pourtant des efforts d'élargissements des canaux menant à la lagune, un pont relia enfin la ville à la terre ferme en 1846, puis ce fut le tour d'un chemin de fer. Dans ces conditions, le trafic reprit ; il doubla entre 1847 et 1859 — avant de nouvelles difficultés dans les années 1860, du fait des tensions entre l'Autriche et l'Italie. Une fois devenue italienne, après quelques difficultés initiales Venise profita de sa position géographique : Rome la favorisa pour concurrencer Trieste demeurée autrichienne. Entre 1869 et 1880, on y construisit un nouveau port, sur la Giudecca, qui devint le grand quartier industriel moderne ; dans les années 1880, on élargit et on approfondit la bouche du Lido. L'arsenal aussi se développa beaucoup, s'étendant à plusieurs reprises au détriment de la lagune. La ville était en première ligne des velléités italiennes en direction des Balkans, et l'irrédentisme y était fortement implanté.

Elle vivait cependant de plus en plus de son patrimoine monumental, pour l'essentiel non renouvelé depuis le Moyen Âge du fait d'une longue stagnation, et artistique. Elle fascina notamment les Autrichiens à l'époque où ils la possédaient (par exemple Metternich) : la peinture autrichienne du XIX^e^ siècle est, paraît-il, d'inspiration nettement vénitienne[594]. En Méditerranée, ce fut le premier centre-ville ancien à connaître ce genre de renouvellement de ses fonctions, et un début de « patrimonialisation » (y compris la renaissance du carnaval, qui avait à peu près disparu). Mais en cette ère d'avant le tourisme de masse, cela ne pouvait suffire. Le tourisme à Venise était encore très anglo-saxon, très *upper-class*, et authentiquement cultivé (c'est ce monde que décrit la nouvelle *Les papiers d'Aspern*, de Henry James, parue en 1888) ; mentionnons aussi des Français, comme Alfred de Musset et George Sand qui y vécurent les épisodes les plus torrides de leur passion vers 1833, et des Allemands, comme Wagner qui y écrivit *Tristan et Yseult* (représenté en 1885). Le tourisme s'étendit progressivement à la zone balnéaire du Lido, où se déroule *La mort à Venise* de Thomas Mann (1912). La ville était par ailleurs, à l'époque autrichienne, l'un des refuges de la haute société légitimiste européenne : la duchesse de Berry et le comte de Chambord y vécurent. Enfin Verdi y étrenna certains de ses opéras. Tout ceci rendit de la valeur aux palais, dont certains passèrent à des « nouveaux riches » peu fréquentables, comme la danseuse Maria Tagloni qui, un moment, en posséda trois.

Alger, cinquième ville de France au début du XX^e^ siècle, passa de 30.000 habitants (1830) à 130.000 en 1906 (dont 23 % de musulmans), 225.000 en 1926 (dont 25 % de musulmans), 260.000 en 1936 (370.000 avec l'agglomération ; 33 % de musulmans). En 1954 elle comptait 45 % de musulmans[595]. Mais il n'y avait que 24 % de Français d'origine (non naturalisés) dans la population algéroise vers 1930…

Alger changea très vite de visage[596], devenant une ville européenne, même si l'ancienne ville indigène continuait à en former le centre — sauvée entre autres par l'entregent d'un certain nombre d'écrivains et artistes orientalistes, dont Théophile Gautier et le peintre Chassériau[597]. Assez petite (50 ha en 1830), très densément peuplée depuis toujours (à cause

---

594 Tout khâgneux capable de citer le nom d'un peintre autrichien du XIXe siècle gagnera un surce d'orge.

595 La réindigénisation des villes fut plus rapide dans le cas de Bône, passée de 33 % d'indigènes en 1921 à 59 % en 1954 ; et d'Oran (de 13 % en 1927 à 46 % en 1954). Constantine, dans l'intérieur, avait toujours conservé une population majoritairement indigène (53 % en 1926, 56 % en 1954).

596 La première rue de type européen, la rue de la Marine, était déjà percée et bordée de maisons en 1836 ; plus tard, ce quartier devint celui des Italiens et des Maltais (cf. un peu plus bas dans le texte). Parmi les premières réalisations de l'ère coloniale, notons aussi le Jardin d'Essai (1832), une espèce de laboratoire agricole où l'on adaptait divers plantes au sol et au climat de l'Afrique du Nord. Il devint rapidement une promenade élégante, et le demeura jusqu'à l'indépendance.

597 Elle a nettement moins bien survécu à la guerre d'Algérie et à l'indépendance : il ne reste aujourd'hui qu'une douzaine d'hectares plus ou moins préservés.

des sièges incessants — peut-être 100.000 habitants au XVIII[e] siècle, 25.000 vers 1880 mais à nouveau 40.000 vers 1925), la casbah[598] d'Alger était en partie constituée d'un dédale d'anciennes cours de palais qui tombèrent progressivement en ruines (les vieilles familles d'origine parfois andalouse qui les habitaient étaient en voie de prolétarisation) et de minuscules venelles où aucun véhicule n'entrait, parfois transformées en tunnels par des voûtes (on pouvait aussi communiquer d'une maison à l'autre par les toits-terrasses). Elle était divisée en nombreux petits îlots qui étaient autant de voies sans issues, fermées la nuit avec un gardien[599]. On y trouvait aussi des cafés, et, dans la basse casbah, des bordels[600] (comme celui du film *Pépé le Moko*, avec Jean Gabin, qui date de 1937)[601].

La ville européenne était de loin la plus visible : en beaucoup de quartiers, Alger ne se différenciait pratiquement pas d'une grosse préfecture du nord de la Méditerranée, à quelques édifices néo-mauresques près. La ville européenne enserrait complètement la casbah, la coupant de la mer (les Français avaient notamment détruit les souks, ainsi bien sûr que les remparts). Elle s'organisait autour de la rue d'Isly[602], dont le nom commémorait la victoire majeure sur Abd-el-Kader ; elle descendait vers le port, construit par les Français (avant 1830 les navires mouillaient dans la baie et les passagers descendaient à terre en felouque). Autre rue de prestige, la rue Michelet. Il y avait des quartiers ethniques : Bab-el-Oued était majoritairement espagnol (avec une forte proportion de gens originaires des Baléares, donc linguistiquement des Catalans[603]) mais on y trouvait aussi des Maltais. Le quartier de la Marine, en pleine décadence au XX[e] siècle, était italien et maltais : il fut rasé entre 1937 et 1943. Les premiers bidonvilles apparurent vers 1925, ils abritaient 16.000 personnes en 1942 et 86.000 en 1954, surtout des Kabyles — mais derrière Bab-el-Oued, certains quartiers italo-espagnols aux rues en terre battue et aux petites masures ne valaient guère lieux, comme la Cantière.

Les juifs (7% de la population) se concentraient autour de la rue de la Lyre, à la limite de la Casbah. Ils n'avaient pas une place aussi favorable que dans les métropoles de l'est de la Méditerranée, du fait entre autres de la force de l'antisémitisme parmi les Algérois d'origine européenne, mais aussi du fait qu'ils étaient issus de la population locale, pas de milieux transméditerranéens spécialisés depuis longtemps dans les professions d'intermédiaires comme leurs corréligionnaires de Smyrne ou d'Alexandrie. La société algéroise des Européens d'origine se suffisait à elle-même et ignorait les juifs et les « indigènes » ; réduits aux

---

598 Le mot signifie : citadelle.

599 On retrouvait cette structure urbaine en Sicile.

600 L'animation musicale et chorégraphique du quartier (et plus si affinités) était assurée par les femmes de la tribu arabe des Ouled-Naïl, ce qui valait aux prostituées algéroises, de la part de matafs en mal de poésie, l'appellation d'« alouettes naïves ». En 1883, il y avait 17 maisons de tolérance dont 15 dans la Casbah, elles abritaient 119 pensionnaires mais il y avait aussi 375 « indépendantes ». Sur ces 494 femmes, 241 Arabes et 36 Kabyles (presque toutes des femmes répudiées).

601 Outre cette prostitution classique, Alger abritait une importante abondante prostitution homoxesuelle, en partie pédophile, déjà évoquée dans une note précédente, dont les clients venaient de fort loin parce que tout cela se déroulait à deux pas du port, que l'insécurité était moins grande que dans d'autres quartiers du même genre à Naples ou à Istanbul, et parce qu'Alger était l'une des villes les plus facilement accessibles depuis l'autre rive de la Méditerranée. La traversée, qui durait dix à douze jours depuis Marseille en 1830, s'était réduite à 5 jours avec l'arrivée des bateaux à vapeur ; en 1850, un paquebot mit Alger à deux jour de Paris, et vers 1900 on en était à 24 heures. Il va sans dire que la prostitution masculine, totalement clandestine, n'est pas incluse dans les chiffres de la note précédente.

602 Aujourd'hui rue Didouche-Mourad, du nom d'un indépendantiste mort assez tôt (aux mains des Français en 1955) pour être consensuel.

603 Il s'y parlait, jusqu'à l'école de Jules Ferry, une langue particulière, que ma source décrit comme une variété de provençal, mais vu ce que le même manuel dit du peuplement du quartier il devait plutôt s'agit d'un mélange de *lingua franca* et de catalan des Baléares (le catalan et le provençal-occitan sont deux dialectes d'une même langue).

emplois les plus durs et mal payés, et même assez peu visible dans la partie la plus bourgeoise de la ville, ceux-ci commencèrent à réagir vers 1900 (il y eut des grèves de dockers en 1900 et 1907), tandis qu'il apparut tout de même une mince couche de quelques dizaines d'avocats, journalistes et médecins musulmans, très francisés mais qui, peut-être justement pour ça, allaient « inventer » la revendication nationaliste : je les traiterai dans la partie sur l'entre-deux-guerres.

Appréciée des Britanniques qui l'avaient découverte lors d'une escale sur la route du sanal de Suez ou d'un voyage destiné à se désennuyer de Malte, Alger n'était quand même pas une très grande destination touristique, mais l'hiver elle accueillait des tuberculeux, dont en 1882 un certain Karl Marx, à qui ce séjour ne réussit d'ailleurs pas (il mourut l'année suivante). La danse du ventre des naïves alouettes algéroises (voyez un peu plus haut en note) était l'une des principale attractions touristiques de la Casbah, avec les contorsions des aïssaouas (des charmeurs de serpents, contorsionnistes et avaleurs de sabres, en gros[604]).

A Tunis, on assista au même type d'évolutions, si ce n'est que la médina (la ville arabe) conserva plus d'importance et d'autonomie dans le tissu urbain : elle ne se marginalisa pas comme la casbah d'Alger mais se trouva simplement doublée d'une ville européenne. Elle continuait à vivre sa propre vie, avec un grand bazar et des commerçants qui continuaient à fabriquer de l'artisanat traditionnel : ils étaient regroupés en corporations (au singulier *taifa*) dirigées (ou plutrôt arbitrées) chacune par un *amin* (littéralement « guide ») et qui avaient leurs rites et leurs fêtes, leurs techniques traditionnelles qu'elles protégeaient jalousement. Mais cet artisanat était sévèrement concurrencé par les produits industriels européens.

Pour désenclaver une ville longtemps plus tournée vers la terre que vers la mer, les Français firent creuser un port moderne, inauguré en 1893[605]. La ville coloniale se développa selon un plan hippodamique, entre la médina et le port (distantes d'environ un kilomètre et demi), autour de l'avenue de Paris[606]. Au total, Tunis passa de 100.000 habitants en 1881 (dont déjà 35.000 étrangers) à 190.000 en 1926, dont seulement 45 % de Tunisiens, 245.000 (500.000 avec les banlieues) en 1946, 400.000 (750.000 avec les banlieues soit presque autant que Marseille) à l'indépendance, soit 20 % de la population tunisienne : la colonisation n'avait fait que renforcer sa prééminence séculaire dans le réseau urban de la Tunisie.

Marseille, premier port de Méditerranée durant toute la période, recula en rang mondial (du quatrième en 1880 au septième en 1914, menacée par Gênes) malgré l'essor de l'Empire colonial : elle faisait encore les deux tiers de ses échanges en Méditerranée en 1880, mais seulement 38 % en 1914, c'est-à-dire que ses horizons s'élargissaient peu à peu (essentiellement quand même au reste de l'Empire colonial français, avec lequel elle faisait 60 % de ses échanges vers 1914 — cela représentait les deux tiers du commerce colonial de la France).

Ce fut sa période de plus grande croissance urbaine, ouverte par la démolition des anciens remparts de Colbert sous le premier Empire. La ville avait 120.000 habitants en 1790, 70.000 à 90.000 vers 1810, 150.000 en 1840, 320.000 en 1876, 460.000 en 1900, 550.000 en 1913, 600.000 vers 1930. La période des grands travaux haussmanniens se traduisit par la prolongation de la Canebière (aménagée sous la monarche de Juillet en avenue bourgeoise de

604 À l'origine c'étaient des membres d'une secte musulmane mystique qui se mettaient en transes par diverses méthodes proches de la danse, un peu comme les derviches tourneurs de Turquie ou les *quakers* protestants des États-Unis. En Turquie aussi, certains groupes de derviches toruneurs ont dégénéré en troupes de spectacle.

605 Le port traditionnel de Tunis était La Goulette, entre la mer et la lagune au fond de laquelle se trouve la ville ; il bénéficia aussi de ces travaux et se spécialista dans le trafic des pondéreux.

606 Devenue aujourd'hui, évidemment, l'avenue Bourguiba.

prestige)[607], le percement de la Rue Impériale[608] entre la Joliette et la Canebière (1862-1864) et l'aménagement du quartier environnant, plus la construction de la Bourse (1860), du palais de justice et de la préfecture[609], ainsi que l'érection de deux symboles religieux[610] : la basilique de Notre-Dame de la Garde, consacrée en 1864 mais achevée seulement en 1897, avec sa statue monumentale de la Vierge (la « Bonne Mère »), et une nouvelle cathédrale, la « Major », construite dans le style qu'on appelle poliment « éclectique », et consacrée en 1893[611]. Au-delà de la Bonne Mère, vers le sud, des quartiers bourgeois se développèrent dans la seconde moitié du XIX^e^ siècle, notamment le long de la Corniche qui apparut à cette époque. Le quartier du Vieux Port échappa à ces bouleversements (jusqu'à ce que les Allemands le fissent sauter en 1943 pour nettoyer la ville de sa pègre, mais aussi parce que la Résistance était comme un poisson dans l'eau dans ces ruelles[612]) et conserva son caractère populaire pendant toute la période à votre programme, ainsi, juste au-dessus, que le Panier, quartier des marins en bordée (entre le Panier et le vieux port se trouvait le « quartier réservé », mondialement célèbre pour ses bordels), quartier en partie nord-africain aussi dès l'entre-deux-guerres (en 1914, Marseille abritait déjà 2.000 Algériens, essentiellement des Kabyles) : l'entassement y était spectaculaire, et l'hygiène, assez sordide — il y eut encore une grave épidémie de choléra en 1884-1885, la dernière en France métropolitaine[613].

---

607 Bourgeois au XIX^e^ siècle, le quartier de la Canebière s'est trouvé progressivement déclassé à partir des années 1920, parce que la croissance de la ville se faisait dans d'autres directions. Symbole de cette décadence, l'incendie des Nouvelles Galeries en 1938, qui fit 73 morts.

608 Aujourd'hui avenue Bourguiba, évidemment.

609 C'est en 1849 que les eaux de la Durance, à 80 km, arrivèrent à Marseille : ce progrès décisif nécessita d'énormes travaux, entièrement financés par la municipalité.

610 Jusqu'en 1870, la ville, qui avait beaucoup eu à se plaindre de la Révolution (la Marseillaise est certes née comme un chant des volontaires marseillais de l'été 1792, mais la ville souffrit beucoup de la Terreur) demeura plutôt légitimiste, en contraste avec les campagnes de Provence, souvent « rouges ». Mais il y eut une vague « Commune » en mars 1871 — rien à voir avec le mouvement qui secoua l'Algérie —, puis la ville se mit à voter pour les républicains, et en 1881 elle élut le seul député socialiste de France ; en 1892, elle fut la première ville importante remportée par les socialistes.

611 L'ancienne cathédrale, romane, date du XII^e^ siècle. Délabrée et trop petite, elle échappa de peu à la destruction mais fut défigurée par la démolition de deux travées : elle ressemble à une espèce de grande chapelle accolée à la Major.

N.B. Il existait aussi une chapelle à l'emplacement de la Bonne Mère : ce n'est pas une dévotion du XIX^e^ siècle. L'architecte de la Bonne Mère portait un nom prédestiné (Espérandieu) ; il a également dirigé la fin des travaux de la Major.

612 Sous le second Empire, le centre de Marseille avait échappé aux grandioses projets de l'affairiste Jules Mirès (voyez le détail de sa biographie dans le cours sur la France), qui voulait carrément raser la colline du Panier et liquider l'ensemble de la vieille ville. Il joua un rôle important dans l'aménagement du quartier de la Joliette, mais il ne parvint pas à y attirer la bourgeoisie : ce fut l'une des causes de sa ruine. Signalons aussi l'apparition, en 1905, d'un « pont transbordeur » métallique sur le Lacydon (le goulet d'entrée dans le Vieux Port), qui fut longtemps célèbre (les Allemands l'ont fait sauter en 1944) ; à la même époque apparut un ascenseur urbain qui permettait d'accéder à la « Bonne Mère ».

613 Avec la Canebière (dont la renommée remonte à Alexandre Dumas : *Le comte de Monte-Cristo*, 1846) et la Belle-de-Mai (le quartier, apparu au XIX^e^ siècle, où se logeaient les travailleurs de la Joliette), ces deux quartiers ont fait, au XX^e^ siècle, l'essentiel de la réputation de Marseille dans une certaine littérature populo-régionaliste dont l'écrivain, homme de théâtre et cinéaste Marcel Pagnol (1895-1976) est sans doute le représentant le moins oublié aujourd'hui (*Marius* date de 1929) ; les chansons et les opérettes de Vincent Scotto (1874-1952), qui datent pour l'essentiel de l'entre-deux-guerres et ont été autant représentées à Paris qu'à Marseille, en représentent le pénible volet musical — si vous avez les oreilles bien accrochées, vous pouvez, par amour de l'histoire, tenter d'écouter des extraits de *Un de la Canebière* (1935), entre autres les célèbres airs « Elle finit au bout de la Terreu, notre cane cane cane Canebièreu », « On est heureux comme des poissongs dangs l'eau sur le plangcher des vacheus », « Les pescadous hou hou » et « Ung petit cabanong pas plus grangd qu'un mouchoir de pocheu » [N.B. les « cabanons » étaient l'équivalent populaire des bastides, des maisons de détente, notamment dans la zone des calanques]. Les enregistrements les plus faciles à trouver sont ceux d'Ali-

Par ailleurs, c'est en 1845 que Marseille décida de se doter d'un deuxième port, dans le quartier de la Joliette, pour doubler l'antique Vieux Port qui est certes un mouillage exceptionnel, mais inadapté au commerce moderne du fait de sa taille réduite et de l'étroitesse du goulet d'entrée. Les premiers bassins de la Joliette ouvrirent en 1853 ou 1857 selon les sources, mais les travaux d'aménagement se poursuivirent jusqu'en 1881. En 1916 ouvrit le tunnel du Rove, où les poissonniers de Marseille, dans les années 1930, rendaient un culte satanique au monstrueux Shub-Ur-Khur[614] : le but était de relier la ville à l'étang de Berre, et de là, au Rhône. Jusqu'à la fin du XIX^e^ siècle, on pouvait encore voir sur les quais de Marseille des bateaux à voile de type traditionnel (tartanes, felouques, bricks, goélettes) qui faisaient du cabotage avec l'Espagne et l'Italie, mais de plus en plus, des navires à vapeur[615] appartenant à de grandes compagnies modernes dominaient les quais (la Compagnie de Navigation Mixte, les Messageries Impériales, la Société Générale de Transports Maritimes à Vapeur dataient toutes trois du second Empire). En ce qui concerne les liaisons avec l'arrière-pays, c'est en 1857 que le P.L.M. relia la ville à Paris[616].

Les produits phares de l'industrie marseillaise étaient l'huile et le savon (le « savon de Marseille », à la fois savon de toilette et de lessive, était un produit célèbre dès le XIX^e^ siècle : il y avait déjà 63 savonneries en 1813), industries de transformation de matières premières importées par mer : elles souffrirent du protectionnisme de la III^e^ République, avant d'entrer en déclin progressif dans l'entre-deux-guerres pour cause de concurrence britannique et américaine, et de s'effondrer franchement après 1945. La production industrielle d'huile avait été lancée en 1829 par Philippe Joseph Magnan ; au début du XX^e^ siècle il y avait une quarantaine d'entreprises, dont l'une des principales appartenait à la famille Rocca (elle subsista jusqu'aux années 1970) — en 1898, elle mit au point la Végétaline, l'un des premiers substituts végétaux du beurre. Marseille avait aussi un quasi monopole de la fabrication de l'huile de ricin, un produit utilisé dans l'industrie, comme remède et plus tard pour les moteurs d'avion. Parmi les savonneries, citons l'entreprise « Le Chat » et la marque Cadum, apparue en 1911 et célèbre dans l'entre-deux-guerres pour le bébé figurant sur ses réclames[617] : la graisse nécessaire à la fabrication du savon venait d'Inde, puis des États-Unis (huile de coton et d'arachide), ce qui représentait 15 % du trafic portuaire de Marseille. Quant

---

bert (1889-1951), qui « vendait » le folklore marseillais sur les scènes parisiennes. Mais gare à l'overdose ; on prétend que personne n'a pu écouter une opérette de Vincent Scotto d'un bout à l'autre sans sombrer dans la démence.

Marseille, caricaturée par Scotto en ville d'aimables fainéants et de galéjeurs, avait aussi la réputation, pas entièrement usurpée dans l'entre-deux-guerres, d'une ville gangrénée par la corruption et par tous les trafics (à cet argumentaire s'ajoutait souvent la mise en cause des immigrés, fauteurs de cette situation) ; le « patron » politique de la ville dans les années 1930 était le Corse Simon Sabiani, proche de la pègre et du fasciste Jacques Doriot, « collabo » pendant la guerre. L'assassinat du roi Alexandre de Yougoslavie et du ministre français ddes Affaires Étrangères Louis Barthou par un terroriste croate sur la Canebière, en 1934, n'arrangea pas les affaires du « Chicago français », non plus que l'incendie des Nouvelles Galeries que j'évoque plus haut : la situation était si grave que la municipalité dut être placée sous tutelle de l'État en 1938. Cela dit, dès les années 1930, la production populo-régionaliste sus-moquée entreprit de retourner cette image en folklore local : en témoignent par exemple le film *Les gangsters du Château d'If* (1938), et une autre calamitude de l'immonde Scotto, *Les truands du fort Saint-Jean* (vers 1934 : « Sur la Canebièreu / Nos sacrés gangstèreus / Song de bongs enfangts / Ils n'occisseunt / qu'au pastisseu / et avé l'assengt »).

614 En tout cas d'après Didier Savard : *Les aventures de Dick Hérisson n°6 : La conspiration des poissonniers*. Excellente atmosphère marseillaise des années 1930.

615 Le tout premier avait marqué les mémoires, en 1818, en manœuvrant contre le vent pour entrer dans le Vieux Port.

616 La première gare datait de 1848, l'année de l'ouverture du premier tronçon (jusqu'enAvignon). Le tunnel ferroviaire de la Nerthe (4,5 km), à la sortie de Marseille, fut longtemps le plus long d'Europe.

617 Pour exploiter cette célébrité, elle organisait un concours du plus beau bébé, d'où le concept de « bébé Cadum ».

à la soude, au départ elle venait d'Égypte, mais depuis l'invention du procédé Solvay en 1863, elle venait de France et de Belgique. Parmi les entreprises liées, au moins au départ, à l'activité portuaire, signalons aussi la minoterie Rivoire et Carret et la sucrerie Saint-Louis ; l'apéritif Amer Picon et le vermouth Noilly-Prat contribuaient à l'ivrognerie nationale[618]. En revanche, pas d'industrie sidérurgique (à part une malheureuse tentative de Mirès sous le Second Empire) ; Marseille rata aussi le virage de l'industrie automobile, et, plus largement, la deuxième révolution industrielle (le passage de la vapeur à l'électricité) au début du XX^e^ siècle.

L'engagement de Marseille dans l'économie coloniale[619], sensible surtout après 1870, faisait partie des clichés sur la ville, comme le montre bien par exemple le décor de la gare Saint-Charles, qui date des années 1850, et celui, peint par Pierre Puvis de Chavanne dans les années 1860, de l'escalier d'honneur du Musée des Beaux-Arts : l'un comme l'autre opposent la Marseille grecque à la Marseille coloniale, en brodant sur le thème du retournement (la colonie phocéenne devenue colonisatrice). Marseille était perçue comme la « porte de l'Orient » (c'est le titre de la fresque de Puvis de Chavanne[620]) ; l'escalier monumental de la gare Saint-Charles, achevé en 1927, est orné de statues sur ce même thème. Il existait toute une série d'institutions coloniales, entre autres, depuis 1877, une fort colonialiste Société de Géographie de Marseille. En 1893, on inaugura un Musée Colonial ; en 1899, il apparut une école de médecine tropicale ; en 1900, une section coloniale à l'École Supérieure de Commerce ; en 1906, un Institut Colonial. La même année la première grande exposition coloniale française fut organisée à Marseille (il y en eut d'autres en 1913 et en 1922). Le protectionisme croissant de la III^e^ République contribua au repli colonial de la ville, de plus en plus accentué avec le temps. Marseille avait des liens avec tout l'Empire, pas seulement l'Afrique du nord ; celle-ci était, entre autre choses, un débouché important pour les produits de l'industrie marseillaise. En revanche, l'Orient méditerranéen, encore présent vers 1850 (avec notamment l'Égypte de Méhémet Ali et de ses successeurs), avait à peu près disparu du commerce marseillais à la fin du XIX^e^ siècle (la brève colonisation de la Syrie et du Liban en 1920-1943 n'inversa guère la tendance).

Malgré le Panier et la Belle-de-Mai, la ville était moins cosmopolite que celles précédemment évoquées. Marseille, qui n'avait jamais compté plus de 5 % de Levantins et d'Orientaux au XVIII^e^ siècle, était de moins en moins accueillante à l'immigration italienne, qui représentait en gros 20 % de la population à la fin du XIX^e^ siècle[621] — une proportion d'étrangers, et d'allochtones, moins importante que dans la plupart des autres métropoles méditerranéennes, sauf Barcelone. Dans un contexte de baisse continue des salaires entre 1840 et 1900 (vers cette date les salaires marseillais étaient 20 % plus bas qu'à Dunkerque),

---

618 En revanche, le pastis ne contribua à l'image de marque du Midi qu'à l'entre-deux-guerres (il fut inventé dans les années 1920 après l'interdiction [en 1915] de l'absinthe, un produit inventé dans le Jura et qui faisait des ravages dans tout le pays) et surtout après 1945, lorsqu'il devint la boisson des touristes. Il est probable que les pièces et les films de Pagnol contribuèrent à le « lancer ». L'entreprise Ricard est apparue en 1934.

619 Marseille avait applaudi à la conquête de l'Algérie en 1830, elle en avait effectivement profité notamment en tant que tête de pont des échanges avec la métropole, mais les investissements marseillais en Algérie étaient restés modestes.

620 L'expression remonte, semble-t-il, à Victor Hugo ; elle a été relayée dans l'entre-deux-guerres par un livre du célèbre journaliste Albert Londres : *Marseille, porte du Sud*. Le texte insistait (lourdement) sur le fait que le Maghreb commençait dans le Panier et la vieille ville.

621 C'est de cette communauté qu'Yves Montand (1921-1991) est issu : né en Italie, de son vrai nom Ivo Livi, il était arrivé à Marseille en 1923. Il commença sa carrière dans les music-halls Marseillais vers 1938, et se fit un nom à l'échelle nationale en étant successivement l'amant de Réda Caire (un homme, chanteur de charme et propriétaire de salles de concert, par ailleurs né en Égypte) et d'Edith Piaf, en attendant (après 1945) Simone Signoret et Marilyn Monroe. Cela dit, à ma connaissance il n'a jamais exploité de thématiques marseillaises.

des émeutes anti-italiennes eurent lieu en 1881, au retour des troupes françaises de Tunisie (« les vêpres marseillaises »), puis en 1897 sur le port pour obtenir le renvoi des dockers italiens. Cependant, dans les années 1900, la S.F.I.O. et la C.G.T. parvinrent à peu près à fédérer les luttes. En 1919-1921, Marseille fut le principal point d'entrée sur le territoire français des réfugiés arméniens : certains s'y installèrent. Fort mal accueillis au départ, ils représentèrent rapidement l'une des communautés les plus dynamiques de la ville ; leur présence est encore sensible aujourd'hui.

De même, la bourgeoisie marseillaise était en partie originaire du reste du pays et nettement moins qu'ailleurs du reste de la Méditerranée (même si l'on y trouvait des familles d'origine grecque ou génoise) ; elle était francophone, comme une bonne partie du petit peuple[622], et avait un pied dans les terres (les domaines en Camargue[623] ; les belles « bastides » avec leurs parcs qui parsemaient la campagne environnante étaient encore des unités de production agricole au XIXe siècle[624]). Parmi les grandes familles marseillaises au début du XX^e^ siècle, on peut citer la famille Charles-Roux[625] ; le banquier-négociant Etienne Zafiropoulo, qui avait fait fortune dans l'importation de blé russe, une activité typiquement circumméditerranéenne (et grecque : c'était un Phanariote) ; l'armateur Cazalet. Mais le capital investi à Marseille était loin de n'être que marseillais, ainsi la Compagnie des Docks appartenait à des capitaux parisiens, de même que la principale banque, la Société Marseillaise de Crédit, fondée en 1865 (mais les capitaux locaux l'emportèrent à partir des années 1880 — de manière générale, après 1870 les capitalistes parisiens s'intéressèrent moins à Marseille).

Marseille avait une vie culturelle notable, assez autonome vis-à-vis de celle de Paris (quoique évidemment bien moins que celle de Smyrne vis-à-vis de celle d'Istanbul, ou même celle de Barcelone vis-à-vis de celle de Madrid, ne fût-ce que parce qu'elle se déroulait exclusivement en français) : des peintres locaux[626], un opéra, une gande salle de music-hall, l'Alcazar, temple de l'opérette ; une production musicale qui ne se limitait pas à ladite opérette. Je rappelle enfin qu'au XIXe siècle Marseille a fourni à la France un homme politique de premier plan : Adolphe Thiers.

Barcelone connut un essor spectaculaire : infiniment plus que la montagnarde et provinciale Madrid, elle fut au cœur de la modernisation de l'Espagne, qui se fit d'abord à partir de la Catalogne (et du Pays basque)[627]. Pourtant elle n'était pas idéalement placée pour assu-

---

622 Le français ne progressa que lentement au XIX^e^ siècle, ne fût-ce qu'à cause de l'exode rural en provenance des campagnes provençales : encore en 1836, les curés lurent en povençal, à la fin de la messe, un avis invitant à se faire vacciner contre la peste. Le déclin du provençal se dessina dès le Second Empire, d'autant qu'il n'avait guère de reconnaissance, ni dans les élites, ni « à gauche » : en particulier, si Marseille a eu quelques écrivains de langue provençale entre 1830 et 1880 (comme Victor Gelu), elle est restée à l'écart du mouvement félibre, caractéristique des petites villes de l'intérieur provençal et languedocien. Dès l'entre-deux-guerres, le provençal était marginal à Marseille : la différence avec Barcelone (voyez plus bas) est éclatante.

623 Ainsi, en 1893, l'huillier Louis Prat y acquit 830 hectares, dont la moitié en vignes, plus une chasse.

624 Sans parler du rôle d'Aix-en-Provence, siège de l'évêché dont dépendait Marseille de 1790 à 1823, ainsi que d'une partie du pouvoir judiciaire départemental : elle fait un peu fonction de quartier aristocratique de Marseille. Les bastides ont été menacés par l'urbanisation dès le début du XXe siècle : après 1945, les autoroutes, lotissements et grands ensembles ont ôté beaucoup de charme à ces quartiers — cependant il reste de beaux ensembles d'ex-bastides, comme dans le quartier Saint-Barnabé. De belles propriétés dans l'arrière-pays les ont remplacées.

625 Elle a donné dans la deuxième moitié du XX^e^ siècle un écrivain intéressant, Edmonde Charles-Roux (née en 1920, vivante en octobre 2009).

626 Dont le remarquable Adolphe Joseph Thomas Monticelli (1824-1886), une espèce de pré-impressionniste dont le style se caractérise par une pâte très épaisse et une quasi-dissolution des formes dans la lumière, à la limite souvent de l'abstraction (un peu comme chez le dernier Monet mais cinquante ans auparavant).

627 En témoignent notamment les deux expositions universelles barcelonaises de 1888 et 1929, alors que

mer cette fonction : la Catalogne manquait de charbon et Barcelone était située sur les rives de la Méditerranée, mer en recul d'autant que l'Espagne n'avait ni colonies ni liens particuliers avec l'Empire Ottoman, sans être comme Marseille ou Venise un débouché sur cette mer de l'Europe médiane — l'Èbre, principal fleuve de la région, est un cul-de-sac. Il est vrai que Barcelone était toujours moins enclavée que les hauts plateaux de Castille… Enfin cette ville qui jusqu'à la fin du XV^e^ siècle avait été la capitale d'un royaume indépendant de la Castille, qui s'était révoltée contre l'unité de l'Espagne en 1520, et dont les habitants ne parlaient pas castillan[628], entretenait des relations tendues avec la capitale.

Au départ, dès le XVIII^e^ siècle, c'est le commerce du vin qui réveilla la cité endormie, puis le textile ; il semble que les guerres carlistes, une série de guerres civiles qui déchirèrent l'intérieur de l'Espagne dans les années 1830, jouèrent un rôle dans la concentration de l'industrie textile dans cette ville qui demeura en gros à l'abri des combats, même si elle connut plusieurs insurrections violentes dans les années 1820 à 1840. La première usine espagnole à utiliser la vapeur fut une fabrique de coton barcelonaise, en 1833, et le premier chemin de fer de la péninsule partit de Barcelone en 1848[629]. Vers 1900, les principaux secteurs d'activité étaient le textile, qui employait 55.000 ouvriers ; le commerce (38.000), le service domestique (24.000) la construction et le bois (22.000), les transports (13.000), les services publics (12.000), la métallurgie (10.000). Outre les grandes usines, il y avait une poussière de moyens et petits ateliers, plus les « petits métiers » des rues (rempailleurs de chaises, chiffonniers, cordonniers ambulants, barbiers, etc.). Signalons que c'est à Barcelone, et même en plein centre-ville, qu'Isaac Carasso, un juif originaire de Salonique, lança en 1919 la marque Danone (d'après le surnom en catalan de son fils Daniel). C'est lui qui lança la production industrielle (et la mode) du yaourt : jusque-là, c'était un aliment « ethnique » (il est originaire de Bulgarie — tout près de Salonique — et, au-delà, se rattache à la tradition des laits de jument fermentés d'Asie centrale) qui n'était vendu qu'en pharmacie en tant que remède contre les troubles de la digestion. La consommation de yaourt n'est devenue massive en Occident que pendant les Trente Glorieuses[630].

La population passa de 115.000 habitants en 1832 à 175.000 en 1848, 200.000 en 1857, 400.000 en 1887, 550.000 en 1900 (entre-temps la ville avait absorbé les communes voisines en 1897), 600.000 en 1910, 720.000 en 1920 et un million tout rond en 1930 : à cette date, elle était passée devant Marseille. De manière générale, la ville, sans véritablement tourner le dos à la Méditerranée (elle vivait quand même d'abord de sa position portuaire), prenait ses modèles bien loin de cette mer, à Paris pour l'essentiel, et tentait de ressembler le moins possible à une ville « du sud » ; par ailleurs, le retard économique de l'Espagne faisait que, contrairement à Marseille, elle n'accueillait même pas d'immigrés qui auraient pu lui donner un visage cosmopolite « à la méditerranéenne » (bon, il y avait quand même les matafs en bordée…). Elle était bien le théâtre d'un conflit culturel aigu, mais entre Espagnols : en effet, comme elle rayonnait économiquement bien au-delà de la Catalogne, elle accueillit progressivement une importante population non catalane et non catalanophone, les e. *charnegos*/c. *xar-*

Madrid n'en a accueilli aucune.

628 Pour des raisons de clarté, dans les passages sur l'Espagne je distingue les ajectifs « castillan » (ce qui se rapporte au centre de l'Espagne et à la langue qu'on y parle, habituellement appelée « espagnol » en France et en Amérique Latine mais pas en Espagne) et « espagnol » (ce qui se rapporte à toute l'Espagne, Catalogne comprise).

629 Il ne mesurait qu'une trentaine de kilomètres. Le responsable de l'entreprise, Miquel Blada i Bunyol, un ancien marin qui avait émigré au Venezuela d'où l'indépendance (1821) l'avait chassé, avait été inspiré par un chemin de fer construit en 1837… à Cuba, colonie espagnole. Cette anecdote est très représentative du retard de l'Espagne au XIX^e^ siècle.

630 Les confiseries Chupa Chups sont également barcelonaises, mais à deux ans près (1958) elles sont hors de votre programme.

negos[631] (surtout au XX^e^ siècle : en 1900, 70% des immigrants venaient encore de Catalogne). Mais ces paysans immigrés de régions pauvres du sud de l'Espagne, s'il conservèrent leur langue et leur culture, ne parvinrent jamais à l'imposer aux « indigènes », notamment parce que la bourgeoisie barcelonaise, qui avait conservé l'usage du catalan à titre privé et familial mais utilisait le castillan comme véhicule de toute communication formelle ou culturelle jusque vers 1860, se convertit au catalanisme entre cette date et 1900[632], fournissant un

631 Je signale les mots castillans par un e. (comme « espagnol » !) et les mots catalans par un c.

632 Dans son livre *Barcelone : mémoire et identité 1830-1930*, malheureusement trop fouillé et trop foisonnant d'onomastique catalane pour être résumé ici autrement que de manière très globale, Stéphane Michonneau analyse le passage, vers 1880 en très gros, d'une politique mémorielle régionaliste qui mettait l'accent sur le particularisme catalan en tant qu'élément de la grandeur de l'Espagne et vecteur de sa modernité, et sur Barcelone en tant que « rempart de la liberté » et du libéralisme politique en Espagne, à une mémoire proprement catalaniste, c'est-à-dire hostile à tout ce qui pouvait être affirmation de l'unité de l'Espagne, axée sur la défense d'un passé catalan, de la langue catalane, des libertés de la Catalogne sans cesse rognées par l'impérialisme castillan.

Michonneau montre qu'au départ la politique mémorielle régionaliste était un projet de la grande bourgeoisie barcelonaise, « une entreprise de régénération conservatrice et catholique » par la foi, la littérature, l'art et la tradition. Cette politique était profondément méfiante envers la ville, ses « classes dangereuses » et leurs mœurs : le régionalisme catalan en voie de constitution s'axait sur l'« invention » d'un paysan catalan (et d'une ferme, la *masia*, l'équivalent du mas provençal) idéalisés. Il uet des efforts pour mettre « de la campagne dans la ville », c'est la raison pour laquelle, entre autres, le plan de l'*ensanche* comprend de nombreux espaces verts.

Ainsi Michonneau analyse la valorisation de la figure de c. Josep Anselm Clavé, fondateur, vers 1850, de sociétés chorales qui se donnaient pour but d'organiser les loisirs du peuple ; la musique qu'il faisait chanter incluait des réinterprétations de chansons populaires mais aussi beaucoup de musique classique, y compris du Wagner. Après sa mort, dans les années 1880, la mémoire de Clavé servit à construire le mythe d'une adhésion populaire au catalanisme : la chorale ouvrirère était aloes perçue comme un instrument civilisateur, « disciplinateur », une digue contre les mauvaises influences — le « chant romantique » d'ascendance rurale, strictement dépourvu de lien avec la réalité des existences populaires, était perçu comme l'antidote du « chant de café » « lubrique et furieux » : il était censé ramener les prolétaires à un monde harmonieux, exempt de conflictualité sociale, réactiver une communauté dissoute. C'est dans cette perspective qu'il faut comprendre l'intérêt très fort de la c. *renaixença* (le mouvement catalan pré-nationaliste du XIX^e^ siècle) pour le Moyen Âge. Les Jeux Floraux, des joutes poétiques médiévales qui furent ressuscitées en 1859, exclusivement en catalan, furent au cœur de la « recatalanisation » de la vie culturelle de l'élite barcelonaise : ce sont eux qui ont relancé l'usage du catalan comme langue de haute culture dans les milieux « qui comptaient ».

Puis, peu à peu, dans le même temps qu'il se radicalisait, le mouvement catalaniste s'autonomisa par rapport à ces milieux très étroits et très conservateurs : les milieux républicains, jusque-là hostiles, s'y rallièrent en partie, même s'il demeura longtemps une gauche radicale, pas exactement anticatalanisme mais qui ne considérait la lutte pour la culture catalane que comme l'une des facettes de la lutte pour le progrès — il y eut des disputes pour savoir s'il fallait honorer telle ou telle figure « en tant que Catalan illustre » ou « pour sa contribution au progrès de l'Espagne ». Dès les années 1900, un « patriotisme » catalan s'opposait au patriotisme espagnol, et les républicains centralistes se montrèrent incapables de circonscrire ce que Michonneau appelle « la catalanisation des mémoires » — en partie parce que la République espagnole (1873-1875) avait laissé de calamiteux souvenirs, et parce que, le pouvoir madrilène étant à la fois réactionnaire et anticatalaniste, l'assimilation de la cause progressiste à la cause catalaniste, assimilation martelée par la bourgeoisie catalane depuis 1850, ne cessa jamais d'aller de soi pour une majorité de Barcelonais. Par ailleurs les républicains étaient faibles parce que, justement, divisés sur l'attitude à adopter envers le catalanisme, tandis que les catalanistes, eux, parvinrent toujours à maintenir l'« union sacrée », au grad dam de ceux qui (comme Michonneau) n'y vo(ya)ient que l'effet d'une aliénation des classes populaires au bénéfice de la bourgeoisie industrielle. Bref, les républicains « espagnolistes » ne parvinrent pas à sortir du ghetto électoral des immigrés récents, non catalophones, qui se sentaient exclus, mais furent toujours minoritaires ; ils eurent du mal à comprendre que les catalanistes, tout en faisant sans cesse référence au Moyen Âge, construisaient à leur manière une modernité et parlaient un langage idéologique de plus en plus populaire (le XIX^e^ et le XX^e^ en Europe ont été marqués par un essor à peu près continu, épisode communiste mis à part, des nationalismes et des identités nationales).

À partir de 1914, le catalanisme triompha à Barcelone, qui se revendiquait de plus en plus comme la capitale des « pays catalans », qui avaient désormais leur *mancomunitat* (Parlement régional), contre les « pays castillans ». Il se modernisa (la mode du Moyen Âge était passée, et puis il y avait désormais une mémoire catalaniste du XIX^e^ siècle à honorer). Entre autres choses, c'est vers cette date que s'officialisa une fête « nationale » catalane, le 11 septembre (commémorant la résistance héroïque à, pour aller vite, la rconquête castillane de

exemple prestigieux au reste de la population — ce cas de figure est unique en Europe occidentale à l'époque contemporaine[633]. Le phénomène vaut pour toute la Catalogne : c'est l'une des rares régions d'Europe occidentale où une culture régionale a résisté aux aussauts d'une culture nationale, parce que l'État espagnol a longtemps été très faible, qu'il y avait une tradition locale d'indépendance, que la langue régionale était prestigieuse (il existe une immense littérature catalane médiévale) et que cette périphérie était plus développée que le centre, et fière de l'être[634]. Le contraste avec Marseille, où le provençal a toujours été méprisé des élites, est spectaculaire.

La ville, qui n'avait guère changé depuis le Moyen Âge, connut d'importantes transformations urbanistique à partir de la libération de vastes terrains suite à la confiscation (e. *desamortización*) des biens des congrégations, engagé dès 1822 mais qui s'accéléra à partir de 1835 (et aussi à des incendies de couvents lors de diverses insurrections[635]) : seules les congrégations enseignantes ou vouées à la bienfaisance y échappèrent. Sur les terrains dégagés, on constuisit des édifices publics, des places. La ville, tout en respectant pour l'essentiel son centre ancien, se réorganisa autour de la c./e. *rambla*, la grande avenue qui coupe en deux la vieille ville : autrefois bordée de couvents, elle devint une avenue bourgeoise du genre de la

---

1714). C'est en 1892 que certains, à titre privé, avaient commencé à rendre hommage ce jour-là auxdits martyrs ; en 1901, les cérémonies étaient déjà assez courues pour faire l'objet d'une répression policière, laquelle, évidemment, ne fit que les populariser encore davantage. En 1917, apparut une révendication fédéraliste radicale, avec réorganisation de l'Espagne sur la base de l'égalité « DES peupleS qui la composent » et officialisation du catalan ; depuis 1915, on entendait même des slogans indépendantistes dans les manifestations. Il y eut, par exemple, une grande campagne de catalanisation des plaques de rues en 1921 : à cette date, « l'inversion de la valeur symbolique de la langue » était accomplie, le catalan était passé du statut de handicap culturel à celui de capital linguistique positif permettant d'acuérir des positions de pouvoir » à l'échelle locale — en gros, Michonneau, reprenant une idée de Hobsbawm, soutient que la grande bourgeoisie de Barcelone a en quelque sorte « acheté » les classes moyennes en voie d'émergence à partir de la paysannerie catalane en leur promettant, par l'officialisation du catalan, des postes réservés dans la fonction publique ; elle offrait aussi aux littérateurs et artistes issus de ladite paysannerie la possibilité de « briller » plus facilement en catalan, sur la scène culturelle régionale, que sur l'immense scène culurelle hispanophone, où ils auraient été noyés. Je suis sceptique quant à cette approche étroitement sociologique qui me semble faire peu de cas du dynamisme propre des phénomènes nationalistes, lesquels échappent souvent au contrôle de ceux qui les lancent (Barcelone me semble plutôt une exception de ce point de vue) ; par ailleurs, il resterait à expliquer pourquoi la bourgeoisie de Marseille a fait, culturellement, le choix exactement inverse de celle de Barcelone. Mais bon, l'explication de Hobsbawm et de Michonneau a sa part d'intérêt.

La dictature de Primo de Rivera (père), de 1923 à 1932, fut farouchement anticataniste, quitte à tenter, pour amadouer les Barcelonais, de renouer avec le vieux discours d'avant 1880, qui faisait de la Catalogne l'un des constituants les plus prestigieux de la nation espagnole unitaire. L'exposition universelle de 1929 a notamment accouché, à Barcelone, d'un lieu de mémoire typiquement « espagnoliste », le e. *Pueblo Español*, un ensemble de maisons des différentes régions d'Espagne reproduites à l'identique et accollées pour donner l'impression d'un seul village : le message était « l'Espagne, une dans sa diversité », avec quand même une forte surreprésentation du centre castillanophone. L'idée avait déjà été appliquée en France lors de l'Exposition Universelle de 1900, mais le *pueblo* barcelonais est le premier à avoir été conçu pour durer après l'exposition, c'est encore l'une des principales attractions touristiques de la ville. Toute cette gesticulation échoua à construire des contre-mémoires non catalanistes : comme plus tard le franquisme, la dictature des années 1920 décrédibilisa le projet centraliste en l'associant à la réaction politique, et ne fit que nourrir encore plus le catalanisme.

633 Ce conflit socio-culturel à fronts renversés, puisque les représentants de la culture dominante à l'échelle nationale étaient les dominés à l'échelle locale, est traité avec humour et finesse par l'écrivain barcelonais hispanophone Juan Marsé (né en 1933), dans le roman *L'amant bilingue* (1990), dont l'action se place malheureusement à la fin des années 1970, soit après la fin de votre programme.

634 Bon, cela dit, la plupart des Catalans sont bilingues et l'écrit est majoritairement en castillan depuis le XVI^{e} siècle… De ce fait, le catalan, qui est à l'origine un dialecte occitan, a subi une profonde influence castillane et a parfois une furieuse tendance à ressembler à du castillan avec des fautes de frappe — ceci est moins vrai de la langue littéraire, mais les livres d'histoire que j'ai consultés pour nourrir ce cours se lisent sans aucun problème et pratiquement sans recours au dictionnaire quand on parle castillan.

635 Les années 1835-1850, notamment, furent politiquement très agitées.

Canebière marseillaise (en 1848, il y apparut notamment un opéra, le c. *Liceu*[636]). Il apparut également une promenade de bord de mer, une rupture avec une solide tradition qui veut qu'avant l'ère du tourisme et des loisirs, les ports méditerranéens aient rarement eu un contact direct avec la mer[637]. Par ailleurs, entre 1841 et 1878 on démolit les anciens remparts et la citadelle, ce qui permit de tracer de nouveaux boulevards. La ville n'étouffant plus dans ses murs, entre les années 1860 et les années 1920 il apparut, au-delà de la vieille ville, un quartier nouveau, moderne, bourgeois, à plan hippodamique, fonctionnel et hygiénique : l'e. *ensanche*[638]/ c. *eixample*. Vers 1900, les anciens centres de sociabilité bourgeoise (les *ramblas*) commencèrent à se populariser et à décliner au profit d'un nouveau quartier bourgeois situé au centre de l'*ensanche*, autour du c. *Passeig de Gràcia* qui, depuis 1827, menait au faubourg industriel du même nom, tandis que la vie culturelle se déplaçait vers le c. *Paral.lel*[639], une artère tracée en 1894 où l'on trouvait de nombreux cabarets, caf'conc'[640], spectacles de *zarzuela* puis (après 1917) de jazz, etc. Ce quartier « bohême » se prolongeait par le très interlope c. *Barri Xino*, dans la vieille ville[641]. Pendant ce temps, les anciens villages périphériques annexés en 1897 (Raval, Poble Sec, etc.) se transformaient rapidement en quartiers ouvriers.

---

636 C'était le temple de la culture et de la sociabilité bourgeoises locales — certaines familles, en échange de leur participation à la souscription initiale pour la construction du théâtre, éaient propriétaires d'une loge, pourvue à l'arrière d'une espèce de petit salon où la vie sociale faisait rage : aunsi c'était au Liceu que les jeunes filles de bonne famille faisaient « leurs débuts dans le monde ». Outre des opéras, on y représentait des e. *zarzuelas*, l'équivalent espagnol (et pénible) de l'opérette — un genre castillanophone plus que catalanophone : c'était l'un des rares éléments de castillanisation de la culture locale. Il s'y donnait aussi des bals, des réunions politiques ; le cercle du e. Liceo était l'un des clubs les plus huppés de la ville.

En 1893, le c. Liceu fut le théâtre d'un spectaculaire attentat anarchiste : il y eut 20 ou 22 morts selon les sources. Par ailleurs, il a brûlé deux fois, en 1861 et en 1994. Jusque vers 1900 il existait un autre opéra, le c. Treatre de la Santa Creu, citadelle de la tradition alors que le c. Liceu se voulait moderne.

637 C'est dû aussi tout simplement au fait qu'en général, les bords de mer sont occupés par darses, docks, arsenaux et entrepôts — c'est encore la situation à Toulon. Par ailleurs, un bon port est un port bien abrité, donc d'où on ne voit pas la haute mer !

638 Littéralement « l'extension ». Le plan, dessiné en 1855 par c. Ildefons Cerdà, en était d'une grande rigueur (en partie par égalitarisme idéologique de principe, en cette ère de triomphe du libéralisme) : les pâtés de maisons, tous de même taille sauf là où une avenue ou un accident de relief venait rompre la continuité, et qui étaient censés constituer des unités de vie, d'habitation et même dans une certaine mesure de production, étaient regroupées en quartiers (5x5 pâtés de maisons), les quartiers en districts (10x10), les districts en secteurs (20 x 20 pâtés de maisons). Il y avait une église et une école par quartier, un marché par district, un parc, un hôpital ou un service public majeur (prison, administration, bibliothèque, etc.) par secteur. Ce plan, proposé par c. Ildefons Cerdà et soutenu par Madrid, suscita de fortes oppositions, notamment parce qu'il ne prévoyait pas vraiment de centre et peu d'espaces monumentaux (comparables à la place de l'Opéra à Paris), enpartie là aussi par idéologie ; la bourgeoisie bareclonaise eut du mal à accepter sa « monotonie » et son « anarchie » (c'est-à-dire l'absence d'une lisibilité des hiérarchies sociales dans le plan de la ville), et il fut du reste partiellement dénaturé par une politique de zonage des quartiers et de hiérarchisation des voies publiques, et aussi par l'apparition de divers monuments.

639 Le point entre les deux premiers l n'est pas une faute de frappe : il distingue un l double d'un l mouillé, qui s'écrit « ll ».

640 Pour « cafés-concerts », un type de salles de spectacle : on pouvait y boire ou y manger tout en assistant à une représentation, généralement faite de numéros variés (chansons, sketches comiques, prestidigiateurs et autres montreurs de puces) : cf. le début des *7 boules de cristal* où Tintin et le capitaine Haddock assistent à un spectacle de ce genre.

641 Les deux appellations « Quartier gothique » et « Quartier chinois » ne sont pas anciennes, elles datent de la fin du XIX^{e} siècle, de l'invention d'un folklore urbain d'abord destiné aux milieux « bohêmes » locaux avant de l'être aux touristes. Stéphane Michonneau souligne que la première de ces appellations est issue de la manie médiévale de la *renaixença*, laquelle longtemps ne se préoccupa pas outre mesure d'authenticité : vers 1900, on avait même achevé la cathédrale (médiévale) de Barcelone en style néo-gothique. Après 1900, cependant, un souci « patrimonial », de sauvegarde d'un patrimoine, prit progressivement le dessus. C'est dans les années 1920 qu'on définit précisément les limites du c. *Barri Gòtic* et qu'on entreprit de le restaurer, voire de l'« harmoniser » en y ajoutant (quand même) quelques édifices « néo » pour faire le lien entre les édifices

Cet urbanisme périphérique affecta peu les quartiers médiévaux, mais renforça la ségrégation sociale : le c. *barri gòtic*, notamment, déserté par les élites, demeura un coupe-gorge jusqu'à la fin du franquisme. À la fin du XIX^e^ siècle, Barcelone se dota d'un style architectural propre, voire d'une « signature esthétique » avant la lettre, avec le succès de l'architecte c. Antoni Gaudí (1852-1926), devenu au XX^e^ siècle un véritable mythe catalan : sa première réalisation, la c. Casa Vicens, date de 1883 ; le parc c. Güell, de 1914. Son grand projet, la gigantesque pâtisserie, pardon, église de la c./e. Sagrada Familia, entamé en 1883, était inachevée à sa mort et le reste[642].

Parmi les grandes familles barcelonaises, il est facile (enfin j'espère) de retenir le nom des Güell, à cause du parc dessiné par Gaudí et qui porte leur nom. Le fondateur c. Joan Güell Ferrer (1800-1872) était originaire d'un village côtier de Catalogne qu'il avait quitté dans son enfance parce que son père était aller monter une affaire en République Dominicaine. Puis il alla tout seul à Cuba (alors colonie de l'Espagne) où il fit fortune : c'était ce qu'on appelait un e. *indiano* (« enrichi aux Indes », à ne pas confondre avec les *indios*)[643]. De retour à Barcelone, il fonda, en 1835, une entreprise textile dont l'usine principale employait 360 ouvriers en 1850. Il acheta une loge au e. *Liceo* et investit dans le secteur bancaire, mais fut aussi député à Madrid. Il épousa, sur le tard, la fille d'un banquier barcelonais, puis, après sa mort en couches, se remaria avec son ex-belle-sœur afin que le magot de beau-papa ne lui échappât point.

Son fils c. Eusebi Güell Bacigalupi (1846-1918), transplanta l'usine familiale hors de la ville, dans la c./e. *colonia Güell* où, dans l'esprit du paternalisme du XIX^e^ siècle[644] (mais aissi du régionalisme catalan de l'époque, assez conservateur), il gérait le logement de ses ouvriers, leurs établissements scolaires, leurs hôpitaux, leurs loisirs. Il investit dans les assurances et les chemins de fer, ainsi que dans l'immobilier (le parc Güell se trouve au centre d'un quartier qu'il lotit, d'ailleurs sans grand succès) et fut proche de la c. *Lliga catalana*, un parti nationaliste ; il fut conseiller municipal de Barcelone, présida les c. *Jocs Florals* (voyez la longue note ci-dessus) en 1900, entra à l'Académie des Beaux-Arts et fut le grand mécène de Gaudí. Il épousa la fille d'un riche commerçant qui devint plus tard marquis et Grand d'Espagne, hérita de ce titre à la mort de son beau-père et reçut lui-même du roi le titre de comte en 1910. Les deux familles se lancèrent dans le pétrole, le charbon et le ciment, en Espagne : la famille avait désormais, outre la Catalogne, un autre centre d'intérêt, les Asturies et le Pays Basque[645], où elle reçut le roi en 1879 dans son palais.

---

anciens, et surtout en y transportant, pierre par pierre, des édifices devenus encombrants ailleurs comme la e. *Casa Clariana-Padellas*. Michonneau souligne que malgré le souci de « retour à l'authentique » affiché par ses « inventeurs », le *Barri Gòtic* est à sa manière aussi artificiel que le *Pueblo Español*, évoqué dans une note précédente et qui date des mêmes années (à ceci près quand même que le *Pueblo Español* est en béton et, à l'époque, fier de l'être !) : c'est un bel exemple, tôt dans le XX^e^ siècle, des transformations urbaines liées à la fièvre patrimoniale croissante (et à un intérêt commercial bien compris).

Vers 1900, la bohème barcelonaise se réunissait au cabaret c. *Els Quatre Gats*, ainsi nommé en hommage au *Chat Noir* montmartrois, qui avait ouvert ses portes en 1897 dans la vieille ville, un peu à l'écart du *Barri Xino* : il existe encore mais c'est devenu un attrape-touristes, comme le *Chat Noir* d'ailleurs. Cela dit, cette bohème était quelque peu provinciale, et les grands artistes catalans du début du XX^e^ siècle (Picasso, Miró, Dalí) ont d'abord fait carrière à Paris : Picasso, mort deux ans avant Franco, n'est jamais retourné en Espagne après la guerre civile.

642 Aux dernières nouvelles, l'achèvement du chantier est prévu pour 2026.

643 D'autres *indianos* avaient fait construire de magnifiques demeures à Barcelone au XIX^e^ siècle, comme c. Josep Xifré Casas.

644 Une anecdote célèbre : en 1905, les deux fils du patron se portèrent volontaires pour donner leur peau pour greffer un enfant qui s'était brûlé en tombant dans de la peinture chaude.

645 N.B. Ces deux régions ne font pas partie de l'Europe méditerranéenne !

La troisième génération était plus nombreuse (6 héritiers), et désormais éduquée dans les cadres les plus classiquement bourgeois : elle fit de beaux mariages dans la noblesse ou dans la classe politique. L'aîné, Joan Antoni Güell López (1874-1955), comte et marquis, fut maire de Barcelone, notament pendant l'Exposition Universelle de 1929 ; lorsque le roi vint la visiter, il logea chez lui. Malgré quelques années d'exil pour certains de ses membres après la guerre civile (la Catalogne était républicaine, bourgeoisie comprise), la famille Güell était toujours aussi florissante et aussi puissante en 1956.

Outre la sociabilité bourgeoise évoquée un peu plus haut, la Barcelone de la Belle Époque était le théâtre d'une abondante sociabilité ouvrière : associations excursionnistes, chorales, académies populaires, etc. — le tout très lié au mouvement catalaniste[646] — qui valait au prolétariat barcelonais la réputation d'être modéré, cultivé, bref « bien élevé ». Cependant il existait une autre Barcelone bien plus radicale (la première grève générale date de 1855, bien avant l'apparition de phénomènes du même ordre en France), la Barcelone anarcho-syndicalisme et poseuse de bombes. La première centrale syndicale anarcho-syndicaliste date de 1881, il en apparut une autre en 1891, concurrente de l'U.G.T., le syndicat majoritaire apparu à Barcelone en 1888 (elle regroupait surtout des non-Catalans). En 1890, il y eut encore une grève générale. Comme en France, il y eut une grande vague d'attentats anarchistes dans les années 1893-1896[647]. La répression fut brutale et n'eut pour effet que de radicaliser une partie des ouvriers barcelonais : il réapparut une « Fédération régionale de société ouvrières de résistance » en 1900. En 1902, une grève générale s'accompagna d'explosions aux quatre coins de la ville (c'étaient des provocations, dues à un indicateur de la police). En juillet 1909, une grève générale convoquée contre l'envoi de renforts au Maroc, où les troupes espagnoles étaient en difficulté (voyez plus bas), et notamment le rappel de réservistes, dégénéra en six jours de révolte urbaine, la « semaine TRAGIQUE (*et pas « sanglante » !*) de Barcelone » : il y eut des barricades, des incendies d'églises et de couvents (80 édifices religieux furent détruits[648]), plus de cent morts (dont trois ecclésiastiques et 7 membres des forces de l'ordre). Rien à voir quand même avec la Commune de Paris et ses 25.000 morts !

C'est dans la lignée de cet événement essentiel qu'en 1910-1911, les différentes organisations anarcho-syndicalistes se fédérèrent en une C.N.T. (Confédération Nationale des Travailleurs), qui détestait autant les nationalistes bourgeois que les patrons ou les républicains radicaux de Lerroux, mais demeurait catalaniste. Elle avait déjà 54.000 membres en 1918, et l'emporta rapidement sur les autres syndicats, dans une ambiance très tendue : il y eut une nouvelle grève générale en 1916 ; entre 1917 et 1923, les grèves et diverses violences de rue

---

646 Les chorales notammment : le mouvement était apparu en 1851 sous l'impulsion d'un certain c. Josep Anselm Clavé, et il popularisa, en catalan évidemment, tout un répertoire à la fois ouvriériste et nationaliste. Le mouvement, qui avait pour la bourgeoisie catalane l'immense avantage de « civiliser » et de « modérer » l'ouvrier catalan (le nationalisme catalan mettait l'accent sur l'entente entre classes sociales et non sur leurs luttes !), fut progressivement « récupéré » : lors de l'Exposition Universelle de 1888, on érigea une statue (posthume) à Clavé. L'alliance entre la bourgeoisie et une bonne partie du prolétariat sous la bannière du nationalisme permit aux nationalistes d'emporter la mairie de Barcelone en 1901.

647 Outre celui du c. Liceu évoqué un peu plus haut en note, une bombe lancée sur le passage de la procession de le Fête-Dieu en 1896 fit six morts — l'extrême-gauche espagnole était extrêmement anticléricale, du fait des intromissions permanentes en politique d'un clergé très réactionnaire (voyez plus haut, à propos des guerres napoléoniennes, les racines de cet état de fait).

648 Malgré les reculs du XIX^{e} siècle, l'Église demeurait puissante (à Barcelone, il y avait 160 établissements ecclésiastiques, 4.100 religieuses et 1.100 membres du clergé séculier). Elle diriegait des établissements scolaires, des patronages et, comme en France vers 1848, des ateliers de confection où elle faisait trimer « ses pauvres » pour presque rien, concurrençant sévèrement la classe ouvrière. L'anticléricalisme n'était pas une spécificité de l'extrême-gauche : le Parti Républicain du démagogue Alejandro Lerroux s'en était fait une spécialité. Il prit cependant des formes extrêmes comme la violation de sépultures d'ecclésiastiques, les cadavres étant exhibés dans la rue : on retrouva ces usages en 1936.

en tout firent au moins 289 morts[649]. Barcelone comptait alors 200.000 ouvriers, la moitié de la classe ouvrière de Catalogne, et 300.000 en 1930. La dictature conservatrice et très anti-catalaniste de Miguel Primo de Rivera (1922-1930) affaiblit la C.N.T., qui réémergra à la proclamation de la République en 1931. Je traiterai la suite plus bas avec la guerre d'Espagne.

G) L'évolution de l'orientalisme.

À la fin du XIX[e] siècle, on assista à la pénétration progressive de l'orientalisme par le « vitalisme » post-darwinien[650], au service, désormais, d'une justification de l'impérialisme. Dans la définition de l'Oriental, les déterminismes biologiques gagnèrent en importance : les traits qui servaient à définir l'Oriental étaient ceux associés en Occident aux « dégénérés » (fous, délinquants), aux pauvres, aux femmes. Les jugements de valeur s'accompagnaient désormais d'un programme explicite : occuper l'Orient pour le régénérer — jusqu'à faire disparaître éventuellement, en cas d'impossibilité de les régénérer, des populations dont l'existence était gênante, lorsqu'elle n'était pas franchement niée (« des terres sans hommes pour des hommes sans terres »). Il faut dire que durant toute l'époque coloniale, l'ensemble du discours sur l'Orient continua à être produit en Occident : comme le fait remarquer Saïd, « c'est justement l'absence de l'Orient qui rend possible la présence de l'orientaliste ». Du reste, une partie des orientalistes s'intéressaient désormais moins à l'Orient pour lui-même qu'à la rivalité franco-britannique dans cette partie du monde, comme si l'Orient était inéluctablement voué à s'effacer[651] et que ce qui importait, c'était quel Occident allait le remplacer. Voici, par exemple, une analyse de Lord Cromer : « Les raisons pour lesquelles la civilisation française présente un attrait particulier pour les Asiatiques et les Levantins sont très claires. Elle est, de

649 Au cœur de la naissance de la C.N.T., on trouve la figure de e. Salvador Seguí (1887-1923) : ce modéré fut assassiné par les hommes de main d'un autre syndicat, ce qui amena, dans les années 1930, un renforcement des courants les plus radicaux.

650 C'est-à-dire un ensemble de théories qui valorisaient l'énergie vitale contre l'entropie et faisaient l'éloge de la violence qui permet aux « forts » de ne pas succomber à la foule des « faibles » et à l'humanité de continuer d'aller vers le progrès. Au départ, il s'agissait d'une application à l'espèce humaine des principes de l'évolution naturelle telle que Darwin les avait identifiés au milieu du XIX[e] siècle : on se mit progressivement à confondre les communautés humaines, définies par un mélange irrationnel de traits physiques et culturels (cf. plus haut le passage sur Renan), avec des espèces animales. Vers 1900, ces idées s'étaient assez vulgarisées pour déboucher sur des mouvements culturels et littéraires, comme le futurisme italien (dont certains représentants par la suite furent proches du fascisme) et les mouvements qui, en Russie, posaient que le peuple russe descend des barbares « scythes » et voulaient en retrouver l'énergie guerrière. L'idéologie pantouranienne, que j'ai évoquée plus haut à propos des jeunes-turcs, était du même tonneau. On peut encore évoquer la fascination de certains cercles viennois et italiens pour le *Ver Sacrum* (Gustav Klimt fonda une revue de ce titre en 1898) : il s'agit d'une coutume par laquelle les Samnites (une population indo-européenne semi-nomade d'Italie centrale) de l'époque romaine archaïque, lors des disettes, consacraient à Mars les enfants à naître au printemps suivant. Plus tard, lorsque ces enfants étaient devenus adolescents, on les expulsait de la communauté et on les envoyait fonder une colonie en suivant les traces d'un animal totémique. Ces hordes de jeunes gens orphelins de leur communautés d'origine mais en même temps formés depuis leur naisance à l'idée qu'ils allaient devoir vaincre ou mourir, crevant de faim et se déplaçant au gré des humeurs d'un aigle ou d'un loup en détruisant tout sur leur passage, constituèrent un cauchemar pour les Romains durant plusieurs géénrations.

De manière générale, une grande partie de l'Europe de la Belle Epoque se pensait comme « barbare », mais évidemment pas dans le même sens qu'elle qualifiait les Orientaux et les Noirs de Barbares. Il y avait les Barbares « supérieurs », essentiellement les Aryens en Europe mais aussi les Touraniens pour certains Turcs et Hongrois : ceux-là avaient pour destin de dominer le monde ; il y avait les Barbares « inféireurs » qui avaient pour destin d'être dominés ou de disparaître. Avant 1914, nul caporal autrichien n'avait encore eu l'idée de politiser ces âneries, elles étaient dans l'air et formaient un redoutable cocktail avec le colonialisme et les nationalismes culturels et « essentialistes » d'Europe centrale et des Balkans.

651 « Les territoires sur lesquels l'haleine de l'Occident, lourdement chargée de pensée scientifique, a passé une fois et, en passant, a laissé une marque durable, ne peuvent plus jamais être ce qu'ils étaient auparavant » (Lord Cromer).

fait, plus séduisante que les civilisations anglaise et allemande, et, en outre, plus facile à imiter »[652]. Bref, le Français attire l'Oriental (mou, efféminé) parce qu'il ressemble à une jolie coquette pourvue de « charmes quelque peu artificiels », tandis que le Britannique est « une matrone sérieuse, d'âge mûr, qui a peut-être plus de valeur morale mais une apparence extérieure moins plaisante ».

Un bon exemple de discours orientaliste de la fin du XIX^{e} siècle est fourni par William Robertson Smith, (1846-1894) un anthropologue. Il avait fait un voyage épique dans le Hijaz en 1880-1881, ce qui lui donnait une autorité plus forte que les orientalistes « de cabinet » — lesquels, à cette génération commençaient à faire l'objet d'un discours méprisant. Il a décrit les systèmes de parenté, les usages matrimoniaux et les coutumes religieuses à partir de ses expériences mais de manière globalisante : il s'appuyait sur une définition des Sémites construite par les philologues (cf. plus haut Renan) mais insistait aussi sur les mythologues, qui pour lui montraient la profonde unité de l'Orient méditerranéen ; il refusait notamment de faire la différence entre Sémites juifs et musulmans. C'était en partie parce qu'il était à la recherche de « catégories primitives », et avant tout des origines du monothéisme dans le polythéisme arabe pré-musulman. Le Hijaz convenait bien à sa tournure d'esprit : la zone, qui n'abrite pratiquement que des Arabes musulmans, est d'une complexité limitée, et vu son isolement et l'extrême conformiste religieux qui y régnait (c'est la région des Villes Saintes), on pouvait y soutenir plus facilement qu'ailleurs que l'islam n'avait « pas changé » depuis les origines ; entre autres, les pèlerinages musulmans y reproduisent à l'identique, depuis 1.300 ans, les gestes prescrits par Mahomet.

Voici ce qu'il écrivait : « Il est caractéristique du mahométanisme que tout sentiment national prend un aspect religieux, dans la mesure où la politique tout entière et les formes sociales d'un pays musulman sont revêtues d'un habit religieux. Mais ce serait une erreur de supposer que cet authentique sentiment religieux est au fond de tout ce qui se justifie en prenant une forme religieuse. Les préjugés de l'Arabe ont leur racine dans un conservatisme qui est plus profond que leur croyance en l'islam. C'est, en réalité, un grand défaut de la religion du Prophète que de s'être prêtée si facilement aux préjugés de la race au milieu de laquelle elle a d'abord été promulguée, et d'avoir pris sous sa protection tant d'idées barbares et dépassées, dont même Mahomet devait savoir qu'elles n'avaient aucune valeur religieuse, mais qu'il transporta dans son système pour faciliter la propagation de ses doctrines réformées. Pourtant, beaucoup des préjugés qui nous semblent le plus nettement mahométans n'ont pas de base dans le Coran ». Dans ce texte, outre l'idéologie fixiste déjà évoquée dans le premier passage de ce cours sur l'orientalisme, l'islam est considéré comme l'œuvre de Mahomet, une œuvre humaine et plus ou moins cynique : reprise, en mineur, de l'idée ancienne en Occident que Mahomet était un « politique » peu sincère qui a abondamment manipulé ce qu'il présentait comme une Révélation, et le Coran est le produit de cette imposture[653]. Quant à la nature réelle de l'islam (ce qui lui appartient en propre et pas aux superstitions arabes), les seuls aptes à en juger n'étaient pas les musulmans, ni même leur Prophète, mais les orientalistes occidentaux : eux « savaient », parce qu'ils avaient mené des études scientifiques.

Le mépris de Smith pour son sujet éclate lorsqu'il parle de « la tournure aride, pratique et (…) irreligieuse par constitution de l'esprit arabe », et avoue qu'il lui est impossible d'« éprouver du respect pour la dévotion musulmane, où le formalisme et la répétition sont

652 Cité par Saïd, p. 242.

653 Je rappelle que pour les musulmans, le Prophète n'est que l'instrument passif d'une Révélation : celle-ci est l'effet d'un « souffle subtil » descendu en lui. Cf. mon cours d'hypokhâgne sur l'islam pour les détails. Que la Révélation, qui s'est étalée sur une vingtaine d'années, ait varié d'une époque à l'autre, et que certains versets soient même assez contradictoires avec d'autres pour avoir dû être abrogés (dans le Coran lui-même !), est un autre problème : adaptation aux circonstances humaines changeantes et persistance du message essentiel, expliquent les musulmans.

réduits à l'état de système ». Il traitait aussi l'islam de système d'« hypocrisie organisée ». Le système de pensée de Smith était totalement binaire, tout ce qui de l'Orient ne ressemblait pas à l'Occident recevant un signe « moins », comme dans le passage suivant : « Le voyageur arabe est tout à fait différent de nous autres. La peine de se déplacer est un ennui pour lui. Il ne prend aucun plaisir à l'effort, et se plaint de toutes ses forces de la faim et de la fatigue. Vous ne persuaderez pas l'Oriental que vous puissiez avoir envie d'autre chose, quand vous descendez de votre chameau, que de vous accroupir tout de suite sur un tapis pour vous reposer en fumant ou en buvant. Bien plus, l'Arabe est très peu touché par le paysage ». On voit bien notamment dans la dernière phrase de ce passage comment les codes esthétiques européens bourgeois post-romantiques du comportement en voyage (s'esbaudir des paysages, de préférence grandioses) sont traités, sans l'ombre d'une réflexion, comme des normes universelles et absolues. Le relativisme culturel n'était le fort de cette génération…

Saïd développe l'idée que tous ces préjugés « se sont maintenus sans tenir compte des témoignages qui les contredisaient : en réalité, nous pouvons dire que ces idées *produisent des témoignages* qui prouvent leur réalité »[654]. Il affirme aussi que « l'Occidental regarde l'Orient de haut (…) Pour cela, il doit voir chaque détail à travers le dispositif d'un ensemble de catégories réductrices (…) Puisque ces catégories sont avant tout schématiques et visent l'efficacité, et puisque aucun Oriental ne peut se connaître lui-même comme le connaît un orientaliste, toute vision de l'Orient en vient à reposer, en fin de comptes, pour sa cohérence et sa force, sur la personne, l'institution ou le discours dont elle est la propriété. Toute vision globale est fondamentalement conservatrice »[655].

Dans certains cas, l'orientaliste devint franchement un outil de l'expansion coloniale, comme lorsqu'en 1882 Londres envoya le linguiste Edward Henry Palmer dans le Sinaï en 1882 pour mesurer le sentiment anti-britannique (il mourut au cours de cette mission). Le cas le plus célèbre est bien sûr celui de Lawrence d'Arabie (Thomas Edward Lawrence, 1888-1935, célèbre par son autobiographie : *Les sept piliers de la sagesse*), qui était à l'origine un historien de l'achitecture (il était arrivé en Orient en 1909 pour étudier l'architecture des châteaux des croisés) et un archéologue (depuis 1911, il fouillait le site de Karkémish à la frontière actuelle de la Syrie et de la Turquie). En janvier 1914, sous couvert d'activités archéologiques, l'armée britannique l'envoya en mission de renseignements dans la péninsule du Sinaï : le reste appartient à l'histoire, et à la partie suivante de ce cours. Voici comment il concevait les Arabes : « Les Arabes séduisaient mon imagination. C'est la vieille, vieille civilisation qui s'est affinée en se débarrassant des dieux domestiques et de la moitié des falbalas que la nôtre a hâte de s'approprier. L'évangile du dénuement à l'égard des choses matérielles est salutaire, et il semble indiquer aussi une sorte de dénuement moral. Ces gens n'ont que la pensée du moment, et ils s'efforcent de traverser aisément la vie, sans avoir rien à contourner ou à escalader. C'est en partie une fatigue mentale et morale, une race épuisée, et pour éviter

---

654 Saïd pointe ici la tendance de pas mal de scientifiques à extraire à tout prix de leur terrain de réflexion des éléments qui justifient leurs idées préconçues, au lieu de les aborder sans a-prioris pour en tirer des conclusions dégagées de tout préjugé, de tout programme idéologique. Le problème est loin de ne toucher que l'orientalisme : aucune science humaine n'est complètement objective, il suffit de lire un livre d'histoire ou d'ethnologie un peu ancien pour constater combien ils sont imprégnés des préjugés dominants de leur temps, et il n'y a aucune raison que le nôtre fasse exception sous ce rapport. Disons que nos orientalistes se préoccupent davantage d'objectivité que ceux du XIX^{e} siècle, du moins sur le point précis qui préoccupe Saïd ; mais Saïd lui-même n'est pas exempt du reproche qu'il fait aux orientalistes du XIX^{e} siècle — son point de vue est celui d'un Palestinien exilé, révulsé par le sionisme : même s'il ne l'évoque pas dans le corps de son texte, l'injustice faite aux Arabes de Palestine constitue la toile de fond, le point focal de son livre. Par ailleurs, lui aussi a tendance à fonctionner de manière fort binaire, et à réduire l'Occident à des caricatures.

655 Il y aurait beaucoup à dire sur cette dernière affirmation et le lien logique avec ce qui précède, mais concernant l'orientalisme des années 1900 l'affirmation n'est pas fausse, d'autant plus que la perception que les Occidentaux avaient des Sémites rendait effectivement leurs visions de l'Orient très statiques.

les difficultés il leur faut s'alléger de tant de choses que nous jugeons honorables et importantes ; et pourtant, sans partager aucunement leur point de vue, je crois que je puis le comprendre suffisamment pour nous voir, moi et les autres étrangers, sous l'angle où ils nous voient, et sans le condamner. Je sais que je suis pour eux d'un autre monde, et je le serai toujours : mais je ne puis les juger inférieurs, par plus que je ne pourrai me faire à leur manière de vivre ». On retrouve dans ce passage l'idée d'ahistoricité (ou de décadence) de l'Orient, en tout cas d'un peuple incapable de changer[656].

Cinquième partie : 1914-1939.

La période marque l'apogée de la domination coloniale franco-britannique en Méditerranée, mais aussi le début de son déclin — masqué provisoirement par la persistance de la domination de la flotte britannique, la disparition des concurrents russe, autrichien et (jusqu'à la fin des années 1930) allemand. Mais les deux anciennes puissances dominantes, épuisées par le conflit mondial et en plein repli colonial, ne comprirent pas, ou mal, ce qui se passait dans le monde arabe.

La Méditerranée, après avoir connu une renaissance stratégique au XIX^{e} siècle pour cause de colonialisme, s'effaça de nouveau après 1920 : la première guerre mondiale l'avait littéralement ravagée (en tout cas la région allant de l'Italie du nord-est au canal de Suez) ; et puis les enjeux étaient ailleurs désormais, aux États-Unis, au Japon et en Allemagne. L'U…R.S.S., où se dessinait une autre XX^{e} siècle, était certes riveraine de la Mer Noire, mais jusqu'en 1945 elle tournait le dos au monde extérieur, et notamment à la mer.

Chacune à leur manière, l'U.R.S.S. et les États-Unis contestaient l'ordre colonial en Méditerranée : la première en soutenant tout ce qui ressemblait de près ou de loin à un mouvement anticolonialiste, les seconds en exigeant à cor et à cri « la porte ouverte » au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Par ailleurs, les idées de Wilson firent de l'effet dans la région et au Maghreb, même si les États-Unis se replièrent sur eux-mêmes et renoncèrent à une politique extérieure active hors du bassin des Caraïbes dès 1920.

A) La première guerre mondiale en Méditerranée.

Le premier conflit mondial éclata en Méditerranée, à Sarajevo, lorsqu'un étudiant bosniaque yougoslaviste du nom de Gavrilo Princip, appartenant à une organisation terroriste répondant au nom romantique de « La Main Noire » et manipulée par Belgrade, assassina le prince François-Ferdinand, héritier de la couronne austro-hongroise, le jour où l'on célébrait en Serbie l'anniversaire de la bataille de Kosovo Polje (28 juin 1914). L'affaire provoqua une guerre entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie, laquelle, par le jeu des alliances contraignantes signées depuis les années 1880 entre les différents pays d'Europe, dégénéra en conflit continental, puis mondial.

---

656 Dans le même genre, évoquons (en notes parce que Saïd n'en parle pas en détail) le personnage de Gertrude Bell (1868-1926). Spécialiste, à cheval sur l'archéologie et quelque chose qui ressemblait à de l'ethnologie, de la Syrie et notamment du djebel druze, elle rencontra Lawrence sur les fouilles de Karkémish à la veille de la guerre. Elle joua par ailleurs un rôle important dans les mouvements hostiles aux suffragettes (les femmes britanniques qui, avant 1914, réclamaient, pafois bruyamment, le droit de vote). En 1915, elle rejoignit le bureau arabe en cours de constitution au Caire et contribua à l'épopée « de Lawrence d'Arabie » que je raconterai plus bas (les guillemets sont destinés à souligner que s'il n'avait pas systématiquement tiré la couverture à lui dans son autobiographie, le souvenir de cet épisode serait sans doute différent) ; elle fut la première femme à recevoir le grade d'officier dans l'armée britannique. Après la guerre, elle joua un rôle important dans la naissance de l'Irak hachémite (elle était très proche du roi Fayçal) ; c'est à elle qu'on doit entre autre l'ouverture du musée archéologique de Bagdad, en 1926. Elle se suicida, phénomène encore rare à cette époque et dans ce milieu, sans doute parce qu'elle se savait atteinte d'un cancer du poumon.

La première guerre mondiale n'a touché ni la rive sud de la Méditerranée (à part quelques bombardements allemands sur les ports d'Algérie en 1914), ni l'Espagne, qui demeura neutre. Pour la partie méridionale de la France, qui n'a pas été directement affectée par les combats mais l'a été par les privations et les pertes humaines (elle a fourni des soldats comme toute la France), voyez mon cours sur ce pays. Je vous rappelle aussi que les populations coloniales, notamment celles d'Afrique du nord, ont été mobilisées[657]. Je vais traiter ce conflit le plus vite possible en me concentrant sur trois théâtres : les Balkans et les Détroits, le Proche-Orient arabe et les régions arméniennes.

La marine autrichienne se retrouva très vite coincée au fond de l'Adriatique par la défection de l'Italie, laquelle refusa d'entrer en guerre avec ses alliées en 1914 au prétexte que la guerre de l'Autriche contre la Serbie était une agression autrichienne, en fait parce que Vienne refusa de lui céder le Trentin pour prix de son alliance ; puis, à l'issue de marchandages sordides portant sur diverses régions « irrédentes » (en Dalmatie et même en Asie Mineure[658]), Rome passa dans l'autre camp en 1915. Aussi elle ne joua pas le rôle espéré par les Empires centraux. Le barrage de l'Adriatique par les marines de l'Entente joua un rôle

---

657 Lyautey, atterré (« une guerre entre Européens, c'est une guerre civile (…), c'est la plus énorme ânerie que le monde ait jamais faite »), refusa d'obéir aux ordres du gouvernement qui lui ordonnait d'évacuer le Maroc pour rapatrier en métropole l'ensemble de ses troupes. Paris n'osa pas protester ; Lyautey finit qaund même par envoyer ses meilleures troupes en métropole, ce qui ralentit la prise de contrôle du Maroc. En 1918, Lyautey fut même décoré de la médaille militaire ! Il n'y eut pas d'autre incident de ce type.

Outre leur production, les colonies envoyèrent les soldats et les travailleurs qu'on leur demandait, souvent recrutés de force (notamment en Algérie), ce qui provoqua de l'agitation, mais pas de vraies révoltes ; parfois aussi ils étaient recrutés sur la base du volontariat (rémunéré). Il combattirent presque tous comme simple soldats (il y eut 200 officiers issus des colonies, tous maghrébins), en unités ethniquement homogènes (à l'exception des régiments maghrébins qui comprenaient 20 à 30 % de métropolitains). Mal préparés, mal adaptés au climat, souvent envoyés en première ligne, ils étaient la « chair à canon » par excellence, et les pertes furent lourdes (pas plus cependant que la moyenne, semble-t-il). Dans les tranchées, à Verdun, au Chemin des Dames, ils saisirent l'essence de la civilisation dont on leur avait vanté la supériorité. D'autres furent employés dans l'industrie pour remplacer les poilus ; ce fut pour eux un apprentissage accéléré du monde et beaucoup en revinrent profondément changés, certains avec des idées fort radicales comme l'Algérien Messali Hadj (qui resta en France après la guerre ; j'y reviendrai).

Il y eut toute une propagande en direction des colonisés, promus pour la première fois au rang de « civilisés » par opposition à « la barbarie boche et turque » (tout est relatif) ; des mesures favorables à l'islam (il fallait répondre à l'Allemagne, très dynamique sur ce plan). On promit tout plein de belles choses pour l'après-guerre. Il y eut aussi une autre propagande à destination des métropolitains, destinée à donner à l'opinion une bonne image des « turcos » — et à souligner leur loyalisme, leur adhésion aux valeurs de la France (cela n'empêchait pas de les isoler autant que possible de la population métropolitaine durant les permissions… Pourtant, lorsqu'il y eut des contacts, ils furent corrects — sauf dans les usines, avec les ouvriers). Toute cette propagande n'était pas des plus fines : ainsi en 1915, le chansonnier « humanitaire » (c'est-à-dire en principe de gauche) Montéhus, dont j'ai cité plus haut en note le *Biribi*, commit, sur l'air de la marche des zouaves et en hommage supposé aux tirailleurs algériens qui allaient se faire trouer la peau à Verdun, la saloperie suivante (*Pan pan l'Arbi*) ; entre autres choses, les premiers vers (cités de mémoire car je n'ai pas pu les retrouver sur internet) montrent que pour le Franchouillard moyen, le Melon était bien un genre de Nègre — et vu l'imprécision de ses catégories, Renan n'était sans doute pas très loin dans le brouillard. Voici un extrait de cette œuvre immortelle du génie gaulois :

« *Quand est venu le moment*
De défendre la patrie
Les bons Nègres d'Algérie
Ont répondu présent
(…) Moi li sais toi pas voulu la guerre
Toi li Français, c'est kif kif li bon Dieu
(…) Moi suis content voir Paris
J'suis content, c'est bézef bono
À couper la mèche aux sales Pruscos
Car eux, du tout, pas gentils
As pas peur, as pas peur, Sidi
Pas Pruscos venir moi coupe kiki!
(…) Moi li souis sûr, la Franc'jamais mourir
Car moi pour toi li souis bon camarade,
Si toi pas vivre, ici moi dois mourir ! »

658 On avait également promis certaines de ces régions à la Serbie qui était dans le même camp !

dans l'asphyxie progressive des Empires centraux, sensible surtout à partir de 1917. C'est en partie dans le but de le faire sauter qu'en octobre 1917, l'armée de terre autrichienne fit une percée à Caporetto, au nord-est de l'Italie ; des renforts franco-britanniques l'arrêtèrent à une encâblure de Venise[659] et les Empires ne tirèrent aucun bénéfice de cette percée de de 100 km. Venise profita de sa position d'avant-poste militaire, mais la situation sociale se dégradait à vue d'œil dans l'Adriatique à la fin de la guerre d'un côté comme de l'autre : côté austro-hongrois, dès l'été 1917 il y eut des mutineries à Pola, en janvier 1918 il y eut des grèves à Trieste, et en février 1918 une nouvelle grosse mutinerie de la marine, annonçant celle de Kiel qui mit fin à l'Empire allemand (et à la guerre) quelques mois plus tard.

Plus à l'est, les Balkans constituaient un enjeu crucial, d'autant plus que c'était une marmite sous pression : c'était quand même là que la guerre avait éclaté. L'Empire Ottoman s'était engagé aux côtés des Empires centraux dès l'automne 1914, abolissant au passage les capitulations, y compris d'ailleurs celles qui concernaient les sujet allemands (ainsi que l'autonomie du Mont-Liban), relevant unilatéralement les droits de douane et supprimant les postes étrangères ; dans son rôle de calife, le sultan appela les musulmans du monde entier au *jihad* contre les Franco-Britanniques, oppresseurs des musulmans au sud de la Méditerranée (et en Inde, et en Afrique noire). On s'arracha les petits pays chrétiens aux prix de marchandages tout aussi sordides qu'avec l'Italie. La Roumanie entra en guerre en 1916, toujours dans le camp de l'Alliance, en espérant participer au dépeçage de l'Autriche-Hongrie, mais elle se fit écraser la même année ; la Bulgarie, dès 1915, dans l'autre camp, par désir de récupérer les territoires perdues en 1913 au profit de la Roumanie et de la Grèce (les Franco-Britanniques lui avaient pourtant promis la Macédoine serbe alors que la Serbie était leurs alliée !). La Grèce attendit jusqu'en 1918 pour s'engager côté Alliance (au prix d'une quasi-guerre civile, voyez plus bas en note).

L'enjeu essentiel dans la région, c'étaient les Détroits, c'est-à-dire l'enclavement de l'Allemagne mais aussi celui de la Russie dans l'autre camp (les trois quart des exportations russes se faisaient par là, et puis bien sûr la marine russe était coincée en Mer Noire) : l'Empire Ottoman, allié des Empires centraux, les avait évidemment fermés à son entrée en guerre. Une tentative franco-britannique pour les débloquer (à l'initiative du ministre britannique de la Marine, Winston Churchill) se traduisit par un débarquement aux Dardanelles (le plus méridional des deux Détroits, côté Mer Egée) en février 1915. L'entreprise se solda par un échec à l'automne[660] : l'armée turque, sur un terrain qu'elle connaissait bien et à une encâblure de sa

---

659 Et ce malgré l'habileté perverse de Venexiana Stevenson (voyez *L'ange à la fenêtre d'orient*, une aventure de Corto Maltese qui se passe à Venise dans les mois suivant Caporetto).

660 Il y eut 200.000 morts du côté des envahisseurs, 120.000 du côté ottoman. Une belle chanson d'Eric Bogles (1971) évoque les souffrances des soldats britanniques engagés dans cette bataille, sur l'air d'une valse australienne de l'époque :

1 When I was a young man I carried me pack
And I lived the free life of the rover
From the Murray's green basin to the dusty outback
I waltzed my Matilda all over
Then in 1915 my country said: Son,
It's time to stop rambling, there's work to be done
So they gave me a tin hat and they gave me a gun
And they sent me away to the war
And the band played Waltzing Matilda
When the ship pulled away from the quay
And amid all the tears, flag waving and cheers
We sailed off for Gallipoli

2 It well I remember that terrible day
When our blood stained the sand and the water

4 They collected the wounded, the crippled, the maimed
Those proud wounded heroes of Suvla
And they shipped us back home to Australia
The armless, the legless, the blind and the insane
And when the ship pulled into Circular Quay
I looked at the place where me legs used to be
And thank Christ there was no one there waiting for me
To grieve and to mourn and to pity
And the Band played Waltzing Matilda
When they carried us down the gangway
Oh nobody cheered, they just stood there and stared
Then they turned all their faces away

5 Now every April I sit on my porch
And I watch the parade pass before me

capitale, opposa plus de résistance que prévu. Le commandant des troupes turques aux Dardanelles était un certain colonel Mustafâ Kemâl Paşa… Pour l'après-guerre, Istanbul et les Détroits avaient été promis à la Russie, mais celle-ci fut hors jeu à partir de l'été 1917 ; bien entendu, la Grèce lorgnait dessus aussi.

En septembre 1915, un autre corps expéditionnaire franco-britannique s'était installé à Salonique, grecque depuis 1912 : il s'agisssait de venir en aide à la Serbie en très grande difficulté, et de contrer la Bulgarie qui venait d'entrer en guerre aux côtés des Empires centraux. Mais ce corps ne parvint pas à éviter la défaite des Serbes, car la Grèce hésita à s'engager (en partie parce que son roi, Constantin, était allemand et beau-frère de Guillaume II[661]) et lui mit des bâtons dans les roues : elle n'entra en guerre aux côtés de l'Entente qu'en juin 1917. L'expédition sombra dans l'inactivité, les intrigues locales et les distractions culturelles en tout genre que pouvait offrir un grand port de Méditerranée[662]. Pendant ce temps, l'armée serbe en déroute se replia vers les ports de Méditerranée à travers les montagnes d'Albanie, en plein hiver 1915-1916, en compagnie du vieux roi grabataire et d'une bonne partie de l'élite. Les montagnards albanais, qui n'avaient pas oublié les massacres de 1912-1913 au Kosovo voisin, s'en donnèrent à cœur joie : il y eut 45.000 morts serbes, plus autant de prisonniers de guerre faits par les Austro-Hongrois. Les Franco-Britanniques évacuèrent les Serbes à partir des ports albanais ; pour les mettre quelque part, faisant fi de la neutralité grecque les Français occupèrent Corfou (les soltats serbes aptes à combattre passaient ensuite par Bizerte, puis certains étaient réexpédiés sur Salonique d'où on les envoyait combattre sur les confins méridionaux de la Serbie, où la résistance ne cessa jamais tout à fait). Ravagée, traversée par les

---

And how in that hell they call Suvla Bay
We were butchered like lambs at the slaughter
Johnny Turk, he was ready, he primed himself well
He rained us with bullets, and he showered us with shell
And in five minutes flat, we were all blown to hell
He nearly blew us back home to Australia
And the band played Waltzing Matilda
When we stopped to bury our slain
Well we buried ours and the Turks buried theirs
Then it started all over again
3 Oh those that were living just tried to survive
In that mad world of blood, death and fire
And for ten weary weeks I kept myself alive
While around me the corpses piled higher
Then a big Turkish shell knocked me arse over head
And when I awoke in me hospital bed
And saw what it had done, I wished I was dead
I never knew there was worse things than dying
Oh no more I'll go Waltzing Matilda
All around the green bush far and near
For to hump tent and pegs, a man needs both legs
No more waltzing Matilda for me

I see my old comrades, how proudly they march
Renewing their dreams of past glories
I see the old men all tired, stiff and worn
Those weary old heroes of a forgotten war
And the young people ask "What are they marching for?"
And I ask myself the same question
And the band plays Waltzing Matilda
And the old men still answer the call
But year after year, their numbers get fewer
Some day, no one will march there at all
Waltzing Matilda, Waltzing Matilda
Who'll come a-Waltzing Matilda with me?
And their ghosts may be heard as they march by the billabong
So who'll come a-Waltzing Matilda with me?

661 Cela provoqua une très grave crise politique avec le premier ministre Venizelos, qui tenait pour l'autre alliance. Il démissionna en mars 1915, revint au pouvoir en août après avoir remporté les législatives, redémissionna en octobre suite à l'installation des Alliés à Salonique tandis que les Puisssances centrales dénonçaient « le viol de la Grèce ». En octobre 1916, Venizélos tenta un coup d'État depuis la Crète et Thessalonique, et la Grèce eut un moment deux gouvernements, chacun soutenu par l'un des camps en conflit : un débarquement franco-britannique au Pirée échoua à installer Vénizélos à Athènes. En juin 1917, les Franco-Britanniques finirent par obtenir l'abdication du roi au profit de son fils et Venizélos retrouva le pouvoir : il déclara immédiatement la guerre aux Empires Centraux.

662 En revanche ce corps expéditionnaire joua un rôle notable dans la région *après* la guerre : il ne rentra en France qu'en 1920 — voyez le film *Capitaine Conan* de Bertrand Tavernier, sorti en 1996.

Serbes puis occupée aux deux tiers par l'Autriche-Hongrie, l'Albanie avait cessé d'exister en tant qu'État, si tant est qu'elle ait réellement existé ailleurs que sur les cartes entre 1912 et 1914.

Sur le théâtre moyen-oriental, lorsque l'Empire Ottoman entra en guerre du côté des Empires centraux le Royaume-Uni déclara l'« indépendance » de l'Égypte et du Koweït (vis-à-vis de la Porte) et officialisa son protectorat sur ces « pays » ; elle s'empara de Bassorah pour s'assurer le contrôle du Golfe Persique. L'Empire Ottoman lança deux offensives sur le canal de Suez, sans succès.

Les Franco-Britanniques firent proclamer par les autorités musulmanes de leurs colonies la non-validité du califat ottoman, puisque le sultan d'Istanbul n'était pas un Qurayshite[663]. C'est dans le cadre de ces questions de légitimité religieuse que, dès la fin 1914, les Britanniques eurent l'idée tordue de jouer la carte du shérif de La Mecque, Hussein, qui était un Arabe et un qurayshite et avait refusé d'appeler au *jihad*, et plus largement la carte du nationalisme arabe et du sentiment religieux ; le nationalisme était pourtant bien embryonnaire parmi les populations, mais une série d'exécutions de notables arabes, en 1915-1916, pour complot, creusa un fossé entre les élites arabes et Istanbul. En 1915, les Britanniques promirent l'indépendance à Hussein sur des territoires passablement mal définis (ils parlaient « Arabie », c'est-à-dire « péninsule arabique », quand lui entendait « Asie arabe » y compris les régions chrétiennes). Les Français, eux, voulaient un protectorat sur la Syrie (au sens actuel) et le Liban : début 1916, les accords Sykes-Picot (secrets) aboutirent à un projet de partage de la région sous forme de protectorats, la Palestine étant internationalisée. En avril 1917, par les accords de Saint-Jean de Maurienne, l'Italie se vit à son tour promettre le quart sud-ouest de l'Anatolie. Mais un peu plus tard, par la déclaration Balfour (novembre 1917, adressée à Lord Rothschild, représentant de la fédération sioniste britannique) Londres promit un « foyer national » aux sionistes en Palestine[664], région qu'ils envisageaient de rattacher à leur protectorat égyptien : or Hussein, évidemment, ne pouvait pas renoncer à Jérusalem, troisième ville sainte de l'islam après La Mecque et Médine.

Hussein, qui n'avait pas connaissance des accords Sykes-Picot, se proclama « roi des Arabes » et déclencha la révolte des bédouins du Hijaz en juin 1916, au nom d'une idéologie bien plus islamiste qu'arabiste (ce qui provoqua des critiques de Rachid Rida)[665]. C'est cette révolte qui a fait la renommée de Lawrence d'Arabie, ce jeune archéologue qui, arabophone et bon connaisseur de la Syrie, avait été affecté au service du renseignement britannique en 1914 : en poste au Caire, il rejoignit les révoltés de sa propre initiative, vêtu à l'arabe[666], prit part directement à des combats (et à des opérations de sabotage en territoire tenu par les Ottomans), soutint la cause de Hussein auprès des Britanniques et le conseilla, bref fit l'intermédiaire entre des gens pas spécialement faits pour se comprendre. C'est lui qui, début 1917, conseilla aux révoltés de porter la guerre en Syrie, où ils prirent la ville d'Aqaba, puis, avec l'aide des Britanniques commandés par Allenby, Jérusalem (décembre 1917) et Damas

---

663 La tribu de Quraysh est celle de Mahomet. Les sunnites ont toujours insisté sur l'idée que le calife doit en être issu. Plus de détails dans mon cours sur l'islam médiéval.

664 Les raisons de ce choix n'étaient pas seulement stratégiques, mais aussi idéologiques (sympathies protestantes pour les descendants autoproclamés du Peuple Élu) et politiques : en particulier, il fallait s'attirer les sympathies des États-Unis et de la nouvelle Russie en train d'émerger, deux pays où les juifs étaient soupçonnés de jouer un rôle important — « la croyance antisémite d'un pouvoir occulte des juifs profit[a] ainsi aux thèses sionistes » (H. Laurens), et les sionistes en jouèrent tout à fait cyniquement, insistant auprès des Britanniques sur l'influence considérable du *lobby* juif à Washington et à Saint-Pétersbourg.

665 Pour avoir la paix, Hussein négocia avec Ibn Saoud et reconnut l'indépendance du Najd. C'était l'ébauche de ce que nous appelons aujourd'hui l'Arabie Saoudite.

666 Ce superbe costume fit beaucoup pour sa renommée : on entrait dans l'ère des médias modernes et des célébrités fondées sur l'image. Cela dit, ladite renommée reposait encore pour l'essentiel sur un livre : son autobiographie, *Les sept piliers de la sagesse*, publiée en 1922 à titre privé et en 1935 dans l'édition définitive.

(octobre 1918). Ses rapports aux autorités britanniques dénotent, dès cette époque, un sens certain de l'autopromotion, voire une nette mythomanie ; son autobiogaphie est tout aussi peu fiable, ce qui fait d'ailleurs une partie de son charme en tant que roman d'aventures[667]. Plus la révolte progressa, plus l'élément « arabiste » y fut puissant, notamment parce que de nombreux officiers ottomans s'y rallièrent et qu'ils étaient bien plus travaillés que les bédouins par les mouvements idéologiques en provenance d'Europe (via Istanbul) — Lawrence joua un rôle aussi dans cet « *aggiornamento* » idéologique destiné à rendre les révendications des révoltés plus audibles auprès du public qui comptait : les diplomates, les classes politiques et, secondairement, les opinions publiques occidentales[668].

Parmi les épisodes les plus dramatiques de la première guerre mondiale en Méditerranée figurent les grands massacres[669] d'Arméniens de 1915-1916. En butte à l'hostilité des milieux « turquistes » au pouvoir à Istanbul depuis 1908, tout particulièrement menacés par les rêves pantouraniens parce que les montagnes arméniennes (et kurdes) coupaient en deux les régions turcophones, les Arméniens virent arriver la guerre russo-turque avec une immense inquiétude ; il faut dire qu'ils avaient commis, ou qu'on avait commis en leur nom, un certain nombre de maladressses — entre autres, en 1912, le *catholikos* d'Etchmiadzine, c'est-à-dire le chef spirituel des Arméniens de Russie, avaiet appelé à un « protectorat » russe sur ceux de Turquie. Cette réactivation de la question arménienne par la Russie (c'est comme cela que les choses avaient été interpétées en Turquie) avait provoqué une grande nervosité à

---

667 Du point de vue de l'évolution de la sensibilité orientaliste, on peut noter que Lawrence renonçait à l'idée que le Sémite est immuable : son épopée revenait à faire entrer l'Orient arabe dans l'histoire — mais c'était une histoire qu'il « cornaquait », lui Lawrence, Occidental orientaliste (qui, certes, se prenait pour un Oriental) : il se donnait pour but « de forcer l'Asie, pendant mon existence, à prendre la forme nouvelle qu'inexorablement le temps poussait vers nous ».

668 Il y eut par ailleurs des combats en Libye, dont les sénoussis, aidés par les Ottomans et les Allemands, expulsèrent pratiquement les Italiens : il fallut une expédition franco-britannique menée d'Égypte et de Tunisie, en 1916-1917, pour en venir à bout.

669 J'évite le terme de « génocide » parce qu'il est tellement chargé d'affects émotionnels que son emploi tend à paralyser toute réflexion (c'est pour la même raison que Raul Hilberg a sobrement intitulé son célèbre livre : « la destruction des juifs d'Europe »), parce qu'il tend aujourd'hui à être galvaudé, et aussi parce que concernant ce qui est arrivé aux Arméniens de l'Empire Ottoman durant la première guerre mondiale, son emploi est contesté — beaucoup plus qu'on ne le pense ordinairement en France, pays où la communauté arménienne, puissante et bien organisée, est parvenue à faire voter en 2001 par les députés une loi, très contestée des historiens, par laquelle la France proclame « reconnaître le génocide des Arméniens ». Un génocide, c'est une tentative d'annihilation complète d'une population humaine définie par sa race (c'est-à-dire son phénotype), sa langue, sa religion ou un mélange des trois. Or les événements de 1915-1916 n'ont pas concerné tous les Arméniens de l'Empire Ottoman (ceux des ports de Méditerranée n'ont pas été tous déportés) ; même en Anatolie orientale et en Cilicie il y a eu une proportion non négligeable de survivants, non seulement parce que des événements extérieurs ont stoppé le processus mais surtout parce qu'il n'y eut volonté d'extermination que durant la première phase des massacres (voyez plus bas dans le corps du texte). Enfin les déportations et leurs cortèges d'atrocités ont concerné tous les chrétiens de la région, pas seulement les monophysites du *millet* arménien ni les arménophones, en revanche elles n'ont pas touché les arménophones musulmans ; au contraire, certains des Arméniens qui acceptèrent de se convertir à l'islam ont échappé au massacre (nettement moins souvent cependant qu'au XIX^{e} siècle : on était quand même largement passé de massacres religieux à des massacres racistes). C'est pourquoi il est possible de qualifier ces événements, plutôt que de génocide, de « purification ethnique » particulièrement violente : une région a été vidée de sa population chrétienne devenue gênante, et les conditions de la déportations ont été telles qu'il y a eu des centaines de milliers de morts.

La position que je viens de résumer (sans forcément la partager) est celle de la Turquie, qui ne nie pas les massacres ni même leur bilan mais insiste sur le fait qu'on ne peut pas parler de génocide, c'est-à-dire qu'on ne peut pas mettre le martyre des Arméniens sur le même plan que le massacre systématique et rationnel de l'ensemble des populations juives « à leur portée » par les nazis. L'enjeu n'est pas seulement d'échapper à l'opprobre, il est aussi financier : les crimes de génocide sont imprescriptibles, donc toute reconnaissance d'un génocide par la Turquie ouvrirait la voie à des millions d'actions judiciaires en réparation de dommages.

Istanbul, d'autant qu'en juillet 1913, une conférence des ambassadeurs occidentaux à Istanbul avait abouti à la nomination de deux « inspecteurs généraux » occidentaux (un Norvégien et un Néerlandais) dans les *vilayetler* d'Anatolie orientale et à une représentation garantie de 50 % pour les Arméniens dans les assemblées régionales de six provinces anatoliennes (où ils ne reprsentaient pas 50 % de la population). Berf, un processus était en train de s'enclencher qui rappelait celui qui avait entraîné la perte de la Roumélie à partir de l'imposition de gendarmes occidentaux en pleins territoires ottomans (voyez plus haut).

La mobilisation se fit sans trop de mal dans l'armée ottomane, mais des réfugiés en Russie s'engagèrent dans l'armée russe, et dès les premières défaites ottomanes, qui s'accompagnèrent de massacres de musulmans dans les zones où l'armée russe avançait, les Arméniens furent soupçonnés d'être secrètement favorables aux Russes : les massacres reprirent. Il ne s'agissait encore que de violences dans les guerres russo-turques depuis un siècle, si ce n'est quand même que l'armée turque se mit à massacrer ses propres soldats arméniens.

Début 1915, à la suite d'un épisode où les Arméniens de Van, suite à de précédents massacres, s'étaient révoltés et avaient été sauvés par une avancée de l'armée russe — c'est-à-dire, vu d'Istanbul, s'étaient révoltés contre leur sultan et avaient trahi en aidant les Russes — le gouvernement jeune-turc, enfermé dans une logique de plus en plus paranoïaque, se persuada qu'il n'était pas possible de défendre une zone où l'ennemi disposait d'une si importante « cinquième colonne », et décida de vider l'Anatolie de ses éléments douteux[670]. Ce qui était nouveau et annonçait vraiment le XX^e^ siècle, c'est que les massacres ne se firent pas au hasard et sous le coup de la passion comme au XIX^e^ siècle : ils furent planifiés par une organisation secrète apparue à l'été 1914 dans des objectifs de propagande et d'espionnage de la population, et dépendant du ministère de la Guerre c'est-à-dire d'Enver Pacha (elle est connue sous les simples initiales « O.S. »). Début 1915, l'armée ottomane commença à vider certaines régions (pas les plus proches du front, ce qui montre qu'on était en présence d'un projet global) de leur population arménienne, et pendant qu'on y était, des autres chrétiens locaux (chaldéens, etc.) ; il y eut également une grande rafle dans les élites arméniennes stambouliotes, qui se solda par un procès inique pour « complot ».

C'est le 24 avril[671] 1915 que le processus se généralisa dans sept provinces d'Anatolie orientale proches du front. En quelques heures, les quartiers arméniens des villes et des villages (je rappelle qu'il n'y avait pratiquement pas de localités purement arméniennes) furent vidés de leurs habitants et souvent incendiés. Les populations musulmanes, kurdes notamment mais pas seulement, se déchaînèrent contre ces populations désemparées et sans défense ; il faut dire qu'à l'automne 1914, le sultan-calife avait proclamé le *djihad*, la guerre sainte contre les infidèles. Des survivants de cette première étape des massacres, la police, l'armée et les milices locales liquidèrent le plus souvent sur place les représentants traditionnels, voire tous les hommes adultes pour supprimer toute possibilité de rébellion organisée. Les déportations se firent à pied, par des chemins de montagne, sans eau ni vivres, avec des attaques régulières de la part des tribus kurdes, en direction de la Syrie désertique où rien n'avait été prévu pour les accueillir : bref, pour ces événements au moins il est légitime de parler d'extermination

---

670 Je ne suis pas très sûr que le rapport de causalité entre la révolte de Van et les massacres soit aussi direct que cette phrase le laisse supposer (apparemment, c'est la position que soutient actuellement la Turquie, ce qui la rend évidemment suspecte : la Turquie insisterait sur le fait que les Arméniens ont été « les premiers » à commettre des massacres, autour de Van — ce qui n'excuserait d'ailleurs pas les contre-massacres). J'essaie de déchiffrer mes sources, or elles sont surtout arméniennes, donc peu portées à s'intéresser à ce qui se passait dans la tête des jeunes-turcs : elles privilégient la description des souffrances des Arméniens et la justification du terme de « génocide » pour qualifier les massacres. Pour les mêmes raisons, je ne suis pas capable d'expliquer le revirement partiel des jeunes-turcs en 1916, évoqué à partir de « L'entreprise continua… ».

671 C'est aujourd'hui à cette date que l'on commémore les massacres.

planifiée, exécutée par des moyens artisanaux[672] mais dont le but final ne fait aucun doute. Cette première étape, qui dura d'avril à juillet 1915, aurait fait (sur un million d'Arméniens) 600.000 morts, et 200.000 femmes et enfants se seraient convertis pour échapper au massacre, 150.000 personnes seraient parvenues à se réfugier en Russie et 50.000 autres seraient arrivées vivantes à Alep.

L'entreprise continua par la suite en moins brutal : même ma source, qui est arménienne, ne parle plus que de « transferts de population ». Les déportations eurent lieu en train pour une grande part (aux frais des déportés), et en Syrie et en Mésopotamie il apparut des camps de concentration pour les accueillir (et plus ou moins les nourrir). La plupart survécurent (en partie parce que les Arabo-Britanniques s'emparèrent de la zone) mais la population de certains camps d'Irak et de la région d'Alep fut exterminée fin 1916. À Istanbul, les Arméniens arrivés depuis le début de la guerre furent déportés, pas les autres ; à Smyrne, il n'y eut pas de déportation du tout suite à l'intervention du général allemand Liman von Sanders. Au total, on estime que les massacres firent entre 800.000 et 1.200.000 morts et qu'il y eut 600.000 rescapés, sur une estimation basse de 1.800.000 d'Arméniens dans l'Empire Ottoman en 1914 : on n'avait évidemment jamais rien vu de tel dans cette région de toute l'Histoire, ni même à vrai dire de toute l'histoire de l'humanité[673]. J'ajoute qu'en 1941-1942, l'un des arguments de Hitler pour lancer le génocide des juifs fut que « le monde avait complètement oublié le massacre des Arméniens » : une raison essentielle pour s'en souvenir aujourd'hui et demain, qu'on soit ou non d'accord avec la qualification de « génocide » et avec l'exploitation assez éhontée qu'en fait, depuis 1991, l'Arménie indépendante.

Je termine l'histoire tragique des Arméniens en dépassant légèrement la limite chronologique de ma sous-partie ; je reprendrai l'ensemble de l'histoire de la zone un peu plus bas. En janvier 1916, les accords Sykes-Picot attribuèrent à la Russie non seulement la partie est-anatolienne de l'Arménie (la Cilicie revenant à la France) mais aussi l'Arménie perse. Pendant toute l'année l'armée russe avança en Anatolie, commettant de nouveaux massacres de musulmans mais sans pour autant autoriser les Arméniens réfugiés en Russie à se réinstaller (à la fois par peur de contre-massacres incontrôlés, donc d'une anarchie préjudiciable à la marche de l'offensive, et parce qu'il y avait des projets de repeuplement de cette région par des Russes : les milieux tsaristes, tout en le manipulant, étaient très inquiets du développement d'un nationalisme arménien, au moins depuis 1905). Mais en mars 1917, la Russie tsariste s'effondra et les survivants se réinstallèrent chez eux — enfin, là où l'avance turque le leur permit —, dans le calme parce qu'ils étaient peu nombreux et que les Kurdes et les Turcs de la région étaient armés.

À l'effondrement de l'Empire ottoman en 1918, les négociateurs arméniens[674] exigèrent évidemment l'indépendance[675], dans des frontières très larges qui incluaient entre autres

---

672 Il y eut, de la part des Kurdes mais aussi de militaires turcs, pas mal d'actes de barbarie gratuite visant à humilier et à mutiler mais pas à tuer : il y a des photos célèbres de femmes arméniennes arrivant à Marseille, nez et oreilles coupées. Cela faisait partie des « traditions » locales ; surtout, cela contraste avec le caractère méthodique, froid, industriel et « dépassionné » du génocide des juifs — en revanche, cela rappelle la violence extrême et brouillonne des pogromes ukrainiens et roumains, qui exaspérait les nazis par son « irrationnalité ».

673 La destruction des populations indiennes d'Amérique est essentiellement due au choc microbien. Au XIX^{e} siècle, il a commencé à y avoir des desctructions de populations entières dans le cadre de la colonisation (aux États-Unis, en Argentine, en Namibie allemande, dans certaines îles du Pacifique), mais sur une échelle bien plus réduite : il s'agissait généralement de centaines ou de milliers de personnes, exceptionnellement de dizaines de milliers, pas de millions. Je soupçonne aussi, hélas, qu'une différence supplémentaire réside dans le fait que les Arméniens sont chrétiens, ce qui rendit l'opinion occidentale bien plus sensible à leur massacre qu'à celui des Hereros de Namibie ou des Indiens des États-Unis : ce n'est que dans les années 1960 qu'elle a commencé à se retourner en faveur des « indigènes » non chrétiens.

674 Qui recherchèrent un moment la protection des États-Unis : ils rêvaient d'être placés sous mandat américain dans le cadre de la S.D.N. naissante. A Istanbul aussi, dans le désastre de l'immédiate après-guerre, cer-

un large morceau de la côte de la Mer Noire, l'Arménie russe, l'Arménie persane et la Cilicie avec un débouché en Méditerranée. Même assez vite « retoqué » par les Puissances (voyez la carte des dispositions territoriales du traité de Sèvres), cette perspective était évidemment inacceptable pour Mustafa Kémal, car, joint aux concessions faites aux Arabes, aux Grecs, aux Italiens et aux Français, elle aurait réduit la nouvelle Turquie à la seule Anatolie du centre et du nord, plus Istanbul. Kemâl, qui reprit l'offensive en septembre 1920, n'eut même pas besoin de beaucoup se battre sur ce front oriental car la « République d'Arménie » était prise entre deux feux : dès le mois de décembre, les bolcheviks reprirent le contrôle des zones russes avant 1914[676]). Par ailleurs, la France renonça assez rapidement à la Cilicie (trop d'ennuis potentiels pour pas assez de bénéfices). Il y eut un grand accord turco-soviétique en 1921, aux termes desquels la Turquie récupéra des territoires (Kars et Ardahan) perdus en 1878, mais renonça à Batoumi qui est toujours aujourd'hui en Géorgie. Cet épisode se traduisit par le départ des derniers Arméniens d'Anatolie (à l'exception de ceux qui s'étaient convertis, en nombre inconnu et qui se désarménisèrent très vite) et aussi de Cilicie où, en 1919, les Français avaient tenté de réinstaller les survivants des camps de Syrie et de Mésopotamie : soit, pour ces derniers exils et en incluant les chrétiens non arméniens, entre 60.000 et 210.000 personnes selon les estimations (compliquées par le fait que certains réfugiés s'arrêtèrent en Syrie et au Liban, régions pour lesquelles les statistiques sont moins précises qu'en Europe).

Avec l'exil des Arméniens de Smyrne et des autres ports en 1922-1923, il ne restait plus que quelques dizaines de milliers d'Arméniens à Istanbul (leur nombre a lentement décliné depuis lors)[677]. En revanche, la diaspora arménienne se renforça au Proche-Orient et surtout il apparut d'importantes communautés arméniennes en France et aux États-Unis[678] : très politisées et très solidaires, elles ont plutôt résisté plus longtemps que d'autres communautés de réfugiés à l'assimilation culturelle qui menace tous les émigrés (aujourd'hui encore on peut entendre des adolescents parler arménien entre eux dans les trains de banlieue qui vont au Raincy, où il y a un lycée arménien), mais malgré tout, persque un siècle plus tard,

---

tains Turcs agitèrent cette idée : les États-Unis étaient loin, n'avaient pas d'intérêts autres qu'économiques dans la zone, affichaient un anticolonialisme de principe (même s'ils avaient des colonies depuis 1898) et le droit des peuples à se gouverner eux-mêmes, étaient infiniment plus prospères que les pays d'Europe ruinés par la guerre, et assez forts militairement pour se faire respecter… Tous ces grands projets furent victimes du repli sur soi de Washington, dès la fin 1919, et de la déconsidération des idées wilsoniennes pour une génération.

675 Pour calmer un peu les vainqueurs franco-britannico-américains, ce qui restait de régime ottoman organisa un procès des responsables du génocide, qui furent condamnés à mort par contumace en 1919. Aucun n'a jamais purgé le moindre commencement de peine, d'autant que la plupart d'entre eux figurèrent parmi les cadres du nouveau régime kémaliste qui se mit en place à partir de 1920.

Je simplifie pas mal les événements caucasiens : au départ, il y eut une tentative de créér non pas une Arménie indépendante mais une grande « Transcaucasie » sur l'ensemble de ce qui est aujourd'hui la Géorgie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan et l'est de la Turquie. Mais ceux qui essayèrent de faire vivre le projet étaient en majorité des Arméniens, et les tensions avec les autres aboutirent à l'implosion de la Transcaucasie au bout de quelques mois. N'oubliez pas non plus que tout cela se passait sur fond de guerre, ouverte ou non selon les périodes, entre nationalistes, Russes blancs, socialistes non bolcheviks et bolcheviks.

676 Cela priva les Arméniens de personnalité diplomatique à eux : de décembre 1920 à décembre 1991, il n'y eut plus de République d'Arménie ! C'est pourquoi le traité de Lausanne (1923), qui ne s'occupe que des États, ne fit même pas mention des Arméniens.

677 Je n'ai rien trouvé de précis sur le sujet et ce n'est pas votre programme, mais je signale en passant que de nombreuses communautés arméniennes d'Iran occidental, dans des régions qui prolongeaient l'Arménie ottomane, ont également disparu dans la tourmente : dans cette région aussi l'après-guerre fut une tragédie. Il en reste quand même, mais très minoritaires face aux Kurdes et Azéris (turcophones) ; il en reste aussi dans le reste de l'Iran, notamment dans les grandes villes (il y avait 170.000 Arméniens en Iran vers 1995).

678 Comme ils n'avaient plus de pays, c'est pour eux qu'on inventa en 1922 le statut d'apatride et le passeport dit « Nansen » (du nom d'un diplomate de la S.D.N.) qui va avec. Sur les Arméniens de France, voyez l'annexe au chapitre 11 de mon cours sur la France.

l'assimilation gagne du terrain[679]. L'Anatolie orientale et la Cilicie ont été entièrement repeuplées de Turcs et (surtout au sud-est) de Kurdes : avec la Pologne, la Mandchourie et la Palestine, c'est l'une des régions du monde dont la composition ethnique a été le plus radicalement bouleversée au XX^{e} siècle.

B) La naissance de la nouvelle Turquie et le kémalisme.

C'est l'effondrement militaire de la Bulgarie, en septembre-octobre 1918, qui entraîna celui de l'Empire Ottoman. La Porte signa l'armistice le 14 octobre : Istanbul fut occupée le mois suivant[680], le régime jeune-turc s'effondra[681]. Le destin de l'Empire Ottoman semblait scellé : un protectorat délesté de toutes ses régions non entièrement turques. Effectivement, la curée commença très vite : les Britanniques s'emparèrent des régions arabes, les Français de la Cilicie ; en mars 1919, les Italiens débarquèrent dans la région d'Antalya (proche du Dodécanèse, juste à l'ouest de la Cilicie) qui leur avait été promise. Les Arméniens, nous l'avons vu, guignaient l'Anatolie orientale ; l'armée grecque débarqua en Thrace orientale, à un jet de pierre d'Istanbul, puis à Smyrne en mai (afin d'éviter un débarquement italien, la ville ayant également été promise à l'Italie). Certains à Athènes rêvaient en prime d'une « République grecque du Pont » sur les rives de la Mer Noire. Même certains activistes assyro-chaldéens et kurdes réclamaient leur propre État… Ne restait plus à la Turquie que la moitié ouest de l'Anatolie, sans aucune côte au sud, ni au nord, ni sur l'Egée[682] ; seule l'hostilité franco-britannique à une prise de contrôle des Détroits par la Grèce semblait devoir sauver Istanbul d'un destin grec[683], mais ils seraient démilitarisés, c'est-à-dire que la nouvelle

679 Il y aurait aujourd'hui 70.000 arménophones en France, 200.000 aux États-Unis (en partie par l'effet d'une réémigration en provenance du Moyen-Orient, où les chrétiens sont en difficulté croissante), 40.000 en Turquie (70.000 au milieu des années 1920 ?), 250.000 en Syrie et presque autant au Liban : toutes ces communautés son vieillissantes et menacées. En revanche, l'Arménie russe, peuplée aux deux tiers de réfugiés en 1921, est restée arménienne à presque 100 %, elle a aujourd'hui 3.100.000 habitants. Au moment de l'effondrement de l'URSS en 1989-1994, elle a même conquis à la pointe de l'épée un quart de l'Azerbaïdjan voisin, le Haut-Karabagh (région autonome peuplée en majorité d'Arméniens avant 1989) et la région intermédiaire, qu'elle a vidés de leur population turcophone et kurde. Mais l'Arménie turque est perdue pour toujours et c'est un crève-cœur pour tous les Arméniens : c'est comme s'il ne restait plus de la France que l'Alsace et un bout de Jura, des régions périphériques et pas très centrales pour la culture nationale. Tous les sites archéologiques arméniens sont en Turquie ou en Iran, le mont Ararat est en Turquie !

680 En février ou mars 1919 selon les sources, le général français Franchet d'Esperay trouva le moyen de faire une entrée triomphale sur un cheval blanc, comme Mehmet II le Conquérant en 1453. Le message était clair comme de l'eau de Lourdes, et les chrétiens de la ville s'en réjouirent bruyamment : c'était la fin de la « parenthèse » musulmane, « Constantinople » allait redevenir une ville pas forcément grecque, mais chrétienne. On voit que même en plein XX^{e} siècle et de la part d'un pays laïc comme la France, les logiques religieuses conservaient de l'importance. Fort heureusement, en France les généraux ne font pas la politique du pays, et la provocation islamophobe de Franchet d'Esperay n'eut pas de conséquences concrètes, à part exaspérer un peu plus les Turcs.

681 Enver Pacha, très compromis dans les massacres d'Arméniens, se réfugia en Allemagne. Il regagna la Turquie pour tenter de prendre le contrôle du mouvement nationaliste, mais, marginalisé par Kemal, il se tourna vers les régions turcophones de Russie, qui avaient toujours beaucoup intéressé de proche du pantouranisme : après avoir participé au congrès de Bakou (1920), par lequel les bolcheviks tentèrent d'organiser à leur profit la révolution anticolonialiste des peuples d'Orient, il se retourna contre lesdits bolcheviks et tenta d'organiser une résistance au communisme des peuples d'Asie centrale. Il mourut au fin fond de l'actuel Tadjikistan (1922), au détour d'un bel album de Corto Maltese.

682 Un destin proche, en pire, de celui que subit la Hongrie, amputée des deux tiers de son territoire au traité du Trianon (1919) : 20 % à 25 % des Hongrois sont restés hors des frontières du nouvel État, et en Serbie et surtout en Slovaquie leur vie est, encore aujourd'hui, fort difficile ; elle l'était tout autant en Roumanie dans l'entre-deux-guerres.

683 Encore que l'effervescence était grande parmi les Grecs d'Istanbul à la suite d'épisodes comme celui

Turquie, même si elle n'était pas officiellement transformée en protectorat, n'aurait même plus le contrôle militaire de sa capitale. Ce dépeçage fut officialisé par le traité de Sèvres (août 1920) qui laissait tomber la République du Pont et l'État assyro-chaldéen mais proclamait l'autonomie (sous mandat français) d'un Kurdistan dont les habitants, à l'exception de quelques militants, n'avaient rien demandé du tout (un processus semblable à celui qui avait vu l'apparition de l'Albanie en 1912). Or on savait très bien, en Turquie, ce que le mot « autonomie » voulait dire en bon turc… Par ailleurs, la Grèce recevait l'ensemble de la Turquie d'Europe sauf Istanbul, avec tout le littoral occidental de la mer de Marmara et une fenêtre sur la Mer Noire. Pour faire bonne mesure, le traité de Sèvres allait jusqu'à rétablir les capitulations !

Très vite, malgré la lassitude générale (le pays était en guerre presque sans interruption depuis 1911), la résistance s'organisa, notamment dans les milieux militaires mis au chômage par la démobilisation qu'avait imposé l'armistice, ainsi que dans les milieux jeunes-turcs, et tout particulièrement dans les régions (Pont, arrière-pays de Smyrne, Cilicie, Anatolie orientale) où les Grecs et les Arméniens se réinstallaient en futurs maîtres : même des milieux résignés au protectorat d'une Puissance ne pouvaient accepter cela, vu ce qui s'était passé dans les Balkans depuis un siècle.

C'est en mai 1919 que Mustafâ Kemâl, le héros des Dardanelles, général de brigade (et honoré du titre de pacha) depuis 1916, gagna l'Anatolie centrale : il y était officiellement envoyé par le sultan pour réduire l'agitation hostile au régime, mais il avait déjà décidé de prendre personnellement la tête de toutes les résistances à l'adversaire — et aussi de toutes les contestations du régime ottoman : la nation turque ne pouvait survivre qu'en se débarrassant de cette monarchie archaïque qui l'avait conduite à sa perte, comme les Français s'étaient débarrassés de la leur en 1792. Dès le mois de juin Kemâl proclama « la nation en danger » et annonça la convocation d'un Congrès national pour entamer la réorganisation du pays. En juillet, il entra en dissidence ouverte en refusant d'obéir au sultan qui le sommait de rentrer à Istanbul, et il organisa deux congrès à Erzurum et à Sivas[684] en août-septembre : même si les délégués n'étaient que quelques dizaines, et évidemment non élus, Kemâl se dotait ainsi d'une légitimité nationale et populaire qui ne devait rien au sultan. Les élections générales convoquées par ce dernier, avec l'aval des occupants, pour lui couper l'herbe sous le pied, aboutirent, à la surprise de l'un comme des autres, à une écrasante victoire des nationalistes, et en janvier 1920 le Parlement, réuni à Istanbul, adopta des positions calquées sur les résolutions du congrès d'Erzurum : en mars, les Britanniques excédés finirent par arrêter plusieurs députés en pleine session, suite à quoi le Parlement s'autodissolut et la plupart des députés rejoignirent Kemâl à Ankara, la petite ville d'Anatolie centrale où il avait installé son état-major. C'est en avril 1920 que la « Grande Assemblée Nationale de Turquie », le premier organe du nouveau régime, tint sa première session à Ankara : elle se révéla d'ailleurs pour Kemâl un allié assez turbulent. En août, le sultan-calife se vit obligé d'accepter le traité de Sèvres, qui lui coûta ce qui lui restait de popularité.

L'essentiel était ailleurs, évidemment : c'est le sort des armes qui décida de la survie de la Turquie. Kemâl triompha sans trop de problème des contre-révoltes que l'entourage du sultan avait déclenchées contre lui en Anatolie. En juin 1920, les Grecs, inquiets du renforcement des kémalistes, avaient franchi la ligne délimitant leur zone d'occupation, déclenchant une nouvelle guerre. Face à toutes ces menaces, Kemâl joua la seule carte disponible, la carte bolchevique : la nouvelle Russie était l'autre paria de cette après-guerre, mais elle était en

---

évoqué trois notes plus haut : certains s'entraînaient au maniement des armes, au cas où.

684 C'est-à-dire en pleine zone revendiquée par les Arméniens : à cette date, le premier enjeu était celui-là, puisque le traité de Sèvres leur avait promis toute l'Anatolie nord-orientale.

train de l'emporter sur ses ennemis et elle avait de l'or et des armes[685]. C'est ce mariage de raison qui coûta la vie à la République arménienne, prise entre le marteau et l'enclume ; paradoxalement, c'est aussi la crainte d'une bolchevisation de la Turquie qui poussa certains Occidentaux, assez vite, à se rapprocher de Kemâl — en France, certains y poussaient également par hostilité à Londres, qui s'était taillé la part du lien au Moyen-Orient.

La guerre contre les Grecs fut longtemps incertaine, mais elle finit par tourner en faveur des Turcs à l'été 1921 (tant grâce à l'argent et aux armes russes que parce que les Grecs s'étaient fait détester des populations anatoliennes, et aussi à cause de la disporoportion en nombre — la Grèce était beaucoup moins peuplée ![686]). Asssez vite, par ailleurs, les Français et leurs protégés arméniens s'étaient trouvés en difficulté en Cilicie, et, tirant la leçon de cet échec, dès que la victoire kémaliste contre les Grecs se dessina, à l'automne 1921, ils décidèrent de jouer la carte de la Turquie nouvelle, abandonnant leurs protégés[687] ; peu de temps après Londres suivit le mouvement, tandis que, dès cette époque, les Américains, furieux du partage du Moyen-Orient arabe entre Européens, commençaient à avancer leurs pions, pour l'instant essentiellement sous la forme de sociétés de bienfaisance. Aux termes de combats très durs et de massacres croisés dans la région de l'Egée, le conflit s'acheva en octobre 1922 par la prise et l'incendie de Smyrne, déjà évoqués. Les Grecs ayant mené la politique de la terre brûlée, toute la région était à reconstruire[688].

De nouvelles négociations, aboutirent au traité de Lausanne (juillet 1923) qui effaçait l'humiliation de celui de Sèvres ; la Turquie, récupérant notamment une partie de la Thrace orientale, recevait ses frontières actuelles[689]. Le traité de Lausanne réaffirmait l'abolition des capitulations et la liberté de circulation dans les Détroits sous le contrôle d'une commission internationale, la Turquie n'ayant le droit de les remilitariser qu'en temps de guerre, mais en 1936, par la convention de Montreux, la Turquie obtint le droit de les remilitariser en temps de paix — il faut dire que depuis que l'U.R.S.S. s'était coupée du monde et que l'Autriche-Hongrie avait éclaté, la Mer Noire n'était plus qu'un cul-de-sac sans intérêt et les Détroits avaient cessé de passionner les Occidentaux. Enfin, six mois plus tôt, en janvier 1923, l'on avait définitivement réglé le problème des minorités par un gigantesque transfert de populations : 900.000 à 1.200.000 Grecs, selon les sources, quittèrent la Turquie, et 300.000 à 400.000 Turcs la Grèce[690]. La Turquie était vide, tant du fait d'un déficit démographique

---

685 En fait, il y avait une autre carte possible : celle du panislamisme, et d'une insurrecton générale des colonies musulmanes contre les Occidentaux. Kemâl tenta de la jouer malgré son laïcisme profond, mais elle ne donna pas grand-chose. Durant toute cette période, Kemâl se comporta ostensiblement en impeccable musulman : l'heure n'était pas à se créer de nouveaux ennemis.

686 Pour tout arranger, en Grèce Venizélos avait de nouveau perdu le pouvoir en novembre 1920 et le roi Constantin, beau-frère de l'ex-*Kaiser*, était remonté sur le trône : ces fantaisies politiques locales coûtèrent cher aux Grecs en termes diplomatiques.

687 Toutes mes sources oublient les Italiens en route : je ne sais quand et pour quelles raisons ils se retirèrent.

688 L'une des plus grandes victoires contre les Grecs fut celle d'Inönü en mars 1921, reportée par Ismet Bey qui prit plus tard le nom d'Ismet Inönü et succéda à Kemâl en 1938.

689 Sauf à Alexandrette, voyez plus bas.

690 Il y avait eu de premières négociations en vue d'un échange de populations entre la Grèce et l'Empire Ottoman en 1914 : elles échouèrent à cause de la guerre. La seule région d'où les Turcs ne furent pas expulsés fut la Thrace orientale, région bulgare avant 1918, internationalisée en 1919 et attribuée à la Grèce en 1920, où les termes du traité de paix protégeaient les minorités (en fait, il aurait été possible de faire un autre échange car en 1923 les vainqueurs, qui avaient une grave crise à régler en Allemagne, n'avaient plus les moyens de faire respecter les traités dans les Balkans, mais pour ce faire Athènes aurait dû sacrifier les 120.000 Grecs d'Istanbul, sa dernière monnaie d'changes en Turquie, et elle ne voulut pas se priver de cet éventuel moyen de pression ; et puis il y avait la question épineuse du patriarcat de Constantinople). C'est pourquoi la Thrace orientale est aujourd'hui la seule région de Grèce où l'on trouve encore des turcophones (120.000 environ, comme en 1923). Ils n'ont aucun droit culturel, comme toutes les minorités — officiellement ce sont « des Grecs musulmans » —,

ancien que des massacres : elle avait perdu 20 % de sa population de 1914 et n'abritait que 13 millions d'habitants en 1927.

Kemâl avait déjà procédé à l'abolition du sultanat en novembre 1922 ; en octobre 1923, il proclama la République, et en mars 1924, la Grande Assemblée mit fin au califat, une institution millénaire mais à vrai dire déconsidérée depuis longtemps malgré les efforts, peu crédibles dans l'ensemble, de ses derniers titulaires[691]. Kemâl demeura au pouvoir jusqu'à sa mort en 1938 et entreprit une révolution politique et sociale qui s'inscrivait dans la continuité de la politique jeune-turque, mais dans des circonstance infiniment plus favorables (les jeunes-turcs n'avaient pas cessé de faire face à des guerres et à des complots, et puis Kemâl n'avait plus à gérer le problème des nationalismes chrétiens) ; plus lointainement, on peut tout à fait légitimement faire de Kemâl le descendant des grands sultans réformateurs du XIX[e] siècle, et de ses réformes, la phase ultime des *tanzîmât*[692]. Ces réformes ont presque aussi profondément bouleversé la Turquie que le communisme a chamboulé la Russie : ces transformations sont irréversibles, les craintes agitées en Europe depuis une quinzaine d'années d'un possible retour de la Turquie à l'Orient islamiste sont proprement ridicules — ou, plus exactement, elles sont politiquement manipulées.

---

et leur langue est en déclin, alors qu'en Bulgarie voisine, où il n'y a pas eu d'échange massif de populations avec la Turquie et où les turcophones représentent 10% de la population, elle est bien vivante. Les réfugiés grecs de Turquie servirent notamment à repeupler et à helléniser les régions dont la Grèce venait de prendre le contrôle depuis 1912, la Macédoine méridionale et la Thrace (tout un pan de la cutlrue smyrniote se transporta à Salonique), tandis que les réfugiés turcs de Grèce repeuplèrent et turquifièrent les nombreuses régions vidées par les drames survenus depuis 1915 : la Macédoine (640.000 installations) et la Thrace orientale (60.000). Dans l'ensemble, il n'y eut pas de résistances parmi les populations transférées : tout plutôt que de vivre en minorité chez l'ennemi héréditaire.

Aujour'hui la Grèce est grecque à 96%. Attention, en revanche il restait (et reste toujours) d'importantes minorités culturelles en Turquie, notamment 20 à 25% de Kurdes — mais elles étaient désormais toutes musulmanes, et n'étaient pas agités par des mouvements nationalistes importants (je nuancerai plus bas pour les Kurdes, mais le nationalisme kurde tel que nous le connaissons aujourd'hui date pour l'essentiel des années 1960 et 1970, et s'est bien davantage modelé sur les natioanlistes du tiers-monde d'après 1945 que sur ceux de l'Europe centrale du XIXe siècle. Je laisse tomber les Kurdes parce qu'on n'en trouve pas sur les rives de la Méditerranée, contrairement aux Arméniens).

Napoléon Bonaparte En 1919, il y eut aussi un échange de populations entre la Grèce et la Bulgarie (25.000 Grecs contre 60.000 Slaves de Macédoine orientale.

691 Le dernier sultan-calife, Mehmet VI, était monté sur le trône en 1918 à la mort de son prédécesseur. Il partit en exil (en Occident, ce qui contribua encore à le déconsidérer) et mourut en Italie en 1926 ; il est enterré à Damas. De 1922 à 1924, son fils Abdülmecid II fut calife sans être sultan, un titre purement symbolique, avant d'être à son tour expulsé. La famille, qui a surtout vécu aux États-Unis, a regagné la Turquie en 2004.

Dans les années 1920, y eut quelques velléités arabes de rétablir un « vrai » calife (c'est-à-dire un calife arabe), notamment une proclamation unilatérale de Hussein, shérif du Hijaz, en 1924 (mais Ibn Sa'ûd et les wahhabites le chassèrent rapidement de son trône) et un congrès général islamique au Caire en 1926. Toutes ces tentatives achoppèrent sur la rivalité entre les Hachémites et les Sa'ûd, que nous verrons plus bas. Jamais depuis lors aucune force politique notable en islam n'a demandé la restauration du califat ; les quelques paumés qui dans les maquis algériens des années 1990 se proclamèrent « califes » employaient le mot dans un sens très vague qui illustrait essentiellement leur profonde inculture, et semblent n'avoir eu aucune prétention à la direction de l'ensemble de l'Umma : leur combat était interne aux frontières de l'Algérie.

692 Parmi les réformes jeunes-turques qui annonçaient le kémalisme : dès 1913, la compétence des tribunaux religieux avait été beaucoup réduite ; de la période de guerre date aussi un début de « fonctionnarisation » des oulémas et de mise sous tutelle étatique des écoles religieuses. En 1916, une loi « laïciste » accorda aux femmes le droit de demander le divorce en cas d'adultère du mari, de rupture du contrat de mariage, ou si le mari avait pris une autre épouse sans le consentement de la première. En 1917, il y eut un nouveau code de la famille qui laïcisait le mariage et le divorce. De manière générale, la mobilisation générale de la société ottomane durant la guerre aboutit à un net progrès de la condition féminine, notamment parce que des millions d'hommes étant mobilisés, il fallut bien autoriser les femmes à travailler, et dans les mêmes lieux que les hommes. Enfin, il y eut une étatisation de l'économie, d'inspiration allemande, qui annonçait les aspects économiques du kémalisme.

Kemâl mena une politique systématique d'« adieu à l'Orient » et de rejet des traditions ottomanes : il voulut faire de la Turquie un pays européen, sur le modèle à la fois de la France (pour la laïcité et le « jacobinisme », autrement dit le refus agressif de la reconnaissance des minorités culturelles), de la Suisse (le Code Civil de 1926) mais aussi de l'Italie fasciste et (moins nettement) de l'U.R.S.S. (pour l'organisation politique, la propagange, le rôle de l'État dans l'économie, l'extrême introversion de celle-ci). Du point de vue du programme, l'important est de noter à quel point cet adieu au passé ottoman fut aussi un « au revoir » à la Méditerranée : la Turquie, qui est entourée de mers, se mit à leur tourner largement le dos pour une trentaine d'années. Ce choix de l'introversion peut sembler aberrant aujourd'hui que le caractère bénéfique de l'ouverture économique est redevenu une évidence universelle, mais notez que tout au long du XX^{e} siècle, il a été celui de pas mal de pays décolonisés à la première génération de l'indépendance : pour les élites de ces pays et à cette génération, ouverture signifiait dépendance, colonisation, misère. La problématique est la même pour la Turquie même si ce pays, grâce à l'énergie, à la poigne de fer et au génie militaire de Mustafâ Kemâl, a miraculeusement échappé à la colonisation en bonne et due forme : l'étape du repli sur soi, même si elle coûte cher en termes de développement économique (mais qui soutiendrait que l'enrichissement est le seul but de toute existence, individuelle et collective ?) est peut-être nécessaire à la reconstruction d'une société, d'une nation malmenées, humiliées, déstructurées par les agressions occidentales. Un autre parallèle réside dans le fait que dans le tiers-monde aussi, par-delà le rejet des agressions occidentales les modèles de développement étaient importés « en kit » d'Occident, même si après 1945 ils le furent bien davantage de Moscou et pratiquement plus de Rome.

L'aspect sur lequelle on insiste le plus en France habituellement est la laïcité kémaliste : depuis les années 1920 (et encore plus depuis la chute du communisme), la Turquie est l'un des pays les plus laïcs du monde, autant voire plus que la France, bien plus que l'Allemagne, le Royaume-Uni ou les États-Unis. Il ne s'agit pas d'un athéisme d'État militant comme dans les pays communistes mais d'une politique « à la française » de rejet de la religion dans la sphère privée : ainsi Kemâl, dont la femme était voilée, est toujours demeuré croyant et pratiquant et ne s'en cachait pas, mais ne s'affichait jamais comme tel dans sa vie publique (il existe une seule photo de lui en prière, datant de l'extrême fin de sa vie)[693]. La laïcité de l'État turc a été inscrite dans la constitution de 1924 et dans toutes celles qui ont suivi : l'armée en est constitutionnellement la gardienne et prend cette mission très au sérieux[694]. Les

---

693 Par ailleurs, il prenait des libertés avec certaines prescriptions de l'islam : il est mort d'une cirrhose… Mais il ne faut pas surévaluer cet aspect de sa personnalité, la consommation d'alcool n'avait rien d'un acte militant : elle était banale au Moyen-Orient avant les durcissements idéologiques et sociaux de la fin du XX^{e} siècl, et ne constitue d'ailleurs nullement une preuve d'incroyance, de même qu'en Europe chrétienne l'adultère bourgeois, quasiment institutionnel au XIX^{e} siècle, contrevient frontalement au Décalogue mais ne constitue pas une preuve d'incroyance de ceux qui le pratiquaient. Il n'y a que les saints et les fanatiques pour appliquer à la lettre toutes les prescriptions de leur religion ! (De toute façon le Coran ne prohibe pas la consommation d'alcool mais l'ivresse, et qu'il est parfaitement possible d'être alcoolique sans jamais être saoul).

694 Attention, le Conseil de Sécurité Nationale qui formalise cette mission, et constitue encore aujourd'hui le principal obstacle à une démocratisation totale de la Turquie, ne date que de 1961-1962, après votre programme (ses attributions ont quand même été sensiblement réduites en 2003, il est désormais présidé par un civil). La question ne se posait guère à l'époque de votre programme, mais depuis que le multipartisme a été rétabli des partis sont régulièrement interdits pour islamisme, même lorsque la majorité de la population a voté pour eux : autrement dit, en Turquie la laïcité est au-dessus de la démocratie, ce qui n'est quand même pas le cas en France. Le parti au pouvoir (2009) est issu de la mouvance islamiste, même si aujourd'hui il n'est pas plus islamiste que la démocratie-chrétienne allemande n'est « christianiste » : il a été interdit en 1972, 1983 et 1998 (sous trois noms différents), a failli l'être à nouveau en 2008 et, en 1997, a dû quitter le pouvoir qu'il avait conquis par les urnes. En 2007, les militaires ont bloqué l'accession à la présidence d'un de ses membres qui ne leur plaisait pas. Comme ce parti (l'A.K.P. dans sa dénomination actuelle) a remporté toutes les élections depuis 1996 et que l'Union Européenne impose progressivement ses normes en matière de démocratie, les militaires

mosquées n'ont pas été fermées (l'ancienne basilique Sainte-Sophie est quand même devenue un musée[695]), mais elles ont été rattachées (en 1924) à une Direction des Affaires Religieuses, qui nomme et au besoin destitue les imams et les autres serviteurs du culte, ainsi que les mouftis (dont les attributions ont été beaucoup réduites), et contrôle les écoles où l'on forme le personnel religieux : il n'y a donc pas séparation de l'Eglise et de l'État comme en France depuis 1905 mais contrôle sourcilleux de l'islam par l'État laïc. Par ailleurs, en 1925 les mosquées ont perdu leurs biens *waqf*, elles n'ont donc plus aucune autonomie financière ; les confréries soufies[696] ont été dissoutes (elles ont subsisté plus ou moins clandestinement) et leurs biens confisqués. Depuis 1932 les sermons et les appels à la prière n'ont plus lieu en arabe mais en turc (la prière, elle, demeure en arabe : c'est la parole de Dieu, on ne peut la traduire). L'enseignement public a été complètement laïcisé. Le calendrier occidental est le seul en vigueur (depuis 1925) et le jour de repos obligatoire est le dimanche (depuis 1935).

---

n'osent quand même plus le renverser ouvertement ; mais les coups d'État de 1960, 1971 et 1980 ont été justifiés par le péril islamiste (et marxiste).

Depuis la mort de Kemâl, il a quand même fallu un peu assouplir la laïcité : entre autres choses, dans les années 1950 on revint sur l'interdiction d'appeler à la prière en arabe, et des cours de religion furent réintroduits, d'abord dans le primaire, puis dans le secondaire en 1956 ; on rouvrit les écoles d'imams. C'est que la société turque demeure à 98 % musulmane, et comme toutes les sociétés du Proche-Orient elle a connu une réislamisation à partir des années 1970, liée en partie à l'échec du régime kémaliste et post-kémaliste à assurer un développement économique harmonieux. Mais cette réislamisation est très partielle : rien à voir avec, par exemple, ce qui s'est passé en Algérie dans les années 1980.

695 Par ailleurs, la Turquie est l'un des rares pays musulmans où les touristes non musulmans peuvent entrer dans les mosquées : ailleurs, au mieux on peut jeter un coup d'œil par la porte d'entrée, y compris dans l'Algérie socialiste des années 1960.

696 Le soufisme est un mouvement ascétique et mystique apparu au II^e^ siècle de l'Hégire (VIII^e^ siècle de l'ère chrétienne) en réaction contre le trop grand ritualisme et le trop grand juridisme de l'islam d'alors, contre le risque d'une réduction de la religion à la stricte application d'une Loi.

Les soufis posent l'obéissance à Dieu comme acte d'amour et non comme simple soumission à la Loi; ils cherchent une voie vers Dieu qui ne doive rien à la théologie ni à la philosophie. Pour eux la connaissance du Divin ne jaillit pas de l'intellect, mais de l'expérience vécue de l'amour, ce qui exige un complet détachement de soi. Il y a selon eux trois voies de l'ascension mystique : la voie inférieure (la mortification des sens, la lutte contre les passions et les désirs); la voie illuminative (une traversée des ténèbres au cours de laquelle se prépare l'illumination) ; la voie unitive, qui est la voie du soufi accompli, le but ultime étant la participation de l'homme à l'essence de la Divinité, l'union mystique dans laquelle, n'étant plus moi, c'est Dieu qui vit en moi, dans laquelle créateur et créature sont une seule et même parole: à travers le soufi anéanti en Dieu, c'est Dieu lui-même qui proclame sa propre unicité et sa propre transcendance. Dans son parcours mystique le soufi passe par différentes stations (ou niveaux de l'être) au cours desquelles son âme acquiert, de par son effort personnel, des dispositions qui deviennent permanentes en lui. Les instruments privilégiés de cette élévation sont la méditation sur le Coran, la remémoration par la scansion (à l'aide d'un chapelet) du Nom divin et de ses quatre vingt dix-neuf attributs (ou noms de Dieu, le centième est ineffable) ; et aussi le concert spirituel, un mélange de poésie, de musique et de danse (les célèbres derviches tourneurs de Turquie en donnent un bon exemple), qui a évidemment été condamné comme une déviation par les musulmans les plus stricts.

Ce fut à partir du XII^e^ siècle que les soufis commencèrent à se réunir en confréries, afin de pallier la sclérose des autres institutions religieuses. Ces structures très souples ne réclamaient ni clergé fixe, ni lieu de culte particulier, ni même un rythme régulier de réunion : certaines, bien sûr, se sont institutionnalisées, mais d'autres ont mené une existence discrète et ont assuré à leur membres une sociabilisation alternative à celles proposées ou imposées par les pouvoirs successifs, musulmans ou non. Le soufisme devient ainsi très vite un mouvement populaire, notamment dans les campagnes, et ceci dans l'ensemble du monde musulman; il « recouvrit » notamment (et récupéra) le culte des marabouts — au grand scandale des musulmans fondamentalistes qui y voient un retour au paganisme. En effet chaque confrérie soufie est placée sous le patronage d'un fondateur éponyme, relié par une chaîne d'ancêtres (reconstruite évidemment) au Prophète, à Ali ou à l'un des compagnons du Prophète. Chaque confrérie a un maître (« cheikh ») ; l'aspirant se voit imposer un noviciat qui se termine par une retraite de quarante jours, un serment de fidélité au maître, une investiture marquée par la remise d'une tunique rapiécée, symbole d'ascétisme (la racine du mot « tunique » semble être à l'origine du mot « soufisme »). Les affiliés mènent une vie familiale et sociale normale, tout en participant régulièrement aux activités communes de méditation.

Les mœurs ont été autoritairement réformées depuis le sommet de l'État. Entre 1930 et 1934, les Turcs ont reçu des noms de famille à l'occidentale : Kemâl a choisi celui d'Atatürk (« le père des Turcs »). On les a encouragés à donner des prénoms laïcs à leurs enfants. Le costume traditionnel masculin (avec le fez, symbole ottoman) a été interdit en 1925. Les femmes ont été émancipées : depuis 1926 les écoles sont mixtes[697] ; les Turques ont reçu le droit de vote dix ans avant les Françaises, en 1934. Dans les réceptions officielles, les représentants du pouvoir étaient encouragés à danser en couple ave leurs épouses… Pendant des décennies, il était rare de voir une femme voilée à Ankara ou à Istanbul, même si ce n'était pas à proprement parler interdit — il n'en allait pas de même dans les villages, et les choses ont changé avec l'exode rural massif des années 1960 à 1980.

Selon le modèle français, mais aussi celui des petits États chrétiens des Balkans, Kemâl a mené une politique d'unité nationale à travers l'imposition à toute la population d'une langue nationale, le turc (la question des minorités religieuses, en revanche, ne se posait plus : il n'y avait plus que 2 % de non-musulmans). Les Kurdes ont été les principales victimes de ce jacobinisme : en 1925, une grande révolte kurde fut sauvagement réprimée (il y en eut d'autres jusqu'au milieu des années 1930[698]) ; jusqu'aux années 1990, l'existence de cette minorité (20 à 25 % de la population quand même !) était carrément niée, le discours officiel (et beaucoup de Turcs) parlaient de « Turcs des montagnes » et expliquaient que ce qu'ils parlaient était « du turc dégénéré », alors qu'il s'agit de langues indo-européennes sans parenté avec le turc, et évidemment tout à fait structurées. Jusqu'en 1956, les Kurdes de Turquie n'ont guère réagi à cette oppression, mais ils n'ont pas abandonné leur langue[699].

La langue turque elle-même fit l'objet de toute une « ingénierie linguistique » qui rappelle la création des langues littéraires en Europe centrale et balkanique au XIX^{e} siècle, mais en bien plus radical et en bien plus brutal. En 1928, elle fut transcrite en caractères latins, en partie sur le modèle de l'albanais : il est donc aujourd'hui totalement impossible aux Turcs, même relativement instruits, de lire les textes d'époque ottomane, sauf ceux qui ont été transcrits (ce qui signifie généralement censurés, épurés ou « bricolés » de toutes les manières possibles et imaginables)[700]. Ce d'autant plus que la langue a été « modernisée », c'est-à-dire purgée d'une grande partie du vocabulaire arabo-persan, remplacé soit par des mots occidentaux (français en grande majorité à l'époque kémaliste[701]), soit par des néologismes, soit par des

---

697 Le taux d'alphabétisation, les deux sexes confondus, est monté de 11 % en 1923 à 33 % en 1950.

698 Il est assez difficile de les distinguer des résistances des confréries soufies et/ou alévies, fortes au Kurdisan, à l'imposition de la laïcité, et la distinction n'a sans doute pas grand sens : on est sans doute en présence d'un cas classique de captation par un nationalisme moderne (le nationalisme kurde, laïc et tiers-mondiste, tel qu'il s'est constitué à partir des années 1960) d'un héritage historique en partie, mais en partie seulement proto-nationaliste, l'identité kurde étant sans doute moins affirmée que l'identité musulmane en Anatolie orientale vers 1925. Cf., au début de ce cours, la description de phénomènes semblables concernant le passé des Balkans.

699 Encore qu'on n'en sait pas grand-chose, vu qu'en l'absence de toute statistique officielle turque sur le sujet, les seuls à donner des chiffres sont les militants kurdes. Tous les témoignages concourent pour assurer que dans le sud-est, on entend parler kurde même dans les villes ; en revanche, parmi les Kurdes d'Ankara et d'Istanbul, ainsi que dans les îlots kurdes d'Anatolie centrale, l'assimilation a de fortes chances d'avoir progressé vu la totale marginalisation du kurde, notamment dans les médias et le système scolaire, jusqu'aux années 1990.

700 Voici deux versions de la première phrase de l'article 24 de la Constitution, version 1924 (avant la réforme, mais dans la transcription en caractères latins de 1928) et 1945 (après la réforme) :

1924 : « Türkiye Büyük Millet Meclisi heyet-i ummumiyesi her teşrini sani iptidasında bin sene için kendisine bir reis ve üç reis vekili intihab eder ».

1945 : « Türkiye Büyük Millet Meclisi kamutayı her kasım ayı başında kendine bir yıl için bir Başkan, üç Başkanveliki seçer ».

Traduction : « La Grande Assemblée Nationale de Turquie réunie en session plénière au début de chaque mois de novembre élira un président et trois vice-présidents ».

701 Le mot « Türkiye », qui désigne le pays, vient du français ! Mais je ne sais s'il date d'avant ou de pendant le kémalisme.

emprunts aux autres langues turques. Le régime a même tenté, avec un certains succès, d'imposer pour le nom de Dieu un vocable turc pêché dans les traditions préislamiques de l'Asie centrale turque : « Tanrı ». Cela a une conséquence importante : en Turquie depuis l'époque kémaliste, on peut juger du positionnement politico-religieux de quelqu'un d'après son vocabulaire (s'il dit « Tanrı » ou « Allah », « Günaydın » ou « Assalamalaykum » pour saluer, etc.). Cette réforme a probablement provoqué un appauvrissement de la langue turque, langue très artificielle qui aujourd'hui, selon de nombreux témoignages, manque cruellement de vocabulaire comme de souplesse syntaxique : le linguiste britannique Geoffrey Lewis a significativement intitulé son étude de la politique linguistique kémaliste (parue en 1999) *« The Turkish Language Reform : a Catastrophic Success* ».

Tout cela allait de pair avec un nationalisme assez délirant, du genre centre-européen plus que français au sens où il se fondait essentiellement sur la notion d'ethnie, voire de race. Partout s'affichaient des slogans du genre : « un Turc vaut tout l'univers ». En 1935, Kemâl s'amouracha (brièvement, mais cela laissa des traces) d'une théorie linguistico-ethnique, la « théorie de la langue solaire »[702], qui faisait descendre toutes les langues du turc : on aboutissait tout naturellement à l'idée intéressante que « le premier homme était turc » (les anciens Hittites aussi, promus au rang de « nos ancêtres les Gaulois » locaux alors qu'ils ont vécu en Anatolie deux bons millénaires avant les premières incursions turques[703]), tandis que dans les écoles et les atlas historiques, des cartes montraient les migrations préhistoriques des Turcs primitifs depuis leur berceau d'Asie centrale en direction de tous les grands foyers de civilisation futurs de l'Eurasie, Indochine comprise…[704] Ce nationalisme s'expliquait par la recherche

---

702 Ainsi appelée parce que le langage était censé être né lorsque les premiers hommes, s'étant levés et ayant constaté l'existence du soleil, avaient fait « AAA ! ». Contrairement aux apparences je n'invente rien, vous me croyez vraiment capable d'imaginer une pareille ineptie ? Le turc était censé être la première langue à avoir pris forme parce que ses sons reproduisaient fidèlement ces premiers borborygmes (« aa » en turc veut d'ailleurs dire… « filet de pêche » ! — mais il est facile de retrouver la trace de cette racine linguistique originelle dans tous les mots de toutes les langues qui contiennent un a : « solail », « lumiare du jar », « électracita », etc., etc.) et parce que la régularité grammaticale du turc (c'est une langue pratiquement sans exceptions) « prouve » qu'il n'a pas dégénéré comme les autres langues [en réalité, les linguistes actuels pensent plutôt que cette régularité est un phénomène récent, issu d'une rationalisation progressive].

Cette théorie, due à un obscur « savant » croate qui travaillait à Vienne, représentait en fait une version dégénérée de la traditionnelle « psychologie des sons » qui attribue des valeurs psychologiques ou sensuelles à chaque son (cf. le *Sonnet des voyelles* de Rimbaud : « A noir, E blanc, I rouge, U vert, O bleu… ») et suppose que les langues fonctionnaient au départ par combinaison de ces valeurs psychologiques de base. En 1935, il y avait au moins trente ans que Ferdinand de Saussure avait démontré que les signes linguistiques sont arbitraires par essence, mais Kemâl s'était manifestement assez peu intéressé à la linguistique « sérieuse » : sa passion pour cette théorie délirante rappelle celle des dirigeants sud-africains de ces dernières années pour de pseudo-traitements alternatifs du sida, dans les deux cas la logique essentielle est nationaliste (ce qui est universellement accepté à l'étranger est forcément faux, seul le « génie national » détient la vérité) — bon, les âneries des Sud-Africains ont fait nettement plus de victimes que la théorie de la langue solaire.

703 Les Sumériens aussi étaient des Turcs, comme d'ailleurs les Achéens, les prédéceseurs des Grecs en Grèce, bâtisseurs de Mycène dont la parenté architecturale avec les stèles de l'Orkhon (voyez la note suivante) est fappante. Vous l'ignoriez ? Déplorable absence de kémalisme.

704 Le berceau en question est baptisé « Orkhon », du nom d'une rivière de Mongolie dans la vallée de laquelle l'on a retrouvé, sur de belles stèles, les plus anciennes inscriptions proto-turco-mongoles (VI^{e} siècle) : l'emploi de ce nom géographique ou d'un dérivé est aujourd'hui nettement connoté à l'extrême-droite. [NB Le symbole officiel de la Turquie au début de l'ère kémaliste était le loup gris, l'équivalent de la louve romaine dans les mythes turco-mongols archaïques — depuis les années 1970, ce nom est celui, générique, de l'extrême-droite turque, qui est ultra-kémaliste]. Pendant qu'on y était, on élabora le concept d'une « grande mer turque » aujourd'hui en grande partie asséchée, berceau de toute civilisation… Il n'en subsisterait que la Caspienne, l'Aral et les lacs Baïkal et Balkach. Cette idée, bizarrement, avait été « pêchée » dans l'*Histoire Universelle* de H. G. Wells, l'auteur de *La guerre des mondes*, qui déconnait à pleins tubes à la fin de sa vie.

La racine de toutes ces âneries, c'est le fait que longtemps, l'Asie centrale a servi de réservoir, de « château d'eau » humain en quelque sorte à l'Asie et à l'Europe : il est probable que les Indo-Européens et les Chi-

désespérée de « racines nationales » alors que tous les liens avec le passé ottoman avaient été coupées, et son caractère grotesque, par le fait que pour un peuple arrivé fort tardivement dans la région, les « racines » à la centre-européenne ou à la balkanique étaient particulièrement difficiles à discerner — mais cette question était vitale face aux revendications grecques et arméniennes qui se fondaient sur l'argument d'antériorité. Par ailleurs, le nationalisme kémaliste était inextricablement lié à un populisme ruraliste très caractéristique encore de cette génération en Europe centrale : le régime mit l'accent sur l'artisanat et le folklore, notamment anatolien (le plus proche des traditions d'Asie Centrale), et afficha son mépris de la haute culture ottomane ; sur les ruines de celle-ci, il apparut entre autres une redoutable littérature populiste.

Tout ceci se faisait dans le cadre d'un régime des plus musclés. Kemâl se fit attribuer en 1930 le titre de « Chef Éternel », qui rappelle celui de Franco, *caudillo de España* (plus que celui de Mussolini, de Hilter et de Lénine, qui est « guide » dans leurs langues respectives) ; nous avons vu qu'il était aussi « le père des Turcs »[705]. Le culte de la personnalité faisait rage[706], diffusé dans tout le pays, notamment, par des « maisons du peuple » dans les villes, des « maisons de village » ailleurs. De 1925 à 1945, la Turquie vécut sous un régime de parti unique, le Parti Républicain du Peuple ; le premier ministre était également le premier secrétaire du Parti (un titre d'allure soviétique). En 1945, le pays se rapprochant à grande vitesse des États-Unis pour des raisons stratégiques, il fallut se mettre au goût du jour et proclamer le multipartisme, mais même s'il y eut une alternance politique dès 1950 (et si les Maisons du Peuple fermèrent en 1951 et les Maisons de Village en 1954), le multipartisme ne se mit réellement à fonctionner sans entraves que dans les années 2000[707]. La police politique était redoutée de tous. L'économie était très étatisée : la bourgeoisie marchande et industrielle, grecque et arménienne pour l'essentiel, avait été expulsée, et il fallut du temps pour qu'il émergeât une bourgeoisie turque (essentiellement à partir des milieux de serviteurs de l'État). Le réseau bancaire était presque entièrement propriété de l'État. À partir de 1933 il y eut des

---

nois en sont originaires (en fait, les délires sur le « foyer turc originel » de l'humanité civilisée calquaient des théories de linguistes indoeuropéanistes fort sérieux, quoique déjà instrumentalisés en Allemagne nazie (il n'y a pas eu d'influence directe du nazisme sur le kémalisme, qui est antérieur). Le problème, c'est que tous ces habitants anciens de l'Asie Centrale n'étaient pas des Turcs (les proto-Turco-Mongols semblent être « descendus » de Sibérie en Mongolie au premier millénaire avant Jésus-Christ, ils ne sont donc pas les habitants originels de la région), et par ailleurs réservoir humain ne signifie pas forcément réservoir de civilisation…

Il reste aujourd'hui des traces de ces conneries dans les manuels scolaires et les milieux « scientifiques » (ainsi un manuel de 1989 reprenait la « grande mer intérieure turque » ; en 1974, un « scientifique » turc « démontra » l'origine turque des Etrusques, et j'ai moi-même un ouvrage en préparation sur le caractère profondément turc des dolmens bretons : la preuve c'est qu'ils sont en pierre comme les stèles de l'Orkhon), ainsi que dans certains esprits rustiques ou cultivés « à l'ancienne ». Avant de tenter de discuter de ces thèmes avec un Turc, toujours vérifier quel est son *background* culturel (instruit ou non, en contact avec l'étranger ou non, islamiste ou laïc — les premiers disent plutôt moins de bêtises que les seconds). Et n'essayez même pas de discuter des Arméniens, sauf avec de grands intellectuels formés à l'étranger… Dans l'entre-deux-guerres ces délires n'étaient pas plus extrêmes que ceux qui secouaient une bonne partie de l'Europe, mais le problème en Turquie c'est qu'ils sont toujours enseignés et rabâchés dans une partie de la presse et du discours politique : pour l'essentiel, le kémalisme est toujours en vigueur, il n'y a pas eu les ruptures idéologiques qu'a connues l'Europe centrale et balkanique après 1945.

705 Cependant ce républicain sincère se refusa toujours à toute perspective de fonder une dynastie : comme il n'avait pas d'enfant, il adopta… cinq filles, afin qu'aucun de ses descendants n'eût l'idée de se proclamer son héritier politique (la société turque demeurait trop machiste pour qu'une fille pût être crédible dans ce rôle, même si la Turquie a eu une femme premier ministre dans les années 1990, la très corrompue Tansu Ciller).

706 Aujourd'hui encore il y a un peu partout en Turquie des horloges arrêtées à l'heure (9 h 16) de la mort d'Atatürk… Tous les ans, le 10 novembre à cette heure, toute la Turquie cesse de fonctionner pour une minute de silence, même la circulation s'arrête.

707 Après trois coups d'État entre 1960 et 1980 ; cf. également plus haut, la note sur les interdictions répétées de partis islamistes.

plans quinquennaux d'inspiration nettement soviétique. Le régime recherchait l'autarcie et vivait dans la phobie de tout ce qui pouvait rappeler les engrenages du XIX^e^ siècle : ainsi il se refusa à emprunter à l'étranger jusqu'en 1933 ; en 1924-1925, il racheta les principales entreprises à capitaux étrangers. Contrairement au régime soviétique, il assuma la dette de l'ancien régime, qu'il parvint à éponger en 1948 ou 1954 selon les sources[708]. Dès 1930, la Turquie fut autosuffisante en blé, en partie grâce à la remise en culture des biens *waqf*, confisqués et redistribués aux termes de la réforme agraire de 1925-1929.

Du point de vue de la politique extérieure, la Turquie, échaudée par ses mésaventures passées et qui ne nourrissait pas d'irrédentismes, demeura constamment neutre, y compris pendant la deuxième guerre mondiale (elle finit par déclarer la guerre à l'Allemagne en février 1945, symboliquement, pour ne pas être traitée en paria dans le monde nouveau qui s'annonçait). En 1939, elle reçut de la France, pour prix de sa neutralité, le sandjak d'Alexandrette[709], un territoire au statut disputé que les nationalistes syriens considéraient comme syrien (pour des raisons géographiques et parce qu'il était en bonne partie peuplé d'Arabes). La question d'Alexandrette empoisonne depuis lors les relations turco-syriennes ; par ailleurs, la Syrie n'a pas pardonné cette affaire à la France, pas plus que l'indépendance du Liban[710].

---

708 Pas entièrement en fait : elle avait été partagée entre États héritiers de l'Empire Ottoman.

709 Iskanderun en turc, donc sur les cartes actuelles (Iskander = Alexandre) ; l'ensemble de la région s'appelle « Hatay » en turc et a pour capitale non pas Iskanderun, ce serait trop simple, mais Antakya, l'ancienne Antioche.

710 Voici quelques détails sur cette question palpitante. La zone est cruciale d'un point de vue géostratégique : c'est la clef de l'Anatolie quand on vient du Croissant Fertile, c'est aussi l'extrémité nord d'une barrière monatgneuse qui s'étend au sud jusqu'au Liban et qui a toujours été un refuge de minorités religieuses en tout genre (on l'appelle en arabe « la montagne des infidèles »), donc délicate à gérer pour tous les pouvoirs musulmans successifs. Par aillleurs, cette région a joué un rôle essentiel dans les premiers siècles du christianisme (la ville d'Antioche) et au moment des croisades (la principauté du même nom).

La zone avait été profondément transformée au XIX^e^ siècle par la politique de sédentarisation des tribus « turkmènes » (nomades turcophones) menée par la Porte : il apparut des bourgades dans les montagnes, les chefs de tribus turkmènes se tranformèrent en propriétaires fonciers, et comme ils étaient incapables de cultiver la terre, il y eut une affluence de métayers alaouites arabophones (il y avait déjà certainement des arabophones avant, l'importance de cette population fait évidemment débat entre Turcs et Syriens jusqu'à aujourd'hui). Mais la zone, qui relevait des *vilayetler* d'Alep et d'Adana, ne formait pas une enttié particulière.

Les accords Sykes-Picot l'attribuaient à la France avec le reste du littoral, en la détachant de la Syrie intérieure qui devait former un État arabe « protégé » ; c'est en 1919 que les Français organisèrent la région en un « sandjak » (un terme administratif turc) autonome, ils eurent d'ailleurs du mal à s'y installer à cause des kémalistes mais aussi des fayçaliens (voyez plus bas). Finalement, en 1920 le sandjak, légèrement agrandi pour y diluer la population turcophone (la région comptait 28 % de Turcs sunnites après l'agrandissement), fut rattaché au gouvernement d'Alep. Mais l'année suivante la France se rallia à Kemâl, et un accord signé entre les deux pays reconnut à la région, réduite à sa taille initiale, « un régime administratif spécial » avec, pour les populations de langue turque (37 % de Turcs sunnites désormais contre 28 % d'alaouites turcophones ou arabophones dans des proportions indéterminables, 21 % d'Arabes chiites et 11 % d'Arabes sunnites — ces chiffres de 1924 font l'impasse sur les Arméniens, en bonne partie des réfugiés estimés plus tard à 30 % de la population totale), « toutes les facilités pour le développement de leur culture », c'est-à-dire en fait un droit de regard de la Turquie sur la région ; pendant ce temps, en Turquie, Kemâl développait toute une idéologie irrédentiste concernant, exclusivement, le sandjak d'Alexandrette, « terre turque vieille de quarante siècles » car ancienne terre hittite [en réalité ceux-ci avaient vécu plusieurs centaines de kilomètres plus à l'est ! La phrase, qui date de 1923, est l'une des premières allusions de Kemal à la « turquité » des populations antiques de la région]. C'est aussi l'origine du nom « Hatay » qui désigne aujourd'hui la région en turc, et qui est une allusion aux Hittites. J'ai décrit plus haut les tensions que cette situation occasionna entre Turcs et Français — mais la population locale, dans l'ensemble, demeura calme.

À partir de 1934, la montée d'un nationalisme arabe en Syrie incita la France à jouer toujours davantage la carte turque. La pression turque s'accentua tant qu'en 1937, le Front Populaire agonisant finit par accepter de négocier sur la base de la réclamation turque essentielle : que le sandjak fût traité comme une « entité distincte » de la Syrie et n'accèdât pas à l'indépendance avec elle. On espérait encore y prolonger le mandat français… Puis, début 1939, naquit au Quai d'Orsay l'idée de négocier le sandjak contre un traité d'alliance avec la Tur-

C) Le Proche-Orient et l'Arabie[711].

Les vainqueurs se partagèrent les intérêts allemands dans l'ex-Empire Ottoman (la partie non turque du *Bagdadbahn*, les parts allemandes dans la *Turkish Petroleum Company*, etc.). Mais l'essentiel était ailleurs : dans le partage de l'Empire lui-même.

Fin 1918, les Turcs avaient été chassés de toutes les régions arabes. Les troupes « chérifiennes » de Fayçal, l'un des fils de Hussein, hissaient leur drapeau partout où elles le pouvaient[712]. Les maronites, mettant en avant leurs liens avec la France, envoyèrent à la Conférence de la Paix une délégation qui réclama un « grand Liban » plus largement taillé que le Mont-Liban, dans l'idée de s'assurer la domination d'un État économiquement viable. Contrôlant plus ou moins ces territoires et les divers belligérants, les Britanniques étaient partagés entre leurs promesses et les rêves auxquels certains d'entre eux se laissaient aller (comme Lawrence, encore que, et surtout certains coloniaux) d'un immense territoire sous leur influence, faisant le pont entre leurs possessions d'Afrique et d'Asie : le contrôle de l'ensemble ou presque de la route des Indes semblait à leur portée (d'autant qu'ils étaient à l'époque très puissants en Iran).

Ce fut au cours des négociations sur le Proche-Orient arabe et, plus généralement, les dépouilles des vaincus, que le négociateur sud-africain, Smuts, proposa une forme nouvelle de domination qui représentait une innovation radicale, en apparence tout au moins, par rapport au colonialisme d'avant 1914 : les mandats[713]. Ils étaient conçus comme une tutelle provisoire et pédagogique de l'une des Puissances sur un territoire dont il reconnaisait la personnalité (plus question d'annexions à l'algérienne) et acceptait la mission d'amener à l'indépendance les populations, « mineures » pour l'instant (c'était le terme officiellement employé). Toutes les formes qu'avaient pris jusque-là les divers impérialismes n'avaient pas de limites dans le temps ; mais il fallait compter désormais avec l'idéalisme de Wilson, qui n'aurait pas accepté une colonisation en bonne et due forme, et aussi avec les promesses faites aux Arabes. Les régions arabes, considérées comme ayant déjà acquis une certaine modernité politique, et puis quand même peuplées de Blancs, ressortaient de la catégorie la plus favorisée, les « mandats A » : ils pouvaient être proclamés indépendants à titre provisoire, sous tutelle occidentale, en attendant l'indépendance complète[714]. Seul défaut de la formule : il n'était rien dit de la durée des mandats, ni des critères qui permettraient de déterminer le moment où la tutelle aurait

---

quie : les négociations furent lancées dans l'urgence après le dépeçage de la Tchécoslovaquie (mars), s'accélérèrent après l'annexion de l'Albanie par l'Italie (avril) et se conclurent en juin. On évacua les Arméniens du sandjak au Liban.

N.B. Aujourd'hui, les arabophones sont sans doute minoritaires dans le Hatay, à l'issue d'un demi-siècle de turquification : mais il est impossible d'être plus précis, la Turquie, comme la France, se refusant à recenser sa composition ethnique.

711 Cette sous-partie repose en bonne partie sur un texte rédigé à mon intention en 1997 ou 1998 par Thomas Richard, alors en khâgne. Merci encore, Thomas !

712 Le drapeau de la révolte arabe, noir-blanc-vert-rouge (comme l'actuel drapeau jordanien mais sans l'étoile) est à l'origine de la plupart des drapeaux du Machrek. Les couleurs symbolisent les trois grandes dynasties arabes : omeyyade, abbasside et fatimide, plus les Hachémites eux-mêmes. Y échappent seulement le Liban et l'Arabie saoudite, qui se sont construits, pour des raisons différentes, contre les Hachémites, et l'Égypte, qui appartient au Maghreb et dont le sentiment national s'est construit contre les Britanniques, pas contre les Turcs.

713 L'Afrique du Sud fut bien récompensée de cette idée de génie : elle reçut le mandat sur le Sud-Ouest Africain allemand, la Namibie actuelle, à laquelle elle n'accorda une indépendance complète qu'en... 1990.

714 Il existait deux autres catégories de mandats. Les mandats B, pour des peuples « moins évolués », ceux d'Afrique noire, pour lesquels l'indépendance était nettement plus hypothétique, et les mandats C, qui concernaient les archipels du Pacifique et l'actuelle Namibie (largement peuplée, selon les catégorisations raciales de l'époque, non de Noirs mais de Bochimans), et qui étaient à peu de chose près des colonies, l'indépendance étant franchement reportée aux calendes grecques.

cessé d'être nécessaire. Restait aussi à choisir des mandataires. Wilson envoya une commission d'enquête pour sonder les populations, mais il n'en fut pas tenu compte : c'est seulement en 1920, à la conférence de San Remo, que les mandats furent attribués, or à cette date Wilson avait quitté le pouvoir, les démocrates avaient perdu les élections et les États-Unis étaient en plein repli isolationniste.

Entre-temps, les choses avaient beaucoup évolué sur place. Les Britanniques avaient dû réviser à la baisse certains de leurs rêves de grandeur sous la pression de leur opinion publique, qui trouvait que le pays dominait déjà bien assez de territoires comme ça, et surtout réclamait la démobilisation des troupes. De plus, l'administration de ces territoires coûtait cher, et, avec le départ des fonctionnaires ottomans, la tâche était lourde. Ils firent relever leurs troupes par les Français sur la côte syrienne, dans la zone qui leur avait été réservée. Très vite, des incidents éclatèrent avec les troupes chérifiennes qui contrôlaient l'intérieur et à qui la France, protectrice traditionnelle des maronites, apparaissait comme une menace pour leur rêve national. Fayçal était présent à la conférence de la paix, mais il était tenu par les Britanniques, dont il dépendait pour ses subsides ; il demandait un accès à la mer pour le royaume qui lui avait été promis, quitte à accorder une assez large autonomie au Liban. Mais les *lobbies*, français ou libanais de France, poussaient au séparatisme, et on les écoutait[715]. Même le patriarche maronite fit le voyage de Paris pour défendre les intérêts de sa communauté.

On a soutenu que Clemenceau a « acheté » aux Anglo-Saxons l'occupation de la Rhénanie et l'absence de référendum en Alsace-Lorraine (en contradiction totale avec la notion de droit des peuples à disposer d'eux-mêmes) par des concessions en Syrie. Toujours est-il qu'à San Remo il accéda aux demandes de Lloyd George, le premier ministre britannique, concernant Mossoul : cette ville et sa région, initialement incluses dans la zone française, passèrent dans la zone britannique en échange de 25 % des revenus des pétroles de la région[716]. Il renonça également à l'internationalisation de la Palestine et les Britanniques purent y établir leur mandat. Il apparut donc une frontière entre la Palestine et le reste de la Syrie géographique, puis en 1921, nous le verrons, une autre milite à l'intérieur du mandat britannique, alors qu'à cette date les populations arabes locales se sentaient toutes d'abord syriennes : bref, autant que la résistance au sionisme, c'est la coupure des mandats qui a fait naître une identité palestinienne distincte[717] (distincte, s'entend, de l'identité syrienne, de l'identité jordanienne, etc.). Clemenceau conclut aussi un accord avec Fayçal : il lui était proposé de s'installer à Damas, avec des liens privilégiés avec la France. Mais le Hachémite, pris entre les exigences françaises et les maximalistes syriens, demanda que cet accord restât secret. Sur la côte, les Français, en plus des incidents récurrents que les chérifiens utilisaient pour faire pression sur eux, se trouvaient confrontés à une guérilla kémaliste en Cilicie (cf. plus haut) ; or la voie ferrée nécessaire pour rejoindre la Cilicie se trouvait en territoire chérifien, et Fayçal refusait que les Français l'utilisassent. Clemenceau tomba en 1920 et ses successeurs se révélèrent beau-

---

715 Les chambres de commerce et les sociétés de géographie de Lyon et Marseille poussaient en ce sens: Marseille à cause du commerce du Levant, Lyon parce que siège de la primature des Gaules et ville de la soie — le Mont-Liban et la Bekaa étaient à cette époque couverts de mûriers et d'élevages de vers à soie. C'était marginal dans la soie produite à Lyon, mais 98 % de la soie libanaise prenait le chemin de la France : un marché captif intéressant. L'Église catholique aussi fit tout un travail de *lobbying* en faveur des maronites, qui sont des catholiques (uniates).

716 La part française n'aurait probablement pas été supérieure si la France avait reçu Mossoul : la concession, qui datait de l'avant-guerre, était déjà majoritairement britannique. La France récupéra l'ancienne part allemande.

717 Phénomène classique voire banal : pratiquement partout dans le monde colonisé, les sentiments nationaux, c'est-à-dire anticolonialistes, se sont développés dans le cadre des frontières coloniales, même extrêmemnt récentes et complètement artificielles.

coup moins compréhensifs à l'égard des Arabes, bien décidés à appliquer le traité de Sèvres et à installer leur mandat comme ils l'entendaient.

Côté arabe, les dangers s'amoncelaient sur le rêve hachémite : la tentation fut de prendre les Européens de vitesse. En Syrie, les attaques contre les Français continuaient ; en mars 1920, un congrès de la Grande-Syrie (c'est-à-dire de tout le Levant) proclama l'indépendance de ces régions et Fayçal, poussé par les éléments les plus nationalistes de son entourage, se laissa proclamer monarque constitutionnel, ce qui eut le don d'exaspérer Français et Britanniques[718] — les Arabes semblaient en train de leur refaire « le coup de Mustafa Kemâl ». En réalité, les nationalistes étaient divisés, ce qui leur coûta cher : aux bisbilles interconfessionnelles s'ajoutaient les régionalismes — et puis sans doute le nationalisme arabe manquait-ils de relais dans la population, contrairement au kémalismee[719]. En juillet, après des tractations infructueuses et passablement biaisées, le général Gouraud lança un ultimatum à Fayçal, lui demandant notamment de renoncer à son trône, à la conscription, de démobiliser son armée... Fayçal ayant refusé, les troupes françaises marchèrent sur Damas, battirent « glorieusement » les troupes chérifiennes à Khan Meisseloun (ou Maysaloun), entrèrent dans Damas, Alep, Homs et Hama, imposèrent la paix française en Syrie. La pacification dura jusqu'en 1922, car très vite d'autres révoltes éclatèrent en pays alaouite et autour d'Alep, soutenues par les kémalistes — elles déclinèrent dès que le soutien turc leur fit défaut. Il fallut aussi plusieurs années pour imposer l'autorité française aux Bédouins qui nomadisaient dans le désert, d'autant que les frontières n'étaient pas fixées avec les mandats et pays voisins, et que la région n'en avait pas connu depuis des siècles. Or la fixation de ces frontières était très importante du fait justement de la présence de ces nomades, lesquels avaient de longues habitudes de razzias ; ce n'était pas trop gênant tant qu'ils étaient soumis à un seul État, mais, du fait de la division du Moyen-Orient, elles risquaient de dégénérer en incidents diplomatiques à répétition. La fixation des diverses frontières dura jusqu'au milieu des années vingt.

Tandis que les troupes s'employaient à réduire les rébellions, on découpa les territoires sous mandat. La France joua la carte de ses obligés : dès septembre 1920, Gouraud détacha le Liban de la Syrie et l'étendit à l'ensemble des territoires revendiqués par les maronites. Pas plus que dans les autres zones du Moyen-Orient, les populations ne furent consultées. C'est cette décision imbécile qui est à l'origine de l'invraisemblable imbroglio religieux libanais. Dans le Mont-Liban d'avant 1914, les maronites représentaient 80 % de la population ; dans le « Grand-Liban » (nom officiel de la nouvelle entité au début) ils n'étaient plus qu'en majorité relative, soit environ 30 % de la population, et devaient cohabiter avec des grecs-orthodoxes, des catholiques (latins, ou de rite uniate grec ou arménien), des arméniens monophysites (à aux tous les chrétiens étaient 55 %), mais aussi des druzes (7 %), des sunnites (20, 5%) et des chiites (17 %, soit en tout 37,5 % de musulmans contre 20 % en 1914)[720]. Et

---

718 À ce propos, il ne faut pas exagérer les différends entre eux au Levant : ce furent des difficultés qu'ils se créèrent les uns aux autres, des coups d'épingles pour agrandir leurs territoires respectifs, mais il ne fut jamais question d'en venir aux mains entre Puissances — c'était plus de la stratégie indirecte, pousser un client pour gêner l'autre. La proclamation de Fayçal, en risquant d'introduire un motif de discorde réellement grave avec les Français, déplut de ce fait tout autant à Londres qu'à Paris, d'autant qu'il revendiquait aussi la Palestine. Les rancunes interalliées durèrent jusqu'au début des années 1930, puis il fallut serrer les coudes face aux ambitions fascistes et nazies.

719 Parce qu'en 1919 les Turcs étaient le dos au mur, et aussi parce que depuis vingt ans le régime ottoman avait promu une idéologie « turquiste ». Rien de tel au Levant, évidemment.

720 En 1937, on en était à 52 % de chrétiens dont 29 % de maronites, 42 % de musulmans dont 23 % de sunnites et 19 % de chiites, 7 % de druzes. Ce fut le dernier recensement libanais : par la suite, les maronites s'opposèrent toujours à la tenue d'un nouveau recensement qui aurait mis en évidence que les chrétiens ne constituent plus qu'une minorité.

j'en passe : on recense aujourd'hui 17 confessions différentes dans le pays[721]. Hors du Liban, les Français accordèrent également un État distinct aux alaouites (sur ce qui restait de côte entre le Liban et le *sandjak* d'Alexandrette) et un autre aux druzes (au sud, loin du Liban). Le reste forma une Syrie-croupion privée de la Palestine, de la Transjordanie et de l'essentiel de la côte, soit plus de la moitié du territoire de la Syrie géographique ; elle était musulmane à 85 %[722].

Pour les Français, il s'agissait, conformément à la charte du mandat, de favoriser le développement des autonomies et de protéger les minorités dans le cadre du fédéralisme le plus impeccablement démocratique ; il s'agissait surtout de diviser pour mieux régner. C'était déjà anachronique à l'époque, vu que le poids démographique des chrétiens était déjà en train de diminuer : bien sûr, c'était également inacceptable pour les nationalistes syriens que nous verrons apparaître plus bas (d'autant que ceux-ci, élevés dans l'influence des idées françaises et souvent dans les écoles françaises, étaient fort jacobins). De plus, l'administration française en place était en grande partie composée de militaires et de fonctionnaires coloniaux d'Afrique du Nord, qui eurent du mal à abdiquer leurs habitudes d'administration directe. Dans les faits, pendant les premiers temps du mandat, malgré l'institution de divers conseils représentatifs, l'essentiel du pouvoir fut entre les mains des militaires et du haut-commissaire. Les troupes françaises restaient nombreuses dans le pays, et mal acceptées car c'étaient pour la plupart des colonisés, Maghrébins, Malgaches ou Sénégalais — les Syriens et les Libanais étant aussi racistes que n'importe qui à l'époque, la présence de ces plus ou moins Berbères et de ces Nègres était ressentie comme une humiliation. Hormis les maronites qui avaient fait appel aux Français par nécessité, et attendaient maintenant l'indépendance de « leur » Liban, le mandat n'était réellement accepté que par des communautés très minoritaires comme les Arméniens ou les « Tcherkesses », qui craignaient d'être écrasés par la masse de la population arabe si ces régions accédaient à l'indépendance.

En réaction à ce dépeçage, il apparut à Genève, en août 1921, un comité syro-palestinien qui combattait pour la restauration de l'unité du Levant : le président en était un Égyptien chrétien, un disciple de Rachid Rida. Assez vite les Palestiniens s'en retirèrent et il se fâcha avec les hachémites : il devint une affaire syro-libanaise, sous la direction du druze libanais Chakib Arslan. Evidemment, il apparut par la suite différentes dissidences sur lesquelles je passe.

En 1925, le général Sarrail fut nommé haut-commissaire (pour l'ensemble du Levant français) : choix malheureux car c'était un anticlérical fanatique, qui tendait à voir partout la noire dextre des jésuites. Il se mit tout le monde à dos y compris les maronites du Liban. Mais ce fut du *djebel* druze que partit l'étincelle : les militaires, pour « moderniser » cet improbable micro-État montagnard et enclavé, recouraient au travail forcé, et prétendaient briser la féodalité locale. La révolte des druzes éclata en juillet 1925 et s'étendit rapidement, avec l'appui des nationalistes des villes ; Damas se souleva, les Français firent bombarder la ville. Seul le Liban resta à peu près calme, sauf quelques affrontements entre druzes locaux et chrétiens. Finalement, à l'automne, le général Gamelin réussit à ramener le calme, grâce à des moyens impressionnants : chars, automitrailleuses, avions... Les druzes, eux, n'avaient guère que des fusils et des chevaux. L'insécurité régna quand même jusqu'au début 1927, date à laquelle les dernières bandes furent détruites. Les chefs de la révolte passèrent en Transjordanie sous mandat britannique, puis en Arabie Saoudite indépendante[723].

---

721 En revanche, presque tout ce petit monde parle arabe, même s'il reste des Arméniens et des « Tcherkesses » descendants de *muhajirûn*, et si la bourgeoisie de Beyrouth est plus francophone qu'arabophone.

722 Au début, elle était elle-même divisée en un État de Damas et un État d'Alep : en 1925, ils furent réunis en une seule entité, avec le sandjak d'Alexandrette (voyez plus haut en note) qui conservait cependant une autonomie.

723 La révolte des druzes fut, avec celle d'Abd el-Krim au Maroc, la première révolte anticolonialiste à

Passées ces quelques « péripéties », il était devenu évident pour les Français qu'il leur fallait faire quelques concessions, et négocier : ce fut le travail de Henry de Jouvenel, sénateur radical, apprécié de la S.D.N.[724]. Il donna l'autorisation aux Libanais de rédiger eux-mêmes leur constitution, promulguée en mai 1926 : c'était un décalque de la constitution française de la III[e] République, en moins parlementaire mais adaptée aux conditions du lieu, à commencer par le confessionnalisme (explicitement constitutionnalisé à l'article 95). Chaque communauté serait notamment représenté au Sénat[725]. Selon une répartition des principales charges qui, elle, n'était pas constitutionnalisée, le premier président (nommé par les Français) de ce qui s'appelait désormais le Liban était un grec-orthodoxe (c'était la communauté la plus instruite du pays, mais point trop nombreuse : pas question de favoriser l'une des grandes communautés) ; le chef du gouvernement, un maronite ; le président de la Chambre des Députés, un sunnite[726]. Cette répartition des charges changea à plusieurs reprises par la suite mais le principe « une charge pour chaque grande communauté » ne fut jamais remis en cause. En revanche, les Français refusèrent les demandes maronites de transforts de population dans le but de créer des districts homogènes, pour ne pas faire du Liban une espèce de « foyer national chrétien ».

Les années suivantes furent dominées par deux grandes figures maronites opposées : Emile Eddé et Béchara el-Khoury. Il s'agissait d'une lutte entre deux clans mais aussi entre deux projets : Eddé, qui fut premier ministre, était favorable à des liens forts avec la France et à un renforcement de l'identité chrétienne du Liban, quitte à en accepter le rétrécissement géographique, tandis que el-Khoury penchait pour un Liban intégrant ses musulmans et ouvert sur le reste du monde arabe, sans renoncer à son identité particulière. Autre difficulté, l'opposition des druzes et sunnites libanais, furieux d'avoir été coupés de la Syrie et placés sous la domination d'infidèles[727]. Leur adhésion se fit peu à peu, durant le temps du mandat, et sûre en 1943 avec le Pacte national (voyez la partie suivante). Elle vint du fait que les musulmans du Liban pouvaient nourrir un particularisme de « côtiers », et que dans une « grande Syrie » ils auraient été systématiquement relégués aux seconds rôles derrière les politiciens de Damas et des autres villes de l'intérieur ; et aussi de leur adhésion progressive au principe du confessionnalisme, lequel permettait une représentation de chaque communauté, et non, comme tendaient à le faire les Français, à faire deux blocs, l'un chrétien, l'autre musulman.

En Syrie en revanche, les négociations échouèrent. Une Constituante élue en 1928 rédigea une constitution qui ne mentionnait pas le mandat français et réaffirmait son refus de la sécession du Liban ; elle fut dissoute et l'occupant promulgua sa propre constitution, en 1930. Les Français ne parvinrent jamais à renouer le dialogue avec les nationalistes, et les gouvernants locaux, quoique se proclamant nationalistes et souvent en conflit avec Paris, se

---

manier un discours de type occidental, essayant de retourner contre la France ses propres valeurs (humanisme, démocratie), même si sur place la mobilisation s'est faite au nom de la religion. Plus largement, je voudrais faire remarquer que des raisons de la laïcisation à peu près complète du nationalisme arabe à cette génération c'est qu'il fallait se faire entendre des opinions publiques occidentales (et éventuellement des dirigenants soviétiques), de la S.D.N., etc… ; or le discours islamiste n'était pas « respectable », car à cette génération tout le monde en Occident, des droites colonialistes aux marxistes, le considérait comme un archaïsme promis à disparition rapide. Lorsqu'il ressurgit en Iran à la fin des années 1970, les médias occidentaux commencèrent par refuser de le prendre en compte : je me rappelle très bien que *Le Monde*, tout à ses problématiques de guerre froide, l'interprétait en termes de complot communiste.

724 Par ailleurs ex-mari de Colette, nul n'est parfait.

725 Je simplifie beaucoup, ne serait-ce que parce que certaines communautés étaient regroupées sous la rubrique « minoritaires ».

726 La Chambre et le Sénat fusionnèrent dès 1927. En fait, la constitution libanaise a changé une demi-douzaine de fois dans la période, ce qui précède ne concerne que le document initial.

727 Les chiites l'étaient nettement moins : ils échappaient enfin à la domination séculaire des sunnites.

retrouvèrent en difficulté. Les nationalistes plus radicaux, regroupés dans un « Bloc national », saisissaient tous les prétextes possibles pour organiser périodiquement des manifestations, avec défilés, slogans, jets de pierres, rideaux baissés dans les souks : il y eut notamment une grève générale plus ou moins insurrectionnelle début 1936. Les nationalistes syriens réclamaient un traité sur le modèle de celui que les Britanniques avaient conclu avec l'Irak en 1930, qui leur garantirait d'accéder eux aussi, par étapes, à l'indépendance. Mais la France n'avait pas la tradition du *home rule*, c'est-à-dire de l'administration indirecte, encore moins celle d'envisager l'indépendance de ses colonisés. Pourtant, en septembre 1936, les Français ayant été forcés d'engager des négociations après la grève générale, on passa à deux doigts de la signature d'un tel traité, mais l'affaire échoua à cause de divers problèmes (notamment une campagne des milieux colonilisates français exploitant la faiblesse du Front Populaire, mais aussi le problème des minoritaires et celui du sandjak d'Alexandrette). Au total, le Liban et la Syrie passèrent plus de temps sous divers régimes d'exception que sous un régime institutionnel normal…

Des partis nationalistes se structurèrent donc progressivement en Syrie dans les années 1920 et 1930 ; pour l'instant ce n'étaient pas des partis de masse mais essentiellement des syndicats de notables urbains, mais au besoin ils pouvaient mobiliser d'importants secteurs de la population, dans le cadre d'une vie politique toujours très marquée par le clientélisme plus que d'une montée du nationalisme dans le peuple « profond ». Cela dit, partout au Levant le nationalisme arabe se développait, et il commençait à toucher des individus de tous les milieux — parce que l'oppresseur n'était plus le Turc mais le Français ou le Britannique, infiniment plus étrangers ; mais aussi parce que l'enseignement progressait[728] et parce que l'école (y compris francophone ou anglophone) diffusait des idéologies d'origine européenne, or l'Europe de l'entre-deux-guerres était très nationaliste : rien de surprenant à ce que les nationalismes arabes de l'entre-deux-guerres aient été des déclinaisons des nationalismes européens, où la référence à l'islam était de plus en plus discrète (la religion était en cours de marginalisation politique aussi bien dans la Turquie kémaliste que dans la France de la III^{e} République, dans la nouvelle Russie des soviets aussi bien que dans l'Allemagne nazie ; bien entendu, le désir d'unir tous les Arabes par-delà les fractures confessionnelles jouait aussi)[729]. Le premier théoricien de ce nouveau nationalisme arabe laïc fut le Syrien Sati' al-Husri, qui avait étudié à Istanbul et occupé des postes de fonctionnaire ottoman dans les Balkans : autant dire qu'il avait été fortement influencé par les jeunes-turcs, mais aussi par le nationalisme allemand du XIX^{e} siècle. Son idéologie était essentiellement axée sur la langue, car pour lui la prétention à une unité d'origine et de sang des Arabes n'était qu'une chimère[730], et secondai-

728 La France encouragea l'enseignement, en français au Liban et plutôt en arabe en Syrie : dans ce dernier mandat, en 1934 les effectifs de l'enseignement publis dépassèrent ceux du privé. Les Britanniques, eux, avaient la plus grande méfiance pour les Arabes instruits et occidentalisés, qu'ils percevaient comme des déracinés culturels.

729 Ça n'empêchait pas les Français d'agiter, déjà, le spectre du fanatisme musulman.

730 Le courant arabo-islamiste n'avait cependant pas disparu : outre Rachid Rida, H. Laurens cite Chakib Arslan, qui s'était converti à l'islam sunnite. Il signale que celui-ci employait indifféremment « Arabe » pour « musulman ». Plus important : Arslan entra en contact avec des Maghrébins, notamment des Marocains mais par aussi les oulémas algériens ; il influença Messali Hadj (voyez plus bas). Il est l'un des premiers penseurs panarabistes à avoir intégré le Maghreb à son action.

Laurens souligne également l'influence des conceptions orientalistes (à la Renan) sur un autre aspect du nationalisme arabe de l'entre-deux-guerre, ce qu'il appelle le « sémitisme » : l'idée qu'il y a un génie sémite, dont l'islam est la quintessence mais qui lui est bien antérieur. C'est à cette époque que les nationalistes se mirent à revendiquer l'héritage antique de la région tel que les archéologues occidentaux l'avaient fait sortir des sables depuis un siècle : les Assyriens et les Cananéens en Syrie, les Phéniciens au Liban, etc. (il y avait déjà longtemps qu'en Égypte les nationalistes se revendiquaient des pharaons). Il apparut une théorie assez semblable sur le fond à celles en vogue dans la Turquie kémaliste : le berceau originel de la « race sémite » était l'Arabie, qui, depuis le début de l'histoire humaine, projetait régulièrement des vagues de population sur l'ensemble de ce

rement sur l'histoire[731]. Il présentait le nationalisme comme une « foi » nouvelle et rêvait d'un État arabe s'étendant du Golfe Persique à l'Atlantique[732].

Des nationalismes importés d'Europe donc, mais hostiles aux Français et aux Britanniques, et par ailleurs sous l'influence du kémalisme voisin (l'indépendance sauvée *in extremis* par Kemâl avait de quoi faire rêver à Alep ou à Damas !) : d'où des attirances pour le fascisme et le nazisme, ces dernières ne s'expliquant pas seulement par l'antisémitisme dérivé de l'antisionisme[733]. L'Italie surtout était très dynamique dans sa propagande en direction des Arabes, et le nationalisme radical de Mussolini avait de quoi séduire les plus exaltés. On assista ainsi à une floraison de chemises de diverses couleurs et textures : « Chemises Blanches » au Liban, « Chemises de Fer » (ou « d'Acier ») en Syrie[734]… Un exemple assez parlant est celui des Phalanges libanaises (*Kataeb* en arabe, on trouve souvent « la Phalange » au singulier), parti (plus exactement, à l'origine, une espèce de société de gymnastique) fondé en 1936 par Pierre Gemayel[735] comme un parti national pan-libanais et non confessionnel, mais au retour d'un voyage à Berlin... Cette formation paramilitaire devint rapidement le champion musclé des seuls maronites, et plus précisément le relais d'influence de la famille Gemayel[736].

C'est également dans le mandat français, plus précisément en Syrie, qu'apparut le parti Baath ou Baas (« résurrection »), un parti nationaliste panarabe fondé à Antioche en 1934 par un alaouite, Zaki al-Arsouzi (1899-1968), docteur en philosophie (en Sorbonne), et/ou[737] un grec, Michel Aflak (1910-1989), diplômé d'histoire (en Sorbonne lui aussi : on voit qu'il s'agissait d'intellectuels très occidentalisés). Le Baas ne s'organisa réellement qu'à partir de 1944 (son premier congrès date de 1947) mais, à partir de cette date, essaima rapidement dans tout le Levant, notamment en Irak ; en revanche, il n'est jamais parvenu à s'implanter en Égypte ni au Maghreb. Sa devise à prtir de 1946 (« nation arabe une, porteuse d'une mission éternelle ») était imitée de Fichte, l'un des pères du nationalismes allemand au tout début du XIX^{e} siècle. Au départ, comme à peu près tous les autres groupuscules nationalistes arabes le Baas affichait une grande admiration pour les dictatures européennes de droite, notamment

---

qui, plus tard, constitua le monde arabe — bref, l'unité arabe remontait à l'origine de l'humanité, et tous les Sémites étaient des Arabes même s'ils l'ignoraient. Ce courant rejetait les sionistes en expliquant qu'ils étaient des descendants de convertis : les vrais héritiers des Hébreux étaient les Arabes palestiniens.

731 Il n'empêche que l'islam n'était pas bien loin : d'abord parce que l'histoire commune des Arabes était d'abord celle des Arabes, et aussi parce que le panarabisme linguistique insiste beaucoup sur le caractère « miraculeux » de la langue arabe, ce qui est tout de même à l'évidence un héritage de la tradition musulmane. En tout cas, on passait assez facilement au début du XX^{e} siècle, comme en Turquie, à l'idée d'une langue originelle de l'humanité, d'une langue dont la structure exprime la nature même des choses, seule langue « authentique », etc., etc.

732 « En mineur », il y avait déjà chez les penseurs nationalistes le thème de la solidarité entre peuples colonisés, qui annonçait le tiers-mondisme d'après 1945. Le « marché idéologique » se mondialisait à vive allure : Gandhi et bien sûr les bolcheviks intéressaient beaucoup les nationalistes arabes.

733 H. Laurens fait également remarquer qu'au XIX^{e} siècle, l'Italie et l'Allemagne désunies avaient réussi à s'unir : un exemple certainement médité par les Arabes, divisés en une bonne quizaine d'entités indépendantes ou non. Attention, cela dit, à ne pas exagérer l'influence allemande sur le nationalisme arabe (l'Italie fasciste c'est autre chose) : les nazis avaient une presse exécrable chez les plus âgés, et chez tous ceux qui avaient compris qu'Hitler n'était pas seulement hostile aux juifs et que son racisme les concernait aussi.

734 En fait, il s'agissait des Jeunesses du Bloc National, en pleine dérive populiste : l'appellation date de 1936.

735 On prononce « Jmayel », ou « Jemayel » avec un « e » très bref, pas « Jémayel ».

736 Ce parti a prospéré depuis l'indépendance et porte une lourde responsabilité dans la tragédie de la guerre civile de 1975-1989.

737 Les débuts du Baas sont enveloppés de mystère : c'était un groupuscule, et les différents groupes qui s'en sont très vite disputé le *leadership* en ont chacun réécrit l'histoire à leur manière.

l'Allemagne nazie pour son antisémitisme[738]. Il se voulait laïc, mais tenait l'islam pour la plus grande réalisation de la nation arabe.

En Palestine mandataire (c'est-à-dire dans la région qui correspond aujourd'hui à Israël et à la Palestine), les débuts du mandat britannique confirmèrent les pires craintes des Arabes, déjà très inquiets de la déclaration Balfour[739]. Le premier haut commissaire nommé en Palestine, Herbert Samuel, fut un juif anglais[740] favorable aux idées sionistes… Chez les sionistes, il apparut un courant dit « révisionniste » qui trouvait la déclaration Balfour insuffisante, exigeait la constitution d'une armée juive et refusait de renoncer à la partie transjordanienne de la Palestine. Samuel les appuyait, mais les militaires protestèrent qu'ils avaient déjà assez de mal à maintenir l'ordre en Cisjordanie, et il fallait offrir des lots de consolation aux fils du shérif Hussein (voyez plus bas). Finalement, en 1921 la Transjordanie fut détachée de la Palestine : outre que la Palestine cisjordanienne ne mesurait qu'une centaine de kilomètres d'ouest en est, ce qui la rendait difficilement défendable, la perte du désert transjordanien invalidait définitivement la formule « une terre sans peuple pour un peuple sans terre », la côte de Palestine ayant dès cette époque la deuxième densité de population arabe de la région après le Liban.

Des logiques de violence et d'affrontement s'imposèrent immédiatement, et définitivement. Il était bien de cette époque, la plus noire de l'Histoire du monde contemporain, que les sionistes n'aient jamais essayé de s'entendre avec les indigènes, de se faire aimer d'eux, mais uniquement de les contrôler par la force : ce comportement était celui de tous les Européens hors d'Europe. En 1918, Chaïm Weizmann[741] adressa à Lord Balfour le texte suivant qui permet de mesurer la mentalité sioniste : « Les Arabes, qui superficiellement sont intelligents et d'esprit vif, respectent une chose et une seule : le pouvoir et la réussite. […] Les autorités britanniques, […] connaissant comme elles le font la nature traîtresse des Arabes, […] doivent être constamment sur leurs gardes. […] Plus le régime anglais cherche à être juste, plus l'Arabe devient arrogant. […] Les conditions actuelles tendraient nécessairement vers la création d'une Palestine arabe s'il y avait un peuple arabe en Palestine. Elles ne donneront pas ce résultat, parce que le fellah a au moins quatre siècle de retard et que l'effendi […] est malhonnête, sans éducation, avide et aussi peu patriote qu'il est peu efficace ». Ce genre d'argumentaire était exactement celui que mobilisaient les colons d'Algérie ou de Tunisie… On peut également noter que jamais les socialistes juifs n'envisagèrent de mener des luttes conjointes avec les prolétaires arabes : leur nationalisme ethnico-religieux l'emportait sur leur socialisme[742]. Dans ces conditions, il était logique aussi que les Arabes de Palestine réagissent

---

738 Après divers avatars, le Baas, dont l'idéologie a pris une coloration socialisante en 1947 (la mode idéologique avait changé), a été porté au pouvoir par des militaires proches de son idéologie, pour la première fois en 1954 en Syrie (Hafez el-Assad, né en 1930, a dirigé le pays de 1970 à sa mort en juillet 2000 ; son fils Bachir lui a succédé depuis) et en 1963 en Irak. [Depuis 1968 en fait (1979 en droit) et jusquen 2003, Saddam Hussein al-Takriti a dirigé le régime baassiste irakien.] Mais entretemps le Baas s'était scindé en deux branches qui se haïssent (la branche syrienne s'affiche plus nettement socialiste, certains à l'étranger la qualifiaient de marxiste à l'époque de la guerre froide), et son panarabisme n'est plus que de principe : il est devenu, au contraire, le premier vecteur du nationalisme syrien et était celui du nationalisme irakien avant que l'intervention américaine de 2003 ne le chasse du pouvoir.

739 Les frontières de la Palestine avaient été fixées en février-mars 1920, en référence à des lieux bibliques en réalité assez mal situés sur la carte, notamment en Galilée : les sionites en furent d'ailleurs mécontents. L'important est que les Occidentaux avaient intériorisé le mythe d'une continuité, voire d'une identité entre juifs et Hébreux ; cependant les Français avaient tenté de défendre les droits des Arabes.

740 C'est le premier juif non converti à être devenu ministre dans ce pays.

741 Futur premier président d'Israël, il était né en Biélorussie mais s'était installé en Grande-Bretagne en 1904. Il avait été l'un des inspirateurs de la déclaration Balfour.

742 On retrouve les mêmes phénomènes dans la gauche algérienne, communistes compris, jusque très tard

violemment à une entreprise de colonisation qui se traduisait par le vol de leurs terres et leur marginalisation sur leur propre terre ; et prévisible, quoique catastrophique, que cette résistance s'accompagnât, dans les pays et mandats arabes de la région, d'une vague d'antisémitisme sans précédent dans l'histoire.

Il faut dire que tous les juifs ressentaient une angoisse redoublée de la situation en Europe. Dans les années 1920 l'Allemagne fut balayée par une vague d'hystérie antisémite d'une violence sans précédent, dont le principal porte-parole arriva au pouvoir en janvier 1933 — on ne mesurait pas la portée des projets de Hitler, et ce qu'il fit à partir de janvier 1942 était littéralement impensable auparavant ; mais ce qu'il fit dans les années 1930 était largement suffisant pour affoler les juifs. Dans toute l'Europe centrale fleurissaient des dictatures antisémites, certaines plus encore en apparence que les nazis ; même celles qui ne l'étaient pas au départ, comme celle de Mussolini en Italie, finirent par le devenir. En France, une extrême-droite raciste semblait proche de renverser la vieille « Gueuse »[743] épuisée ; en Belgique et aux Pays-Bas, les choses n'allaient guère mieux ; même au Royaume-Uni et en Scandinavie, la voix des antisémites était de plus en plus audible. En U.R.S.S., les juifs qui avaient cru dans le communisme, et avaient joué un rôle majeur dans la révolution bolchevique, commençaient à être marginalisés, voire persécutés, par Staline (pas pour l'instant en tant que juifs, mais souvent en tant que trotskystes). Bref, la catastrophe était à peu près générale ; ceux des juifs qui n'envisageaient pas d'émigrer sur le continent américain, non touché par ces dérives mais qui pouvait l'être un jour[744], n'avaient plus d'autre espoir qu'en le sionisme. Mais, pour les Arabes, cet espoir signifiait un désastre.

Les colons sionistes étaient de plus en plus nombreux[745] et continuaient à grignoter les terres des Arabes ; en réaction peut-être inconsciente, ceux-ci avaient déjà à l'époque le taux de natalité le plus élevé du monde (plus de 60 ‰). On passa de 560.000 Arabes en 1922 à 900.000 en 1937 (les musulmans progressant plus vite que les chrétiens) ; les juifs étaient toujours concentrés en ville (à 86 % en 1914, 75 % en 1944). Dans les années 1930 l'immigration sioniste s'accéléra, d'autant plus que les États-Unis avaient fermé leurs portes à l'immigration centre-européenne depuis les lois des quotas (1921 et 1924). Jusqu'en 1938, les dirigeants nazis avaint pour ambition de vider l'Allemagne de ses juifs mais sans forcméent les exterminer : ils étaient donc favorables au sionisme, et signèrent plusieurs accords de transfert avec les autorités juives de Palestine C'est ansi que plus de 40.000 juifs émigrèrent en Palestine en 1934, puis de 60.000 en 1935. Par ailleurs, en 1935, un oléoduc relia l'Irak à Haïfa : ce port devint un centre industriel important, et la Palestine, une pièce majeure dans le « grand jeu » pétrolier. Tout ceci faisait de la Palestine une zone assez prospère, au grand désespoir des Arabes qui la sentaient leur échapper.

Par ailleurs le sionisme s'institutionnalisa, grâce à l'appui des Britanniques (et même si évidemment les sionistes trouvaient cet appui insuffisant). En 1929, l'Organisaton Sioniste Mondiale devint l'Agence Juive, dont le directeur, à partir de 1935, fut David Ben Gourion, et qui, dans les années 1930, évolua en un quasi-gouvernement. Ben Gourion fut également le dirigeant du syndicat sioniste, le Hisdrahout, de 1929 à 1935. Les courants socialistes dominaient toujours la scène politique avec le *Mapaï* ou Parti Travailliste, le parti de Ben Gourion ; mais les *kibboutzim* commençaient à se marginaliser dans l'économie de la région. Les sionistes élurent un Parlement et un Comité National, qui les représentaient auprès des Britanniques ; déjà, la vie politique sioniste était impeccablement démocratique, à ceci près qu'elle

---

dans l'histoire de l'Algérie française.

743 La III^e^ République, pour ses ennemis de droite.

744 Les États-Unis abritaient quand même, entre autres, Henry Ford, qui mit une partie de son immense fortune au service de la propagande antisémite.

745 Il y eut entre 5.000 et 10.000 aliyas par an dans les années 1920, avec une pointe en 1925 (33.000) à cause de mesures antisémites en Pologne. Mais la majorité des émigrants repartaient, déçus.

excluait complètement les indigènes (comme en Algérie ou en Afrique du sud). Les sionistes avaient aussi leur milice, la Haganah, qui, pour le coup, n'était pas bien vue des Britanniques. L'immigration juive en Palestine s'accéléra : en 1938, il y avait 410.000 colons, soit 29 % de la population d'une région désormais amputée de la Transjordanie (voyez plus bas — le chiffre n'est donc pas exactement comparable à ceux d'avant 1920). Certains déjà avaient fait souche sur place[746].

Des troubles éclatèrent en mars-avril 1920 (un raid parti de Syrie sur les colonies juives de Galilée, puis des débordements anti-juifs lors du pèlerinage de Nabi Musa — le Prophète Moïse — à Jérusalem), puis d'autres, plus graves, à Jaffa en 1921 : attaques de colonies juives, pillages, meurtres (il y eut 47 victimes juives et 48 victimes arabes). Le *leadership* de la résistance arabe était disputé entre deux grandes familles, les Husseini et les Nachachibi ; les seconds étant plus favorables au mandat et aux Hachémites. Les Husseini, plus intransigeants, contrôlaient le poste de *mufti* (juge ecclésiastique) de Jérusalem ; les Nachachibi, celui de maire de la même ville. Une dimension de cette résistance était toujours panarabe, avec notamment la fondation à Jérusalem, en 1931, d'un parti appelé *Istiqlâl* (« Indépendance »), qui insistait sur l'unité de la nation arabe et le refus de toute forme de colonisation.

De nouveaux affrontements eurent lieu en 1928-1929 autour du Mur des Lamentations à Jérusalem. Ce mur est tout ce qui reste du Second Temple (il s'agit en fait de l'une de ses fondations) ; après 135, c'était le seul lieu de Palestine où les juifs avaient conservé le droit de prier, et de ce fait, même si le judaïsme avait renoncé au Temple, c'était un lieu saint entre tous, un lieu où s'exprimait la continuité spirituelle entre le judaïsme moderne et le monde de l'Ancien Testament. Pour les sionistes, c'est l'un des lieux sacrés d'*Eretz Israël*, l'une des preuves de leur bon droit à s'emparer de cette terre. Le problème, c'est que sur la colline que borde le mur, « le Mont du Temple » pour les Juifs et « l'esplanade des Mosquées » pour les musulmans, ces derniers ont construit au Moyen Âge deux mosquées, al-Aksa et le Dôme du Rocher. L'une, je ne sais laquelle, est associée à l'ascension mystique de Mahomet que nous avons commentée ensemble en hypokhâgne et qui, selon les traditions musulmanes, est censée en être partie : il s'agit donc de l'un des lieux les plus saints de l'islam. À cette époque l'ensemble, y compris le mur, constituait un *waqf*, c'est-à-dire une fondation pieuse musulmane inaliénable, gérée par une association de croyants. Les juifs pouvaient y accéder sous certaines conditions (ils n'avaient pas le droit d'y amener d'autres meubles que pliants, ils n'avaient droit qu'à quelques lampes...) qu'ils ne respectèrent pas : la tension se focalisa sur un paravent de séparation entre hommes et femmes qu'ils avaient apporté, ce qui entraîna rixes, bagarres, manifestations, descentes de police... Chaude ambiance, d'autant que l'intervention de la police eut lieu le jour de la fête juive de Roschachana, et que les Arabes réaffirmèrent leur propriété sur le Mur en le surélevant de cinq rangs de pierres (normalement on ne touchait pas au monument d'origine, mais cette partie avait été élevée par les Arabes au Moyen Âge, donc ils considéraient pouvoir le faire). « Je sais, on a l'impression d'une dispute de square pour une pelle et un râteau, mais ce fut une dispute qui fit des morts[747], et elle n'était que l'indice d'une tension extrême et d'une impasse complète » (Th. Richard).

Après ces rixes, le gouvernement britannique fit publier un « Livre Blanc » (le deuxième, il y en avait eu un premier en 1922) qui marquait une évolution de la position de Londres dans un sens plus favorable aux Arabes : la levée de boucliers fut telle parmi les sionistes, à a Chambre des Communes et aux États-Unis, que le premier ministre, le travailliste McDonald, très embêté, écrivit une longue lettre au président de l'Agence Juive, où il donnait une interprétation du Livre Blanc telle que celui-ci se trouvait vidé de son sens, et que la

---

746 Un juif né en Terre Sainte s'appelle un *sabra*.

747 133 juifs (pas seulement à Jérusalem : à Hébron aussi) et 116 Arabes, en août 1929. La répression subséquente frappa essentiellement les Arabes.

situation précédente se trouvait reconduite. De plus en plus les Arabes, qui déjà trouvait le Livre Blanc insuffisant, refusaient toute collaboration avec les Britanniques pour protester contre la situation qui leur était faite dans leur propre pays ; ils cherchaient à s'unir malgré les exécrations réciproques de leurs chefs.

D'avril à octobre 1936, une interminable grève générale des Arabes, animée par les radicaux de l'*Istiqlâl*, paralysa toute la Palestine tandis que des bandes de plus en plus organisées s'en prenaient aux colonies juives, bien sûr, mais aussi aux troupes et aux fonctionnaires britanniques. Une vague d'attentats, de fusillades, de coups de mains déferla sur la Palestine. Ce à quoi les Anglais répondirent par des arrestations, des pendaisons, l'utilisation de boucliers humains, le mitraillage des insurgés par avion…[748] Les insurgés firent appel aux pays arabes déjà (semi-)indépendants, ce qui permit en fin de compte de négocier la fin de la grève, mais pas vraiment de mettre fin aux troubles. Ce fut à cette époque (en 1931) qu'apparut l'*Irgoun*, organe secret d'autodéfense des juifs révisionnistes, plus radical que la Haganah. Ce furent ces groupes d'autodéfense (terroristes à l'occasion) qui formèrent après-guerre le noyau de l'armée israélienne, ce qui contribua à lui donner son esprit : fondement nationaliste, point trop crispé sur la discipline, mais particulièrement âpre face à la moindre menace. La plupart des politiciens d'après-guerre ont fait partie à un moment ou à un autre de l'une de ces organisations : Shimon Peres, Itzhak Shamir, Itzhak Rabin, et bien sûr Moshe Dayan, qui s'engagea dans l'armée britannique pendant la guerre mondiale.

Il y eut un moment d'accalmie relative l'année suivante, durant lequel les Britanniques envoyèrent des commissions d'enquête afin de déterminer l'origine des troubles. Le *statu quo* étant intenable, deux solutions se présentaient : soit un grand royaume de Palestine et de Transjordanie sous le sceptre d'Abdallah (qui en rêvait depuis 1920 — voyez plus bas), où les droits des juifs seraient garantis : mais cela, personne n'en voulait sur place, ni les juifs bien sûr, ni même les Arabes sédentaires de Palestine (la majorité) qui ne voulaient pas être soumis aux bédouins (majoritaires) d'outre-Jourdain. L'autre solution était celle du partage de la Palestine entre les deux communautés. Il y eut un plan en ce sens, le plan Peel. Il annonçait celui de 1947, en plus favorable aux Arabes : le nord-ouest de la Palestine était dévolu aux juifs, la région de Jérusalem avec un corridor jusqu'à la mer constituait un mandat anglais résiduel séparant les deux États ; le reste du territoire constituait l'État arabe. Les juifs acceptèrent en traînant les pieds, partagés entre ceux qui voyaient enfin se réaliser leur rêve d'un État juif (plus petit que prévu, mais dans leur esprit ce n'était qu'un début) et les révisionnistes qui voulaient toute la Palestine et au-delà. Quant aux Arabes, considérant que toute la Palestine était leur pays et qu'il n'était pas question d'en céder un arpent, ils refusèrent catégoriquement, sauf les Nachachibi, alliés d'Abdallah et les plus proches des Britanniques, qui acceptèrent à contrecœur. De fait, ce partage était inégalitaire : il laissait les régions les plus riches aux juifs (qui les avaient enrichies, certes, et qui devraient payer une indemnité annuelle à l'État arabe) et il ne pouvait se faire qu'au prix de déplacements de population, nécessairement défavorables aux Arabes, (il était question d'échanger 250.000 Arabes contre 1.250 juifs !).

En conséquence, les troubles reprirent, sur le fond d'une agitation antisioniste qui commençait à gagner l'ensemble du monde musulman, à la gande inquiétude des Français et des Britanniques. En 1938, les insurgés palestiniens parvinrent même à se rendre maîtres de certains centre-villes, un bref moment. Contre eux combattaient les Britanniques, les com-

---

748 Sur l'ambiance de ces années, voyez la première version, non édulcorée, de *Tintin au pays de l'or noir*. Ce fut alors qu'apparut la notion de *fedayin* (« hommes du sacrifice »). Sur un plan plus anecdotique, c'est à cette grande révolte palestinienne que remonte l'identification du *keffieh* comme symbole de la lutte nationale palestinienne : c'était la coiffure des paysans (les urbains portaient le *tarbouche* ou fez) et la révolte fut essentiellement celle des paysans chassés de leur terres, Il s'imposa d'autant mieux que les urbains l'adoptèrent de façon à ce que les insurgés qui se glissaient dans les villes passassent inaperçus dans la foule.

mandos des organes d'autodéfense juifs, et jusqu'à des Arabes pro-Britanniques, clients des Nachachibi : aux charmes de la guerre intercommunautaire s'ajoutaient ceux de la guerre civile[749]. Cette révolte est extrêmement importante en ce qu'elle constitue le premier grand moment du nationalisme palestinien, d'où découle, à travers de multiples avatars, celui des années 1950-1980 : Yasser Arafat, né en 1930, était petit garçon à l'époque, et tout cela l'a profondément marqué. Le chef de la révolte fut le grand mufti de Jérusalem, Hadj Amin al-Husseini[750], qui, lorsque les Britanniques reprirent l'offensive, parvint à se réfugier sur l'esplanade des Mosquées, puis de là à passer au Liban où il fut placé en résidence surveillée par les Français. Durant toute cette époque, puis pendant et après la guerre mondiale, il fut le chef de file des Palestiniens dans leur combat pour leur terre.

L'approche de la guerre conduisit les Britanniques à réviser leur politique en Palestine, pour y obtenir un minimum de calme. Ce fut le troisième Livre Blanc, celui de 1939, radicalement différent des deux premiers en ce qu'il était favorable aux Arabes, nettement cette fois-ci : les ventes de terres aux colons sionistes étaient interdites (à cette époque, les colons s'étaient déjà approprié un tiers des terres cultivées) ; l'immigration juive était limitée à 75.000 personnes par an pour les cinq années suivantes, puis devait s'arrêter ; dans les dix ans, la Palestine arabe devait obtenir son indépendance, avec des garanties pour les colons sionistes. Les juifs ne pouvaient rien dire : ils n'avaient personne vers qui se tourner, forcés qu'ils étaient de lier leur destin à l'Angleterre ; les Arabes, qui trouvaient ces propositions insuffisantes, se les virent en fait imposer. De toute façon, la guerre fit que toutes ces questions passèrent sous le boisseau. Mais elles ne furent pas oubliées.

En 1921, de l'autre côté du Jourdain, sur un territoire peuplé en bonne partie de bédouins, les Britanniques créèrent de toutes pièces un « émirat de Transjordanie »[751] et installèrent sur son trône le frère de Fayçal (et donc le fils du chérif Hussein), Abdallah. Ce minuscule territoire (225.000 habitants) était un lot de consolation pour les Hachémites qui s'étaient fait expulser de La Mecque par Ibn Séoud en 1919 (voyez plus bas) ; il s'agissait aussi de retirer les territoires transjordaniens de l'espace offert à la colonisation sioniste, afin de calmer un peu les Arabes. Abdallah n'était pas très satisfait de son lot, car Amman n'était qu'une bourgade de 5.000 habitants, mais c'était mieux que rien, et puis cela lui permettait de garder un œil sur la Palestine : il espérait bien la réunir un jour à son royaume — ce qui le rendit plus compréhensif à l'égard des sionistes. La Transjordanie. région rurale et sans personnalité affirmée, demeura calme et obtint une belle constitution en 1928, puis son indépendance, sans heurts, en 1946.

Fayçal, expulsé de Damas par les Français, reçut des Britanniques en 1921 (à l'initiative du ministre des Colonies, Winston Churchill), un autre lot de consolation : l'Irak. Ces deux trônes hachémites étaient tout ce qui restait du « grand royaume arabe » promis… Fayçal arriva donc dans les fourgons d'une armée d'occupation ; de plus, la majorité du pays était (et est toujours) chiite quand lui était sunnite. Ses soutiens naturels étaient des plus réduits : les Arabes sunnites, essentiellement urbains et déjà touchés par l'idée nationale. Jusqu'en 1924-1925, la Grande-Bretagne arriva à « tenir » les Irakiens par le chantage à Mos-

749 De même, les Palestiniens deuzes refusèrent de s'engager dans la révolte, ce qui leur valut des ennuis. Ils sont toujours aujourd'hui les alliés des sionistes.

750 Arafat, de son vrai nom Mohammed Arafat al-Qudwa al-Husseini, appartenait à sa famille.

751 Il s'agit de l'actuelle Jordanie : le pays est devenu un royaume à l'indépendance (1946) et a changé de nom en 1950 après avoir annexé la partie de la Palestine dont Israël ne s'était pas emparée (l'actuelle Cisjordanie). À la fin des années 1980 il a renoncé à ces territoires (occupés par Israël depuis 1967) et se trouve donc de nouveau réduit aux territoires « trans- »jordaniens, mais n'a pas re-changé de nom. C'est le seul pays où la dynastie hachémite est encore au pouvoir (2010).

soul[752] : cette région riche en pétrole avait été attribuée à l'Irak, mais la Turquie la réclamait bruyamment (la population, elle, est essentiellement kurde, avec des minorités arabes, turque, et aussi chaldéenne et yézidie[753]). Finalement, la S.D.N. confia la région à l'Irak. On arriva ainsi à ce monstre qu'est l'Irak contemporain : en gros kurde et sunnite au nord, arabe et sunnite au centre, arabe et chiite au sud (et sans aucune unité historique même si la zone fluviale correspond à l'ancienne Mésopotamie). Depuis cette époque, ce sont quasiment toujours les Arabes sunnites qui ont dirigé le pays.

L'Irak, où l'exploitation pétrolière commença en 1927, obtint son indépendance en 1930 (huit ans après l'Égypte, voyez plus bas) et entra à la S.D.N. en 1932, mais les Britanniques conservaient la haute main sur les pétroles, deux bases militaires et la libre disposition du teritoire irakien en cas de guerre ; les experts étrangers devaient obligatoirement être des Britanniques[754]. Cet Irak semi-indépendant fonctionna assez mal : régime monarchique autoritaire, révoltes des Kurdes, des yézidis, des chiites du sud et des assyriens ou chaldéens — ces derniers étaient en grande partie des réfugiés de Turquie, de langue kurde, auxquels les Britanniques avaient également promis un foyer « national », avec cette furieuse tendance des Européens de la fin du XIX^{e} siècle et du début du XX^{e} à confondre communautés religieuses et nations, même lorsque elles-mêmes ne faisaient pas la confusion. Ils furent écrasés, certains se réfugièrent en Syrie (il y eut des projets de les réinstaller… au Brésil !) ; la plupart s'intégrèrent à la société irakienne.

L'Irak se posait en champion du nationalisme arabe et avait tendance à se prendre pour la Prusse ou le Piémont de la future unité arabe. L'armée fit un coup d'État en 1936, mais le général putschiste, qui avait Kemal pour modèle, fut assassiné l'année suivante et tout rentra dans l'ordre… jusqu'à un nouveau coup d'État en 1941, mené par un groupe d'officiers pro-allemands — un choix dû, à l'époque, non tant à l'antisionisme qu'à l'hostilité aux Britanniques, qui continuaient à tirer les ficelles de la vie politique locale, et au prestige du modèle des dictatures européennes, très populaires parmi les nationalistes arabes — la Turquie kémaliste leur étant d'ailleurs assimilée. Les Britanniques intervinrent militairement avec l'aide de leurs troupes de Transjordanie : ce fut à cette occasion, les putschistes ayant demandé l'aide

---

752 Comme en Syrie, il y eut une révolte en 1920, surtout en Irak central.

753 Ou yazidis, ou *dawasin*, ou *dasnayye* ; pour les musulmans ce sont des « adorateurs du diable ». C'est l'une de ces communautés d'origine monothéiste, mais très divergentes, dont la région a le secret, et que j'avais oublié de mentionner dans la présentation initiale. Comme les druzes, ce sont sans doute à l'origine des chiites ismaéliens. Leur doctrine est fortement marqué par un dualisme (sans doute d'origine manichéenne) qui les pousse à considérer le Diable comme l'égal de Dieu, et à tenter de se le concilier. J'ajoute qu'il le baptisent « l'ange Paon » et qu'ils pensent qu'il a élu domicile dans une laitue (une croyance d'origine manichéenne, apparemment). Ils seraient environ 100.000 (fin des années 1990, mais ces communautés ont beaucoup souffert des convulsions que l'Irak connaît depuis 1990), essentiellement de langue kurde.

754 Les Britanniques et l'Empire anglais se préparèrent aux indépendances dès l'entre-deux-guerres : au Moyen-Orient, Londres abandonna progressivement la vision territoriale de la région pour une vision sous forme de réseaux constitués de routes maritimes, terrestres, d'oléoducs, et s'intéressa avant tout, sauf en Palestine, à la « sécurité des voies impériales de communication ». Ainsi la la Jordanie possède une espèce de bras qui, en plein désert, part vers l'Irak, entre Syrie (française) et Arabie saoudite (indépendante et sous influence américaine) : cela correspond à l'oléoduc construit dans les années 1930 et à la voie aérienne qui menait alors en direction de l'Inde ! La grande nouveauté, d'un point de vue stratégique, était effectivement constituée par le réseau des aéroports. Dès 1919, les Britanniques s'étaient aperçus que le contrôle intégral de terrtioires coûtait cher — à cette date, 1 million de soldats environ étaient mobilisés dans l'ensemble de l'Empire, la percluse Albio n'en avait tout simplement plus les myoens. Contrôler les aéroports pouvait suffire : c'est pourquoi, en Irak comme en Égypte, Londres concéda l'indépendance tout en conservant le contrôle des bases aériennes (et navales). Il reste aujourd'hui une trace étrange, assez anachronique, de cette politique en Méditerranée, poursuivie après 1945 : Londres possède encore deux grandes bases militaires à Chypre, île indépendande depuis 1960 : c'est un « territoire britannique d'outre-mer », autrement dit ce n'est pas juridiquement un territoire chypriote.

allemande, que le régime de Vichy autorisa les Allemands à utiliser les aéroports de Syrie et du Liban (voyez le cours sur la France, aux chapitres 13 et 14).

Pour être tout à fait complet sur les marges proche-orientales de votre programme, il me faut évoquer brièvement les événements d'Arabie[755]. En 1914, Ibn Sa'ûd dominait donc le Najd, et il venait de s'ouvrir une fenêtre sur la côte entre Koweït et Bahrein : en 1915, les Britanniques lui reconnurent la possession de ces territoires, avec le titre d'émir du Najd. Il en profita pour renforcer son autorité sur les tribus d'Arabie centrale. Fin 1918, un conflit éclata avec les Hachémites à propos d'un village qui venait d'adopter le wahhabisme et de demander son rattachement au Najd. Les troupes d'Hussein furent rapidement en difficulté[756], mais les Britanniques menacèrent d'intervenir et les choses en restèrent là ; cependant Londres avait pris bonne note de la faiblesse de Hussein, et certains proposaient déjà de « changer de cheval » en Arabie. Ibn Sa'ûd se proclama sultan d'Arabie centrale en 1921 ; il refusa de reconnaître les deux royaumes hachémites, ainsi que le pouvoir de Hussein, qui était toujours émir du Hijaz. C'est en 1922 que les compagnies pétrolières américaines firent leur apparition dans la région, d'abord au Yémen où elles ne trouvèrent pas de pétrole ; elles prirent contact avec Ibn Sa'ûd à la fin de l'année, profitant de tensions avec les Britanniques au sujet de la délimitation de la frontière nord de ses domaines.

Lorsque Hussein commit l'erreur de se proclamer calife au lendemain de l'abolition du califat par Mustafâ Kemâl (1924), Ibn Sa'ûd décida que le moment était venu de s'emparer des Lieux Saints, au nom d'un islam authentique. Il était en position de force : Hussein, qui n'était chérif du hijaz que depuis 1908, n'avait pas d'implantation locale très ancienne ; les Britanniques, en train de réviser à la baisse leurs projets coloniaux dans la région, étaient en train de le lâcher franchement car il se refusait obstinément à reconnaître le partage colonial du Levant (et l'indépendance du Najd)[757] ; et puis, de longue date, le wahhabisme travaillait les Arabes du Hijaz. En 1924-1925, Ibn Sa'ûd conquit l'ensemble du Hijaz ; Hussein abdiqua en octobre 1924. Ibn Sa'ûd se proclama roi du Hijaz et réunit un grand congrès pour régler les questions relatives au pèlerinages (il y avait des tensions entre les wahhabites et les autres, du fait des destructions de mausolées de marabouts et autres actes du même genre auxquels les wahhabites s'étaient livrés) : les autres musulmans furent bien obligés de prendre acte de la nouvelle puissance du wahhabisme, qu'ils tenaient en lisière depuis plus d'un siècle.

D'autres négociations s'ensuivirent avec les Britanniques. En mai 1927, le nouvel État se vit reconnaître une complète indépendance et prit, en 1932, le nom d'Arabie saoudite[758]. Remarquez, en regardant une carte, que toute la côte sud-orientale de l'Arabie lui échappait, ainsi que les émirats sous protectorats britanniques de la côte du Golfe Persique (qu'on appelait à l'époque la « Côte de la Trève » après l'avoir longtemps appelée la « Côte des Pirates »).

Sa'ûd entreprit, dès les premières années, une politique originale[759] d'introduction progressive de la modernité technique dans le respect le plus strict des règles de l'islam wahha-

---

755 Je fais l'impasse sur un certain nombre d'acteurs mineurs de ce que je m'apprête à raconter, des pouvoirs régionaux qui se trouvèrent broyés par l'affrontement entre les Sa'ûd et les Hachémites ; ainsi que sur les tentatives d'Ibn Sa'ûd de s'emparer de la Transjordanie.

756 Les guerriers saoudiens s'appelaient les *ikhwan* : c'étaient en principe les membres d'une confrérie wahhabite, créée par Ibn Sa'ûd vers 1913.

757 Lors d'une conférence en décembre 1923, le consul britannique à Djeddah le traita de « cheikh arabe fourbe, menteur, crédule, soupçonneux, obstiné, vain, prétentieux, ignorant, cupide et cruel ». Londres interdit à ses propres fils de lui porter secours !

758 À cette date, toute distinction territoriale disparut entre le Najd (le désert bédouin) et le Hijaz, région où les sédentaires étaient majoritaires. Ils eurent du mal à passer sous l'autorité de bédouins.

759 Pour l'époque : elle annonce celle suivie en Iran depuis 1979, même si le régime saoudien n'est pas à

bite, et sans aucun bouleversement social. Il sut gérer les Lieux Saints et les pèlerinages avec intelligence, sans jamais se fâcher trop ouvertement avec aucun grand pays musulman[760], et tirer des bénéfices de cette position prestigieuse — l'islam wahhabite, marginal en 1920, est aujourd'hui en pleine expansion dans le monde entier, les pétrodollars aidant. Il faut dire que Sa'ûd eut de la chance : la prospection pétrolière, lancée en 1930, donna des résultats positifs dès 1932 sur la côte de Bahrein (aujourd'hui entre le pays du même nom et le Koweït). L'année suivante, un contrat de concession fut signé avec une filiale de la Stantard Oil of California et de la Texaco : les premiers puits entrèrent en exploitation en 1938 et l'exploitation commerciale proprement dite commença en 1939. Ibn Sa'ûd régna jusqu'à sa mort en 1953.

D) L'Égypte dans l'entre-deux-guerres.

En 1914, les Britanniques avaient proclamé l'indépendance vis-à-vis d'Istanbul (mais pas mis fin à leur protectorat[761]), et convoqué une assemblée consultative en partie élue (au suffrage indirect). Le vice-président en fut Saad Zaghlul, disciple de Lufti al-Sayyid et membre de son parti (le Hizb al-Umma) : il se mit à faire office de porte-parole de l'opposition nationaliste. En novembre 1918, il forma une délégation (*wafd*) pour essayer de négocier avec le haut-commissaire, sans succès : mais la « délégation » se transforma progressivement en un véritable parti nationaliste qui hérita de son nom. Saad Zaghlul et ses principaux lieutenants furent arrêtés et déportés à Malte en mars 1919, ce qui provoqua une vague d'émeutes, parfois baptisées « révolution de 1919 ». Il y eut un millier de morts, sans que l'agitation cessât réellement. Il apparut aussi des mouvances socialistes, notamment, en 1919, un Parti Démocratique Égyptien, et, en 1922, un syndicat, la C.G.T.[762]

Assez vite, les Britanniques comprirent qu'il leur fallait lâcher du lest : en 1922, ils renoncèrent à leur protectorat et accordèrent à l'Égypte, 8 ans avant l'Iraq, un régime de semi-indépendance. L'ancien protecteur se réservait cependant la défense des communications avec l'Empire (dont le canal de Suez évidemment), la défense militaire du pays en cas d'invasion et la protection des étrangers et des minorités ; enfin le Soudan continuait à constituer un « condominium anglo-égyptien », administré en pratique par les seuls Britanniques. Il y eut évidemment des tensions incessantes entre Londres et Le Caire sur ces quatre points. Le sultan Fouad prit le titre de roi[763] et, l'année suivante (1923), accepta de promulguer une constitution

---

proprement parler un régime islamiste — en tout cas, ce n'est pas une théocratie : les imams (guides de la prière) et les oulémas (juristes) wahhabites respectent la monarchie, laquelle tient fermement en main le pays ; les affaires de la monarchie ne regardent pas les religieux tant que le régime défend l'islam. Et cette monarchie ne se fonde pas sur une légitimité coranique mais sur les traditions bédouines locales… Voyez dans la note sur l'islamisme, un peu plus bas, en quoi cela diffère d'un programme islamiste.

760 Sauf l'Iran juste après la révolution de 1979.

761 Le « consul » britannique devint un « haut-commissaire » chargé du protectorat. Pendant qu'on y était, le khédive prit le titre de sultan.

762 Sur le plan des relations franco-britanniques en Égypte, la guéguerre culturelle s'accentua, Londres étant passée à l'offensive : la création en 1934 du *British Council* (l'équivalent du réseau des Alliances Françaises, qui date de 1883) montre que les Britanniques avaient compris la nécessité de l'action culturelle, et la première antenne à ouvrir hors de Grande-Bretagne fut celle du Caire. Les Français avaient une longueur d'avance : outre une Alliance Française, ils avaient de nombreux établissements d'enseignement. Cela n'empêcha pas le déclin du français, mais plutôt après 1945, et plutôt à cause de la superpuissance américaine que des aigreurs britanniques.

763 Comme tous les monarques arabes sauf ceux de la côte du Golfe persique l'ont fait à l'indépendance : il s'agissait de renforcer leur légitimité vis-à-vis de l'Occident, puisqu'à la différence des titres comme sultan, émir, shérif, etc. le titre de roi (*malik* en arabe) existe aussi bien en Orient qu'en Occident.

inspirée de celle de la Belgique (celle de l'époque, donc sans trace de fédéralisme — ni de confessionnalisme)[764].

Le *wafd* remporta une victoire écrasante aux premières législatives, en 1924 ; mais dès l'année suivante le roi, qui n'avait accepté la constitution que du bout des lèvres et voulait gouverner, l'éloigna du pouvoir. Il tenta même de se faire reconnaître calife après 1924, mais le congrès qu'il convoqua en 1926 à l'université El-Azhar fut un échec et le *wafd* remporta de nouveau les élection des 1925, sur fond de pressions des Britanniques qui n'aimaient pas son chef, Saad Zaghlul. Pendant toute cette période d'extrême instabilité politique, on vit les Britaniques intervenir ouvertement dans les conflits politiques entre Égyptiens.

Pendant ce temps, d'autres courants idéologiques apparaissaient, certains, comme partout dans la région, fascinés par le fascisme, notamment le groupe *Jeune-Égypte* d'Ahmad Hussein (apparu en 1929 ou 1933 selon les manuels), qui arborait des chemises vertes et dont le slogan était : « Dieu, la patrie, le Roi ». Un adolescent du nom de Gamal Abdel Nasser y milita. Même le *wafd* se dota en 1935 d'une milice paramilitaire, les Chemises Bleues.

Surtout, il apparut en 1927 ou 1928 un mouvement qui allait être l'un des grands ancêtres de l'islamisme[765] contemporain : la Société des Frères Musulmans, fondée par le

---

764 La même année, Fouad I[er] innova sur le plan culturel en faisant imprimer le Coran : jusque-là, celui-ci n'existait que sous forme de manuscrit (sauf, je suppose, des éditions savantes en Occident). Cela a eu pour conséquence que la lecture égyptienne du Coran s'est imposée dans tout le monde musulman au XX[e] siècle (voyez le cours d'hypokhâgne sur l'islam pour plus de détails).

765 Note générale sur l'islamisme, d'après Olivier Roy (*Généalogie de l'islamisme*) : l'islamisme est une mouvance intellectuelle et politique qui s'efforce de « penser l'islam comme une idéologie politique qui engloberait l'ensemble de la vie sociale à partir d'une appréhension politique de la société ». Rien de surprenant dans ces condition à ce qu'il n'ait émergé que dans l'entre-deux-guerres, lorsque les sociétés musulmanes se sont politisées « à l'occidentale » ! Contrairement aux fondamentalistes qui ne s'intéressent qu'à la dimension religieuse des choses, « les islamistes vont donc s'intéresser à la complexité de la vie sociale et politique, pour mieux la ramener sous le paradigme de l'unicité ». Pour eux l'islam est une idéologie totale, qui a réponse à tous les problèmes. Ces conceptions rappellent évidemment les totalitarismes occidentaux, mais il faut les rattacher aussi à la réaffirmation de l'unicité de Dieu qui est l'une des dimensions essentielles du discours de Mahomet — et à l'idée très ancienne que la société politique musulmane, perçue comme une totalité, doit refléter cette unicité de la Communauté, reflet elle-même de celle de Dieu. Les islamistes définissent même les principes d'une « économie islamique », dont la pierre angulaire est la prohibition de l'usure. Bien entendu ils définissent aussi une « morale islamique » et s'inspirent du Coran et de la *sunna* (la tradition) pour « faire le bien et pourchasser le mal »; en ceci, ils ne se distinguent pas des fondamentalistes.

Les islamistes veulent sortir de la vision strictement juridique du lien social qui était celle du fondamentalisme traditionnel. Pour eux, la sharia doit être mise en œuvre avec un souci du contexte social et politique (l'un de leurs slogans favoris est : « sortons des mosquées ») : les oulémas ne sont pas qualifiés pour cela, car leur vision de la *sharia* est trop étroitement juridique. Les islamistes n'aiment pas les oulémas (les juristes musulmans traditionnels) parmi lesquels ils ne recrutent guère : ils leur reprochent leur acceptation de structures non islamiques (politiques notamment), leur prétention au monopole de l'interprétation du Coran et de la sunna, leur acceptation servile et routinière de la tradition juridico-religieuse. Comme les fondamentalistes ils prônent le droit à l'interprétation (*ijtihad*), mais, contrairement à eux, ils se l'arrogent au détriment des oulémas. Dans le monde sunnite, ils veulent « décléricaliser l'islam », rendre l'interprétation du dogme à l'assemblée des croyants. Même dans l'Iran chiite d'après 1979, où le haut clergé s'est mis à la tête du mouvement islamiste, il y a eu des assassinats de religieux au début de la Révolution… et il y a toujours de nombreux religieux en prison !

Pour les islamistes, la société islamique, loin d'être une collection de croyants, se définit d'abord par la nature du pouvoir politique. Pas question de se contenter de l'application de la *sharia* par un quelconque pouvoir musulman non religieux, car elle ne peut réellement être mise en œuvre en lettre et en esprit que sous l'égide d'un pouvoir véritablement islamique. Du point de vue politique, pour eux jusqu'en 1979 aucun des pouvoirs musulmans en place n'était légitime, car aucun ne reposait sur le Coran : ils s'appuyaient, la plupart s'appuient encore, sur des traditions préislamistes (la monarchie) ou sur des innovations inacceptables (la démocratie à l'occidentale, y compris sous la forme du régime de parti unique, car toute souveraineté vient de Dieu). Pas question de compromis avec ces pouvoirs — alors que les fondamentalistes acceptent l'alliance avec les pouvoirs de fait.

Dans l'État islamique idéal, la place de la loi sera limitée, et celle de la politique sera nulle : seule comptera la *shura* c'est-à-dire l'« assemblée », la délibération des bons musulmans, pour que la loi de Dieu soit

cheikh Hassan el-Banna (1906-1949), un disciple de Rida, ancien instituteur issu d'une famille de tradition soufie. Construite au début sur le modèle d'une confrérie religieuse, l'association devint rapidement un mouvement politique de type moderne, organisé autour de son Guide et d'un Conseil (l'équivalent d'un Comité Central) dominant diverses organisations sociales (syndicats, mouvements de femmes et d'étudiants, etc.) sur le modèle des partis communistes et fascistes ; il y avait aussi une branche militaire, secrète, qui s'illustra lors de la guerre de Palestine en 1947-1949. Le mouvement, entre parti et confrérie, fonctionnait comme une contre-société dont les membres s'engageaient à vivre, déjà, d'après les principes de la future société islamique ; mais ce n'était pas une secte, au sens où ces militants étaient immergés dans la vie sociale, menaient un effort de prédication dans leur milieu professionnel et familial. Ce n'était pas non plus une structure d'influence élitiste de type franc-maçonnerie ou Opus Dei, mais un authentique mouvement de masse.

Au départ le projet des Frères Musulmans était de type fondamentaliste, il s'agissait de restaurer la religion dans sa pureté et de la dégager des superstitions : ils demandaient des réformes allant dans le sens du puritanisme, et des réformes économiques allant dans le sens du Coran comme l'obligation de l'aumône et la suppression de l'usure. Mais, dans l'esprit de l'époque, ils insistaient aussi sur le rôle de l'État pour faire régner la justice à l'intérieur de la Communauté, ce qui les amena à politiser leur projet : « le Prophète a fait du pouvoir politique l'une des racines de l'islam », écrivait al-Banna, et le premier but des Frères Musulmans était de s'emparer du pouvoir pour créer un État islamique — sans pour autant rétablir le califat : c'est ce mélange de modernité (dans les objectifs et la tactique politique, dans le fait même de ne pas rejeter l'action politique) et de traditionnalisme (dans les objectifs sociaux et religieux) qui est caractéristique de ce qu'on appelle aujourd'hui l'islamisme. Bien entendu, les Frères Musulmans proclamaient que « le Coran est notre constitution » : d'origine divine, parfait et non modifiable par les hommes, le texte sacré était pour eux la seule source possible pour l'organisation de la société. Mais il n'était pas question d'en appliquer la lettre tant que la société n'avait pas été réformée par l'action politique. Entre autres, l'association affichait une grande tolérance envers les religions du Livre et se proclamait championne du féminisme ;

---

appliquée. Dans la phase de conquête et de consolidation de pouvoir cependant toutes les stratégies sont possibles, et les islamistes ne rejettent pas du tout l'action politique, y compris parlementaire (mais tous ne sont pas d'accord sur ce point : certains prônent la révolution, d'autres le terrorisme, pour son efficacité radicale ou parce qu'ils considèrent qu'ils y sont acculés par l'absence d'espace politique). En Iran, même après l'installation de la République islamique le régime n'a pas renoncé à l'expression du peuple par le suffrage, dans les limites fixées par le respect de la loi de Dieu : l'élection est un moyen comme un autre de choisir les dirigeants *temporels* — mais ceux-ci sont « guidés » par le clergé chiite, et le régime tout entié est « guidé » par le Guide de la Révolution, qui est forcément un religieux.

Même s'il accepte parfois les formes légales d'action politique l'islamisme est bien une volonté révolutionnaire de rompre avec la société occidentalisée. Cette rupture se fait d'abord par le retrait individuel intérieur (l'« hégire », par référence à la fuite du Prophète de La Mecque en 622), puis par la reconquête de la société (à l'exemple du combat du Prophère à Médine et sa victoire finale contre les Mecquois infidèles): pour cette reconquête les islamistes mobilisent et politisent le concept ancien de jihad.

Cette volonté de rupture passe par la négation de tout l'héritage historique du monde musulman depuis la mort du Prophète ; en revanche la science et la technique occidentales sont exemptées de cette table rase, car tenues pour des instruments culturellement et idéologiquement neutres. Le problème des islamistes n'est pas de moderniser l'islam mais d'islamiser la modernité. Mais, à l'exception des taliban afghans et des islamistes algériens des années 1990, activistes incultes qui n'ont pas grand-chose à voir avec les traditions politiques que j'analyse ici, les islamistes sont des hommes modernes : ils proviennent des secteurs sociologiques suscités par la modernité, ils appartiennent au monde des villes musulmanes, dont la population a quadruplé dans les années 1960 et 1970 ; au monde des musulmans alphabétisés, dont le nombre a explosé également depuis 1960. Mais pour eux la modernité technique n'est pas produit d'une Histoire, d'un progrès : elle est produit d'une science, d'un savoir intemporel, qui n'ont rien à voir avec les évolutions politiques et sociales (désastreuses à leur avis) venues d'Occident, qu'ils interprètent comme le résultat d'une « croisade » chrétienne. Se moderniser sans perdre son âme: tel est le dilemme des islamistes.

elle luttait contre les confréries soufies, qu'elle percevait comme entachées de polythéisme, mais aussi contre la polygamie. Elle voulait l'union de tous les musulmans, mais insistait sur une certaine primauté des Arabes : al-Banna parlait d'un « cercle arabe » à l'intérieur du « cercle musulman ».

La Société des Frères Musulmans essaima dans tout le Proche-Orient, avec des branches nationales contrôlées par des « superviseurs », mais la direction est toujours restée égyptienne ; elle acquit de l'influence dans les milieux étudiants, mais aussi à la campagne. À la fin des années 1930, elle s'associa à la lutte contre les Britanniques, ce qui n'empêcha pas les conflits avec les nationalistes laïcs. Le fondateur, al-Banna, accusé d'avoir fomenté l'assassinat d'un premier ministre, fut assassiné par la police secrète égyptienne en 1949, mais son organisation lui survécut[766].

Pendant ce temps, l'économie égyptienne progressait un peu. Il apparut une banque à capitaux égyptiens, la banque Misr[767] : son patron, Tewfik el Harb, également implanté dans le textile, est longtemps demeuré l'un des hommes les plus riches d'Égypte.

En 1936, le *wafd* remporta de nouveau les législatives, et exigea des négociations avec les Britanniques afin d'aboutir à une véritable indépendance. En août 1936, il obtint partiellement satisfaction, les Britanniques ayant d'autres chats à fouetter (Mussolini venait de prendre le contrôle de l'Ethiopie) : c'est de cette année, ou de la suivante[768], qu'on date habituellement la « vraie » indépendance de l'Égypte. Le néo-protectorat militaire cédait la place à une alliance entre égaux (et le haut-commissaire britannique devenait un ambassadeur), mais la Grande-Bretagne conservait le contrôle militaire du canal de Suez (pour vingt ans) et le monopole de l'instruction de l'armée égyptienne. Pour le Soudan, on en revint à une interprétation plus équilibrée du condominium. L'année suivante, à la conférence de Montreux, les capitulations furent abolies (avec une période transitoire de 12 ans, jusqu'en 1949). Aussitôt après, le roi Fouad édicta de premières lois d'égyptianisation des sociétés étrangères ; la compagnie de Suez échappa au lot commun en passant des accords spéciaux avec le gouvernement égyptien — la redevance payée à l'Égypte augmenta et la compagnie dut engager du personnel local.

À cette époque, le *wafd*, contre les Britanniques, jouait plus ou moins la carte italienne, ce qui était fort dangereux puisque Mussolini possédait la Libye et avait pris le contrôle de l'Éthiopie. Mais les Frères Musulmans le concurrençaient de plus en plus, en partie grâce à l'appui du nouveau roi, Farouk. Le *wafd* était volontiers accusé d'être trop favorable aux Coptes ; quant au roi, il tenta de jouer la carte musulmane — ainsi, lors de son investiture, en 1937, il tenta d'imposer un serment islamique (*bay'a*), mais le gouvernement *wafd* s'y opposa au nom d'une lecture laïque de la constitution. En 1938, le *wafd* perdit les élections. Mais pour l'instant c'est l'arabisme qui dominait : il y eut de nombreuses manifestations de solidarité avec les Palestiniens, dès les années 1920 ; ce thème devint l'un des axes majeurs de la vie politique, et bien sûr l'un des axes majeurs de la propagande des Frères Musulmans. Même le *wafd* passa progressivement d'un nationalisme égyptien à l'arabisme ; l'entourage

---

766 Au Maghreb, l'influence des Frères Musulmans est demeurée plus limitée : même si en Tunisie les islamistes des années 1980 (le Mouvement de la Tendance Islamique, né en 1981) étaient influencés par leur idéologie, ils n'avaient pas de lien organiques avec eux.

Depuis les années 1950, les Frères Musulmans sont devenus une collection de partis politiques, très activistes ou complètement quiétistes selon les pays et les périodes, interdits par à peu près tous les régimes nationalistes, notamment en Égypte par Nasser dès 1954 ; depuis cette date les Frères ont le plus souvent été pourchassés en Égypte, notamment à la fin de l'ère Sadate, lequel finit par être assassiné par un Frère musulman (dissident). Ce qui n'empêche que les Frères Musulmans ont toujours eu pignon sur rue en Égypte, au point que certains sièges de députés leurs sont quasiment réservés de fait… « L'Orient compliqué », disait de Gaulle !

767 Ça veut juste dire « Égypte » en arabe.

768 C'est en 1937 que l'Égypte est entrée à la S.DN.

du roi Farouk n'était pas en reste. Il faut dire que le monde arabe commençait effectivement à se rapprocher, pour la première fois depuis la dissolution du califat arabe au Moyen Âge les forces centripètes semblaient l'emporter sur les forces centrifuges : c'est dans l'entre-deux-guerres que la culture populaire égyptienne se mit à irriguer l'ensemble du monde arabe, par l'intermédiaire du cinéma et de la radio[769].

E) Le Maghreb français dans l'entre-deux-guerres.

L'entre-deux-guerres marqua l'apogée des Empires coloniaux européens. Les liens avec les métropoles se renforcèrent : ainsi il apparut des liaisons aériennes. C'est en 1923 que l'Aéropostale, compagnie fondée en 1919 à Bordeaux par l'ingénieur Pierre-Georges Latécoère (sous un autre nom : celui-ci date de 1927[770]), ouvrit la première ligne aérienne vers l'Afrique en 1923 (Toulouse-Casablanca-Dakar)[771]. Il s'agissait essentiellement pour l'instant de transporter du courrier — voyez *Courrier sud* (1929), le premier roman d'Antoine de Saint-Exupéry : il y évoque précisément cette ligne qu'il avait assurée en 1926-1927.

C'est à cette époque également que l'opinion publique métropolitaine devint massivement colonialiste : effet de deux générations de propagande, scolaire et autre, ou réaction plus ou moins inconsciente au déclin du pays en Europe ? En tout cas, les programmes d'Histoire furent modifiées en 1925 dans le sens, entre autres, d'une plus grande place donnée à l'épopée coloniale. Ce fut l'apogée d'une certaine chanson coloniale, du *Fanion de la Légion* (1935) à *Mon légionnaire* (le premier grand succès, en 1936, de celle qu'on appelait alors « la môme Piaf »), deux rengaines à décor saharien[772]. Il y avait aussi un roman colonial, bien représenté

---

769 On pense évidemment d'abord à la chanteuse Umm Kulthum (Oum Kalsoum en transcription française), l'une des plus grandes voix féminines du XX^{e} siècle (avec, à la même génération, Edith Piaf et Amalia Rodrigues). Née vers 1904 en milieu rural pauvre, morte en 1975, elle commença à chanter vers 1920 et fit sa première tournée internationale en 1932. Elle fit également carrière au cinéma à partir de 1936. Elle est toujours aujourd'hui immensément respectée dans le monde arabe, même si pour la jeune génération, son répertoire a fatalement vieilli.

770 Elle passa sous le contrôle de l'État dès 1931, suite à des difficultés financières.

771 La première traversée de la Méditeranée en avion (entre Saint-Raphaël et Bizerte) datait de 1913 : on la dut à Roland Garros (1888 - mort au combat en 1918), qui *n'était pas* un tennisman.

772 Voici ce que parviens à comprendre des paroles du *Fanion*, lamentablement introuvables sur internet (la jeunesse n'a plus de vraie culture) :

« Tout en bas c'est le bled immense que domine un petit fortin.
Sur la plaine c'est le silence et là-haut dans le clair matin
Une silhouette aux quatre vents jette les notes aiguës d'un clairon — mais un coup de feu lui répond !
Ah la la la la belle histoire! Il y a trente hommes dans le bastion,
Torses nus, rêvant de bagarre, ils ont du vin dans leurs bidons et (… ?) munitions
Ah la la la la belle histoire ! Là-haut sur les murs du bastion,
Dans le soleil (brûle ?) la gloire (… ?) devant flotte un fanion, c'est le fanion de la légion!
Les salopards tiennent la plaine ; là-haut dans le petit fortin
Depuis une longue semaine la mort en prend chaque matin
La soif et la fièvre dessèchent les lèvres
À tous les appels de clairon c'est la mitraille qui répond !
Ah la la la la belle histoire ! Ils restent vingt dans le bastion
Leurs torses nus suant la gloire — ils n'ont plus d'eau dans leurs bidons
Et presque plus de munitions. Ah la la la la belle histoire !
(… ?) sur le bastion (plus troué qu'une écumoire ?)
Il y a toujours le fanion, le beau fanion de la légion !
Comme la nuit couvre la plaine Les salopards vers le fortin
Se sont glissés comme des hyènes. Ils ont lutté jusqu'au matin…
Hurlements de rage… Corps-à-corps sauvage…
Les chiens ont eu peur des lions ! Ils n'ont pas pris la position !
Ah la la la la belle histoire ! Ils restent trois dans le bastion

notamment dans la liste des prix Goncourt — de cette production, les romans de Pierre Mac Orlan demeurent à peu près lisibles avec de la bonne volonté (ainsi *La bandera* (1931), une évocation de la Légion espagnole à la conquête du Maroc). Il y avait encore tout un cinéma colonial : ainsi le roman *L'Atlantide* de Pierre Benoît, déjà évoqué, fut adapté dès 1921 avec un grand succès, et de nouveau en 1932, et *La bandera* en 1935 (avec Jean Gabin) ; mais on se rappelle surtout *Pépé le Moko*, avec le même Jean Gabin, sorti en 1936, dont l'action se passe à Alger[773]. De grandes opérations publicitaires contribuaient à faire parler (et rêver) des colonies : ainsi Citroën organisa successivement une « croisière noire » d'Alger au Cap en 1925[774], puis une « croisière jaune » de Beyrouth à Pékin en 1931 — toutes deux, donc, au départ des colonies méditerranéennes. Les sommets de l'hystérie furent sans doute atteints au moment de l'exposition coloniale qui se tint au bois de Vincennes en 1931, pour le centenaire (approximatif) de la conquête de l'Algérie, sous le patronage de Lyautey, le grand héros colonial de cette génération[775].

La S.F.I.C. (rebaptisée Parti Communiste Français en 1934) était totalement isolée dans son vigoureux anticolonialisme des années 1920[776] : le télégramme d'encouragement adressé de sa prison par Doriot à Abd-el-Krim en 1923 (voyez plus bas) fit scandale même à gauche… Nous verrons le rôle que jouèrent les communistes dans l'émergeance d'un nationalisme algérien. Mais après 1934 leur anticolonialisme se fit tout platonique, car l'urgence était ailleurs — ce fut une grosse déception pour les militants formés aux colonies par les kominterniens français des années 1920 : en 1937, le P.C.F. alla jusqu'à applaudir à l'interdiction de l'« Étoile nord-africaine », le premier parti nationaliste algérien. La S.F.I.O., elle, prônait l'égalité par l'assimilation des indigènes et ne protestait que contre les « excès » de la colonisation : elle considérait les révoltés, comme les druzes et le Marocain Abd-el Krim, comme de méprisables « chouans », des fanatiques réactionnaires.

L'ordre colonial semblait se stabiliser : nous avons aujourd'hui qu'il n'en avait plus que pour une génération. Dans son étude sur les *Notables des colonies : une élite de circonstance en Tunisie et au Maroc 1881-1939*, David Lambert montre que comme dans toutes les colonies françaises, les élites coloniales formaient une société privilégiée, distincte de l'administration coloniale, clivée en clans et factions, et qu'il est difficile de qualifier de « classe » ou de « caste » du fait de son manque d'homogénéité en termes d'emploi et de mode de vie : c'est pourquoi il retient le terme de « notables », d'usage courant sur place à l'époque[777].

Leurs torses nus suant la gloire, sanglants, meurtris, nus, en haillons, sans eau ni pain ni munitions
Ah la la la la belle histoire ! Ils sont toujours dans leur bastion
Mais (…?) crier victoire : on leur a volé leur fanion, le beau fanion de la légion !
Mais tout à coup le canon tonne, les renforts arrivent enfin
À l'horizon une colonne se profile dans le matin
Et l'écho répète l'appel des trompettes qui monte vers le mamelon — Un cri, des larmes lui répond !
Ah la la la la belle histoire ! Les trois qui sont dans le bastion
Sur leurs poitrines toutes noires, avec du sang (sur leurs canons ??? sur leurs mamelons ??? sur leurs…),
(Fin inaudible pour cause de glapissements extatiques de l'interprète et d'explosion de fanfare à l'arrière).

773 Les deux derniers films cités sont de Jean Duvivier.

774 Cinq cent connards sur la ligne de départ, déjà ?

775 Il fut « sanctifié » la même année par une biographie d'André Maurois. L'homme, qui avait démissionné de son « proconsulat » au Maroc en 1925, était pourtant toujours aussi peu conformiste : il n'était pas spécialement républicain et le faisait savoir ; on eut du mal à le faire tenir à sa place de potiche nationale à la tête du comité d'organisation de l'exposition, et l'on poussa un grand « ouf » de soulagement quand elle se termina.

776 Les communistes étaient alors très extrémistes, bien plus que l'extrême-gauche d'aujourd'hui. Voyez le cours sur la France, au chapitre 11.

777 Les traits du notable colonial maghrébin étaient fixés par un certain nombre de modèles fictionnels, des films et des romans, notamment ceux de Claude Farrère, « le Pierre Loti de l'entre-deux-guerres » (Lambert).

Lambert souligne qu'à Rabat par exemple, ce milieu n'avait aucune sociabilité commune : les fonctionnaires et les autres, notamment les élites économiques, ne se mélangeaient pas.

Les protectorats n'avaient aucun représentant politique élu en France métropolitaine, à une exception marginale : de 1920 à sa mort en 1922, un notable de la région de Sousse, en Tunisie, fut élu sénateur de Corse. Il existait en revanche des relais d'influence des milieux coloniaux dans le personnel politique parisien[778], et par ailleurs, sur place, un certain nombre d'organes représentatifs locaux, importants en termes de prestige sociale mais dépourvus de vrais pouvoirs.

Au départ, en Tunisie, les notables coloniaux n'étaient représentés que par des chambres consulaires[779], une chambre de commerce (créée en 1885, fort critique à l'occasion envers la politique de la Résidence), et (depuis 1883) la commission municipale de Tunis[780], institution progressivement étendue à d'autres villes[781].

L'image qu'en donnaient ces œuvres étaient du reste passablement méprisante, faite d'arrogance, de vulgarité, de ridicule, d'égoïsme et surtout de déracinement louche — les colonies étaient supposées être le lieu où l'on faisait oublier un passé trouble, et pas seulement en s'engageant dans la Légion. Les juristes et la classe politique métropolitaines se méfiaient tout autant des coloniaux, supposés esclaves de leurs passions : Lyautey, notamment, les méprisait et fit tout pour les tenir en lisière.

778 On peut prendre l'exemple du député lorrain Edouard de Warren. Dans l'entre-deux-guerres, il se rendait très régulièrement en Tunisie (pour visiter des centres de colonisation agricole en 1921 et 1924, pour un congrès mutualiste à Tunis en 1925, pour un congrès agronomique en 1931) : chacune de ses visites était, sur place, un événemen mondain. Il possédait du reste des intérêts (agricoles) en Tunisie, où il avait séjourné de 1900 à 1914 avant que le retour à la France de sa Lorraine natale ne le rappelât en métropole. Son frère cadet était demeuré à la tête d'un domaine en Tunisie et lui-même avait conservé des responsabilités à la tête d'une Association Agricole de la Tunisie. A Paris, il fut le créateur d'une section tunisienne au sein du Comité de l'Afrique Française, un lobby politico-économique ; en 1925, il participa à une mission au sujet d'une éventuelle réforme municipale en Tunisie. Même après son départ du Palais-Bourbon en 1932, il demeura un homme d'influence.

Bien entendu, cerains élus algériens servaient de relais aux notables des protectorats maghrébins, notamment ceux du Constantinois pour les Tunisiens — certains réclamaient l'annexion de la Tunisie par la France, ce qui eût signifié une représentation politique pour les colons à Paris, comme en Algérie.

779 Depuis l'Ancien Régime (1681) les Français de Tunisie étaient représentés par des « députés de la nation française » élus par les principaux négociants (le collège électoral était contrôlé par la chambre de commerce de Marseille). Ce système archaïque fut aboli en 1883.

780 La premlère commission municipale de Tunis était dirigée par un Arabe, mais les deux vice-présidents étaient français. Elle comptait 17 membres, dont 5 Français et trois Italo-Maltais. Des deux vice-présidents, l'un, Raymond Valensi, était un centralien issu d'une famille juive tunisienne naturalisée ; l'autre était un méigré récent, un ingénieur des Ponts et Chaussées spécialiste des chemins de fer. Assez vite, les vice-présidents français des commissions municipales s'attribuèrent le titre de « maires ».

781 Ce processus de municipalisation était présenté comme une réplique de celui que la Tunisie avait connu à l'époque romaine — de manière générale, le discours colonialiste en Afrique du nord insistait sur le passé romain de la zone, surtout en Tunisie et en Algérie où l'empreinte romaine est plus forte : on mettait l'accent sur les sites archéologiques, comme Dougga en Tunisie, Tipasa en Algérie et Volubilis au Maroc ; des propriétaires fonciers valorisaient les vestiges situés sur leurs terres (citernes, arches d'aqueducs, tombeaux, thermes, moulins à huile, villas : à Utique, un colon ouvrit même gratuitement un musée privé au public) ; la mairie de Sfax (l'antique Taphura), construite en 1904, fut ornée de mosaïques romaines. Les discours de notables coloniaux étaient émaillés de citations antiques, ainsi lors de la visite du président Doumergue en Tunisie en 1931 un orateur proclama que les colons faisaient revivre « les antiques forêts d'oliviers de l'époque romaine », un autre évoqua la continuité de Sfax et Taphura, un troisième assimila Gabès à l'ancienne Tacape ; la même année, le président de la chambre de commerce de Tunis caractérisa l'action coloniale comme visant à renouer « la chaîne des richesses mortes » depuis la fin de l'Empire romain. Même les loges maçonniques avaient des dénominations du genre : « Nouvelle Carthage ». L'idée était évidemment de souligner le caractère passager (outre que négatif) de l'« occupation arabo-musulmane » ; mais on appuyait aussi sur l'idée que le Maghreb avait été « le grenier à blé de Rome », suivez mon regard.

NB A côté du modèle romain, il en existait un autre, américain celui-là : le Maghreb était volontiers comparé aux États-Unis ou au Canada, immenses jachères (des terres sans hommes pour les Français sans terre ??) et « nouvelle France » en gestation. En octobre 1929, puis en 1930, des membres de la chambre de

Ces conseils municipaux tunisiens étaient très étroitement contrôlés par la Résidence, leur autonomie était quasi nulle ; cependant, certains cédèrent peu à peu la place à de véritables municipalités à la française. En 1892, il apparut une Conférence Consultative. Au départ elle n'était pas élue mais nommée ; à partir de 1896 elle fut partiellement élue au suffrage universel indirect[782], puis direct de 1905 à 1922 (au passage, il apparut une quatrième section pour les notables tunisiens indigènes). À cette dernière date, la Conférence Consultative céda la place à un Grand Conseil, en partie élu au suffrage universel et en partie par les chambres consulaires, mais qui avait quelques vrais pouvoirs en matière budgétaire.

Avant 1881, on constatait dans le milieu des notables français de Tunisie[783] une forte endogamie, des liens très forts avec la bourgeoisie marseillaire mais aussi une forte imbrication avec les communautés italiennes et maltaise. Un bon exemple, celui de la famille Monge, arrivée en Tunisie vers 1824 : l'un des fils épousa la fille d'un juif de Djerba, d'origine italienne, et d'une Maltaise ; leur fils aîné épousa une Italienne, et 3 de leurs 5 filles épousèrent également des Italiennes, pour certaines des cousines par alliance. On peut citer aussi la famille Gandolphe, d'origine sarde mais liée à Marseille de longue date, ou les Mattei, des Corses passés par l'Égypte, consuls de France à Sousse des années 1830 au début du protectorat. Ils mariaient leurs garçons dans la communauté française locale (mais leurs filles en Corse), mais un membre de la famille, converti à l'islam, servait de lien avec la cour beylicale. Au centre de ce petit milieu l'on trouvait le consul de France à Tunis. Ce milieu continua à jouer un rôle important dans les premières décennies du protectorat, mais rarement au-delà d'une génération.

Au Maroc, les instances de représentation des notables français étaient du même genre qu'en Tunisie : chambres consulaires, Conseil de Gouvernement, commissions municipales. Au début, Lyautey, qui était hostile à l'apparition d'une société coloniale de type algérien ou tunisien, avait refusé le principe électif : tous ces organismes étaient désignés par l'administration. Mais il dut céder à la pression des colons dans les annés 1920.

Au Maroc, les « vieux-Marocains », présents dans le pays avant 1911, entretenaient un solide complexe de supériorité vis-à-vis des autres notables coloniaux. Il semblent avoir formé un milieu bien moins cohérent que les Français de Tunisie avant 1881 : ils étaient moins nombreux, beaucoup étaient des célibataires envoyés par des entreprises françaises. C'étaient surtout des Méridionaux[784]. De 1866 à 1907, le consul de France à Mazagan était un membre de la famille juive des Brudo : arrivés en 1856 pour représenter des intérêts commerciaux marseillais, ils étaient notamment les représentants de la compagnie maritime Paquet, mais ils avaient aussi des intérêts sur place dans la laine, les cuirs, la cire, le henné. À Mogador[785], déjà en déclin face à Casablanca, vers 1905 les principaux notables français étaient le représentant de la compagnie Paquet, un minotier, un fabricant d'huile et de savon, des hôteliers, des commerçants et des agents commerciaux[786]. Vers 1910, des fortes tensions liées

---

commerce de Casablanca, ville atlantique aux rêves californiens, se rendit dans l'ouest des États-Unis en voyage d'études, notamment, des cultures irriguées. Sans oublier les mythes de la résurrection de l'Atlantide, très présente dans les esprits depuis le roman éponyme de Pierre Benoît (1919) : la métaphore se retrouve encore dans des fascicules publiés à Tunis en 1951, *L'Altlantide de demain*. Il y était question notamment de créer une mer intérieure dans l'ouest tunisien (dans les mêmes années, Staline couvait des projets du même genre pour la Sibérie)…

782 Les électeurs étant classés en trois collèges : agriculture ; commerce et industrie ; autres.

783 Définis par l'exercice de la fonction de député de la nation française ou de celle de consul ou d'agent consulaire.

784 À Casablanca, on trouvait notamment pas mal de négociants en laine de l'Hérault.

785 Aujourd'hui Essaouira.

786 À Casablanca, l'un des personnages les plus pittoresques était Gabriel Veyre, un ancien étudiant en

à l'installation du protectorat, puis l'arrivée d'agents de prospection minière et de spéculateurs immobiliers dans le sillage des Français, presque tous des Méridionaux eux aussi, signèrent, bien plus brutalement qu'en Tunisie, la fin d'une époque et le début du déclin de ce petit milieu. Une partie de ces nouveaux personnages étaient d'ailleurs des « Algériens » (pieds-noirs évidemment), ou en tout cas des gens installés en Algérie depuis quelques années : ils se taillèrent notamment un certain nombre de grands domaines.

A l'époque des protectorats, la grande majorité des notables coloniaux continua à être originaire du Midi de la France, vallée du Rhône comprise (avec quelques nuances : plus de Corses en Tunisie qu'au Maroc[787], plus d'Alsaciens et de Lorrains aussi à cause des exilés de 1870, dont un certain nombre s'étaient installés aux colonies — ce que le Maroc n'était pas à cette date). Les agriculteurs étaient sous-représentés dans ces milieux, surtout au Maroc, au profit surtout des fonctionnaires, des commerçants et des représentants locaux de firmes métropolitaines. Ce milieu était dominé par un petit nombre de grands notables, souvent liés entre eux par des liens interpersonnels voire familiaux. Tous étaient assez fiers d'être ds hommes nouveaux, qui s'étaient faits eux-mêmes : ils méprisaient l'élite métropolitaine qu'ils jugeaient assoupie et imbue de ses privilèges de naissance.

En Tunisie, la terre semble avoir constitué l'étalon suprême de la distinction, pas mal de riches urbains s'offrant une propriété ; nettement moins au Maroc à cause de l'hostilité de Lyautey. Mais les patrimoines tunisiens étaient diversifiés (y compris, d'ailleurs, dans l'agriculture : les colons évitaient la monoculture et tentaient d'être le plus réactifs possibles face à une conjoncture changeante, l'une des clefs de l'idéologie coloniale étant évidemment la notion d'innovation de et progrès agraire, face à l'immobilisme des masses indigènes[788]). Le rôle social du notable était de représentation et d'intercession auprès des autorités, plus des formes locales de charité[789], de bienfaisance et d'évergétisme : l'engagement en politique, ou plus exactement dans les différentes instances consultatives encouragées par les autorités, en était une facette — tout ceci, évidemment, dans un esprit etrêmement paternaliste, voire clientéliste ; même consultatives, les instances conféraient de l'influence. En Tunisie, les grands notables s'illustraient tout particulièrement dans le don religieux (don de terrains pour construire des églises, de vitraux, etc.)[790].

---

pharmacie lyonnais qui était entré en contact avec les frères Lumière, qui lui avaient confié la mission de faire la publicité de leur invention dans le monde entier : après des voyages promotionnels au Venezuela, au Mexique et au Japon, il avait présenté le cinématographe au sultan Moulay Abddelaziz (en 1900) et était (peut-être) devenu un « agent d'influence » français à la Cour, tout en se bâtissant un beau patrimoine : une minoterie, une scierie, une fabrique de pâtes et de glace, une forge, un atelier de réparation mécanique, plus de 1.100 ha de propriétés rurales.

787 L'immigration corse dans les colonies avait d'autres spécificités : peu de capital, une présence très faible dans l'agriculture, pas mal de fonctionnaires, avocats, pharmaciens ou journalistes surtout en Tunisie. 30 % des notables corses de Tunisie étaient des avocats !

788 De nombreux notables agraires de Tunisie et du Maroc sortaient d'écoles d'agriculture, à une époque où c'était encore rare en métropole : en particulier de l'Ecoloe Coloniale d'Agriculture de Tunis (E.C.A.T.), qui était le seul établissement d'enseignement supérieur de Tunisie.

789 Ainsi, parmi de nombreux exemples, Emile Pagnon fonda à Méknès, au Maroc, un orphelinat et une maison de retraite pour les ouvriers marocains.

790 La Tunisie était particulièrement travaillée par des fantasmes d'un retour au christianisme après la « parenthèse » musulmane : en 1930, et avec la bénédiction de la République laïque, il se tint « à Carthage », c'est-à-dire à Tunis (ville dont l'artère principale abritait une statue de Fery à un bout et une de Lavigerie à l'autre), quoique à l'occasion du centenaire de la conquête de l'Algérie, un grand « congrès eucharistique » destiné à célébrer le premier siècle de la reconquête chrétienne de l'Afrique du Nord : tandis que les dicours officiels multipliaient les propos blessants pour l'islam, on fit défiler des enfants en anges ou en croisés (Saint Louis est mort à Tunis, en route pour la Croisade, en 1270), dont les gosses musulmans des Missions — certains Tunisiens ne l'ont toujours pas digéré (les programmes scolaires se chargent d'entretenir la mémoire de l'affront).

Etre notable aux colonies, c'était aussi se prêter à divers cérémoniaux, par exemple à l'occasion d'obsèques, qui drainaient des foules importantes et étaient l'occasion de nombreux discours (pas moins de huit à celles du journaliste Albert Guérard, à Tunis puis à Bizerte en 1926), ou alors à celle de l'installation ou du départ d'un résident général, pour le Nouvel An, au 14 juillet, pour l'inauguration d'un bâtiment ou d'un monument, etc. Pour célébrer ces rites, la chambre de commerce de Tunis se fit construire un magnifique bâtiment en 1937. Il existait aussi, bien entendu, une sociabilité savante : en Tunisie, un Institut de Carthage, (fondé en 1893), une Société des Ecrivains d'Afrique du Nord (fondée en 1920), etc. L'E.C.A.T., ci-dessus évoquée en note, donnait un grand bal annuel fort prestigieux : les anciens élèves s'y retrouvaient et y faisaient corps.

La sociabilité privée était de type bourgeois, avec, par exemple, plus de francs-maçons au Maroc qu'en Tunisie ; au Maroc, les parties de chasse dans l'Atlas y tenaient une place particulière (elles représentaient d'excellentes occasions, entre autres, de faire des rencontres utile et même éventuellement dénicher l'âme-sœur). En 1929, la Résidence marocaine tenta de lancer une station d'altitude sur le modèle de celles que les Britanniques avaient créé en Inde et que Kipling a immortalisées (notamment Simla), afin d'en faire une capitale d'été et un lieu de repos pour coloniaux épuisés par le climat : le choix se porta sur Ifrane dans le Moyen-Atlas, à 1800 m d'altitude. Des aménagements balnéaires apparurent également à Casablanca dans les années 1920 ; mais le véritable luxe pour un colonial était quand même de pouvoir passer l'été en métropole, c'était la possession d'une résidence en France qui distinguait les vrais grands notables.

Tout ceci, évidemment, pratiquement sans liens avec le monde indigène : en 1922, la section de Kénitra (au Maroc) de la Ligue des Droits de l'Homme expulsa son président pour arabophilie : il aurait fait admettre des indigènes dans la Ligue… Il existait très peu de structures ouvertes aux indigènes (on peut citer une « Union des Oléiculteurs Français et Tunisiens » à partir des années 1920, une « association des transporteurs de voyageurs de Marrakech » à partir de 1938 et quelques autres associations professionnelles). En Tunisie, certains juifs ou Maltais naturalisés formaient un pont fragile entre coloniaux et colonisés, mais ces « néo-français », comme on disait en se bouchant le nez, étaient mal vus des grands notables.

Prenons maintenant les trois entités maghrébines plus en détail, l'une après l'autre (je passerai plus vite sur le Maroc qui, pour des raisons géographiques, est à l'extrême limite de votre programme).

La Tunisie fut durement touchée par la crise des années 1930, notamment l'agriculture commerciale, aux mains des colons, et qui venait de connaître dix ans de prospérité. À vrai dire, la viticulture était déjà en état de surproduction, un exploit vu l'acoolisme national : dès le début de la crise il y eut des mesures de contingentement à l'entrée en métropole[791], ce qui n'empêcha pas la production de doubler entre 1926-1928 et 1932-1934. Les prix s'effondrèrent en 1934, et il fallut procéder à des arrachages massifs (à la place de la vigne on planta des agrumes). Le vignoble tunisien était pourtant de taille modeste à côté de l'algérien. La même année, et cette fois pour l'ensemble du secteur agricole, il fallut proclamer un moratoire sur les dettes et un arrêt des poursuites pour insolvabilité ; il apparut une Caisse Foncière pour aider les agriculteurs en difficulté, et aussi pour combattre le fléeau de l'usure en milieu indigène[792]. Dans le cadre de ces mesures, il fallut bien reconnaître les tribus arabes comme des personnes morales, malgré leur absence de titres fonciers en bonne et due forme. Comme en

791 La Tunisie était toujours théoriquement un pays : il y avait donc des douanes entre elle et « la France ».

792 Les taux frisaient les 4 % par mois, soit 60 % sur un an ! Beaucoup de paysans engageaient leur récolte sur pied pour payer de vieilles dettes ou, tout simplement, avoir de quoi manger pendant la soudure ; ils hypothéquaient aussi leur terre.

métropole, l'O.N.I.C., une création du Front Populaire, garantit un prix minimum de vente aux céréaliers. Les mines aussi (fer et phosphates) connurent des difficultés.

L'agriculture indigène était toujours aussi en retard : labour à l'araire, moisson à la faucille, etc. ; elle dépendait toujours autant des aléas climatiques, et il y avait toujours un nombre important de semi-nomades. Mais elle avait l'avantage (à court terme) de fournir plus d'emplois que l'agriculture industrielle moderne : 900 jours de travail par an à l'hectare dans les oliveraies traditionnelles du Tell oriental, contre 16 dans la céréaliculture moderne. Cela entretenait évidemment la pauvreté, mais les questions d'emploi étaient d'autant plus cruciales que l'artisanat traditionnel était en chute libre et que nombre d'emplois industriels et de service étaient réservés au non-indigènes. Comme en Algérie, la modernité des grandes exploitations agricoles aux mains des colons (parfois plus qu'en métropole : moissonneuses, etc.) contrastait avec cette arriétation, au prix d'un endettement croissant.

Dans les villes commençaient à s'accumuler des masses sous-employées, allant de petit boulot en petit boulot sans utilité réelle[793]. Les premiers bidonvilles datent de l'entre-deux-guerres. Or la population augmentait désormais de 1 % par an : du milieu des années 1920 au milieu des années 1950 elle augmenta des deux tiers, alors que la production n'augmenta que d'un petit quart : par voie de conséquence le revenu par tête baissa d'un quart.

Un mouvement national moderne apparut relativement tôt dans un pays relativement influencé par l'Europe dès le XIX^{e} siècle, qui comptait déjà une presse en arabe vers 1910, et où le protectorat avait provoqué l'apparition d'une (mince) bourgeoisie occidentalisée. En 1897, il était apparu une société savante, la Khalduniyya[794], qui s'attachait à démontrer la compatibilité de l'islam et de la science. Vers 1905, l'association des anciens élèves du collège Sadiqi se mit à organiser des conférences qui prirent rapidement un tour (prudemment) revendicatif. En 1907, il apparut, à l'exemple de ce qui se passait dans l'Empire Ottoman, un groupe « jeune-tunisien »[795]. Ils publièrent un journal, *Le Tunisien*, d'abord en français puis également en arabe : il réclamait des progrès dans l'instruction, l'accès des Arabes aux fonctions administratives, des réformes agraires et judiciaires, et une constitution, mais il ne remettait pas le protectorat en cause. Des incidents survenus en 1911 provoquèrent la proclamation de l'état de siège et l'interdiction de toutes ces activités.

L'agitation anticolonialiste reprit après la guerre, avec notamment l'envoi d'un mémoire à Wilson. La même année (1919), des membres de Jeune-Tunisie publièrent à Paris, où l'atmosphère était plus libre, un pamphlet intitulé *La Tunisie martyre*, qui, entre autres choses, idéalisait la constitution mort-née de 1861 et, plus largement, le passé islamique. L'année suivante, ils se réorganisèrent sous la forme d'un parti appelé le « Destour » (« Constitution » en arabe) : son programme était modéré et, dans un premier temps, les autorités firent mine d'y prêter attention (elles levèrent l'état de siège), mais cela ne déboucha que sur la réforme institutionnelle de 1922, déjà évoquée : les Tunisiens étaient admis, mais minoritaires, dans des conseils de toute façon sans grands pouvoirs. En métropole, la S.F.I.C. encourageait le Destour et suscita l'apparition d'un syndicat tunisien, la C.G.T.T.

La répression reprit à partir de 1926, tandis que le Destour était contesté par une nouvelle génération de nationalistes, plus occidentalisés et moins portés à idéaliser la Tunisie pré-

---

793 Dans le Tell oriental, les exploitations aux mains de Français faisaient en moyenne 200 à 250 ha ; celles appartenant à des Italiens, 43 ha ; celles des indigènes, 6 ha. La plus grosse était celle de la société franco-tunisienne de l'Enfida, avec 51.000 ha. Les rendements étaient évidemment bien plus élevées sur les terres des Européens : sur 10 % des terres, les colons français produisaient 80 % du blé tendre, le tiers du blé dur, 100 % du vin, 50 % des légumes et des agrumes, et en retiraient le tiers des revenus agricoles (ces dernières statistiques valent pour tout le pays).

794 Du nom d'Ibn Khaldûn, le grand historien médiéval, qui était de Tunis.

795 Rappelez-vous que l'élite tunisienne était très fière des ses origines turques, et que le passé ottoman du pays datait alors de moins de trente ans.

coloniale. C'étaient essentiellement d'anciens élèves du collège Sadiqi, dont un jeune avocat du nom de Habib Bourguiba. En 1934, cette « jeune garde » fit sécession et fonda un parti connu sous le nom de « Néo-Destour », désormais clairement indépendantiste : son idéologie s'inspirait en partie du kamélisme. Il tenta de s'organiser solidement, sur le modèle des partis communistes occidentaux, et d'organiser de la propagande, mais aussi des cours du soir et toute une galaxie d'organisations satellites (de jeunes, syndicales, culturelles, etc.). Après deux années chaotiques du fait de la répression, il y eut une éclaircie au moment du Front Populaire : c'est alors que le Néo-Destour devint une véritable organisation de masse, qui aurait eu près de 100.000 membres. Mais il ne se passa pas grand-chose de concret et la situation se tendit à nouveau en 1937, la surenchère entre les deux Destours aidant : le Néo-Destour fut à nouveau interdit en 1938.

En Algérie, environ 100.000 musulmans furent mobilisés. Il y eut quelques incidents pendant la première guerre mondiale : une agitation des Touaregs, peut-être manipulée par l'Allemagne (qui encourageait la rébellion des sénoussis en Libye voisine)[796], et, en 1916, des émeutes contre la conscription[797] dans les Aurès (la région où éclata la guerre d'Algérie cinquante ans plus tard), sur fond de spoliation foncière massive des paysans chaouïas.

Le retour à la paix fut difficile, à cause de la grippe espagnole qui fit des ravages dans des populations mal nourries et mal logées (plus une résurgence de tuberculose ramenée des tranchées par les anciens combattants), puis d'une violente crise économique de reconversion. Une grave sécheresse aidant, y eut une véritable famine en 1920 : elle fit des dizaines de milliers de morts, plus une épidémie de typhus qui en aurait fait 17.000. La presse fit mieux son travail qu'en 1868, mais les autorités nièrent l'ampleur de la catastrophe, accentuée par le fait qu'il n'était plus possible d'acheter du blé ukrainien à la Russie. Il y eut de l'insécurité dans les campagnes, des émeutes en ville, et, chez les Pieds-Noirs, une psychose de l'« arabo-germano-bolchevisme ».

Il y eut cependant quelques réformes : en 1918, les Délégations Financières votèrent l'égalité fiscale entre Européens et indigènes, et l'on facilita l'accès à la citoyenneté française aux anciens combattants et à leurs pères, à condition qu'ils sussent lire et écrire le français, qu'ils fussent propriétaires et qu'ils excerçassent une fonction publique ou un mandat électif, ou qu'ils fussent décorés ; bien entendu, il leur fallait abandonner le droit musulman. Malgré l'obstruction pratiquée par l'administration, on passa de 15.000 à 400.000 électeurs indigènes aux élections communales (1936, sur 5.500.000 indigènes)[798]. En 1919, on introduisit 18 délégués indigènes aux Délégations Financières ; 103.000 électeurs votaient à ces élections-là, à part des Européens. En 1930, le Code de l'Indigénat fut allégé, mais on maintint l'internement administratif sous un autre nom. Tout cela n'allait pas très loin : les quelques administrateurs éclairés qui tentaient d'améliorer le sort ou la représentation des colonisés, comme Maurice Viollette (gouverneur général en 1925-1927), se heurtèrent aux colons : Violette dut être rappelé à Paris[799].

---

796 Ce sont de ces révoltés qui assassinèrent le père de Foucault en 1916.

797 Plus exactement, contre l'abolition de la pratique ancestrale du remplacement : cette mesure touchait durement les élites indigènes (les européennes aussi). Une jolie anecdote au sujet de cette pratique : comme les remplaçants qui avaient le plus de chance d'être acceptés par l'armée étaient les plus lourds (question de taille et de musculature), on s'achetait un remplaçant… au kilo.

798 Je sais, ça ne colle pas avec les 100.000 combattants cités ci-dessus… et pourtant les deux chiffres proviennent de la même source, à 50 pages de distance ! Ces naturalisations se heurtèrent à la mauvaise volonté de l'administration, mais aussi à l'hostilité des autres musulmans.

799 Il déclara : « Prenez garde. Les indigènes d'Algérie, par votre faute sans doute, n'ont pas encore de patrie ; ils en cherchent une. Ils vous demandent la patrie française. Donnez-la leur ou, sans cela, ils en feront une autre ».

Après six années d'expansion spectaculaire (1924-1929)[800], la crise des années 1930 toucha violemment l'Algérie, aggravée par des retours massifs de travailleurs algériens de la métropole : la communauté algérienne de la région parisienne passa de 65.000 à 32.000 personnes.

Le vignoble dominait toujours plus l'économie : les coûts y étaient deux fois moins élevés qu'au nord de la Méditerranée du fait de l'exploitation éhontée de la main-d'œuvre indigène, mais il fut durement touché par les mesures restrictives des années 1930 (arrachage de plants, etc.). L'Algérie produisait aussi pas mal de phosphates et du fer.

La population urbaine algérienne explosait (9,2 % de la population de l'Algérie en 1906, 19,4 % en 1954), et surtout elle se ré-indigénisait : la population européenne des communes de plein exercice passa de 620.000 à 790.000 personnes entre 1921 et 1954, tandis que la population musulmane passait de 600.000 à 1.640.000 âmes, essentiellement du fait de l'exode rural. Dans le centre-ville d'Alger, on note une floraison d'édifices néo-mauresques plus ou moins kitsch ; il demeurait des quartiers aux rues en terre battue, notament les quartiers espagnols et italiens de La Basetta et de la Cantère, et le quartier de la Marine, en lisière de la Casbah, était si dégradé qu'en 1932, suite à l'effondrement d'une maison qui fit 57 morts, on décida de le raser (entre 1937 et 1943) ; les bulldozers épargnèrent cependant la Casbah proprement dite, terriblement surpeuplée, en cours de repeuplement par des Kabyles misérables — c'était encore le quartier par exellence d'une prostitution en tous genres. Il y eut encore une épidémiede typhoïde à Alger en 1916 : ce n'est qu'en 1934 qu'on se mit à « verduniser » l'eau, c'est-dire à l'additionner d'un peu de chlore (une technique inventée, disait-on, lors de la bataille de Verdun). Même la peste n'avait pas tout à fait disparu : il y eut 400 cas sur l'ensemble de l'Algérie entre 1899 et 1923 ; une épidémie fit 92 morts , dont 48 à Alger, en 1930, et une autre en fit 77 en 1931 — c'est le sujet d'un roman de Camus, paru en 1947[801].

La situation dans les campagnes était encore pire : visitant la Kabylie en 1939, Camus évoque « ce cortège d'aveugles et d'infirmes, de joues creuses et de loques qui, pendant tous ces jours, m'a suivi en silence ». Les pauvres s'y nourrissaient de glands, d'herbes bouillies, de tiges de chardons, de racines de mauves ; le blé était un aliment de luxe[802]. Le reportage de

---

800 Quelques données sur les transports : en 1930 il y avait 4.800 km de chemins de fer en Algérie ; le réseau pénétrait désormais le Sahara. Il y avait aussi 5.000 km de routes nationales et 20.000 km de routes départementales et chemins vicinaux, 50.000 automobiles. La traversée du Sahara en automobile était possible. Le trafic maritime de passagers avait triplé en 30 ans (200.000 passages en 1929 à Alger). En 1934, un nouveau paquebot de grand luxe, l'El-Djazaïr, entra en service. Le premier vol commercial Marseille-Alger date de 1928, il s'agissait d'abord d'acheminer le courrier (en 5 heures) : c'était la plus longue ligne sur mer du monde. En 1934, Air France lança une ligne voyageurs, avec escale aux Baléares ; l'année suivante, il apparut des vols Paris-Alger (en 10 heures avec les escales). L'Algérie était très bien reliée par téléphone et tépégraphe (le premier câble sous-marin datait de 1870, il en existait 7 en 1930).

Pourtant le tourisme déclinait, en partie à cause des difficultés du Royaume-Uni, mais aussi des insuffisances de l'infrastructure hôtelière. Non seulement l'Algérie, à part le Sahara, avait perdu la plus grande part de son cachet exotique, mais les fascinations orientalistes commençaient à reculer.

801 Quelques notations sur la vie culturelle (sauf la littérature, Camus viendra plus bas) : dès l'entre-deux-guerres, le cinéma égyptien était populaire parmi les musulmans. Côté Pieds-Noirs, Alger, Oran et Constantine avaient chacune leur opéra : l'un des musiciens les plus prestigieux, sinon écoutés, de sa génération, Camille Saint-Saens, s'était installé en Algérie où il mourut en 1922 (on lui doit entre autre une « Suite algérienne »). Parmi les acteurs algériens de théâtre, Orane Demazis incarna Fanny pour Pagnol en 1931. En 1919, apparurent à Oran les « galas Karsenty », des spectacles théâtraux de qualité (avec des acteurs locaux et métropolitains) qui tournaient dans toute l'Algérie, puis dans le monde entier à partir de 1927. La T.S.F. (la radio !) date de 1922 ; Radio Alger, de 1923. En 1936, elle se dota d'un orchestre symphonique ; en 1942, il apparut des informations en arabe et en kabyle, et l'on put écouter de la musique orientale. Les premiers téléviseurs datent de 1956. En 1928, il apparut à Alger un Musée des Beaux-Arts ; à cette génération, le peintre « algérianiste » par excellence était Jean Launois. Albert Marquet et Maurice Denis firent de longs séjours à Alger.

802 Une autre anecdote révélatrice, puisée à une autre source : dans un village de Kabylie en 1946, il fallait

Camus parut dans l'*Echo d'Alger* : dans l'ensemble, les médias parlaient davantage de ces problèmes, ne fût-ce que pour s'inquiéter de l'exode rural. L'endettement massif provoquait faillites et saisies ; le bouleversement des écosystèmes par l'irruption des colons provoquait des drames, par exemple pour les éleveurs privés de bonnes pâtures (par ailleurs, comme souvent la sédentarisation des nomades provoqua un effondrement de leur état sanitaire : ils étaient aussi novices dans l'art de vivre dans une chaumière que dans celui de gratter la terre). Il n'y avait pratiquement pas de médecins ruraux (à Tizi-Ouzou, 45.000 habitants dans les années 1930, il n'y en avait qu'un pour tous les musulmans à cette époque).

85% à 90% des musulmans (villes comprises) étaient analphabètes, donc pieds et poings liés devant l'administration. Le fisc traitait les mauvais payeurs avec une férocité médiévale, saisissant jusqu'aux lits au prétexte que pour les musulmans c'étaient des objets de luxe, et aux burnous — les insolvables étaient envoyés en prison, mais pas pour s'y reposer : on leur faisait balayer les rues. Le Code Forestier, en vigueur depuis 1874, avait sévèrement réduit les droits d'usage dont avaient toujours bénéficié les plus pauvres en matière de pacage, de ramassage, etc. : même se procurer du menu bois était devenu plus difficile, or c'était le seul combustible des indigènes. Les amendes étaient d'une lourdeur délirante. En cas d'incendie, l'on faisait systématiquement payer une amende aux indigènes, même habitant à 15 km de là. A tous ces fléaux s'ajoutait l'usure, à des taux pouvant atteindre 100 % l'an en Kabylie. Bien entendu, les expropriations continuaient, pour faire de la place à la colonisation.

Dans ces conditions, rien de surprenant à ce que l'émigration en direction de la métropole se fût accélérée. En 1912, 4.000 à 5.000 Algériens, essentiellement des Kabyles, travaillaient dans les houillères du Nord-Pas-de-Calais ou dans les usines de Paris et de Marseille ; en 1924, puis en 1928, deux décrets tentèrent de freiner le phénomène, mais l'immigration continua, clandestine.

L'état de prostration culturelle des indigènes était tel que la langue arabe semblait en voie de disparition, au moins dans les villes[803]. Il y avait 85 % au moins d'analphabètes, je viens de l'écrire ; en 1930, il y avait 60.000 indigènes scolarisés (soit 7 % des classes d'âges concernées), dans des classes atteignant parfois les 80 élèves, dont 11 % de filles, et 306.000 en 1953 : l'enseigement était entièrement en français[804]. L'administration faisait ce qu'elle pouvait pour empêcher le développement du système scolaire indigène. Pourtant il y avait à cette génération, parmi les musulmans, une authentique demande d'enseignement en français : c'était la seule voie possible d'ascension sociale, et puis les indigènes algériens avaient intériorisé l'idée que la seule langue de prestige était le français… Il reste de cette époque, dans

---

15 minutes en hiver et 45 minutes en été pour remplir une cruche d'eau — la queue durait 3 à 4 heures, l'eau étant réservée aux abluptions à certaines heures (en Afrique du nord, il n'y a pas pire déchéance que d'être sale). Lorsque la fontaine était tarie, il ne restait plus qu'à se rendre en âne au village voisin, d'où des rixes parfois mortelles.

En 1921, seuls 20 % des appelés musulmans furent déclarés « bons pour le service » : à Oran, 40 % furent réformés pour faiblesse de constitution, rachitisme ou tuberculose. En 1946, 10 % des nouveaux-nés kabyles mouraient dans les quinze jours ; les survivants étaient souvent sevrés trop tôt, parce que le lait de leur mère était trop pauvre pour les nourrir (ou inconsommable en cas d'alimentation trop pimentée ! Apparemment les piments étaient des aliments de pauvres), d'où d'autres décès. Dans certains villages, au moment des chaleurs des épidémies d'entérite tuaient 90 % des nourrissons ; par ailleurs, le trachome, une infection bactérienne qui rend aveugle, faisait des ravages sur ces organismes affaiblis.

803 Comme les langues régionales en Bretagne ou dans le Midi, où la disparition a réellement eu lieu. Du reste, en Algérie il y a aujourd'hui effectivement une frange de la population urbaine qui est plus à l'aise en français que dans les langues nationales (arabe dialectal et langues berbères) et surtout qu'en arabe littéraire, langue qui n'a pratiquement pas été enseignée pendant 130 ans, et l'est fort mal depuis l'indépendance.

804 En fait, il existait toujours des médersas, établissements rattachés aux mosquées où l'on était censé apprendre l'arabe littéraire : les conditions matérielles en étaient pathétiques et l'enseignement, complètement dépassé. Selon un témoignage amical, on y envoyait ses enfants quand on n'avait pas assez d'argent pour les inscrire à l'école, pour qu'ils « aient l'impression » de recevoir un enseignement…

l'Algérie d'aujourd'hui, un solide mépris de la part d'une bonne part des Algériens pour leur propre culture[805] : ce mépris de soi par intériorisation du mépris colonial, unique à ma connaissance dans l'ancien monde colonisé, représente l'un des héritages les plus désastreux, car les plus générateurs de schizophrénie, de l'ère coloniale (le terrorisme des années 1990 n'a pu naître que sur ce terreau de mépris de soi, allié à la haine de l'autre).

400.000 musulmans sur 5.500.000 votaient (en 1936), mais leurs élus ne pouvaient pas former plus du tiers des assemblées où ils figuraient (conseils municiapux, conseils généraux, délégations financières). De plus, on les traitait souvent pour quantité négligeable, refusant par exemple d'enregistrer leur vote. Malgré quelques progrès, la plupart des emplois supérieurs étaient fermés aux indigènes. Pratiquement partout leurs salaires étaient inférieurs. leurs retraites aussi. Jusqu'en 1936, leur service militaire était même plus long…

Le racisme ambiant comptait toujours avec l'appui d'une partie du monde scientifique (pas tout cependant, contrairement au XIX^e^ siècle[806]), notamment le psychiatre Antoine Porot qui fonda une « école d'Alger » démontrant l'infériorité du Maghrébin à partir de supposées carences encéphaliques : le Nord-Africain n'aurait « pas de cortex » (A. Porot, dans un article de 1939) ou « un cortex cérébral peu évolué » (1932). Ce discours scientifique reprenait en fait les poncifs les plus éculés du discours populiste sur les Arabes, pour leur donner une caution « objective » ; puérilité, fatalisme, absence de curiosité, inaptitude à la raison, soumission aux instincts, mensonge, vice, stupidité, sournoiserie, etc. Dans le premier article de Porot sur la « psychiatrie musulmane », paru en 1918, on relève cette phrase : « hâbleur, menteur, voleur et fainéant, le Nord-Africain musulman se définit comme un débile hystérique, sujet de surcroît à des impulsions homicides imprévisibles ». Ces thèses se retrouvaient encore en 1952 dans un manuel de psychatrie publié par les P.U.F. (des éditions universitaires, sérieuses en principe !). On comprend l'exaspération (et les outrances dans l'autre sens) du jeune médecin-chef à l'hôpital de Blida en 1953, le Martiniquais Franz Fanon, qui s'engagea aux côtés du F.LN. pendant la guerre d'indépendance[807]. D'autres versions, plus « sciences humaines », de la même haine raciale faisaient appel à des déterminismes religieux, ou reprenaient les âneries orientalistes sur l'esprit oriental tourné vers la contemplation et le mysticisme.

En tout cas, le musulman était le seul responsable de sa misère… sauf quand même pour une partie de la gauche, qui s'était reprise depuis le XIX^e^ siècle[808] : un Camus, par exemple, quoique pied-noir, était totalement exempt de ces saloperies. Mais chez beaucoup d'Européens d'Algérie régnait la peur des masses arabes, hordes barbares menaçant de submerger la mince pellicule de civilisation. Traiter le bicot, le melon, le crouille, etc., sur un pied d'égalité était une erreur grave : il ne respectait que la force[809]. Les indigènes instruits (on disait « évolués ») étaient particulièrement détestés, surtout depuis qu'ils accédaient à quelques emplois qualifiés et qu'ils se faisaient revendicatifs. Le tutoiement était de rigueur

---

805 Kabyles mis à part, qui sont très fiers de l'être. En Kabylie, instruction en français et fierté d'être et de parler kabyle ne sont pas contradictoires.

806 En particulier, l'orientalisme avait en partie évolué : l'orientaliste Louis Massignon faisait campagne pour les droits des indigènes.

807 Il va sans dire que pour l'école d'Alger, les Noirs non plus n'étaient pas la crème de l'humanité. Je n'ai pas le courage d'en recopier davantage.

808 En partie depuis, et à cause de, l'affaire Dreyfus, qui avait déconsidéré une certain nombre de scientifiques prompts à dresser des « portraits de races », dont le fameux docteur Bertillon. Dans l'entre-deux-guerres, la montée du nazisme en Allemagne provoqua la déconsidération définitive du racisme à gauche — cela dit, les syndicats et partis de gauche algériens étaient bien obligés de tolérer le racisme d'une bonne partie de leur base, voire de leurs élus. Un peu plus au nord mais toujours en Méditerranée française, Georges Frêche, presque un siècle plus tard, demeure un excellent représentant de ces ambiguïtés, bien represéntées dans l'entre-deux-guerres par Jacques Duroux, leader du groupe des Gauches algériennes et propriétaire de *L'Echo d'Alger*, qui « eut la peau » du gouverneur général Viollette en 1927.

809 On entend la même chose en Israël aujourd'hui à propos des Palestiniens, ou des Arabes en général.

lorsqu'on s'adressait aux indigènes, qu'on appelait uniformément « Mohammed » et « Fatma » ; les métropolitains qui ne respectaient pas l'usage du tutoiement provoquaient l'hilarité. Dans les magasins, on servait les musulmans après les autres. Cela n'empêchait pas, évidemment, les liens d'affection à titre personnel, mais toujours dans un cadre mental des plus paternalistes.

Bien entendu, les fêtes du Centenaire, en 1930, furent grandioses : il s'agissait d'ailleurs de célébrer l'ensemble de l'Empire colonial. On célébrait l'œuvre coloniale en Algérie[810] et l'attachement des indigènes à la France, d'ailleurs sans doute réel à cette génération baignée de propagande coloniale, et où l'espoir d'une évolution vers une égalité de traitement et de conditions ne s'était pas encore éteint (certaines choses s'étaient quand même améliorées depuis le XIX^{e} siècle : on n'enfumait plus les tribus). Je ne sais où placer l'ouverture, en 1937, de la nouvelle base navale française de Mers el-Kebir[811].

Il n'y avait pratiquement pas de milieux indigènes politisés en 1914 à part un petit milieu de « jeunes-algériens », pas réellement nationaliste d'ailleurs : ils réclamaient l'égalité des droits et l'accès proressif à la nationalité française et, laïcs à la française, étaient prêts à

---

810 C'est le thème de l'immortelle rengaine *À la santé d'Abd-el-Kader*, composée à l'occasion de la visite que le président Doumergue fit en Algérie cette année-là :

« Ah qu'il parle bien notre cher président / ah qu'il est éloquent / et quel diplomate épatant
À Dunkerque il dit : messieurs, vive le Nord / À Marseille il vous sort / Vive le Midi, coquin de sort!
Mais quand en Algérie il part pour quelques jours / tout le long du parcours / il potasse un très beau discours,
Il parle d'un ton bref / mes amis, y'a bono bézef / me voici, je suis Algérien / et si j'viens ce n'est pas pour rien :
(Refrain sur l'air de la « Marche des zouaves », elle-même sur l'air de « la casquette du Père Bugeaud »)
Je suis v'nu pour vous dire en un sourire / je suis v'nu pour vous répéter tant et plus :
Ah si le brave Abd el-Kader / revenait en Algérie / il serait heureux, Abd-el-Kader / de voir comme elle est jolie
Y'a du pinard, du chemin de fer / du chameau, de l'industrie
Aussi je suis fier / de lever mon verre / à la santé d'Abd-el-Kader!

Le vin d'Algérie est un si doux nectar / qu'on s'en sert, blague à part / pour rajeunir le vieux Pommard
Quant à son cheptel il est d'plus en plus beau / les vaches ont des veaux / et les juments ont des jumeaux
À la casbah Messieurs, c'est la pure vérité / y'a l'électricité / la T.S.F., la C.G.T.,
Pour traverser l'désert / mon z'ami maint'nant on se sert / des chenilles et des autos / Citroën remplace les chameaux
N'en jetez plus / des merveilles sans pareilles/ n'en jetez plus / l'percepteur va vous tomber dessus!
Ah si le brave Abd-el-Kader…

Ces trésors dont nous sommes émerveillés / qui nous les a gagnés? / Le père Bugeaud et ses troupiers!
Si vous oubliez ces héros d'autrefois / vos femmes je le crois / se rappellent mieux leurs exploits
Et lorsque son mari s'endort sans un bécot / l'Algérienne aussitôt / chante "la casquette du père Bugeaud"
Alors c'est le réveil / mon z'ami dresse le bout d'l'oreille
Et sans rien oser lui demander / elle ajoute pour le faire rêver :
As-tu vu dans l'histoire les histoires / qu'ils ont eu les grand-pères de nos Poilus?

(Parlé, ou plutôt vomi) Fais ton devoir et tâche d'avoir du poil aux yeux comme tes aïeux viens dans la casbah et culbute-la ta belle Fatma c'est ça qu'est zouli aussitôt fini Arrouah Sidi [cri d'extase suppoosé des musulmanes] la Sidi-Brahim pour ta légitime patatim patatim patatim patatim… »

811 Par ailleurs, il y eut une nouvelle crise antisémite en 1925 : le chef de la ligue antisémite locale, le Dr Molle, fut élu maire d'Oran, ce qui provoqua des émeutes (Molle avait annoncé « une Saint-Barthélémy juive » en cas de victoire) : les juifs d'Oran tentèrent de prendre les devants et assaillirent le journal de Molle, les bagarres durèrent deux jours et firent une cinquantaire de blessés. Remarquez que pour la première fois depuis toujours, les Juifs réagissaient… Molle fonda un Parti National Populaire, fut élu député en 1928, mais mourut en 1931. L'année suivante, Oran et Sidi-Bal-Abbès élurent encore des députés antisémites, et mussoliniens pour faire bonne mesure. En 1936, le maire antisémite d'Oran fut battu, dans une atmosphère d'émeute et de charivari, par… un abbé sourcier qui s'était fait une popularité en prétendant avoir fait jaillir de l'eau près de la ville, qui en manquait. Au moins n'était-il ni antijuif, ni anti-arabe : mais c'était manifestement un accident, l'imbécillité pied-noire s'étant déportée sur d'autres sujets d'hystérie. Du reste, l'abbé sourcier se convertit rapidement… au fascisme et à l'antisémitisme, par haine du Front Populaire et parce qu'il fallait détourner l'attention de ses électeurs du fait que l'eau ne jaillissait point autant que promis. Il soutint Franco, revint enchanté d'un voyage en Allemagne (mais changea d'avis dès 1939, soutint Vichy au début comme tout le monde mais s'engagea dans la France Libre en 1942).

renoncer au droit musulman. Certains, après 1918, allèrent jusqu'à se convertir. C'étaient surtout des lettrés et des membres de professions libérales. À partir de 1922, ils eurent leur revue : *La voix des humbles*. C'est de ce milieu qu'émergea, à la fin des années 1920, le pharmacien et journaliste Ferhat Abbas (1899-1985), qui joua un rôle important dans la guerre d'indépendance. Il n'était pas encore natioanaliste, comme en témoigne ce texte de 1936 : « si j'avais découvert la nation algérienne, je serais nationaliste. (…) Je ne mourrai pas pour la patrie algérienne, parce que cette patrie n'existe pas. (…) Nous avons (…) écarté une fois pour toutes les nuées et les chimères pour lierdéfinitivement notre avenir à celui de l'œuvre française dans ce pays. » Cette mouvance déclina lentement dans l'entre-deux-guerres, concurrencée par de nouveaux courants.

La réforme électorale de 1919 créa les conditions d'un embryon de vie politique parmi les indigènes : les premières élections, en 1920, furent remportées par les ennemis de l'intégration juridique (et donc, dans les conditions du moment, de la naturalisation). Elles furent immédiatement annulées par le préfet, ce qui ne fit que renforcer la popularité du porte-parole du courant victorieux, l'émir Khaled, un petit-fils d'Abd el-Kader, saint-cyrien par ailleurs, capitaine dans l'armée française avant sa retraite en 1919 et jeune-algérien avant la guerre. Mais sa carrière déclina à partir de 1923, pour cause de dettes ou raisons de santé, on ne sait au juste.

Dans les années 1920, on assista à la naissance d'un mouvement plus religieux que politique, habituellement connu sous le nom de « les oulémas »[812]. Leur but premier était de restaurer l'enseignement religieux que la colonisation avait à peu près liquidé, mais aussi de « purfier » l'islam selon des idées inspirées de la *salafiyya* et proches de celles des wahhabites et des sénoussis (idées qui sont à vrai dire celles de tous les réformateurs musulmans) : lutte contre les résurgences de polythéisme et notamment le culte des marabouts (= saints hommes, et/ou leurs tombaux) ou les « arbres chiffonniers »[813], contre la corruption, la débauche et la soumission au colonisateur des marabouts, cadis et mouftis, la décadence des confréries, mais aussi contre l'ivrognerie, le jeu, le kif (un genre de haschich), la prostitution, etc. Le fondateur du mouvement, le cheikh Abdelhamid Ben Badis († 1940), était issu d'une famille aristocratique de la région de Constantine ; il avait reçu une formation religieuse à la Zitouna de Tunis, et s'était rapproché des milieux nationalistes au Caire lors d'un *hadj*. Sous son égide, puis celui du « Conseil des Oulémas d'Algérie » qu'il fonda en 1931, 130 médersas modernes ouvrirent leurs portes en 20 ans à partir de 1913 ; il est aussi à l'origine de la première imprimerie arabe d'Algérie, en 1919. Les oulémas recrutaient dans un milieu plus modeste que les jeunes-algériens, un milieu qui n'avait pas forcément la citoyenneté française. Du nationalisme arabe, Ben Badis avait retenu l'affirmation d'une identité algérienne, mais il ne réclamait pas l'indépendance ; il voulait faire « de la langue arabe la langue nationale des Algériens » (tant pis pour les Berbères, promis au sort des Bretons !).

Mais de tous ces mouvements, celui qui annonçait le plus nettement l'avenir fut l'Étoile Nord-Africaine, un mouvement fondé[814] en 1926, à Barbès, par Ahmed Messali (el) Hadj (1898-1974), le fils d'un cordonnier de Tlemcen, installé (le fils) en métropole. En France, Messali, qui était assez assimilé pour avoir épousé une Française[815], était entré en con-

---

812 Le mot est formé sur le pluriel arabe de *'âlim* : « savant ». Il désigne, selon les définitions (et sans doute les lieux et les époques), « les théologiens musulmans », « les enseignants des médersas », etc.

813 Arbres aux branches desquels ont attache des bouts de tissus en signe de prière, un peu comme on met des cierges dans nos églises. Cette coutume païenne, exterminée par les islamistes en terre d'islam à ma connaissance, est bien vivante en Géorgie chrétienne, et sans doute ailleurs dans le Caucase.

814 Je simplifie : en fait, Messali Hadj a pris la suite d'un éphémère premier dirigeant.

815 Ce genre de couples mixtes, inexistant au sud de la Méditerranée, n'était pas rare au nord. Le chanteur et acteur Marcel Mouloudji (je sais, ça ne vous dit plus rien, d'ailleurs ce n'est pas très grave, c'était sympa mais ça a beaucoup vieilli) est né en 1922, « catholique par ma mère [bretonne], musulman par mon père [kabyle], un

tact avec les idées communistes, ce qui ne risquait pas d'arriver en Algérie, tant de par la faiblesse des mouvantes marxistes que du fait du racisme de leurs militants. L'Étoile (en référence sans doute à celle, rouge, des bolcheviks) était au départ un « sous-marin » de la S.F.I.C. dans les milieux prolétaires immigrés, même si Messali Hadj prit ses distances dès 1928[816], en particulier sur la question religieuse — il était croyant. Il assista quand même au congrès anti-impérialiste de Bruxelles, en 1927, où il rencontra entre autres Nehru et Nguyên Ai Quoc, le futur Hô Chi Minh. L'Étoile, qui changea pas mal de nom au gré des interdictions successives (1926 et 1937 entre les deux guerres), recrutait surtout parmi les Kabyles, paysans chassés de leur terre par la colonisation et par ailleurs pas mal éduqués à la française, donc assez revendicatifs. Elle aurait eu 3.000 à 4.000 militants vers 1930. Elle exigeait l'abolition du code de l'indigénat, la liberté de presse et d'association, la suppression des communes mixtes, un enseignement en arabe, et surtout, pour la première fois, l'indépendance de l'Algérie (revendication exprimée dès 1929) : or pour tout le monde en France, l'Algérie n'était pas une colonie, c'étaient trois départements français…

La situation commença à se dégrader en 1930, sur fond de mesures contre les oulémas, puis de crise. Les différences mouvances nationalistes ou para-nationalistes se rapprochèrent les unes des autres. Lors des manifestations de gauche suivant le 6 février 1934, on vit flotter le grapeau vert des nationalistes sur certaines foules. En août de la même année, à Constantine en état de famine, tout cela déboucha sur un pogrom : les musulmans, excités par les milieux pieds-noirs antisémites[817], attaquèrent les quartiers juifs et massacrèrent 24 personnes. Les forces de l'ordre restèrent impassibles ; certains Européens encouragèrent le massacre, insultèrent les rares policiers qui vinrent en aide aux victimes. Soulagées que les troubles n'aient touché « que » des juifs, les autorités n'envoyèrent aucun message de condoléances et n'assistèrent pas aux funérailles : français depuis 65 ans, les juifs d'Algérie ne l'étaient manifestement pas tout à fait dans un certain nombre de cervelles, y compris métropolitaines. En février 1935, le ministre de l'Intérieur, recevant une délégation de victimes, lui enjoignit de « montrer moins de morgue ». Par ailleurs, il y eut une flambée d'antisémitisme dans la population arabo-berbère : on voit que ce phénomène n'est pas dû qu'au développement du sionisme (à cette génération, les Maghrébins ne s'intéressaient que de loin à ce qui se passait en Palestine). En revanche, c'était un effet direct du colonialisme, plus précisément de la différence de statut juridique que celui-ci avait introduit entre juifs et musulmans d'Algérie. Même Messali Hadj se laissa aller à des considérations d'apparence marxiste sur les juifs, fourriers du colonialisme, reprenant en réalité les thèmes de l'antisémitisme économiques le plus éculé du XIX^{e} siècle (inconnus du mouvement communiste à cette génération).

Le Front Populaire, soutenu par l'Etoile Nord-Africaine relégalisée en 1935 (malgré des sympathies mussoloniennes et hitlériennes affichées, plus l'altisémitisme évoqué ci-dessus !), fut le seul cabinet de toute la période à avoir une politique algérienne. Il avait fait naître de grands espoirs en promettant une enquête générale sur la situation « politique, économique et morale » dans les colonies[818]. Partout les indigènes essayèrent de profiter de la nouvelle donne à Paris pour obtenir une reconnaissance. Ainsi, en juin 1936, un congrès musulman se réunit à Alger (sans l'Étoile, trop extrémiste) : il réclama l'octroi aux indigènes de la ctoyen-

---

peu juif par mon fils, bouddhiste par principe, alcoolique par mon oncle, dépravé par grand-père (…), et athée, grâce à Dieu » selon les paroles de sa chanson *Autoportrait*. De même, la grand-mère maternelle d'Édith Piaf, Emma Saïd Ben Mohammed (1876-1930) était une Berbère marocaine, une ancienne… montreuse de puces.

816 En 1935 selon une autre source : il s'agit peut-être du début et de la fin d'un processus.

817 Chose intéressante, le bruit courait qu'on allait installer en Algérie des juifs expulsés d'Allemagne, et qu'ils allaient prendre le peu de travail qui restait aux indigènes. Des attaques de commerce juifs par des indigènes avaient déjà eu lieu à Alger en 1933.

818 André Gide, l'une des grands figures de l'anticolonialisme depuis son buyant retoru du Tchad en 1927, proche du P.C.F. de 1930 à 1937, fit partie de la commission chargée de l'enquête en juillet 1936

neté française, mais avec maintien du droit musulman, la reconnaissance de la langue arabe comme langue coofficielle, l'instruction pour tous. En collaboration avec Viollette qu'il avait nommé ministre d'État aux Colonies[819], Blum élabora un projet d'assimilation progressive aux termes duquel on eût accordé la nationalité française, sans abandon du droit musulman, à quelques dizaines de milliers d'indigènes d'Algérie (21.000 ou 24.000 pour la première « fournée », selon les sources), diplômés, gradés (officiers ou sous-officiers) ou fonctionnaires[820]. Avant même d'arriver aux Chambres pour discussion, le projet Blum-Viollette fut retiré sous la pression des colons, sur fond d'hysérie antisémite[821] ; l'Étoile ne le soutint guère, ce qui, avec son arrestation, valut d'ailleurs un surcroît de popularité à Messali. La commission d'enquête, désabusée, démissionna collectivement en juillet 1938, et ses rapports allèrent contribuer à la décoration intérieure des tiroirs du ministère. La même année, Ferhat Abbas fonda un « Parti Populaire Indigène Algérien ».

Concernant le Maroc enfin, je m'attarderai essentiellement sur la révolte d'Abd-el-Krim el Khattabi (1882-1963), que l'on appelle parfois la guerre du Rif. Elle éclata en 1921 dans la partie théoriquement sous contrôle espagnol : les troupes espagnoles se firent étriller à Anoual en juillet 1921(plus de 10.000 Espagnols tués par 3.000 révoltés ! Le troisième grand désastre colonial d'une puissance européenne, après Adoua en Ethiopie et la guerre russo-japonaise) et l'Espagne perdit toute la zone, sauf les présides (Cauta et Melilla). Abd-el-Krim ayant commis la maladresse de s'attaquer aux Français, la France intervint : elle ne le fit pleinement qu'en 1924, après deux ans d'hésitations de de négociations avortées. C'est parce qu'il était mécontent de la répression, mais incapable de proposer une alternative, que Lyautey démissionna de son proconsulat marocain en août 1925 : à la tête des troupes franco-espagnoles chargées de la répression, il fut remplacé par Philippe Pétain. Il fallut envoyer plus de 100.000 hommes ; la révolte ne fut matée qu'en mai 1926[822]. Abd el-Krim fut déporté à la Réunion, d'où il s'évada en 1947 ; il fint sa vie en Égypte où il diriegait un vague « Comité de Libération pour le Maghreb Arabe ». La pacification du Maroc dura jusqu'en 1935.

Igéologiquement, Abd el-Krim, qui avait étudié en Espagne et vécu à Melilla, était à la charnière de l'ancien temps et du nouveau. Il proclama une République du Rif (1922) et s'attira l'appui des communistes européens (Moscou jouait alors la carte des peuples « orientaux » : on était au lendemain de la conférence de Bakou), mais sur place il s'appuyait essentiellement sur l'ancienne féodalité précoloniale, point encore liquidée (la conquête datait de moins de dix ans !). Ce n'était pas à proprement parler un nationaliste marocain, mais il maniait bien un langage de type nationaliste, sans grandes références au Coran : ses proclamations étaient en partie panarabes ou tout au moins pan-maghrébines (« Ne formons avec les nations de l'Est qu'un seul groupe et levons-nous ensemble ; portons un coup désisif et nous chasserons une fois pour toutes les oppresseurs de notre pays. Ainsi se préparera la république dont les piliers seront tous les pays d'Afrique du nord »).

---

819 Viollette militait au P.S.F. de Déat, qui faisait également partie du Front Populaire. Plus tard, Déat connut une dérive pacifiste extrême qui le conduisit à refuser la guerre contre l'Allemagne nazie, puis à la collaboration ; mais Viollette ne le suivit pas sur cette voie.

820 Le preblème, sérieux en théorie, de la polygamie, était inexistant dans les milieux concernés par les premières étapes du projet. En fait, la polygamie était en recul rapide en Algérie.

821 Doriot se prit d'affection pour les Algériens musulmans. Apparemment, les insignes nazis et les références au nazisme était courants à cette période en Algérie, même s'il ne semble pas y avoir eu d'ingérences allemandes (pas besoin !). En fait, il y en eut quelques-unes, mais à la veille de la guerre : Berlin tenta de prendre le train en marche, en négociant notamment avec les leader de l'Étoile Nord-Africaine — ces négociations capotèrent, d'autant que Messali, de sa prison, les désavoua.

822 À grandes lampées d'ypérite, dont l'usage était considéré comme l'un des plus graves crimes de guerre allemands et qu'on avait interdite à l'issue de la guerre à grand renfort de proclamations humanitaires !

Par ailleurs, il apparut en 1930 un parti jeune-marocain, qui se réclamait du sultan (lequel ne le désavouait pas) ; mais il fut désorganisé par la répression à la fin de la décennie. L'islamisme semble absent de cette agitation : sans doute était-il trop liée à la société précoloniale, « préservée » c'est-à-dire figée et instrumentalisée par Lyautey et ses successeurs.

F) La Méditerranée occidentale.

Je vous sens tout frétillants de ravoir des nouvelles de Malte… La crise de reconversion de l'après-guerre, suivant quatre ans de privations, se traduisit par de très graves émeutes à La Vallette le 7 juin 1919. Ce jour-là, une « Assemblée Nationale » convoquée illégalement par les nationalistes devait se réunir pour travailler à une constitution. L'armée tira dans la foule, il y eut six morts — c'est aujourd'hui une date connue de tous et abondamment commémorée. Deux ans plus tard, Londres dut concéder une « vraie » constitution à sa colonie, avec deux chambres et un *Executive Council* élu tous les trois ans et responsable devant elles. Mais un organe contrôlé par le colonisateur, le *Maltese Imperial Government*, s'occupait des relations extérieures, de l'immigration, de la défense, du commerce et des télécommunications. Le suffrage était universel. Les trois langues étaient reconnues à égalité au niveau des débats parlementaires, mais la langue administrative était l'anglais (en pratique, c'était le cas depuis longtemps, mais la chose n'avait jamais été officialisée) ; le système éducatif reconnaissait l'anglais et l'italien, à égalité, pour langues d'enseignement. Le spectre politique était écartelé entre partis pro-italiens et pro-britanniques (dont un Parti Travailliste : les travailleurs, ceux notamment du port de La Vallette, étaient favorables à l'anglais et à une pleine intégration dans l'Empire britannique, pour des raisons d'emploi).

De nouveau, la situation se tendit à tel point (avec notamment, nouveauté, une forte agitation anticléricale) que Londres suspendit la constitution pour un an en 1930. Une autre raison pour laquelle Londres n'arrivait pas à gérer la situation, c'était que l'archipel est si petit que les oppositions politiques dégénéraient en rivalités inter-familiales, tout le monde sachant très bien qui vote pour qui. Les gouvernants eux aussi le savaient, et distribuaient aides et autres avantages en fonction de logiques clientélistes : ainsi les différents services publics, dont la police, recrutaient sur une base clientéliste — et comme tout le monde le savait, ils avaient du mal à se faire obéir au-delà des frontières de leur clientèle. Ce clientélisme existait avant le suffrage universel, il était perçu comme un ensemble de structure de résistance aux abus coloniaux ; désormais il pénétrait l'ensemble de la vie de l'archipel[823].

En 1932, les nationalistes remportèrent les élections à une nette majorité. Non seulement ils rétablirent un statut plus avantageux pour l'italien mais ils autorisèrent de la propagande mussolinienne dans certaines écoles (par le biais d'instituteurs importés d'Italie : l'archipel n'en formait plus assez). Londres prit peur, suspendit de nouveau la constitution en 1933, interdit les meetings politiques, abolit les jurys dans les procès pour sédition, lesquels désormais se tiendraient à huis clos. Deux tentatives de nouvelles constitutions échouèrent en 1936 et 1939 : la situation politique était complètement bloquée (l'île demeura sans constitution jusqu'en 1947). En pratique, l'italien était désormais banni de l'espace public, et il y eut une épuration massive dans la fonction publique.

En Espagne, l'événement majeur de la période c'est évidemment la guerre civile de 1936-1939. C'est un événement complexe et qui concerne l'ensemble du pays ; je me limiterai ici en à évoquer le versant catalan, qui me semble le plus facile à rattacher aux probléma-

823 Un problématique qui rappelle celles de la mafia sicilienne, si ce n'est qu'à Malte il n'y eut pas constitution d'« Empires du crime ».

tiques du programme[824]. Ce faisant, je vais faire un retour en arrière sur le nationalisme catalan, qui complètera les données concernant Barcelone.

En 1813, au lendemain de la guerre d'indépendance contre les Français, l'Espagne semblait soudée par un sentiment national fort, et commun à tous les Espagnols : un sentiment pas mal axé sur la religion, mais ceci n'avait rien que de très banal au XIX^e^ siècle. Qu'un État-nation abritât quatre langues (castillan, catalan, basque, portugais sous sa forme galicienne) n'avait rien non plus que de très banal : la France en abritait une demi-douzaine. Pourtant les sentiments régionalistes étaient bien plus forts qu'en France, dans un pays dont l'unité était récente (1474) et dont les différents royaumes et provinces constituants conservaient un souvenir très vif de leur particularisme historique. Par ailleurs, même si, nous l'avons vu, même à Barcelone la langue des élites au début du XIX^e^ siècle était plutôt le castillan, le catalan ne s'était jamais autant marginalisé que les langues régionales françaises : on était fier de son passé littéraire. À cela s'ajouta le fait qu'au XIX^e^ siècle, le développement économique de l'Espagne se fit à partir des périphéries et notamment de la Catalogne : ceci explique que l'on ait assisté, au XIX^e^ siècle, à l'affirmation d'un particularisme catalan (voyez les détails dans le passage sur Barcelone). Cette affirmation se fit plus tard qu'en Italie, en Serbie ou en Grèce, à peu près à la même génération qu'en Roumanie et en Arménie, nettement plus tôt qu'au Pays Basque, à Malte et dans les régions musulmanes de Méditerranée. Il ne s'agissait pas d'un indépendantisme mais il s'agissait bien d'un nationalisme, au sens où il posait l'existence d'une communauté nationale catalane distincte de la castillane par sa langue, ses traditions culturelles, son histoire, son ouverture à la Méditerranée (la Castille étant supposée continentale, intérieure, avec une tendance à regarder vers l'Atlantique par Séville et la côte basco-cantabrique). Vers 1900, on avait donc une situation déséquilibrée et conflictuelle : les nationalistes castillans se projetaient dans le cadre de l'Espagne tout entière, qu'ils voulaient unie et qu'ils pensaient comme un État-nation : sur le modèle français, ils voulaient croire que les particularismes régionaux étaient des survivances appelées à s'effacer (en revanche, en contradiction avec le modèle français ils étaient volontiers cléricaux). En Catalogne au contraire, on voyait l'Espagne comme l'addition de quatre nations dans un cadre politique commun, et, sans vraiment à l'époque rêver de la disparition de ce cadre[825], on était fermement décidé à conquérir le maximum d'autonomie, notamment culturelle.

L'Espagne n'étant pas l'Empire Ottoman, le conflit demeura non-violent pour l'essentiel (il y avait pas mal de violence à Barcelone mais elle était sociale, socialo-anarchiste, ou au contraire anti-socialiste[826]). La dictature de Miguel Primo de Rivera, entre 1923 et 1930, était littéralement obsédée par le catalanisme et le danger de dissolution qu'il faisait peser sur l'Es-

---

824 Cela dit, il y a aussi entre autres un versant marocain de la guerre civile : le pusch antirépublicain de juillet 1936 partit des troupes coloniales (et de celles des Canaries), Franco était un « Marocain ». Le camp nationaliste, qui prétendait défendre l'Espagne chrétienne, fit largement usage de troupes coloniales musulmanes ; le discours de la gauche espagnole sur ce point n'était pas exempt de racisme. Au passage, signalons qu'en 1940, pour prix de son entrée en guerre Franco demanda à Hitler l'ensemble du Maroc et l'Oranie : le refus du *Führer*, qui voulait ménager la France, est l'une des raisons pour lesquelles l'Espagne est restée neutre (à moins que Franco, qui savait son pays épuisé par la guerre civile et n'avait aucune sympathie idéologique pour le nazisme bien qu'il ait accepté l'aide nazie durant la guerre civile, n'ait volontairement présenté des demandes impossibles à satisfaire).

825 Entre autres pour des raisons économiques ! Une Catalogne indépendante, vu le protectionnisme général à l'époque, c'était le désastre économique garanti. Le nationalisme catalan avait conquis la bourgeoisie d'affaires de Barcelone : il était donc nettement plus porté à se préoccuper de ces problèmes d'ordre économique que les nationalismes chrétiens des Balkans, expression surtout des élites culturelles locales.

826 Cela dit, bien entendu les nationalistes catalans ont enrôlé sous leur bannière des événements comme la Semaine Tragique de 1909. Il s'agit largement de récupérations *a posteriori* : elles illustrent surtout à quel point, en ce début de XXI^e^ siècle, le socialisme a perdu la bataille face au nationalisme — il est difficile de parler de ces événements comme d'épisodes de la lutte des classes : qui veut les commémorer aujourd'hui est presque obligé d'en faire des épisodes de la lutte nationale, qui fait vibrer tout le monde.

pagne, mais elle ne changea pas grand-chose aux mentalités, faute de durée, faute d'un projet attractif, faute aussi peut-être d'une répression assez sévère. La grande majorité des habitants de la Catalogne (à l'exception des *charnegos*, mais c'étaient des prolétaires méprisés) étaient catalanistes, tous milieux sociaux confondus, avec un assez solide complexe de supériorité envers l'intérieur « arriéré » du pays. La gauche et la droite modérées étaient catalanistes ; l'extrême-gauche, internationaliste sur le principe, affichait généralement un souci d'égalité des peuples, donc des sympathies pour les revendications catalanistes — en tout cas, elle n'était nullement « jacobine », partisane d'un pays uni autour de la culture de la capitale, comme la gauche française l'était unanimement à l'époque.

Après la chute de la dictature de Primo de Rivera, la pression nationaliste se fit si forte qu'en 1932 la seconde République dut accorder à la Catalogne, d'assez mauvais gré, le premier statut d'autonomie de son histoire[827], ce qui mit la droite espagnole en fureur. En juillet 1936, le putsch échoua à Barcelone. Comme il échoua également à Madrid, la guerre civile ne fut pas une guerre de la Castille contre la Catalogne (les deux villes susnommées demeurèrent dans la partie républicaine du pays jusqu'à l'effondrement de la République début 1939) ; mais ce fut bien la guerre d'un camp dont le slogan était « Espagne une »[828] contre un autre camp où figuraient les nationalistes (catalans et basques). À Barcelone, les nationalistes et le reste de la gauche combattirent côte à côte : s'il y eut de graves tensions et même (en 1937) des massacres qui affaiblirent le camp républicain, ce fut entre communistes et extrême-gauche anarcho-trotsko-libertaire.

Bien entendu, la défaite du camp républicain se traduisit par une très violente répression contre les milieux catalanistes : le catalan fut exclu de l'administration et du système scolaire ; dans les années 1940, à Barcelone, de grandes pancartes ordonnaient en espagnol : « Parle la langue de l'Empire ! »[829]. Durant une vingtaine d'années il se publia fort peu de choses en catalan, à l'exception de textes universitaires du genre édition critique d'un manuscrit médiéval, ou de « contes et récits folkloriques de nos villages ». Mais les Catalans refusèrent d'abandonner leur culture : la version réactionnaire et dictatoriale de l'hispanité que leur proposait le franquisme était fort peu attractive[830]. Mon père, qui a séjourné à Barcelone vers 1952 dans le but saugrenu d'y apprendre l'espagnol, se rappelle très bien qu'à son grand

---

827 Ce dont avait joui la Catalogne avant l'époque contemporaine n'était pas un statut d'autonomie à l'intérieur d'un État unitaire, comme ce fut le cas de 1932 à 1939 et comme c'est de nouveau le cas depuis 1978 : la Catalogne était l'un des constituants de la couronne d'Aragon, elle-même l'un des deux constituants (avec la Castille) ce ce qu'on appelait alors « les » Espagnes.

828 Très exactement : « *¡ España una, España grande, España libre !* »

829 Insistance, donc, sur la dimension mondiale de l'espagnol, par opposition au « provincialisme » catalan. Ce discours est toujours présent, en Espagne et ailleurs, chez ceux qui déplorent les progrès de la catalanité et le recul de l'hispanité en Catalogne (et des phénomènes comparbles, quoique nettement moins avancés, au Pays Basque).

N.B. Vers la même époque, en Alsace, d'autres affiches proclamaient : « C'est chic de parler français ! » (après 1944, évidemment). La différence, c'est qu'en Alsace cela rencontra une vraie volonté d'une majorité de la population de se détacher du passé allemand, assimilé au nazisme ; alors qu'en Catalogne, cette propagande fut un échec.

830 C'est une différence essentielle avec la France, où le nationalisme centralisateur a toujours été associé aux idées « progressistes » (dans les acceptions successives de ce mot, et avec toutes les pincettes qu'il faut prendre pour en user) : en Espagne, le nationalisme centralisateur a toujours été associé, depuis 1813, à la réaction, et si le camp de la tradition a longtemps été plus fort en Espagne qu'en France, son attractivité a quand même progressivement décliné. Pour moi, il s'agit du facteur essentiel qui permet d'expliquer la marginalisation des cultures régionales en France et leur excellente résistance en Espagne (ainsi qu'en Russie, où le « centre » a défendu successivement le tsarisme, puis le communisme, deux calamités politiques — dans ce pays, à vrai dire, les choses sont allées plus loin qu'en Espagne, puisque les principales « populations allogènes » d'avant 1917 on toutes conquis leur indépendance au XX^{e} siècle, à l'exception des Tatars).

agacement de Français jacobin, les gens passaient au catalan dès qu'ils se retrouvaient dans l'espace privé du foyer ou dans le cadre de la bande d'amis…[831]

Le franquisme, régime ruraliste et clérical, se traduisit aussi, dans les premières années tout au moins, par un retour d'idéologie de croisade et par une réaffirmation de la mission méditeranéenne, et notamment nord-africaine, de l'Espagne. En pratique, comme le pays se replia sur lui-même économiquement et fut traité en paria par les vainqueurs entre 1945 et le milieu des années 1950, il ne joua aucun rôle autonome en Méditerranée : entre autres, l'Espagne fut bien forcée d'emboîter le pas à la France et de concéder l'indépendance au nord du Maroc en 1956 — mais elle garda le sud désertique au prétexte qu'il n'avait jamais été marocain (c'est la racine de l'actuel problème sahraoui, voyez plus haut en note), ainsi que les présides. Barcelone, tenue en lisière, déclina un peu, mais retrouva assez vite son rôle de pôle économique du pays : c'est quand même, et de loin, le premier port du pays, et le franquisme n'alla pas aussi loin dans l'autarcie que le kémalisme.

G) L'Italie et les Balkans.

En 1918, la Serbie (ressuscitée par les vainqueurs) s'unit au Montenegro : l'ensemble, augmenté de la Bosnie-Herzégovine, de la Dalmatie, de la région de Zagreb (prises à la Hongrie) et de celle de Laibach (l'actuelle Slovénie, prise à l'Autriche), forma le « royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes », que tout le monde appelait « la Yougoslavie » et qui finit par prendre officiellement ce nom en 1929. C'était en apparence le triomphe de l'idée yougoslave : les différentes « poupées russes de rang inférieur » (l'identité croate, l'identité serbe, l'identité dalmate, l'identité bosniaque, les différentes identités urbaines locales) étaient appelées à être subsumées dans l'identité yougoslave et dégradées au rang de particularismes locaux ; un État-nation du « peuple yougoslave » était censé se mettre à exister à plus ou moins long terme. En réalité, le malaise régna dès le début en Croatie, notamment parce que le roi Alexandre I[er] était l'ancien roi de Serbie, que le personnel politique et administratif du nouvel État était essentiellement serbe, que dans l'administration et l'enseignement le serbe jouissait d'une nette prééminence sur les autres variétés de serbo-croate — cette orientation serbe se renforça après le coup d'État de 1929, qui vit le roi prendre les pleins pouvoirs[832]. En réaction, et en l'absence d'une vie politique légale digne de ce nom, il se développa un terrorisme croate, celui des oustachis[833], dirigés par Ante Pavelić : soutenus, voire même suscités par l'Italie mussolinienne, qui n'avait pas digéré que la Dalmatie lui ait échappé[834], ils assassinèrent notamment le roi, à Marseille en 1934. En août 1939, les Croates (oustachis ou non) finirent par arracher l'autonomie d'une « *banovine* croate » : bref, dès avant l'invasion nazie

---

831 A partir des années 1960, la répression diminua : l'édition en catalan refleurit, il apparut de jeunes chanteurs catalanophones très populaires comme Joan Manuel Serrat [il a fait en fait deux carrrières parallèles, une en catalan et une en espagnol ; mais il s'est fait connaître au départ pour ses chansons en catalan, et notamment pour une sombre histoire de chanson écrite en catalan, au début des années 1960, pour représenter l'Espagne à l'Eurovision à la grande fureur des autorités — je ne me rappelle plus les détails de l'anecdote, qui ne se place pas dans la période au programme]. Cependant, jusqu'en 1978 le catalan n'avait aucune reconnaissance officielle et les bons esprits, espagnols et français, voulaient le croire en voie de disparition. C'est raté : c'est aujourd'hui l'une des langues les plus dynamiques d'Europe, et l'Espagne s'éloigne de plus en plus du modèle de l'État-nation.

832 La cause immédiate du coup d'État était qu'en pleine session parlementaire, un député monténégrin avait ouvert le feu sur les députés croates, en assassinant trois dont l'un de leurs leaders… On n'a plus idée aujourd'hui des mœurs politique de ces pays (cf. aussi ce que j'explique de la Bulgarie dans le corps du texte) : même en Afrique Noire, les formes sont mieux respectées.

833 Ça veut juste dire « rebelles ».

834 Dans ces conditions, pourquoi soutenir des nationalistes croates qui réclamaient eux aussi la Dalamatie ? Parce qu'une Croatie indépendante serait faible, et pourrait facilement être satellisée voire annexée.

de 1941, la Yougoslavie était donc au bord de l'éclatement[835]. En Macédoine yougoslave, la Bulgarie voisine entretenait une autre organisation terroriste, l'O.R.I.M. (Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne), mais elle eut moins de succès[836] ; même au Montenegro l'union se passsa mal, il y eut de la guérilla durant quelques années. Les seuls à demeurer calmes, apathiques même, étaient les musulmans (albanais et slavophones de Bosnie-Herzgovine)[837].

Entre-temps, la Yougoslavie était devenue, comme la Serbie l'était déjà avant-guerre, un allié privilégié de la France. Un allié bien encombrant à vrai dire, car fâché avec à peu près tous ses voisins, et par ailleurs trop instable et arriéré pour réellement servir à quelque chose (du reste, il avait essentiellement été pensé comme un rempart face à un possible ressurgissement de l'Autriche, or la pauvre Autriche, réduite à moins de 10 % du territoire de la « Cacanie » d'avant-guerre, dont un certain nombre de montagnes pittoresques mais fort pauvres à l'époque et une capitale désormais complètement surdemensionnée et difficile à nourrir, était bien incapable de menacer qui que ce fût[838]). Quand elle fut annexée à l'Allemagne en 1938, ce pays était redevenu si puissant que la Yougoslavie ne servait à rien non plus : en 1941, elle résista exactement trois semaines à la *Wehrmacht*.

L'Italie, autre alliée (à éclipses) de la France jusqu'en 1935, était donc en conflit permanent avec la Yougoslavie, et ce dès les premiers mois de l'après-guerre : c'était un vainqueur frustré, furieux de ne pas être arrivé à mettre la main sur des terres irrédentes aussi « indéniablement » italiennes que l'Istrie et la Dalmatie. Il me faut évoquer ici (avec délices) l'invraisemblable épopée de Fiume, qui fut, en 1919, une espèce de brouillon de la montée du fascisme.

La Conférence de la Paix avait attribué à l'Italie l'Istrie et Trieste, plus l'enclave de Zara sur le littoral yougoslave, à la suite d'un plébiscite en 1919. En revanche, elle avait décidé de faire de Fiume, ville italophone isolée au milieu de campagnes slavophones[839], une « ville libre » sous mandat de la S.D.N., remettant courageusement à 1934 la tenue d'un plébiscite. Les nationalistes italiens s'emparèrent de l'affaire ; parmi eux, le poète Gabriele D'Annunzio (1863-1938) que nous avons déjà rencontré, si si. Ce dandy égotiste fin-de-siècle, barrésien, était fasciné depuis longtemps par le surhomme nietzschéen, par la violence « régénératrice » et par l'aventure. Jusqu'en 1914, sa révolte n'avait pas dépassé les salons chics, mais il s'engagea (il fut grièvement blessé) et juste après la guerre, il rassembla d'anciens membres des troupes de choc de l'armée italienne au sein d'une milice, les *arditi* (le mot désignait à la

---

835 Cet éclatement n'est donc pas le résultat d'un complot fasciste (les oustachis étaient des fascistes mais tous les Croates n'étaient pas des oustachis), mais tout simplement du fait que le pays n'était pas viable. À plus forte raison, idéaliser la Yougoslavie unitaire comme un havre de paix et de démocratie est franchement grotesque — plus précisément, c'est reprendre la propagande serbe.

836 Chose distrayante, elle se retourna assez vite contre ses instigateurs : elle assassina un premier ministre bulgare en 1923, probablement parce qu'il n'était pas assez extrémiste à son goût. Par ailleurs, elle éclata en différents courants qui s'affrontaient à coups de bombes. J'ajoute qu'en 1925, une bombe communiste fit sauter l'ensemble du gouvernement, réuni pour entendre la messe de Pâques en la cathédrale de Sofia (il y eut 128 morts).

837 Il y avait 17 % de non-Slaves en Yougoslavie, et 11 % de Slaves musulmans. Les habitants slaves de la Macédoine étaient recensés comme des Serbes, ce qui permettait d'arriver à 45 % de Serbes dans l'ensemble du pays.

838 Saut la Hongrie voisine — voyez le magnifique roman *Les démons* de Heimito von Döderer, qui tourne autour d'une improbable conjuration néo-impériale à la fin des années 1920. Avec les œuvres d'Ernst Jünger, c'est ce que j'ai lu de meilleur en littérature allemande du XX^{e} siècle. Attention, ce n'est pas une lecture de métro : c'est du Proust plutôt que du Éric-Emmanuel Schmitt ; et puis l'auteur hait et méprise les gens qu'il décrit, ce qui est parfois pénible.

839 Cela dit, Zara l'était tout autant.

fois les membres des unités d'élite en question et ceux de la milice de D'Annunzio)[840]. En septembre 1919, trois mois après que la population de Fiume eut expulsé *manu militari* les troupes françaises chargées de faire appliquer la décision de la S.D.N., D'Annunzio débarqua à la tête de ses demi-soldes et prit possession de la ville au nom de l'Italie, qui en fut bien embarrassée. Tous les déçus de la paix se retrouvèrent derrière l'excité, et Fiume devint le rendez-vous des soldats perdus d'Italie et d'Europe, plus un certain nombre de révolutionnaires prêts à tout pour accélérer l'effondrement du monde bourgeois[841]. Au bout de deux mois de bras de fer, Rome lâcha D'Annunzio et reconnut l'indépendance de Fiume ; les *arditi* plièrent bagage, mais la population, très pro-italienne, refusa l'indépendance, et en 1924 l'un des premiers gestes de Mussolini fut d'annexer la ville libre[842].

L'échec de Fiume marginalisa D'Annunzio au sein de la mouvance nationaliste italienne : la place était libre pour Mussolini, qui prit le pouvoir en octobre 1922. Bien sûr, il reprit les revendications nationalistes de D'Annunzio, et bien d'autres — déjà présentes, en réalité, dans le nationalisme italien du XIX^{e} siècle : on a tendance à prendre Mussolini pour un extrémiste isolé dans ses idées, en réalité ce qu'il y avait de nouveau chez lui c'était plutôt ses méthodes, infiniment plus violentes que celles de tous ses prédécesseurs. Ses ambitions étaient essentiellement méditerranéennes, mais dans ce cadre elles étaient fort vastes : il revendiquait la Savoie, Nice, la Corse, la Savoie, Malte, la Tunisie[843], la Dalmatie, l'Albanie, la Grèce et une partie de la Turquie ! Il fit bombarder Corfou en 1923 (une intervention de la *Navy* britannique empêcha une annexion). Pour affaiblir la Yougoslavie, nous l'avons vu, il suscita le terrorisme oustachi — Pavelić s'installa en Italie en 1929 et c'est là qu'il fonda l'*ustaša* l'année suivante ; ça n'empêcha pas l'excité de Rome de soutenir une révolte de Serbes dans une région de Croatie où ils étaient majoritaires, en 1931. Le *Duce*, nous l'avons vu, subventionnait aussi l'O.R.I.M. Bien sûr, il mena une politique d'italianisation systématique de l'Istrie, allant jusqu'à italianiser les toponymes et les noms de famille, ce que personne n'avait fait auparavant : la conséquence essentielle de ces agressions fut le développement d'un nationalisme (yougoslave, slovène et/ou croate) parmi les populations slaves, majoritaires à l'est de la région, et l'arrêt du lent mouvement d'italianisation spontanée qui durait depuis le XVIII^{e} siècle.

Surtout, l'Italie annexa l'Albanie en avril 1939. Il faut dire que celle-ci était déjà un protectorat italien de fait. Sans gouvernement durant toute la guerre, elle avait bien failli disparaître corps et biens en 1920 : la région centrale avait été promise aux Italiens en 1915 au

---

840 Des phénomènes du même ordre avaient abouti à l'apparition des « corps francs » (*Freikorps*) en Allemagne.

841 L'éphémère constitution dannunzienne de Fiume était d'inspiration anarcho-syndicaliste ; je vous rappelle que Mussolini lui-même était un socialiste, et l'un des plus révolutionnaires avant 1914. Dans un ordre d'idées assez proche, le futuriste (et futur fasciste) Mario Carli associait explicitement le désordre dannunzien à la révolution bolchevique: « Fiume et Moscou sont deux rives lumineuses. Il convient au plus vite de jeter un pont entre ces deux rives ».

842 La belle bande dessinée de David B. *Par les chemins noirs* a l'épisode de Fiume pour décor.

843 En 1918, la France, voyant que les Italiens de Tunisie ne s'assimilaient pas, avait dénoncé la convention de 1896, qui leur avait permis de conserver leur nationalité et leur système scolaire ; une loi de 1921 proclama que toute personne née en Tunisie d'un étranger lui-même né en Tunisie était française. La mesure, qui après diverses contestations finit par ne s'appliquer qu'à la troisième génération, excluait les Italiens mais pas les Maltais, que les Italiens considéraient comme des Italiens mais qui étaient sujets britanniques ; la part des Italiens dans la population européenne de la Tunisie commença à décroître.

Mussolini exploita le mécontentement des Italiens de Tunisie, tout en utilisant l'argument tunisien pour mobiliser les nationalistes italiens. Les choses n'allèrent pas très loin jusqu'en 1935 (la France était alors le plus souvent l'alliée de l'Italie face à l'Allemagne), mais après l'intervention italienne dans la guerre d'Espagne, la guerre d'Ethiopie et la proclamation de l'Empire, elles s'aggravèrent rapidement : Mussolini tenta même d'approcher les nationalistes arabes qui, au vu de la manière dont Rome se conduisait en Libye, restèrent méfiants.

titre de butin de guerre, tandis que le nord était censé revenir à la Serbie et le sud à la Grèce. Le démembrement était bien avancé (les troupes françaises y jouèrent un rôle, occupant jusqu'en 1922 la région de Korça) lorsque l'Albanie fut finalement sauvée, d'une part par le soutien de Wilson au nom du principe des nationalités (il fit entrer ce pays inexistant à la S.D.N.), d'autre part par une réaction de survie des Albanais, qui levèrent une armée et « élurent » un gouvernement. L'Italie, en proie à la semi-anarchie qui préluda à la montée du fascisme, abandonna rapidement la partie pour le moment, et en 1922 la S.D.N. finit par obtenir l'évacuation des zones occupées par les Yougoslaves et les Grecs et le retour aux frontières dessinées en 1913 (précisées en 1925 — elles laissaient quand même la moitié des Albanais hors d'Albanie).

Les Yougoslaves, qui avaient produit de fausses cartes (élaborées avant 1914) indiquant que la population du nord de l'Albanie était en partie serbe, étaient furieux, mais l'un des arguments essentiels de la Serbie pour annexer l'Albanie, l'enclavement, était tombé avec la réunion de la Dalmatie à la Yougoslavie. Les Grecs étaient furieux aussi, et avec plus de raisons de l'être car il y a réellement des hellénophones en Albanie du sud ; de toute façon la Grèce avait toujours tendance à assimiler tous les Albanais orthodoxes à des Grecs, au prétexte que dans les recensements ottomans ils ressortaient du même *millet* et qu'ils avaient lutté ensemble pour l'indépendance (de la Grèce !). Les cartes grecques n'indiquaient d'ailleurs pas la langue des populations mais celle des écoles et des équipements religieux, or effectivement une partie des villages albanophones orthodoxes fonctionnaient en grec, vu que l'albanais s'écrivait à peine à cette génération… En fait, pas mal de gens étaient bilingues, surtout en ville au moins pour ce qui concernait la sociabilité publique, même si en général il n'y avait qu'une seule langue « intime », intrafamiliale.

Que pensait la population locale de cet imbroglio ? Etait-elle encore dans des logiques d'identités religieuses, auquel cas les orthodoxes ont effectivement pu souhaiter être rattachés à la Grèce et à la Yougoslavie (d'autant que l'Albanie indépendante ne s'annonçait pas spécialement comme un havre de paix et de prospérité), ou déjà entrée dans des logiques de nationalisme linguistique ? La réponse à ces questions cruciales dépend exclusivement de la nationalité de l'historien[844]. On comprend pourquoi, aujourd'hui, les diplomates s'accrochent désespérément aux frontières de 1913, même arbitraires et injustes — tout le reste est sujet à contestation[845].

En 1924, un féodal et général, Ahmed Zog(u)[846] (1895-1961), prit le pouvoir avec l'appui de la Yougoslavie ; il se fit proclamer roi en 1928 sous le nom de Zog(u) I^{er}. Méfiant envers Balgrade qui n'avait pas renoncé à réunir l'Albanie à ses domaines, il se mit en quête du soutien économique de l'Italie : un groupe de capitalistes italiens lui bricola une banque centrale « clefs en mains ». Cette mainmise d'Italiens sur la politique monétaire albanaise (et aussi sur les investissements : il y avait quelques espoirs pétroliers sur la côte) impliqua un rapide passage de l'Albanie dans la sphère d'intérêts italienne, semi-protectorat officialisé par un traité d'alliance militaire en 1927, puis un « traité d'amitié et de sécurité » en 1928. L'Italie prit notamment en charge la formation de l'armée albanaise, et il apparut plus tard que la modernisation du port de Durrës avait essentiellement été pensée dans l'optique d'un futur

844 Un diplomate finlandais, donc supposé neutre, aboutit, en 1923, au chiffre de 17 % d'hellénophones en Albanie du sud, mais ce que les gens disent parler n'est pas forcément ce que les gens parlent, et on peut très bien parler grec et se considérer comme albanais, ou le contraire.

845 Toutes les cartes et statistiques que je viens d'évoquer ont abondamment resservi dans les années 1990.

846 « Zog » veut dire « oiseau », le « -u » facultatif est l'article défini ; ma connaissance lamentablement imparfaite de l'albanais ne me permet pas de savoir laquelle des deux formes est la meilleure, l'une et l'autre se trouve(nt) dans mes sources. Le roi Zog(u) peut être considéré comme le personnage central de l'histoire méditerranéenne, et la connaissance de sa biographie, au même titre que celle de l'histoire intérieure de Malte, est indispensable à l'élaboration d'une vraie cuistrerie.

débarquement italien. Zog(u), qui n'était pas idiot[847], tenta de réagir, mais il était trop tard. Il n'avait pas de fils : il finit par se marier en 1938, ce qui énerva Mussolini — l'invasion italienne eut lieu le surlendemain de la naissance d'un héritier mâle, et par ailleurs quelques semaines après le démembrement complet de la Tchécoslovaquie par Hitler. L'Albanie résista héroïquement… trois jours.[848]

La Bulgarie, qui était dans le camp des vaincus, perdit définitivement sa façade sur l'Égée au profit de la Grèce : cela eut de l'importance après 1945, lorsqu'elle dvint communiste mais que la Grèce demeura dans le camp occidental. Elle perdait aussi de petites régions (mais où battait, cela va sans dire, le cœur de la Bulgarie éternelle) au profit de la Roumanie (car c'était là que battait le cœur de la Roumanie éternelle) et de la Serbie (car c'était là, etc.) : ce fut l'une des causes du soutien bulgare à l'O.R.I.M.[849], tandis que 250.000 réfugiés slaves expulsés de Thrace orientale, devenue greecque, entretenaient un irrédentisme massif (car devinez ce qui battait en Thrace orientale ? Attention, il y a deux réponses possibles, un mauvais choix pourrait vous valoir de finir en shashlik)[850]. La Grèce, elle, était dans le camp des vainqueurs, mais comme l'Italie c'était un vainqueur frustré, puisqu'il ne parvint à mettre la main ni sur Smyrne et sa région (où battait le cœur de la nation grecque), ni sur le sud de l'Albanie, tandis que le Dodécanèse et Chypre, aux mains de grandes ou moyennes puissances, étaient inaccessibles : la « *mégalè idéa* » était morte avec la déroute de Turquie, mais il restait des tas de pommes de discorde avec tous les voisins (Turcs compris : en 2010, les deux pays ne sont toujours pas d'accord sur la délimitation des eaux territoriales).

L'intitulé du programme m'oblige à mentionner que c'est l'amiral de la marine austro-hongroise Miklós Horthy qui s'empara du pouvoir en Hongrie (pays désormais dépourvu de côtes) en 1919, et le conserva jusqu'en 1944 (il fut renversé par les nazis pour philosémitisme[851], pas par les communistes). Les frontières de la Hongrie, pays vaincu, avaient été taillées tellement étroit qu'il n'y avait pas de minorité, à l'exception des Allemands, des juifs et des tsiganes quand même ; en revanche il y avait des Hongrois dans tous les pays voisins, d'où irrédentisme massif.

La Roumanie, dans le camp des vainqueurs (donc elle aussi alliée de la France), doubla sa superficie, annexant la Transylvanie (une région intérieure à moitié peuplée de Hongrois : ce n'est pas dans votre programme), la Dobroudja peuplée de Bulgares, et la Moldavie,

---

847 Cela dit, « les oiseaux sont des cons » (Chaval).

848 Après avoir pas mal erré, Zog est mort en France. Le fils susmentionné, Leka, qui a regagné son pays en 2002, s'agite périodiquement dans nos médias : allez jeter un coup d'œil sur son site internet, c'est à tirer des larmes (« le Roi Leka a été, durant toute sa vie d'exilé, l'âme de la résistance de son peuple. Au-dessus des partis et des mouvements, il peut, aujourd'hui, être le fédérateur d'un peuple meurtri par les déchirures de l'Histoire », et ça continue sur ce ton pendant des dizaines de lignes).

(A propos de l'Albanie, une question historique fondamentale : quels pays balkaniques Hergé décrit-il sous le nom de Syldavie et de Bordurie dans *Le sceptre d'Ottokar* pour les années 1930, dans *L'affaire Tournesol* pour les années 1950 ? Certains tiennent pour l'Albanie et la Yougoslavie, d'autres pour la Grèce et la Yougoslavie, d'autres pour la Bulgarie et la Yougoslavie, d'autres pour le contraire : les couteaux sont tirés, une nouvelle guerre balkanique menace — en fait, la réponse pourrait varier d'un album à l'autre ; une thèse est attendue avec passion. Quant à la langue qu'Hergé fait parler aux Syldaves, c'est le patois des Marolles, la variété de flamand que pratiquait encore à cette génération le petit peuple de Bruxelles).

849 En fait, la Bulgarie réclamait aussi des régions serbes depis 1913. Le cœur éternel de la nation bulgare, en effet, battait dans chaque motte de terre de la Macédoine. Si vous y allez, prenez-en une, écrasez-la votre oreille droite et écoutez bien ; ensuite, allez vous laver, espèces de dégoûtants.

850 Il y avait aussi une assez forte minorité turque (musulmane), qui ne fut pas expulsée, sans doute par inavertance.

851 Relatif, soyez sans crainte : dans les années 1930 la législation antisémite était plus sévère en Hongrie qu'en Allemagne. Mais Horthy se refusa à livrer les juifs hongrois, c'est — entre autres — ce qui lui valut d'être renversé (ils furent exterminés quand même après sa chute).

russe avant 1914, en partie peuplée de Slaves (ukrainiens ou russes, selon vos opinions politiques) et de quelques turcs pour faire bonne mesure[852]. Plus encore que la Yougoslavie, c'était une poudrière ethnique : rajoutez à ce qui précède des Allemands, nombreux (y compris à la campagne) dans les anciennes régions austro-hongroises, les juifs et les Tsiganes. Or il n'était plus question de gérer la Roumanie par équilibres intercommunautaires (ce genre de gestion était associé à la barbarie et à l'arriération ottomanes) : la Roumanie était l'État-nation des Roumains, et les minorités devaient s'en pénétrer.

Le génie balkanique continua donc à s'exprimer par l'une des traditions les plus fraternellement partagées entre peuples de la région : l'homogénéisation ethnique à marches forcées, par épuration (c'est-à-dire expulsion) ou assimilation. L'abus de bonnes choses étant un excès, je ne prendrai que deux exemples.

La Grèce continuait à helléniser ses albanophones orthodoxes, qu'elle se refusait à considérer comme autre chose que des Grecs : l'identité grecque continuait à se fonder en bonne partie sur la religion[853], en décalage avec l'image que la Grèce « vendait » à l'Occident depuis le début du XIX^{e} siècle (dans un sens de plus en plus littéral du reste depuis l'essor du tourisme), celle d'un pays défini par sa langue et avant tout héritier de la Grèce antique. Quant aux albanophones musulmans il y avait longtemps qu'ils avaient été expulsés, comme tous les « turcs » à l'exception de ceux de Thrace orientale, protégés par un statut hérité de l'administration de la zone par la S.D.N. au début des années 1920. Ce qui restait de Slaves dans le nord du pays (250.000 d'entre eux avaient été expulsés en Bugarie en 1923) étaient soumis à la même politique, dans des régions par ailleurs volontairement sumergées par un flot de réfugiés grecs en provenance de Turquie[854]. Les Aroumains déclinaient lentement, on leur fichait plutôt plus la paix qu'aux autres vus qu'ils n'avaient pas de « mère patrie » pour les revendiquer ; de même, la Grèce de l'entre-deux-guerres ficha plutôt la paix aux juifs de Salonique, s'ils commencèrent à émigrer ce fut plutôt parce que la situation économique de la ville était désespérée depuis la « balkanisation » de son arrière-pays en 1912.

L'Albanie, elle, mettait de la mauvaise volonté à laisser fonctionner les écoles grecques, et l'usage social du grec décrut : les hellénophones apparaissent de plus en plus comme une petite minorité isolée. La Yougoslavie tenta de réduire la prépondérance albanaise dans le sud (au Kosovo et dans ce qui est aujourd'hui la Macédoine occidentale), mais la natalité très forte des Albanais contraria ce projet (ainsi que l'islam, qui dressait une frontière entre eux et la majorité chrétienne).

Dans ces conditions, il n'y eut aucune collaboration entre pays des Balkans durant l'entre-deux-guerres, et vue leur taille, l'économie en souffrit. La Roumanie par exemple était un cul-de-sac : frontalière de l'U.R.S.S. qui ne commerçait pratiquement plus avec le monde extérieur, elle était axée sur le Danube, certes internationalisé mais qui ne menait plus qu'aux petits machins déprimés et enclavés d'Europe centrale (Autriche, Hongrie, Tchécoslovaquie). Le pays était rural à 78 % au début des années 1920 ; le pétrole, première « industrie », commença à décliner à partir de 1934, les gisements s'épuisant ; l'État roumain en prit progressivement le contrôle. En Yougoslavie, en 1918, 78 % des habitants vivaient de l'agriculture,

852 Les célèbres Gagaouzes, qui sont chrétiens.

853 A rappocher de la situation en Yougoslavie, où les anciennes identité à forte dimension religieuses (serbe, croate etc.) montraient une forte résistance à l'imposition de la nouvelle identité « yougoslave ».

854 Le manuel que j'utilise pour les Balkans donne le chiffre de 1.300.000 réfugiés (y compris 170.000 venus de Bulgarie et de Yougoslavie) pour un pays qui ne comptait plus que 4.500.000 habitants après le départ de 1.300.000 Turcs et Bulgares [en fait, les deux mouvements de population eurent lieu en même temps]. Cela aide à prendre la mesure des bourleversements démographiques que la Méditerranée orientale a connus au XX^{e} siècle.

et encore 75% en 1938 ; comme la population passa de 12 à 16 millions d'habitants entre 1919 et 1940, la surpopulation rurale devint dramatique, or il n'était plus question d'émigrer aux États-Unis à cause des lois « des quotas ». Le tiers du capital industriel était français. Il y avait 40 % d'analphabètes (70 % en Mécédoine, la région la plus arriérée)[855]. La Bulgarie était paysanne à 80 %, l'industrie bulgare était la moins développée des Balkans après celle de l'Albanie, avec une forte présence du capital allemand. Quant à l'Albanie, elle était paysanne à 90 % (mais seuls 9 % des sols étaient cultivés) et comptait la même proportion d'analphabètes : la prospection de patrole s'avéra décevante, même s'il y avait un peu d'extraction à la fin des années 1930. La Grèce, pays le plus développé de la zone, n'était paysanne « qu'» à 60 % mais elle avait le taux d'accroissement naturel le plus fort de la région (2 % par an) : les Grecs avaient le régime alimentaire le plus pauvre en calories d'Europe, après les Portugais et les Albanais ; il y avait 41 % d'analphabètes en 1928. L'industrie n'était pas très développée ; cependant, héritage du temps où les marins grecs écumaient la Méditerranée, on vit se construire un certain nombre de fortunes colossales d'armateurs. Il faut connaître deux noms : celui d'Aristote Onassis (1903 ?-1975)[856] ; et son beau-frère Stavros Niarchos (1916-1996), qui lança le premier supertanker (navire pétrolier de grande contenance) en 1952. Ces milieux d'armateurs étaient très cosmopolites (ni Onassis ni Niarchos ne sont enterrés en Grèce), mais c'étaient des nationalistes : il aidèrent beaucoup leur pays[857] et donnèrent de l'emploi à des dizaines de milliers de Grecs[858].

---

855 Note sur la vie politique de ces régions : comme dans la plus grande partie de l'Europe, les « démocraties » (au niveau formel, en fait des oligarchies — et de toute façon les coups d'État étaient incessants, en Grèce par exemple il y en eut 4 entre les deux guerres) cédèrent la place à des régimes forts, à des dates variées : souvent dirigés par les rois (en Yougoslavie, Roumanie, Grèce), c'étaient essentiellement des régimes réactionnaires et ruralistes (comme celui de Franco), malgré la concurrence d'extrême-droites fascisantes, cependant peu puissantes dans ces pays ruraux, et une certaine influence du décorum et du discours fasciste sur les autres droites. La plupart de ces régimes grnouillèrent avec l'Allemagne nazie, mais cela ne signifie pas forcément proximité idéologique : c'était tout simplement « le » pays qui « montait » en Europe à la fin des années 1930. Tout ceci ne me semble pas concerner un programme sur la Méditerranée : vous pouvez éventuellement retenir le nom du dictateur grec Ioannis Metaxas, nommé premier ministre par le roi en 1936 pour sortir le pays d'une énième impasse politique, et qui établit un régime musclé jusqu' à sa mort en 1941.

Les communistes étaient en nombre non négligeable dans la région au début des années 1920 : le partage des terres russes lors de la révolution de 1917 avait fait rêver pas mal de monde ; à Budapest, en 1919, il y eut une révolution de type bolchevik, la « révolution des conseils » (« soviet » veut dire « conseil » en russe). La répression les affaiblit rapidement ; il est probable aussi que l'U.R.S.S. perdit rapidement son attractivité politique, de guerre civile en massacres planifiés par le pouvoir, plus le totalitarisme. Mais la région produisit toute une génération de kominterniens qui jouèrent un rôle important dans l'histoire du mouvement communiste (pas exemple dans les Brigades Internationales qui tentèrent de venir en aide aux républicains espagnols) : certains se retrouvèrent au pouvoir dans leurs pays respectifs après la deuxième guerre mondiale, comme le Yougoslave Tito et le Bulgare Todor Jivkov.

856 Fils d'un négociant de Smyrne, chassé de Turquie en 1923, le jeune Aristote s'installa en Argentine, la Grèce étant trop pauvre et submergée de réfugiés. Il monta un négoce de tabac, et s'assura la publicité du célèbre chanteur de tango Carlos Gardel, et d'autres stars que nous avons oubliées. C'est en 1931 qu'il se lança dans la marine en rachetant six vieux rafiots canadiens ; il eut l'idée de les immatriculer au Panamá pour réduire les tracasseries administratives et les taxes, c'est-à-dire qu'il est l'inventeur du pavillon de complaisance ; mais les équipages étaient grecs. À la fin des années 1930, il se lança dans les pétroliers et travailla pour les Américains pendant la guerre : en récompense, en 1945 il peut acheter à prix réduits des dizaines de *Liberty ships*, des cargos qui avaient servi transporter du matériel de guerre. Figure flamboyante de la jet-set internationale des années 1950 et 1960, Onassis fut l'amant de Maria Callas et épousa Jackie Kennedy, la veuve du président américain assassiné, en 1968.

857 Onassis était célèbre pour avoir racheté une île grecque qu'il avait entièrement reboisée et où il avait recréé un climat artificiel à grands coups d'irrigation. J'ignore le degré de réalité de cette anecdote, manifestement destinée à entretenir l'image d'un démiurge bienveillant, ni ce qu'il est adevenu de l'île depuis sa mort.

858 La Grèce a toujours aujourd'hui la première marine du monde, pavillons de complaisance exclus : 17 % de la flotte mondiale en 2008 ! Pour l'essentiel, ce n'est plus en Méditerranée qu'elle travaille.

Pour contrer la montée du communisme et aussi pour finir de marginaliser les anciennes élites pré-nationalistes, souvent composées en bonne partie de minoritaires (Allemands, Hongrois, Turcs…), il y eut toute une série de réformes agraires au début des années 1920 : elles aboutirent à un morcellement de la propriété foncière, d'où surpeuplement, sous-investissement et pauvreté persistante[859].

Les grands puissances, sauf l'U.R.S.S. absorbée par sa révolution, s'agitaient dans la région, qui avait quand même perdu beaucoup de son attractivité économique depuis sa balkanisation. Nous avons vu l'activisme de l'Italie. La France soutenait la Yougoslavie et la Roumanie, secondairement la Grèce qui était toujours dans l'orbite britannique. La Bulgarie était germanophile dès l'origine. Dans les années 1930, l'attractivité des démocraties, qui semblaient économiquement épuisées et politiquement « ringardes », diminua au profit de la nouvelle Allemagne, en pleine renaissance et qui semblait ne pas menacer directement la région : l'« espace vital » nazi, c'étaient d'abord la Pologne et la Russie — or, par ailleurs, les dirigeants de la région se sentaient menacées par le communisme bien plus que par le nazisme. L'antisémitisme nazi trouvait évidemment un écho dans la zone, où il était universel dans les populations et où les régimes s'en emparèrent progressivement pour tenter de mobiliser lesdites populations. La Roumanie, notamment, glissa progressivement dans l'orbite de l'Allemagne.

H) Évolutions idéologiques générales.

Edward Saïd souligne, pour cette période, une instrumentalisation croissante de l'orientalisme par le colonialisme : « l'orentaliste se voit comme réalisant l'union entre l'Orient et l'Occident, mais il le fait pour l'essentiel en réaffirmant la suprématie de l'Occident ». Selon Saïd, l'orientalisme ce cette génération oscillait entre la fonction de témoin et celle d'expert au service de l'ordre colonial ; la vision de l'Orient était toujours aussi essentialiste et fixiste, même si certains commençaient à prendre conscicnce d'une contradiction intellectuelle entre ces affirmations et le désir, toujours affirmé, d'occidentaliser les Orientaux (on avait renoncé à l'idée qu'ils vont disparaître physiquement, et l'on commençait, au moins dans les milieux intellectuels, à l'idée qu'ils allaient redevenir chrétiens ; les mandats de la S.D.N. impliquaient l'idée de les amener au niveau de « développement politique » qui leur permettrait un jour l'indépendance). Il faut dire qu'il commençait à y avoir des Orientaux occidentalisés qui parlaient des langages audibles en Occident (celui du nationalisme, celui du communisme), mais ce qu'ils disaient n'était pas forcément fort agréable à entendre … Autant de réalités « triviales » qui cohabitaient mal avec l' « Orient éternel et invariant », objet de l'amour des orientalistes, mais qu'ils commençaient à percevoir comme en voie de disparition : un discours de la nostalgie (et de l'excécration de l'occidentalisation) était en train de remplacer les discours fixistes du XIX^{e} siècle.

Une bonne partie de l'orientalisme avait du mal à supporter l'apparition, pour la première fois, d'un discours non immédiatement ridiculisable tenu sur l'Orient par des Orientaux ; il se sentait menacé dans ses intérêts (universitaires notamment ; plus généralement, en termes de production du savoir) et dans ses thèmes traditionnels, bref dans son fonds de commerce. Dans ces conditions, on assista à un retour en force du thème la menace orientale (au sens large, avec la Chine au premier rang plus que les musulmans) pesant sur l'Occident. Ainsi dans une enquête menée en 1925 auprès d'un certain nombre d'écrivains français, les questions présentaient l'Orient (hypothétiquement certes puisqu'on pouvait y répondre par oui et par non, mais l'on sait bien que la forme d'une question change selon la réponse qu'on espère) comme « un péril grave pour la pensée et les arts français ». La dernière question de

859 Cela dit, en Roumanie, malgré la réforme, en 1930, 6700 propriétaires possédaient toujours 24% du sol.

l'enquête était : « Quelles sont, à votre sentiment, les valeurs occidentales qui font la supériorité de l'Occident sur l'Orient ? » : il n'était pas possible de répondre que les valeurs de l'Orient n'étaient pas inférieures à celles de l'Occident. Paul Valéry, par exemple, répondit que le danger n'étaot pas immédiat, car il doutait que l'Orient pût produire quelque chose de nouveau ; du reste, depuis les Grecs l'Occident avait toujours été capable de « digérer » « les monstres de l'Asie » grâce à sa « puissance de choix, de compréhension universelle et de transformation en substance nôtre ».

La dépersonnalisation intellectuelle de l'Oriental en venait à le faire considérer comme une espèce d'atome élémentaire et interchangeable dont même le caractère humain n'était pas assuré. Voici ce qu'écrivait George Orwell, de passsge à Marakkech en 1939[860] : « Lorsque vous vous promenez dans une ville comme celle-ci, deux cent mille habitants dont au moins vingt mille ne possèdent strictement rien d'autre que les haillons qui les entourent, quand vous voyez comment vivent les gens, plus encore comme ils meurent facilement, il est toujours difficile de croire que vous marchez au milieu d'êtres humains. En réalité, tous les empires coloniaux sont fondés sur cela. Les gens ont des figures brunes — d'ailleurs ils en ont tellement ! Sont-ils réellement de la même chair que vous ? Ou bien sont-ils simplement une espèce de matière brune indifférenciée, à peu près aussi individualisés que des abeilles ou des coralliaires ? Ils sortent de la terre, ils suent et ils ont faim pendant qulques années, et puis ils replongent dans les tas sans nom du cimetière, et personne ne remarque qu'ils sont partis. Et même les tombes elles-mêmes s'effacent bientôt dans le sol ».

Cela dit, on note un certain nombre d'évolutions. C'est dans l'entre-deux-guerres que l'orientalisme commença à éclater (il devint difficile de dire que les Orientaux sont tous les mêmes) et qu'un certain humanisme (ou un certain relativisme relativisme culturel) commença à se faire jour. Certains orientalistes, notamment dans la jeune génération, se mirent à se préoccuper de ce que leur sentiment d'exotisme ne dégénérât pas en occidentalocentrisme, même si des tas d'idées reçues subsistaient : les analyses de Durckheim, par exemple, tout en ne portant pas directement sur le monde musulman, renforçaient et rénovaient la vieille idée que le musulman est incapable de commerce et d'industrie ; en revanche, le communisme, et notamment tout l'effort fait par les bolcheviks dans les années 1920 pour organiser la révolution dans le monde colonial, contribua certainement à rendre évident que les Orientaux étaient capables de changer, de se révolter contre leur sort, etc.[861] Dans l'entre-deux-guerres, les orientalistes « nouvelle manière » étaient jeunes et n'eurent pas le temps de publier beaucoup et de conquérir des positions de pouvoir dans les institutions universitaires, mais c'est bien de cette période que date, par exemple, la formation ethnologique d'une Germaine Tillon (1907-2008), ethnologue des Chaouïas d'Algérie à l'extrême fin des années 1930.

L'orientalisme ne parvenait pas tout à fait à se débarrasser d'un très ancien arrière-plan religieux qui n'était vraiment plus de saison. Cet arrière-plan demeurait sensible même chez les plus grands et les plus respectueux de la civilisation musulmane comme le Français Louis Massignon (1883-1962), pourtant courageux avocat d'une extension de la citoyenneté française parmi les indigènes d'Algérie, mais qui ne cessait de se demander pourquoi l'islam était si allergique à l'idée d'incarnation, une problématique profondément christocentrique ; il s'est aussi baucoup intéressé à ce qui, de l'islam, « résonnait » dans un univers catholique, comme le mysticisme, le culte de Fatima, le martyr soufi al-Hallaj ou le thème des sept dormants.

---

860 Avec cependant, vous le remarquerez, une distance par rapport à ce qu'il écrit que Saïd, tout à sa démonstration, ne note pas (Orwell parle de ce que pensent les Occidentaux, pas de ce qu'il pene lui-même).

861 Pensez aussi à certaines évolutions esthétiques, comme le regard nouveau porté sur « l'art nègre » à partir de 1905 par les avant-gardes occidentales. Cependant cette dernière évolution concerna peu l'art islamique : il était trop raffiné et trop décoratif pour une génération qui recherchait le « brut », les matériaux ignobles, les structures et lignes de forces apparentes. Au contraire, l'art islamique était « ringardisé » par son association à la peinture orientaliste, en pleine décadence.

Pour lui, l'islam était une religion « en réaction », « en refus » des deux autres monothéismes, c'est-à-dire que dans sa pensée ces deux derniers occupaient la place centrale. Il est vrai que ces analyses n'impliquaient plus aucune hostilité envers l'islam, et Massignon insistait beaucoup sur la nécessité d'une lecture complexe de cet univers culturel. On trouvait toujours également chez lui une assimilation des Arabes à un « esprit sémite » étenrel (par opposition par exemple à la France et au Royaume-Uni, créations « modernes ») et l'idée que l'Oriental est incapable de s'apprécier et de se comprendre lui-même, même si, thème nouveau, c'était en bonne partie en conséquence des agressions occidentales[862] (après 1948, Massignon défendit les Palestiniens contre Israël).

Massignon était un immense savant universellement respecté ; en revanche, tout un pan de l'orientalisme classique entra dans un processus de sclérose réactionnaire, ce qui ne signifie pas qu'il ne jouissait plus des faveurs de l'institution : les administrations coloniales, notamment, finançaient toujours des centaines de recherches faites dans l'esprit qui leur convenait, et les tenants de la tradition orientalistes d'accrochaient compulsivement à leurs fauteuils douillets au sein d'instituts de recherche et autres institutions comparables, de plus en plus déconsidérés au sein de la jeune génération mais toujours bien dotés en subventions. On en retrouvait les raciocinations dans les journaux et les discours des politiciens, puis, par diffusion progressive, sous la plume d'écrivains ou tout simplement dans la bouche des gens. Cette « queue de comète » de l'idéologie orientaliste est aujourd'hui dans les poubelles de l'histoire des idées, mais on en trouve l'écho, par exemple, dans les cultures populaires : son influence a donc duré (je pense notamment aux inénarrables bandes dessinées franco-belges « coloniales » ou « exotiques » des années 1930 à 1950, qui ont encore bercé mon enfance dans les années 1960 et au début des années 1970). Signalons enfin que ces influences n'eurent pas que l'Occident pour cadre : en « Orient » aussi, les intellectuels des ces générations, même ceux qui se voulaient contestataires, faisaient pas mal de « copier-coller » de concepts orientalistes, quitte à changer la polarité (positive/négative) des concepts qu'ils maniaient…

En contradiction frontale avec l'orientalisme, dès les années 1880, il était apparu, chez ddes écrivains français, une tendance à souligner l'unité culturelle de la Méditerranée et l'existence d'un humanisme méditerranéen[863]. Ce discours se radicalisa dans les années 1920 lorsque les États-Unis succédèrent à l'Europe dans le rôle de fabrique de la modernité : un certain discours européen, et notamment français, se mit alors à les désigner comme de répugnants matérialistes tandis que les Européens restaient du côté du spirituel. Ce discours antiaméricain de supériorité morale, civilisationnelle et spirituelle incluait parfois (pas toujours) les Méditerranéens, perçus comme les enfants d'une même civilisation judéo-gréco-romaine — effet inattendu, en partie, de l'accent mis sur l'héritage antique dans le cadre de la propagande coloniale.

Dans l'entre-deux-guerres, divers projets institutionnels cherchèrent à concilier l'ensemble des héritages culturels posés jusque-là en confrontation. En France, il apparut notamment, à Nice en 1933, un Centre Universitaire Méditerranéen : Paul Valéry en fut le premier administrateur. Voici ce qu'il déclara à l'inauguration du centre : « Jamais et nulle part, dans une aire aussi restreinte et dans un intervalle de temps si bref, une telle fermentation des

862 « Nous avons tout ruiné en eux, leur philosophie, leur religion. Ils ne croient plus à rien. Un vide immense est en eux. Ils sont mûrs pour l'anarchie ou le suicide ».

863 À la même génération, Cézanne, puis les peintres « fauves » et leurs successeurs, redécouvrirent Méditerranéee, mais plus du tout dans un esprit orientaliste : cette génération refusait l'exotisme et le pittoresque et s'attachait avant tout à rendre une lumière. Ainsi Matisse séjourna à Tanger en 1912, Klee en Tunisie en 1914, tandis que Kandinski mettait la calligraphie musulmane au service de ses recherches sur l'abstraction.

esprits, une telle production de richesse n'a pu être observée. C'est pourquoi et par quoi s'est imposée à nous l'idée de concevoir l'étude de la Méditerranée comme l'étude d'un dispositif, j'allais dire d'une machine, à faire de la civilisation. » (texte repris dans *Regards sur le monde actuel*). À vrai dire, tout cela n'alla guère plus loin que les projets de coopération ou de fédération européenne, qui fleurirent à la même époque : mais cela signalait un chemin et préparait la fin du XX^{e} siècle, lorsque, après le drame des guerres coloniales, le dialogue reprit entre les deux rives de la Méditerranée, sur un plan d'égalité pour la première fois depuis des siècles.

Albert Camus, Algérois né en 1913, est un bon représentant de ce courant, lui qui, dans *l'Homme révolté* (1951), évoquait « une exigence invincible de la nature humaine dont la Méditerranée, où l'intelligence est sœur de la dure lumière, garde le secret ». Il était représentatif d'une nouvelle génération qui renonçait à l'exaltation colonialiste de la romanité pour appréhender la Méditerranée par le soleil (c'est aussi la génération où bronzer devint à la mode, voyez plus bas) et la mer : la Méditerranée comme berceau et lien des cultures, avec un lien très fort fait entre climat, paysages et cultures, mais sur le thème de l'unité et sans mépris de principe pour les principaux caractères de l'humanité méditerranéenne. « L'absolutisme historique, malgré ses triomphes, n'a jamais cessé de se heurter à une exigence invincible de la nature humaine, dont la Méditerranée, où l'intelligence est soeur de la dure lumière, garde le secret » (Camus). Outre Camus, ce courant était représenté par deux écrivains pieds-noirs aujourd'hui oubliés, mais qui furent influents en leur temps : Emmanuel Roblès (1914-1995) et Jules Roy (1907-2000). Ils écrivaient dans les revues *Rivages* (à partir de 1938) et *Fontaines* (à partir de 1939), puis *Simoun* (après 1945) : la librairie « Les Vraies Richesses », à Alger, publia les premières œuvres de Camus (dont *Noces*, en 1939)[864].

I) Fourre-tout.

La population des pays riverains de la Méditerrranée passa de 120 millions d'êtres humains (vers 1910) à 170 (vers 1948), soit une augmentation de 40 % : + 33 % pour la rive européenne, + 43 % pour le Proche-Orient (Égypte comprise) et + 69 % pour le Maghreb français. En Europe, les taux de natalité commençaient à baisser un peu partout, même si l'image de la *mamma* italienne à la marmaille pléthorique a eu la vie dure[865] ; les excédents naturels aussi commençaient à diminuer (en France, ils étaient négatifs, seule l'immigration empêchait la décroissance démographique). Les populations vieillissaient. Au sud, il se passait exactement l'inverse. De ce fait, les migrations s'accélèrent ; les effets des purifications ethniques dans les Balkans et en Turquie les accentuèrent. C'est essentiellement la France qui recevait des immigrés en provenance du reste de la Méditerranée : des Italiens encore, des Espagnols de plus en plus, déjà quelques Maghrébins, auxquels il fallait ajouter les réfugiés politiques, les Arméniens que j'ai déjà mentionnés ou les 100.000 réfugiés républicains espagnols de 1939. Sur la rive méditerraéenne du pays, c'étaient surtout les Bouches-du-Rhône et les Alpes-Maritimes qui accueillaient ces immigrés.

---

864 C'est également dans le sillage de cette nouvelle sensibilité qu'il faut placer la thèse de l'historien français Fernand Braudel (1902-1985) : *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*. Soutenue en 1945 mais en grande partie rédigée en captivité, pendant la guerre, sur la base de recherches effectuées dans les années 1930, l'ouvrage met l'accent sur la persistance d'une « civilisation » commune à toute la Méditerranée (un mode de vie, un type de société, un type d'organisation économique), par-delà l'écume des événements politiques : succession des Empires, des dynasties, des guerres, etc. Il est intéressant que l'ouvrage ait été écrit au moment précis où la Méditerranée prenait congé de ce passé millénaire : sans doute faut-il que les choses se mettent à changer pour qu'on prenne conscience, par contraste, de l'historicité des persistances, des traces du passé.

865 En fait, comme la mortalité infantile diminuait, la taille des familles ne diminuait pas forcément.

Il faut dire que les vieilles sociétés méditerranéennes craquaient de plus en plus, à cause de l'explosion démographique (les sociétés villageoises étaient déstabilisées par la pression sur la terre), de l'essor des échanges et des voyages, de l'essor des nationalismes et de la multiplication des frontières, qui désarticulaient les échanges et brisaient les liens, les fidélités, les allégeances traditionnelles. En Italie par exemple, l'agriculture contribuait encore pour 45 % au P.I.B., plus qu'au Maghreb (42 %), mais c'était un univers de misère et de violence, sinon croissantes, du moins persistantes[866], et les Italiens le supportaient de moins en moins ; or la soupape de sécurité de l'émigration en Amérique n'existait plus (les États-Unis s'étaient fermés à l'immigration méditerranéenne au début des annés 1920, avec les lois dites « des quotas », l'Argentine entrait dans sa longue décadence), et après 1930, la France elle aussi se ferma. C'était l'une des clefs de l'agressivité mussolinienne : offrir des perspectives coloniales aux hordes de paysans pauvres qui menaçaient de faire la révolution (en fait, ils avaient bien commencé à la faire en 1919-1921). Pour gagner de l'espace agricole (en plaine, c'est-à-dire susceptible d'une exploitation de type moderne), Mussolini s'occupa aussi beaucoup d'assainissement des plaines, notamment les Marais Pontins (entre Rome et la mer) et ceux de la plaine du Pô[867] : c'était l'un des aspects essentiels de sa propagande. On se mit également à construire des barrages (sur l'Oronte en Syrie, à Nag Hammadi en Égypte) et des puits (Palestine) : au total, l'agriculture irriguée progressa — on a tendance aujourd'hui à en souligner l'impact écologique désastreux, mais il faut quand même être conscient qu'elle a d'abord empêché les gens de crever de faim, et que sur le moment il n'y avait sans doute pas d'autre solution.

On assista également à un début d'effondrement de l'élevage nomade, en partie sou pression des autorités (coloniales ou non — je pense à la Turquie) qui supportaient mal, et l'image que les nomades renvoyaient de la société, et leur rapport parfois très particulier à la propriété privée, à la légalité et aux frontières[868]. De plus, à cette génération, la Méditerranée l'automobile se mit à marginaliser les caravanes de chameaux (au sud) et les verdines tirées par des bourricots (au nord) ; au nord, l'apparition de produits de consommation courante industriels marginalisa l'artisanat tsigane. Un peu partout, la pression croissante sur la terre fit que des sédentaires lorgnaient sur les terres de pâture traditionnellement réservées aux nomades (parce que trop pauvres ou trop fragiles écologiquement…). Il restait, un peu partout, des nomades ou des semi-nomades (ainsi, dans les Pyrénénes, dans les Alpes ou dans les

---

866 Peut-être bien croissante en pas mal d'endroits, pour des raisons de pression démographique accentuée !

867 Dans le même esprit, signalons qu'en Corse, la plaine d'Aléria fut assainie dans l'immédiate après-guerre, après que, à grands coups de D.D.T., les Américains l'aient débarrassée de ses moustiques porteurs de malaria en 1943, lorsqu'ils y débarquèrent. À vrai dire, ce ne sont pas les agriculteurs corses qui en profitèrent (ils fuyaient leur île pour des postes de fonctionnaires sur le continent), mais de grands propriétaires souvent absentéistes, souvent originaires d'Algérie (pas mal de capitaux maghrébins se replièrent en Corse pendant, puis juste après les conflits coloniaux), et qui, dès les années 1950, employaient une main-d'œuvre immigrée d'origine maghrébine.

868 J'ai entamé ce membe de phrase en pensant aux Bédouins, mais en cours d'écriture je me suis aperçu qu'il convient tout autant, en Europe, aux Tsiganes — autres populations nomades (non paysannes, ceci dit) de plus en plus mal suppportées par les pouvoirs, sédentarisées de forces là où lesdits pouvoirs en avaient les moyens. Les représentations qu'on a des Tsiganes en Europe (voleurs, agressifs, indisciplinés, etc.) sont celles que toute population sédentaire a de « ses » nomades, vous pouvez sans crainte les calquer pour parler de la manière dont la Turquie kémaliste percevait ses « Turkmènes » et Kurdes nomades, ou dont l'Égypte percevait ses Bédouins. Ce ne sont d'ailleurs pas que des représentations : effectivement, des populations nomades n'ont pas le même sens de la propriété privée que ces paysans habitués à gratter une terre qui leur appartient, ou qu'ils ont louée ; et puis, comment des populations d'une extrême pauvreté, et stigmatisées depuis des siècles, auraient-elles pu survivre sans un minimum d'illégalité, comment auraient-elles pu maintenir leur identité culturelle archi-minoritaire, en l'absence de toute culture écrite, sans une solidarité sans faille (lisez : sans structures maffieuses) et sans un minimum de mépris pour les « gadjés » ? Je n'ai pas le temps de traiter en détail de ces problèmes, mais cela ne vous interdit pas d'y réfléchir.

Balkans, la transhumance n'était pas tout à fait du passé — voyez les premiers romans de Giono), mais ce n'étaient plus que des survivances d'un monde en train de mourir.

La crise de 1929 n'arrangea rien. En Turquie, les exportations baissèrent de moitié et le revenu national d'un tiers entre 1929 et 1935 ; au Maroc et en Tunisie, les prix des céréales baissa de 60 à 70 % aux mêmes dates. Le prix de l'huile d'olive tunisienne baissa de 65 % de 1926 à 1933, le prix de la laine baissa des deux tiers entre la fin des années 1920 et 1935. Les salaires des ouvriers agricoles diminuèrent de 15 à 50%. La crise touche également les grandes exploitations agricoles modernes, très endettées. La viticulture, en surproduction structurelle, fut particulièrement touchée. En Tunisie, il fallut proclamer un moratoire sur les ventes aux enchères… En Espagne, le commerce extérieur recula de 72,5 % entre 1928 et 1935 ; en revanche l'agriculture fut peu touchée, tout simplement parce qu'elle était peu monétarisée. En Italie le P.I.B. diminua de 31 % de 1929 à 1934, le commerce extérieur déjà réduit par la politique d'autarcie recula de 68,5% ; on rogna de 12 % les salaires des fonctionnaires ; dans l'hiver 1933-1934, certains produits furent rationnés. En France métropolitaine, la crise fut moins violente, mais l'effondrement du tourisme toucha de plein fouet la Côte d'Azur, qui en vivait déjà en partie. Les grands vignobles du Langedoc étaient en difficulté aussi.

Je n'y reviens pas en détail parce que je l'ai déjà traité plus haut sous forme d'exemples, mais c'est notamment de l'entre-deux-guerres que date le début du déclin des sociétés urbaines cosmopolites en Méditerranée : on peut lire ce processus comme une vengeance des « campagnes profondes » contre un univers qui les avait toujours exploitées et où elles ne s'étaient jamais reconnues, voire comme la submersion des villes par les conséquences de l'essor démographique et de la déstructuration des sociétés rurales — deux processus dont l'origine se trouvait en ville, quoique pas forcément les villes méditerranéennes, mais celles-ci leur avaient bel et bien servi de relais locaux. Outre les exemples déjà développés, notons que c'est dans l'entre-deux-guerres que Damas s'affirma face à (et contre) Beyrouth, que Le Caire prit le dessus sur Alexandrie, et bien sûr Ankara sur Istanbul : aux métropoles portuaires et cosmopolites, identifiées au colonialisme, succédaient (ou allaient bientôt succéder) des capitales situées à l'intérieur des terres, et bien plus représentatives des équilibres démographiques réels. Du reste, même à Alexandrie, qui restait un univers cosmopolite, et dont les sirènes du port chantaient encore la même mélodie[869], on assista à la montée d'un nationalisme égypto-arabe, lié au développement d'un prolétariat égyptien chassé des campagnes par la misère — tandis que les Européens se divisaient pour des raisons politiques, notamment les Italiens à la suite de tentatives fascistes de prendre le contrôle de la communauté.

Les villes explosaient : de 1920 à 1950 environ, la population d'Athènes a été multipliée par 4,5, celle de Belgrade par 3,2, celles de Tunis, de Gênes et du Caire par 2, celle de Barcelone par 1,8, celle d'Oran par 1,75, celle d'Alexandrie et d'Alger par 1,5. Istanbul en revanche, qui avait perdu son rang de capitale et souffrait à la fois des choix économiques de la Turquie kémaliste, de la fermeture au commerce de l'ex-Russie et de la « déprime » économique du bassin du Danube tronçonné en plusieurs pays, perdait de la population. Un peu partout, les problèmes d'eau, de voirie, de sécurité, de scolarité s'accentuaient à vive allure — Albert Cossery (1913-2008), un romancier copte de langue française, a très bien décrit la décrépitude du vieux Caire dans ses romans, par exemple *Mendiants et orgueilleux* qui se place dans les années 1940. Au Maroc, c'est de l'entre-deux-guerres que date la croissance de

869 Cet univers est celui des romans du Britannique Lawrence Durrell (notamment le cycle *Le quatuor d'Alexandrie*, publié en 1957-1960 : l'action se place dans les années 1930 et au début de la guerre). Je voudrais également souligner que la communauté européenne alexandriote a donné à la France deux géants de la culture : Dalida (1933-1987 : une Italienne, fille d'un premier violon à l'opéra du Caire, miss Égypte 1954) et Claude François (1939-1978, fils d'un contrôleur du trafic sur le canal de Suez, né à Lyon, et d'une Calabraise).

Casablanca[870], dont la population quintupla, tandis que Rabat, ancienne ville royale, profitait de son statut de port franc à l'entrée de la Méditerranée pour se tripler sa population : il y apparut un assez mignon centre-ville de style européen.

De même, la décadence de Trieste et de Fiume s'amorça à la suite de l'effondrement de l'Autriche et de la multiplication des frontières d'État en Europe centrale. De plus, les deux villes se trouvaient dans une région, l'Istrie, contestée entre l'Italie et la Yougoslavie, les populations latines et slaves y étant inextricablement mêlées ; Fiume, après son annexion par l'Italie en 1924, était carrément sur la frontière, certains de ses faubourgs ayant été attribués à la Yougoslavie, et comme les deux pays s'entendaient comme chien et chat, cette situation de ville frontière n'était pas précisément un avantage. L'Istrie en revanche s'était retrouvée entièrement en Italie, mais sans l'arrière-pays autrichien ce n'était plus grand-chose, et Trieste souffrit beaucoup de la politique mussolinienne d'autarcie économique ; elle se reconvertit partiellement en port industriel, avec notamment de la pétrochimie. En Italie, c'est Venise, plus loin de la frontière et plus près des bouches du Pô, qui profita de la situation : elle devint le troisème port d'Italie. En Yougoslavie, Split et Susak (un ex-faubourg de Fiume) tirèrent leur épingle du jeu. En 1945, Trieste se retrouva dans la situation de Fiume avant-guerre : en Italie, mais l'ensemble de l'arrière-pays et certains faubourgs étaient passés à la Yougoslavie : une situation proprement catastrophique dans le contexte de la guerre froide. Quant à Fiume, devenue Rijeka, c'était le premier port d'un pays communiste passablement fermé sur lui-même…

C'est dans l'entre-deux-guerres qu'émergea décisivement un nouvel usage occidental de la Méditerranée : « *Sea, (sex) and sun* »[871], autrement dit le tourisme moderne, le tourisme de masse. Comme je l'ai déjà brièvement souligné en note, cette mode nouvelle était liée en dernière analyse à un changement de regard sur la nature méditerranéenne, autant qu'à la diffusion du goût bourgeois pour le tourisme (du reste, les touristes fortunés d'avant 1914 préféraient les villes d'art aux plages) et, bien sûr, à l'essor des loisirs et du temps libre[872]. Ce changement de regard date d'avant 1914, d'abord chez les peintres qui en représentèrent en quelque sorte l'avant-garde : l'essor du tourisme de masse est contemporain de la popularisation de cette peinture, des « avant-gardes » de la fin du XIX^{e} et du début du XX^{e} siècle. Les impréssionnistes préféraient les lumières douces et changeantes du nord, mais Cézanne avait peint la Sainte-Victoire dès les années 1870 et Van Gogh s'était installé dans le Midi dans les années 1880 : l'un et l'autre étaient fascinés par les lumières crues de Méditerranée, par le relief et la netteté qu'elle donnait aux formes. Plus tard, certains « fauves » (Derain, Matisse) et, de manière plus suprenante puisque la couleur n'était pas au centre de leurs recherches, certains cubistes (Braque, Picasso) s'installèrent sur les rives de la Méditerranée ; après 1945, Nicolas de Staël continua la tradition. Bien avant Brigitte Bardot à la fin des années 1950 et dans les années 1960, ce sont ces peintres (et l'écrivaine Colette) qui « lancèrent » le village de Saint-Tropez, dès l'entre-deux-guerres[873]. Ce regard, qui se vulgarisa après 1920, était un regard sur la nature méditeranéenne plus que sur les Méditerranéens — pas haine sans doute de l'exotisme et du pittoresque orientaliste, ces peintres peignaient plus

---

870 Ville fort peu méditerranéenne en réalité : elle est située sur l'Atlantique ! Eternelle question des limites géographiques de votre programme…

871 Attention, l'expression ne date que des années 1960 (elle concernait au départ le Club Méditerranée, fondé en 1950).

872 En France, les congés payés datent de 1936 ; la semaine anglaise (avec le week-end libre) ne s'est imposée qu'après 1945. Les dates sont à peu près les mêmes dans toute l'Europe.

873 Il en reste un excellent témoignage : le musée de l'Annonciade, qui possède une excellente collection de tablaaux de cette époque. C'est par ailleurs le seul endroit de Saint-Tropez où l'on peut échapper, même en plein été, à la vulgarité agressive et dénudée qui y règne en maîtresse.

des paysages que des gens ; du reste, les Méridionaux étaient en train de se franciser et de perdre leur exotisme à vive allure. Il restait certes des peintres orientalistes, mais ils étaient définitivement « ringards » — ce qui ne les a pas empêchés de conserver, jusqu'à aujourd'hui, une clientèle fortunée et indifférente aux modes.

C'est aussi à cette époque que, sous l'influence de modes venues en dernière analyse (avec le sport) de l'Angleterre du XIX[e] siècle, le bronzage cessa d'être l'indice infamant d'une condition ouvrière ou paysanne pour devenir signe de bonne santé, désormais associée à la vie au grand air et à l'exercice physique[874]. Bref, le goût de la chaleur et du bronzage, de la baignade et de la plage comme loisir, se banalisa, ainsi que l'affection pour les paysages méditerranéens (plutôt ceux de la rive nord pour l'instant) : les oliviers et les chêne-verts, les rivages de sable clair[875], les maisons à tuiles rouges et murs blancs, l'air sec et les ciels purs sous le cri-cri des cigales.

Pour l'instant, tout ceci concernait essentiellement le littoral de la Provence et une partie du littoral italien. Le tourisme de plage en Méditerranée n'était pas encore l'industrie qu'il est devenu pendant les Trente Glorieuses, mais l'envie collective s'en est indéniablement construite dans l'entre-deux-guerres. Bien entendu, cela n'allait pas sans malentendus avec les populations des régions qui accueillaient ce premier tourisme de masse : rurales, catholiques, à peine émergées du monde méditerranéen traditionnel, elles n'avaient pas connu les mêmes évolutions mentales que les urbains, persistaient à détester la chaleur et le soleil, à se calfeutrer l'été derrière des persiennes, à trouver que la bouillabaisse est un plat de pauvres, et à ne pas savoir nager. Mais comme le tourisme fit exploser leur revenus, elles ne rechignèrent pas à offrir aux touristes ce qu'ils attendaient, plus une dose raisonnable d'exotisme, authentique ou plus ou moins frelaté (je pense aux corridas et au flamenco en Espagne, même si le tourisme de masse dans ce pays date plutôt des années 1960).

Sixième partie si je ne m'abuse : 1939-1956.

A) La seconde guerre mondiale en Méditerranée.

Contrairement à la première, la seconde guerre mondiale éclata en Chine (en 1937) puis en Baltique (en août 1939, avec le pacte germano-soviétique), puis s'étendit au Pacifique en décembre 1941 ; la Méditerranée n'en fut qu'un théâtre périphérique, ce qui ne l'empêcha pas d'être, en certaines régions, à nouveau ravagée — par ailleurs, la situation étant assez équilibrée jusqu'en 1943, les communications étaient largement coupées et la disette régna un peu partout, voire la famine dans certaines régions des Balkans où l'occupation germano-italienne fut très dure.

---

874 D'où, aussi, un goût nouvellement affiché pour les peaux basanées des Méditerranéen(ne)s du sud : « ce qui reste de soleil sur les peaux brunes », comme l'a magnifiquement écrit Gide à propos des jeunes Marocains dans *Si le grain ne meurt* (1924).

N.B. Les écrits de Gide, notamment les premiers (ceux d'avant 1914) représentent une étape décisive dans la redécouverte du corps et la sortie de l'univers « victorien » (en gros, celui du XIX[e] siècle bourgeois) où le corps « respectable » était presque entièrement recouvert de vêtements et où même la silhouette, celle des femmes tout au moins, était déguisée par les corsets, les robes à panier, etc. On ne comprend pas l'incroyable popularité de ces premiers écrits de Gide, un peu vieillis aujourd'hui (comme *L'immoraliste*, paru en 1902), ni la relative tolérance de l'époque pour sa sexualité, si l'on n'a pas en tête le rôle de libérateur intellectuel qu'il a joué pour toute une génération. Or Gide était un amoureux de la Méditerranée, où il passait le plus clair de son temps, sur les deux rives.

875 Cf. la chanson de Charles Trenet, qui était de Narbonne : « la mer / qu'on voit danser le long des golfes clairs / a des reflets d'argent… » (chanson écrite dans un train entre Narbonne et Perpignian, en 1954). C'est en 1920 que Paul Valéry, à propos d'une région voisine (Sète), évoqua « ce toit tranquille où marchent les colombes / (… où) Midi le juste compose de feux la mer / la mer toujours reconnemncée ! ».

L'Espagne franquiste eut la sagesse de demeurer neutre pendant toute la guerre, même si Franco expédia une division de « volontaires » sur le front russe entre 1941 et 1943[876] ; tout comme le Portugal et la Turquie d'Inönü.

Entre septembre 1939 et l'été 1940, on se battit peu en Méditerranée. Mentionnons pour mémoire le coup de pied de l'âne administré par l'Italie à la France déjà vaincue, en juin 1940 (encore les armées de Mussolini furent-elles incapables de conquérir plus que quelques fonds de vallées alpines, ce qui n'empêcha pas Rome d'hériter d'une zone d'occupation qui allait jusqu'au Rhône), et la destruction de notre belle flotte par le Godon en rade de Mers-el-Kebir en juillet, pour éviter que les nazis ne s'en servissent (1.380 morts quand même). Toujours en juin 1940, l'Italie lança une offensive sur Malte, qui n'aboutit qu'à une purge massive effectuée par les Britanniques dans la classe politique locale, puis, en septembre, une attaque sur l'Égypte à partir de la Libye : un autre échec (les Britanniques occupèrent la Cyrénaïque, la moitié orientale de la Libye). En octobre, Mussolini attaqua la Grèce à partir de l'Albanie, sans prévenir Hitler. Les Italiens, trop sûrs d'eux, négligèrent d'occuper les hauteurs montagneuses frontalières : leur armée avança dans les plaines, puis dut reculer pour ne pas être encerclée ! Un mois après le début de la guerre, la Grèce occupait la moitié de l'Albanie… La mort (naturelle) du dictateur Metaxas en janvier 1941[877] permit aux Italiens d'éviter une humiliation, mais l'armée italienne faisait décidément le désespoir de son dictateur — de toute son histoire, elle n'a jamais gagné de guerre en Occident que contre l'Albanie en 1939[878].

(Pendant ce temps, les alliées de l'Allemagne dépeçaient la Roumanie : l'U.R.S.S. annexait la Moldavie, la Hongrie annexait les anciens territoires hongrois d'avant 1918, la Bulgarie annexait la Dobroudja méridionale. Dans ce qui restait de Roumanie, les fascistes locaux, la « Garde de Fer », prirent le pouvoir ; leur *conducator*, le général Antonescu, devint premier ministre).

---

876 En fait, les avis divergent sur la question : certains historiens soutiennent que Franco n'avait pas du tout l'intention de rester neutre, mais qu'il présenta à Hitler des exigences inacceptables par celui-ci (il réclama la moitié occidentale du Maghreb français). Cela me paraît quand même supect, vu l'épuisement de l'Espagne après trois ans de guerre civile ; Franco ayant montré après la guerre qu'il était un excellent manœuvrier, il est bien possible que les demandes en questions aient été exagérées dans le but précis que Hitler les refusât et que le *Caudillo* eût un prétexte pour rester neutre malgré l'aide que les Forces de l'Axe venaient de lui apporter. Autre élément suspect : qu'est-ce que Hitler avait à faire des colonies françaises ?

Le sauvetage d'une partie des juifs des Balkans en 1943-1944 est dû à l'initiative, non de Franco, mais de diplomates espagnols en Grèce, notamment le consul général à Athènes, Romero Radigales, qui était mariée à une judéo-espagnole de Roumanie : c'est lui qui fit savoir aux Allemands, au printemps 1943, qu'il s'agissait de ressortissants espagnols (en réalité, peu d'entre eux avaient un passeport espagnol, possibiité qui leur était ouverte depuis 1924 ; mais depuis la fin du XIX^{e} siècle l'Espagne les considérait comme ses « protégés », et depuis 1939, les demandes de naturalisation se multipliaient). Des diplomates espagnols à Budapest et à Bucarest jouèrent un rôle comparable, allant jusqu'à maquiller des passeports. Harcelé par ses propres diplomates, parfois placé devant le fait accompli, Franco finit par se laisser convaincre, malgré l'antisémitisme de type maurrassien que prônait son régime — mais qui n'allait pas jusqu'à l'exterminationnisme. Des pressions américano-britanniques jouèrent aussi (par ailleurs, après la guerre, le sauvetage des juifs des Balkans fut l'un des arguments dont joua Franco pour ne pas être assimilé aux Forces de l'Axe et déposé par les vainqueurs). Ces courageux diplomates ne sauvèrent que quelques centaines de personnes, mais leur attitude contraste spectaculairement avec celle de la France de Vichy, qui livra aux Allemands plus de juifs qu'ils n'en réclamaient.

877 Metaxas est célèbre pour avoir répondu à l'ultimatum italien d'octobre 1940 par un seul mot : « *Okhi* » (« Non »). Cela dit, le général britannique McAuliffe a trouvé mieux au siège de Bastogne, en Belgique, en décembre 1944 : « *Nuts* ! ». Rappelons pour mémoire que le fondateur de cette tradition du monosyllabe bien senti n'est autre que notre Cambronne national, à Waterloo — enfin, si son « mot » n'est pas apocryphe, ce qu'il a toujours soutenu.

878 Il paraît que le *Duce* avait été profondément déprimé par le spectacle de la discipline allemande, lors de son voyage officiel dans le *Reich* en 1938. Fidel Castro a eu un coup de *blues* du même genre à l'issue d'un voyage en Corée du Nord : pauvres gens.

C'est en avril 1941 que Hitler intervint dans les Balkans, pour secourir les Italiens mais aussi en prévision de l'opération Barbarossa, afin que le Royaume-Uni ne pût acheminer de l'aide à destination de l'U.R.S.S. par le biais des Détroits. Mauvais calcul : il perdit sans doute dans cette affaire les quelques semaines qui lui aurait permis d'écraser l'U.R.S.S. avant l'hiver. En attendant, il occupa la Yougoslavie et la Grèce en moins d'un mois ; les Britanniques durent évacuer la Crête (qu'ils avaient occupée préventivement en janvier) : les bombardiers nazis menacèrent un moment Suez. C'est à cette époque qu'ils se mirent à bombarder Malte, qui résista héroïquement : à certaines époques l'île, coupée du reste du monde, était en état de quasi famine. Les bombardements épargnèrent cependant les quartiers anciens de La Vallette[879].

À, Salonique, hellénisée par l'afflux de réfugiés de Turquie dans les années 1920 et par ailleurs très affaiblie par la balkanisation de son arrière-pays, la communauté juive était déjà en déclin. Les nazis la liquidèrent en 1943 (56.000 à 75.000 personnes périrent selon les sources) ; ils détruisirent aussi les communautés juives du reste de la Grèce, de Yougoslavie et (après la défaite de Mussolini) une partie de celle d'Italie — dans ce pays, ils manquèrent cependant de fanatiques antisémites pour les seconder. La communauté[880] juive de France méridionale souffrit un peu moins, en partie parce qu'à l'est du Rhône elle était en zone d'occupation italienne jusqu'à l'été 1943, et proche des frontières suisse et espagnole, en partie parce que le régime de Vichy livra en priorité des juifs étrangers, ou des Français de fraîche date. Ce fut une nouvelle étape dans l'effondrement du judaïsme méditerranéen : en 1945, il ne restait rien du judaïsme traditionnel des Balkans (ni de Turquie pour d'autres raisons), en France et en Italie il avait beaucoup souffert de la guerre, et en Espagne il avait toujours été tout à fait marginal[881].

La Yougoslavie fut tronçonnée par les occupants : il apparut une Croatie indépendante aux mains des oustachis ; l'Allemagne annexa le nord de la Slovénie et l'Italie le sud, le Kosovo et le littoral dalmate ; il réapparut un Montenegro vassal de l'Italie ; la Bulgarie se servit en Macédoine ; la Hongrie annexa la Voïvodine, un territoire partiellement peuplé de Hongrois à sa frontière ; le reste forma une Serbie-croupion sans gouvernement. Dans ce pays la guerre mondiale se doubla d'une guerre balkanique des plus traditionnellement intereth-niques, et d'une abominable guerre civile entre, notamment, populations orthodoxes et catholiques : c'était une nouveauté, car elles ne s'étaient jamais battues jusqu'en 1918, mais nous avons vu que leurs relations s'étaient fortement dégradées depuis que les Serbes avaient mis la main sur la Yougoslavie, et puis, les musulmans étant hors jeu, il fallait bien trouver quel-

---

879 Le souvenir de cet héroïsme semble encore très vif aujourd'hui en Grande-Bretagne : dans les librairies pour touristes de La Vallette, les deux tiers des livres portent sur cet épisode. L'attaque italienne avait déjà bien affaibli le rattachisme italien (en déclin, à vrai dire, depuis au moins une génération) : l'attaque allemande termina le travail. Comme en Corse, c'est la seconde guerre mondiale qui a abouti à la disparition brutale du rattachisme… et a définitivement enterré l'italien comme langue de culture : ce sont Mussolini et Hitler qui ont réalisé le rêve des colonisateurs britanniques.

Cet épisode dramatique, qui dura jusqu'au débarquement allié en Sicile (juillet 1943), créa entre Maltais et Britanniques une fraternité d'armes qui contribua beaucoup à alléger les tensions politiques après-guerre. En 1947, Londres accorda une nouvelle constitution, monocamérale, et le suffrage universel masculin et féminin. L'anglais et le maltais étaient langues co-officielles, les lois et règlements seraient publiées dans les deux langues — évidemment, concrètement tout se fit en anglais (c'est encore largement le cas aujourd'hui). Le parti travailliste gagna les premières élections mais ne put pas immédiatement gouverner : c'est en 1949 que Dom Mintoff, qui négocia plus tard l'indépendance, en fut élu leader. En 1956, Malte était toujours colonie britannique.

880 Si l'on peut dire, au pays du jacobinisme.

881 En France, l'émigration des juifs algériens en 1962 a brouillé le tableau : aujourd'hui les communautés juives du sud du pays en sont largement issues. Cela dit, une partie des communautés originaires de la région d'Avignon a survécu.

qu'un à massacrer. Les oustachis forcèrent les Serbes vivant sur le territoire de la « Grande Croatie » à se convertir, voire les exterminèrent sans autre forme de procès[882].

Il apparut deux résistances, une royaliste et majoritairement serbe (les « tchetniks ») et une communiste, dirigée par le Croato-Slovène Tito (1892-1980, de son vrai nom Josip Broz, un ancien kominternien qui avait fait le coup de feu en Espagne). Elle parvint à fédérer des forces issues des différents peuples yougoslaves, entre autres en promettant une réforme agraire. Bien entendu, dès le début (septembre 1941) les deux résistances entreprirent de s'entre-massacrer. Les Alliés choisirent rapidement Tito, plus présentable que les Serbes dans le cadre d'une guerre menée contre des formes extrêmes de nationalisme : dans les derniers mois de la guerre, les communistes éliminèrent physiquement les tchetniks, et par ailleurs libérèrent seuls Belgrade (dès septembre 1944) au terme d'une espèce de course-poursuite avec l'Armée Rouge venue de Budapest : cet exploit donna à Tito une forte légitimité locale, dont il sut faire usage après-guerre. Profitant de l'effondrement de l'Italie fasciste, l'armée yougoslave occupa également l'Istrie et Trieste, mais les Britanniques parvinrent à reprendre le contrôle de la ville quelques mois plus tard. Bien entendu, la minorité allemande de Yougoslavie, forte de plusieurs centaine de milliers de personnes[883], disparut en 1944-1945, en grande partie par massacre. Avec l'U.R.S.S., la Pologne et les pays baltes, la Yougoslavie est sans doute le pays d'Europe qui a le plus souffert de la deuxième guerre mondiale : la mémoire des différents massacres et contre-massacres n'a eu aucun mal à être revivifiée en 1991-1999.

On retrouve le même genre d'événements, avec résistantes massives mais guerres civiles entre résistants, en Grèce et en Albanie. En Albanie, les communistes « libérèrent » (si l'on peut dire) le pays tout seuls ; en Grèce, les Britanniques, qui ne voulaient pas entendre parler de communistes en Méditerranée, sauvèrent *in extremis* le camp royaliste en débarquant au Pirée en janvier 1945. En 1944, la résistance grecque (j'ignore laquelle) expulsa d'Epire du sud, en direction de l'Albanie, les 25.000 Tsams ou Tsamidhes, les derniers Albanais musulmans du pays (toujours appelés « Turcs » par les Grecs), qui avaient eu la mauvaise idée de se mettre au service de l'occupant italien en 1941.

Lorsqu'ils attaquèrent les Balkans au printemps 1941, les nazis avaient bien l'intention de pousser jusqu'au Moyen-Orient et à ses pétroles : en mai 1941, ils signèrent avec la France les protocoles de Paris, par lesquels le régime vichyste leur permit d'utiliser les ports de Tunisie et les aéroports du Levant français. La R.A.F. les bombarda immédiatement, et en juin, les anglo-gaullistes s'emparèrent de la région — ce furent les premiers affrontements de la guerre entre les deux armées françaises, celle de Vichy et celle de la France libre.

En février 1941, par ailleurs, l'*Afrika Korps* de Rommel avait réattaqué l'Égypte à partir de la Libye. Ils furent arrêtés à l'été, lancèrent une nouvelle offensive au printemps 1942 et furent de nouveau arrêtés en novembre de la même année, à El Alamein, à une centaine de kilomètres d'Alexandrie, grâce au renfort d'un débarquement américain[884]. A la même date, les Anglo-Saxons débarquèrent au Maghreb français, ce qui provoqua l'occupation de la zone libre française, donc des rives de la Méditerranée, par les nazis, ainsi d'ailleurs que de la Tunisie[885]. En mars 1943, les Allemands étaient chassés d'Afrique du nord.

---

882 En revanche, le régime Pavelić fit des efforts pour rallier les musulmans, promus au rang de « fleur de la nation croate ».

883 Rappelez-vous qu'une partie de la Yougoslavie avait longtemps été autrichienne.

884 Dès 1942, les États-Unis avaient également accordé une aide à l'Arabie Saoudite, afin de la maintenir dans le camp occidental ; ils réorganisèrent leurs intérêts pétroliers dans la région en une compagnie qui prit le nom d'A.R.A.M.C.O. en 1944..

885 Les juifs tunisiens, qui n'étaient que 16.500 sur 90.000 à posséder la nationalité française (il n'y avait pas eu d'équivalent du décret Crémieux), furent envoyés en camp de travail, soumis à des rafles et à des

Une partie des nationalistes arabes furent fort sensibles à la propagande allemande, par un mélange d'hostilité aux colonisateurs et, surtout au Levant, d'antisémitisme. Voyez plus haut le passage sur le coup d'État pro-allemand en Irak.

Hadj Amin, le mufti de Jérusalem, parvint à s'enfuir en Irak, mais en 1941 les Britanniques y intervinrent, renversant les nationalistes pro-allemands[886]. Hadj Amin parvint à gagner l'Iran, la Turquie, puis Berlin, et à rencontrer Hitler, qu'il assura de la sympathie des Arabes pour la cause allemande, sans réussir à éveiller grand intérêt chez son interlocuteur, très occupé à envahir la Russie. Il joua tristement les potiches à Berlin jusqu'à la fin de la guerre. Pour le reste, la Palestine demeura fermement tenue en mains par les Britanniques, et dans leur majorité les nationalistes palestiniens regardaient plutôt vers les États-Unis, qui multipliaient les proclamations anticolonialistes. En mai 1942, les principales organisations sionistes, réunies à l'hôtel Biltmore à Londres, demandèrent une reprise de l'immigration et la reconnaissance de principe d'un État juif. Les Britanniques ne leur étaient plus si hostiles, à cause de l'attitude des patriotes arabes et aussi parce qu'ils avaient besoin de la *Haganah* pour maintenir l'ordre sur place, leurs troupes ayant fort à faire ailleurs. Mais ils maintinrent les dispositions du Livre blanc. Pendant la guerre, le mouvement sioniste compta avec la sympathie de Churchill, mais il renforça aussi son *lobby* aux États-Unis ; cependant un groupe d'extrémistes, le groupe Stern, se lança dans le terrorisme anti-britannique (parmi ses membres figurait le futur premier ministre Yitzhak Shamir), tandis que l'Irgoun préparait lui [ou elle ?] aussi la lutte armée — sous la direction d'un autre futur premier ministre, Menahem Begin. En novembre 1944, le groupe Stern assassina le ministre résident britannique pour le Moyen-Orient, Lord Moyne. Inquiet pour l'image du sionisme, Ben Gourion organisa la répression en collaboration avec les Britanniques.

L'Égypte avait proclamé l'état de guerre mais, comme l'Irak, elle avait refusé de déclarer la guerre à l'Allemagne en 1939 ; au moment de la première offensive de Rommel, au printemps 1941, une partie des nationalistes égyptiens tenta de prendre contact avec les forces de l'Axe, notamment les frères musulmans et de jeunes officiers comme Anouar El-Sadate, le futur successeur de Nasser, qui fut arrêté en 1942. En 1942, les Britanniques forcèrent le premier ministre à la démission et obliger le roi Farouk à nommer un gouvernement occidental ; le *wafd*, par ailleurs de plus en plus impopulaire dans une population qui l'accusait d'être trop pro-occidental, finit par perdre le pouvoir en 1944.

En Tunisie, les deux Destours rivalisèrent d'ambiguïtés : l'ancien multipliait les analyses selon lesquelles les démocraties ne valaient pas mieux que les dictatures, le Néo-Destour avait quelques sympathies pour les Forces de l'Axe (mitigées cependant, plus qu'au Moyen-Orient ou en Égypte, par l'inquiétante revendication italienne sur le pays : courtisé par Rome qui l'avait libéré de prison, Burguiba refusa tout arrangement n'incluant pas la reconnaissance de l'indépendance tunisienne). Lorsqu'elles reprirent le contrôle du pays, les troupes alliées furent assez froidement accueillies par la population arabe, et les autorités françaises jugèrent plus prudent de déposer le bey Sidi Moncef, qui avait tenté de profiter de l'occasion pour réaffirmer son pouvoir… En revanche, la défaite des forces de l'Axe mit fin à la question italienne en Tunisie : il y eut des expulsions et des procès pour haute trahison dans les milieux qui avaient collaboré ; la France procéda à la fermeture de toutes les écoles et associations culturelles italiennes. De toute façon, après 1943 l'Italie fit profil bas sur la scène internatio-

---

amendes collectives, mais pas massacrés en masse (l'époque du « génocide par balles », essentiellement en U.R.S.S. en 1941, était passée) ni déportés, faute sans doute de moyens de transport — et puis Hitler avait pour priorité de « nettoyer » l'Europe orientale, le fameux « espace vital » de la race aryenne.

886 Au moment de l'intervention britanique, des émeutes antisémites firent des dizaines de morts à Bagdad. Il y eut de nombreuses exécutions dans les milieux nationalistes.

NB. Pendant qu'ils y étaient, en septembre 1941 les Britanniques occupèrent la partie « utile » (lisez pétrolifère) de l'Iran, conjointement avec les Soviétiques.

nale et les Italiens de Méditerranée firent tout pour faire oublier la tache de leur origine : en Tunisie comme en Corse, à Malte et en Égypte, l'italianité (réelle ou revendiquée) recula rapidement, de même que la germanité recula brutalement en Alsace-Lorraine, aux Pays-Bas, en Belgique[887] et même dans une certaine mesure au Luxembourg et en Suisse alémanique. Dans son journal, André Gide, qui se trouvait à Tunis en mai 1943, témoigne que du jour an lendemain on cessa d'entendre parler italien dans certains quartiers ! Ceci aussi fait partie du recul de la diversité culturelle en Méditerranée au XX^{e} siècle…

Au Liban et en Syrie, en 1939 les Français suspendirent les constitutions (elles furent rétablies en 1943). En juin-juillet 1941, les gaullistes prirent le contrôle de la Syrie et du Liban, mais sous occupation britannique. Très affaiblis, ils furent obligés de promettre l'indépendance à ces deux pays pour 1943, par la voix du général Catroux, en juin 1941 (ils acceptèrent aussi la réunification de la Syrie, mais à l'exception du Liban, ce que les Syriens n'ont jaamis accepté). Ce fut à cette date[888] que se dessina ce que l'on appelle le « pacte national libanais », un accord non écrit en vertu duquel les fonctions officielles étaient réparties entre les grandes communautés religieuses du pays : le président devait être un maronite, le premier ministre un sunnite, le président de la Chambre un chiite, et on se débrouillait pour que les autres communautés fussent représentées au conseil des ministres ; par ailleurs, le chef de l'armée devait être un chrétien, et son second un druze — les druzes jouissaient d'ailleurs d'une autonomie judiciaire[889]. Il y eut bien évidemment, en 1944-1945, quelques velléités françaises de revenir sur les promesses, et même un bombardemnt de Damas ; mais finalement, sous la pression des Britanniques et vu que les populations locales avaient plébiscité les indépendantistes aux élections de 1943, la France reconnut l'indépendance de la Syrie et du Liban en 1945, et nos dernières troupes quittèrent la zone en 1946. Le départ des Français se fit sans trop de heurts, et en gros, les liens de sympathie et d'amitié demeurent.

En février 1943, les Anglo-Saxons débarquèrent en Sicile, entièrement libérée en août ; puis sur le continent en septembre (pendant qu'ils y étaient, ils débarquèrent aussi en Corse, en septembre également). Entre-temps, le 24 juillet, Mussolini avait été renversé par le roi et le Grand Conseil Fasciste : les élites du régime, sentant le vent tourner, espéraient sauver les meubles (ce fut un échec : le roi, notamment, dut abdiquer en 1947, et l'Italie devint une République). Les Allemands répliquèrent en occupant l'Italie du nord et du centre. Tandis que les Alliés remontaient lentement vers le nord, au prix de combats acharnés (notamment au mont Cassin), un audacieux commando allemand libéra Mussolini, lequel fonda au nord de l'Italie la « République de Salò », qui prétendait renouer avec les origines révolutionnaires et « sociales » du fascisme. L'Italie du nord sombra dans une véritable guerre civile entre résistants et fascistes. Finalement, des résistants exécutèrent le Duce le 25 avril 1945 ; son cadavre fut pendu par les pieds pour que les gens pussent cracher dessus.

---

887 Note quelque peu éloignée du programme : Les nationalistes néerlandais et flamands de droite se considéraient comme des Allemands avant 1945 (n'oubliez jamais que l'Allemagne a longtemps été une aire culturelle, pas un pays : pour certains, les Pays-Bas et le nord de la Belgique en faisaient partie). Dans les années 1960 encore, des cartes (au moins allemandes à ma connaisance) incluaient les parlers néerlandais et flamands dans l'aire allemande, ce qui est du reste exact d'un strict point de vue linguistique : mais des identités distinctes, fondées sur une histoire différente et des langues écrites assez distinctes de celle en vigueur en Allemagne, l'ont définitivement emporté après la seconde guerre mondiale, sauf chez les néo-nazis.

888 H. Laurens donne la date d'octobre 1943, mais il s'agit sans doute de la fin d'un processus.

889 Ce pacte a fonctionné jusqu'à la guerre civile de 1975-1989, dont l'une des cause fut que les chiites et les druzes réclamaient une plus grosse pat du gâteau, leur proportin dans la population ayant augmenté entretemps (de combien ? Au Liban, il n'y a pas de recensements : c'est trop explosif). Le pacte a été reconduit dans ses grandes lignes à la fin du conflit, il est toujours en vigueur.

La dernière étape de la guerre en Méditerranée, ce fut le débarquement de Provence, en août 1944. En France aussi, on passa à deux doigts d'une guerre civile entre la Milice et la Résistance, et il y eut de nombreux règlements de compte.

B) Evolutions de l'immédiate après-guerre : la Yougoslavie, Israël.

Les vainqueurs, qui s'étaient battus pour le respect des frontières, rétablirent l'ensemble de celles de 1939, à l'exeption évidemment de celles de l'Italie — *vae victis !*[890] À la fixation des nouvelles frontières en 1947, l'Italie perdit le Dodécanèse (au profit de la Grèce), Zara et l'essentiel de l'Istrie (au profit de la Yougoslavie), et quelques communes alpines au profit de la France. Trieste, revendiquée par la Yougoslavie, ne redevient officiellement italienne qu'en 1954, dans le cadre d'un accord entre blocs consécutif au début de la détente (Staline était mort l'année précédente). Quant à la Libye, à l'issue d'une période de tutelle de l'O.N.U. elle obtint son indépendance en 1951 : le chef de la confrérie sénoussie en devint le roi sous le nom d'Idriss I^{er}[891]. Depuis 1943, l'Italie a renoncé à toute revendication territoriale en Méditerranée.

On rétablit une Yougoslavie unie. Juste après la guerre, elle manqua d'annexer l'Albanie au motif de la fraternité d'armes et de l'internationalisme prolétarien ; il y eut même un projet de rassembler l'ensemble des Balkans communistes, Bulgarie comprise, sous l'autorité de Tito, ce qui eût été, d'une certaine manière, renouer avec l'une des dimensions extrêmes du rêve yougoslavistes (et même au-delà, les Albanais n'étant pas des Slaves) ; mais Staline fit capoter le projet, car il se méfiait de la trop forte personnalité de Tito, et puis c'était quand même assez peu compatible avec l'idée qu'on s'était battus pour l'indépendance des peuples vassalisés par les Forces de l'Axe.

Tito réorganisa la Yougoslavie sur une base fédérale, avec, une République fédérée pour les Serbes, une pour les Croates, une pour les Slovènes ; il apparut même une République fédérée de Macédoine, et le régime titiste créa de toutes pièces une identité et une langue macédoniennes, afin de régler définitivement la querelle serbo-bulgare sur cette région. À côté de ces Républiques définies sur des bases nationales, il y en avait d'autres qui l'étaient sur une base historique : il réapparut un Montenegro (peuplé de Serbes) et une Bosnie-Herzégovine (peuplée d'une majorité relative de musulmans, qui furent reconnus comme une « nationalité » en 1961[892], et de fortes minorités serbe et croate). Les Albanais et les Hongrois, qui ne sont pas des Slaves, n'eurent droit qu'à des régions autonomes à l'intérieur de la République de Serbie : le Kosovo et la Voïvodine, respectivement. Les Aroumains, les Tsiganes et les Turcs (par la langue) n'avaient rien ; les Italiens avaient été expulsés, les juifs et les Allemands, massacrés. Les gens étaient de « citoyenneté » yougoslave mais de « nationalité » serbe, croate, etc. (une distinction du même ordre avait cours en U.R.S.S). Pourtant la victoire de la résistance titiste sembla marquer le triomphe de l'idée yougoslaviste sur les nationalismes serbe, croate, etc., qui paraissaient définitivement déconsidérés : aux recensements, progressivement, de plus en plus de gens, notamment ceux issus de couples mixtes et les athées, refusèrent de se définir comme « Serbes », « Croates », etc., et vers 1980, à peu près 10 % de la population se disait de *nationalité* yougoslave — alors qu'en U.R.S.S. par

890 Par ailleurs, Staline conserva ses annexions de 1940, dont la Moldavie roumanophone.

891 En 1969, à l'issue d'un coup d'État, il a été remplacé par le décoratif (et extrémiste) colonel Kadhafi, qui est également un sénoussi.

892 On distinguait alors « les musulmans » (la religion, représentée dans toute la Yougoslavie) et « les Musulmans » (la nationalité : une partie des habitants de la Bosnie-Herzégovine) — comme quoi mon obsession du maniement des majuscules n'est pas complètement dépourvue de fondement ! Cela dit, la distinction était vraiment trop difficile à manier : après 1991, le terme de « Musulmans » a cédé la place à celui de « Bosniaques », et tant pis pour les Herzégoviniens (et les Bosniaques chrétiens, exclus de la nouvelle identité).

exemple, personne ne s'est jamais défini comme « Soviétique » : les gens conservaient une très forte identité russe, ukrainienne, kazakhe, etc. La paix interethnique semblait régner et le problème séculaire des nationalismes balkaniques semblait enfin réglé : c'est pourquoi l'éclatement de la Yougoslavie sur des lignes de partage ethniques, à partir de 1988, a tant surpris les Occidentaux. On sait aujourd'hui que ce n'était que l'effet de la dictature titiste : dès que la liberté a été rétablie, la Yougoslavie a éclaté de nouveau.

(Quoique communistes, les nouveaux régimes balkaniques reprirent telles quelles les définitions nationalistes du XIX^e^ siècle des identités nationales, par la langue, la terre et l'histoire[893], et intégrèrent les traditions inventées au XIX^e^ siècle dans ce qu'Anne-Marie Thiesse appelle très justement un « folklorisme d'État » ; elles manifestèrent un respect superficiel des minorités — Tsiganes et Allemands[894] exclus quand même — mais, sauf en Yougoslavie, poursuivirent en fait le travail d'homogénéisation ethnique des États-nations).

En Palestine, la révélation du génocide changea complètement la donne : elle remplit les Européens et les Américains d'horreur[895]. Jusque vers 1980, il devient très difficile de critiquer le sionisme sans passer pour antisémite[896], d'autant que le grand mufti de Jérusalem avait eu, on vient de le voir, une attitude fort peu glorieuse[897]. Les sionistes exploitèrent sans vergogne le sentiment de culpabilité des Ocidentaux, point très fiers d'avoir traîné à libérer les

---

893 Il faut dire que l'exemple venait de haut : c'est ce que Staline avait fait en U.R.S.S. dans les années 1920.

894 Il en restait en Roumanie. Herta Müller, improbable prix Nobel de littérature en 2009, est issue de cette communauté, qui a largement émigré en Allemagne dans les années 1980 et 1990.

895 Je souligne longuement, au début du chapitre 13 du cours sur la France, que dans l'immédiate après-guerre les souffrances des juifs n'occupaient pas, dans la conscience occidentale, une place aussi centrale que celle qu'elles ont acquis à partir de 1980 environ. Mais il ne faut rien exagérer : on les connaissait cependant ; d'autre part, aux États-Unis et en Grande-Bretagne, pays qui bien évidemment n'eurent pas de Résistance, l'opinion publique y fut tout de suite bien plus sensible qu'en France, pays où les mythes de la Résistance fascinèrent l'opinion publique durant une génération.

896 Les paragraphes que j'ai rédigés plus haut sur les origines du sionisme n'auraient pas pu être écrits avant Sabra et Chatila (1982). D'autant que l'après-guerre vit l'apogée de la popularité du socialisme en Europe occidentale, et que le sionisme était largement perçu sous cet angle ; même l'U.R.S.S., nous allons le voir, était pro-sioniste.

897 Par la suite, la réputation d'antisémites pro-nazis poursuivit bon nombre de *leaders* arabes, notamment Nasser, et le plus souvent à bon droit : l'Égypte nassérienne fut l'un des grands centres de diffusion des *Protocoles des Sages de Sion* et d'autres ouvrages de même farine, des portraits de Hitler trônent toujours dans certains foyers palestiniens de Jordanie ou du Liban ; en Europe et aux États-Unis, l'engagement pro-palestinien explique pas mal de glissements, après 1945, de l'extrême-gauche anticolonialiste aux extrêmes-droites les plus malodorantes. Je me limite à une note parce que ces phénomènes sont quand même essentiellement postérieurs à 1956, sauf dans le cas du régime nassérien.

camps d'extermination pour des raisons stratégiques[898] ; ils se livrèrent à une véritable instrumentalisation du génocide au bénéfice de la cause qui leur semblait juste[899].

Il faut dire que les candidats à l'émigration en Palestine étaient légion désormais, même si une majorité des juifs européens souhaitaient toujours émigrer aux États-Unis. Il n'était pas question que les survivants des camps de la mort se réinstallassent en Europe centrale, où leur monde avait disparu et où les populations chrétiennes délivrées du nazisme n'en étaient pas devenues moins antisémites pour autant : il y eut un pogrome en Pologne en 1946 dans la ville de Kielce, où des rescapés des camps tentaient de récupérer leurs biens que la population catholique s'étaient partagés. Pour éviter une confrontation générale au Proche-Orient, les Britanniques maintinrent cependant leur politique de restriction à l'immigration sioniste en Palestine, et cessèrent de soutenir la Haganah et l'Irgoun (passée sous les ordres de Menahem Begin depuis 1944). À Alexandrie en septembre-octobre 1944 , ils suscitèrent la fondation d'une « Ligue Arabe » qui réunissait les pays arabes indépendants (plus la Transjordanie qui ne l'était pas encore) et affirma solennellement leur refus de tout État juif. Tandis que le sort des réfugiés des camps auxquels on refusait l'accès à la Palestine faisait scandale en Occident[900], l'Irgoun se lança dans le terrorisme, à la fois anti-britannique et anti-arabe, assassinant notamment le ministre-résident britannique au Caire ; le célèbre attentat contre l'hôtel du Roi-David, Q.G. des forces britanniques en Palestine, fit plus de 100 morts en juillet 1946.

Dans ces conditions le problème palestinien s'internationalisa à grande vitesse. L'U.R.S.S. s'engagea fermement aux côtés des sionistes, en grande partie pour pousser ses pions au Proche-Orient face à l'affaiblissement des impérialismes dans cette région du monde ; elle tentait, pour son propre compte, d'instrumentaliser la dimension socialisante du sionisme, pourtant déjà en déclin. Sous la pression d'une opinion publique très favorable au sionisme, et eux aussi pour pousser leurs pions dans cette région du monde, les États-Unis demandaient une augmentation des quotas d'immigration sioniste, et que le manndat britannique fût transmis à l'O.N.U. Début 1947, les Britanniques, ruinés et qui avaient d'autres félins à fouetter en Inde, jetèrent l'éponge : ils transmirent effectivement la gestion du problème palestinien à l'O.N.U. Celle-ci, par la résolution n°181 de novembre 1947, proposa un plan de partition de la Palestine : le mandat britannique cèderait la place à un État juif et à un État arabe, ce dernier formé de trois morceaux sans continuité géographique — un en Galilée, au nord (les Arabes y étaient plus nombreux que les juifs et le sont demeurés) ; un autour de

---

898 Vers 1943, les Alliés, déjà au courant (dans les grandes lignes) de ce qui se passait en Pologne, choisirent de ne pas bombarder en priorité les voies de chemin de fer menant aux camps d'extermination pour ne pas distraire des forces de leur effort de guerre « global » : ils pensaient que cela ne pouvait que retarder la victoire et sans doute avaient-ils raison, mais après 1945, au vu des images des camps, la raison s'effaça devant les sentiments. De même, ils refusèrent de négocier la fin du génocide avec Hitler, car ils voulaient une reddition sans condition de l'Allemagne nazie : négocier, c'était reconnaître la légitimité de Hitler et le maintenir (ou éventuellement un autre chef nazi) au pouvoir. Bref, ils pensaient à l'échelle mondiale, ce que certains aujourd'hui ont du mal à comprendre : en Occident, l'extermination des juifs est devenue le point focal de l'histoire de l'humanité au XX^{e} siècle, certains même semblent avoir oublié que d'autres populations ont souffert également (les prisonniers de guerre soviétique par exemple — il en mourut plus que de juifs dans les camps nazis) : quand on le rappelle, on se fait parfois carrément taxe d'antisémitisme. C'est l'un des points de friction essentiels entre les Occidentaux et les Européens du centre et de l'est, que cette minoration, voire cette négation de leurs propres souffrances (sous le nazisme puis sous le communisme) exaspère.

899 Le mot « instrumentalisation » n'est pas de moi, il est empruntée aux historiens israéliens dits « révisionnistes », notamment Zeev Sternhell : depuis les années 1980, ils se livrent à une vigoureuse et courageuse remise en cause de tous les mythes israéliens, dans l'idée que le plus dangereux pour l'âme d'un peuple est de vivre dans le mensonge.

900 Il y eut notamment, à l'été 1947, l'affaire de l'Exodus, un navire qui transportait 4.500 malheureux, à qui les Britanniques refusèrent l'accès aux ports de Palestine et qui, après toute une odyssée qui le mena notamment à Chypre, dut repartir pour l'Allemagne. Otto Preminger en a tiré un film, *Exodus*, en 1960.

Jérusalem ; un dans la région de Gaza et dans le sud du désert du Néguev. Au beau milieu du plus grand des trois lambeaux en question, Jérusalem aurait été placée sous mandat international… Bref, une monstruosité digne des élucubrations de la S.D.N. en 1919-1920. À l'évidence, les Arabes ne pouvaient accepter ce plan ; de toute façon, ils estimaient qu'ils n'avaient pas à céder aux envahisseurs quoi que ce fût de la Palestine, et avec l'appui des État arabes indépendants ils pensaient pouvoir gagner la guerre qui s'annonçait. Les sionistes, eux, acceptèrent le plan de l'O.N.U. du bout des lèvres, quoique dans sa partie centrale l'État juif à naître n'eût guère plus de dix à quinze kilomètres de large, ce qui le rendait difficile à défendre (on parle d'un « défaut de profondeur stratégique »), et quoique l'Irgoun estimât qu'il était possible de conquérir l'ensemble d'*Eretz Israël*.

Tandis que les troupes britanniques pliaient bagage, la guerre reprit entre les deux communautés. En mai 1948, les sionistes proclamèrent l'indépendance d'Israël, ce qui acheva de transformer en conflit régional un affrontement qui, en réalité, n'était déjà plus une simple guerre interconfessionnelle, car des « volontaires » arabes accouraient de toutes parts : il était notamment apparu une « Légion Arabe de Transjordanie ». La guerre tourna rapidement en faveur des Israéliens, soutenus par les deux superpuissances ; les armées arabes démontrèrent, pour la première fois d'une longue série, leur incompétence, et comme toujours, les volontaires enthousiastes mais pas très disciplinés, ni très compétents, se révélèrent plus un fardeau qu'une aide.

Pendant la guerre, les sionistes se livrèrent à une véritable purification ethnique des régions dont ils s'emparaient. La propagande israélienne a longtemps prétendu que les populations arabes ont fui toutes seules l'avancée de Tsahal : plus personne, même en Israêl, n'ose le soutenir aujourd'hui. En conséquence de ces processus, qui allèrent localement jusqu'à des massacres, le nouvel État comptait plus de 80 % de juifs — les Arabes n'y sont que des citoyens de seconde zone, ils n'ont notamment pas le droit de faire leur service militaire. Israël est l'un des rares pays du monde (avec, jusqu'en 1990, l'Afrique du Sud) à faire des distinctions légales entre ses citoyens sur une base ethnique[901] — ainsi, depuis 1950 la fameuse « loi du retour » réserve le droit d'immigrer en Israël aux seuls juifs. On n'ose même pas imaginer le concert de protestations qui s'élèverait si la France réservait le droit d'immigrer en France aux personnes de souche française…

Au cessez-le-feu (signé entre février et juillet 1949 selon les voisins), les sionistes occupaient 78 % de la Palestine mandataire, dont la moitié de Jérusalem, reliée au reste d'Israël par une mince langue de terre. Leur échappaient la bande de Gaza, que l'Égypte annexa, et la Cisjordanie, qui passa à la Jordanie. Bien évidemment, les pays arabes refusèrent d'accepter le fait accompli : jusqu'aux années 1970, aucun ne reconnut l'indépendance d'Israël, désigné dans la région comme « l'entité sioniste ». Les centaines de milliers de réfugiés palestiniens non plus : dans la partie orientale de la Jordanie d'alors (l'actuelle Jordanie), ils étaient pratiquement aussi nombreux que la population jordanienne de souche. Les *fedayin*[902] palestiniens se livrèrent à des coups de main en Israël, dont les frontières étaient moins solidement fortifiées qu'aujourd'hui (ce d'autant plus que les sionistes n'avaient pas renoncé à les étendre). Les Israéliens répondirent par une campagne de terreur, n'hésitant pas à assassiner des dizaines de femmes et d'enfants dans le village de Qibya, en Jordanie, en octobre 1953

---

901 « En ce début du XXI^e^ siècle, l'esprit de ses lois fait qu'Israël doit encore répondre aux besoins des juifs du monde, et non pas à ceux des Israéliens [les citoyens d'Israël, quelle que soit leur ethnie et leur religion] : qu'il doit œuvrer pour le bien des desendants imaginaires d'un *ethnos* plutôt que pour celui des citoyens qui vivent sur son sol » (Shlomo Sand, *Comment le peuple juif fut inventé*, 2010 — le commentaire vaut évidemment pour toute l'histoire d'Israël).

902 Pluriel de *fida'i* : « celui qui se sacrifie ».

(69 ou 70 victimes). Le responsable de ce crime de guerre, Ariel Sharon, est devenu premier ministre d'Israël dans les années 2000[903].

L'une des conséquenes les plus catastrophiques de la naissance d'Iraël fut l'effondrement des communautés juives du monde arabe : ce fut la fin d'un pan entier du judaïsme méditerranéen, une tradition vieille d'au moins 2.500 ans. Conjuguée aux effets du génocide, la naissance d'Israël a provoqué la rétractation du judaïsme méditerranéen à une toute petite zone, où il est certes majoritaire et prospère — mais Israël est un pays très américanisé qui a rompu avec des pans entiers du passé juif : ainsi l'araméen, la langue du Christ et surtout la langue de tous les juifs du Proche-Orient pendant 2.000 ans, est moribond[904], et ce qui l'a remplacé est une langue pratiquement artificielle, assez pauvre (la langue courante est largement composée de calques de l'allemand et de l'anglais), fort laide à mon goût[905] et surtout dépourvue de « profondeur culturelle » autre que la Bible et la tradition religieuse ; or le judaïsme était bien plus qu'une religion, c'était un univers social et culturel. Bref, tout un monde est mort, irrémédiablement, et avec lui, tout un pan de la diversité culturelle de Méditerranée : il s'agit d'un désastre culturel équivalent à celui que la Turquie a subi dans les années 1920. Israël n'en est évidemment pas directement responsable, mais il s'agit bien, en dernière analyse, d'une conséquence de l'irresponsabilité d'apprentis sorciers nationalistes (d'Europe centrale au départ) qui semblent n'avoir jamais envisagé les conséquences prévisibles du sionisme pour leurs frères sépharades de Méditerranée — il faut dire que jusqu'aux années 1970, les sépharades étaient profondément méprisés par l'élite ashkénaze d'Israël : ils ne servaient qu'à faire monter la proportion de juifs dans la population israélienne, et, pour le reste, étaien priés d'abandonner leur culture méditerranéenne pour la synthèse israélienne, essentiellement d'origine occidentale.

Quelques données concrètes : au Yémen, à Aden, en Jordanie, en Irak, en Syrie et en Libye (ce pays comptait 35.000 juifs en 1948), la quasi-totalité des juifs (97 %) s'enfuit en Irsaël en quelques mois en 1948-1949 ; dans tous ces pays, il ne reste plus aujourd'hui, au mieux, que quelques centaines de vieillards. En Égypte, où il y avait 70.000 juifs en 1948, lors de la guerre de 1948-1949 le gouvernement fit arrêter plusieurs centaines de juifs pour sionisme ou pour communisme ; il y eut des séquestrations (c'est-à-dire des confiscations) de biens, du rackett officiel (les juifs furent forcés à « soutenir l'effort de guerrre » contre Israël), des expulsions ; au cours de l'été 1948, quelques 250 juifs furent tués ou grièvement blessés dans des attentats à la bombe. La déroute militaire arabe entraîna, par vengeance, l'incendie des principales synagogues du pays. Après l'accession au pouvoir de Nasser en 1954, les expulsions et arrestations arbitraires se multiplièrent. Entre autres épisodes, 13 juifs furent accusés d'espionnage au profit d'Israël et deux d'entre eux furent pendus (ils avaient effectivement posé des bombes dans des bâtiments américains, pour attiser les tensions et provoquer une intervention occidentale). Les expulsions redoublèrent avec la crise de Suez, et ceux qui n'étaient pas expulsés quittèrent le pays pendant qu'il était encore temps : en 1967, il ne restait déjà plus que 7.000 juifs en Égypte (quelques centaines aujourd'hui). Au Maghreb, il y

---

903 Il est par ailleurs responsable des massacres de Sabra et Chatila, au Liban, en 1982, et du déclenchement de la seconde intifada, en 2000, qui répondait à une provocation de sa part.

904 Comme le yiddish d'ailleurs, l'ancienne langue des juifs d'Europe centrale. Pour être précis, ce sont les dialectes juifs de l'araméen qui sont moribonds : les dialectes, assez différents, parlés par des chrétiens (au Kurdistan surtout) et par des musulmans (trois villages de Syrie) sont moins mal en point, quoique affectés eux aussi par l'omniprésence des langues officielles (arabe ou turc selon les pays) dans les médias et dans l'éducation, et par la dégradation générale de la situation des minorités religieuses dans la région.

905 Essentiellement parce que la prononciation dominante est celle des juifs d'Europe centrale, bien incapables de prononcer les consonnes des langues sémitiques : l'impression d'entendre une langue baragouinée avec un accent étranger est très forte, surtout quand on connaît la prononciation de l'arabe, langue très proche de l'hébreu. La prononciation des sépharades (les Israéleins originaires de Méditerranée) est moins laide.

avait 450.000 juifs en 1948, dont 250.000 au Maroc. En juin 1948, deux pogroms firent 44 morts et 100 blessés au Maroc, malgré l'administration coloniale française : du coup, avant même l'indépendance 92.000 juifs émigrèrent en Israël. A l'indépendance, il leur fut interdit d'émigrer, mais ils continuèrent à partir clandestinement[906].

C) La guerre froide : la Méditerranée entre deux blocs. Suez.

Au début de la guerre froide, la Méditerranée sembla retrouver la centralité stratégique qui avait été la sienne au XIX^e^ siècle : en effet, la frontière entre le monde libre et le monde communiste y passait, puisque la Yougoslavie et l'Albanie étaient devenues communistes (la Grèce échappa de très peu au même destin, au prix d'une épouvantable guerre civie qui se prolongea jusqu'en 1949[907]). Les géopoliticiens adoraient souligner que cette coupure entre deux civilisations, passant par l'Adriatique, rappelait la coupure du monde romain et du monde grec dans l'Antiquité[908] ; d'autres, moins nombreux (question de références culturelles), soulignaient la similitude, en Méditerranée, entre les frontières du nouvel Empire russe et celles de l'Empire ottoman dans sa plus large extension[909].

En réalité, c'était une illusion. D'abord, le monde se recentra encore plus qu'avant 1939 sur l'Atlantique (et désormais, de plus en plus, le Pacifique) : la Méditerranée n'était plus qu'une mer d'intérêt local, sauf pour l'Europe, prostrée et divisée jusqu'en 1956 (la C.E.E. ne date que de l'année suivante)[910]. Et puis en réalité la frontière entre les deux bloc ne faisait que l'effleurer : en 1948, la Yougoslavie entra en dissidence vis-à-vis de Moscou, à la grande satisfaction des Américains (qui soutinrent le régime de Tito, discrètement mais vigoureusement, y compris dans sa période néo-stalinienne des années 1950). Restait l'Albanie, alliée fidèle de Moscou jusqu'en 1960 ; mais elle ne touchait pas le reste du bloc communiste, elle était minuscule, c'était le pays le plus pauvre d'Europe, elle n'avait pas de bon port en eaux profondes dont l'U.R.S.S. aurait pu faire une base maritime. Plus à l'est, les communistes grecs avaient perdu la guerre civile, et la Turquie post-kémaliste se rapprocha à grands pas de l'Occident après 1945 : inquiète, comme au XIX^e^ siècle, de la pression russe sur les Détroits et la Caucase, elle entra dans l'O.T.A.N. en 1952. L'U.R.S.S. n'avait donc pas le contrôle des Détroits[911], et en Thrace l'Armée Rouge était à 50 km des côtes méditerranéennes

---

906 Rn 1961, le roi négocia avec Israël et 100.000 personnes émigrèrent dans ce pays, plus 30.000 en France, aux États-Unis et au Canada. Il reste quelques milliers de juifs au Maroc. Quant aux 130.000 juifs d'Algérie, en 1962 ils se sont presque tous réfugiés en France, pays dont ils avaient la nationalité (8.000 d'entre eux choisirent Israël, il n'en reste pas en Algérie). Les choses se sont un peu moins mal passées en Tunisie, les Tunisiens en sont d'ailleurs très fiers ; mais il ya eu des vagues d'attentats et des émeutes antisémites en 1961 et en 1967, et dans ce pays aussi l'exil a fait son œuvre : il n'y reste que 1.500 juifs.

907 A cette date, pas mal de communistes grecs se sont réfugiés en U.R.S.S., où ils sont allés grossir les rangs de la très ancienne minorité grecque des bords de la Mer Noire. Sauf les plus russifiés, ils sont rentrés dans leur pays après 1991.

908 Pendant qu'on y était, on mentionnait que la bataille d'Actium, où le sort de Rome se décida entre Marc Antoine l'hellénisé et Auguste le « vieux-Romain », eut lieu au débouché de l'Adriatique. Tout ceci était quand même bien approximatif : dans l'Antiquité il existait une importante romanité balkanique, dont les Roumains et les Aroumains sont les héritiers, et la Grande Grèce est située à l'ouest de l'Adriatique.

909 Parmi eux, l'Estonien (réfugié en Suède) Karl Ristikivi, dans son remarquable roman *Kahekordne mäng* (1972), malheureusement non traduit. Les centre-Européens ont davantage que les Occidentaux le réflexe d'assimiler la Russie à une puissance asiatique.

910 D'ailleurs, les missiles intercontinentaux, les sous-marins nucléaires, etc. rendient progressivement inutile le contrôle de telle île ou de tel détroit ; il est vrai que es évolutions technologiques datent surtout d'après 1956.

911 L'une des premières crises annonçant la guerre froide avait éclaté fin 1945, parce que Staline avait réclamé l'internationalisation desdits Détroits.

— 50 km appartenant à un autre membre de l'O.T.A.N. (depuis 1952 également), la Grèce. Elle était coincée en Mer Noire — du coup, toute la région continua de constituer un cul-de-sac.

La situation était quand même très tendue dans les Balkans : la Grèce, qui revendiquait toujours le sud de l'Albanie, n'eut pas de relations diplomatiques avec ce pays jusqu'en 1971. L'U.R.S.S. eut aussi, très tôt, des velléités de jouer la carte arabe, face à un Israël soutenu à bout de bras par les États-Unis. Dans la période à votre programme, cela concerna essentiellement l'Égypte de Nasser, et encore n'étaient-ce que les prodromes de la lune de miel soviéto-égyptienne des années 1960 : en 1955, la Tchécoslovaquie, protectorat soviétique, lui fournit des armes ; en juillet 1956, Moscou accepta de financer le barrage d'Assouan, un projet lancé en 1952 sur le site d'un premier barrage construit en 1902 mais devenu trop petit, et que les États-Unis, exaspérés par les foucades nationalistes du *Raïs*[912], avaient refusé de financer[913]. Mais jamais Nasser n'accorda de facilités militaires à l'Armée Rouge : pas fou…

La guerre froide ne toucha donc que marginalement la Méditerranée. En revanche, une autre évolution décisive eut lieu durant les dix années suivant la seconde guere mondiale : le déclin rapide des deux anciennes puissances coloniales (je traiterai la décolonisation proprement dite à part) et la montée de l'influence américaine dans cette région du monde.

Ce n'était pas tout à fait une nouveauté. Au XIX^e^ siècle, nous l'avons vu, les Américains étaient présents dans l'enseignement et dans le « grand jeu » religieux pour les populations de l'Empire ottoman ; la flotte américaine avait mené deux campagnes contre les pirates barbaresques à l'époque de Napoléon ; pendant tout le siècle, Washington avait fait preuve d'un grand activisme sur la question de la libre circulation maritime (notamment àe la conférence de Berlin, en 1884-1885, qui ne s'occupa pas que d'organiser le partage colonial de l'Afrique). Depuis 1842, il existait une American Oriental Society dont le but explicite était la pénétration américaine (économique, pas territoriale) « en Orient » — un concept qui, il est vrai n'était pas centré sur la Méditerranée mais sur la Chine. Jusqu'en 1945 l'Amérique n'eut pas de vraie tradition orientaliste concernant la Méditerranée, elle se contenta de « copier-coller » celle des Britanniques (avec, parfois, importation de savants britanniques dans les universités américaines) ; cela dit, les choses avaient déjà commencé à changer dans l'entre-deux-guerres avec l'afflux d'orientalistes européens fuyant le fascisme. Au début du XX^e^ siècle, nous avons vu les États-Unis avancer leurs pions en Turquie et en Arabie Saoudite. En 1945, ils jouèrent de nouveau ces deux cartes, y ajoutèrent celle de la Grèce (la Grèce et la Turquie furent parmi les principaux bénéficiaires du plan Marshall) et surtout celle d'Israël : à partir du début des années 1950, ce pays, brouillé avec l'U.R.S.S., devint le principal relais de la puissance américaine en Méditerranée — il faut dire que pas mal d'Israéliens ont la nationalité américaine, ou tout au moins de forts liens familiaux avec la communauté juive des États-Unis, la première du monde depuis le génocide (il y a plus de juifs aux États-Unis qu'en Israël, et ils sont très sionistes).

Vers 1955, les États-Unis contrôlaient l'essentiel de la Méditerranée. Ils avaient des bases en Espagne depuis 1953 — il n'avait quand même pas été possible de faire entrer l'Espagne franquiste dans l'O.T.A.N.[914] Cette dernière organisation, apparue en 1949, s'étendait

912 C'est le nom qu'on donne aux Présidents de l'Égypte.

913 Le barrage fut inauguré en 1971.

914 Elle n'y est entrée qu'en 1982, après le rétablissement de la démocratie. Elle était entrée à l'O.N.U. en 1955. Cela dit, la Grèce était une démocratie « à éclipse », elle connut deux dictatures militaires en 1952-1955 et 1967-1974 ; cela ne gênait pas les Occidentaux — et ne parlons pas de la Turquie. Il est probable que pour l'Espagne, ce sont les souvenirs de la guerre civile de 1936-1939 qui faisaient que les opinions publiques occidentales se sentaient « plus concernées » par ce pays.

de la France à la Turquie en passant par l'Italie et la Grèce[915] ; plus à l'est, la Turquie était également le maillon occidental du Pacte de Bagadad, apparu en 1955 — c'était surtout, avec la Norvège, le seul pays de l'O.T.A.N. qui avait une frontière avec l'U.R.S.S. : c'était là notamment que les Américains avaient leurs « grandes oreilles » (les radars géants qui espionnaient l'activité de l'Armée Rouge)[916]. La flotte américaine en Méditerranée (la VI^e^ flotte) était (et est toujours) basée à Naples.

Avant le sanglant coup d'État baassiste de 1958, l'Irak était encore une monarchie, pro-occidentale et gourvernée par un Hachémite (Fayçal II, depuis 1939). Les États-Unis étaient également très proches de l'Arabie saoudite. Le Liban était calme (il y eut quand même une première guerre civile en 1958) et pro-occidental, la Lybie aussi ; la Syrie en revanche était en proie à une grande instabilité politique (il y eut un coup d'État en 1949, un retour à quelque chose comme un régime civil en 1954 : l'influence du Baas se renforçait), mais pour l'instant elle ne menaçait pas de flirter avec Moscou. La principale source de migraine pour les Occidentaux en Méditerranée, c'était l'Égypte.

Dans ce pays, à l'issue d'une longe crise politique (deux Premiers ministres furent assassinés en trois ans), en juillet 1952, le roi Farouk fut renversé par une june militaire, dite « des officiers libres »[917], rapidement dominée par le jeune colonel Gamal Abdel Nasser, qui s'empara de l'ensemble du pouvoir en février 1954, à l'issue d'un nouveau coup d'État. Le nouveau régime était extrêmement nationaliste (un nationalisme laïc et socialisant, antisémite, fortement teinté de panarabisme mais qui exaltait l'Égypte comme l'un des foyers de la civilisation arabe) : Nasser voulait venger l'humiliation de la déroute de 1948-1949 face à Tsahal, et, plus largement, son populisme gauchisant « surfait » sur l'exaspération de nombreux Égyptiens, qui trouvaient l'indépendance de leur pays largement fictive : certes la dette extérieure avait été entièrement remboursée (ou convertie en dette intérieure) en 1943, mais en 1942 Londres était encore intervenue dans les affaires intérieures du pays, et surtout, en 1948, les Égyptiens ne possédaient que 29 % du capital des sociétés anonymes implantées dans leur pays. Et puis il y avait l'humiliation permanente du Canal…[918] Enfin les Égyptiens ne digé-

---

915 Je passe sur les détails : ce furent les Britanniques qui liquidèrent les communistes grecs, puis ils « passèrent le relais » aux Américains.

916 Elle accueillit des missiles américains en 1957. La tradition d'accueil de réfugiés musulmans continua : en 1951, la Turquie acueillit des Kazakhs de Chine qui ne voulaient pas vivre sous le communisme athée, et dont les frères d'ethnie vivaient en U.R.S.S.

917 Juste avant, avait eu lieu ce qu'on appelle « l'incendie du Caire » : à la suite d'incidents graves dans la zone du Canal (voyez la note suivante), des manifestants mirent le feu à une bonne partie du quartier d'affaires européen. L'Égypte cosmopolite du début du XX^e^ siècle était moribonde, dès avant la crise de 1956. Les noms des rues changeaient, des statues étaient déboulonnées, les congrégations enseignantes commençaient à avoir des ennuis, par exemple les Frères de Ploërmel, qui depuis 1927 scolarisaient les enfants des employés de la Compagnie. Les ouvriers d'origine européenne avaient de plus en plus de mal à trouver un emploi.

918 Le Canal formait un monde à part, sans grands liens avec le reste de l'Égypte — la plupart des employés ne mettaient jamais les pieds sur les bords du Nil. Dans les années 1920 et 1930, l'activisme fasciste dans la communauté italienne posa quelques problèmes : il apparut des *fasci* locaux (en 1924), puis des *Case d'Italia* qui étaient des centres de sociabilité et de propagande. Même les cérémonies religieuses (l'Église catholique jouait un rôle important dans la vie de la colonie européenne) étaient parfois perturbées par de jeunes Italiens qui protestaient contre le fait qu'elle se tenaient en français (le vicaire apostolique, apparu en 1926, était un Français). Il y avait aussi une forte concurrence entre Britanniques et Italiens à destination de la communauté maltaise…

En 1936, à l'indépendance, la compagnie dut accepter de verser quelques *royalties* à l'Égypte, mais c'était fort peu (0,01% des recettes, un montant doublé en 1937 : si je lis bien ma source c'était moins qu'au XIX^e^ siècle, je ne sais pas ce qui s'est passé entre-temps) et s'engager à engager plus d'Égyptiens. Surtout, l'armée britannique conservait la défense du canal : environ 20.000 hommes y étaient stationnés, ce qui provoqua des tension avec la direction française de l'entreprise. Londres proclama l'état de siège dès septembre 1939, puis confisqua la gestion locale de la Compagnie lorsque la France tomba entre les mains des nazis, et écarta les Italiens des postes de décision ; il y eut des bombardements italiens et allemands, mais pas de combats sur le canal,

raient pas que le Soudan ait été détaché de leur pays : pour eux, la vallée du Nil, en tout as la partie qui est de langue arabe et traverse le Sahara, forme un tout indissociable (en 1948, Farouk s'était proclamé roi « de l'Égypte et du Soudan »).

Dans ces conditions, les rapports avec l'Occident se dégradèrent rapidement. En 1954, Nasser négocia, pour 1956, le départ des troupes britanniques qui gardaient le canal ; le problème, c'était que si les Britanniques avaient renoncé à leurs « grandes » colonies, intenables, et à toute présence militaire « à l'est de Suez », il avaient bien l'intention de conserver le contrôle des points névralgiques du bassin méditerranéen (Suez, Chypre, Malte, Gibraltar). Le mythe de la « route des Indes » à protéger coûte que coûte avait très bien survécu… à la perte des Indes ! La présence militaire britannique n'était plus d'actualité, mais les Occidentaux agitaient l'idée, inacceptable pour Nasser, d'une internationalisation du Canal. En janvier 1956, Londres proclama unilatéralement l'indépendance du Soudan, ce que les Égyptiens prirent pour une provocation. Les choses n'allaient pas bien mieux avec les Américains, qui, nou l'avons vu, refusèrent de financer le barrage d'Assouan en juillet 1956. Quelques jours plus tard, Nasser nationalisa la Compagnie du Canal de Suez, 12 ans avant l'expiration de la concession[919]. Il était prévu d'indemniser les actionnaires de la compagnie, et même de conserver sur place une bonne partie du personnel franco-britannique.

Toute une propagande se mit en place en France et en Grande-Bretagne, dans les milieux nostalgiques du passé colonial : Nasser était systématiquement comparé à Hitler, avec ce corollaire qu'il fallait l'arrêter plus tôt qu'on avait arrêté le moustachu hystérique : sinon, une nouvelle guerre mondiale menaçait, et aussi un nouveau génocide (on parlait de se porter « au secours d'Israël »). Tout ceci n'était pas absolument dépourvu de fondement : l'Égypte avait servi d'asile à des nazis en 1945, certains étant même devenus « conseillers techniques » de l'armée (dès l'époque de Farouk), et, nous l'avons vu, les « officiers libres » dont Nasser était issu avaient des liens avec certaines organisations pro-fascistes d'avant-guerre ; et puis les appels à la destruction d'Israël étaient incessants, et fort peu soucieux du « politiquement correct » occidental. Pourtant les choses étaient un peu plus complexes, ne fût-ce que parce que Nasser avait commencé de se rapprocher de l'U.R.S.S. Londres et surtout Paris craignaient aussi que la nationalisation du canal ne donnât à Nasser une stature de *leader* du monde arabe : le cauchemar absolu, c'était évidemment l'apparition d'un « Arabistan » couvrant toute la rive sud de la Méditerranée, contrôlant les pétroles du Moyen-Orient et hostile à

---

dont le trafic ne fut jamais interrompu.

Après 1945, l'évolution essentielle fut l'explosion du trafic pétrolier ; l'explosion de la taille des supertankers commençait d'ailleurs à poser de sérieux problèmes, d'autant que le transport de pétrole est particulièrement dangereux (en décembre 1954, un accident faillit tourner à la catastrophe). Divers travaux d'approfondissement et/ou d'élargissement tentaient de suivre le mouvement, mais ils coûtaient de plus en plus cher.

Par ailleurs, avec la montée du nationalisme en Égypte, la situation se dégradait sérieusement sur le canal depuis 1945 : il y avait sans cesse des grèves, des incidents entre les Égyptiens (y compris la police à l'occasion) et les militaires britanniques, voire des émeutes contre les Européens, et même un ou deux attentats — les frères musulmans, notamment, étaient bien implantés dans la zone. La période de plus grnde tension fut évidemment la guerre de 1948-1949 : les Britanniques proclamèrent de nouveau la loi martiale. En 1951, l'Égypte interdit aux navires israéilens d'emprunter le canal. En réplique, le Royaume-Uni accentua sa présence militaire : il avait 85.000 hommes dans la zone du canal en 1954.

Par ailleurs, dans toute l'Égypte, et dès avant le coup d'État de 1952, les gouvernants accéléraient l'égyptianisation des sociétés étrangères, amorcé depuis les années 1920 ; une loi de 1947 les obligeait à employer 75 % d'Égyptiens, mais deux ans plus tard, à l'issue d'une épreuve de force, le quota fut abaissé pour la compagnie du Canal, en échange d'une augmentation des *royalties* (7 % des bénfices du canal désormais). Le président de la Compagnie était alors François Charles-Roux, issu d'une dynastie industrielle marseillaise.

919 Il y avait eu deux précédents : la nationalisation des entreprises pétrolières mexicaines par le président Lázaro Cárdenas en 1937, un succès ; bien plus proche dans le temps et dans l'espace, celle des entreprises pétrolières iraniennes par le premier ministre Mossadegh en 1951 (un échec : en 1953, il fut renvoyé à la suite de pressions américaines ; l'affaire dégénéra en un quasi-coup d'État).

l'Occident[920]. La France était en pleine guerre d'Algérie, les Égyptiens appuyaient le F.L.N.. Quant aux Britanniques, ils s'inquiétaient de l'influence de Nasser en Jordanie et en Irak, leurs derniers relais d'influence dans la région ; et puis le canal transportait 35 % de produits britanniques, et beaucoup de pétrole à destination de l'Europe (ce liquide représentait un tiers du trafic).

En revanche, la nationalisation du canal de Suez touchait assez peu les intérêts américains : moins de 8 % du trafic du canal voyageait sous pavillon américain[921]. Assez vite, malgré leurs relations très difficiles avec Nasser, les Américains tentèrent de modérer les Franco-Britanniques, ceci afin de ne pas exaspérer les Arabes et de ne pas pousser encore plus Nasser dans les bras de Khrouchtchev.

C'est dans ces circonstances que naquit, au Quai d'Orsay et au *Foreign Office*, le projet échevelé de renverser Nasser (quand même pas de réoccuper l'Égypte !) au moyen d'une expédition militaire : en un mot, le retour au bon vieux XIX^{e} siècle et à la politique de la canonière. On s'assura la coopération d'Israêl, exaspéré des incidents de frontière avec l'Égypte et des raids de *fedayin* palestiniens, et on ne mit pas les Américains dans le secret. Déclenchée le 29 octobre par Tsahal, qui en profita pour se librer à des massacres dans la bande de Gaza[922], l'opération commença par une promenade militaire israélienne dans le Sinaï (l'armée égyptienne s'effondra derechef), à la grande satisfaction des opinions publiques française et britannique. Mais le 5 novembre, le jour où les soldats franco-britanniques débarquèrent aux deux extrémités du canal, les deux Grands sonnèrent la fin de la récréation (sans s'être concertés : il ne s'agit pas de l'effet d'un « condominium » comme on l'a beaucoup dit par la suite chez les deux vaincus). Ils le firent chacun dans son style : l'U.R.S.S., qui était en train d'écraser la révolte hongroise dans le sang, menaça les agresseurs d'une guerre nucléaire (c'était un bluff, évidemment : elle n'allait pas attaquer deux pays de l'O.T.A.N., mais les opinions publiques s'affolèrent) ; les États-Unis, exaspérés par l'archaïsme de cette expédition et des riques qu'elle faisait courir à la popularité de l'Occident dans le tiers-monde, opérèrent un discret chantage pétrolier (les Européens n'avaient presque pas de stocks de pétrole, d'autant que le trafic était évidemment coupé dans le canal de Suez) et firent pression contre la livre sterling sur les marchés financiers.

C'est Londres, plus proche et plus dépendante de Washington, qui « craqua », dès le 6, et lâcha les Français : il fallut plier bagage (et l'ensemble du personnel franco-britannique du canal, 2.000 personnes au total, fut expulsé du jour au lendemain, sans même pouvoir emporter ses meubles). Pour les deux anciennes puissances méditerranéennes, l'humiliation était absolue[923]. Quant à Nasser, il transforma la défaite militaire en victoire diplomatique et devint, jusqu'à sa mort, l'un des grads leaders du monde arabe et du tiers-monde, sans cependant parvenir à réaliser l'unité arabe dont il rêvait ; il se rapprocha encore de l'U.R.S.S., et l'argumentaire « Nasser = Hitler », déconsidéré par la conduite de ceux qui l'avaient employé, perdit beaucoup de sa force en Occident.

D) La décolonisation en Méditerranée (avant 1956).

---

920 Nasser était par ailleurs l'un des leaders du mouvement des Non-Alignés, mais celui-ci n'a jamais été pris très au sérieux en Occident.

921 Il est vrai que la flotte pétrolière américaine battait pavillon panaméen ou libérien depuis 1936 (une décision de Roosevelt destinée à éviter que le droit social américain, trop favorable aux travailleurs depuis les réformes du même Roosevelt, ne s'appliquât à ce secteur).

922 Voyez la remarquable bande dessinée *Gaza 1956* du Maltais Joe Sacco, parue (d'abord aux États-Unis) début 2010.

923 Tous les pays arabes indépendants rompirent leur relations diplimatiques avec les envahisseurs ; les Syriens firent sauter un oléoduc britannique traversant leur territoire. La Jordanie dénonça son traité d'alliance militaire avec Londres. En Égypte, la plupart des religieux français furent expulsés.

Londres s'était débarrassée de la Jordanie en 1946, de la Palestine en 1947. En 1956, il ne lui restait que trois points d'appui désormais totalement inutiles : Chypre, Malte et Gibraltar. Elle accorda l'indépendance à Chypre en 1960[924], à Malte en 1968 ; mais elle refuse toujours de rétrocéder Gibraltar à l'Espagne (la population locale y est unanimement hostile), et le territoire est vraiment trop petit et trop dépourvu de ressources pour devenir indépendant.

L'Empire colonial français commença à craquer sérieusement dès la fin de la guerre ; il s'effondra en 17 ans (1945-1962). Il faut dire, d'une part que la France avait été vaincue et humiliée (les Nord-Africains, notamment, avaient assisté avec intérêt aux allées et venues sur leur territoire des Italiens, des Allemands, puis des Anglo-Saxons vaguement secondés par quelques militaires gaullistes), d'autre part que les deux superpuissances étaient, chacune à sa manière, anticolonialistes. Mais la France mit du temps à comprendre que les temps avaient changé, comme l'a déjà montré l'affaire de Suez : il revient à De Gaulle, en 1958, d'avoir pris la douloureuse décision de tirer un trait sur le passé.

En Algérie[925], le jour même de la capitulation de l'Allemagne, le 8 mai 1945[926], de graves troubles éclatèrent dans le Constantinois autour de la ville de Sétif : 21 à 103 Européens, selon les sources, furent massacrés. La répression fut féroce[927], et creusa sans doute un gouffre infranchissable et définitif entre les Algériens et la France — c'est sans doute en mai 1945 que la guerre d'Algérie a été perdue. Au Maroc, dont le sultan Sidi Mohammed ben Youssef (le futur Mohammed V) avait été reçu par Roosevelt en l'absence de tout représentant de la France (en 1943), un manifeste publié en janvier 1944 réclamait l'indépendance (*Istiqlal* en arabe — c'était le nom du parti qui en est issu la même année, et qui existe toujours).

Aux termes d'un nouveau statut promulgué en septembre 1947 l'Algérie était toujours assimilée à la métropole et divisée en trois départements (l'Algérois, l'Oranais et le Constantinois), elle conservait un résident général et se voyait dotée, en lieu et place des Délégations Financières, d'une Assemblée Algérienne de 120 membres aux pouvoirs réduits (surtout financiers), élue pour moitiés par deux collèges électoraux distincts : l'un comprenait les 450.000 Européens d'Algérie et 60.000 à 70.000 musulmans « évolués » (*sic*) ; l'autre, 1.500.000 musulmans, qui conservaient le droit coranique mais n'avaient pas le droit de vote aux élections nationales.

---

924 L'indépendance de Chypre se passa fort mal — à vrai dire, il y avait déjà eu des guérillas antibritanniques dans les années 1950. Les incidents interethniques se multiplièrent, car la majorité grecque voulait imposer l'hellénisation du pays ; en 1964, il fallut envoyer les casques bleus pour protéger la minorité turque. En 1974, des extrémistes grecs locaux liés à la dictature militaire en perte de vitesse à Athènes firent un coup d'État et proclamèrent l'*enosis* (le rattachement à la Grèce, excatement comme cela s'était passé pour la Crète 75 ans auparavant : un bon témoignage de l'archaïsme de certaines mentalités méditerranéennes !). Alors Ankara intervint militairement pour éviter que la minorité turque ne subît le sort de celle de Crète, et sépara les deux communautés, leur attribuant à chacune un territoire distinct (fort généreusement taillé pour la communauté turcophone). Aucun pays n'a reconnu ce « charcutage », ni la république turque indépendante du Nord de Chypre proclamée en 1975, et qu'Ankara a reconnue au début des années 1980. Cette situation, qui entraîna au passage la chute de la dictature grecque, dure encore aujourd'hui : c'est le plus vieux « conflit gelé » d'Europe si l'on excepte Gibraltar.

925 Où Ferhat Abbas s'était nettement radicalisé, publiant en février 1943 un *Manifeste du peuple algérien* qui demandait l'établissement de liens fédéraux avec la France.

926 Et à la veille de la conférence de San Francisco, qui accoucha de l'O.N.U., et dont beaucoup en Algérie croyaient qu'elle allait proclamer l'indépendance.

927 L'administration admit 1.500 morts, le F.L.N. plus tard en « revendiqua » 40.000. La presse de métropole parla d'émeutes de la famine, de complot hitlérien. La commission d'enquête sur la révolte dut interrompre ses travaux au bout de cinq jours pour avoir eu l'audace de s'enquérir de la répression.

Le statut de 1947 provoqua la fureur des nationalistes algériens mais aussi celle des Pieds-Noirs, inquiets de toute cette faiblesse envers les « Melons » ; n'était-ce pas un premier pas vers une égalité totale en droit ? Dans le collège musulman, les élections municipales de 1947 se soldèrent par un triomphe du Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (M.T.L.D.), le parti indépendantiste reconstitué par Messali Hadj en 1946, et de l'Union démocratique du Manifeste Algérien (U.D.M.A.) de Ferhat Abbas, une formation plus modérée apparue la même année et qui revendiquait une République Algérienne liée à la France par des liens fédéraux. La France envoya alors un homme à poigne, le socialiste Marcel-Edmond Nægelen, qui assimilait le nationalisme algérien au « régionalisme » alsacien et à ses compromissions avec le nazisme, contre lesquels il avait lutté à la Libération, et manipula scandaleusement les élections d'avril 1948 à l'Assemblée Algérienne, ne laissant que des miettes aux nationalistes. En 1951 et 1954, on obtint par les mêmes méthodes des résultats encore plus mirifiques. Bref, le statut de 1947 n'avait été qu'un leurre : les musulmans étaient écœurés. La situation restait calme cependant, mais l'audience du M.L.T.D. grandissait au détriment des oulémas et de l'U.D.M.A.; il se développa même une structure clandestine, l'Organisation spéciale (O.S.) d'Ahmed ben Bella[928], laquelle d'ailleurs entra vite en conflit avec la direction du M.L.T.D.[929].

Un autre fossé se creusait entre les deux communautés, le fossé démographique. La population musulmane augmentait de 2,5 % par an : la mortalité y était en baisse rapide, effet des progrès effectués depuis un siècle en médecine et en hygiène, mais la natalité restait très élevée. Il y avait 8.400.000 musulmans en 1954 : ils étaient désormais nettement majoritaires même dans les villes. La population d'origine européenne (ou juive), 984.000 en 1954, avait une natalité supérieure à celle des autres Français, mais très inférieure à celle des musulmans. L'immigration en provenance d'Europe s'était ralentie : 80% des Pieds-Noirs étaient nés en Algérie, qu'ils considéraient comme leur pays, ce qui était exact, et comme un pays qu'ils avaient tiré du néant et mis en valeur à eux seuls, ce qui était plus discutable. Toutes les structures d'autorité étaient entre leurs mains, et l'ensemble du pouvoir économique. Mais il y avait aussi tout un petit peuple pied-noir dont le niveau de vie n'atteignait pas, et de loin, celui du prolétariat métropolitain; c'était lui qui se sentait le plus menacé par les musulmans, qu'il fréquentait quotidiennement mais dont il s'efforçait de se distinguer par tous les moyens : le costume, les activités économiques, etc.

Au Maroc, le sultan soutenait les nationalistes de l'*Istiqlal* : en 1947, il « oublia » de mentionner la France dans un discours et appela au rapprochement avec le reste du monde arabe. La France réagit en nommant un militaire au poste de résident général, le général Juin ; celui-ci commença à encourager les ambitions d'un féodal, le pacha de Marrakech, Si Thami el-Glaoui[930], dans le but de se débarrasser de l'encombrant sultan. Une première tentative de destitution échoua en février 1951 ; inlassablement, Sidi Mohammed réclamait une révision du statut de protectorat. Il y eut de graves émeutes à Casablanca en décembre 1952, il apparut une Armée de Libération qui menait une guérilla dans les montagnes. Finalement, en août 1953, alors que Paris était plongée dans les délices d'une crise ministérielle et affrontait une grève générale des fonctionnaires et des cheminots, et que les Français étaient en vacances, la Résidence, sans consulter Paris, parvint à renverser le sultan à la suite d'une marche « spontanée » des tribus berbères et des goumiers (les auxiliaires marocains de l'armée). Sidi Mohammed fut remplacé par une créature du Glaoui, Moulay ben Arafa (1890-1976). Le gou-

928 Né en 1919. Ben Bella devint une figure du F.L.N., puis dirigea l'Algérie de l'indépendance (juillet 1962) jusqu'au coup d'État de Boumédiène (juin 1965). Détenu au secret jusqu'en 1980, en exil en Suisse dans la décennie suivante, rentré en Algérie depuis 1990, il vit toujours (avril 2010 : il a 94 ans).

929 Le M.L.T.D. aurait eu 25.000 militants et l'O.S. 1.500 membres vers 1953. Gare à ces chiffres, les nationalistes algériens les ont toujours manipulés.

930 On disait couramment « le Glaoui » : ce doit être un titre.

vernement s'inclina ; l'opinion ne réagit pas, ni la classe politique mis à part les communistes; seuls ou presque, François Mauriac protesta dans *Le Figaro* et dans *L'Express* (« l'ordre règne au Maroc, comme en d'autres temps à Varsovie »), et François Mitterrand démissionna de sa charge de ministre d'État.

En Tunisie, où l'on s'était débarrassé dès 1943 d'un bey trop incontrôlable, les nationalistes du Néo-Destour étaient sur la défensive à la fin de la guerre, car on les accusait de s'être un peu trop compromis avec les Allemands. Cependant, Bourguiba sut profiter de l'exil du bey Moncef, puis de son décès en 1947, pour occuper l'ensemble de l'espace politique[931]. L'attitude de la France, relativement libérale au départ (il y eut des projets d'acheminement progressif du protectorat vers l'indépendance), se durcit peu à peu, en partie sous la pression des colons (150.000 Français et 84.000 Italiens pour trois millions de musulmans) : en 1952, des troubles ayant éclaté à son arrivée, le nouveau résident général fit arrêter Bourguiba et tous les membres tunisiens du gouvernement tunisien ; la répression provoqua les protestations de l'O.N.U. Il apparut une guérilla (on appellait ses membres les « fellaghas », ce qui veut dire « maquisard »[932]), et aussi une contre-guérilla ou plus exactement un groupe terroriste anti-indépendantiste, la Main Rouge… Par ailleurs, l'U.G.T.T., le syndicat nationaliste, se renforçait. Les autorités coloniales acceptèrent quelques timides réformes : élection à Tunis d'un conseil municipal formé pour moitiés de Tunisiens et de Français, suppression de la censure, augmentation du nombre de ministres tunisiens, cependant toujours minoritaires. Elles firent la promesse qu'une certaine proportion des postes dans l'administration seraient réservés aux Tunisiens — ce qui provoqua la radicalisation d'une partie des Européens.

Finalement, en juillet 1954, Mendès-France fit des déclarations apaisantes, réaffirmant solennellement l'autonomie de la Tunisie, et les choses se calmèrent à l'automne. Il avait compris que la France n'avait pas les moyens de mener une deuxième guerre d'Indochine… Il reconnut l'autonomie de la Tunisie (formalisée en mai 1955 par un traité qui mettait fin à la convention de La Marsa, mais pas au traité du Bardo), en échange de quoi la plupart des guérilleros déposèrent les armes, mais évidemment le Néo-Destour voulait bien davantage. L'indépendance annoncée du Maroc accéléra le mouvement (avec bien sûr le début de la guerre d'Algérie) : à l'issue de négociations-éclair, la Tunisie obtint son indépendance en mars 1956[933].

Au Maroc aussi, les choses faillirent tourner très mal : l'engrenage du terrorisme et du contre-terrorisme était bien engagé. Mais les Français finrent par comprendre que seul le sultan Sidi Mohammed avait une légitimité et pouvait empêcher la plongée dans le chaos, et ils commencèrent à organiser son retour ; même le Glaoui retourna sa veste et le sultan, à son retour en septembre 1955 (théoriquement il s'était engagé à ne plus faire de politique), trouva le trône tout chaud et tout vide — l'affaire avait quand même duré un an et demi et il y avait eu plusieurs séries d'émeutes sanglantes. Le Maroc obtint son indépendance quinze jours après la Tunisie, toujours en mars 1956.

Je fais l'impasse sur le début de la guerre d'Algérie (qui éclata en novembre 1954), parce que pour l'essentiel elle est hors de votre période : voyez éventuellement mon cours sur la France, au chapitre 14.

---

931 Le nouveau bey, Lamine, le soutenait, mais il n'avait pas la personnalité de Sidi Mohammed.

932 À l'origine, c'était un mot lié à la Tunisie : il est apparu en français pour désigner des révoltés dans le sud tunisien vers 1914.

933 L'année suivante, Bourguiba abolit le beylicat et proclama la République : il faut dire que le bey Lamine avait té installé par les Français en 1943, et ne s'en était jamais remis en termes de popularité. Bourguiba est resté au pouvoir dans le cadre d'un régime plus ou moins socialisant (au moins jusqu'aux années 1960, et bien moins qu'en Algérie et en Libye voisines) et laïc, jusqu'à sa déposition pour sénilité par un « coup d'État médical » en 1987 ; son successeur, Zine el Abidine Bel Ali, est toujours au pouvoir (2010).

Bref, la Méditerranée, réunie de force par les Européens au XIX^e^ siècle, vola derechef en éclats, même s'il ne faut pas oublier la persistance des liens économiques et des échanges humains, que je présenterai rapidement dans la dernière sous-partie. Dès le début des années 1950, avec la C.E.C.A., une nouvelle organisation de l'ouest du Vieux Monde était en train d'émerger : centrée sur le Rhin et limitée à l'Europe occidentale, dont la Méditerranée n'était plus que le flanc sud — un flanc pauvre et problématique. Différents fragments de Méditerranée commençaient à s'intégrer à des espaces qui la dépassaient ; ainsi le nord de l'Italie, qui connut un spectaculaire « miracle économique » à partir de 1950, devint une partie de la « banane bleue » (la zone de prospérité qui s'étend d'Amsterdam et de Paris à Lyon et Milan, et n'est donc pas axée sur la Méditerranée), tandis que le Midi partait à la dérive.

E) Fourre-tout final.

Vers 1950, on était à l'apogée du déséquilibre entre rive sud et rive nord, qui abritait le double de population ; mais les conditions du rééquilibrage étaient déjà en cours, avec l'explosion démographique de la rive sud. En 1949, l'Italie avait 46 millions d'habitants ; l'Espagne 28, la Yougoslavie 16, la Grèce 7,5, la Turquie 19, la Syrie 2,5, le Liban 1,5, l'Égypte 19 ; la Jordanie (0,5) et la Libye (0.5) étaient encore à peu près désertes.

Au sud, les mutations urbaines s'accélèrent, à cause d'un exode rural désormais massif et qui ne se dirigeait pas entièrement vers l'Europe. L'explosion urbaine provoqua des ravages urbanistiques un peu partout, notamment à Istanbul et au Caire. En 1950, Athènes avait 1.400.000 habitants, Belgrade 370.000, Barcelone 1.300.000, Milan 1.200.000 [cette ville dominait plus que jamais la vie économique de l'Italie : c'était le siège des principales banques et entreprises industrielles, de la chambre de commerce, de la Bourse ; les *terroni* (culs-terrreux) du Midi y affluaient, comme en témoigne par exemple le film *Rocco et ses frères* de Visconti, sorti en 1960], Rome 1.600.000, Palerme 500.000 [dans le sud, il subsistait un prolétariat urbain très pauvre dont témoigne par exemple le film de Vittorio de Sica, *Sciuscia*, sorti en 1946, qui porte sur Naples à l'époque de la Libération], Le Caire 2.000.000. La population urbaine atteint déjà 49 % (Liban, vers 1965) ; en Turquie 32 % (même date) ; en Israël 81 %.

Un certain nombre de campagnes méditerranéennes s'effondrèrent, notamment en France, pays le plus avancé économiquement de la zone, et aussi en Italie (en revanche, en Espagne le premier franquisme était assez hostile aux villes et à l'industrie, et les pays des Balkans avaient été « spécialisés » par Staline dans la production agricole)[934]. De 1951 à 1961, la part du secteur agricole dans la population active passa quand même de 49 % à 41 % en Espagne, de 42 % à 29 % en Italie, de 70 % à 58 % en Yougoslavie. La part de l'agriculture dans le P.I.B. reculait partout, et partout les agriculteurs étaient plus pauvres que les autres — et le différentiel de richesse s'accroissait. Pourtant certains gouvernements faisaient des efforts : en Italie, il apparut en 1950 une *Cassa del Mezzogiorno* pour financer la modernisation du Midi et de la Sardaigne. En Égypte, le régime des Officiers Libres lança en 1952-1954 une réforme agraire visant à réduire à 40 ha maximum la surface des propriétés privées ; la surface des exploitations existantes augmenta, mais cette redistribution ne régla pas le problème des paysans sans terre, et puis l'explosion démographique réduisit très vite ces efforts à néant.

Un bon exemple de pays en voie de désertification dans l'après-guerre : la Corse, où l'industrialisation avait été un échec (ainsi les forges de Toga, près de Bastia, ont fonctionné à

934 Sur ces phénomènes, voyez la bande dessinée *Gil Jourdan n°6 : Surboum pour quatre roues* (vers 1960), la chanson de Joan Manuel Serrat *Pueblo blanco* et celle de Jean Ferrat *La montagne* (début des années 1960).

partir de 1842 mais ont fermé en 1885), et où l'émigration était massive depuis le XIX^e^ siècle (dans les années 1930, les Corses représentent 20 % des cadres coloniaux en Algérie, 22 % des soldats et 6 % des officiers dans cette colonie). Dans l'île, les surfaces cultivées diminuèrent de plus de moitié entre 1850 et 1900, mais la population continua à augmenter du fait d'une forte natalité — le maximum de population date de 1890, avec 280.000 habitants. Les effets de la première guerre mondiale furent désastreux : 15.000 à 20.000 morts, car les Corses, peu diplômés, furent massivement simples soldats, « chair à canon ». Après 1920, ce qui restait de population s'urbanisa et se littoralisa ; l'intérieur se vida, par exemple la Châtaigneraie. La population de l'île fut à son nadir dans les années 1950 (165.000 habitants[935]).

Bonne nouvelle en revanche, on assista à un recul généralisé de l'analphabétisme : il n'y avait plus que 10 % d'analphabètes en Espagne en 1969, 10 à 15 % en Grèce dans les années 1960, autour de 40 % en Égypte et en Syrie (mais 30 % seulement au Liban) toujours dans les années 1960. Mais en Turquie le taux d'analphabétisme atteignait les 62 % en 1965, en Algérie à l'indépendance il dépassait les 75 %, et au Maroc il frôlait les 80 % (en Tunisie en revanche, il n'était « que » de 50 %). En Israël, il n'y avait que 16 % d'analphabètes en 1961, mais le taux atteignait les 50 % dans la minorité arabe. Dans les pays arabes, on notait partout un retard de l'éducation des filles et une surreprésentation, dans l'enseignement supérieur, des filières littéraires et du droit, fabriques de chômeurs.

Les années 1950 marquent le vrai début de l'essor du tourisme de masse en Méditerranée, pour l'instant surtout en France du sud, Italie et (dans les années 1960) en Espagne. Ce cours ne saurait s'achever sans la mention d'une date capitale de l'histoire culturelle du vieux monde, quoique légèrement en-dehors de votre période : c'est en 1958 que Brigitte Bardot fit l'acquisition de la villa « La Madrague », sur la route des Canebiers à Saint-Tropez. Le club Méditerranée apparut en 1950 : son fondateur s'appelait Gérard Blitz, mais l'homme qui fit son succès fut Gilbert Trigano. Son premier village de vacances s'installa à Palma de Majorque. Ses clients recherchaient une certaine dose de couleur locale (en Espagne ou dans les îles grecques par exemple), mais à vrai dire surtout à l'état de prétexte : l'essentiel, c'étaient la mer, le sable et le soleil. Cela dit, un certain tourisme culturel entama aussi sa démocratisation, avec par exemple, en Espagne, le réseau des *paradores*, des hôtels situés dans des bâtiments historiques, apparu dans les années 1920 mais beaucoup développé par le régime franquiste.

Le tourisme induisit des mutations radicales dans l'économie, réorganisée autour des services (dans certaines régions, il ralentit l'exode rural), mais aussi dans les valeurs et les modes de vie des populations méditerranéennes, qui finirent par se modeler plus ou moins sur celle des touristes (bon, la population indigène de Mykonos n'est quand même pas devenue entièrement homosexuelle). Un changement de regard sur le passé povoqua la patrimonialisation de zones entières, car les vielles pierres étaient désormais rentables, et le réveil de « belles endormies », des villes assez chanceuses (ou assez déprimées durant 150 ans) pour avoir traversé le XIX^e^ et la première moitié du XX^e^ siècle sans que leur centre-ville ancien ait été modernisé — ainsi Avignon, promue vaisseau-amiral de l'industrie française du tourisme culturel avec son festival de théâtre à partir de 1947 (le festival de Cannes date de 1946 et celui de Venise, de 1932). Hélas, le tourisme a eu également pour effet le « bétonnage » d'une bonne partie du littoral du nord de la Méditerranée, notamment en Espagne dans les années 1950. Notons aussi une restructuration des réseaux urbains avec l'apparition de nouveaux centres urbains, les stations balnéaires (comme Saint-Tropez en France et plus tard Sitges en Catalogne, anciens villages devenues de vraies petites villes). Le tourisme modifie aussi les

935 Depuis les années 1960, les rapatriés d'Algérie, les immigrés maghrébins, le tourisme, les retraités ont changé la donne : aujourd'hui la Corse a 256.000 habitants.

flux : ainsi, dans les années 1960, il a revivifié l'ancien axe Brindisi-Durrës à travers le détroit d'Otrante, menacé depuis 1945 par l'isolement de l'Albanie socialiste, en le déportant un peu au sud (Brindisi-Igoumenitsa en Grèce).

Tout ceci, ajouté à l'essor économique de la France et de l'Italie, au désenclavement massif des campagnes, aux modernisations forcées imposées aux sociétés balkaniques et turque, annonçait la fin de la « Méditerranée éternelle » — même si en 1956, elle avait encore de beaux restes au Maroc, en Grèce et Turquie profondes, ou encore dans le *Mezzogiorno*. Le sous-développement ou le mal-développement de la rive sud ne protégeait pas forcément mieux les sociétés, les économies et les cultures traditionnelles, ne fût-ce que parce que l'une des conséquences essentielles en fut l'émigration, et que les émigrés rapportaient au village des valeurs et des habitudes « modernes ». Je ne sais pas exactement à quelle date les agriculteurs du Rif, au Maroc, se sont mis à produire essentiellement du hashisch à destination des Occidentaux… Le barrage d'Assouan a représenté, entre autres, la fin de l'agriculture égyptienne millénaire. Les conservatoires culturels que représentent souvent les paysanneries étaient de plus en plus marginaux, numériquement et politiquement, au nord (en France, l'effondrement des cultures et des langues régionales s'accéléra après 1945 ; sur la côte d'Azur, on assista même au remplacement physique d'une population par une autre, formée de touristes et de retraités), mais elles n'étaient guère mieux traitées dans les pays communistes, où régnait une idéologie urbaniste et ouvriériste relayée par une caste de fonctionnaires qui méprisaient l'archaïsme réactionnaire des ploucs. En Arabie saoudite, l'État moderne, qui vers 1950 commençait à bénéficier des revenus du pétrole, eut enfin les moyens d'orchestrer la disparition, en moins d'une génération de tout un pan de la culture arabe traditionnelle au nom de la « purification » de l'islam. Nous avons vu que la population des villes méditeranéennes a été bouleversée au XX^{e} siècle ; la patrimonialisation des centres pour les besoins du tourisme acheva d'en chasser les populations anciennes — des quartiers périphériques sans âme, assez semblables d'un pays à l'autre, représentaient désormais l'essentiel de l'univers quotidien d'une population qui n'avait rien à faire des vieilles pierres et des quartiers à touristes.

Cet effacement de l'ancien monde méditerranéen est-il à regretter ? L'industrie touristique et patrimoniale prospère aujourd'hui sur un discours de la nostalgie, plus prégnant que jamais dans une Europe (c'est elle qui compte car c'est d'elle que viennent les touristes et leur fric) vieillissante, de plus en plus conservatrice et peureuse, de plus en plus hantée, obsédée, prisonnière de son passé. Sur un plan esthétique, les évolutions du XX^{e} siècle sont sans doute à regretter : la *Costa Brava* ou le centre d'Athènes sont d'authentiques désastres. Sur le plan des modes de vie, je voudrais quand même rappeler, en conclusion de ce cours, que l'univers méditerranéen traditionnel, campagnes profondes ou villes cosmopolites, était largement un univers d'étroitesse d'esprit, de misère et de violence ; que les populations de Méditerranée ont massivement fui cet univers dès qu'elles en ont eu les moyens, en émigrant, en quittant la terre pour les ruraux, en changeant de langue et parfois de religion. Jamais les ruraux n'ont exprimé la nostalgie de cette Méditerranée « éternelle » qu'ils désertaient (le discours qu'on leur a prêté, par exemple l'extrême-droite ruraliste française sous Vichy, est un autre problème). Les nostalgiques de ladite Méditerranée éternelle, ce sont leurs petits-enfants, devenus prospères et qui n'ont plus aucune idée de ce que signifiait concrètement gratter un bout de Grèce ou de Sicile sous un soleil de plomb sous les ordres d'un grand propriétaire foncier, avec un pope ou curé pour « fliquer » votre vie privée, « deux chères, et puis quelques moutons, une année bonne et l'autre non, et sans vacances, et sans sorties — les filles veulent aller au bal, il n'y a rien de plus normal que de vouloir vivre sa vie » (Jean Ferrat, *La montagne*). Les nostalgiques de la Méditerranée éternelle, ce sont les intellectuels urbains, ce sont les descendants des anciennes élites qui profitaient des anciennes injustices — il n'est rien de plus obscène que d'entendre un ancien féodal pleurer la société féodale, un ancien Pied-Noir

pleurer l'Algérie française, un ancien administrateur de la Compagnie du Canal de Suez pleurer la douceur de vivre de l'Alexandrie des années 1930, qui n'existait que pour une frange minuscule de sa population, et ne parlons pas de l'Égypte en général. Les nostalgiques de la Méditerranée éternelle, ce sont surtout les touristes, c'est-à-dire, massivement, des urbains originaires d'Europe du nord-ouest : prisonniers des mythes et des produits élaborés par l'industrie des loisirs (souvent sur la base de la production nationaliste ou orientaliste du XIX^{e} siècle), ils ont la nostalgie de quelque chose qui n'a jamais véritablement existé.

Annexe 1 : Nathalie Clayer : *Aux origines du nationalisme albanais : la naissance d'une nation majoritairement musulmane en Europe*. Karthala 2007, 793 p. [va jusqu'en 1912].

Partie 1 : vers 1860 (en très gros).

La société ottomane dans la deuxième moitié du XIX^e^ siècle était une mosaïque mouvante d'identités. Eric Hobsbawm a souligné le caractère problématique de l'identité albanaise : il cite le guide de l'anthropologue Edith Durham, un jeune garçon des montagnes du nord, qui, vers 1905, quand on lui dit que les Albanais du sud avaient des églises orthodoxes, déclara : « Ce ne sont pas des chrétiens mais des Tosques[936] ». Hobsbawm souligne aussi que les premiers immigrants albanais aux États-Unis ne se définissaient pas comme tels. La langue albanaise était très dialectalisée, le multilinguisme courant : le turc était la langue administrative, le grec ou l'italien celle du commerce, l'albanais n'était qu'une langue d'usage privé (souvent truffée de grec et/ou de turc) : on ne s'identifiait pas spontanément à quelque chose d'aussi peu prestigieux[937]. L'appartenance religieuse non plus ne pouvait être le ciment d'un proto-nationalisme ; l'appartenance à l'Empire Ottoman, bien plus large que les régions albanaises, non plus. En revanche, la conscience ethnique (raciale) « est généralement tenue pour avoir été très forte », mais Nathalie Clayer souligne que c'est largement un mythe nationaliste postérieur, et que les « assemblées générales » du passé (largement mythiques elles aussi par ailleurs) n'ont jamais réuni l'ensemble des Albanais ; quant au fameux code d'honneur (*besa*[938]), des populations non albanophones y adhéraient. Le mot *arnavut* désignait en turc soit une ethnie, soit une origine géographique, soit certains groupes socio-professionnels (notamment au sein de l'armée).

Les identités sur place étaient d'abord familiales et claniques, mais l'on note un recul des familles élargies au XIX^e^ siècle, surtout au sud des territoires albanais. Dans le nord, elles pouvaient regrouper jusqu'à 40 voire 80 personnes ; elles s'emboîtaient dans des structures plus larges, toutes exogames et en pincipe solidaires en cas de vendetta, dirigées par des assemblée des anciens : le quartier de village, la fratrie, le clan. La connaissance par les gens de leur clan était un marqueur d'albanité, certains groupes d'origine non albanaise s'étant rattachés fictivement à un clan en s'albanisant. Mais ces structures n'existaient pas au sud.

Par ailleurs, il y avait partout des unités territoriales de regroupement en cas de guerre, dirigées héréditairement, et des solidarités villageoises. Les villages avaient aussi des conseils des anciens. [Ainsi à Isniqi (Kosovo) il y avait trois conseils, un pour le maintien de l'ordre, un autre pour l'agriculture, un troisième pour la gestion de l'alpage de châtaigners. Les

---

936 Les deux principaux dialectes de l'albanais son le guègue (au nord) et le tosque (au sud). La rivière Shkumbi sert de limite. Le tosque est à la base de l'albanais littéraire actuel ; la standardisation définitive de la langue ne date que de 1972. Voyez un peu plus bas d'autres différences entre Guègues et Tosques. N.B. La lettre « ë » se prononce comme le « e » français, « y » se prononce comme le « u » français ; « ç » = « tche », « xh » = « dj ». « Q » et « ll » sont à éviter de prononcer si possible.

937 Ceci, à nuancer : cf. plus bas la note sur le Kosovo.

938 Voyez les romans d'Ismaïl Kadaré, notamment *Avril brisé*, *Froides fleurs d'avril* et *Concours de beauté masculine aux cimes maudites*. Voici quelques lignes extraites de Wikipédia sur l'un des aspects essentiels de ce code d'honneur, la vendetta : « la *gjakmarrje* ou "reprise du sang" est une forme ritualisée de la vendetta : un meurtre doit être vengé par la mort d'un homme de la famille du coupable. Ce code interdit toutefois la mort des enfants en-dessous de 15 ans, des femmes, des personnes âgées, des malades mentaux, ou de quiconque se trouve dans le voisinage d'une mosquée ou d'une église. Une garantie de sécurité peut être accordée par la famille de la victime. Elle est souvent le produit d'un règlement négocié, temporaire ou définitif, qui interrompt la *gjakmarrje*. Certains anthropologues interprètent la *gjakmarrje* comme l'apogée de la logique des prestations totales (potlatch) dans l'ancien droit illyro-albanais, suivant le schéma triangulaire fonctionnel : potlatch de service, potlatch de compensation, potlatch de liquidation, comme l'avait en partie dévoilé Marcel Mauss dans son "Essai sur le don dans les sociétés archaïques" ([1]). La survivance d'un potlatch aussi pur en droit coutumier albanais témoignerait d'une antiquité remarquable ».

châtiments étaient collectifs, exécutés par l'ensemble du village : ils allaient de l'abattage d'un bœuf à l'incendie de la maison. Il était interdit de venir en armes sur la place du village, espace « sacré » et neutre au niveau des vendettas]. Le conseil des anciens veillait tout particulièrement aux affaires d'honneur : virginité des filles, etc. De nombreux travaux étaient exécutés en commun. Les villageois émigraient ensemble (au moins pour les émigrations de travail temporaires), devaient s'entraider hors du village..

Il y avait aussi des solidarités régionales, avec des rencontres plus ou moins régulières de représentants des villages : dans la sous-région de Lunxhëri au sud (8 villages), il y en avait deux par an, dans les monastères de deux villages différents. Les individus s'identifiaient d'abord par leur région (ou par son chef-lieu). Les entités régionales étaient endogames, la plupart des liens clientélistes fonctionnaient à l'échelle de la région. Au-dessus, il y avait la grande opposition Guègues-Tosques, déjà très marquée : lors des révoltes militaires, les Ottomans envoyaient les uns réprimer les autres. La différence n'était pas seulement dialectale mais aussi de mode de vie, de costume, de culture (seuls les Tosques ont une polyphonie), même si l'opposition ne semble remonter qu'au XVIII^{e} siècle. Elle n'était évidemment pas tranchée, il y avait toute une zone intermédiaire ; et les deux groupes n'avaient rien d'homogène[939].

Les identités socioprofessionnelles étaient très fortes également : il y avait des titres/ fonctions prestigieux (bey, agha, cheikh, ouléma, pope) ; on distinguait aussi les riches des pauvres (ou plus exactement les non dépendants des dépendants), la société n'ayant rien d'égalitaire. Les beys étaient les notables par excellence : un milieu très endogame (y compris à l'échelle du clan dans ce cas précis : ils se mariaient entre cousins), fortement clivé en interne. Ce milieu était en cours d'urbanisation et d'occidentalisaton (musulmans compris). Il jouissait d'un profond respect : d'après un consul de France à Tirana, « quand un de ces riches beys (…) traverse le bazar, le travail cesse immédiatement dans la rue par laquelle il passe : ouvriers et patrons se lèrent et se tiennent respectueusement devant la porte du magasin afin de le saluer ». Ils devaient l'hospitalité : les jours de marché, ils pouvaient avoir à nourrir 200 personnes, plus une armée de parasites plus ou moins permanents. Ils servaient d'arbitres et d'intermédiaires avec l'administration ; de ce fait, ils étaient exclus de la *besa* (on ne se vengeait pas d'un bey, sinon ils n'auraient pu rendre aucun arbitrage). À côté d'eux et du clergé chrétien, une classe moyenne était en train de se développer : commerçants orthodoxes éduqués dans le cadre du *millet* grec, marchands catholiques instruits en Italie et en Autriche, fonctionnaires, bureaucrates et officiers musulmans issus des *tanzimat*, souvent francophones ; certains étaient de famille beylicale mais pas tous, loin de là.

Les identités religieuses étaient essentielles aussi, même si plus tard les nationalistes, cherchant à les dépasser, ont insisté sur la tiédeur des sentiments religieux. On distinguait d'abord le musulman (*tyrk*) de l'infidèle : le premier tendait à ne pas considérer le second comme un vrai Albanais. Les différentes communautés religieuses étaient largement endogames, mais parfois une chrétienne épousait un musulman. L'institutionnalisation des *millet-ler* avait accentué les différences : les musulmans devaient le service militaire, les chrétiens payaient une taxe de rachat. Trois réseaux éducatifs distincts étaient apparus, les écoles publiques n'accueillant pratiquement que des musulmans. Ces écoles fonctionnaient toutes dans d'autres langues que l'albanais : grec, italien, slave, turc. Les normes religieuses se durcissaient : « de façon générale, la confessionnalisation se rapprochait des idéologies nationales » (p. 45).

---

939 On renforçait un lien commun par la fraternité de sang (une cérémonie de style scout, qui interdisait les mariages entre les deux familles), par une alliance matrimoniale quand c'était permis, par un partenariat économique et ce qui allait avec (voyages, hébergement mutuel, etc.). Dès lors, on appartenait à la même clientèle : les gens importants avaient chacun la leur, évidemment instables et en concurrence.

Mais les identités religieuses elles-mêmes étaient complexes, notamment la musulmane : il y avait des gens plus ou mois fraîchement islamisés, voire des crypto-chrétiens (pas forcément conscients de pratiquer chez eux des cultes contradictoires avec l'islam !). La religiosité était diverse ; l'islam pouvait être un élément de loyauté à l'Empire Ottoamn (la prière se faisait au nom du sultan-calife), mais aussi d'identification à l'*umma* qui le dépassait largement.

Surtout, une partie des musulmans étaient liés à des confréries mystiques, qui jouait un rôle essentiel dans leur vie et représentaient des réseaux identitaires majeurs : comme le bey, le cheik (dirigeant local d'une confrérie) jouait un rôle d'arbitre et d'intermédiaire. Les confréries ne s'opposaient pas aux mosquées, parfois elles leur étaient liées (le cheik était l'imam) mais souvent elles étaient complètement indépendantes. Toutes débordaient des territoires albanais. La plus particulariste était celle des bektashis, implantée vers 1850 en provenance d'Anatolie (surtout dans le sud des territoires albanais) et fortement influencée par l'alévisme : même s'il restaient officiellement sunnites, ils étaient détestés des membres des autres confréries. Peu portés sur la prière, ils fréquentaient peu les mosquées : ils n'en eurent une à eux qu'à la fin des années 1920.

Les deux communautés chrétiennes, qui géraient leurs propres affaires par le biais d'assemblées, étaient en déclin numérique, surtout la catholique. L'Église orthodoxe accueillait aussi Slaves, Grecs, Tsiganes, etc. ; sa langue liturgique était le grec, et beaucoup d'Albanais orthodoxes (donc se définissant comme « grecs ») étaient bilingues. Mais avec l'émergence progressive des patriarcats et *milletler* nationaux au XIX^{e} siècle, il se posa des problèmes complexes de rattachement et donc d'identité : en 1905, en particulier, les Ottomans reconnurent un *millet* valaque (= aroumain[940]) dans des régions partiellement albanaises, tandis que le Patriarcat « œcuménique » était de plus en plus un canal de l'hellénisme. Les catholiques en revanche étaient presque tous albanophones : ils ne formaient pas un *millet* : leur statut était défini par les traités avec les pays catholiques, France et Autriche, plus un rescrit de 1856. Ils étaient largement encadrés par des congrégations, le clergé était en majorité d'origine étrangère mais il commençait à apparaître un clergé local.

À toutes ces identités s'ajoutait, chez beaucoup, l'identité ottomane ; chez certains (chrétiens essentiellement), les identités nationales en cours de constitution — grecque, serbe, bulgare, valaque, macédonienne, turque. En ville, les identités avaient tendance à se turciser, l'identité turque (ou turco-ottomane) étant un marqueur de citadinité[941].

Partie 2 : 1856-1896.

---

940 Linguistiquement, on appelle « valaques » les parlers latins des Balkans au sud de la Roumanie. Ils sont intermédiaires entre l'italien et le roumain, en tout cas ce n'est pas du roumain ; ils remontent à l'Antiquité. Les Aroumains sont orthodoxes. Il reste aujourd'hui 50.000 aroumanophones en Grèce, 10.000 en Albanie, 15.000 en Serbie et 10.000 en Bulgarie comme en Macédoine ; au XIX^{e} siècle les chiffres étaient bien supérieurs.

941 Le Kosovo était moins albanais qu'aujourd'hui, moins musulman aussi (55 à 65 % ?), mais les Slaves islamisés, de plus en plus nombreux, s'identifiaient de plus en plus comme « Albanais » (avec un décalage d'une à trois générations entre l'un et l'autre phénomène) ; il y avait par ailleurs un afflux de montagnards albanophones en provenance des régions misérables situées plus au sud et plus à l'ouest, plus des Tcherkesses chassés du Causase par les Russes, et, dans l'autre sens, une émigration d'orthodoxes en direction de la Serbie, où évidemment ils adoptaient une identité serbe. Linguistiquement, le bilinguisme était la règle, avec un glissement progressif, chez les musulmans, vers la dominance de l'albanais, associé à l'islam. Ce sont toutes ces données complexes qui ont été manipulées de tous côtés au XX^{e} siècle. Dès la fin du XIX^{e} siècle la situation était tendue, la région ayant été menacée d'annexion par un pays chrétien en 1878 (elle le fut par la Serbie en 1912) : la présence des émigrés du Caucase, très remontés contre les orthodoxes, n'arrangeait rien.

N.B. Cette note est surtout liée à l'actualité (depuis 1980) : en effet, le Kosovo n'a joué aucun rôle dans le développement du nationalisme albanais au XIX^{e} siècle.

Le modèle de développement du nationalisme albanais est celui qu'a dessiné Miroslav Hroch pour des peuples comme les Slovaques ou les Baltes : un modèle apolitique, qui contraste avec le caractère très politique, dès le début, des nationalismes grec et serbe (ou polonais). Au départ, une poignée d'intellectuels s'intéressèrent à la langue du peuple et au folklore, puis ils se sont efforcés de toucher une partie de la population pour lui apporter la « civilisation » et lui faire prendre conscience de son appartenance à la nation (qu'ils venaient d'inventer mais qu'ils supposaient « éternelle »), puis la population a fini par adopter leurs idées. Si la phase 1 se place sensiblement en même temps que dans le reste des Balkans (Grèce exceptée), la phase 2 et surtout la phase 3 ont été tardives : cette dernière phase était à peine engagée en 1914, elle est donc hors du cadre de l'étude de Nathalier Clayer. Celle-ci souligne aussi, dans la lignée d'Ernst Gellner, de Benedict Anderson et d'Anne-Marie Thiesse, le lien entre l'apparition du nationalisme et la modernisation de la société et notamment de l'apparition d'un « capitalisme de l'imprimé » : l'une des premières activités des nationalistes a été de construire une langue vernaculaire écrite et de produire des livres et périodiques — phénomène accentué en Albanie du fait du retard du réseau scolaire, un autre vecteur majeur du nationalisme. En revanche, Nathalie Clayer insiste sur l'idée que les révoltes des années 1830-1840 n'étaient pas des phénomènes d'« albanisme », même si, plus tard, elles ont été intégrés dans les constructions rétrospectives des « gandes heures de l'albanité éternelle ».

Il y eut d'abord l'apparition d'études albanaises en Occident : les premières recherches sur la langue albanaise (britanniques) datent des années 1800. Cependant, au début l'albanophilie était une succursale de l'hellénophilie (Byron a publié deux chants albanais). Il faut dire qu'une partie des révoltés « grecs » des années 1820 étaient albanophones : l'albanais était entre autres la langue véhiculaire de la flotte grecque[942]. L'albanais, rameau isolé de la famille indo-européenne, posait d'intéressants problèmes de classification, qui passionnaient notamment les universitaires allemands ; cela dit, les premiers albanologues furent des amateurs éclairés, souvent en poste sur place (militaires, commerçants, consuls). Très vite, ils éveillèrent l'intérêt de quelques albanophones pour leur propre langue. Ils leur fournirent l'image qu'ils s'étaient forgé des Albanais, une image faite d'exotisme, d'ancienneté, d'autochtonie (les Albanais étaient traités comme des indigènes, descendants directs des anciens Illyriens ou carrément des Pélasges[943], ayant résisté, résistant encore à toutes les invasions depuis l'Antiquité), une image d'unité entre tous les Albanais aussi, calquée sur l'unité présupposée de la langue par-delà la poussière des dialectes — alors que, on l'a vu, Guègues et Tosques mettaient plutôt l'accent sur leurs différences. L'Albanie moderne n'intéressait qu'en tant que réservoir d'archaismes : l'islam albanais, notamment, était perçu comme un phénomène « superficiel », on expliquait les conversions massives à cette religion au Moyen Âge par de l'opportunisme politique.

Par ailleurs, à la même époque, des Albanais d'Italie, surtout des prêtres orthodoxes, influencés par le nationalisme italien (ils soutinrent globalement les garibaldiens contre les Bourbons[944]) et aussi allemand (la définition herdérienne des nations à partir de leurs langues,

---

942 Il y a toujours 60.000 Albanais en Grèce, notamment en Attique et en Béotie : il ne s'agit donc pas de populations marginales, « frontalières » — ni récentes : ils sont là depuis toujours.

943 Habitants mythiques de la Grèce avant les Grecs. Preuve de cette ancienneté, des mœurs plus « préhistoriques » que celles des Grecs, en particulier l'incontournable *besa* qui fascinait tout le monde. [NB : aujourd'hui on considère que les Pélasges n'étaient pas des Indo-Européens, c'est-à-dire qu'ils ne peuvent pas être les ancêtres linguistiques des Albanais ; de toute façon, ils ne vivaient pas dans les mêmes régions].

944 Lesquels, en 1819, avaient supprimé les franchises et privilèges de leurs villages, qui remontaient au Moyen Âge, lorsqu'on avait installé des réfugiés des Balkans en voie de conquête par les Turcs sur des terres dépeuplées par différents conflits. Ces balkaniques étaient alors considérés comme des Grecs (= des orthodoxes) et leur langue liturgique fut longtemps le grec. Du reste, cette émigration médiavéle est également (en partie) à l'origine de la minorité grecque du sud de l'Italie.

la recherche d'une « pureté » assimilée à l'immémorialité[945]), partirent à la recherche de leurs origines. Il apparut une tradition locale d'études albanaises (en italien) et un corpus littéraire et poétique, bien antérieur à celui d'Albanie même. Dans ce contexte, les Albanais d'Italie méridionale furent les premiers à se construire identitairement en nette opposition à l'hellénité. Eux aussi insistaient sur le caractère sauvage et indomptable de la nation albanaise, qui a résisté à toutes les invasions dans son réduit montagneux (le mot « *sqiptar* », qui veut dire « Albanais » en albanais, dérive de la racine « aigle »). C'est eux qui exhumèrent la figure historique de Skanderbeg, héros de la résistace anti-turque au XV^{e} siècle ; mais ils revendiquaient aussi Pyrrhus et Alexandre le Grand, sans oublier deux figures plus récentes, Méhémet Ali et Ali, pacha de Janina. Ils trouvaient des étymologies albanaises aux noms des dieux grecs… Cet intérêt pour le fait albanais se diffusa assez vite dans les populations albanophones d'Italie : juristes, prêtres, enseignants se mirent à récolter des chants, à noter des coutumes, etc. Le premier texte poétique moderne (présenté comme un chant populaire) date de 1836.

En Albanie même, les protestants, s'ils firent peu de conversions, jouèrent aussi un rôle important car c'est à eux qu'on doit la traduction de la Bible en albanais (1821 pour le Nouveau Testament ; 1827 pour l'Ancien). Elles étaient écrites en alphabet grec, le texte était d'ailleurs bilingue albanais-grec.

Et puis les Albanais commençaient à être influencés par ce qui se passait chez leurs voisins de l'Empire : surtout les orthodoxes, en contact direct avec les Grecs et les Roumains. Beaucoup avaient participé à la révolte grecque, en tant que « grecs » c'est-à-dire orthodoxes (l'auteur de la traduction du Nouveau Testament était un ancien membre de l'« hétairie » ; il avait pris part aux combats dans les années 1820) : la lutte commune, largement perçue sur place comme religieuse (le discours sur le réveil de la Grèce était à usage des Occidentaux), n'empêchait pas l'affirmation d'une altérité linguistique. Si la langue grecque se réveillait de son long sommeil, pourquoi pas l'albanais ? Dans un premier temps, les milieux de militants culturels grecs, engagés dans un projet du même genre que les Albanais (récollection de traditions rurales, construction d'une langue « nationale » à partir des parlers vernacumaires), jouirent de la sympathie des Albanais instruits.

Un premier réseau d'« albanophiles » locaux se développa donc vers 1840-1850, sous l'impulsion persistante de savants, voyageurs, consuls et missionnaires occidentaux. C'étaient surtout des membres de la classe moyenne en voie d'apparition, et par ailleurs des chrétiens ; beaucoup sortaient d'un même lycée de Janina, ils avaient souvent fait des études en Occident. Ils étaient en revanche assez isolés des Albanais d'Italie, tandis que quelques enfants de familles beylicales (en partie musulmanes) allaient étudier à Paris ou en Allemagne, ou pour les moins chanceux, en Grèce et en Roumanie[946]. Le centre de l'albanisme se déplaça d'Italie

---

945 Au passage, le nationalisme allemand réhabilitait la notion de « barbarie » (il s'agissait de promouvoir les « Barbares » germains face à Rome et à la Grèce…) : les Barbares étaient ceux qui avaient conservé intact les héritages culturels les plus anciens, donc, dans l'esprit romantique, les plus valorisés. De ce point de vue, les Albanais étaient des barbares à peu près parfait.

946 On peut retenir la personnalité de la princesse Elena Ghica, dite Dora d'Istria : née en 1828 à Bucarest, elle vécut surtout dans les pays allemands et en Russie. Elle a produit de nombreux articles et livres, mais a aussi commandé à un peintre un tableau historique sur la renaissance de l'Albanie, recensé les archives albanaises dans différentes capitales dans le but de faire « sortir l'histoire albanaise de la tombe », et surtout pour qu'on ne confondît plus les Albanais avec des Slaves. Elle encourageait les autres albanistes, les mettait en rapport entre eux, leur trouvait des revues pour diffuser leurs écrits. Elle influença l'albanisme en mettant l'accent sur les Albanais d'Italie, selon elle ceux qui avaient le mieux conservé les traditions ; pour l'origine de la langue elle tenait pour l'hypothèse pélasgienne. Parmi son panthéon de héros albanais, Alexandre le Grand, Aristote, Pyrrhus, Ali pacha de Joanina, et surtout Skanderbeg. Elle soulignait les différences entre l'islam des Albanais et celui des Ottomans, qu'elle tenait pour plus fanatiques : pour elle, des « Aryens » comme les Albanais ne pouvaient pas faire de « vrais » musulmans.

en Grèce, dont l'irrédentisme trouvait un écho dans les régions orthodoxes des Balkans — largement bilingues, je le rappelle, le bilinguisme étant à dominante grecque ou à dominante albanaise selon les villages et parfois les familles. En 1867, des comités révolutionnaires créés en Grèce passèrent la frontière pour tenter de soulever les « grecs » (= les chrétiens) d'Épire et de Thessalie. les consuls grecs distribuaient généreusement des passeports grecs, renforçaient le réseau scolaire grec, dont les maîtres étaient en partie formés à Athènes. En 1860, parut le premier journal « albanophile » : il défendait l'albanité mais était publié en grec (pour l'essentiel) et en Grèce : la perspective était celle d'une fraternité des chrétiens par-delà leurs affirmations nationales respectives. On y discutait de la construction d'une langue albanaise écrite, d'un passage éventuel à l'albanais dans les premières années de scolarité. On insistait sur les origines communes des Albanais et des Grecs, certains allant jusqu'à faire de l'albanais un dialecte grec. Il y eut plusieurs propositions d'alphabets à base grecque. Même les albanophiles d'Italie, qui développaient des alphabets à base latine, étaient d'accord sur l'idée que l'Albanie balkanique ne pourrait être civilisée que par la Grèce ; quant aux protestants, ils imprimèrent de nouvelles traductions de la Bible, en dialecte tosque (et caractères grec) ou guègue (et caractères latins)[947]. Il régnait toujours, dans tous ces milieux, la même dénégation de l'islam, phénomène superficiel : on insistait sur les crypto-chrétiens dont on surestimait le nombre, l'on expliquait que les Albanais avaient conservé l'essentiel de leurs coutumes chrétiennes, leur « caractère national » chrétien. En revanche, dans les milieux musulmans (il existait une association culturelle albanaise à Istanbul dès 1857) un autre discours avait cours, axé sur un projet de développement de la langue albanaise mais dans la loyauté à la Porte (traitée en « patrie générale » par opposition à la « patrie particulière » albanaise) : l'albanisme apparaissait comme un bon contrepoids à l'hellénisme et au panslavisme.

Les autorités ottomanes contribuaient elles aussi à construire une image de l'Albanais, qui se cristallisait notamment dans les textes de lois et décrets : image centrée sur la vendetta, l'insoumission, le refus de l'inpôt, la soumission à des chefs locaux ; mais la contribution des Albanais à la constitution des élites ottomanes était également soulignée. Il leur fallait juste « se civiliser »… Effectivement, il commençait à apparaître des écoles dans les régions musulmanes : les langues d'enseignement étaient le turc, le grec, le français. Pour l'albanais, il y avait un obstacle de taille : la désunion la plus complète régnait sur le choix de l'alphabet — il apparut même des propositions d'un alphabet arabe (comme en osmanlı), ou carrément d'un alphabet spécial. Cela avait au moins un avantage : différentes réunions destinées à résoudre ce problème permirent aux albanistes des différentes régions de se rencontrer.

La crise de 1875-1885 se traduisit par une invasion grecque de l'Épire et de la Thessalie et par l'apparition, en 1878, de la Ligue de Prizren, première incursion de l'albanisme dans le débat public : il s'agit d'une réunion de délégués des différentes régions albanaises, convoquée au moment du congrès de Berlin pour essayer de peser sur les décisions de celui-ci, et qui, un moment, se transforma en un quasi-gouvernement avant d'être dissoute en 1881. C'est dans ces milieux qu'apparut pour la première fois la demande d'une réunion de tous les albanais en une province d'Albanie, avec instruction primaire en albanais. On note aussi une multiplication des organes de presse, toujours surtout en Grèce. Le sultan Abdul Hamid II, tout en réprimant l'autonomisme, encouragea également ce genre de publications et l'ouverture d'une école albanophone (1887), surtout pour lutter contre l'hellénisme dans les Balkans : vers 1890, les documents statistiques turcs, qui distinguaient encore essentiellement les communautés religieuses, se mirent à isoler un groupe ethnique polyconfessionnel « albanais », tandis que le discours officiel reprenait le thème pélasgique qui permettait d'insister

947 Pour donner un ordre de grandeur, vers 1868 il s'en vendait 400 à 500 par an, et c'étaient à peu près les seuls livres imprimés en albanais, pour une population de deux millions d'albanophones. Une partie des acheteurs étaient musulmans.

sur l'idée que les Grecs étaient, dans cette région, des tard venus, ou des Albanais hellénisés qu'il fallait rendre à leur culture « véritable ».

Bref, un certain albanisme (musulman par la confession de ses représentants, quoique définissant de plus en plus exclusivement la nation albanaise par sa langue) était en train d'être instrumentalisé par l'ottomanisme, d'où un début de tension avec l'hellénisme — d'autant que par ailleurs, la frontière de la Grèce remontant rapidement vers le nord, un certain nombre d'albanophiles musulmans n'avaient plus la moindre envie d'être rattachés à ce pays orthodoxe[948]. Le débat commença à faire rage sur l'Épire, région de population mixte (et largement bilingue) : en Grèce, on commençait à présenter les Albanais comme des immigrants tardifs d'époque médiévale (comme les Slaves) en provenance du Caucase[949], dans le but d'expliquer que l'Épire « était grecque » ; par ailleurs, une partie des Albanais étaient censés être des Grecs albanisés : il fallait donc les rendre à leur culture « originelle » et donc « authentique ». Enfin tout albanais orthodoxe tendait à être assimilé à un Grec puisque sa langue de culture était le grec. Même certains Albanais orthodoxes se distancièrent alors de l'hellénisme, car celui-ci niait à l'Albanie le statut de « nation » — la meilleure preuve en était que la Grèce était en train d'helléniser sa minorité albanaise à marches forcées.

Chez les albanistes, on vit se construire deux discours dominants, un à usage interne, un à usage externe, qui se maintinrent par la suite jusqu'à l'entre-deux-guerres. L'un et l'autre mettaient l'accent sur l'unité de la nation albanaise, être collectif doté d'une âme et d'une conscience. Le discours externe mettait l'accent sur l'ancienneté de la nation albanaise, distincte de la religion, sur son passé glorieux, sur l'unanimité des Albanais dans les grandes occasions ; le discours interne en rejoutait sur la gloire des Albanais, leurs qualités (virilité, etc.), l'ancienneté de leur organisation politique (conseils des Anciens, etc.), soulignait que c'étaient des Albanais qui avaient « fait » l'Empire Ottoman et la Grèce indépendante, mais reconnaissait les divisions, notamment dialectales (Guègues/Tosques) et religieuses, pour les stigmatiser (Naïm Frashëri proposait carrément de créer une nouvelle foi, un espèce de panthéisme national, à partir du bektashisme dont il faisait le descendant des croyances pélasges), et incitait à cultiver la langue et à trouver un consensus sur l'alphabet — en fait, l'alphabet latin était en train de s'imposer. L'écrit en albanais était encore surtout religieux, à l'exception de périodiques et de matériel scolaire. Une bonne partie de la production albaniste était d'ailleurs toujours rédigée en grec et en osmanlı ; et d'autres idéologies, comme ce qui allait devenir le jeune-turquisme, séduisaient certains Albanais, tandis qu'une partie des orthodoxes tenaient toujours pour l'hellénisme.

Parties 3 et 4 : vers 1885-1910.

Les signes de faiblesse de l'Empire Ottoman se multipliant et la répression s'accentuant (vers 1900, la plupart des écoles albanophones furent fermées, les manuels en albanais interdits), à la fin des années 1890 des nationalistes albanais prirent contact avec l'Autriche-Hongrie, ennemie du panslavisme comme de la Grèce : leur grande peur était une partition des Balkans occidentaux entre la Serbie et la Grèce. L'albanisme faisait des progrès, les musulmans y jouaient un rôle de plus en plus notable ; ils revendiquaient de plus en plus une identité à la fois musulmane et européenne, en rejet d'un Empire Ottoaman perçu comme « asiatique » — l'enjeu était, entre autres, de ne pas être chassés de chez eux en tant que « Turcs » en cas de partage des Balkans par les Puissances. On commençait à rencontrer des

948 Par exemple les frères Frashëri, les leaders de cette génération : ils étaient de Janina, ville revendiquée par la Grèce.

949 Il existe dans le Caucase une autre région qui s'est longtemps appelée « Albanie » : elle correspond à une partie de l'actuel Azerbaïdjan. Le seul problème, c'est que la langue albanaise du Causase est connue, et que ce n'est pas une langue indo-européenne.

gens qui n'étaient pas albanistes par choix personnel mais par traditions familiales ou par effet de l'éducation reçue dans leur jeunesse (c'était l'effet de l'apparition d'une classe moyenne éduquée : certains établissements scolaires étaient des nids de propagande nationaliste). En particulier, il y avait de plus en plus de fonctionnaires albanais. Certains jeunes gens, notamment des journalistes, commençaient par ailleurs à vivre essentiellement de leurs activités albanistes. Cela dit, certains réseaux plus traditionnels jouaient toujours, comme les réseaux bektashis.

Cette nouvelle intelligentsia, qui commençait à marginaliser certaines familles beylicales en déclin économique, était plus contestataire et plus à l'écoute des discours idéologiques européens, ne fût-ce que parce qu'elle était largement francophone ; et puis une partie d'entre elle gravitait de plus en plus autour des consuls européens, dont les empiètements dans l'administration de la région allaient croissant. Les consuls austro-hongrois notamment étaient de plus en plus actifs, les consuls italiens aussi : les uns et les autres rêvaient de « patronner » une Albanie autonome. Mais les consuls grecs et serbes agissaient aussi, les uns pour l'hellénisme dans le sud, les autres dans un sens pan(yougo)slave dans le nord. Tous finançaient des écoles et des manuels scolaires, lançaient des enquêtes (aux résultats remarquablement contradictoires), publiaient des livres, payaient des informateurs, aidaient des journaux, proposaient des bourses d'étude, engageaient des protégés parmi le personnel de leur consulat, faisaient des cadeaux (notamment des armes !) et par ailleurs, bien sûr, tentaient de constituer des coalitions d'intérêts économiques : ainsi ils se constituaient des réseaux locaux d'influence. On les sollicitait de plus en plus comme experts et comme arbitres. Outre les réseaux des consuls, il faut évoquer les réseaux d'émigrés : l'émigration s'accélérait, notamment en direction des États-Unis, mais toujours aussi vers l'Égypte, la Roumanie, etc. ; or « l'exil est la pépinière du nationalisme » (B. Anderson), ne serait-ce que parce que la liberté d'opinion y était bien supérieure[950]. La diasposa, elle aussi, finançait largement les activités nationalistes au pays[951].

Quoiqu'opposé aux autres nationalismes des Balkans, l'albanisme était largement calqué sur eux : ainsi en 1905, il apparut une organisation secrète calquée sur l'O.R.I.M. et l'*Ethniki*. À plus forte raison, les liens avec les Jeunes-Turcs étaient forts : pas mal d'activistes musulmans étant en fait à la fois albanistes et jeunes-turcs, quitte éventuellement à tenir deux discours distincts et contradictoires (ce n'était pas perçu comme ça : les deux militantismes ne se situaient pas au même niveau, l'albanisme pour certains n'était un régionalisme, un instrument au service d'une rénovation de l'Empire). Mais la condamnation jeune-turque de tout soupçon de « séparatisme » constituait un facteur de tension.

L'enjeu de l'écrit était toujours central. Malgré la répression, les périodiques albanistes se multipliaient : 46 titres virent le jour entre 1897 et 1908, pas tous en Albanie et pas tous en albanais, contre 11 dans les 20 années précédentes ; et cette presse se politisait nettement (les frontières ottomanes étant des passoires, la presse étrangère, plus libre de ton, était lue sur place). Le nombre de livres publié en albanais quadrupla, il parut notamment de la lit-

---

950 Nathalie Clayer souligne quand même qu'en exil aussi, il y avait d'autres loyautés que les loyautés albanistes. Entre autres, les orthodoxes étaient, plus souvent que chez eux, intégrés dans des réseaux hellénistes, bien plus puissants financièrement : ils se définissaient donc comme Grecs, et s'hellénisaient (la colonie la plus touchée par ces phénomènes était celle d'Égypte). Par ailleurs, il continuait à y avoir des activités albanistes en Italie, mais dans ce cas il ne s'agissait pas d'exilés. Elles étaient de plus en plus liées aux milieux post-garibaldiens, irrédentistes et anti-autrichiens. Enfin, Nathalie Clayer souligne les relations complexes entre l'émigration estudiantine, non définitive en principe, et la diaspora de travail.

951 Vers la fin de la période, un certain nombre de prétendants plus ou moins autoproclamés à la couronne d'une future principauté d'Albanie s'agitaient également, dont un Espagnol, ancien ambassadeur en Roumanie, qui se prétendait descendant de Skanderbeg. Il finançait des livres et différentes sociétés.

térature et des livres d'histoire[952]. La question de l'alphabet était à peu près réglée, restait celle de l'orthographe, dont les variations recouvraient des rivalités de réseaux, voire des « patronages » étrangers opposés : les réseaux austro-hongrois avaient la leur, les réseaux italiens en avaient une autre, les émigrés aux États-Unis une autre encore… Finalement, en 1908, un congrès de normalisation aboutit à un compromis assez élégant (il a servi de référence, dans les années 1920, pour la romanisation du turc)[953]. En revanche, on continuait à écrire dans les deux dialectes.

Le discours dominant restait le même, avec une tendance à l'« albanisation » de la figure de Skanderbeg, qui dans les périodes précédentes, était avant tout un héros de l'orthodoxie face à l'islam, et par ailleurs était revendiqué par les Monténégrins et les Serbes comme un Slave. En 1898, Naïm Frashëri publia un long poème épique sur lui, lui donnant un statut de « héros national » albanais ; on publia des textes d'époque à son sujet. Le journal *Drita* imprimait systématiquement son nom en caractères gras, comme une espèce de drapeau. Le jour de sa fête, la saint Georges, fut élevée au rang de fête nationale, d'abord aux États-Unis[954]. Son portrait circulait, notamment sous forme de cartes postales. Manifestement, cette propagande portait : des prétendants à un trône d'Albanie prétendaient descendre de lui. Une altérité albano/turque était de plus en plus sensible : reprenant les clichés occidentaux, les nationalistes albanais représentaient les Turcs comme des sauvages à moitié mongols, des Asiatiques en tout cas, et des rustiques lourdauds. L'identité albanaise se posait comme en partie musulmane (avec, chez les frères Frashëri, une forte insistance sur la composante bektashie, présenté comme un islam supérieur, et autochtone[955]), mais pleinement européenne (l'un des arguments essentiels à ce propos était la langue, « aryenne », « la plus ancienne d'Europe ») et, sinon pleinement civilisée, du moins « aspirant à la civilisation ». La question des frontières de la future Albanie autonome commençait à se poser, et elle était ardue : en fait, les représentations visuelles de l'Albanie restaient rarissimes (la toute première date de 1897, la seconde de 1902, l'une et l'autre furent très peu diffusées). Certains rêves nationalistes étendaient l'Albanie jusqu'à Salonique, ville turque revendiquée par les Bulgares, les Serbes et les Grecs.

Par ailleurs, certains orthodoxes réclamaient la construction d'une Église albanaise autocéphale, sans lien avec l'Église grecque[956] : même s'ils étaient encore largement de culture écrite grecque, ils refusaient farouchement l'idée que cette circonstance pût en faire des Grecs : ceux-ci, de toute façon, n'étaient qu'un ramassis d'envahisseurs gaulois, slaves et turcs[957] à la langue dégénérée, « petits et moches » alors que les Grecs de l'Antiquité étaient

---

952 La première histoire de l'Albanie était une commande d'un consul Austro-hongrois, rédigée par un Hongrois d'Autriche-Hongrie mais présentée comme écrite par un Albanais.

953 Présentation traditionnelle, rétrospective et unanimiste des choses : en fait, le congrès de Monastir/Bitola laissa le choix entre deux graphies (latines). Un semi-échec donc, mais l'une des deux graphies prit le dessus — à vrai dire surtout dans les années 1920.

954 Skanderbeg s'appelait Georges « de Castrio » (aujourd'hui, je crois, Gjirokastër) ; « Skanderbeg » veut dire « bey Alexandre », un titre reçu des Ottomans avant sa rébellion. Le changement de prénom s'expliquait déjà par une volonté de se réclamer d'Alexandre le Grand, devenu un héros populaire dans le monde grec médiéval, mais aussi dans le monde musulman.

955 Des Occidentaux qui écrivaient sur l'Albanie contribuèrent à cette mythification des bektashis : ils insistaient sur l'opposition entre le sunnisme et le bektashisme, qu'ils présentaient comme plus tolérant, c'est-à-dire plus européen, un « protestantisme musulman », voire une espèce de panthéisme post-musulman que Voltaire n'eût pas désavoué… Ils exagéraient les liens, réels, entre les bektashis et le mouvement national.

956 Il finit par se constituer un embryon d'Église albanaise autonome… aux États-Unis. D'autres albanistes regardaient du côté de l'exarchat roumain, en conflit ouvert avec l'Église grecque dans ce qui restait de Balkans ottomans. La Roumanie, elle aussi, poussait ses pions dans la région : elle patronnait notamment les Aroumains, et comme l'albanais est farci de mots d'origine latine…

957 Une théorie empruntée à l'historien allemand Fallmerayer.

« grands et beaux » (selon Thomas Avrami) [958]. Les journaux montaient en épingle les conflits entre Albanais et Grecs et incitaient les Albanais à « ethniciser » leur comportement, par exemple en boycottant les boulangers grecs, en boycottant les prêtres hellénophones, etc. Plus au nord, le ton commençait à monter aussi avec les Slaves, les Albanais catholiques étant ici en première ligne (manipulés par l'Autriche-Hongrie).

La construction identitaire albanaise était en train de se répandre dans la population et de se politiser, sans pour autant mettre fin aux tensions entre les trois religions : de plus en plus aigus à l'échelle de toute la région, ils traversaient la population albanaise, quoi qu'en eussent les nationalistes. En réalité, on voyait se développer trois albanismes différents, affichant le même projet (le développement et l'union de la nation albanaise) dans trois langages différents adaptés à trois publics. Cela correspondant au développement de trois réseaux albanistes, chacun largement limité à une seule confession. Nathalie Clayer étudie longuement les réseaux de lecteurs de la presse albaniste, en note le caractère « disparate, isolé et fragile », les liens variables avec les Églises, les consulats étrangers (plus les officiers de gendarmerie étrangers stationnés dans les Balkans turcs à partir de 1903) et la diaspora (elle-même très clivée par régions d'origine). Elle souligne par exemple qu'à Bitola et à Janina, la prison faisait office de de diffusion d'imprimés en albanais (fournis par les gardiens !), qu'à Korçë certains harems organisaient des activités de lecture ; tout comme, dans d'autres régions, des cercles d'officiers, des confréries bektashies, et bien sûr toujours les écoles et lycées. On s'abonnait sous pseudonyme à des journaux étrangers que l'on recevait par l'intermédiaire de la poste autrichienne, ou carrément du consulat ; ou alors ils arrivaient dans les caravanes muletières de marchandises, dissimulés sous d'autres produits. Après l'avoir lu, on le mettait à la disposition de son réseau : même les cures avaient des salles de lecture, l'on allait à l'hôtel lire la presse. Un autre aspect de cette sociabilité nationaliste liée à l'imprimé, c'étaient les stuctures d'apprentissage de la lecture en albanais qui fonctionnaient plus ou moins clandestinement un peu partout, y compris de nouveau dans les prisons : on voyait même des propriétaires fonciers enseigner à leurs paysans[959].

Certains de ces réseaux étaient liés à des structures activistes, comme ce Comité Secret apparu en 1905, et qui était organisé sur le modèle des *carbonari*. Il réclamait « la liberté pour l'Albanie », c'est-à-dire la reconnaissance de l'albanais dans l'administration et à l'école, la mise en place de fonctionnaires albanais, le « retour de la population albanaise à la conscience de sa nationalité » dans les régions hellénisées. À partir de 1906, il suscita des guérillas[960] ; et en 1908, certains réseaux albanistes adhérèrent aux comités jeunes-turcs. L'albanisme était un marqueur d'identité auquel on recourait de plus en plus dans la jeune génération, dans les classes moyennes émergentes ; il commençait à représenter une voie d'ascension sociale face aux vieilles élites en déclin, mais aussi dans des fractions de celles-ci (certaines familles beylicales, une partie des différents clergés) qui tentaient de s'adapter à la nouvelle donne, d'où des tensions sociales et idéologiques croissantes entre albanistes. L'ensemble aboutissait à un paysage éclaté en coteries, sans aucune structure fédératrice, les consuls faisant souvent office

---

958 Athènes se mit à proposer la création d'un double royaume gréco-albanais, orthodoxe mais tolérant, sur le modèle de l'Autriche-Hongrie. Cela revenait à soutenir certaines formes d'albanisme. La Grèce changea de politique, allant jusqu'à introduire un enseignement en albanais dans quelques-uns de ses établissements scolaires, pour montrer son libéralisme ; elle continuait à distribuer généreusement des passeports grecs en Épire.

959 Il commençait même à y avoir des cas de réapprentissage de l'albanais par des gens qui l'avaient oublié ou ne l'avaient jamais pratiqué, vivant dans des milieux turquifiés ou hellénisés.

960 Nathalie Clayer exclut du champ de son étude les révoltes qui éclatèrent à partir de 1899 au Kosovo : pour elle, il ne s'agit pas de manifestations d'albanisme, même si elles furent présentées comme telles dans les milieux albanistes. D'autres révoltes, généralement antifiscales, furent également intrumentalisées : la situation se dégradant à vue d'œil, des bandes s'affrontaient, qui tendaient à se recruter dans une même ethnie et dans une même confession. Les mêmes phénomènes se reproduisirent lors ds troubles de 1910-1911.

de chefs de factions. Cela retarda beaucoup l'édition de manuels scolaires communs, la résolution de problème de l'orthographe, etc., et cela explique évidemment pourquoi à l'indépendance (1913), rien n'était prêt.

La révolution jeune-turque avait pourtant mis fin à la répression des activités albanistes, qui refleurirent et montrèrent même quelques velléités de coordination : c'est l'introduction officielle de l'albanais dans les écoles qui provoqua la conférence sur l'alphabet évoquée plus haut ; l'année suivante, un autre congrès aboutit à l'ouverture d'une école normale. Mais les jeunes-turcs tentèrent de contrôler le mouvement et de l'orienter selon leurs intérêts, ce qui provoqua rapidement des tensions : entre autres, certains jeunes-turcs voulaient obliger les musulmans albanais à revenir à l'alphabet arabe, considéré comme le bien commun de tous les Turcs, et organisèrent des meetings et des clubs en ce sens ; les albanistes organisèrent des contre-manifestations, des démissions massives d'élèves dans les écoles, etc. En 1910, à la suite d'émeutes dans le Kosovo, Istanbul passa à la répression : les réseaux albanistes furent démantelés, leurs journaux interdits, leurs établissements scolaires fermés ou turquifiés, il y eut des arrestations et des renvois de fonctionnaires. Les bektashis, très liés à l'albanisme, subirent une offensive de prêcheurs itinérants sunnites stipendiés et de fondations de mosquées. Cela ne fit qu'exaspérer les tensions, il y eut un regain de guérillas, des mutineries, etc. ; cependant, début 1912, juste avant la première guerre balkanique, les parties en présence étaient sur le chemin du compromis et la mobilisation albaniste était retombée, mais le ressentiment restait fort.

Chose intéressante, certains partisans de l'alphabet latin commençaient à expliquer que l'albanais est une langue latine[961] : confusion en vogue chez les catholiques, mais pas seulement, et qui servait manifestement les desseins de ceux qui voulaient insister sur le caractère européen des Albanais. En tout cas, la définition de la nation albanaise était, plus que jamasis, herdérienne : elle se faisait par la langue, considérée comme son âme, comme « l'oxygène de l'eau », avec déjà des dérives racistes : la « race » albanaise, identifiée à la communauté linguistique, était supérieure (aux Turcs, « bouillabaisse » asiatique de « races de bas niveau », et aux Grecs) parce que « pure » et indigène. Face à cet argumentaire, les jeunes-turcs tentaient de tenir un discours « à la française », axé sur la fusion des différentes populations dans une seule nation ottomane, sur les expériences historiques partagées (les Albanais avaient versé leur sang pour l'Empire Ottoman) ; mais ces arguments se teintaient pas mal de références à l'islam, notamment dans la querelle de l'alphabet (l'alphabet arabe était valorisé en tant qu'alphabet de la Révélation), et du coup ils ne portaient que parmi une minorité des musulmans. Tout ceci amenait encore de nouvelles tensions interconfessionnelles, une confessionnalisation croissante de l'albanisme. Cela non plus n'aida guère l'Albanie indépendante à fonctionner, jusqu'à ce qu'en 1945 les communistes mettent tout le monde d'accord (au nom d'une conception toujours complètement herdérienne, mais laïcisée, de la nation[962]).

Les choses s'accélérèrent avec la première guerre balkanique, au printemps 1912. Les albanistes, pris de court par l'effondrement inattendu de l'Empire Ottoman en Europe, n'eurent d'autre solution que de proclamer l'indépendance (en novembre) et de se tourner vers les Puissances, qui, effectivement, patronnèrent début 1913 une Albanie, mais réduite à des frontières fort exiguës : il est probable que la moitié au moins des albanophones vivaient à l'extérieur. Son existence fut des plus chaotiques (voyez le corps du cours) : en réalité, elle ne fonctionna réellement qu'à l'époque communiste, et ce n'est qu'à cette époque d'internationalisme prolétarien militant que, paradoxalement, le nationalisme albanais se diffusa dans la population — ainsi, encore plus paradoxalement, que dans les régions albanaises de la You-

961 Au moins le tiers du vocabulaire albanais est d'origine latine, un peu comme en anglais.

962 L'Albanie communiste est le seul pays de l'histoire à avoir officiellement interdit les religions, en 1967. Il me semble que l'interdiction a duré jusqu'à la chute du régime en 1990.

goslavie voisine, où Tito développa lui aussi, pour chacun des peuples de la Fédération, un herdérisme officiel des plus rigides.

Conclusion :

Le nationalisme albanais est un nationalisme axé sur la langue, moins comme facteur d'unification (avant 1945, il n'y eut pas d'efforts particuliers pour unifier les dialectes) que comme un moyen d'accéder au savoir et au progrès, à la « civilisation ». C'est une construction multiconfessionnelle, ce qui le distingue de ses voisins balkaniques, mais en 1912, de ce point de vue rien n'était encore joué, vu la tendance générale, dans les Balkans, à la confessionnalisation des identités. Longtemps le nationalisme albanais a été moins hostile que ses voisins à l'Empire Ottoman, malgré une revendication d'européanité en contraste avec les « Turcs » asiatiques — c'est qu'il s'est progressivement construit en oppostition à l'hellénisme et secondairement au [pan/yougo]slavisme : or l'un et l'autre étaient des ennemis mortels de l'Empire.

« La vision communément admise d'un passage des communautés religieuses (*millet-ler*) aux nations est à reconsidérer. Les identifications religieuses n'étaient pas les seules identifications des individus avant les développement des nationalismes modernes. Les nouvelles identifications nationales ne remplacent pas non plus les identifications religieuses. Elles en deviennent concurrentes ou se combient à elles, comme elles le font avec d'autres types d'identifications, selon les cas. D'autre part, il peut y avoir convergence avec d'autres constructions nationales », avec « une identification multiple » [qui] « entraîne une sorte de « hiérarchisation » des identifications » (p. 713-714). Ainsi les Italo-Albanais n'ont jamais rejeté leur identité italienne ; cf. aussi à certains moments l'articulation de l'albanité et de la grécité, l'ottomanisme. Des albanophones ont d'ailleurs adhéré à d'autres nationalismes que le nationalisme albanais.

Annexe 2 : Alain Mahé : *Histoire de la Grande Kabylie XIX^e^-XX^e^ siècles*. ed. Bouchène 2001, 650 p.

Introduction :

L'étude se focalise sur les institutions politiques locales, méprisées car archaïques, disqualifiées dans l'Algérie postcoloniale pour leur collaboration supposée avec les Français. L'administration coloniale a effectuvement protégé ces institutions, entre autres pour éviter l'anarchie : il n'y a pas eu déstructuration complète de la société algérienne, notamment dans les montagnes kabyles où il n'y a pas eu de colonisation rurale. Mais il y a eu des évolutions profondes, et notamment la reprise progressive par les Kabyles d'un discours sur eux-mêmes d'origine coloniale.

Partie 1 : situation initiale.

La Kabylie est une région densément peuplée (certains gros villages se touchent, comme dans les Beni Yenni[963]) mais assez arrosée. L'agriculture traditionnel est de type « mixte discontinu » : arboriculture (figuiers, oliviers, chênes) en montagne, généralement exploitée communautairement[964] ; céréaliculture intensive en plaine. L'artisanat était très dynamique au début du XIX^e^ siècle (armuriers, orfèvres des Beni Yenni).

La Kabylie précoloniale était répartie entre deux beylicats : Alger et Constantine. Les autorités la tenaient par le bais de marabouts qu'ils rétribuaient, de garnisons de janissaires retranchées dans des fortins, et de tribus vassales supplétives des janissaires. Cette administration se bornait en gros au recouvrement des impôts, sans rendre aucun service public ni judiciaire. Selon les rapports de forces locaux, les tribus étaient très inégalement imposées, certaines ne payaient rien du tout. Certaines payaient un impôt calculé en nature, d'autres en monnaie. De l'impôt dépendait la délivrance des permis de voyage hors de Kabylie.

Les confréries relogieuses étaient largement tombées aux mains des marabouts (la « noblesse du chapelet » selon Jacques Berque[965]) ; la principale était la Rahmaniyya, fondée vers 1770, qui joua un rôle central dans l'insurrection de 1871. C'étaient les marabouts qui négociaient entre leurs tribus et les Ottomans (en échange, ils recevaient souvent des apanages, c'est-à-dire des exploitations agricoles dans les plaines) ; mais leur ascendant sur leur tribu était inégal.

---

963 Les villages étaient organisés par quartiers, qui regroupaient chacun un clan ; souvent les cimetières reproduisaient cette organisation.

964 Les villages pssédaient aussi en commun des champs, souvent concédés à des marabouts en échange de leurs services religieux et d'enseignement, et des pâturages, où le troupeau du village allait paître sous la garde commune d'un berger recruté à tour de rôle dans les différentes familles. Les arbres jouissaient d'un statut hybride entre l'immobilier et le mobilier, puisqu'ils n'avaient pas forcément le même propriétaire que le sol où ils poussaient.

965 Le terme arabe « marabout » désigne en Afrique du Nord un saint homme, en général un mystique, rattaché à une *silsila* (chaîne de transmission de la maitrise spirituelle) qui suit une voie ésotérique de l'islam. C'est un maitre spirituel qui mène une vie de dévotion recluse et ascétique. Souvent la population paysanne ou montagnarde lui attribue toutes sortes de « miracles » qui ont donné lieu à de nombreuses croyances populaires. Contrairement aux accusations des orthodoxes musulmans, ces saints n'appellent pas les gens à les adorer mais à adorer Dieu sans rien lui associer ; mais ils ont parfois du mal à modérer les élans de leurs fidèles (surtout après leur mort !). Les marabouts sont généralement enterrés dans des sanctuaires appelés *qûbè* en raison de leurs dômes, mais qu'on appelle parfois aussi « marabouts » en français. (source de cette note : Wikipédia — méfiance : l'article est très mal rédigé, et j'ai coupé un certain nombre de jugements de veleur douteux).

Ces villages avaient des assemblées (*tajmat* en kabyle : le mot désigne aussi l'édifice où elles avaient lieu[966]) qui se réunissaient toutes les semaines, le lendemain du marché, sous l'autorité d'un *amîn* (guide — une charge assez lourde financièrement, il fallait notamment nourrir l'assemblée, d'où souvent pénurie de cadidats). Ces réunions rassemblaient tous les hommes à l'exception de ceux qui étaient statutairement indignes (bouchers, musiciens ambulants, mesureurs de grain) ; les adolescents assistaient aux réunions (leur admission faisait l'objet de festivités). Il y avait aussi des assemblées « de crise », réduites, où l'on retrouvait les notables et un représentant de chaque lignage : ces comités restreints avaient le pouvoir réel, l'assemblée pleinière servant largement de chambre d'enregistrement et de proclamation. Les décisions étaient prises à l'unanimité, ce qui favorisait le conservatisme. Les débats étaient très solennels et théâtralisés, avec un « règlement intérieur » assez précis pour éviter la foire d'empoigne ; pas de référence en revanche à une tradition ancestrale, ni à un législateur mythique comme dans la Grèce antique. La *tajmat* levait la dîme, qui servait à payer notamment les enseignants, les aumônes, etc., ainsi qu'un autre impôt levé la fin du carême et lui aussi destiné à l'entretien des pauvres ; plus des contributions exeptionnelles liées à diverses dépenses publiques (entretien des chemins et fontaines, construction et entretien de bâtiments, etc.). Elle gérait les marchés (parfois en liaison avec le responsable d'un établissement religieux voisin) et les alpages, rendait (gratuitement) la justice tribale (litiges entre villageois, respect du code d'honneur), organisait les travaux collectifs et le ban des récoltes, prenait en charge l'enseignement et le culte au cas où le marabout local était ignare ou avait disparu dans la nature, finançait diverses agapes, organisait la guerre — recrutant notamment les *imessbelen*, sortes de kamikazes qui devaient tenir une position à tout prix[967].

D'autres structures très vivaces étaient les tribus, censées remonter à un ancêtre commun (souvent un marabout) qui faisait l'objet de biographies stéréotypées : comme chez les Arabes maghrébins, ce n'était jamais un autochtone — il venait souvent du Sud marocain, ce qui correspond effectivement à une vague maraboutique en provenance de cette région au Moyen Âge[968]. Les tribus avaient chacune leur assemblée, réunion des différentes assemblées de villages.

Les tribus se fédéraient en confédérations dont certaines remontaient au Moyen Âge : sur 126 tribus, 70 étaient regroupées en 12 confédérations. C'étaient avant tout des structures guerrières, elles n'étaient activées qu'en cas de conflit armé avec une autre confédération : elles fonctionnaient sous une direction unique, mais avec des contingents tribaux séparés. (Il y avait aussi des alliances ponctuelles entre tribus non confédérées). Elles s'entendaient parfois pour dessiner une ébauche de droit supratribal, écrit : ainsi, en 1748, une dizaine de tribus de Kabylie centrale décidèrent, en contradiction avec la *sharia*, d'exclure les femmes de l'héritage[969]. Mais, pour l'essentiel, chaque village avait son propre droit, ce qui nécessitait de délicates médiations en cas de différend entre villages : les recueils (oraux) de 30 à 100 prescrip-

---

966 En fait d'édifice, il s'agit souvent d'une tronçon de rue qu'on avait aménagé avec un toit et des banquettes ; les assemblées exceptionnelles, plus importantes, se réunissaient sur l'aire à battre le grain, au cimetière, etc,

967 En 1871, à Fort National, les Français en affrontèrent 1.600, qu'il « fallut » tuer jusqu'au dernier.

968 De manière générale, la Kabylie est une région refuge où beaucoup d'individus ou de groupes sont venus se fondre dans la population, y compris des déserteurs de l'armée française à l'époque coloniale. Il y a des Kabyles blonds aux yeux bleus… qui, malgré des mythes locaux très ancrés, ne descendent pas tous des Vandales !

969 En pratique, les autres tribus (et les non-Kabyles) se comportaient identiquement, mais en rusant avec les règles coraniques : l'une des ruses les plus classiques était de constituer l'héritage en un *habous* dont les mâles et leurs descendants avaient l'usufruit jusqu'à l'extinction de la lignée. Les usufruitaires des *habous* pouvaient même les mettre en location ou en métayage ! De manière général, le système des *habous* avait complètement dégénéré, et pas seulement en Kabylie : il servait essentiellement à renforcer des positions sociales d'une génération à l'autre.

tions, plus les amendes en cas de manquement (pas de prison !), s'appellent des *kanun*, un mot de lointaine origine grecque qu'on retrouve en albanais. Contrairement à la situation albanaise, la vendetta interfamiliale (en cas d'homicide par exemple) échappait au *kanun*[970] ; les personnes prises en flagrant délit de vol sur les marchés étaient lapidées. Beaucoup d'analystes intoxiqués par les mythes kabyles coloniaux ont fait du système judiciaire kabyle un système complètement laïc, en tension avec les valeurs islamiques promues par les marabouts (cette tension aurait recoupé une tension Kabyles-Arabes) : en réalité, plus que de conflits, il s'agit de synthèses incessantes, les marabouts exerçant entre autres des fonctions médiatrices en liaison avec les assemblées de villages.

Les conflits intra-tribaux étaient le plus souvent réglés par l'arbitrage des marabouts, par des négociations entre assemblées ou leurs représentants, ou par des combats ritualisés par le biais de « champions » ; il y avait des trêves dans ces conflits, pour ne pas faire obstacle au commerce ni aux récoltes. Parfois les vaincus devaient s'exiler, parfois une partie d'un village faisait sécession et en fondait un autre. Les guerres tribales étaient plus âpres et plus longues, mais elles s'chevaient rarement par la destruction d'un des deux camps. Tout ceci rappelle de fort près la Grèce archaïque.

Partie 2 : la période coloniale.

Il existe un mythe colonial kabyle, apparu dans les années 1860 dans les milieux français, mais qui s'est assez vite diffusé en Kabylie même : les Kabyles, parés de toutes les qualités déniées aux Arabes, on fait l'objet d'une politique d'assimilation et de francisation par l'école, car ils étaient considérés comme infiniment plus « civilisables » ; cette politique a effectivement eu des effets concrets, notamment en termes de niveau scolaire et de francophonie, qui sont encore sensibles aujourd'hui — surtout, le complexe de supériorité des Kabyles envers les Arabes, et leur attachement à leur langue et à leur culture, sont plus forts que jamais en ce début du XXI^{e} siècle.

L'opposition se voulait une opposition entre nomades (arabes) et sédentaires (kabyles), entre Sémites (Arabes) et populations d'origine nordique (ce mythe tournait aurour des Vandales, qui ont dominé l'Afrique du nord entre la fin de l'Empire Romain et l'invasion arabee, et qui sont censés avoir légué à certains Kabyles leur peau très blanche et leurs yeux bleus), entre tyrannie (arabe) et démocratie villageoise (kabyle), entre fanatisme (arabe) et laïcité (kabyle), entre oppression et liberté de la femme[971], entre paresse et foruberie (aabes) et goût du travail et orgueil (kabyles), entre misère (arabe) et richesse (kabyle), etc. Ce mythe n'était pas exactement au départ un instrument de la politique coloniale française, du « diviser pour régner » : les choses sont plus complexes ; comme souvent, la légitimité de ce discours s'est construite préalablement à son instrumentalisation (sinon ça n'aurait pas si bien marché), d'abord dans des milieux universitaires. Mais il montra une remarquable capacité de résistance à la réalité : ainsi les prédicateurs chrétiens s'obstinèrent longtemps à aller faire du prosélytisme dans des villages kabyles qui les accueillaient fort mal, au nom du présupposé que l'islamisation des Kabyles était superficielle.

---

970 Cela dit, le *kanun* prévoyait une amende en cas d'homicide : c'était une atteinte à l'honneur du village, tout particulièrement en cas de parricide (puni, de plus, de lapidation). Ce type de crime était assez courant, sans doute parce que les exploitations agricoles étaient familiales, avec tous les conflits afférents ; et ils ne pouvaient pas être réglés par la vendetta, car cela aurait rapidement provoqué l'extermination de la famille concernée.

971 Ceci est évidemment du pur délire : la situation juridique des femmes était pire en Kabylie que dans les régions arabophones, le fait qu'elle soient moins souvent et moins radicalement voilées n'y change rien — ce dernier point est d'ailleurs plus vrai aujourd'hui, au terme d'un siècle et demi de relative sécularisation de la société kabyle, qu'au XIX^{e} siècle : autrement dit, c'est un résultat de l'intériorisation par les Kabyles de l'idéologie du colonisateur.

En 1830, les Kabyles avaient envoyé des contingents aider le dey, mais le régime algérois s'était effondré si vite que certaines n'avaient même pas combattu. Elles en profitèrent pour reprendre une indépendance quasi totale. Puis la France hésita une dizaine d'années, ensuite elle consacra une grande partie de son effort de conquête à la lutte contre Abd el-Kader, loin de Kabylie, puis il y eut les soubresauts de la II^e^ République : la campagne militaire contre la Kabylie ne commença qu'en 1855, pour s'achever deux ans plus tard. Les Français installèrent en Kabylie un poste militaire, Fort National.

La guerre provoqua une suspension des vendettas, et força à dépasser le stade villageois d'organisation — cela dit, il restait très prégnant : Abd el-Kader eut du mal à rallier les Kabyles, qui l'éconduisirent en 1841 et en 1845 ; cependant dans l'ensemble ils furent ses alliés. On assista aussi à une exaltation de l'appartenance commune à l'*umma*, mais aussi à une recomposition profonde du paysage religieux : les marabouts jihadistes venus de toute l'Algérie échouèrent à chasser les Français, mais la Kabylie leur servit largement de refuge ; en sens inverse, après la défaite une bonne partie des dignitaires religieux de la région s'exila (surtout au Mashrek), il y eut un début de perte de confiance dans les marabouts et djinns tutélaires des villages, qui n'avaient pas su les protéger contre les Français. Enfin, tout ça entraîna un renforcement de la Rahmaniyya.

De 1857 à 1871, la Kabylie fut globalement administrée par des militaires : elle n'était pas (ou très peu[972]) ouverte à la colonisation agraire civile, les militaires y étant hostiles. Après avoir vaincu les tribus ceux-ci firent tout ce qu'ils purent pour empêcher la réactivation des conseils tribaux[973], et gérèrent la région au niveau exclusif des villages. Ils maintinrent les *tajmat*, rebaptisées *jemâ'a* (un mot arabe valant pour toute l'Algérie), mais en durcissant le système : ils définirent le corps électoral villageois de manière censitaire, annualisèrent la rotation aux fonctions directives. Pour avoir force de loi les *kanun* devaient être visés par l'administrateur militaire (ils furent mis par écrit, d'abord en arabe, puis en français vers 1900) ; en revanche, les militaires s'arrogèrent la répression des crimes (la vendetta était évidemment interdite), et bien sûr ils manipulaient les élections (un usage de toute façon incompréhensible pour des gens qui vivaient dans une culture de l'unanimité). Les indigènes n'adhérèrent que superficiellement à ces nouveautés, ils dupliquèrent ces institutions coloniales d'autres institutions, clandestines, qui reprenaient la structure des *tajmat*.

Cette disparition des assemblées tribales bénéficia à la Rahmaniyya, seule structure plus large que le village à subsister : le passage du maraboutisme au confrérisme s'accéléra. Il y eut aussi, malgré l'opposition des militaires, un début de prosélytisme chrétien : il remontait à la création de l'évêché d'Alger en 1838 (élevé au rang d'archevêché en 1867 ; le premier, Mgr Lavigerie tenait que l'islam des Berbères n'était qu'un vernis, où l'on reconnaissait des traces de l'ancien christianisme[974]). Le tout sur fond de calamités naturelles à peu près incessantes dans les années 1860 : épizooties et invasions de sauterelles (1864, 1866, 1867), sécheresse (1865 à 1867), choléra (idem), typhus (1865, 1869), variole (1865, 1872).

Tout cela déboucha sur l'insurrection kabyle de 1871 : elle éclata dans un contexte où, au lendemain de la chute de l'Empire, les colons se disputaient entre eux, et les militaires, notamment, étaient suspects. Hadj Mohammed Mokrani[975] la lança le 14 mars ; le 8 avril,

---

972 Au début, il y eut des tentatives dans l'extrême-ouest, mais le paludisme, le manque de moyens et de préparation des colons, plus des raids kabyles, y mirent fin.

973 En revanche, ils créèrent de toutes pièces des chefs tribaux (*amîn el-umena*). : ceux-ci distribuaient notamment les passeports intérieurs qui permettaient de voyager, et les permis de commercer.

974 C'est l'abbé Creuzat, un jésuite installé à Fort National, qui fit les premières tentatives. La fameuse affaire de l'orphelinat, qui n'eut pas la Kabylie pour cadre, et de fausses demandes d'évangélisation de villages kabyles forgées par Lavigerie, expliquent en partie la révolte de 1871.

975 Il appartenait à une famille alliée de la France depuis la conquête, mais dont l'autorité militaire avait

après trois semaines d'hésitation, le cheikh de la Rahmaniyya décréta la guerre sainte, mais les établissements religieux (*zawiyya*) affiliés à la confrérie hors de Kabylie refusèrent de suivre le mouvement. En juillet, tout était fini, sauf qu'un dernier carré d'irréductibles, mené par un frère de Mokrani, résista jusqu'en 1872. La répression se traduisit par un déclassement social assez massif des familles de clercs (par le baisi d'amendes et de séquestres qui les appauvrirent énormément), et par une nouvelle fragmentation du paysage religieux.

Après 1871 la France renonça à l'administration militaire : la complaisance des militaires envers les chefs traditionnels avait été perçue, haine républicaine de l'armée impériale aidant, comme la première cause de la révolte. Les *jemâ'a* de villages disparurent dès 1871, au moins en théorie (en fait, elles continuèrent à se réunir mais leurs *amîn* étaient désormais nommés par l'administration). Cependant le régime civil ne s'installa vraiment que vers 1880, avec des « communes de plein exercice »[976] là où il y avait des Européens, et des « communes mixtes » ou « communes indigènes » ailleurs, souvent appelées « douars », d'après le mot qui signifie « village » en arabe[977]. Une justice de paix gérait les affaires de mariages, divorces et successions selon le droit kabyle[978] ; il existait cependant la possibilité de réclamer d'être soumis à la *sharia* (le droit musulman, et en gros celui des Arabes).

La législation facilitait la mobilité du patrimoine foncier, c'est-à-dire concrètement les spoliations en faveur des colons (ainsi en 1897, les terres collectives devinrent aliénables). Pourtant les tentatives de colonisation rurale furent des échecs en Kabylie : les terres séquestrées en 1871 n'étaient pas toujours les plus exploitables, notamment dans les tribus de montagne, et du reste on permit à leurs anciens propriétaires de les racheter largement, et de les cultiver moyennant un loyer en attendant. Il faut dire que malgré la paupérisation liée à la répression de la révolte les Kabyles (surtout à vrai dire les usuriers) avaient les ressources nécessaires pour les rachats : si la production artisanale avait du mal à résister à la concurrence des produits français, le commerce restait florissant. Même dans les plaines, la colonisation fut un échec : dans la vallée du Sebaou, on passa de 817 périmètres de colonisation en 1875 à 337 en 1901, dont une partie cultivés par des métayers kabyles ; en fait d'Européens, les bourgs des communes de plein exercice n'abritaient plus guère que des fonctionnaires et des comerçants. L'achat de terres (surtout confisquées à des familles cléricales) par

---

progressivement rogné les prérogatives ; la cause immédiate de sa révolte semble avoir résidé dans une sombre affaire de créances non soldées pour cause de tourmente politique en France.

976 C'est-à-dire en principe fonctionnant comme des communes françaises, si ce n'est que tout le monde n'y avait pas le même statut : le « premier collège » électoral, parfois minuscule, regroupait les Français de nationalité, qui étaient soumis au droit français et élisaient les deux tiers du conseil municipal au suffrage universel; le deuxième regroupait les Kabyles, qui étaient soumis au droit kabyle ou à la *sharia* et élisaient le tiers restant au suffrage censitaire. Par ailleurs, les communes de plein exercice, étant des centres administratifs dont dépendaient les villages environnants, recevaient une partie du produit de leurs impôts, ce qui évidemment était mal supporté : c'étaient déjà les communes les plus riches.

N.B. Le système administratif décrit dans cette note et dans la suivante valait pour toute l'Algérie, Sahara exclu bien entendu.

977 Les douars, beaucoup plus étendus que les communes de plein exercice, correspondaient en gros aux anciennes tribus : autrement dit, ils regroupaient en réalité plusieurs villages. Ils étaient dirigés par un administrateur nommé par les Français.

À l'échelle des villages, au début certains aministrateurs réintroduisirent des *jemâ'a* élues (mais très surveillées et avec des fonctions très réduites) ; on vit même un administrateur organiser une assemblée exceptionnelle élue chargée de la modification d'un *kanun*… dans un sesn « européen » et « progressiste », bien sûr : cela touchait notamment le statut des femmes. Mais ces audaces disparurent dès la fin des années 1800. Il subsistait toujours des *tajmat* officieuses, et l'administration nommait des *amîn* de villages, non rémunérés.

978 C'étaient des juges français qui jugeaient selon le droit kabyle, à Tizi Ouzou et à Bougie, les deux villes de la région : il avait été mis par écrit et publié en 1874. Les indigènes les consultaient le moins possible. Tout cela amena des transformations fondamentales dans les rapport des Kabyles à leur *kanun* : même les *tajmat* officieuses prirent l'habitude de mettre leurs dispositions par écrit. Dans l'ensemble, ce passage à l'écrit rigidifia beaucoup la coutume.

les usuriers, même s'il n'amena pas la constitution d'un *latifundio*, provoqua des changements brutaux dans la société kabyle[979].

Pas mal de lignages éclatèrent en familles plus étroites et perdirent de leur cohérence : c'était dû en partie au recul de la vendetta, ciment du clan au sens large, en partie à la multiplication des ruptures d'indivision du fait de l'expansion du système capitaliste (notamment de la possibilité accrue d'acheter et vendre la terre) : les indivisions étaient des structures d'exploitation en commun entre cousins parfois lointains.

C'est aussi à cette époque que la Kabylie commença à faire l'objet d'une tentative d'assimilation culturelle par le biais de l'école, avec pour effet essentiel que cette région assez réduite de l'Algérie produisit une proportion très élevée des élites algériennes au XX^{e} siècle. En revanche, la scolarisation en langue française progressa rapidement, surtout dans les douars (dans les communes de plein exercice, les colons s'opposaient à la scolarisation des indigènes). Vers 1900, dans certaines communes mixtes 50 % des enfants étaient scolarisés. Cette évolution s'accompagna d'une offensive généralisée contre l'islam : c'était dans cette région qu'il était censé être le plus facile de l'éradiquer. Il y eut entre autres une offensive contre les *zawiyya* (les espèces de centres culturels et commerciaux qui fonctionnaient dans les locaux des mosquées), dont un grand nombre fut fermé — or les seuls structures d'enseignement étaient des structures religieuses. Mosquées, sanctuaires et pélerinages étaient sous étroite surveillance, avec un système d'autorisations administratives. Marginalisés et appauvris, les clercs perdirent l'essentiel de leur statut social. À cette génération, notez que ce n'étaient plus les curés et Lavigerie qui menaient l'offensive contre l'islam, mais des républicains laïcs militants à la Ferry… notez aussi que cette politique fut pilotée de métropole contre l'avis d'Alger, qui ne voulait pas entendre parler d'éduquer les « melons »[980]. Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que beaucoup de Kabyles aient adhéré à la vision laïciste que les colonisateurs se faisaient d'eux : elle les mettait en position de force vis-à-vis des Arabes, et ils n'avaient le choix qu'entre cela et le mépris abyssal dont les Français écrasaient ces mêmes Arabes.

On vit apparaître de nouvelles formes de résistance, avec une généralisation du banditisme (au départ, il s'agissait de maquis antifiscaux[981]) jusqu'à son éradication par les gen-

---

979 Au niveau de la fiscalité la Kabylie jouissait d'un régime d'exception, en rupture totale avec le système musulman d'avant la conquête (alors que dans les régions arabes il demeurait une référence) : sans doute un autre effet du fantasme du « caractère superficiel de l'islam en Kabylie ». Les Kabyles ne payaient qu'une capitation (par familles). Au départ elle était très légère et il n'y avait que trois niveaux d'imposition, les indigents étant exemptés ; elle fut multipliée par 5 en 1874-1875, tout en restant inférieure à ce que payaient les Arabes, et par ailleurs de nouvelles taxes apparurent peu à peu à côté. Devenu de plus en plus compliqué avec le temps, ce système de la capitation kabyle disparut en 1918 au profit d'un régime commun avec les Arabes.

De même, il y eut une (lente) cadastration des terres : elle obligeait à distinguer plus clairement biens pivés, biens colectifs et biens communaux, désormais gérés par le colonisateur. Cette dernière évolution était une catastrophe pour les villages, car elle signifiait une perte de revenu et l'impossibilité pour les villageois de gérer ces pâtures et bois indispensables à la vie collective. Plutôt que de les céder à l'administration certains villages redistribuèrent leurs terres collectives, ce qui entraîna d'autres transformations profondes dans le rapport au sol et à la collectivité : « bien sûr, compte tenu que chaque villageois connaissait parfaitement les limites des communaux, particulièrement les plus modestes qui étaient les premiers à en jouir, le partage était initialement présenté comme provisoire et fictif et visait seulement à soustraire les terrains à la sagacité du commissaire délimitateur. Mais il est des provisoires qui durent, et, l'usage aidant, l'approriation privative devint une réalité qu'un modeste fellah aurait été bien mal inspiré de contester » (p. 272). En revanche, le colonisateur maintint le fameux régime foncier spécifique de certains arbres.

980 Les premiers instituteurs reçurent, chose exceptonnelle, des cours d'initiation aux mœurs et à la langue kabyle.

981 Suivant une étude de Pierre Bourdieu, Alain Mahé qualifie ces délinquants de « bandits d'honneur », en soulignant notamment qu'une autre chose qu'ils reprochaient aux Français était de les empêcher de mener leurs vendettas, autrement dit de défendre leur honneur ; il leur refuse en revanche le qualificatif de « bandits sociaux », car ils n'attaquaient que les représentants (indigènes) de l'administration, pas les riches, et ne redistri-

darmes vers 1900, mais aussi un début d'agitation nationaliste parmi les élites francisées vers 1910.

De 1900 à 1930, on assista à un début d'émigration kabyle en France, d'abord à l'initiative de l'administration (le premier contingent d'ouvriers semble avoir été envoyé dans une savonnerie de Marseille, en 1906, pour briser une grève). Il y avait déjà 10.000 à 15,000 Kabyles en métropole en 1914[982]. Dans les années 1920, le mouvement d'émigration devint volontaire, et surtout les immigrés kabyles se firent moins dociles, à tel point que certains patrons préféraient désormais les Marocains : l'immigration fut pour les Kabyles une école d'apprentissage des traditions politiques et syndicales occidentales. C'est dans ce milieu que naquit à Paris, dans les cafés kabyles du quartier Barbès-Rochechouart, vers 1926, le nationalisme algérien proprement dit[983].

> Le succès de cette émigration est lié à la totale sédentarité des Kabyles (plus adaptés que certains Arabes semi-nomades à la vie dans une ville occidentale), au relatif dynamisme économique de la Kabylie[984] (mais en même temps au déclin accéléré de l'artisanat local), au succès de la scolarisation ? Difficile à dire.

Le régime colonial évolua peu, à l'exception de l'instauration des « délégations financières » en 1898 : les Kabyles y étaient représentés séparément des Arabes, dans une proportion avantageuse, et la base censitaire de l'élection était plus large en Kabylie qu'ailleurs (cependant l'élection se faisait au suffrage indirect, par précaution : cela doublait les possibilités qu'avait l'administration d'y intervnir). Cette inégalité eut des effets profonds au niveau symbolique, pas seulement chez les Kabyles d'ailleurs. Les délégués kabyles obtinrent essentiellement que les revenus des biens communaux d'un village fussent affectés à ce village. Au niveau municipal, rien ne changea : les indigènes n'élisaient toujours qu'un tiers des conseils municipaux des communes de plein exercice[985].

Sur place, quelques Kabyles commençaient à obtenir la citoyenneté française (par abandon de leur statut juridique spécifique), au grand désagrément des Européens locaux. C'était un autre effet de la surscolarisation des Kabyles, qui maintinrent toujours une longueur d'avance sur les autres colonisés dans ce domaine. L'école transmettait aux Kabyles toute sorte de clichés sur eux-mêmes, clichés dans l'ensemble avantageux. Dans un manuel de 1920, on lit : « la population de l'Algérie comprend (…) beaucoup (…) d'indigènes, (…) surtout : 1° des Kabyles ou Berbères, actifs, industrieux (…) ; 2° des Arabes, indolents et fatalistes (…) ». Cela déboucha notamment sur un début de « berbérisme » culturel et littéraire, avec des enquêtes ethnographiques menées par des Kabyles instruits sur leur région, bref une réappropriation du savoir[986]. Il s'ensuivit un début de passage à l'écrit de la langue kabyle et notamment des traditions poétiques, qui jusque-là étaient orales et n'avaient pas

---

buaient pas le produit de leurs larcins. À plus forte raison, il souligne que leur « annnexion » par la geste nationaliste du XX^{e} siècle est un abus ; il souligne aussi que l'attitude des villageois envers eux était ambivalente, loin d'être toujours positive, en particulier du fait de leur célibat forcé, contraire aux codes d'honneur kabyles.

982 270.000 Kabyles furent mobilisés pendant la guerre, dont 124.000 dans les usines. Certains, bien sûr, restèrent en métropole par la suite.

983 Et le chanteur Marcel Mouloudji (1922-1994), dont la mère était bretonne. Il est notamment l'auteur de la chanson *Le déserteur*, que Boris Vian signa pour lui éviter de gros ennuis (on était pendant la guerre d'Algérie) ; et d'un xertain nombre de bluettes populistes dans la lignée de la chanson réaliste (Fréhel, Piaf, etc.) qui ont fort mal vieilli.

984 On remarque en particulier que les Kabyles demandaient à travailler en usine et pas à la terre !

985 Dans la commune du Djurdjura en 1919, le premier collège comptait 49 membres contre 58.843 pour le second !

986 Et la construction d'un récit mythique de l'histoire de l'Algérie qui faisait beaucoup plus de place à Jugurtha et à Massinissa qu'à la conquête arabe.

d'auteur bien définis[987]. Cette évolution déstabilisé les poètes de village, tandis qu'il apparut des « poètes en milieu scolaire » et post-scolaire, un processus d'individuation tout à fait typique de la modernisation d'une société traditionnelle. La mise par écrit massive des *kanun* de villages appartient au même processus d'entrée dans la modernité écrite (si ce n'est qu'elle se fit en français).

Enfin Alain Mahé note la pousuite de « l'inhibition des échanges de violence » et de « l'amorce d'un processus de privatisation de l'honneur » sous l'effet des « désenchantements »[988] produits, dans une société pourtant encore très rurale, par la colonisation, le capitalisme, l'éducation à la française, la pénétration de l'idéologie coloniale : « bientôt ce sera à l'idée de responsabilité individuelle de triompher du principe de solidarité lignagère du système vindicatoire » (p. 321). La vendetta subsistait mais elle ne touchait plus que l'auteur d'un crime, alors qu'auparavant c'était toute sa famille qui était menacée, et ce même si le crime n'avait pas été intentionnel (comme dans cas d'un fusil tombé par terre qui part tout seul) : ce souci de l'intention du criminel était une nouveauté par rapport aux codes d'honneur traditionnels. Alain Mahé souligne aussi que le temps cyclique du calendrier agricole cédait la place à un temps « purement linéaire, neutre et sécable » (p. 322), le temps de l'horloge ; il évoque enfin, en liaison aussi avec un recul de l'agriculutre traditionnelle et les débuts d'une agriculture moderne (travail pour le colon ou l'ancien usurier et de moins en moins pour la famille élargie ou le village, monétarisation de la terre, salariat, travail payé à la tâche, etc.) et l'immigration, une poursuite de « la déprise du magico-religieux » (en gros, il entend par cela ce qu'on appelait autrefois, *et que je vous interdis d'appeler,* les « superstitions paysannes ») : il parle d'un « rassemblement des classes montantes et des élites dans leur lutte contre l'« obscurantisme » et ce que l'on appelait alors la « féodalité indigène » », dans une sorte d'« unanimité » (p. 327).

De 1930 (l'« année du centenaire » en Algérie) à 1945, on vit basculer le Maghreb et notamment la Kabylie, en partie du fait de la crise économique mondiale qui l'affecta particulièrement, en partie du fait de la pénétration acéélérée de l'économie de marché et de l'extraversion croissante de la région, mais aussi du fait de l'importance croissante des revenus issus de l'immigration[989]. Dans les années 1930, la famine réapparut pour la première fois depuis 1867, comme en témoignent des reportages d'Albert Camus cités dans le corps du texte. Ce qui restait de réseaux et d'idéaux communautaires kabyles fut soumis à rude épreuve, le « potlatch » traditionnel cédant de plus en plus la place à des relations monétaires, et notamment à un essor du crédit usuraire.

La conséquence la plus importante de l'immigration pour la société kabyle fut sa politisation : jusqu'en 1954, les Kabyles étaient très surreprésentés dans le mouvement nationaliste algérien. Cela dut avoir des conséquences en termes de mentalités jusque dans les villges, même si nous les percevons mal ; outre les évolutions politiques proprement dites il faut évoquer le bouleversement des rapports familiaux (l'immigré, même jeune, prenait le pouvoir sur les vieux parce qu'il était relativement riche et qu'il avait vu le vaste monde ; il se mariait souvent hors de son village, voire parfois avec une Arabe ou une Française). De nouveaux types de solidarités, partisane et nationale (p. 413, AM parle d'« enchantements nouveaux »), vinrent corroder les fidélités anciennes au village et au lignage : le sens de l'hon-

---

987 Sauf cas d'une personnalité particulièrement affirmée comme celle de Si Mohand (1845-1906), dont l'œuvre connut (subit ?) une « mise à l'écrit » à l'européenne. On trouve encore chez les soldeurs un recueil de poèmes de lui, dans la défunte collection « Orphée ».

988 Référence à Max Weber et à son concept de « désenchantement du monde » moderne.

989 En 1930, il y avait 120.000 Kabyles en métropole, dont la moitié à Paris ; il s'agissait encore essentiellement d'hommes adultes, l'émigration massive des familles ne date que des années 1950. Cette année-là, les envois d'argent au pays chutèrent de moitié ; ils diminuèrent encore de 1939 à 1945. On vit réapparaître sur les marchés les glands de chêne qui avaient presque disparu de l'alimentation.

neur s'y réinvestissait de plus en plus (le machisme aussi, hélas). Paradoxalement, ceci ne signifiait pas que les *tajmat* (occultes ou plus ou moins tolérées) s'étiolaient : bien au contraire, elles avaient à régler tous les conflits issus de la modernité, tout ce qui n'était plus géréau niveau des lignages ni par la vendetta.

Par ailleurs, le mouvement réforme politico-religieux caractéristique l'entre-deux-guerres, le mouvement des oulémas, poussait, au nom d'une purification de l'islam, dans le sens d'une rupture avec les traditions : il critiquait l'islam des confréries, le maraboutisme (tout particulièrement le culte des tombeaux des saints hommes) et, de manière générale, les « superstitions » rurales qu'il assimilait à du polythéisme. L'islam traditionnel était qualifié de *bid'a* (« inovation » avec une connotation très négative) par rapport à la société du temps du Prophète et des califes *rashidûn*, idéalisée. Or la colonisation avait affaibli les marabouts ; comme les Kabyles demeuraient musulmans, il y avait parmi eux une demande de clercs de villages, que comblaient en partie ces réformistes, venus d'autres horizons (parfois tout simplement des médersas contrôlées par les Français et qui formaient le clergé algérien : les Kabyles y étaient surreprésentés).

En revanche, les oulémas étaient très conservateurs sur le plan social, et ils étaient largement quiétistes sur le plan politique, en tout cas à l'échelle de la Kabylie. Un point les éloignait des activistes kabyles : ils étaient inquiets de l'adoption par de nombreux Kabyles d'un discours identitaire qui, d'une part, portait au laïcisme, voire aux conversions au christianisme[990], d'autre part rompait l'unité du peuple musulman d'Algérie. Les oulémas tenaient sur l'Algérie un discours très arabiste, axée sur l'identité arabo-musulmane du pays — à l'indépendance, le F.L.N., pourtant laïc et socialisant, reprit ce discours (après la grande défaite des Kabyles dans la guerre d'indépendance et la guerre civile qui la suivit immédiatement : ces événements sont hors de vote programme), en partie par exaspération envers les privilèges dont les Kabyles avaient joui à l'époque coloniale, en partie par « jacobinisme » (désir de faire à tout prix l'unité d'une nation qui n'avait guère d'héritages communs).

De 1945 à 1954, le basculement s'accéléra, d'autant que les massacres consécutifs aux émeutes de Sétif (en mai 1945) touchèrent particulièrement la petite Kabylie, toute proche que la grande (et de même langue), et que le nouveau statut de l'Algérie, promulgué en 1947, provoqua l'écœurement général : il reconduisait notamment le système du double collège (de toute façon les élections suivantes furent honteusement manipulées, ce que la population, de plus en plus gagnée à l'idée européenne de démocratie, supportait de moins en moins). Il y eut une réforme municipale largement[991] spécifique à la Kabylie (encore une fois jouait l'idéologie de la différence kabyle, ou le désir de diviser les indigènes, ou un mélange des deux) :

---

990 Vers 1930, il n'y avait que 200 à 300 kabyles chrétiens, mais leur existence révulsait les clercs : en islam, l'apostasie est le pire des crimes. Parmi ces exceptions, citons la conversion au christianisme en 1899, à l'âge de 16 ans, de Fadhma (Marguerite) Aïth Mansour Amrouche : cette grande dame, qui a laissé une autobiographie touchante (*Histoire de ma vie*, 1968) fut la mère du journaliste Jean Amrouche, qui collabora avec le F.L.N. et fut pour cela chassé de France en 1958 (il mourut en 1962), et surtout d'une très grande chanteuse, Taos Amrouche, l'une des premières voix en France de ce qu'on n'appelait pas encore la *world music* : étant très acculturée (elle était normalienne, avait épousé un peintre et vivait essentiellement au nord de la Méditerranée), elle était bien placée pour présenter la tradition musicale de son peuple au public français, enveloppée dans un discours culturel acceptable par ce public (et par ailleurs dans une forme musicale très intellectuelle, très classicisante, très épurée, la moins « orientale » possible). Elle ne connut pas un très grand succès mais ouvrit la voie à une génération de chanteurs kabyles plus populaires, parmi lesquels Idir dont le premier grand succès (*A vava inou va*) date de 1977, deux ans après sa mort : ce fut la première chanson dans une langue non occidentale, et peut-être bien la première chanson dans une langue autre que le français et l'anglais, à devenir n°1 au hit-parade. Pour en revenir à Taos Amrouche, elle a enregistré (dans les années 1960 et 1970) quatre disques qui viennent d'être réédités et que je vous invite à écouter, plus un disque de chants traditionnels… de Castille. Elle est par ailleurs l'auteur du premier roman jamais écrit par un(e) musulman(e) d'Algérie, *Jacinthe noire*, paru en 1947 (en français évidemment ; mais elle chantait en kabyle).

991 Deux tiers des communes concernées étaient en Kabylie.

certains douars, les plus francisés, les plus dociles, les plus dynamiques, furent tranformés en communes de type français, à l'échelle des villages (c'est-à-dire qu'on les fit éclater), avec un conseil municipal et un maire élus au suffrage universel. Ces conseils municipaux furent évidemment des écoles de patriotisme… mais pas de patriotisme français contrairement à ce qu'avaient espéré les promoteurs de la réforme ; ce d'autant qu'à l'échelle municipale, les élections pouvaient difficilement être autant manipulées qu'à l'échelle de toute l'Algérie (cela dit, il y eut des boycotts des élections municipales).

En examinant les élections municipales de cette période, on note que la vieille culture de l'unanimisme villageois était loin d'être morte : aux premières municipales de la IV^e^ République, dans la grande majorité des villages il n'y eut qu'une liste en lice, la répartition entre les différents centres de pouvoir local (lignages, partis politiques, etc.) ayant été réglée à l'avance par concertation, par la *tajmat* occulte. Celle-ci subsistait, une partie du budget du village étant discrètement détournée pour ses besoins (sauf là où un conflit finissait par éclater entre elle et le conseil municipal) : en gros, la réforme de 1947 lui avait donné une quasi-reconnaissance officielle.

L'émigration explosa : en 1950, 10 % des ressortissants de certaines communes kabyles vivaient en métropole, soit 30 % de la population masculine adulte de ces villages. Leur population vivait de plus en plus exclusivement des transferts d'argent effectués par les immigrés. Il se produisit un début de dépaysannisation de la société kabyle : au village, de plus en plus de terres étaient abandonnées, à la fois parce qu'il n'y avait plus d'hommes et parce ceux qui restaient refusaient de gratter la terre pour des bénéfices ridicules.

Annexe 3 : Jean-Yves Frétigné : Histoire de la Sicile, Fayard 2009, 469 p.

Vers 1795, la Sicile n'était pas une terre inconnue des Occidentaux : elle faisait partie du « grand tour » des premiers touristes britanniques, du fait de ses nombreuses ruines grecques mais aussi des souvenirs du royaume normand médiéval, de l'Etna et de coutumes pittoresques comme les festivités de la Sainte-Rosalie à Syracuse (on y annexait souvent Malte qu'on visitait en même temps). Ainsi Göthe visita la Sicile en 1787.

Ce fut la seule région d'Italie à ne pas connaître directement l'expérience du jacobinisme[992] (à part quelques conspirations à Catane, la dernière en 1803) puis de l'occupation napoléonienne : alors que les Français entrèrent à Naples en janvier 1799 et y créèrent une République Parthénopéenne, qui ne survécut que jusqu'au mois de juin, la Sicile échappa à l'occupation française — le roi de Naples se réfugia même à Palerme. Mais les Napolitains affichèrent leur mépris pour les Siciliens et, à leur retour, allèrent jusqu'à tailler des domaines en Sicile pour leurs alliés, y compris l'amiral britannique Nelson qui se retrouva duc de Bronte, à la tête de l'un des plus vastes domaines de l'île. Entre 1805 et 1815, Naples échut à Joseph Bonaparte, puis à Murat : à nouveau, la cour de Naples s'exila à Palerme.

Si le jacobinisme n'eut guère d'influence en Sicile, les troupes britanniques alliées du roi de Naples, en revanche, apportèrent d'autres idées modernes. En effet, aussi bien en 1799 qu'en 1806, c'est sur des navires britanniques que le roi gagna la Sicile, et la période 1806-1815 est parfois présentée comme une occupation britannique de l'île tant la présence britannique était importante (20.000 soldats, mais aussi de nombreux marchands privés de commerce avec l'Europe par le blocus continental : la Sicile fut une plaque tournante de la contrebande). En particulier, les Britanniques jouèrent un rôle dans l'adoption d'une constitution, en 1812 — elle était censée adoucir, entre autres, les très fortes tensions qui existaient entre la Cour, formée d'aristocrates napolitains, et l'aristocratie sicilienne : Londres ne pouvait accepter que la discorde régnât chez ses alliés. Il y eut un quasi-coup de force britannique, le roi et la reine, hostiles à toute constitution, acceptant de quitter Palerme tandis que leur fils François était nommé vicaire du royaume. C'est la constitution espagnole de Cadix, promulguée début 1812, qui servit de modèle ; elle devait beaucoup elle-même aux traditions politiques britanniques. Elle s'accompagnait de deux mesures essentielles : l'abolition de la féodalité ; la séparation du royaume de Sicile et du royaume de Naples (sous le même souverain, obligatoirement représenté à Palerme par l'héritier du trône), ceci afin de satisfaire les aspirations autonomistes de la noblesse sicilienne. La première de ces deux mesures suscita d'ailleurs peu d'enthousiasme dans la population sicilienne parce qu'elle s'accompagnait de la disparition de privilèges (« usages civiques ») gagnés de haute lutte par un combat séculaire, comme le droit de pâture sur les terres du seigneur ou celui de ramasser du bois dans ses forêts, au profit d'une conception moderne de la propriété privée.

Les institutions constitutionnelles fonctionnèrent très mal, et à son retour à Naples le roi annula la constitution de 1812 : il revint à la monarchie absolue et la Sicile perdit sa personnalité propre et même l'autonomie féodale dont elle avait joui jusqu'en 1799 (à partir de 1816, le royaume de Naples réunifié prit le nom de royaume des Deux-Siciles, une référence à l'ancien double royaume des Normands et des Souabes au XII^{e} siècle).

La Sicile se trouva donc, pour la première fois depuis le XVI^{e} siècle, ravalée au rang de province d'un royaume très centralisé — à l'imitation d'ailleurs en partie… de la France napoléonienne, comme le montre le Code Civil adopté en 1819. Le découpage administratif dû à Murat, conservé dans la partie continentale du royaume, fut même étendu à la Sicile (en 1817). Palerme, qui avait par ailleurs perdu son port franc, n'était plus que le chef-lieu de

992 Il y eut quand même au moins un jacobin sicilien avant le début de votre programme, Francesco Paolo di Blasi (1753-1795), qui tenta d'instaurer une république à Palerme en 1793 et fut décapité : c'est le personnage principal d'un beau roman de l'écrivain sicilien (du XX^{e} siècle) Leonardo Sciascia, *Le conseil d'Égypte*.

l'une des 7 provinces siciliennes du royaume. Il y avait quand même un Lieutenant en charge des affaires toute l'île, qui siégeait à Palerme et devait être un membre de la famille royale ou un Sicilien ; les charges et offices publics étaient réservés aux Siciliens. Les conseils civiques et les maires étaient nommés.

En revanche, Naples ne revint pas sur l'abolition de la féodalité ; mais dans la réalité l'ancien fief se perpétua le plus souvent en *latifundio*. On assista même souvent à un maintien du majorat, c'est-à-dire que pour ne pas diviser les grands domaines, on en réservait l'héritage à l'aîné des garçons. Théoriquement pourtant, ce système avait été aboli en 1818, et cette abolition entra peu à peu dans les mœurs entres 1830 et 1860 : une bonne nouvelle pour les cadets de l'aristocratie, qui n'étaient plus obligés d'embrasser la carrière ecclésiastique ou militaire. Une autre loi vint ébranler la puissance de l'aristocratie, en 1824 : elle autorisait la vente de grands domaines pour satisfaire leurs créanciers. Cette mesure provoqua d'importants transferts de propriété, mais surtout entre aristocrates, car c'étaient des nobles qui prêtaient aux nobles. Enfin, concernant les « usages civiques », une loi de 1839-1842 tenta de régler le problème en transférant une partie des domaines fonciers (un tiers à un cinquième selon les lieux) aux communes.

Tout ceci n'entraîna aucun développement : l'île demeurait pauvre et arriérée. Des centaines de villages n'étaient accessibles que par des sentiers muletiers. Il apparut pourtant une première industrie, celle du soufre : ce sont des Britanniques qui la lancèrent en 1808, il y avait 15 mines en 1815 et près de 200 en 1845, d'où déjà des probèmes de surproduction. Le soufre provoqua un premier exode rural, malgré des conditions d'extraction infrahumaines (le mineur ou *picconiere* travaillait nu à 200 ou 300 m de profondeur, les pieds dans l'eau soufrée et les poumons dans l'admosphère qu'on devine, assisté, pour le transport, de petits garçons ou d'adolescents qu'il avait achetés à leurs parents et qu'il exploitait sans vergogne, y compris sexuellement : ces *carusi* affrontaient non seulement la chaleur et la pollution de la mine mais aussi le froid du dehors, puisque les soufrières se trouvent autour du cratère de l'Etna). Comme le sous-sol appartenait aux propriétaires du sol, ces mines étaient la propriété de grands aristorcates, mais les acheteurs étaient des Britanniques.

Il y eut trois grandes révoltes contre Naples, en 1820, 1837 et 1848. La première fut une révolte palermitaine et autonomiste, qui réclamait le rétablissement de la constitution de 1812 — outre les problèmes ci-dessus évoqués, il faut évoquer les mécontentements liés à la conscription obligatoire, introduite en 1818 et abolie en 1821. Mais aucune autre ville ne suivit Palerme, en partie du fait de rivalités entre cités siciliennes, en partie parce que les libéraux siciliens interprétèrent la révolte de Palerme comme une révolte réactionnaire et féodale. La révolte de 1837 fit suite à une épidémie de choléra qui fit 70.000 morts : le peuple accusa le gouvernement napolitain d'avoir empoisonné l'eau et l'air. L'insurrection toucha surtout la Sicile orientale et notamment Catane ; la répression fut sévère, 180 insurgés durent fusillés. Par représailles, Naples annula la disposition réservant aux Siciliens les emplois administratifs en Sicile : il y eut un afflux de Napolitain, relativement compétents mais fort arrogants.

La décennie suivante fut marquée par l'ébauche d'un mouvement italianisant, qui contestait toujours le royaume de Naples mais, cette fois, au profit d'un rêve d'unité de toutes les régions de langue (écrite) italienne. Au départ, comme ailleurs, ce fut un mouvement littéraire plus que politique, mais Mazzini fit des disciples dès les années 1830, notamment par le biais d'une *Legione Italica* fondée par un certain Nicola Fabrizi. Cela dit, le mouvement particulariste, et même largement indépendantiste, était certainement aussi fort, voire davantage : et certains italianisants réclamaient une autonomie très large de leur île à l'intérieur de la future Italie.

La révolution de 1848 éclata en Sicile dès le mois de janvier, donc avant Paris. La traditionnelle révolte contre Naples (le Parlement élu en mars 1848 proclama l'indépendance de

l'île le mois suivant) se doubla rapidement de graves troubles sociaux (incendie de registres cadastraux, voies de fait contre les agents du fisc), ce qui, joint aux rivalités entre villes, aboutit rapidement à l'anarchie, et les Napolitains réoccupèrent l'île sans grand problèmes début 1849.

L'échec du projet indépendantiste provoqua un regain d'intérêt pour l'idée italienne, d'autant que pas mal de proscrits de 1849 allèrent s'exiler au Piémont (ou à Paris) : on note une nette « déprovincialisation » de leur horizon politique et intellectuel. Cela dit, il demeurait un courant libéral mais séparatiste. Par ailleurs, la politique des autorités napolitaines était plus répressive que jamais. Dès 1851, Mazzini envisagea une conquête du Midi à partir de la Sicile et prodigua des encouragements à Garibaldi. En 1856, un Comité Central clandestin se mit à préparer une insurrsction, qui avorta début 1857. Finalement, en mai 1860, avec l'accord de Cavour, et dans un contexte où de nouvelles insurrections venaient d'éclater en Sicile, Garibaldi débarqua à Marsala, à l'extrémité ouest de la Sicile, à la tête d'un millier de volontaires recrutés à Gênes (au Piémont) : ce fut la fameuse Expédition des Mille, qui aboutit à la prise de toute la Sicile (début août), puis de Naples. Dès les premières prises de contrôle de villes, le lieutenant de Garibaldi, le Sicilien Francisco Crispi, établit tous les actes publics au nom de « Victor Emmanuel, roi d'Italie » : jamais les Siciliens n'eurent la possiblité réelle de se prononcer sur l'avenir de leur île — il y eut bien un plébiscite au suffrage universel en octobre 1860, qui donna 432.000 « oui » et 670 « non », mais il eut lieu dans des conditions fort douteuses : c'était la première fois que les Siciliens votaient et l'île était soumise à un régime de dictature. Garibaldi, du reste, désapprouva cette procédure hâtive et méprisante, qui ne pouvait que susciter le mécontentement. Par ailleurs, de sérieux troubles sociaux éclatèrent à Bronte : des journaliers (*braccianti*) se mirent à massacrer des paysans propriétaires, à peine plus riches qu'eux mais leurs patrons. La répression fut terrible et Garibaldi, qui était censé être d'extrême gauche, la couvrit parce qu'à ses yeux l'unité italienne primait et qu'il fallait y rallier les élites siciliennes au lieu de les « braquer » : son nationalisme l'emportait sur ses idées sociales. Il n'y eut aucune réforme agraire, à l'exception des conséquences de la « désamortisation » des biens de l'Eglise en 1866 : elle n'eut d'ailleurs pas forcément des conséquences positives pour les pauvres, car les terres de l'Église ne leur furent pas distribuées mais furent vendues, essentiellement à des bourgeois, tandis que l'Église perdait les moyens d'assumer correctement son rôle séculaire d'institution caritative.

Les élites siciliennes acceptèrent l'annexion, qui leur offrait des possiblités nouvelles de carrière et d'affaires, et qui ne remettait nullement en cause leur domination sociale. Mais dès les premières années, il y eut des troubles, sans doute dus aux milieux nostalgiques de l'ordre napolitain plus qu'aux autonomistes libéraux : une « conspiration des poignardeurs », jamais élucidée, fit 13 morts en 1862 ; en 1866, des bandes armées venues de bourgades voisines envahirent Palerme, y prirent le pouvoir et n'en furent délogées qu'au bout d'une semaine. Et puis, dans les campagnes, il y eut ce fameux « brigandage » que j'évoque dans le cours ; Jean-Yves Frétigné, qui ne s'y intéresse guère et n'en fait pas un phénomène proto-nationaliste, le rattache aux tentative d'imposer en Sicile le service militaire, obligatoire au Piémont depuis 1854.

Tout cela fit que la Sicile acquit très vite auprès des élites italiennes une double image négative, celle d'une terre d'arriération mais aussi de révolte sociale : c'était un bout d'Afrique, une terre de féodalisme, de réaction et de barbarie qu'il fallait régénérer par la force, si possible avec l'aide de ses propres élites. L'état de siège fut proclamé à trois reprises dans les années 1860 ; l'armée mena une politique de terreur avec villages et bourgs encerclés, maisons brûlées, arrestation de femmes et d'enfants de déserteurs et de « bandits ». Il y eut 2.500 morts. Dans les années 1870, le gouvernement lança une grande enquête pour connaître les racines du mal sicilien : elle ne fut pas suivie de réformes mais imposa définitivement l'image d'une terre arriérée et notamment d'une terre mafieuse. « En liaison avec la popularité des

thèses de l'anthropologie criminelle de Cesare Lombroso (1835-1909), se développ[a] toute une herméneutique de l'infériorité raciale des Méridionaux qui en [faisait] une classe de délinquants contre laquelle la société "normale" [devait] se défendre ». Des préjugés « orientalistes », qui eurent la vie dure jusque dans les années 1970 faisaient de la Sicile une civilisation paysanne figée, quasiment immoblie depuis le Moyen Âge, où après l'Unité « tout aurait changé pour que rien ne changeât » puisque la structure féodale de la société serait restée fondamentalement la même : un vaste *latifundio* dirigé par des propriétaires absentéistes vivant à Palerme de leurs rentes, tandis que la mafia exploitait le peuple.

La population était alors déjà, et depuis la fin du Moyen Âge, majoritairement urbaine, si l'on inclut les gros bourgs d'une dizaine de milliers d'habitants qui parsèment l'île : l'habitat a toujours été extrêmement peu dispersé (une géographe française a apparemment forgé le concept d'*agrotown* pour ces agglomérations paysannes de la taille d'une ville). Cette urbanisation se renforça après l'Unité (75 % des Siciliens vivaient dans des agglométations de plus de 10.000 habitants en 1914), mais surtout les bourgs commencèrent à se vider au profit des villes moyennes et des trois grandes villes (Palerme, Messine, Catane). Progressivement, la bourgeoisie urbaine en vint à jouer un rôle de plus en plus important dans la vie de l'île, même si jusqu'aux années 1880 le suffrage censitaire très étroit l'excluait en bonne partie du vote ; mais une réforme de 1882 divisa le cens par deux, et en 1890, 36 % des Siciliens mâles adultes votaient (50 % dans la province sicilienne de Trapani, 24 % dans celle de Palerme). Pour les élections municipales, en 1889 le cens fut encore divisé par deux. Mais dès 1889, Rome dissolut le conseil municipal de Catane, qui venait d'élire un maire socialiste… Les préfets intervenaient sans cesse dans la vie municipale des communes siciliennes, avec l'appui de tous ceux qui craignaient la « décadence » politique liée à l'élargissement du suffrage.

L'économie progressa dans les années 1860, surtout grâce à la « faim de coton » consécutive à la guerre de sécession aux États-Unis (la moitié de la production italienne venait de Sicile) et 1870 : l'agriculture profita de l'Unité (la production de vin et l'exportation[993] d'agrumes doublèrent entre 1870 et 1883 : la Sicile poduisait les deux tiers des agrumes italiens), ainsi que l'industrie soufrière (dont la production doubla elle aussi) et les transports : le tonnage exporté à partir des ports siciliens quadrupla de 1870 à 1880. De nouvelles fortunes se constituèrent, comme celle de la famille Florio qui s'intéressait à la pêche au thon, au soufre, au marsala, mais possédait aussi 96 bateaux de commerce (en 1892), des chantiers navals et des investissements dans les assurances. De même, en 1885 il apparut un *Banco di Sicilia*. Palerme et Messine jouaient la carte du commerce lointain et notamment du canal de Suez, Catane s'industrialisa et s'attira le surnom de « Milan du sud ». Mais le réseau carrossable demeurait très en retard, 70 % des Siciliens étaient analphabètes en 1907, il y eut une épidémie de choléra en 1885. Surtout, la crise mondiale vint frapper l'île à partir de 1885, aggravée par des lois protectionnistes votées à Rome en 1887 : comme en France, on choisit de maintenir à tout prix les revenus des producteurs céréaliers (en Sicile, essentiellement des grands propriétaires) — au détriment des consommateurs, puisque cela renchérissait le prix du pain, aliment de base. Les choses allèrent un peu mieux à partir de la seconde moitié des années 1890, mais les Florio firent faillite au début du XX^{e} siècle, victimes, entre autres, de l'industrialisation de l'exploitation du soufre aux États-Unis.

Dans ces conditions les troubles agraires reprirent. Les premiers « faisceaux » de travailleurs (N.B. des organisations de gauche, socialisantes, à l'époque !) apparurent à Messine en 1888, puis à Palerme en 1892. le mouvement se diffusa rapidement dans toute l'île, au premier congrès (1893) il y avait déjà 70 faisceaux en Sicile, et 170 un peu plus tard la même année. Celui de Corleone, à coup de grèves (légales depuis 1890), imposa aux propriétaires

993 Il semble que pour Frétigné, le concept d' « exportation » inclut les transports à destination de l'Italie continentale ; mais ce n'est pas très clair.

fonciers de nouveaux contrats de métayage plus équitables, et surtout aux clauses décidées par des assemblées paysannes ; ce premier succès provoqua une vague de grèves dans toute la Sicile occidentale, mais Rome chosit la répression et les faisceaux furent dissous : il y eut en tout une soixantaine de morts. Certains faisceaux, du reste, étaient des relais du clientléisme local, d'autres étaient contrôlées par la mafia ; j'ai noté aussi que pas mal d'entre eux étaient liés aux communautés protestantes, notamment les Vaudois, dont je doute qu'elles aient été très nombreuses en Sicile. L'année suivante, une réforme électorale panitalienne très restrictive aboutit à une sévère épuration des listes électorales siciliennes : l'île perdit 52 % de son électorat, aec des pointes à 75 % dans certaines provines ! C'est alors que s'imposa en Sicile, marginalisée pour longtemps dans la vie politique italienne, l'idée d'un sacrifice de l'agriculture sicilienne sur l'autel de l'industrialisation du Nord, bref d'une « colonisation » du Midi par le Nord, qui serait la cause de son retard.

Cette époque fut aussi celle du grand exil des Siciliens. L'île comptait 2.400.000 habitants en 1861 (9 % de la population italienne), 3.700.000 en 1921. 1.100.000 Siciliens quittèrent leur île et l'Italie entre 1900 et 1913 contre seulement 230.000 entre 1876 et 1900 ; l'année record fut 1913, avec 145.000 départs. Après un bref rebond juste après la première guerre mondiale, l'émigration s'arrêta presque dans les années 1920 et 1930, à cause des lois dites « des quotas » aux États-Unis, des difficultés de l'Argentine et de l'hostilité du régime fasciste. Cette émigration, plus tardive que celle des paysans du Nord (à l'exception de l'émigration en Tunisie qui était ancienne), absorba la moitié de la croissance démographique de la période. Ceux qui émigraient n'étaient pas les plus pauvres, mais ceux qui avaient les moyens (matériels mais aussi intellectuels : un minimum de culture et d'ouverture d'esprit) d'entreprendre l'aventure. 75 % des émigrés siciliens se rendirent aux États-Unis, 15 % en Argentine. Un « *capo* » avançait l'argent du voyage, en tout ou en partie, et se chargeait de trouver un travail à l'immigrant à son arrivée en Amérique — ainsi que de l'exploiter sous prétexte de remboursement de la dette ; ce sont également ces personnages qui s'occupaient de rapatrier les économies des émigrés. C'est largement par le biais de ce système, du reste assez familier aux Siciliens car des choses très semblables fonctionnaient depuis longtemps entre villages et villes de Sicile, que la mafia a essaimé aux États-Unis… Sur place, les effets de l'émigration furent contrastés : diminution relative de la pression sur la terre, mais aussi augmentation des taux d'activité féminins (dans certains villages il n'y avait plus que des femmes !), léger recul du secteur agricole dans l'économie (mais sans effondrement de l'agriculture sicilienne), effets positifs des transferts financiers ; surtout, profonds effets psychologiques que j'évoque dans le cours — même si les liens ne furent jamais coupés à la première génération, une certaine incompréhension s'installa rapidement entre les émigrés et ceux qui étaient restés au pays, prisonniers des pesanteurs sociales et des archaïsmes mentaux. Pourtant, les liens avec les « Américains » (et les émigrés retournés au pays) firent sans doute évoluer les mentalités plus vite qu'elles ne l'avaient jamais fait.

Les villes siciliennes se modernisèrent, s'électrifièrent, se dotèrent de tramways, de réseaux de gaz, etc. — notamment Palerme où il apparut, parallèle aux deux grands axes anciens, quatre nouvelles avenues bordées de quelques beaux immeubles art-déco, et surtout Messine, détruite par un tremblement de terre en 1908 (il y eut 60.000 morts, plus 20.000 à Reggio de Calabre de l'autre côté du détroit). Mais on commençait déjà à se préoccuper de la préservation du patrimoine ancien : une multitude d'érudits locaux issus de la petite bourgeoisie multipliaient les monographies, indice d'un changement de mentalité qui est loin de tout devoir au tourime, même si celui-ci joua un rôle.

D'autres progrès étaient sensibles : en 1911, il n'y avait plus que 50% d'analphabètes (pour 36% en moyenne nationale).

Après la guerre, la pression sociale était telle qu'il fallut bien faire une ébauche de réforme agraire : en 1920, 341 *latifundios* déclarés incultes ou mal cultivés par l'administra-

tion furent confisqués et attribués à des anciens combattants. Mais cela ne résolvait ni le problème du *minifundio*, qui faisait rage un peu partout (vers 1930, la moitié des paysans siciliens cultivaient moins de deux ha, c'est-à-dire que pour vivre ils devaient aussi vendre leurs bras aux grands et moyens propriétaires), ni celui de l'endettement croissant des petits paysans.

Le fascisme, né dans la plaine du Pô, eut beaucoup de mal à s'implanter en Sicile, à l'exception des régions de Raguse et de Syracuse où il existait un prolétariat ouvrier nombreux et solidement organisé, et où il y eut beaucoup d'agitation d'extrême-gauche en 1919-1921 : cela ne signifie pas que le fasicsme ait été *suscité* par la bourgeoisie locale pour s'y opposer, mais plutôt qu'il puisait dans les mêmes viviers sociaux — les prolétariats, la petite bourgeoisie, les cohortes d'anciens combattants plus ou moins demi-soldes, et non la Sicile très arriérée de l'intérieur et des bourgs. En revanche, il ne fait aucun doute qu'à un certain moment, le fascisme fut *instrumentalisé* par les anciennes élites contre les « rouges ». Mussolini, exaspéré par la mafia (qui s'était beaucoup reforcée dans la semi-anarchie de l'après-guerre), reprit l'île en mains avec difficulté : voyez la longue note sur la mafia dans le cours proprement dit. En revanche, la politique fasciste de bonification des terres, qui joua un rôle si important dans la propagande du régime, n'aboutit en Sicile qu'a l'assainissement d'un demi-millier d'hectares de marécages. Une loi de 1940 s'attaqua de front au *latifundio*, à vrai dire déjà en net déclin : il apparu un Organisme d'État pour la Colonisation du Latifundio Sicilien. Le régime n'eut pas le temps de mener cette réforme à bien, mais dès 1940 il expropria la symbolique propriété des Nelson (qui en récupérèrent une partie à la Libération). Il apparut huit bourgs nouveaux, mais aussi un habitat paysan isolé : l'idéal du régime était un petite paysannerie du nord de l'Italie, pas les gros villages un peu trop communautaires de Sicile. Surtout, du coup, à la Libération, une réforme agraire était inévitable, les Alliés ne pouvaient quand même pas être en retard sur Mussolini sur ce point.

Les Anglo-Saxons débarquèrent en juillet 1943, l'île était entièrement libérée à la mi-août. La Libération provoqua une flambée séparatiste : le séparatisme, à peu près éteint depuis 1900, était réapparu lorsque Mussolini avait menacé le *latifundio*, avec l'idée que le fascisme et l'industriaisation étaient de détestables maladies nordistes dont il fallait à tout jamais garder la Sicile : il était apparu un parti indépendandiste, le M.I.S., en 1943. Ce séparatisme réactionnaire et qui ne pouvait s'appuyer que sur une étroite élite sociale en déclin n'avait aucune chance d'obtenir l'oreille des forces d'occupation, qui n'avaient pas envie d'avoir une révolution sociale sur les bras dans les cinq ans ; et puis, dès le début 1946 s'imposa l'idée que face au péril soviétique, il fallait une Italie forte donc unie. Le refus des Anglo-Saxons déboucha quand même sur un début d'insurrection dans une trentaine de villes de Sicile orientale dans l'hiver 1944-1945 ; il est difficile de distinguer ces événements d'un certain nombre d'émeutes de la faim, et aussi d'un début de guérilla menée par des nostalgiques du fascisme sur les flancs de l'Etna au printemps 1945 ; il apparut aussi une société secrète indépendantiste du style Charbonnerie ou Jeune-Italie, qui établit des liens avec le M.I.S. et le bandit Salvatore Giuliano, sans doute lié à la mafia (c'est le thème du film de Michael Cimino *Le Sicilien*, sorti en 1987). Un moment, fin 1945, la Sicile manqua de sombrer dans le chaos et sembla échapper aux forces de l'ordre.

Les Italiens réagirent avec intelligence : ils légalisèrent le M.I.S., qui ne rassembla que 10 % des voix aux élections constituantes et disparut dès 1948, tandis que Giuliano parvint à tenir le maquis jusqu'en 1950. Surtout, en 1946, pour la première fois depuis 1815 la Sicile reçut un statut d'autonomie, très généreux, et à partir de la fin 1944 il y eut une vaste réforme agraire avec baisse autritaire des loyers de la terre, refonte des contrats de métayage et concession des terres incultes aux paysans sous forme de coopératives. Ce fut la fin de la Sicile des *latifundios*, même si la chose n'alla pas sans mal : jusqu'au début des années 1950, une vague de « terrorisme agraro-mafieux » (plus de deux assassinats par mois en 1946-1948)

terrorisa l'île : les communistes locaux en furent les principales victimes. Une nouvelle réforme agraire confirma le processus en 1950 : entre 1952 et 1955, 100.000 hectares furent expropriés et 80 % furent redistribués à des paysans. Les latifundistes se mirent à vendre en masse pour tirer quelque chose de leurs terres : au total, 500.000 ha changèrent de mains. Mais le retard technique demeurait, la pauvreté aussi. Du reste, la proportion de Siciliens travaillant dans le secteur primaire se mit à décroître (40 % en 1960), surtout au profit du tertiaire car l'industrialisation de l'île fut un échec (16 % d'actifs dans le secteur secondaire en 1960), malgré divers grands projets sur lesquels je passe, et une brève fièvre pétrolière vers 1950. L'émigration reprit à partir de 1950, essentiellement désormais à destination du nord de l'Italie (et secondairement de l'Australie, de la France et de la Belgique) : elle toucha 400.000 personnes entre 1951 et 1961. L'île avait 4.700.000 habitants en 1950, seulement 4.900.000 en 1961.

Annexe 4 : Michel Levallois : *Ismaÿl Urbain, une autre conquête de l'Algérie*, ed. Maisonneuve & Larose 2001, 672 p.

Thomas Urbain Appoline était né à Cayenne en 1812 : c'était le fils naturel d'un certain Urbain Brue, négociant originaire de La Ciotat, qui l'éleva mais ne le reconnut jamais (il alla jusqu'à faire fabriquer de faux actes d'état-civil qui en faisait le fils d'un Noir du nom d'Urbain), et d'une Noire affanchie à l'âge de six mois en 1783. Bref, mulâtre et enfant illégitime, il était mal parti dans la vie.

Venu en métropole à l'âge de sept ans[994], il étudia au lycée de Marseille (donc dans un milieu bourgeois — il s'y faisait passer pour un Créole) ; en 1831, il entra en contact avec les saint-simoniens, et l'année suivante, il entra au fameux « couvent » de Ménilmontant, dont il fascina les dirigeants par son histoire personnelle — ils l'aidèrent à accepter sa part africaine —, sa joie de vivre, son charisme et ses dons littéraires et poétiques. Il partit en Orient avec la première « expédition » saint-simonienne, celle d'Istanbul, rejoignit Enfantin en Égypte en 1833. C'est en Égypte qu'il apprit l'arabe et, en 1835, se convertit à l'islam (sans renier son baptême, paraît-il…) : il prit le nom du fils d'Abraham et d'Agar l'esclave africaine, l'ancêtre des Arabes dans la tradition musulmane (nom qu'il orthographiait toujours « Ismaÿl » ou « Ismaïl », à l'arabe, jamais « Ismaël » à la juive — en tout cas, telle était sa perception de ces différentes orthographes). Enfantin le soutint dans cette démarche, ce qui lui valut sa reconnaissance éternelle. Rentré à Paris en 1835, il s'embarqua pour Alger en 1837 (sur les conseils et grâce à l'entregent de ses amis saint-simoniens, qui craignaient que sa couleur de peau ne lui barrât toute carrière à Paris. Il faut dire aussi que, selon les lois de l'époque, sa conversion à l'islam pouvait lui valoir la déchéance de la nationalité française : autant qu'il aille dans une région où il saurait se rendre indispensable).

Il commença sa carrière algérienne comme interprète à l'armée d'Afrique. Il s'agissait pour lui non d'une conquête mais d'une œuvre de « régénération », déjà entamée en Égypte par Napoléon et les saint-simoniens : faire « l'union de l'Orient et de l'Occident par la morale ». Les débuts furent laborieux, entre autres parce que les Algérois ne comprenaient pas son arabe cairote (au départ, il dut ecourir à la *lingua franca* qu'il avait sans doute apprise en Égypte), et aussi parce qu'en comparaison d'Istanbul et du Caire, la ville lui parut fort pouilleuse et (déjà !) trop européenne : il n'y avait plus de souks, et seulement deux mosquées en service[995]. Son premier article envoyé d'Algérie, publié dans le *Temps* à l'été, est intéressant : selon un *topos* que j'ai souligné dans le cours comme plus tardif, il fait contraster ses manies orientalisantes en France (il se dépeint, à l'hôtel à Marseille avant de s'embarquer, recevant ses amis vêtu à l'orientale et fumant le narguilé) et sa déception au contact de l'Algérie réelle. Dans d'autres articles, il critiquait le fait que les Français s'appuyaient trop sur les juifs en Algérie, non par antisémitisme mais parce que pour lui cela exaspérait les musulmans et retardait leur ralliement. Dès ces premières semaines, l'avenir de la « fusion raciale » lui paraissait sombre : la France n'était pas aimée des indigènes, ce qui contrastait avec la situation en Égypte (« quant à moi, je n'ai pu retenir un cri de suprise et de douleur en voyant avec quel brutal aveuglement on sacrifiait des hommes à des principes et des mœurs sanctifiées par les plus vénérables traditions au despotisme de la logique occidentale ») ; il appelait à un protec-

---

994 Il n'est jamais retourné en Guyane, à l'exception d'un bref voyage en 1830, qui se passa fort mal : il valait encore mieux être mulâtre en métropole que dans ce cul-de-sac de l'ancien Empire colonial.

995 La ville n'avait plus que 22.000 habitants, dont 6.800 Français et 7.000 autres Européens, contre 40.000 au moment de la conquête… Oran était tout autant en décadence, mais c'était dû autant à un tremblement de terre survenu à la fin du XVIII^{e} siècle qu'à la conquête française : il n'y restait plus que 200 à 300 « Maures » (et 3500 juifs), pour une populaton de 7.000 âmes.

NB Contrairement à ce que j'ai écrit dans le polycopié « principal », la *lingua franca* n'était pas morte à Ager en 1837 : Urbain y eut recours, faute de pouvoir se faire comprendre en arabe d'Égypte.

torat et à l'administration la plus indirecte possible (« laissons se développer sans envie à nos côtés une nation nouvelle »). Cela ne l'empêchait pas de mépriser le « fanatisme » d'Abd-el-Kader, un autre obstacle pour lui sur le chemin de la « fusion raciale ». Il se sentait français, mais se voulait l'avocat des Arabes auprès des Français ; jamais il ne remettait en cause la conquête en elle-même.

Dans ces fonctions, plus tard élargies, il parcourut une grande partie de l'Algérie, toujours inondant la presse parisienne d'articles : il était notamment le correspondant attitré du prestigieux *Journal des débats*. L'un de ses premiers actes fut de protester contre les conversions que les écclésiatiques, déjà, prétendaient faire (Alger avait de nouveau un évêque depuis 1838[996]) : la plupart n'étaient pas sincères, les grandes cérémonies où l'on se vantait de la participation de nombreux chefs arabes n'étaient que des simulacres, et cela ne pouvait d'exaspérer les indigènes. Début 1840, à Constantine où il passa une bonne partie de ces années, il épousa une jeune Algéroise musulmane, selon le droit musulman[997] ; Enfantin assista peut-être à la cérémonie. Ce mariage renforça ses liens avec la société musulmane algérienne. Ses amitiés saint-simoniennes lui valurent des faveurs et, progressivement, il se fit des fréquentations tout à fait exceptionnelles pour un homme de son origine : ainsi il accompagna le duc d'Orléans, fils de Louis-Philippe, dans une visite-expédition de prestige qu'il fit en Algérie en 1839, et le duc d'Aumale, son frère, lors de la prise de la smala d'Abd-el-Kader ; puis il conseilla ce dernier, qui n'avait que 21 ans, lorsqu'il fut nommé gouverneur de Constantine. À peu près en même temps que le duc d'Orléans, il accueillit également Enfantin lors de son voyage en Algérie (il collabora à son enquête sur la propriété indigène) ; cependant il s'éloignait lentement des saint-simoniens, lesquels, engagés dans une vaste tentative de réconciliation des races blanche et noire, auraient préféré le voir assumer son identité mulâtre que rechercher la fusion de l'Orient arabe et de l'Occident ; or Urbain refusait de faire « le mulâtre de service », ce qui l'eût renvoyé à la tache de sa naissance et à une Guyane qui ne l'intéressait guère et ne représentait pas l'avenir. Par ailleurs, Enfantin était partisan d'une forte immigration européenne en Algérie, ce qu'Urbain n'était pas. Ce dernier avait changé d'avis sur l'administration de l'Algérie, il tenait désormais pour l'administration directe (par multiplication de camps militaires), les chefs arabes étant décidément trop incompétents, cruels et indisciplinés.

Progressivement, à la fin des années 1840 Urbain se réinstalla à Paris, entre autres choses parce qu'il s'entendait mal avec Bugeaud. Employé au Bureau des Affaires Algériennes, il continuait à inonder les gouvernements suffessifs d'analyses intelligentes, très arabophiles ; il faisait partie d'un lobby algérien saint-simonien puissant, très hostile aux thèses des colons. Par ailleurs, il restait en contact avec la famille royale : pour lui, la révoluton de 1848 fut un désastre social. Il retourna en Algérie à plusieurs reprises pour des vacances (il y avait laissé sa femme et sa fille), puis, en 1861, pour y excercer un poste administratif. Veuf en 1863, il se remaria en 1867 avec une Française d'Alger : ils trouvèrent le moyen de se marier à l'église sans qu'il renonçât à sa religion, le célébrant étant Mgr Lavigerie… Ce qui montre, encore une fois, la solidité de ses protections.

Une de ses brochures, *L'Algérie pour les Algériens*, attira l'attention de l'Empereur en 1861 : lorsque celui-ci débarqua à Alger pour un voyage officiel, en 1865, il lui demanda de lui servir d'interprète, ce qui signifiait choisir bruyamment le camp des arabophiles (hostiles à

---

996 Dès cette époque, l'Église avait l'habitude de baptiser les enfants trouvés et les orphelins ; elle faisait pression sur les indigents dont elle s'occupait, sans aucun succès.

997 Cela permettait à sa femme de rester musulmane ; mais cela signifiait aussi qu'en cas de retour en France, il faudrait divorcer — plus exactement, le mariage ne serait pas reconnu. De même, l'administration refusa de reonnaître sa fille, née en 1843, comme une enfant légitime : c'est pour résoudre ce problème qu'il finit par se marier à la française et par la faire baptiser, en 1857. (NB Il n'a pas eu d'autre enfant, à part un fils mort dans son enfance).

la colonisation à outrance et au « régime civil ») dans la vive polémique qui déchirait alors la presse et les milieux influents — ce choix se fit, évidemment, au grand dam de la plus grande partie de l'entourage impérial : un Noir musulman marié à une indigène !!! Plus qu'un interprète, Urbain fut un conseiller : il ne lâcha pas l'Empereur d'une semelle en 36 jours de voyage.

Il conserva cette fonction de conseiller officieux jusqu'en 1870. Mais à Alger, où le gouverneur Mac-Mahon sabotait systématiquement la politique impériale, il fut marginalisé dès avant la chute de l'Empire, même si son remariage invite à relativiser cette marginalisation. Menacé d'arrestation par les factieux racistes (mais républicains, ce qu'on appelle « la Commune d'Alger »), il se réfugia à Marseille fin 1870. Il continua à se battre pour « son » Algérie, où il retourna mourir en 1884. Il est bizarrement enterré au cimetière chrétien, sans doute en tant que non-indigène.

Annexe 5 : Daniel Panzac : La marine *[de guerre]* ottomane de l'apogée à la chute de l'Empire (1572-1923). C.N.R.S. éditions 2009, 537 p.

En 1798, l'Empire Ottoman avait déjà commencé à moderniser sa marine, grâce notamment à l'assistance d'ingénieurs français (la première mission date de 1784-1788) mais aussi suédois. Les caravelles, navires de commerce au départ, peu maniables, avaient disparu (ainsi que les galères) au profit des frégates et des corvettes, des trois-mâts. La construction navale se standardisait, ainsi que l'arsenal d'Istanbul où il apparut des cales de construction et des cales sèches de radoub (pour le nettoyage des coques) — mais il y avait aussi d'importants arsenaux à Rhodes et à Mytilène (sur l'île de Lesbos).

Dès 1773, il apparut une École de Mathématiques qui dix ans plus tard devint l'École Impériale des Ingénieurs de la Marine (mais elle formait aussi des officiers) : les enseignants étaient des Français (sauf une interruption de 1788 à 1793), qui enseignaient grâce à des interprètes arméniens ; mais ils publièrent aussi des traités, traduits en osmanlı et imprimés sur la presse installée dans les locaux de l'ambassade de France. Lorsque l'expédition d'Égypte interrompit la coopération, il y avait déjà assez d'enseignants turcs pour faire fonctionner l'établissement. En 1806, il apparut également une École de Médecine Navale ; l'année précédente, une importante réforme administrative avait eu lieu. Dans l'ensemble, la marine ottomane a été modernisée en profondeur et entièrement bien avant l'armée de terre (à cause de la résistance des janissaires).

Les marins étaient alors pour beaucoup des grecs, originaires de l'Égée, de la Mer de Marmara et de la Mer Noire ; ils étaient désignés (avec difficulté) par leur patriarche pour un service de 6 mois (du printemps à l'automne), mais il existait une possibilité de se racheter. La grande majorité des officiers sortaient toujours de leurs ragns, car l'École Navale avait peu d'étudiants ; mais ils devaient être musulmans. Le manque d'hommes était criant : lors de la guerre avec la France de 1798, l'amiral ottoman fut obligé de renoncer à armer le tiers de son escadre ; c'est pourquoi, par la suite, le rythme des constructions se ralentit. Par ailleurs, pendant la période des guerres contre la France les marins turcs supportèrent difficilement de ne pas rentrer chez eux à l'hiver comme il était traditionnel : il y eut une mutinerie à Palerme en 1799, plus des heurts avec les marins des flottes chrétiennes alliées.

En 1800, la flotte ottomane comptait 60 navires contre 328 pour le Royaume-Uni, 110 pour la France, 113 pour l'Espagne, 102 pour la Russie (dont seulement 24 en Mer Noire, car la capitale de ce pays était en Baltique). Mais elle se révéla incapable de mener la guerre contre la Russie en 1806-1812 : l'incompétence des officiers était criant, de même que celle des marins engagé pour six mois seulement : les cannoniers en particulier étaient lents et désordonnés. Enfin la flottille du Danube n'avait pas été modernisée, or elle supporta une part notable de ce conflit.

La guerre d'indépendance de la Grèce provoqua une crise, et pas seulement dans la marine de guerre : la marine marchande ottomane était essentiellement grecque (en 1813, 90 % des marins étaient des insulaires de l'Égée). Pourtant, malgré la désertion massive des marins grecs la marine ottomane joua son rôle dans la première phase de la rébellion, ravitaillant les forteresses de Morée restées pour la plupart aux mains des Ottomans (à la flotte ottomane proprement dite s'ajouta celle de Méhémet Ali et une quinzaine de bâtiments envoyés par les Maghrébins). Les Grecs, beaucoup plus faibles sur mer, se contentèrent d'embuscades et de harcèlement, notamment avec des brûlots (des navires enflammés qu'ils jetaient contre les vaisseaux ottomans). En 1826, grâce au renfort décisif des Égyptiens, les Ottomans étaient complètement maîtres des mers et la reconquête des régions révoltées était en cours, lorsque la bataille de Navarin (contre les Anglo-Franco-Russes) provoqua un désastre : la destruction d'une partie importante de la flotte ottomane et aussi de celle de Méméhet Ali qui arrêta les frais l'année suivante. Les causes du désastre de Navarin étaient, à long terme,

l'aveuglement de Mahmoud II, qui déclencha la bataille parce qu'il n'était pas conscient de la supériorité navale des Européens, et à court terme l'indiscipline de l'équipage d'un navire turc, qui précipita l'affrontement ; de nouveau, l'incompétence des officiers ottomans joua un rôle majeur aussi dans la défaite, ainsi que des tensions entre marins chrétiens et musulmans, alors que les navires étaient de qualité équivalente à leurs adversaires européens. Juste après Navarin, une réforme aboutit notamment à l'introduction d'une distinction entre officiers supérieurs, qui devaient être issus de l'Ecole Navale, et officiers subalternes. En revanche, le manque de marins demeurait criant, au point qu'après avoir essayé de se passer de chrétiens, la marine ottomane dut se remettre à en engager en 1835.

La France continuait à jouer un rôle important dans la modernisation de la matine ottomane, mais dès 1830, dans le cadre d'un traité de commerce avec la Porte, les États-Unis acceptèrent de construire des navires ottomans dans leurs arsenaux et de fournir du bois ; dans les années 1830, des ingénieurs américains construisirent des navires à Istanbul. C'est également à cette époque que la marine ottomane se mit à la vapeur (le tout premier achat, très modeste, date de 1828, un premier vapeur sortir des chantiers navals d'Istanbul en 1837) : pour l'instant ces bâtiments, dotés de roues à aubes, servaient de remorqueurs et de bateaux-poste.

Dans la crise des années 1830 avec l'Égypte de Méhémet Ali, à nouveau la marine ottomane ne brilla guère, même si cette crise se termina par la Convention des Détroits (1841) qui ferma lesdits Détroits aux navires de guerre étrangers en temps de paix. Dans les conditions, les sultans de l'époque des *tanzîmât* apportèrent un soin particulier à la modernisation de la marine. Il apparut un Ministère de la Marine en 1867. Dans les premières années des *tanzîmât* les arsenaux d'Istanbul continuèrent de produire des voiliers, mais le nombre de navires à vapeur, à roues à aubes, augmentait, et c'étaient désormais de vrais navires de guerre — mais les chaudières devaient être importées, du Royaume-Uni.

L'hélice, moins fragile (aux tempêtes et aux boulets de canon), s'imposa en Occident dans les années 1840. La guerre de Crimée confirma la supériorité de l'hélice, ainsi que des blindages de fer et des canons-obusiers (l'obus, creux et chargé d'explosif, succédait au boulet, plein : la première utilisation en remonte à la bataille de Sinop(e), en 1853, où les Russes les employèrent contre la marine ottomane). La marine ottomane adopta rapidement ces nouveautés pour ses navires neufs (les premiers bâtiments à hélices entrèrent en service dans les années 1860), ce qui renforça la dépendance : en 1857, pour la première fois un navire de guerre ottoman fut entièrement construit à l'étranger, au Royaume-Uni. L'arsenal d'Istanbul se modernisa spectaculairement. En 1877, l'Empire avait la troisième flotte de cuirassés du monde après le Royaume-Uni et la France. Sur 15 cuirassés, 4 avaient été livrés par le Royaume-Uni en 1865, un en 1871 et deux en 1873 (Londres, profitant de la faillite de la Porte, racheta les 3 derniers en 1878) : l'emprise britannique était très forte sur la marine ottomane, le Royaume-Uni formait aussi des mécaniciens, des canonniers, etc. ; des Britanniques servaient sur les navires ottomans, en 1877-1878 certains bateaux ottomans furent même sous les ordres d'officiers britanniques, non convertis[998]. 5 autres bâtiments étaient français (trois d'entre eux était en fait une commande du khédive égyptien, que la Porte avait exigé qu'il lui cédât en tant que puissance suzeraine de l'Égypte), et un était autrichien. Un premier cuirassé sortit de l'arsenal d'Istanbul en 1874, mais ce succès fut précédé d'un échec et suivi d'un autre (des bâtiments qui ne furent jamais achevés). Tous ces navires étaient en fer, mais l'arsenal d'Istanbul fabriquait encore des navires à coque de bois (mais à hélice), et en 1877 il subsistait encore quelques voiliers, dont deux vaisseaux — qui à vrai dire servaient de casernes et ne sortaient plus de la rade d'Istanbul.

---

998 Ainsi Hobart Pacha, un Britannique qui s'était mis au service des sudistes américains, puis avait été recruté par les Ottomans en 1867 pour empêcher les Grecs de ravitailler en armes la Crète insurgée (sans grand succès d'ailleurs). En 1877, il fut nommé commandant de la flotte ottomane en Mer Noire.

Les marins étaient désormais professionnalisés, par le biais d'un service militaire de dix ans ; ils étaient musulmans en grande majorité (100 % de la brigade fluviale du Danube, 92 % de la flotte maritime en 1845 mais pratiquement 100 % dix ans plus tard). C'étaient surtout des ruraux illettrés originaires de la côte sud de la Mer Noire, pratiquement plus de l'Égée ou de « Roumélie » (la partie européenne de l'Empire Ottoman). L'École Navale fut réorganisée en 1838, puis en 1853 ; ses élèves étaient surtout des urbains, dont pas mal de Stambouliotes de la classe moyenne vers 1875, avec cependant une présence croissante, vers 1890, de provinciaux venus d'Anatolie intérieure ou des régions arabes de l'Empire, des régions fort peu maritimes. Par ailleurs certains officiers étaient toujours d'anciens sous-officiers, eux-mêmes anciens matelots — c'étaient souvent les plus routiniers, d'autant que les carrières étaient très longues, souvent plus de 40 ans. Autre indice négatif, le corps des officiers était pléthorique par rapport à ceux des marines européennes : il y avait manifestement une difficulté à mettre à la retraite des hommes qui avaient fait leur temps.

Dans l'ensemble, la marine ottomane fit bonne figure durant la crise de 1877-1878. Pourtant, Abdülhamid s'y intéressa moins que ses prédécesseurs. Malgré tout, il fallut bien suivre la course générale aux armements, notamment parce que dans les années 1880, la Grèce se dota d'une vraie marine de guerre et d'une École Navale sur le modèle de celle de Brest, et surtout parce que la Russie se dota d'une nouvelle flotte en Mer Noire. Ces années furent aussi celles de l'apparition des torpilles (mises au point en 1872 au Royaume-Uni ; le premier torpilleur date de 1879). C'est en 1884 que l'Empire ottoman passa commande de deux premiers torpilleurs à un chantier naval français, mais dès 1885 il se tourna vers l'Allemagne — en 1890 on en était à 21 torpilleurs, mais issus de 6 chantiers navals différents ce qui posait de gros problèmes de standardisation. L'autre invention majeure des années 1880, c'est le sous-marin : le premier, suédois, prit la mer en 1885… et fut acheté par la Grèce, ce qui poussa Istanbul à réagir rapidement : elle en acquit deux en 1886-1887, qui ne furent jamais utilisés du fait de défauts techniques (technologie trop expérimentale) et du manque de formation des équipages ottomans.

En 1889, Abdülhamid II décida une opération de prestige, le lancement de l'*Ertuğrul*, une frégate en bois construite à Istanbul entre 1855 et 1864 et qui servait aux cadets de l'Ecole Navale, en croisière de prestige en Orient. Elle fut accueillie chaleureusement par des foules musulmanes dans les ports des Indes britanniques et néerlandaises, ce qui agaça beaucoup les autorités coloniales. Mais sur un ordre stupide du sultan auquel le capitaine n'osa pas désobéir, le navire repartit de Yokohama en pleine saison des cyclones et fit naufrage au large des côtes japonaises.

En 1894-1895, trois officiers turcs furent admis en stage dans la marine française, même si on se méfia d'eux et on leur refusa l'accès aux dernières technologies. La guere de 1897 contre la Grèce révéla de nouveau de graves problèmes : la majorité des bâtiments se révéla hors d'état de prendre la mer, l'état des chaudières était inquiétant, certains canons étaient rouillés ou faussés, les équipages ne savaient pas les charger. La flotte ottomane n'osa pas sortir des Détroits en Mer Égée ! Par chance, les Grecs ne faisaient guère mieux.

Bref, il fallait se lancer dans de nouvelles tentatives de modernisation : avec l'accélération des innovations techniques, essentiellement occidentales, cela signifiait un nouveau regain de dépendance. Les années 1900 furent celles de la mise au point des navires contre-torpilleurs (*destroyers* en anglais), le premier datant de 1894 ; il servaient à détruire les torpilleurs, mais ils étaient eux-mêmes pourvus de tubes lance-torpilles, parce que sinon, on s'amuse moins. Ce fut aussi l'âge des sous-marins modernes (1900), fonctionnant (à partir de 1904) au diesel, c'est-à-dire au pétrole, et non plus à la vapeur[999]. Ce furent aussi les années

999 Précisons qu'auparavant, les sous-marins fonctionnaient à la vapeur *lorsqu'ils étaient à la surface*, à l'électricité (fabriquée par leurs chaudières) lorsqu'ils étaient sous l'eau. Les militaires peuvent être cons, mais dans certaines limites quand même.

où se développa la T.S.F. (« transmission sans fil », autrement dit la radio), inventée vers 1897, plus ou moins indépendamment, par Branly, Marconi et Popov, dans trois pays différents. Enfin, les premiers hydravions furent testés à cette époque.

L'Empire, aux prix d'un important effort financier, acheta 36 navires entre 1900 et 1906. Les fournisseurs venaient de tout l'Occident, États-Unis et Italie compris : en 1897-1900, un chantier naval gênois emporta le marché de la rénovation de 9 bâtiments anciens, mais comme 8 desdits bâtiments étaient hors d'état de traverser la Méditerranée, 200 Italiens finirent par se déplacer à Istanbul, mais les navires était dans un tel état qu'on finit par aboutir à l'idée qu'il valait mieux en construire de nouveaux. Les rapports entre la Porte et l'entreprise italienne se tendirent peu à peu, d'autant que les ouvriers italiens étaient soupçonnés de répandre de mauvaises idées chez leurs collègues turcs. L'affaire tourne en eau de boudin et les derniers Italiens furent expulsés d'Istanbul en 1911.

Le Royaume-Uni joua un rôle important dans cette période : ce sont les jeunes-turcs qui firent appel à lui, dès août 1908. Jusque-là, les Britanniques qui avaient servi dans la marine ottomane l'avaient fait à titre privé, mais de 1909 à 1914, trois amiraux désignés par l'Amirauté britannique se succédèrent à Istanbul. Leur fonction était de moderniser la flotte ottomane mais aussi de conter l'influence allemande, et de favoriser les chantiers navals britanniques. Leurs relations avec la Porte furent difficiles, entre autres parce que leurs fonctions étaient mal définies, et aussi parce qu'ils connaissaient mal l'Empire Ottoman ; de toute façon, le pouvoir à Istanbul était très instable. Les résultats furent positifs (propreté, efficacité, discipline) : la flotte ottomane osa de nouveau sortir en mer Egée, pour la première fois depuis Mahmoud II. Par ailleurs, la *Navy* prit des officiers ottomans en stage.

Les jeunes-turcs procédèrent à des mises à la retraite massives d'officiers, pour raison d'incompétence mais aussi politiques, dans le cadre des différents coups et contre-coups d'État qui se succédèrent. Totalement désargentés, ils eurent du mal à suivre la courses aux armements qui s'accélérait. En 1909, la Grèce commanda un énorme croiseur cuirassé à un chantier naval de Livourne, en Italie : en 1911, Istanbul en commanda deux à un chantier naval britannique, mais finalement il dut rabattre ses ambitions à un seul : cela provoqua l'affolement de la Russie, qui en mit trois en chantier, ainsi que des Grecs qui en commandèrent un autre. Cette course folle s'accéléra encore début 1914 : la Grèce racheta à la Chine un croiseur en cours de construction aux États-Unis, l'Empire Ottoman répliqua en en commandant un autres aux Britanniques, etc., etc. Tout ceci coûtait terriblement cher : en France et en Allemagne, le budget de la Marine s'élevait à la moitié de celui de l'armée de terre pour dix fois moins d'hommes, la marine autrichienne coûtait le tiers de l'armée de terre, la marine russe, les deux tiers. Le budget de la marine ottomane fut multiplié par 2,5 entre 1904 et 1914, ce qui ne fut possible que grâce à de nouveaux emprunts et même par la vente de bijoux et objets précieux ayant appartenu au sultan Abdülhamid, lors d'une vente publique très chic organisée à Paris en 1911. Il apparut aussi un Comité de la Flotte Ottomane dont le but était de susciter l'intérêt du public pour la marine (sur le modèle des différentes Ligues Navales qui existaient en Occident)… et de lui soutirer de l'argent : des fonctionnaires durent « accepter avec enthousiasme » que leurs salaires fussent réduits d'1/12^{e} (de toute façon ils étaient payés avec retard). Le Comité parvint à acheter 4 *destroyers*, 2 cuirassiers et plusieurs navires de transports, plus des canons, des mitrailleuses et des torpilles.

Comme d'habitude, tout cet effort ne servit pas à grand-chose, ni dans la guerre contre l'Italie en 1911-1912 (elle s'installa sans problèmes dans le Dodécanèse), ni dans la guerre balkanique de 1912-1913 (les Grecs conquirent sans résistance les autres îles de l'Egée qui leur manquaient, un torpilleur grec parvint même à pénétrer dans le port de Salonique). Le commandement turc laissait toujours à désirer, ainsi que les liaisons ; la majorité des navires datait toujours du règne d'Abdülhamid ; l'arsenal d'Instanbul était incapable de réparer rapidement.

Pendant la guerre mondiale, l'influence allemande l'emporta évidemment (il y avait longtemps qu'elle était dominante dans l'armée de terre), d'autant plus que le ministre de la Marine en titre, Cemal Pacha, se retrouva chargé… d'une armée stationnée à Damas. Dès septembre 1914, l'état-major turc comptait trois officiers allemands et un seul Turc, les flottilles de torpilleurs étaient commandées par des Allemands, la majorité des navires ottomans avaient un équipage mixte où les Allemands exerçaient le commandement de fait. Un amiral et un contre-amiral allemands dirigeaient la défense des Détroits. En échange de quoi il y eut aussi des officiers turcs dans la marine allemande, mais celle-ci fut bloquée pendant presque toute la guerre par la marine britannique, à l'exception des sous-marins. La marine turque ne brilla pas particulièrement, entre autres choses ce n'est pas elle qui remporta la victoire des Dardanelles mais les batteries de défense stationnées à terre (et les mines) qui parvinrent à empêcher la flotte franco-britanniques de passer, puis l'armée de terre turque qui repoussa le débarquement. Fin 1915, la flotte de guerre turque était à peu près inutilisable, en grande partie à cause des sous-marins britanniques (et la flotte de commerce était détruite à 56 %)[1000].

1000 Comme le centième nom d'Allah pour les musulmans, la millième note de bas de page est ineffable : elle n'est pas une note parmi d'autres, elle est *la* Note. Son contenu figure au Ciel, à droite du trône de l'Éternel, sur un voile tissu d'or et de soie autour duquel sept anges musiciens volent perpétuellement en psalmodient des pages de ce polycopié sur l'air du *Fanion de la Légion*. Une secte yézidie prétend savoir, de la bouche du calife *majnûn* Abdul al-Hazred, qu'Elle porte sur l'invention du fromage de tête par un Russe blanc exilé en Corse, un mystique sénoussi de Carcassonne en retraite spirituelle dans un enclos sacré de Bizerte a senti un souffle subtil le remplir de la sensation qu'Elle fait allusion à la diffusion du tango argentin dans la communauté juive algéroise de l'entre-deux-guerres, et de très anciens sages coptes racontent, si on leur paie l'ouzo, qu'une mystérieuse inscription en vieux maltais, ciselée sur un chapiteau du Second Temple réemployé dans la construction de la grande mosquée du Caire, affirme que celui qui La lira pénètrera les mystères de la création, entendra le chant des sphères, supportera l'humour de Minaudier, sera admissible au concours et verra la face de Dieu.